50148

N° 33 de la série entièrement consacrée à la guerre.

IXe ANNÉE. — TOME XVII. 1 JANVIER 1916

REVUE DE HONGRIE

Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE:

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président; MM. le Cte ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÖTHY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, Cte ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, Cte MARC WICKENBURG, JULES de WLASSICS, Cte JEAN ZICHY

GUILLAUME HUSZÁR, Directeur-Gérant.

Mente hungarica,
Verbo gallico.

SOMMAIRE

I. — PRO NIHILO, par **M. Albert de Berzeviczy**, ancien Ministre, Député, Membre de la Cour permanente d'arbitrage international à la Haye 1

II. — LE RÉVEIL DE LA TURQUIE. — *Vrais et prétendus amis*, par **M. Fr. Du Bois** 6

III. — DEVANT L'INÉVITABLE. — *L'aventure balkanique jugée par M. Georges Clemenceau*, ancien Président du Conseil de France 19

IV. — QUELQUES MOTS SUR LA RELIGION ET LA CIVILISATION DE LA LITHUANIE 24

V. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par **Historicus** ... 28

BUDAPEST,
I., TIGRIS-UTCA 6.

(En vente chez tous les libraires.)

VIENNE, GEROLD & CIE. — LEIPSIC, GUSTAV FOCK.
LONDRES, MUDIE'S SELECT LIBRARY (NEW OXFORD STREET). — ROME, FRATELLI BOCCA.
FLORENCE, SUCC. B. SEEBER. — MADRID, FERNANDO FÉ. — STOCKHOLM, C. E. FRITZE.
COPENHAGUE, VILHELM TRYDE. — BRUXELLES, N. LEBÈGUE ET CIE.
SAINT-PÉTERSBOURG, K. L. RICKER. — NEW-YORK, THE INTERNATIONAL NEWS CO.
ATHÈNES, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH. — BUCAREST, SOCEC & CIE. — GENÈVE, PH. DÜRR
CONSTANTINOPLE, OTTO KEIL.

POLITIQUE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE,
ÉCONOMIE SOCIALE, HISTOIRE, LITTÉRATURE, PHILOSOPHIE, BEAUX-ARTS
QUESTIONS DE CULTURE UNIVERSELLE.

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'est assuré la collaboration des hommes d'État et des écrivains remarquables du pays et de l'étranger qui examinent et discutent, d'un point de vue à la fois hongrois et international, toutes les questions politiques, historiques, économiques, sociales et littéraires.

Depuis l'ouverture des hostilités, la REVUE DE HONGRIE est entièrement consacrée aux problèmes relatifs à la guerre. Elle s'efforce d'être aussi impartiale que possible et surtout de mettre en relief le rôle que joue la Hongrie dans la conflagration générale.

La REVUE DE HONGRIE laisse à chacun de ses collaborateurs la responsabilité de ses opinions.

LA REVUE DE HONGRIE

se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'étranger qui en auront fait la demande.

LA REVUE DE HONGRIE
PARAIT LE 1 ET LE 15 DE CHAQUE MOIS

PRIX D'ABONNEMENT:

HONGRIE ET AUTRICHE	un an	**25** cour.
ALLEMAGNE	un an	**25** marcs.
AUTRES PAYS DE L'UNION POSTALE	un an	**30** francs.

Prix des «livraisons de guerre» 1 cour.

PRO NIHILO.

Un des phénomènes les plus regrettables de cette guerre, c'est le zèle passionné avec lequel la France fait, dans l'intérêt de l'Entente, des sacrifices hors de proportion avec les résultats qu'elle peut encore espérer de cette lutte.

Constatons d'abord qu'à part la Belgique et la Serbie qui ont, pour le moment, cessé d'exister comme États, aucun des pays coalisés contre nous ne fait, en proportion de ses forces, d'aussi gros sacrifices dans l'intérêt commun que la France. Sans parler du Japon pour lequel cette guerre est une affaire tout à fait secondaire, ni de l'Italie déjà rudement punie de son parjure, mais qui n'a rendu jusqu'ici aucun service appréciable à ses nouveaux alliés, on ne saurait mettre en parallèle les sacrifices consentis par la France avec ceux de la Russie et l'Angleterre. En raison de son étendue et de ses grandes réserves en hommes, la Russie peut bien plus facilement supporter des pertes en territoire et réparer celles que l'ennemi fait dans les rangs de ses soldats; l'Angleterre se ressent encore moins de la guerre, car elle n'a pas encore le service obligatoire, de sorte que ses pertes en hommes ne frappent point toutes les couches de la population; sa position insulaire la met à l'abri des invasions; de plus, les Anglais s'entendent admirablement à mettre toujours et partout leurs alliés en avant; quant à eux, leur rôle se borne de dresser les plans de campagne et à fournir l'argent.

Par contre, on est frappé de l'énormité des sacrifices que la République a faits et continue à faire pour cette longue guerre. Pour en calculer l'étendue d'une manière tout approximative, il faut considérer avant tout que la population française était déjà stationnaire avant la guerre, qu'elle avait

presque une tendance à diminuer; on sait que c'est un mal dont la France souffre depuis longtemps. Comparons seulement ce pays à l'Allemagne, sa rivale naturelle, et l'on verra que cette dernière, bien qu'elle n'ait que 4.000 km. carrés de plus que la France, pouvait au début de la guerre opposer une population de 67 millions d'âmes aux 39.6 millions de la France. A ce mal chronique viennent s'ajouter les pertes en hommes causées par la guerre, pertes si considérables que les Français ont été forcés d'appeler sous les drapeaux les jeunes gens de 17 ans. Il est certain que cette guerre — quel qu'en soit le résultat — aura pour effet de faire tellement baisser le nombre des habitants, que lors même qu'on parviendrait à combler plus ou moins les vides par l'immigration, l'appel de colons, les forces de propagation de la race française ne pourront plus suffire à réparer les pertes subies.

La principale cause de cette perte irréparable de sang français, c'est que l'Angleterre dont le territoire est cependant à l'abri des invasions, n'a assumé la défense que d'une minime portion du front continental, celle des quelques kilomètres qui font face aux côtes anglaises, tandis que la défense du reste de la ligne, avec les énormes sacrifices en hommes qu'elle exige, est entièrement à la charge des Français, lesquels combattent en outre sur mer, ont envoyé des troupes à Gallipoli et prennent aussi part à l'expédition de Salonique avec des forces supérieures à celles de l'Angleterre. Nous n'ignorons pas que les colonies fournissent à la France un fort contingent de soldats de couleur, mais c'est aussi le cas pour l'Angleterre et dans une mesure plus forte encore, de sorte que la participation de la France et, par suite, ses pertes en hommes sont hors de proportion avec celles de l'Angleterre et même de la Russie, si l'on considère l'énorme population de cette dernière, qu'elle borne ses efforts à la défense de son territoire et que, pour des raisons géographiques et politiques, il lui est impossible de prendre part à l'expédition des Balkans.

Non moins lourdes sont les pertes que cette guerre occasionne à la France au point de vue financier et économique. Nous ne parlons pas des frais immédiats, des dépenses courantes de la guerre qui pèsent lourdement sur tous les

États belligérants, mais des emprunts que la France a consentis, longtemps avant la guerre, à son ancienne alliée, la Russie et qu'on estime à une vingtaine de milliards. Ces prêts n'étaient pas de simples placements; ils avaient pour but de donner à la Russie les moyens de s'armer pour la lutte, de manière à occuper l'Allemagne à l'est pendant que la France l'attaquerait à l'ouest. A cet égard, l'argent des Français peut être regardé comme perdu. Les Russes n'ont pas réussi à envahir l'Allemagne, mais l'invasion du territoire russe par les armées germano-austro-hongroises a si bien réussi que toutes les forteresses construites avec de l'argent français, à ce qu'on dit, et qu'on tenait pour imprenables, sont aujourd'hui entre nos mains.

Mais ce qui est encore bien plus pénible pour les Français, c'est que leur pays est un des théâtres de la guerre depuis le commencement des hostilités et que les Allemands en occupent une partie depuis plus d'une année. Les 21.000 km. occupés par les Allemands ne sont, il est vrai, que 4% environ de l'ensemble du territoire français, mais il ne faut pas perdre de vue que c'est ici que la population est le plus dense, l'industrie le plus active, qu'au point de vue de sa puissance économique la France subit du fait de cette occupation une perte bien plus considérable que l'étendue du territoire occupé ne semblerait l'indiquer, et que ce que les Français perdent de ce fait, ce sont leurs ennemis qui le gagnent. Ajoutons-y la menace perpétuelle qui pèse sur Paris — la ligne des Allemands allant jusqu'à Compiègne, à moins de 80 km. de la capitale de la France — les ravages qu'a causés la guerre même dans les territoires où l'ennemi n'a pas pris pied d'une manière durable et, en particulier, dans la Champagne ruinée probablement pour de longues années.

On se demande donc involontairement pourquoi il a fallu et il faut que la France fasse ces énormes sacrifices?

On ne saurait guère prendre au sérieux l'explication officielle suivant laquelle la France ayant été brutalement attaquée, est bien forcée de se défendre. La vérité est que, lorsque l'Allemagne, à teneur de son traité d'alliance avec l'Autriche-Hongrie, fut obligée de déclarer la guerre à la Russie qui avait pris contre nous le parti des régicides

serbes, elle demanda à la France quelle attitude ce pays comptait observer, et que la réponse évasive qu'elle reçut dénotant clairement des intentions agressives, elle ne se laissa pas devancer. Mais chacun sait que l'Allemagne, loin de vouloir un conflit avec la France, a toujours recherché l'amitié de ce pays. C'est le peuple français qui, avec ses projets de revanche jamais niés, a toujours menacé la paix de l'Europe; c'est ce désir de revanche qui lui a fait rechercher l'alliance russe, repousser toute idée de rapprochement avec l'Allemagne et qui est cause que l'assassinat du sage Jaurès, l'ami de l'Allemagne, est resté jusqu'à présent impuni. Après cela il n'est guère correct de vouloir rejeter sur l'Allemagne toutes les responsabilités de la guerre actuelle.

Encore des phrases vides de sens lorsque les hommes d'État de la République se posent en champions du droit, de la civilisation, de la liberté, déclarent que leur victoire sera la défaite de la tyrannie, que leurs ennemis veulent écraser la France et tuer en elle le porte-drapeau de la civilisation. Quelle justice est-ce donc que celle qui revendique pour d'insolents petits États le droit de conspirer contre la sécurité et l'intégrité territoriale de leurs grands voisins? Si les adversaires mêmes de l'Allemagne ne sauraient prétendre qu'elle est l'ennemie de la civilisation, de quel droit le pays qui s'est mis au service des ambitions moscovites se pose-t-il en défenseur de la liberté et en adversaire du despotisme? Qui nourrit le projet d'empêcher la France d'accomplir sa mission civilisatrice, d'écraser cette France qui n'aura plus un seul ennemi en Europe dès qu'elle aura fait sa paix avec l'Allemagne?

Une autre phrase ronflante que la nécessité de lutter contre le «militarisme» allemand. Les armements sans fin ni mesure qui ont transformé les États du continent en véritables camps retranchés ont été provoqués, dès 1871, par le désir de revanche de la France; puis ils ont été poussés toujours plus loin, personne ne voulant se laisser distancer, si bien que les fusils sont partis tout seuls, pour ainsi dire.

Parmi toutes les raisons que ses orateurs et ses journaux donnent pour que la France continue la guerre à outrance, les seules sérieuses et acceptables sont le devoir de chasser l'ennemi du sol de la patrie et le désir de re-

prendre l'Alsace et la Lorraine. Il y a longtemps que le premier de ces objectifs aurait pu être atteint avec une très forte économie d'hommes et d'argent si le peuple français, n'étant pas enchaîné par ses alliances, avait fait une paix honorable avec l'Allemagne.

Pour ce qui concerne l'Alsace et la Lorraine, la France ne saurait les réclamer au nom du principe des nationalités dont prétexte l'Entente pour chercher à démembrer les empires centraux, parce que la population de ces provinces est en majeure partie allemande et ne désire pas faire sécession de l'empire. Si les Français veulent absolument faire de la revendication de l'Alsace-Lorraine une question européenne après un demi-siècle de paisible possession de ces provinces par l'Allemagne, cette question ne pourra être résolue que par la force; or, est-ce se montrer l'ami du peuple français que de lui faire concevoir l'espérance qu'il parviendra, soit au cours de cette guerre, soit plus tard, à trancher cette question dans le sens qu'il désire?

Ainsi, de quelque manière qu'on envisage les choses, il est impossible de découvrir la raison qui pousse les Français à continuer une lutte si désastreuse pour leur pays.

M. Briand, en prenant possession du fauteuil de président du Conseil, a nié avec indignation que le peuple français veuille spolier qui que ce soit. Cette protestation était bien superflue, personne ne prenant les Français pour des bandits. L'attitude de la France pendant cette guerre excite plutôt des sentiments de commisération chez les spectateurs désintéressés, et surtout chez ceux qui, — comme nous — reconnaissent les belles qualités du peuple français et croient à sa haute mission. Car c'est à regret qu'on voit cette nation verser son sang, donner son or pour — rien! ou plutôt pour des intérêts étrangers; elle s'est laissée atteler par sa vanité et sa haine de l'Allemagne au char de ses alliés et, perdant de vue ses intérêts propres, elle consume avec un zèle aveugle ses forces au service de l'ambition insatiable de l'Angleterre et de la Russie.

ALBERT DE BERZEVICZY.

LE RÉVEIL DE LA TURQUIE

— Vrais et prétendus amis. —

On se rappelle ce que la Question d'Orient avait toujours été pour la diplomatie européenne ? ... Un nœud gordien qu'on ne pouvait trancher sans risquer de mettre en feu tout le continent ... Un écheveau embrouillé d'intérêts contraires, de rivalités latentes, de haines réciproques ... qu'il était impossible de démêler sans menacer l'existence de la Turquie ... Impuissants et anxieux, les diplomates eussent certainement laissé encore longtemps les choses en état ... Mais Edouard VII apparut et l'éventualité d'un conflit mondial ne répugnant pas à ses vues, il n'hésita pas à couper le nœud redoutable ... Que dirait-il aujourd'hui de la nouvelle configuration politique qui est en train de se dessiner en Orient ? Ce n'est pas précisément celle qu'il avait rêvée. Les exécuteurs de ses dernières volontés en sont pour les châteaux qu'ils se sont trop hâtés de construire sur le Bosphore, en Asie-Mineure, en Mésopotamie et encore ailleurs ... La Turquie, quant à elle, au lieu de subir le sort qui lui avait été prédit, remporte un magnifique triomphe. La guerre lui fait largement réparation des injustices sans nombre commises à son égard.

*

Pendant de longs siècles, la France et l'Angleterre luttèrent pour assurer leur prédominance dans la Méditerranée. Leur rivalité déclarée avec la Russie prit naissance le jour où Pierre le Grand, sous prétexte de vouloir donner de l'air à l'essor économique de son empire, conçut des desseins sur Constantinople et les Détroits. Les deux puissances occidentales craignaient à bon droit que, si le projet de conquête du

célèbre tsar se réalisait, ce ne fût beaucoup plus l'hégémonie que le commerce russe qui tirerait profit de la porte ouverte au sud. Au cours des temps qui suivirent, la méfiance réciproque ne faisant que s'accentuer, cette rivalité domina la politique générale en Orient. Comme on peut bien le penser, le rôle dévolu à la Turquie était particulièrement délicat. Elle dut faire des prodiges d'adresse pour tenir la balance égale entre les parties adverses. C'était de la part de ces dernières une lutte incessante pour faire fléchir le fléau, chacune dans son sens . . . En 1789, la Russie obtint du gouvernement ottoman certaines concessions. Quelque dix ans plus tard, Napoléon Bonaparte éleva sa protestation et écrivit au sultan Sélim dans ces termes : « Réveille-toi, Sélim, et fais appel à la puissance de ceux qui te portent sincèrement intérêt. Chasse les traîtres et mets ta confiance dans tes meilleurs amis . . . Dans le cas contraire, tu ruinerais ton pays, ta religion et ta propre famille . . . » Cette missive produisit une grande impression sur l'esprit timoré du monarque oriental qui s'empressa d'annuler les avantages accordés . . . En 1833, la Russie ayant secondé la Turquie contre les troupes victorieuses d'Ibrahim Pacha, vice-roi d'Egypte, qui menaçaient Constantinople, le gouvernement ottoman se crut tenu de récompenser de tels bons offices et il conclut avec le gouvernement de Pétersbourg le fameux traité d'*Unkiaz Iskélessi* qui les obligeait tous deux à se prêter l'assistance la plus efficace et la Turquie en particulier à fermer les Détroits à tous les ennemis de la Russie et à interdire à chaque navire de guerre l'entrée de la mer Noire. Ce fut là un grand triomphe pour la diplomatie russe et, en même temps, un coup sensible porté au prestige anglo-français en Orient. Mais, la France et l'Angleterre ne s'en tinrent pas pour battues. Les années qui suivirent, leur servirent à préparer leur revanche et elles la prirent largement en 1841, lors de la conclusion de la convention de Londres. Aux termes de celle-ci, la Turquie devait tenir fermés en temps de paix les Dardanelles et le Bosphore à tous les navires de guerre indistinctement. La Russie perdait dès lors le bénéfice de privilèges qu'elle avait acquis au prix des plus grands efforts et des plus lourds sacrifices. La porte des Détroits se verrouilla pour ses navires de guerre et elle ne devait plus se rouvrir. Le Congrès de Paris en 1856 élargit la convention, en modifia

les termes, mais en maintint l'esprit. Le Congrès de Berlin en 1878 la rétablit à la lettre. L'antagonisme anglo-russe ne fit que s'envenimer dans la suite. Il était particulièrement manifeste à Constantinople même où les ambassadeurs de Russie et d'Angleterre se livraient une lutte incessante, l'un voulant avoir le pas sur l'autre, chacun voulant parler en maître. Le sultan Abdul-Hamid dut se donner du mal pour les contenter tous les deux. Il est vrai qu'il savait jongler comme pas un avec les influences diplomatiques qui se disputaient le terrain autour de lui. Pendant ce temps, l'empire ottoman, livré aux vents contraires de la politique européenne, demeurait arrêté, paralysé dans son développement. La torpeur dans laquelle on le voyait plongé, faisait dire de lui : l'homme malade.

Après deux siècles d'une rivalité qui avait plus d'une fois causé la guerre et qui continuait à menacer sérieusement la paix, qui aurait pu prévoir que tout à coup, comme par un tour de magie, les deux puissances ennemies feraient taire leurs vieux ressentiments et concluraient un pacte d'amitié. Personne assurément, en dehors d'un très petit nombre d'initiés qu'Edouard VII avait mis dans le secret de son plan de coalition contre l'Allemagne. Rapprochées dans leur politique mondiale en vue du but commun que le souverain anglais leur avait assigné, la Russie et l'Angleterre avaient particulièrement intérêt à combiner leurs moyens en Orient où elles voyaient toutes deux du même œil jaloux poindre l'essor du commerce allemand. Leur amitié n'était pas pure de pensées de derrière la tête. Elles s'entendaient comme larrons en foire, voilà tout. Elles voulaient arriver à leurs fins, dussent-elles même immoler l'empire ottoman à leur germanophobie.

Au moment où le roi Edouard monta sur le trône, l'Angleterre n'était vraiment nullement fondée à se plaindre de la concurrence économique de l'Allemagne en Turquie. Elle y occupait elle-même une place tout autrement importante. Un *Manuel des Sociétés anonymes fonctionnant dans l'empire ottoman*, publié en 1902, ne laissait aucun doute à cet égard. On y voyait noir sur blanc qu'il existait, sans compter les chemins de fer, trente-quatre sociétés de tout ordre : banques, mines, quais, eaux, gaz, tramways, assurances, etc., et que, dans le nombre, dix-sept étaient françaises, une dizaine anglaises et les autres mixtes (suisses, grecques, belges). Donc,

pas une seule société allemande. Pour ce qui était des chemins de fer, de dix compagnies, six étaient françaises : Mersine-Adana, Jaffa-Jérusalem, Smyrne-Cassaba et prolongement, jonction Salonique-Constantinople, Damas-Hama et prolongement, Moudaniéh-Brousse, une ... anglaise : Smyrne-Aïdin, une ... austro-allemande : les Orientaux et deux ... allemandes : Salonique-Monastir et les Anatoliens. Deux lignes ferrées ... c'était peu. Mais, si peu que ce fût, c'était déjà assez pour donner à l'Angleterre un motif de jalousie, cela d'autant plus que l'une de ces lignes portait manifestement en germe l'avenir économique de l'Allemagne en Asie-Mineure et au delà. Un groupe financier dirigé par la Deutsche Bank de Berlin avait fait en 1889 l'acquisition de la ligne Haidar-Pacha-Ismidt qui, longue de 92 kilomètres, avait appartenu jusque-là à une compagnie anglaise et il avait en même temps obtenu la concession pour son prolongement (486 kilomètres) jusqu'à Angora et Konia. Ce dernier endroit marquait un premier jalon important dans la direction de l'est. De concession en concession, des jalons devaient être posés jusqu'à Bagdad. En construisant le chemin de fer d'Ismidt, les Anglais n'avaient assurément pas songé à en faire l'amorce d'une voie ferrée intercontinentale de la concurrence de laquelle la voie maritime de Suez n'eût pas manqué de souffrir : en le cédant aux Allemands, ils ne s'étaient sans doute pas imaginé qu'une pareille idée pourrait venir à ces derniers. Or, voilà que justement, lors de l'avènement du roi Edouard, le gigantesque projet du Bagdad était en train de recevoir sa forme définitive. Il n'en fallut pas davantage pour rendre le cabinet de Londres anxieux. Il vit l'hégémonie britannique en Orient et sur la route des Indes beaucoup plus menacée par la grande entreprise de la Deutsche Bank qu'elle ne le fut jamais par les visées russes sur Constantinople et les Détroits.

Le double sentiment de jalousie et d'irritation que le projet du Bagdad causait à l'Angleterre et qui ne faisait que s'aviver au fur et à mesure que les travaux avançaient, la crainte qu'elle éprouvait de l'essor commercial de sa nouvelle rivale en Turquie, eussent peut-être suffi à expliquer son hostilité contre l'Allemagne ... Or, il y avait plus, il y avait beaucoup plus et c'était ici qu'elle se trouvait en parfaite communion de vues avec la France et la Russie et que leurs efforts

à toutes trois tendaient vers le même objectif . . . Depuis le jour où il avait cessé de trop se replier sur lui-même et commencé à pousser davantage, comme c'était son droit, son influence et ses affaires dans le vaste monde, l'empire allemand avait poursuivi une politique franchement amicale envers la Turquie. Il s'était tenu à l'écart de combien de manifestations par lesquelles les futures puissances ententistes avaient directement offensé l'amour-propre national des Ottomans. Respectueux de l'indépendance des États du sultan, désireux de contribuer à leur régénération, il avait envoyé à Constantinople des conseillers de tout ordre, notamment des instructeurs militaires... C'était là un crime d'autant plus impardonnable que la coalition anglo-franco-russe avait intérêt à ce que l'état de l'homme malade continuât à empirer, pour qu'elle pût, à l'heure favorable, lui porter plus aisément le coup de grâce. La Triple Entente voulait pétrir à sa convenance la pâte orientale pour se partager ensuite le gâteau qui en sortirait. Et voilà que l'Allemagne, soucieuse de protéger les droits d'un grand peuple, s'était jetée au travers du chemin. Il était à craindre que le Turc — connu pour ses sentiments de loyauté et de gratitude — ne payât en retour ses bienfaiteurs d'une profonde amitié et d'une éternelle reconnaissance. Il fallait donc aviser au plus pressé.

Edouard VII n'avait tout d'abord fait connaître au monde qu'une ébauche de son plan de coalition contre l'Allemagne. Mais, les lignes de ce plan ne tardèrent pas à se préciser davantage. En 1904, année dans laquelle l'Entente cordiale fut conclue, il n'échappa à aucun esprit clairvoyant que l'Angleterre, en se réservant dans son traité passé avec la France, l'Egypte comme sphère d'influence, songeait à y substituer un jour ou l'autre l'annexion à l'occupation. Deux ans plus tard, en août 1906, quand elle résolut à l'amiable avec la Russie la question de leurs intérêts respectifs dans la Turquie d'Asie, il était évident qu'il s'agissait d'un partage de la peau de l'ours et que ce partage, d'abord projeté sur le papier, devait devenir effectif soit, en temps de paix, à la suite d'un coup monté, soit à la faveur d'une guerre . . . Or, qu'aurait pu Abdul Hamid contre le cours impétueux que menaçaient de prendre les événements ? Il était passé maître dans l'art de se jouer des rivalités entre les puissances. Funambule consommé, il avait

toujours tenu à merveille le balancier sur la corde tendue à travers le Bosphore. Mais, à quoi son adresse pouvait-elle lui servir encore ? L'intégrité du territoire ottoman avait été jusque-là la condition sine qua non de l'équilibre politique en Orient. A l'avenir, elle devait être protégée contre la cupidité déclarée d'une vaste coalition. Les finesses et les ruses devaient être remplacées par la force. Pour la situation nouvelle, il fallait des hommes nouveaux . . . et ces hommes-là se trouvèrent. La révolution de 1908 vint à point nommé pour engager la Turquie sur la voie du progrès et des réformes . . . Mais l'œuvre de régénération, bien que l'Allemagne, en amie sûre et désintéressée, y mît largement du sien, ne pouvait pas s'accomplir en peu de temps . . . En attendant, la Triple Entente, craignant — ce qui allait de soi — que l'homme malade, entouré de soins assidus, ne réussît à recouvrer une vigoureuse résistance, s'appliquait à entraver les progrès de sa guérison. Avant qu'il ne fût trop tard, elle imagina de lui faire porter un grand coup. A cette fin, elle conçut la guerre balkanique en vue de laquelle elle avait su gagner deux excellents auxiliaires, l'ultrapanslaviste Pachitch et l'ultraturcophobe Venizélos.

La guerre balkanique ! Les résultats auxquels elle aboutit permirent de voir clairement les motifs qui l'avaient inspirée. Il s'était agi d'une part de saigner à blanc la Turquie pour la mettre hors d'état de se défendre dans la suite, d'autre part d'écarter l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne des Balkans pour établir dans la péninsule l'hégémonie ententiste sous l'égide de la Russie. Bien naïfs étaient ceux qui persistaient à croire que le but poursuivi avait été la délivrance de nationalités chrétiennes et la création d'un équilibre balkanique équitable. Bref, cette guerre terminée, il restait à l'Entente à réaliser la seconde partie de son programme : la continuation pour son propre compte en Asie du dépècement de l'empire ottoman.

La guerre mondiale devait sans contredit servir les desseins des trois puissances. Dans leur certitude que l'Allemagne serait vaincue et anéantie, elles présageaient le moment où c'en serait fait de l'assistance allemande en Turquie et où celle-ci, réduite à ses seules forces, à ses seuls moyens, incapable de se défendre efficacement, serait obligée de se laisser dicter la loi par elles trois. A la dernière heure, pour affaiblir encore

la résistance éventuelle des Ottomans, l'Angleterre ne frappa-t-elle pas d'embargo les deux navires de guerre *Reschadie* et *Sultan Osman* que le gouvernement de Constantinople avait commandés à ses chantiers en mai 1911 ? Suivant les dispositions du contrat, les deux bateaux devaient être achevés et livrables le 1er mai 1914 ; le paiement devait s'effectuer en plusieurs termes et la dernière somme être versée à la date ci-dessus. La Turquie ne manqua, à aucune échéance, de tenir les engagements pris. Malgré cela, au dernier moment, l'Angleterre différa la date de lancement des navires et elle se borna à promettre de livrer le Sultan Osman le 31 juillet 1914. Ce jour-là, le représentant du fisc turc se trouva à trois heures de l'après-midi à la banque d'Angleterre où il remit à l'amiral Sir Charles Autley, venu tout exprès, le solde à payer de 650.000 liv. st. L'amiral remercia au nom de son gouvernement et s'en alla. Le représentant turc se rendit à son ambassade pour y attendre, avec l'ambassadeur et les autres membres de l'ambassade, de recevoir téléphoniquement l'heureuse nouvelle que le Sultan Osman avait hissé le pavillon ottoman. A 4 heures, appel au téléphone. On s'y précipita. Hélas, le capitaine turc qui aurait dû prendre le commandement du bâtiment fit savoir, des larmes dans la voix que la Turquie venait de perdre deux navires de guerre. Dans l'intervalle d'une heure, le gouvernement anglais avait mis l'embargo sur les deux bateaux. L'ambassadeur pleura. Autour de lui, tout le monde pleura . . . et bientôt pleura aussi toute la Turquie qui avait, en vue de posséder deux belles unités navales de défense, péniblement amassé les 5,350.000 liv. st. nécessaires à leur achat . . . Cela se passait le 31 juillet et la guerre entre l'Angleterre et la Turquie ne commença que le 5 novembre. Au cours de ces trois mois, l'Angleterre ne souffla jamais mot au gouvernement ottoman des navires qu'elle lui avait enlevés, ni de l'argent qu'elle lui avait escamoté.

Après tout cela, comment Sir Edward Grey pouvait-il se croire fondé à prétendre que la Turquie, en se jetant dans la guerre aux côtés des puissances centrales, avait tourné le dos à des amis sûrs pour tendre la main à de prétendus amis, à des amis intéressés ? Ces amis sûrs, on a bien vu qui ils étaient. Dès que l'empire ottoman fut devenu leur adversaire, ils s'empressèrent de lever le masque. L'Angleterre se hâta d'an-

nexer l'Egypte, la Russie d'avouer son plan relatif à Constantinople. On voyait clair tout à coup dans le marché que toutes deux avaient tenu caché si longtemps . . . Les prétendus amis, les amis intéressés, c'étaient au contraire ceux qui avaient mis la Turquie en état de préparer sa défense, ceux auxquels elle doit à l'heure actuelle dans une certaine mesure d'avoir pu repousser victorieusement l'ennemi aux Dardanelles et d'avoir provoqué par sa résistance héroïque l'admiration du monde entier . . . Sir Edward Grey ne veut pourtant toujours pas se rendre à l'évidence des faits. N'a-t-il pas dit dans un discours récent : « La Turquie dont les intérêts auraient été protégés, si elle était demeurée neutre (ce qui est une erreur), a été entraînée dans la guerre par l'Allemagne (ce qui est une autre erreur). Tombée sous la dépendance de l'Allemagne, elle aidera à faire prédominer l'influence germanique de Berlin jusqu'à Bagdad . . . » Bagdad, toujours Bagdad — quel cauchemar pour les Anglais ! Ces derniers qui veulent se poser en champions du progrès et des droits des peuples, que ne se disent-ils que la grande voie ferrée nouvelle sera pour la Turquie d'Asie l'artère principale qui charriera le sang de son développement national et de son essor économique ? Que ne se disent-ils que l'entreprise, bien que secondée par le capital allemand, est proprement turque et que ce caractère ressort de la présence à la direction de sujets ottomans et de plusieurs Suisses ? Que ne se disent-ils que le chemin de fer, dès son achèvement, sera d'un intérêt général ? Que ne se disent-ils tout cela ? . . . Mais tout simplement parce que leur égoïsme se refuse à entendre le langage de la raison, parce que, exerçant déjà leur hégémonie sur plusieurs grandes voies mondiales, ils se sont pris à convoiter encore celle-là, parce qu'ils voudraient enlever aux Allemands toute chance d'avenir commercial en Asie-Mineure et au delà, parce qu'enfin, il leur déplaît de voir la Turquie disposer à son gré d'un instrument de progrès devant servir à sa consolidation intérieure, à la mobilisation rapide de ses troupes . . . La Turquie ne doit-elle pas demeurer pour eux une proie facile à prendre ?

*

Parmi ses nombreux ennemis, les Turcs en comptent un qui est particulièrement tenace. C'est le préjugé et l'on sait qu'une fois enraciné dans les esprits, il est difficile à extirper . . . Un christianisme exclusif qui a abdiqué toute largeur de vues, toute grandeur d'âme tient rigueur à l'empire ottoman d'être la patrie de l'Islam . . . Christianisme des cœurs étroits, pourrait-on l'appeler, il se trouve sur son vrai terrain dans le pays du puritanisme qui est en même temps le pays par excellence du préjugé. Il prévaut aussi en Russie où l'autocratisme possède en lui un instrument docile pour assurer sa domination sur les masses. Dans son oukase relatif à l'entrée en guerre de la Bulgarie, le tsar fait un vif reproche à celle-ci de s'être placée aux côtés des ennemis de la foi chrétienne . . . Ces ennemis, on ne saurait s'y tromper, ce sont les Turcs . . . Une pareille accusation est pour le moins étrange. Outre que la Russie et l'Angleterre ont seulement le droit de se donner pour les représentantes d'un christianisme fortement dégénéré de ses véritables principes, n'ont-elles pas ainsi que la France, lié partie avec des shintoïstes et des bouddhistes de l'Asie et des peuplades fétichistes de l'Afrique ? . . . Elles paraissent avoir oublié toutes trois que ces alliés jaunes et noirs sont venus en Europe combattre sous leurs drapeaux la civilisation chrétienne et que les Turcs, quant à eux, ne font que défendre leur propre existence et leur bon droit menacés. . . . Du reste, est-ce la première fois que des guerriers de l'Islam luttent à côté de peuples chrétiens ? Le fondateur de la religion musulmane n'enseigna-t-il pas dans ses doctrines de hautes vérités de morale et de politique ? Il eût répugné au prophète de prêcher à ses fidèles la haine des autres confessions. Il leur recommanda au contraire de regarder les chrétiens et les juifs non comme des ennemis, mais comme des Ehli Kitab qui reconnaissent le Livre (l'Ancien Testament) et l'existence d'un Etre suprême. «L'Orient et l'Occident, écrivait fort justement le *Lloyd Ottoman* dans un article récent, ne sont pas séparés par des rivalités. Ces deux mondes obéissent également à la loi naturelle et ils se sont développés pour atteindre chacun le but qui lui était marqué. Ce ne sont pas des mondes exclusifs l'un de l'autre, mais des mondes qui se complètent l'un par l'autre. La manifestation de la nature humaine que présente l'Orient, nous confond tout d'abord par son étrangeté, mais plus on se fami-

liarise avec elle et plus on s'aperçoit que, sous le dehors oriental, se retrouve le vieux génie religieux de l'Orient qui nous apporta aussi la lumière . . . »

Pendant longtemps, un autre préjugé — d'ordre ethnique celui-ci — avait prévalu. Le Turc, déclarait-on, était un incivilisé, un fanatique. « Le Turc a passé là, tout est ruine et deuil », avait écrit Victor Hugo . . . Avant que la photogravure fût venue aider à la diffusion de la vérité, les estampes fantaisistes des journaux illustrés se complaisaient à représenter le soldat ottoman sous des traits d'une rudesse sauvage . . . Ce préjugé a aujourd'hui vécu. Espérons-le du moins. La Turquie a trouvé, pour le combattre, d'excellents témoins à décharge. La guerre balkanique lui valut d'éloquents plaidoyers de la part de Pierre Loti et d'autres grands écrivains. Le conflit mondial actuel lui apporte la plus éclatante réhabilitation qu'elle ait pu désirer. Quand elle engage les hostilités, on ne vit pas dans ses villes, à l'exemple de ce qui s'était passé dans plusieurs villes ententistes, des masses en furie se ruer contre le ressortissant ennemi demeuré en arrière et sans défense. Elle a, dès le premier jour, respecté les biens de l'adversaire et tenu avec dignité le rang d'un État civilisé aux côtés de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. Quant à ses soldats, par leur façon de faire la guerre, ils ont su gagner même l'estime du camp opposé. C'est ainsi qu'on pouvait lire dernièrement dans le *Globe* de Londres : « Le soldat turc, même dans les moments les plus critiques et les plus chauds de la lutte, ne perd pas un seul instant sa noblesse d'âme. Tels combattants chrétiens n'hésitent pas à achever le blessé qu'ils rencontrent sur le champ de bataille, tandis que le Turc panse d'abord les plaies du blessé, puis le transporte au quartier général. Tels combattants chrétiens bombardent les hôpitaux et font fi de l'emblème de la Croix Rouge (par ex. les Italiens à Goritz et les Russes en Galicie). Le Turc qui combat pour défendre sa capitale et sa patrie, prend au contraire toutes sortes de précautions pour ne causer aucun dommage à nos institutions sanitaires. » *L'Evening Dispatch* d'Edimbourg écrivait de son côté : « Les Turcs sont en réalité généreux, magnanimes, gentlemanesques. Non seulement, ils s'abstiennent de détruire nos vaisseaux-hôpitaux, mais ils se comportent aussi avec un grand dévouement envers nos blessés. Le cas suivant, par

exemple, leur fait honneur. Quelques projectiles turcs étant tombés sur un vaisseau-hôpital anglais, le commandant de ce dernier s'empressa de faire les signaux conventionnels. Tout aussitôt le feu turc fut détourné et porté dans la direction de nos troupes, épargnant ainsi nos institutions sanitaires. Ce simple fait peut servir de leçon à bien des combattants chrétiens. Des personnes neutres qui ont visité les différents fronts de la guerre, spécialement des correspondants et des officiers anglais font le plus grand éloge des qualités militaires et des sentiments humanitaires des Turcs.» La *Morning Post* de Londres publiait dernièrement ce qui suit : «Les officiers anglais capturés par les Turcs ne profèrent aucune plainte contre ces derniers. Un de nos rédacteurs a reçu d'un neveu qui est prisonnier de guerre dans une ville d'Asie-Mineure, une lettre dans laquelle on lit : «Nous vivons d'une façon fort agréable dans l'une des plus belles maisons de la ville. Nous jouissons de tout le confort possible. Les officiers turcs qui sont toujours très courtois, nous traitent avec beaucoup d'amabilité et de considération. Je touche par mois la solde d'un officier turc de mon grade. La somme en question suffit amplement pour satisfaire tous mes besoins.» Autre lettre instructive. Elle a été écrite de Constantinople par M. John Stypel à son père le marquis of Aberdeen : «Partout où l'on nous a conduits, y lit-on, depuis que nous avons été faits prisonniers, nous avons reçu le meilleur accueil de la part des officiers turcs et je suis très heureux d'avoir l'occasion de vous dire qu'en toute circonstance, l'officier turc se comporte comme un gentleman. Pour ce qui est de la nourriture, elle est très propre et abondante. Notre chambre qui compte sept fenêtres, jouit d'une vue splendide. Nos lits sont très bons. Nous sommes autorisés à faire chaque jour de longues promenades au jardin. On ne se mêle pas de nos affaires privées et l'on nous permet d'écrire des lettres. En vérité, nous sommes sans distinction très bien traités. C'est également l'avis de mes camarades prisonniers de guerre. Je vous prie de bien vouloir communiquer mes justes déclarations à Sir Edward Grey . . .»

Un troisième préjugé qui était aussi tenace que les autres — le préjugé de l'homme malade — devait tendre à disparaître dès le jour où la Turquie, arrivée à un tournant important de son histoire, entreprit l'œuvre de sa régénération. Après la

révolution de 1908, on put tout à coup constater que cet empire, tombé en apparence dans le marasme, possédait en réalité des sources profondes de vitalité et qu'à condition d'être gouverné constitutionnellement, selon l'esprit moderne, il avait les meilleures chances de progresser rapidement. On vit soudainement sortir de l'ombre dans laquelle ils avaient dû demeurer jusqu'alors, des hommes d'État, des diplomates, des financiers, des journalistes qui pouvaient soutenir avantageusement la comparaison avec leurs collègues des grands États européens. On vit surgir de hautes capacités militaires, se rajeunir les cadres de l'armée . . . Et que ne vit-on encore ? . . . Outre le nouveau sultan Ghazi Medmed Rechad II qui devait être un parfait monarque constitutionnel et l'est en effet, deux hommes s'imposèrent surtout à l'attention : Mahmoud Shefket Pacha, emporté dès lors si tragiquement et avant qu'il eût donné toute sa mesure, et Enver Bey, devenu le grand Enver Pacha. » A mon avis, disait de ce dernier, il y a quelque trois ans, le vice-consul anglais de Beyrouth, on trouverait aujourd'hui en Europe peu d'hommes ayant une personnalité aussi prononcée et possédant au même degré le don d'enflammer les masses. Tel qu'un aimant, il attire à lui les cœurs et son influence est surhumaine. » . . . Après une première entrevue avec l'illustre général turc, l'écrivain américain Lewis R. Breeman résumait comme suit ses impressions dans la revue de son pays *Review of Reviews :* « Il m'apparut, la taille non pas très élevée, mais très bien proportionnée. Son visage était éclairé de deux yeux sombres d'un éclat fascinant. Son regard était si suggestif que je ne pouvais en détacher le mien. Nous parlâmes de ses troupes arabes. « Ah ! s'exclama-t-il, mes braves, mes valeureux Arabes. Eussé-je seulement les moyens de les équiper comme je le voudrais . . . alors il désigna de la main des collines voilées de lumière vaporeuse où se trouvaient des avant-postes italiens . . . Ceux qui sont là-bas seraient balayés comme les sables du désert au souffle du sirocco. » Enver est un orateur très remarquable, il possède à fond plusieurs langues et est versé dans tous les sports. En lui habitent deux âmes : l'une, familière à chaque Oriental, penche vers le mysticisme, vers l'inexplicable, l'autre, si rare chez ses co-nationaux, est comme une éponge trempée d'énergie. Sa personnalité, ses connaissances étendues, ses aptitudes stratégiques et politiques lui

ont permis, à un âge où la plupart des officiers des autres armées européennes sont de jeunes capitaines, d'être le facteur le plus compétent de l'armée turque, le dictateur militaire dont on suit aveuglément les suggestions et les ordres, parce que l'on sait qu'il aime sa patrie par dessus tout et qu'il ne déploie son activité que dans l'intérêt de son pays . . . Je dois dire, ajoutait M. Breeman, que les heures passées avec lui compteront parmi les plus belles et les plus intéressantes de ma vie et que j'ai appris à connaître en lui non seulement l'homme le plus considérable de la Turquie, mais peut-être l'un des plus grands hommes du monde . . .»

*

Un pays dont l'armée possède un tel chef et à côté de lui, une légion d'officiers de haute valeur, un pays dont les destinées politiques sont confiées à des hommes d'État, à des diplomates extraordinairement doués, un pays dont le peuple fait la guerre en en observant strictement les usages et les règles et en traitant avec humanité l'ennemi blessé ou fait prisonnier, un pays enfin qui donne sans cesse des preuves de grande élévation morale . . . oui, ce pays-là n'aurait pas droit à la vie libre, à l'indépendance nationale? Il devrait, frustré de son autonomie, passer sous une tutelle étrangère? . . . Fort heureusement, le danger qui le menaçait, est aujourd'hui conjuré. C'est déjà assez que l'on puisse dire de l'Inde, en retournant contre la tyrannie britannique le fameux alexandrin :

«L'Anglais a passé là ; tout est misère et deuil.»

Fr. Du Bois.

DEVANT L'INÉVITABLE

L'aventure balkanique de l'Entente jugée par M. Georges Clemenceau.[1]

« Peut-être comprend-on maintenant pourquoi nous avons été quelques-uns à tenter de détourner le gouvernement français de cette folle expédition de Serbie, où nous n'étions pas même accompagnés des puissances les plus directement intéressées, et à laquelle nous ne pouvions consacrer que des effectifs insuffisants. J'ai souvent éprouvé, dans ma vie, le malheur d'avoir raison contre des gens qui ne veulent pas raisonner. On nous reprocha fort vivement notre manque de générosité. Quoi ! Nous laisserions écraser un peuple héroïque qui appelait au secours ? L'article était trop facile pour ne pas tenter la plume de ces diplomates et de ces stratèges qui détiennent la solution de tous les problèmes internationaux au fond d'un mobile encrier. On proclamait avec magnificence qu'il fallait disposer de nombreux effectifs. Nous ne les avions pas. Que la condition du succès était d'agir en coup de foudre. Nous ne le pouvions pas. On avait dégarni notre front en vue d'une expédition franco-anglaise déterminée, pour laquelle le concours de la Grèce nous était promis. Quand le roi Constantin trahit ouvertement sa parole, et qu'il fut évident que les Anglais étaient et continueraient d'être en retard, des hommes publics, que rien n'embarrasse aussi longtemps qu'il n'est besoin que de dire, mirent sur pied le bel échafaudage de stratégie dont nous pouvons admirer maintenant les effets.

On nous a leurrés, aussi longtemps qu'on a pu, de quelques avantages sans conséquence militaire, obtenus par les

(1) De l'*Homme Enchaîné*.

vaillants soldats du général Sarrail attachés à leur base de Salonique par des nécessités de salut, tandis que l'armée serbe, combattant toujours avec un renouveau d'héroïsme, mais obligée de céder le terrain pas à pas, se voyait débordée par des masses supérieures en nombre et en armement. Des écrivains bien résolus à ne pas reconnaître leur méprise se sont appliqués, comme il est d'usage, à nous cacher la situation, en diminuant les succès de l'ennemi et en donnant un surcroît d'importance aux nôtres, pour se trouver aujourd'hui confrontés avec des faits que nulle adresse de plume ne peut plus déguiser.

Il y a trois jours à peine, j'entendais de grands personnages nous parler sérieusement des chances qu'avait l'armée serbe d'arriver au contact de notre corps expéditionnaire. Ils reconnaissent, sans doute, que cette trop heureuse éventualité est hors de propos désormais. Il faut, aujourd'hui, compter avec des événements qu'on ne peut plus truquer. On se décide enfin à nous représenter «l'invasion de la Serbie» sous de sombres couleurs, en essayant de noyer le lecteur dans des indications stratégiques dont des cartes, un peu plus grandes que l'ongle, ne lui donnent pas toujours la clef. La vérité est que la fameuse retraite sur Santi-Quaranta, à travers l'Albanie, n'est déjà plus possible, en supposant qu'elle l'ait jamais été, puisque l'obligation de passer par Janina remettait aux Grecs le succès de l'aventure et que le port même de Santi-Quaranta, ainsi que je l'ai pu constater de mes yeux, ne possède aucune ressource d'embarquement. Les montagnes du Monténégro s'offrent encore, mais avec quelles ressources de ravitaillement?

Pour ce qui est du général Sarrail, je ne vois pas comment il pourrait faire autrement que de passer de l'offensive à la défensive. Il peut se replier sur Salonique avec qui, sagement, il n'a jamais perdu le contact. Mais l'accumulation d'une armée en retraite dans un port autour duquel rôdent les sous-marins, et qu'encercle une armée grecque qui n'est pas encore ennemie, mais dont il ne faudrait pas escompter l'amitié avec trop d'assurance, n'est pas sans danger.

J'ai entendu parler de Salonique comme «d'un camp retranché», ou encore comme d'une «base d'opérations». On ne s'installe pas dans «un camp retranché», à portée d'un

canon menaçant, avec le seul projet d'une installation définitive. Je suppose qu'il faudra bien se décider, quelque jour, à en sortir. Pour aller où ? et par quels moyens ? Si extravagant qu'ait été jusqu'ici le rôle de la fantaisie dans cette incroyable aventure, le seul mot de « base d'opérations » suffit à indiquer qu'on rêve, au moins, d'une action au dehors. Nous fera-t-on la grâce de nous dire laquelle ? Car, si l'on n'en pouvait même pas rêver — et je n'en vois pas d'autre que d'aller rejoindre, avec d'extrêmes difficultés d'embarquement et de débarquement, la presqu'île de Gallipoli, où notre situation peut devenir précaire aussitôt que les Turcs seront pourvus d'un surcroît de munitions, sans parler d'une aide militaire allemande — alors, c'est que nous n'aurions devant nous, sous un nom différent, qu'une nouvelle entreprise de leurre, dont le seul but serait de retarder, au jour le jour, l'éclat inévitable d'un insuccès total que notre effort actuel doit être de prévenir à tout prix.

Telle est, à mon avis, la position très simple et très fâcheuse de l'entreprise déraisonnable où la légèreté de nos gouvernants nous a jetés, sans vouloir rien entendre des avertissements qui n'ont pas manqué. C'était quelque chose de voir M. Delcassé, dont le compte est assez lourd, se reprendre au dernier moment et manifester, au moins, le patriotique courage de dire qu'il n'irait pas plus loin. « Nous étions venus à Salonique pour marcher avec la Grèce. La Grèce ne marchant plus, je n'accepte pas la responsabilité de m'engager plus loin, sans suffisantes ressources militaires, dans une aventure sans issue. » Tel fut le résumé de son discours, ainsi qu'en témoignera sûrement sa lettre de démission lorsqu'elle sera publiée.

Et M. de Freycinet, alors président de la commission des affaires étrangères, aujourd'hui membre du gouvernement, ne rédigea-t-il pas, de sa main, une note prophétique où il essayait de mettre MM. Viviani et Briand en garde contre les périls trop certains d'une expédition dont il était réservé à MM. Briand et Viviani d'épuiser les dernières conséquences, en compagnie de M. de Freycinet lui-même ? Cette note fut votée *à l'unanimité* par la commission des affaires étrangères, *avec applaudissements*. L'espoir s'y trouvait exprimé qu'avant la décision irrémédiable, une dernière occasion de remontrance nous serait fournie. Cette chance suprême ne nous fut pas don-

née. Une pareille leçon peut encore éclairer des parties d'avenir, surtout lorsque celui qui l'a donnée, au nom d'un patriotisme impeccable, se trouve siéger au gouvernement.

Le courage qui a fait défaut pour se résigner au *mea culpa* de M. Delcassé, la résolution virile qui a manqué pour se rendre aux avertissements, si sages, de M. de Freycinet, il faut les retouver maintenant, et dans des conditions beaucoup plus difficiles, et lorsque l'effort moral à obtenir des gouvernants est singulièrement plus douloureux que celui auquel ils ont essayé de se soustraire. Oui, il le faut et sans plus tarder, parce que les considérations d'intérêt personnel ne sont plus de mise ici, et qu'il n'y a plus qu'un intérêt qui parle : celui de nos soldats, celui de la patrie.

L'intérêt de la patrie commande que nous nous rendions compte, enfin, des chances d'offensive qui nous sont laissées, avec les moyens dont nous pourrions éventuellement disposer à une échéance plus ou moins brève. Et s'il est reconnu qu'une trop grande part d'illusions, plus ou moins excusables, nous a conduits à la présente impasse, il est indispensable que les conditions d'une défensive, ayant des chances sérieuses d'aboutir au succès, ne soient pas l'objet d'un moins sérieux examen. S'il y a une issue, qu'on nous la montre, car depuis trop longtemps on nous fait vivre sur des combinaisons qui sont toujours à la veille de produire des prodiges et nous ont principalement causé des déceptions.

Mais si la défense sur place ne peut que nous traîner d'ajournements en ajournements, dans l'espoir mystique d'un miracle que le Dieu de M. Combes lui-même, jusqu'ici, nous a refusé, alors il est temps que nos gouvernements comprennent que nous ne devons nous attendre qu'à nous-mêmes, et se résignent à l'effort d'une résolution pénible pour leur infatuation, mais dont l'effet doit être de sauver tout ce qu'il se peut d'effectifs pour la défense de la patrie.

Je ne sais si la retraite de la presqu'île de Gallipoli s'imposera quelque jour. Il est d'autant plus permis de le craindre qu'à la Chambre des lords, lord Lansdowne a reconnu qu'un rapport du général Munro concluait à l'évacuation, et que le voyage de lord Kitchener avait pour principal but d'étudier la question. En tout cas, jusqu'ici, nous n'avons pas vraiment gagné assez de terrain pour qu'il nous soit permis d'escompter

un prompt succès. Mais si l'arrivée des Allemands à Constantinople devait mettre le corps anglo-français dans une situation difficile, il ne faudrait pas compliquer ces difficultés d'embarras similaires à Salonique. S'il pouvait y avoir un avantage dans le transfert du général Sarrail et de son corps expéditionnaire dans la presqu'île de Gallipoli, je serais loin d'y faire obstacle. Mais je ne crois pas que le problème puisse être sérieusement envisagé.

Marche des Allemands sur Salonique d'abord, ou sur Constantinople directement, tel est le dilemme assez clair. A nous de prendre nos dispositions en conséquence. Un déplacement de 80.000 hommes sur l'immense échiquier ne serait jamais qu'une question secondaire, quand nous sommes tous d'accord que la décision finale ne pourra se produire que sur notre front. C'est ce que trop de gens, qui ne possèdent pas les véritables éléments du problème, se laissent aller trop vite à oublier, pour écouter des chercheurs de diversions qui ne font que passer d'une faiblesse à l'autre, dans l'espérance de déguiser une suite ininterrompue de défaillances sous de nouveaux noms.

La vérité, toute la vérité sur nos manquements, afin que nous y puissions porter remède. L'immédiate réforme de l'anarchie administrative, civile et militaire : voilà ce que nous réclamons sans délai. La victoire, que nous tenons dans nos mains, est à ce prix seulement. Que sont de petits sacrifices d'amour-propre pour en arriver là ? Il est bon d'avoir de l'audace à la guerre. Encore faut-il savoir la placer aux bons endroits. »

QUELQUES MOTS SUR LA RELIGION ET LA CIVILISATION DE LA LITHUANIE

L'avance des armées allemandes sur le front oriental a attiré l'attention sur un peuple dont l'Europe occidentale s'est jusqu'ici fort peu préoccupée. C'est le peuple *lithuanien* qui compte en tout environ 7 millions de représentants.(1)

La langue lithuanienne, avec ses formes très anciennes, est parmi les langues des peuples indo-européens celle qui se rapproche le plus du sanscrit. La langue lithuanienne comprend deux branches: le lithuanien proprement dit avec l'idiome de *Samogitie* et le letton. Les Lithuaniens habitant dans l'empire russe sont catholiques. Les 500.000 Lithuaniens de Prusse orientale sont évangéliques contrairement à la majorité. Tandis qu'en Courlande et en Livonie les Lettons protestants dominent, 500.000 Lettons catholiques habitent le gouvernement de Vitebsk.

On possède des renseignements historiques depuis l'année 850 en ce qui concerne la patrie primitive des Lithuaniens. Toutefois, leur histoire demeure obscure jusqu'en 1202, époque à laquelle le roi Mindove se fit baptiser par l'archevêque de Riga et monta sur le trône royal. En 1261, il fut cependant de nouveau apostat et vainquit à Durbe, dans un combat décisif, les Chevaliers teutoniques. A partir de cette date commence une politique d'expansion de ce peuple païen conquérant, qui étendit bientôt sa souveraineté sour toute la Russie occidentale. Smolensk elle-même devint à partir de 1404 une ville lithuanienne. Plusieurs princes

(1) Plus de 1,500.000 Lithuaniens ont émigré aux États-Unis où ils forment des colonies très bien organisées au point de vue national. Quelques colonies sont même établies au Canada.

lithuaniens épousèrent des princesses russes et ainsi commença peu à peu une russification des conquérants lithuaniens.(1) En même temps, après l'extinction de la dynastie princière (la ligne masculine seule pouvait régner), les hommes d'Etat polonais cherchèrent à s'allier au puissant Etat lithuano-ruthène pour anéantir la puissance des Chevaliers teutoniques en annexant la Lithuanie à la Pologne. Jagellon, qui régnait comme grand-prince de Lithuanie depuis 1377, et était encore païen, épousa, en 1386, la dernière princesse polonaise Hedwig. Lors de son baptême, Jagellon reçut le nom de Ladislas. C'est par Jagellon que la Lithuanie devint catholique.

Le grand-prince Vitovt chercha à consolider cette œuvre de conversion lorsqu'au Concile de Constance il exprima sa volonté de rétablir pour les Blancs-Russes et Ukrainiens l'ancienne métropole de Kiev qui, après l'invasion mongole du XIII^me^ siècle, était tombée sous la juridiction de Moscou. Au Concile de Florence, le métropolite de Kiew et de Moscou, Isidore, entra au sein de l'union avec l'église catholique. L'union, introduite autrefois dans les diocèses lithuano-russes, subsista jusqu'à ce que, par l'influence de la reine schismatique de Pologne, Helena, fille du grand-prince moscovite Jean III, un métropolite schismatique fut de nouveau nommé à Kiev. Grégoire XIII envoya plus tard à Moscou, à la cour de Ivan le Terrible, le Jésuite Possevin pour mettre fin au schisme dans l'Etat lithuano-polonais. Dans le même sens agit aussi le célèbre Jésuite Pierre Skarga, connu comme orateur sacré au synode de Brest en Lithuanie. Le zélé roi catholique de Pologne, Sigismond III, réussit à ce qu'en 1596, et presque simultanément, les évêques de la métropole de Kiev et le métropolite Michel Rahoza retournèrent à nouveau au sein de l'Eglise catholique après que le Pape leur eut concédé le rite gréco-slave et le droit canon oriental. La Lithuanie devenait ainsi le centre de l'Union. A Vilna, capitale de la Lithuanie, l'ordre des Basiliens fut de nouveau rappelé à une vie nouvelle par l'archevêque de Polozk, le futur martyr St-Josaphat Kunce-

(1) Ce mélange des Lithuaniens et des Slaves donna naissance au peuple dénommé blanc-russe.

wicz. La Lithuanie (historique) demeura catholique jusqu'à la deuxième moitié du XVIII^me siècle. Lorsque survint le partage de la Pologne, Catherine II qui était entrée en possession de la Lithuanie, de la Russie-Blanche, de la Volhynie, de la Podolie et de l'Ukraine, fit main basse sur les diocèses uniates en question qui s'étendaient au nord-est de Vilna, à l'exception de l'archevêché de Polozk. Peu d'églises catholiques furent tolérées en Volhynie et en Podolie; en Lithuanie et en Russie-Blanche, l'impératrice n'osa pas toutefois entreprendre une œuvre d'extermination radicale. Tandis que Paul I^er se montra conciliant à l'égard des Uniates, Nicolas I^er entreprit pendant trente ans, en Lithuanie et en Russie-Blanche, une terrible persécution contre les Uniates.

De 1830 à 1835 plus de trois millions et demi de catholiques furent obligés par la force de se convertir au rite gréco-slave. Les tortures des Lithuaniens catholiques fidèles à leur foi rappellent celles des premiers siècles de la chrétienté. Les convertisseurs schismatiques affectionnaient particulièrement l'enfouissement dans la terre jusqu'à la tête; puis, après de longs jours d'attente en vue de la conversion à la «vraie foi», ils en finissaient en coupant la tête du croyant avec une faux. Toutes les églises et couvents furent déclarés schismatiques; l'Eglise perdit une quantite d'œuvres culturelles. Après la dernière révolution polonaise de 1863, la même persécution fut exercée aussi contre les catholiques latins. Tous les biens des églises catholiques et beaucoup de grandes fondations religieuses furent simplement confisqués et distribués à des Russes, tandis qu'il était interdit aux Lithuaniens et aux Blancs-Russes d'acheter de la terre. L'usage exagéré de ses pouvoirs illimités comme gouverneur général des provinces de l'ouest valut à Mouravieff, en Lithuanie, le surnom de «Pendeur». Ses mesures daconiennes constituèrent pour l'avenir un droit spécial pour la Lithuanie.

Depuis 1863, presque chaque évêque fut un partisan. Pendant des années, des diocèes demeurèrent inoccupés, parce que les évêques étaient condamnés à vivre en exil. En 1880, le gouvernement mit à la tête du diocèse de Vilna le prêtre indigne Zylinski et, lorsque Léon XIII eut réussi à faire nommer l'évêque Vryniewicki, le gouvernement envoya bientôt ce dernier en exil. Au séminaire de Vilna, les clercs

devaient étudier la géographie russe huit heures par semaine. L'impression de textes lithuaniens n'était autorisée qu'avec les caractères russes. Le peuple repoussait complètement de tels livres de prières. L'année 1905 valut aux Lithuaniens la liberté d'imprimer les ouvrages dans leur langue avec des caractères latins et bientôt la littérature commença à se développer. Jusqu'à cette époque, celle-ci avait dû se limiter à une littérature religieuse et à une traduction de la Bible, non encore retrouvée, qui date du XVII^me^ siècle. La traduction de la Bible de l'évêque de Seyny (gouvernement de Souvalki) date de la récente renaissance de la langue lithuanienne. Après que l'ukase de Pâques 1909 eut autorisé le passage de la religion d'Etat à d'autres religions chrétiennes, de nombreuses conversions à l'Eglise catholique romaine eurent lieu dans les gouvernements de Vilna et de Grodna, de même que dans le gouvernement voisin de Minsk, peuplé de Blancs-Russes. Peu après, la bureaucratie commença à rendre les conversions difficiles par une série d'ukases et usa de représailles les plus cruelles contre le zèle des prêtres catholiques. Après 1905, l'enseignement de la religion en langue lithuanienne dut de nouveau être donnée en russe.

En 1904 le baron von der Ropp, fut nommé évêque de Vilna. Plus tard l'évêque dut prendre le chemin de l'exil. Lorsque Ropp fut élu à la Douma, on annula son élection sous prétexte qu'il était «fonctionnaire d'Etat».

Maintenant la Lithuanie attend sa libération politique qui lui donnera la liberté religieuse sans restriction ainsi que la possibilité de développer librement sa culture.

R. V.

(Pro Lithuania.)

CHRONIQUE DE LA GUERRE

30 décembre 1915.

Le fait le plus saillant de la quinzaine guerrière est la retraite «stratégique» des troupes franco-anglaises de Gallipoli, ou plus exactement l'évacuation des secteurs d'Anaforta et d'Ari-Bournou par les Anglais. Dans la nuit du 18 au 19 décembre, après une intense préparation d'artillerie contre les positions de l'ennemi, les Turcs ont procédé à une attaque violente qui a eu pour effet de disperser les candidats à la conquête de Byzance. Grâce à la brume opaque, ils ont bien réussi à s'embarquer précipitamment, mais non sans subir de grandes pertes. Les Turcs ont, en outre, pris à l'ennemi un butin immense consistant en munitions, tentes, canons, etc.

Bref, nos vaillants alliés ont remporté une victoire grandiose qui ne manquera pas d'avoir une répercussion considérable sur les événements ultérieurs de la guerre. Le monde musulman aura tout sujet de s'enorgueillir de la défaite des Franco-Anglais, surestimés partout, mais surtout en Orient. Ceux qui répandaient la légende de «l'homme malade» et, depuis des mois déjà, annonçaient la prise de Constantinople dont ils voulaient faire cadeau à la Russie (vous savez que les Alliés sont toujours généreux lorsqu'il s'agit du bien d'autrui), furent obligés de se retirer devant la force armée de la Turquie en cherchant leur salut dans une fuite précipitée . . . L'«homme malade» s'est révélé un géant héroïque capable de battre les Français «glorieux» et les Anglais «invincibles» . . .

Ce qui est étrange — ou plutôt n'est pas étrange pour ceux

qui savent que les Alliés ont détrôné l'ancienne logique pour mettre à sa place la leur, — c'est que M. Asquith a célébré cette retraite comme une victoire anglaise. «Nos troupes, a-t-il dit, se sont retirées avec succès». Si nous n'étions pas entraînés à subir sans broncher le verbiage ententiste, nous dirions que c'est pousser un peu loin l'art d'embellir les mésaventures militaires des Alliés, mais comme nous sommes déjà versés dans la langue spéciale de nos ennemis, nous ne trouvons rien à répliquer au premier-ministre anglais. Nous lisons couramment dans la presse ententiste que les Russes ont savamment «éludé» leurs ennemis; que les Serbes se sont retirés surtout en vue d'une réorganisation de leur armée; que les Franco-Anglais sont parvenus à faire un chef-d'œuvre de stratégie en se repliant vers Salonique, lors de l'attaque foudroyante des Bulgares sur la frontière grecque. Et nous ne sommes plus étonnés de lire que, malgré les retraites continuelles, la «victoire finale» reste assurée aux immortels champions de la civilisation, du droit et de la liberté. Peut-être naîtra-t-il un jour un nouveau Xénophon pour célébrer les faits d'armes peu communs de ces héros modernes qui ont atteint un si haut degré de perfection dans l'art de se retirer.

Nous autres, gens prosaïques, nous ne pouvons cependant goûter que médiocrement les fleurs de rhétorique dont on nous accable sans cesse du côté de l'Entente. Lorsque nous entendons ses hommes d'États et ses publicistes nous répéter avec une verve inlassable que tout ce qui arrive ici-bas n'est qu'un acheminement vers leur triomphe, nous pensons malgré nous au médecin improvisé du *Malade imaginaire* de Molière qui, consulté par le bonhomme Argan, ne connaît qu'une cause de la maladie: «le poumon».

Toinette. . . . De quoi dit-il que vous êtes malade?

Argan. Il dit que c'est du foie, et d'autres disent que c'est de la rate.

Toinette. Ce sont tous des ignorants. C'est du poumon que vous êtes malade.

Argan. Du poumon?

Toinette. Oui. Que sentez-vous?

Argan. Je sens de temps en temps des douleurs de tête.

Toinette. Justement, le poumon.

Argan. Il me semble parfois que j'ai un voile devant les yeux.
Toinette. Le poumon.
Argan. J'ai quelquefois des maux de cœur.
Toinette. Le poumon.
Argan. Je sens parfois des lassitudes par tous les membres.
Toinette. Le poumon.
Argan. Et quelquefois il me prend des douleurs dans le ventre, comme si c'étaient des coliques.
Toinette. Le poumon. Vous avez appétit à ce que vous mangez?
Argan. Oui, monsieur.
Toinette. Le poumon. Vous aimez à boire un peu de vin?
Argan. Oui, monsieur.
Toinette. Le poumon. Il vous prend un petit sommeil après le repas, et vous êtes bien aise de dormir?
Argan. Oui, monsieur.
Toinette. Le poumon, le poumon, vous dis-je.

Défaite des Russes, débâcle de la Serbie, fuite des Franco-Anglais de Gallipoli: en un mot, quoi qu'il arrive, la victoire finale est certaine. C'est le poumon, toujours le poumon.

Sur les autres fronts de l'immense théâtre de la guerre, il y a peu de chose à signaler. N'oublions pas toutefois la défaite que viennent de subir les Anglais dans la région du golfe de Soloum; l'Égypte, cette perle de l'empire britannique est, en effet, de jour en jour plus menacée et qui sait si les nouvelles armées des Turcs dont parlent sans cesse les journaux ententistes et duplicistes ne parviendront pas à déplacer l'axe du monde qui se trouvait être jusqu'à présent l'Angleterre. L'année de 1916 se chargera peut-être de répondre à cette question.

L'attitude de la Grèce est toujours à l'ordre du jour. Les défenseurs de la neutralité belge et les champions de l'indépendance des petits États ne se sont pas contentés de s'emparer de Salonique; ils y ont procédé à des travaux de fortification qui sont en flagrante opposition avec les conventions de La Haye. Mais tout le monde sait que l'invocation de telles conventions n'est pas de mise lorsqu'il s'agit de la Quadruplice, qui accomplit une sainte mission au nom des intérêts supérieurs de l'humanité. Toutefois, il n'est pas impossible que le gouvernement hellénique qui vient d'obtenir

une grande majorité aux élections législatives, ne soit pas du même avis. Le fait est que la politique aventureuse de M. Venizélos a été définitinement condamnée par le peuple grec, et le pays dont l'intégrité et la sécurité sont menacées par les ententistes d'une façon inouïe dans l'histoire universelle, a affirmé sa volonté de rester maître chez soi-même.

Il ne sera certainement pas sans intérêt de relever ici la comparaison faite par un neutre entre la violation de la neutralité belge et celle de la neutralité grecque: «Lorsque les Anglo-Français commencèrent à débarquer leurs contingents à Salonique, la Grèce avait, grâce à l'attitude énergique de son roi, recouvré sa neutralité que Venizélos avait précédemment vendue à l'Entente. Le monarque grec eut alors raison de protester contre l'infraction au droit des gens que commettaient les puissances occidentales. Les faits parlent d'eux-mêmes. Aucune incertitude ne subsiste . . . Maintenant, posons la question: Au moment où les troupes allemandes se disposèrent à entrer en Belgique, la neutralité belge existait-elle encore? Non, doit-on répondre. Les archives belges ont suffisamment fait voir que l'Angleterre et la France avaient traité secrètement avec le gouvernement de Bruxelles, de même qu'elles devaient faire plus tard avec Venizélos. La Belgique n'eut malheureusement pas un roi Constantin pour annuler encore à la dernière heure les arrangements pris par ses propres Venizélos. Les Anglo-Français ont débarqué leurs contingents à Salonique, en dépit des protestations du roi des Hellènes. Par là, ils ont violé sans autre façon une neutralité qui demeurait intacte. Fin juillet 1914, ils se préparaient, en vertu du consentement tacite des cercles dirigeants de Bruxelles, à faire passer leurs troupes par le territoire belge . . . Alors, la neutralité belge n'existait plus. Donc, l'Allemagne avait parfaitement le droit d'agir comme on sait. La Belgique ne peut se prendre du terrible malheur qui fondit sur elle qu'à la complicité de ses gouvernants avec l'Entente . . . Cela est évident comme un axiome.»

Quant aux véritables sentiments de la Grèce à l'égard de la France et de l'Angleterre, M. Rhallis, ministre de la Justice grec vient de les préciser d'une façon assez nette devant

le correspondant du *Daily Mail* à Athènes. Il s'est plaint vivement des procédés employés par la France et l'Angleterre pour entraîner dans la guerre un peuple qui veut la paix. «Nous désarmerons 24 heures après que les Alliés auront quitté Salonique. Le gouvernement et les journaux anglais ont pris vis-à-vis de nous une attitude scandaleuse. Vous êtes des infâmes... Tout ce que nous demandons, c'est la paix. Or, vous voulez nous entraîner dans la guerre et nous affamer pour nous forcer la main, mais nous ne voulons pas être une deuxième Belgique ou Serbie.»

HISTORICUS.

Le Directeur-Gérant,
GUILLAUME HUSZÁR.

Hors Concours.

16 Médailles d'or.

Vins fins mousseux hongrois.

LOUIS FRANÇOIS ET Cº.

Fournisseurs de la Cour Impériale et Royale d'Autriche-Hongrie et de S. A. R. le Prince Philippe de Sachsen-Coburg-Gotha.

CAVES à BUDAFOK, près BUDAPEST.

Marque exquise:

TRANSYLVANIA SEC.

LOTERIE

ROYALE HONGROISE PRIVILÉGIÉE EN CLASSES

SOCIÉTÉ ANONYME

BUDAPEST, IV., ESKÜ-TÉR 5.

Assurance Hongroise de Rentes Viagères sous forme d'association

Budapest, VI, Andrássy-ut 8 (propriété de l'établissement).

Président de l'Association: le comte Aladár Széchenyi. **Vice-Président:** le comte Thomas Erdődy. **Direction:** Président: baron Joseph Rudnyánszky, MM. Tiburce Dénes, Nicolas Forrai, Dr Sigismond Lévay.

L'établissement étant organisé comme une association, les 70% du bénéfice total sont distribués parmi les assurés au prorata des primes versées.

L'établissement s'occupe de tous les genres d'assurances sur la vie aux meilleures conditions et à bon compte. Sont particulièrement recommandées les assurances à vie pour garantir le sort des familles, les assurances mutuelles des conjoints, les assurances mixtes en cas de décès, combinées avec celles à terme fixe, assurances de trousseaux pour des filles, combinées aussi avec des annuités d'éducation.

POUR TOUTES SORTES DE RENSEIGNEMENTS S'ADRESSER A LA DIRECTION.

CHEMINS DE FER DE L'ETAT HONGROIS.

Budapest—Vienne—Zurich

200	—	d.	**Budapest** Ouest.....	a.	200	—
620	—	a.	Vienne (Marchegg)	d.	925	—
725	—	a.	Vienne Westb.	d.	830	—
205	700	d.	**Budapest** Est.	a.	140	1145
640	1140	a.	Vienne Ostb.(Bruck)	d.	910	720
725	—	a.	Vienne Westb.	d.	830	550
750	1235	d.	**Vienne** Westb.	a.	720	550
710	1145	a.	Innsbruck	d.	710	610
1139	410	a.	**Buchs**	d.	233	204
1200	440	d.	**Buchs**	a.	203	142
209	656	a.	**Zurich**	d.	1152	1140
248	825	d.	**Zurich**	a	1033	1125
—	—	d.	Bâle	a.	607	—

Budapest—Vienne—Munich

205	700	d.	**Budapest** Est.	d.	140	1145
640	1140	a.	Vienne Ostb.(Bruck)	d.	850	720
725	1235	a.	Vienne Westb.	d.	825	550
650	200	—	d. **Budapest** Ouest. ...	a.	1105	200	—
1104	620	—	a. Vienne (Marchegg)	d.	651	925	—
1135	725	—	a. Vienne Westb.	d.	619	825	—
1200	840	100	d. **Vienne** Westb.	a.	600	610	600
525	250	658	a. **Salzbourg**	d.	1251	938	1251
532	325	720	d. **Salzbourg**	a.	1245	855	1228
745	630	1000	a. **Munich**	d.	1028	510	930
755	700	1025	d. **Munich**	a.	1018	509	840
225	208	534	a. Strasbourg	d.	344	935	145
231	218	552	d. Strasbourg	a.	336	824	131

Budapest—Fiume

645	710	d.	**Budapest**..... ...	a.	700	905
150	228	d.	Zágráb	d.	1212	209
708	730	a.	**Fiume**	d.	615	810
728	750	a.	Fiume Quai		—	—
745	815	d.	**Fiume**	a.	500	615

Budapest—Fiume

645	710	d.	**Budapest** Est.....	a.	700	905
150	228	d.	Zágráb	d.	1212	209
708	730	a.	**Fiume**	d.	615	810
745	815	d.	**Fiume**	a.	500	615

Budapest—Sofia—Constantinople

*	—	d.	**Budapest** Est	a.	—	*
1130	—	d.	**Budapest** Ouest ...	a.	—	610
550	—	d.	Zimony	d.	—	1050
240	—	d.	Tzaribrod	d.	—	300
420	—	a.	**Sofia**.....	d.	—	210
435	—	d.	**Sofia**.....	a.	—	142
737	—	d.	Sarembey.....	d.	—	1024
211	—	d.	Adrianople		—	418
1100	—	a.	**Constantinople** ...		—	615

Budapest—Bucarest—Constantinople

—	* 1145	d.	**Budapest** Ouest ...	a.	—	* 610
—	940	a.	Verciorova	d.	—	750
—	1050	d.	Verciorova	a.	—	840
—	139	d.	Crajova.....	d.	—	552
—	—	d.	Pitesti		—	—
—	634	a.	**Bucarest**.....	d.	—	1250
—	647	d.	**Bucarest**.....	a.	—	1235
—	—	a.	Constanza	d.	—	800
—	1105	a.	Constanza port		—	—
—	1130	d.	**Constanza**	a.	—	500
—	** 1200	a.	**Constantinople**.....	d.	—	300 *

Budapest—Cologne—Bruxelles

* 650	200	930	d.	**Budapest** Ouest.....	a.	1105	200	710
1104	620	550	a.	Vienne Ostb. (Marchegg)	d.	651	925	1110
1135	725	700	a.	Vienne Westbahn...	d.	619	830	1010
	205	—	d.	**Budapest** Est	a.	—	140	
	640	—	a.	Vienne Ostb.(Bruck)	d.	—	910	
	725	—	a.	Vienne Westbahn...	d.	—	830	
1200	1005	805	d.	**Vienne** Westbahn...	a.	600	710	955
501	305	118	a.	Passau	d.	1255	150	440
517	330	135	d.	Passau	a.	1207	120	415
830	647	455	a.	Nurnberg.....	d.	815	940	1151
1247	1155	↓	a.	**Francfort**	d.	336	336	616
435	440	521	a.	**Cologne**	d	1157	1127	158
441	613	600	d.	**Cologne**	a.	1152	1114	1101
752	945	1025	a.	**Bruxelles**.....	d.	628	545	500
806	—	113	d.	**Bruxelles**.....	a.	614	524	
952	1056	301	a.	Ostende Quai	a.	440	342	

Budapest—Varsovie

	220		d.	**Budapest** Est	a.	1250	935	—
	935		d.	Ruttka		620	240	—
	958		a.	**Zsolna**	d.	544	1201	—
1220	650	—	d.	**Budapest** Ouest	a.	940	620	—
251	917	—	d.	Galánta		712	354	—
602	1229	—	a.	**Zsolna**	d.	351	1227	—
621	1241	—	d.	**Zsolna**	a	324	1156	—
830	250	—	a.	Oderberg.....	d.	110	950	—
—	515	—	d.	**Budapest** Ouest.	a.	200	805	—
—	1010	—		Gänserndorf.....		925	340	—
—	235	—	a.	**Oderberg**	d.	128	1000	—
856	315	—	d.	**Oderberg**	a.	1248	940	—
1200	618	—	a.	Granica	d.	935	620	—
200	827	—	d.	Granica	a.	942	627	—
742	217	—	a.	**Varsovie**		347	1212	—

Budapest, Imprimerie de la Société anonyme Athenaeum.

30148

N° 34 de la série entièrement consacrée à la guerre.

IXe ANNÉE. — TOME XVII. 15 JANVIER 1916

REVUE DE HONGRIE

Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE :

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président; MM. le Cte ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÖTHY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, Cte ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, Cte MARC WICKENBURG, JULES de WLASSICS, Cte JEAN ZICHY

GUILLAUME HUSZÁR, Directeur-Gérant.

Mente hungarica,
Verbo gallico.

SOMMAIRE

I. — LA DOCTRINE DE MONROE APPLIQUÉE A L'EUROPE, par **M. Maurice Révai,** ancien Député 1

II. — LES PROPHÉTIES DE RENAN, par **M. Jules de Végh** 16

III. — LUTTE CONTRE LA FOLIE, par **Un ancien Ambassadeur** 25

IV. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par **Historicus** ... 30

BUDAPEST,
I., TIGRIS-UTCA 6.

(En vente chez tous les libraires.)

VIENNE, GEROLD & CIE. — LEIPSIC, GUSTAV FOCK.
LONDRES, MUDIE'S SELECT LIBRARY (NEW OXFORD STREET). — ROME, FRATELLI BOCCA.
FLORENCE, SUCC. B. SEEBER. — MADRID, FERNANDO FÉ. — STOCKHOLM, C. E. FRITZE.
COPENHAGUE, VILHELM TRYDE. — BRUXELLES, N. LEBÈGUE ET CIE.
SAINT-PÉTERSBOURG, K. L. RICKER. — NEW-YORK, THE INTERNATIONAL NEWS CO.
ATHÈNES, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH. — BUCAREST, SOCEC & CIE. — GENÈVE, PH. DÜRR.
CONSTANTINOPLE, OTTO KEIL.

POLITIQUE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE,
ÉCONOMIE SOCIALE, HISTOIRE, LITTÉRATURE, PHILOSOPHIE, BEAUX-ARTS
QUESTIONS DE CULTURE UNIVERSELLE.

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'est assuré la collaboration des hommes d'État et des écrivains remarquables du pays et de l'étranger qui examinent et discutent, d'un point de vue à la fois hongrois et international, toutes les questions politiques, historiques, économiques, sociales et littéraires.

Depuis l'ouverture des hostilités, la REVUE DE HONGRIE est entièrement consacrée aux problèmes relatifs à la guerre. Elle s'efforce d'être aussi impartiale que possible et surtout de mettre en relief le rôle que joue la Hongrie dans la conflagration générale.

La REVUE DE HONGRIE laisse à chacun de ses collaborateurs la responsabilité de ses opinions.

LA REVUE DE HONGRIE

se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'étranger qui en auront fait la demande.

LA REVUE DE HONGRIE
PARAIT LE 1 ET LE 15 DE CHAQUE MOIS

PRIX D'ABONNEMENT:

HONGRIE ET AUTRICHE	un an	**25** cour.
ALLEMAGNE	un an	**25** marcs.
AUTRES PAYS DE L'UNION POSTALE	un an	**30** francs.

Prix des «livraisons de guerre» 1 cour.

LA DOCTRINE DE MONROE APPLIQUÉE A L'EUROPE[1]

On a vu que l'Angleterre ne saurait arriver à ses fins qu'en garrottant ou en annihilant la liberté des autres peuples, en faisant obstacle à leur prospérité. On a vu qu'elle se croit appelée à exercer une hégémonie universelle ; qu'elle veut étendre sa domination sur le monde entier ; qu'elle s'arroge l'empire des mers et prétend défendre ce droit imaginaire par tous les moyens possibles ; que, dans la guerre actuelle, elle vise à écraser nos alliés et se propose de nous sacrifier à ses intérêts. On a vu qu'elle ne reculait devant aucun moyen pour atteindre son but et que l'effroyable responsabilité qu'elle assumait en déchaînant la guerre mondiale ne l'a pu arrêter en chemin.

Eh bien ! nous sommes d'avis qu'après la guerre les chefs d'États et les gouvernements auront des responsabilités encore plus lourdes à porter.

Nos efforts doivent tendre en premier lieu à ce qu'une pareille conflagration ne puisse plus éclater à l'avenir ; nous ne devons plus avoir à supporter de ces fatigues excessives qui ébranlent le système nerveux ; être exposés aux privations de tout genre, à voir sombrer notre civilisation avec notre fortune ; il ne faut plus que nous soyons obligés de tendre nos

[1] Ces pages sont extraites d'un ouvrage, palpitant d'actualité et très documenté, que vient de publier M. Maurice Révai sous le titre que nous avons inscrit en tête de cet article. Selon la thèse de l'auteur, la guerre mondiale doit aboutir à l'élimination de l'Angleterre du concert européen, puisque les intérêts vitaux de cette puissance se trouvent être en flagrante opposition avec ceux des autres pays de l'Europe.

forces à l'excès pour nous défendre contre des forces trop supérieures.

Si la guerre ne peut être évitée à l'avenir, elle ne doit plus être une crise menaçant de ruine l'humanité tout entière. Il faudra faire en sorte que des groupements de puissances pareils à ceux d'aujourd'hui ne soient plus possibles. Il faudra terminer la guerre actuelle de façon qu'elle ne puisse plus jamais recommencer.

Or, il n'y a qu'un moyen : c'est d'expulser du corps de l'Europe le bacille de la maladie, d'ôter au pays qui a causé presque toutes les guerres la possibilité de s'immiscer dans les affaires de l'Europe.

Nous avons montré quel mur infranchissable s'élève entre l'Angleterre et les peuples du continent au point de vue politique, social et éthique ; on a vu que la situation géographique, les facteurs climatiques et les traditions historiques rendent absolument impossible tout changement sous ce rapport, empêchant que les Anglais et les peuples du continent aient des idées communes sur quelque sujet que ce soit. On a vu que nos intérêts diffèrent totalement des leurs, que notre manière d'entendre la vie et nos aspirations nationales sont tout autres que celles des Anglais. On a vu que, si les peuples du continent sont capables de comprendre et de juger avec équité leur situation d'insulaires, l'Anglais, lui, est absolument incapable de pénétrer dans l'être d'un autre peuple, de le comprendre, de sympathiser avec lui.

Comme on ne saurait s'imaginer une solidarité d'intérêts entre le peuple anglais et ceux du continent, il est de toute nécessité que ces derniers reconnaissent du moins entre eux cette solidarité d'intérêts qui les met en opposition avec l'Angleterre, qu'ils reconnaissent que le continent est un monde en soi où l'Angleterre n'est point à sa place ; que l'Angleterre a joué indûment jusqu'ici un rôle continental ; que l'Angleterre exerce une influence illégitime sur les destinées de l'Europe ; que cette situation contre nature doit prendre fin et qu'il faut que l'Angleterre cesse d'être une puissance continentale. A l'ancien système politique doit s'en substituer un autre, et ce sera l'application à l'Europe de la doctrine de Monroe.

Selon la doctrine de Monroe, énoncée dans le message du

président des États-Unis en 1823, les États européens ne doivent plus s'immiscer dans les affaires des États d'Amérique et ne peuvent acquérir de nouveaux territoires sur ce continent ni par les armes ni en vertu de traités. La doctrine de Monroe donne l'Amérique aux Américains, et les États-Unis, pour vivre en paix avec l'Europe, en ont fait la base de leur politique étrangère.

Nous aussi nous désirons vivre en paix avec l'Angleterre, et c'est pourquoi nous devons appliquer en Europe la doctrine de Monroe, déclarer fermement, comme font les Américains, que nous voulons être effectivement les maîtres sur ce continent («We are practically sovereigns on this continent.») Pour y arriver réellement, efforçons-nous de créer, à la faveur d'une doctrine de Monroe à l'usage de l'Europe, un état de choses qui ne pourra être que profitable à toutes les nations, qui fera la sécurité des États continentaux et les rendra tout à fait indépendants de l'Angleterre.

La doctrine de Monroe à l'usage de l'Europe partira du principe que notre continent forme un tout bien délimité, ayant ses conditions d'existence à lui, et que l'Angleterre est un pays insulaire, en dehors de ce continent, qu'elle se trouve dans des conditions d'existence toutes différentes et que la possession d'un immense empire colonial y impose à l'État de tout autres tâches que chez nous.

L'Angleterre elle-même a reconnu cette vérité, puisqu'elle s'est toujours considérée comme ne faisant pas partie de l'Europe, lorsqu'il s'agissait d'appliquer et d'interpréter le principe de l'équilibre européen. Elle se tenait constamment à l'écart de tout groupement de puissances. Nous devons adopter cette manière de voir qu'on ne saurait qu'approuver, et proclamer une doctrine de Monroe européenne.

L'application de cette doctrine donnera la solution du plus gros problème de la guerre mondiale. L'Europe sera délivrée de l'hégémonie maritime de l'Angleterre et y gagnera la liberté de navigation pour tous les peuples.

Aujourd'hui il n'y en a pas un seul dont les vaisseaux puissent courir les océans sans la permission de l'Angleterre, parce qu'elle tient tous les détroits en son pouvoir. Il faut que cet état de choses change et que toutes les nations s'unissent afin d'assurer la liberté du commerce à tous les peuples.

L'application de cette doctrine mettra fin à la situation privilégiée de l'Angleterre, assurera à ce pays aussi bien qu'aux peuples du continent la liberté de concurrence dans le domaine économique et sera la garantie de l'indépendance réelle des peuples. En général, la doctrine de Monroe européenne ne saurait différer de la doctrine américaine qui a fait ses preuves ; il faudra seulement la compléter par un article additionnel relatif aux colonies des États européens.

La doctrine européenne de Monroe devra interdire à l'Angleterre d'être un facteur politique sur le continent européen, de s'ingérer dans les questions continentales, de prendre part aux congrès, aux conférences qui ne regardent que le continent, de se joindre à un groupement de puissances quelconque, de se faire le protecteur, le suzerain d'un État continental et d'acquérir des possessions soit sur le continent européen, soit dans les archipels qui en dépendent.

La première conséquence de la doctrine de Monroe européenne sera que l'Angleterre devra évacuer les portions du continent européen qu'elle occupe aujourd'hui. Il lui faudra abandonner Malte, Chypre, Gibraltar, les îles de Lemnos, de Tenedos qu'elle a, suivant l'usage des Anglais, occupées «à titre provisoire» pendant cette guerre, et peut-être d'autres îles encore. Si les empires centraux parviennent à délivrer l'Egypte et, avec elle, le canal de Suez, après la restitution de ce pays à ses maîtres légitimes et l'évacuation des trois bases navales précitées, la Méditerranée pourra être considérée comme émancipée et, dans ces parages, la liberté des mers garantie à tous les peuples.

Le canal de Suez est le talon d'Achille de l'empire britannique d'aujourd'hui. C'est la porte par laquelle l'Angleterre communique avec les Indes, sa plus belle colonie. Au point de vue de l'indépendance commerciale du continent, il importe beaucoup que ce point d'appui de sa puissance navale soit enlevé à l'Angleterre et qu'il soit placé sous la suzeraineté d'un État capable de garantir la neutralité du canal et d'en assurer le libre passage aux navires de toutes les nations.

Le canal de Suez n'est aux mains des Anglais que depuis 1875, c'est-à-dire quarante ans, mais c'est seulement en 1882 que l'Angleterre a placé l'Egypte sous son protectorat «provisoire». Remarquons que lorsque Ferdinand de Lesseps s'a-

dressa en 1864 à lord Palmerston pour lui demander son appui contre les difficultés que la diplomatie anglaise soulevait contre le projet du canal, ce ministre lui répondit : « A l'avis du gouvernement anglais, ce canal est une impossibilité physique ; s'il venait toutefois à être construit, il nuirait à la suprématie britannique ; ce projet de canal n'a été conçu qu'en vue de propager l'influence française en Orient ».

Les Empires centraux ont un très grand intérêt à affranchir la voie la plus importante du commerce universel, et ce n'est certes pas l'annexion de l'Egypte par l'Angleterre au début de la guerre qui les en empêchera.

Un savant américain remarque fort judicieusement, bien qu'avec une pointe d'ironie, « qu'il n'existe pas une seule nation en Europe qui puisse, sans la permission de l'Angleterre, naviguer sur l'Atlantique, traverser le détroit de Gibraltar, envoyer ses vaisseaux dans la Méditerranée et passer en Asie par le canal de Suez. Cette route qui devrait être à tout le monde a été confisquée au profit d'une seule nation : c'est la propriété privée de l'Angleterre. »

Il est grand temps que le bien usurpé fasse retour à ses maîtres légitimes.

*

Lors même que l'équilibre européen ne l'exigerait pas, la liberté absolue d'importer des denrées alimentaires et des matières premières motiverait à elle seule l'établissement d'une doctrine de Monroe européenne, afin que, quoi qu'il arrive, nous soyons toujours à même de nous procurer ces articles de première nécessité.

Les hommes les plus compétents pour fixer les buts à atteindre par la présente guerre disent que c'est avant tout autre la liberté des mers. Guillaume II ne manque pas une occasion de montrer à son peuple l'importance capitale de la liberté de navigation.

La conquête de la liberté des mers n'est point un projet, un intérêt spécialement allemand, mais elle est dans l'intérêt de l'humanité tout entière. L'Américain Robert Fulton, l'inventeur du bateau à vapeur, voyant le pouvoir arbitraire que l'Angleterre exerçait sur les mers, disait à la fin du

XVIII^e siècle dans un de ses ouvrages dédié aux amis de l'humanité : «La liberté des mers fera le bonheur des peuples de la terre». (The liberty of the seas will be the happiness of the earth.) Et l'humanité est encore obligée de soutenir pour la liberté de navigation une lutte contre l'Angleterre qui a pris cette fière devise: «Britannia rules the waves», et regarde l'océan comme son bien.

La liberté des mers ne saurait être obtenue que par la reconnaissance d'une doctrine de Monroe européenne. Nous devons tenir les détroits les plus importants afin que toutes les routes soient ouvertes à nos vaisseaux. Si nous pouvons la tenir en échec à Suez, l'Angleterre, pour laquelle le passage par le canal est un intérêt vital, ne pourra plus nous fermer l'Atlantique. Ne nous berçons pas de l'espoir que cette question pourra être réglée par de nouveaux traités : ce serait nous faire illusion. L'homme d'État qui prétendrait assurer la liberté des mers par une convention avec l'Angleterre serait simplement ridicule. Rappelons-nous seulement que, l'été dernier, le chancelier de l'empire allemand, Bethmann-Hollweg, ayant parlé au Reichstag de la liberté des mers, et sir Edward Grey ayant reconnu dans une lettre qu'elle pouvait faire l'objet de conversations, la presse anglaise, pour la première fois depuis le commencement de la guerre, dirigea des attaques contre Grey, disant qu'il y avait dans cette lettre quelque chose de fort inquiétant pour la majorité du peuple anglais, lequel était persuadé qu'il ne s'agissait dans toute cette guerre que de la maîtrise de la mer et voyait un très grand danger à déclarer que l'Angleterre serait disposée à entamer des négociations touchant la seule arme offensive et défensive qu'elle possède.

Cette seule arme il faut l'arracher des mains de l'Angleterre. Il faut conquérir enfin la liberté des mers et, par là, la liberté du continent. L'équilibre maritime devra remplacer l'équilibre européen. L'essentiel dans cette guerre n'est pas d'enlever à l'ennemi des territoires plus ou moins étendus, mais de délivrer le monde de la tyrannie anglaise. Ce but pourra être atteint par l'application d'une doctrine de Monroe européenne,

*

Cette étude ne saurait avoir pour objet de montrer ce que les Empires du centre doivent faire pour affranchir l'Egypte et le canal de Suez, dont l'émancipation rendra possible l'établissement d'une doctrine de Monroe. C'est l'affaire des généraux auxquels nous sommes redevables des succès remportés jusqu'à ce jour. Nous ne nous occuperons ici que de l'état de choses qui pourra résulter du traité de paix que nous conclurons la guerre une fois achevée.

La doctrine que nous préconisons étant dans l'intérêt de tous les États d'Europe, elle pourra devenir dans la main des Empires centraux non seulement une condition, mais un instrument de paix. En application de cette doctrine, les puissances désireuses de traiter ne pourront convoquer un congrès ou une conférence où l'Angleterre serait aussi représentée. Si le groupe des puissances victorieuses négocie séparément la paix avec tel ou tel État de l'autre groupe, il est naturel que l'idée d'un congrès ou d'une conférence ne sera même pas agitée et qu'en ce cas on négociera séparément avec l'Angleterre.

Toutefois si les personnages compétents jugent bon de discuter les conditions de la paix dans un congrès où tous les États intéressés seraient représentés, l'Angleterre n'en devra pas moins être exclue de la conférence en conformité de la nouvelle doctrine de Monroe, laquelle interdit à l'Angleterre de prendre part à la discussion de questions politiques qui ne regardent que le continent. D'ailleurs, une participation de l'Angleterre à une pareille conférence en compromettrait le succès.

On a dit bien des fois que les diplomates perdent souvent ce que les militaires avaient gagné. En Angleterre, c'est tout le contraire. Ici la diplomatie regagne ordinairement la partie qui semblait perdue par les militaires. Il ne faut donc pas que la diplomatie anglaise intervienne dans les négociations de paix entre les États du continent. Une paix négociée avec l'assistance des diplomates et des apôtres de la paix du Royaume-Uni serait une paix boîteuse. Ce sera le premier coup porté à l'orgueil anglais que d'exclure l'Angleterre du conseil où les peuples auront à délibérer sur des affaires qui ne la regardent point comme pays situé en dehors de l'Europe.

Il est d'autant plus nécessaire de repousser avec la plus grande énergie les prétentions de l'Angleterre avant d'entamer

les négociations pour la paix que le secrétaire d'État pour les colonies, M. Bonar-Law, chef du parti conservateur et dont la véracité ne saurait être mise en doute, déclare dans son discours du 5 août 1915 que le gouvernement anglais, en égard aux services rendus par les «dominions» pendant la guerre, *a décidé* de leur donner voix au chapitre lorsqu'il s'agira de traiter de la paix.

Les «dominions» sont les colonies anglaises qui possèdent une constitution propre ; l'Angleterre veut donc que le Canada et Terre-Neuve, les colonies autraliennes et la Nouvelle-Zélande, l'Union sud-africaine et la colonie de la Rivière-d'Orange décident des destinées de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Turquie, de la Bulgarie et d'autres États européens. C'est bien beau de la part de sir Bonar-Law de n'avoir pas invité à la conférence les Malais, les Zoulous, les Somalis, les Canaques et les Papous qui ne jouissent point d'une autonomie gouvernementale.

Tenir l'Angleterre à l'écart des négociations, c'est en assurer le succès, car ses alliés d'aujourd'hui reconnaîtront à la fin de la guerre, s'ils ne s'en sont pas encore aperçus jusqu'à présent, que l'Angleterre est bien plus dangereuse comme amie et alliée que comme ennemie.

C'est avant tout la France qui arrivera à cette conviction, ce pays étant de tous nos adversaires d'aujourd'hui celui à qui l'émancipation de la Méditerranée importe le plus, car elle se ressent aussi de la prépotence anglaise dans la mer du Nord. Par ses possessions dans l'Afrique du Nord et ses grands ports de Provence, c'est la France qui est appelée en premier lieu à appuyer l'initiative des Empires centraux. Lors même qu'il ne se conclurait pas immédiatement entre la France et l'Allemagne un accord permettant à ces deux pays d'unir leur flotte en vue d'atteindre des buts communs, une grande partie de leurs forces navales immobilisées pour le moment retrouvera néanmoins sa liberté d'action et la France pacifique montera la garde dans la Méditerranée aux côtés des Puissances centrales non moins pacifiques.

L'autre alliée de l'Angleterre, la Russie lutte aujourd'hui pour la possession des détroits qui lui permettrait de faire passer sa flotte de la mer Noire dans la Méditerranée. Le traité de paix fournira aux Empires du centre le moyen de faire

des avances à la Russie dans la question du libre accès de ses vaisseaux de commerce à la Méditerranée. Il va sans dire qu'après la guerre les Dardanelles seront fermées à ses navires de guerre comme ci-devant. Mais la Russie a si grand intérêt à la liberté des détroits et, d'autre part, il lui importe si peu qu'ils restent au pouvoir de l'Angleterre que son adhésion à notre doctrine de Monroe paraît aller de soi.

La mise de son intervention dans notre guerre, l'Italie [illegible] particulière. La situation géographique de l'Italie est si prédominante dans la Méditerranée qu'elle lui aurait valu le plus de droits lors de la prochaine délimitation des sphères d'influence dans cette mer, si elle n'avait pas abandonné ses alliés et, par là, trahi la cause de l'équilibre méditerranéen. En se rangeant aux côtés de l'Angleterre, l'Italie n'a fait que rendre cette puissance encore plus redoutable dans la Méditerranée, tandis que si elle était restée fidèle à ses alliés, la prépotence anglaise dans cette mer eût pu être affaiblie ou anéantie sans guerre mondiale. Si l'Italie avait rempli ses obligations de membre de la Triplice, c'est elle qui aurait le rôle principal touchant la mise en pratique de la doctrine de Monroe. Il faudra désormais qu'elle se considère comme un État saturé et qu'elle se contente du très beau profit qu'en raison de sa situation géographique elle doit retirer de l'affranchissement de la Méditerranée.

Or, ce profit sera réellement très beau. Il est probable que l'Italie s'est jointe à nos adversaires à cause de la terreur que l'Angleterre avait su lui inspirer par la menace de bombarder ses côtes. Désormais l'Italie est délivrée de ce cauchemar, car les Empires du centre, en affranchissant la Méditerranée, veulent aussi faire régner la paix sur les rivages des pays qui l'entourent. L'Italie qui s'est séparée des Empires du centre, parce qu'elle voyait ses intérêts nationaux ailleurs, n'a rien à craindre d'eux, puisque c'est précisément pour la liberté de la Méditerranée qu'ils proclament une doctrine de Monroe. Mais aucun des postes de surveillance à partager ne pourra être confié à l'Italie, car on ne saurait trouver un gardien moins sûr même pour des postes de moindre importance.

Passons maintenant en revue les États neutres et nous verrons qu'il n'y en a pas un seul qui ne soit intéressé de près au triomphe de la doctrine de Monroe.

Avec l'aide des Puissances du centre, l'Espagne pourra enfin réaliser un rêve vieux de deux cents ans, reprendre Gibraltar et monter la garde aux confins de l'Europe.

Le Portugal s'émancipera sûrement de la tutelle anglaise et cessera d'être le vassal de l'Angleterre.

Les États balkaniques ne seront plus le théâtre de transformations violentes, d'éternelles discordes fomentées du dehors ; ils ne seront plus les instruments d'ambitions étrangères ; ils connaîtront la paix, renaîtront à une nouvelle vie lorsque les rivages de l'Adriatique, de la mer Ionienne et de l'Egée seront délivrés du même coup du terrorisme que l'Angleterre y exerce.

Quant à la Hollande et aux pays scandinaves, ce sera pour eux une véritable rédemption, car, en temps de paix comme en temps de guerre, l'hégémonie navale de l'Angleterre les gênait d'une manière insupportable. Il est étonnant que le flambeau de la guerre ne se soit pas allumé dans ces pays depuis qu'ils sont exposés à de si odieuses vexations de la part de l'Angleterre. Car y a-t-il un seul article des conventions internationales qu'elle n'ait pas violé au cours de la conflagration actuelle ?

Par la faute de l'Angleterre, les pays neutres ont presque autant à souffrir de la guerre mondiale que les États belligérants.

Il est vrai qu'ils ne font pas de sacrifices en hommes, mais ils souffrent, eux aussi, de la dépression générale ; leur commerce languit, ils ont leurs crises financières, leurs valeurs baissent et leur population pâtit de l'effroyable renchérissement de la vie tout comme celle des pays belligérants. De plus, certains États neutres sont obligés d'entretenir à grands frais des forces considérables pour la défense de leur frontière et subissent de ce fait des pertes énormes. Et la cause de tous ces maux, c'est l'Angleterre qui leur a fermé les mers et soumet à des vexations sans nom leur marine marchande, laquelle a déjà beaucoup à souffrir des difficultés de la navigation et de l'élévation excessive des primes d'assurance.

En ceci encore l'Angleterre est conséquente avec elle-même. Tandis que, d'une part, elle prétend qu'elle fait la guerre à l'Allemagne à cause de la violation de la neutralité belge, d'autre part, elle cherche par tous les moyens en son

pouvoir : intimidation, menaces, entraves mises à leur commerce, à entraîner les pays neutres dans une guerre qui ne les regarde point, qui met même leur existence en péril.

Les Anglais ont aujourd'hui pour la neutralité aussi peu de respect que jadis, en exigeant que les neutres ferment leur territoire à leurs ennemis, mais le laissent ouvert à eux. Conformément à cette idée qu'ils se font de la neutralité, les Anglais arrêtent comme leur bon semble les vaisseaux des neutres, perquisitionnent à leur bord, déclarent contrebande de guerre ce qu'il leur plaît de déclarer telle et s'immiscent arbitrairement dans le commerce des neutres. L'Angleterre n'a cure des conventions internationales ; elle viole à chaque instant les engagements mêmes qu'elle avait pris, quoiqu'elle ait protesté, il n'y a pas bien longtemps, contre la violation de ces mêmes traités, mais alors c'était pendant des guerres auxquelles elle ne prenait point part.

Pour ne citer que quelques faits, rappelons la confiscation du courrier postal suédois, le séquestre mis sur les navires hollandais venant des Indes néerlandaises, le blocus des côtes grecques et bulgares, le débarquement d'une armée à Salonique malgré la protestation de la Grèce et en dérision du droit des gens, les nombreux attentats commis sur mer contre la propriété privée. On comprendra l'exaspération des neutres contre l'Angleterre, et qui est d'autant plus grande qu'ils sentent plus vivement leur impuissance vis-à-vis de l'hégémonie maritime britannique.

L'enrichissement scandaleux de quelques centaines de gros commerçants et industriels par la fourniture de munitions à l'Angleterre ne console point les neutres de ce que cette dernière, suivant ses vieilles traditions, s'efforce de paralyser leur commerce pendant cette guerre. Les États neutres sont obligés de souffrir en silence le lâche procédé des Anglais qui, en arborant illégalement leurs pavillons, font courir les plus grands dangers aux paquebots de ces nations, puisqu'on ne peut plus se fier à la sincérité, à la sainteté, à l'honneur du pavillon. Et ce qui porte à son comble l'exaspération légitime des neutres, c'est que l'autre branche de la race anglo-saxonne, la puissante Amérique, ne prend pas en main la défense du droit offensé, de la neutralité violée, qu'elle tolère même que ses vaisseaux à elle soient arrêtés par les Anglais. Ceci n'est pas propre à

faire des amis à l'Angleterre dans les pays neutres ou à lui conserver les anciens.

La Suisse même, dont la neutralité est cependant garantie par les traités, a grand'peine à s'approvisionner par suite des mesures arbitraires prises par l'Angleterre.

Toutes ces circonstances doivent gagner les neutres à la doctrine de Monroe.

La guerre actuelle sera riche en enseignements. Les alliés d'aujourd'hui de l'Angleterre, de même que les neutres qui étaient ses amis jusqu'à présent, reconnaîtront que la prépotence navale de la Grande-Bretagne est un danger pour eux et qu'elle peut leur être encore plus funeste, parce que, au cas d'autres groupements de puissances, ils sont, eux aussi, exposés au péril d'être coupés des mers. Mais, et surtout, les alliés actuels de l'Angleterre reconnaîtront infailliblement qu'ils sont les dupes de la perfide Albion et que Frédéric le Grand avait eu raison de dire que «l'Angleterre, après leur avoir versé des subsides pour défendre ses intérêts, abandonnait ses alliés lors de la conclusion des traités de paix». La France s'apercevra la première que l'Angleterre gruge ses amis.

Aussitôt que les alliés de l'Angleterre et ceux qui étaient ses amis jusqu'à présent auront acquis la conviction que l'Angleterre les exploite, la nouvelle doctrine de Monroe sera reconnue par tous les États, et cela d'autant plus facilement qu'elle est utile, profitable à l'ensemble du continent.

Une fois que les États continentaux auront, par un sentiment de solidarité, créé une doctrine de Monroe à l'usage de l'Europe, il ne sera plus au pouvoir de l'Angleterre d'en empêcher l'application. Ce qu'elle aura de mieux à faire, ce sera d'en prendre son parti, puisqu'elle n'y peut rien changer ; du reste, en cas de refus de sa part, on trouvera le moyen et l'occasion de l'y forcer. Si elle reconnaît la doctrine de Monroe européenne, elle pourra utiliser les routes maritimes comme dans le passé, ce qui a pour elle une très grande importance, puisqu'elle occupe le premier rang pour le nombre des navires qui traversent le canal de Suez. Les intérêts commerciaux de l'Angleterre lui font une loi de reconnaître la nouvelle doctrine avec toutes les conséquences qui en découlent, ainsi de remettre toutes ses bases navales de la Méditerranée, car c'est seulement à cette condition qu'on lui permettra de communiquer librement

et par la voie la plus courte avec les plus importantes de ses colonies.

L'Angleterre devra reconnaître que le bien-être du monde entier ne saurait être sacrifié aux intérêts du Stock-Exchange et des marchands de la Cité. Si elle refuse de l'admettre, il faudra l'y forcer par des moyens qui ne sauraient faire l'objet de discussions publiques pendant la guerre. Et elle est désarmée vis-à-vis de ces moyens, car, lorsque nous aurons atteint un des principaux objectifs de cette guerre, c'est-à-dire affranchi l'Egypte et le canal de Suez, la puissance navale de l'Angleterre n'aura plus d'emploi et la Grande-Bretagne se heurtera partout à des armées parfaitement organisées.

Et qu'on ne vienne pas nous dire que l'Angleterre ne saurait se résigner à une telle solution, qu'elle doit s'y opposer jusqu'au bout de ce qui lui reste de forces, car un pareil dénouement serait la ruine complète du Royaume-Uni.

Cette affirmation ne tient pas debout. Après la perte de l'Egypte et de la maîtrise de la mer dans la Méditerranée, l'Angleterre possédera toujours le plus vaste empire colonial et sera toujours la plus grande puissance navale du monde entier, si elle le veut bien. Elle l'était déjà dans le passé sans la possession de l'Egypte et de Suez. L'Angleterre doit seulement, pour conformer sa conduite aux résultats de la guerre, renoncer à la domination universelle et à l'hégémonie maritime absolue. Ce n'est qu'en 1875 qu'elle s'est rendue maîtresse du canal de Suez par l'achat de la majorité des actions, et qu'en 1882 que l'Egypte est devenue sa vassale, mais il y avait déjà longtemps que l'Angleterre était le plus grand empire de terre et la plus grande puissance navale du monde.

S'ils se résignent aux changements que la guerre apportera dans leur situation, les Anglais pourront encore revendre les actions du canal à un prix élevé et argent comptant. Les fils d'Albion ont toujours été de si habiles commerçants ! La perte du canal de Suez n'ébranlera point les fondements de la puissance britannique et n'aura pas les conséquences désastreuses que les hommes d'État anglais prédisaient. Un songe sera dissipé, la chimère d'un empire s'étendant du Caire au Cap : voilà tout. Mais l'humanité tout entière, l'Angleterre y comprise, continuera à travailler en paix.

Et quand elle aura reconnu qu'elle a perdu la partie, l'Angle-

terre reconnaîtra aussi que le sort n'a pas été si injuste pour elle, qu'elle n'a pas été trop rudement punie d'avoir déchaîné sur le monde un effroyable cataclysme. Car c'est elle, et elle seule, qui est cause de la conflagration universelle, de même que c'est elle qui, dans le passé, a toujours déchaîné les grandes guerres en Europe. Quand elle aura cessé d'être un État européen, les conflits armés cesseront aussi, puisque, en examinant les choses à la lumière de l'histoire, on s'aperçoit que la plupart des conflagrations n'auraient pas éclaté, si l'Angleterre ne s'en était pas mêlée.

L'arbitre de la terre a toujours abusé de sa force ; il faut donc la lui ôter. Il faut détruire sa prépotence, car les États continentaux ont droit à l'indépendance. Que l'Angleterre vive heureuse et prospère dans son île et dans ses colonies, mais qu'elle ne se mêle plus des affaires du continent. Les États européens n'ont pas besoin d'une tutelle ; ils sont majeurs, pleins de vie et d'énergie et parfaitement capables de se tirer d'affaire sans l'immixtion de tiers.

Quand le système d'intervention anglais aura disparu de notre horizon politique et aura été remplacé par une doctrine de Monroe, une ère de paix s'ouvrira pour l'Europe. Et si les champions du panslavisme, du *sacro egoismo* et des idées de revanche reviennent jamais à l'assaut, ils trouveront à qui parler, pourvu que l'Angleterre ne se mêle plus de ce qui ne la regarde point.

Et quand l'Angleterre sortira de l'aréopage européen, avec elle disparaîtra le règne de l'hypocrisie et de la duplicité. La politique des États reposera sur la loi morale ; les peuples deviendront meilleurs, plus sages, plus humains, plus tolérants les uns pour les autres, et ce sera la fin de la servitude qu'est pour le monde la toute-puissance britannique.

Notre doctrine de Monroe naît de la solidarité des peuples et elle est en même temps la garantie de cette solidarité. Car cette obligation de s'entr'aider amènera certainement la conclusion d'alliances après cette guerre, mais ce ne seront point des produits de l'équilibre européen, comme l'Angleterre le comprend. Seuls des États dont les intérêts sont identiques peuvent conclure des alliances durables et avantageuses. Seules ces alliances-là ont du prix.

Le groupe des Puissances centrales qui défend aujourd'hui

la liberté et la civilisation de l'Europe et qui est un gage de paix, attirera sûrement à lui d'autres pays qui feront alliance avec nous sur la base d'une parfaite égalité de droits. Cette guerre doit servir de leçon et montrer que l'idée factice d'un équilibre européen doit céder la place au principe de la solidarité des intérêts, lequel trouve son expression dans la doctrine de Monroe qui est tout à l'avantage de l'ensemble.

Des nations entre lesquelles il existe une solidarité d'intérêts se comprennent et peuvent conclure des alliances en vue de la défense de ces intérêts. Mais il n'y a aucune solidarité entre l'Angleterre et des États européens, il n'y en a jamais eu et il ne saurait y en avoir. C'est pourquoi une nation continentale ne pourra faire alliance avec l'Angleterre quand la nouvelle doctrine de Monroe aura reçu son application. C'est à elle que les États européens devront leur émancipation et c'est elle qui rendra impossible pour tous les temps une ingérence de l'Angleterre dans les affaires du continent.

MAURICE RÉVAI.

LES PROPHÉTIES DE RENAN

Le 18 août 1870, le philosophe allemand David Strauss fit paraître dans la *Gazette d'Augsbourg* une lettre adressée à Ernest Renan dans laquelle il proposait à son savant confrère français d'exposer ses vues sur la guerre qui venait d'éclater. Car — ainsi s'exprime Strauss — « il peut y avoir quelque utilité à ce que, dans cette crise, deux hommes appartenant aux deux nations rivales, indépendants l'un de l'autre et étrangers à tout esprit de parti, échangent leurs vues sans passion, mais en toute franchise, sur les causes et sur la portée de la lutte actuelle ».

Renan se rendit à cette invitation. Sa réponse, parue dans le *Journal des Débats* du 16 septembre 1870 — une quinzaine de jours à peine après le désastre de Sedan — est un document du plus haut intérêt. Au milieu de la crise douloureuse, Renan, par un raisonnement calme et logique, avec une objectivité étonnante, cherche à trouver la vérité. La noblesse de sa pensée et de son style se distinguent avantageusement des attaques furieuses dont l'élite du monde intellectuel en France accable aujourd'hui l'Allemagne. Nous assistons à ce spectacle désolant que les écrivains, les savants et les artistes français, au lieu de défendre les intérêts de la civilisation européenne contre la suggestion malsaine de l'opinion publique fanatisée, se joignent sans réserve aux germanophobes de la rue, dépréciant, niant jusqu'aux qualités intellectuelles et morales de l'ennemi qu'ils respectaient naguère.

Les opinions de Renan, cela va sans dire, ne sont pas toujours celles des hommes politiques allemands. Elles peuvent être justes ou fausses ; mais l'antagonisme politique ne par-

vient pas à troubler son jugement. Il craint et ressent les sentiments de rancune et de haine chez les Français aussi bien que chez ses adversaires. L'observateur, le penseur, le philosophe ne le cède pas au citoyen. Tout en restant bon Français, son patriotisme blessé saignant à la vue des malheurs de son pays, il voit plus loin que les actualités de la guerre. Les conclusions qu'il en tire n'ont rien à voir avec la grossièreté qui caractérise les imprécations lancées par la presse ententiste d'aujourd'hui contre la race et la culture germaniques. Les idées de Renan visent au bien de la France ainsi qu'au progrès de l'humanité entière. Il ne confond jamais les faits et les gestes d'un gouvernement ou d'un parti avec les vœux des nations que, pour le bien de l'Europe civilisée, il voudrait voir réconciliées.

De tels jugements, par leur sincérité même, restent toujours instructifs. Les jingoïstes des deux partis pourraient en profiter, d'autant plus que les idées exprimées dans la lettre de Renan peuvent fort bien s'appliquer aux événements actuels. Hélas ! quelques-unes de ses prophéties se trouvent réalisées à la lettre — une raison de plus pour étudier attentivement ces pages devenues historiques.

En même temps que la lettre à D. Strauss, un article de Renan, sur le même sujet, parut dans la *Revue des Deux Mondes* (le 15 sept. 1870). Il fut suivi, un an plus tard, par une deuxième lettre à Strauss (le 15 sept. 1871). Les trois documents expriment à peu près les mêmes idées. Nous en citons quelques passages, un peu au hasard, en engageant nos lecteurs, surtout nos lecteurs français, à les relire en entier.(1)

*

« Cette guerre m'a rempli de douleur, d'abord à cause des épouvantables calamités qu'elle ne pouvait manquer d'entraîner, ensuite à cause des haines, des jugements erronés qu'elle répandra et du tort qu'elle fera aux progrès de la vérité. Le grand malheur du monde est que la France ne comprend pas l'Allemagne et que l'Allemagne ne comprend pas la France :

(1) *La Réforme intellectuelle et morale*, par Ernest Renan. Paris, Lévy, 1875. 4ième éd., p. 123 et suivantes.

ce malentendu ne fera que s'aggraver. On ne combat le fanatisme que par un fanatisme opposé ; après la guerre, nous nous trouverons en présence d'esprits rétrécis par la passion, qui admettront difficilement notre libre et large sérénité . . . [La guerre] aura semé une haine violente entre les deux portions de la race européenne dont l'union importait le plus au progrès de l'esprit humain. La grande maîtresse de l'investigation savante, l'ingénieuse, vive et prompte initiatrice du monde à toute fine et délicate pensée, sont brouillées pour longtemps, à jamais peut-être ; chacune d'elles s'enfoncera dans ses défauts, l'une devenant de plus en plus rude et grossière, l'autre de plus en plus superficielle et arriérée. L'harmonie intellectuelle, morale, politique de l'humanité est rompue ; une aigre dissonnance se mêlera au concert de la société européenne pendant des siècles . . . En effet, mettons de côté les États-Unis d'Amérique, dont l'avenir, brillant sans doute, est encore obscur, et qui en tout cas occupent un rang secondaire dans le travail original de l'esprit humain, la grandeur intellectuelle et morale de l'Europe repose sur une triple alliance entre la France, l'Allemagne et l'Angleterre. Unies, ces trois grandes forces conduiraient le monde et le conduiraient bien, entraînant nécessairement après elles les autres éléments, considérables encore, dont se compose le niveau européen ; elles traceraient surtout d'une façon impérieuse sa voie à une autre force qu'il ne faut ni exagérer ni trop rabaisser, la Russie . . . Avec l'union de la France, de l'Angleterre et de l'Allemagne, le vieux continent gardait son équilibre, maîtrisait puissamment le nouveau, tenait en tutelle ce vaste monde oriental, auquel il serait malsain de laisser concevoir des espérances exagérées. — Ce n'était là qu'un rêve. Un jour a suffi pour renverser l'édifice où s'abritaient nos espérances, pour ouvrir le monde à tous les dangers, à toutes les convoitises, à toutes les brutalités . . .

« L'extermination n'a qu'un temps ; elle trouve sa fin, comme les maladies contagieuses, dans ses ravages mêmes, comme la flamme, dans la destruction de l'objet qui lui servait d'aliment. J'ai lu, je ne sais où, la parabole de deux frères qui, du temps de Caïn et d'Abel sans donte, en vinrent à se haïr et résolurent de se battre jusqu'à ce qu'ils ne fussent plus frères. Quand, épuisés, ils tombèrent tous deux sur le sol, ils

se trouvèrent encore frères, voisins, tributaires du même pays, riverains du même ruisseau . . .

« Vos idées sur l'histoire du développement de l'unité allemande sont d'une parfaite justesse. Il est clair, que, dès que l'on a rejeté le principe de la légitimité dynastique, il n'y a plus, pour donner une base aux délimitations territoriales des États, que le droit des nationalités, c'est-à-dire les groupes naturels déterminés par la race, l'histoire et la volonté des populations. Or, s'il y a une nationalité qui ait un droit évident d'exister en toute son indépendance, c'est assurément la nationalité allemande. L'Allemagne a le meilleur titre national, je veux dire un rôle historique de première importance, une âme, une littérature, des hommes de génie, une conception particulière des choses divines et humaines. L'Allemagne a fait la plus importante révolution des temps modernes, la Réforme ; en outre, depuis un siècle, l'Allemagne a produit un des plus beaux développements intellectuels qu'il y ait jamais eu, un développement qui a, si j'ose le dire, ajouté un degré de plus à l'esprit humain en profondeur et en étendue, si bien que ceux qui [illegible] cette culture nouvelle sont à ceux qui l'ont traversée comme celui qui ne connaît que les mathématiques élémentaires est à celui qui connaît le calcul différentiel. — Qu'une si grande force intellectuelle, jointe à tant de moralité et de sérieux, dût produire un mouvement politique correspondant, que la nation allemande fût appelée à prendre dans l'ordre extérieur, matériel et pratique, une importance proportionnée à celle qu'elle avait dans l'ordre de l'esprit, c'est ce qui était évident pour toute personne instruite, non aveuglée par la routine et les partis pris superficiels. Ce qui ajoute à la légitimité des vœux de l'Allemagne, c'est que le besoin d'unité était chez elle une mesure de précaution justifiée par les déplorables folies du premier empire, folies que les Français éclairés réprouvent autant que les Allemands, mais contre le retour desquelles il était bon de se prémunir. »

Cependant, Renan croit devoir distinguer entre la constitution de l'Allemagne en puissance de premier ordre, que les libéraux français, selon lui, pouvaient accueillir avec une grande joie, et le «militarisme prussien», la politique agressive de Bismarck.

« Vous avez montré mieux que personne combien il s'en

faut que la Prusse soit l'Allemagne . . . La plus complète personnification de l'Allemagne, c'est Gœthe. Quoi de moins prussien que Gœthe ? . . . Nous avions à cet égard une pensée que, je pense, vous partagez : c'est que l'unité allemande, après avoir été faite par la Prusse, absorberait la Prusse, conformément à cette loi générale que le levain disparaît dans la pâte qu'il a fait lever. A ce pédantisme rogue et jaloux qui nous déplaît parfois dans la Prusse, nous voyions ainsi se substituer peu à peu et succéder en définitive l'esprit allemand, avec sa merveilleuse largeur, ses poétiques et philosophiques aspirations. Ce qu'il y avait de peu sympathique à nos instincts libéraux dans un pays féodal, très médiocrement parlementaire, dominé par une petite noblesse entichée d'une orthodoxie étroite et pleine de préjugés, nous l'oubliions comme vous-même, pour ne voir dans un avenir ultérieur que l'Allemagne, c'est-à-dire une grande nation libérale, destinée à faire faire un pas décisif aux questions politiques, religieuses et sociales, et peut-être à réaliser ce que nous avons essayé en France, jusqu'ici sans y réussir : une organisation scientifique et rationnelle de l'État . . . La Prusse [illegible] tera. Or, l'Allemagne livrée à son propre génie sera une nation [illegible] pacifique, démocratique même dans le sens légitime ; je crois que les sciences sociales lui devront des progrès remarquables ; que plusieurs idées qui chez nous ont revêtu le masque effrayant de la démocratie socialiste se produiront chez elle sous une forme bienfaisante et réalisable . . . Une fois délivrées de la crainte de la France, ces populations fines de la Saxe, de la Souabe, se soustrairont à l'enrégimentation prussienne ; le Midi en particulier reprendra sa vie gaie, sereine, harmonieuse et libre. Le moyen pour que cela arrive, c'est que nous ne nous en mêlions pas. Le grand facteur de la Prusse, c'est la France ou, pour mieux dire, l'appréhension d'une ingérence de la France dans les affaires allemandes . . .

«Le parti militaire féodal prussien, qui est l'une des grandes causes de danger pour la paix de l'Europe, semble destiné à céder avec le temps beaucoup de son ascendant à la bourgeoisie berlinoise, à l'esprit allemand, si large, si libre, et qui deviendra profondément libéral dès qu'il sera délivré de l'étreinte du casernement prussien . . . Mais le temps n'est pas venu pour une telle évolution. Accepté comme moyen de la

lutte contre la France, l'hégémonie prussienne ne faiblira que quand une pareille lutte n'aura plus de raison d'être . . . Le principe prussien, d'après lequel la base d'une nation est une armée, et la base de l'armée une petite noblesse, ne saurait être appliqué à l'Allemagne. L'Allemagne, Berlin même, a une bourgeoisie. La base de la vraie nation allemande sera, comme celle de toutes les nations modernes, une bourgeoisie riche. Le principe prussien a fait quelque chose de très fort, mais qui ne saurait durer audelà du jour où la Prusse aura terminé son œuvre. Sparte eût cessé d'être Sparte, si elle eût fait l'unité de la Grèce . . .

« Qui a fait la guerre ? — Il faut se garder, dans ces sortes de questions, de ne voir que les causes immédiates et prochaines. Si l'on se bornait aux considérations restreintes d'un observateur inattentif, la France aurait tous les torts. Si l'on se place à un point de vue plus élevé, la responsabilité de l'horrible malheur qui a fondu sur l'humanité en cette funeste année doit être partagée . . . Dans les causes éloignées de la guerre, un esprit impartial peut donc faire presque égale la part de reproches que méritent d'un côté le gouvernement de France et d'un autre côté celui de la Prusse. Quant à la cause prochaine, à ce pitoyable incident diplomatique ou plutôt ce jeu cruel de vanités blessées qui, pour venger de chétives querelles de diplomates, a déchaîné tous les fléaux sur l'espèce humaine, vous savez ce que j'en pense. J'étais à Tromsoë . . . quand j'appris cette horrible nouvelle ; je n'ai jamais maudit, comme ce jour-là le sort fatal qui semble condamner notre malheureux pays à n'être jamais conduit que par l'ignorance, la présomption et l'ineptie . . . Cette guerre, quoi qu'on en dise, n'était nullement inévitable. La France ne voulait en aucune façon la guerre. Il ne faut pas juger de ces choses par des déclamations de journaux et des criailleries de boulevard. La France est profondément pacifique ; ses préoccupations sont tournées vers l'exploitation des énormes sources de richesses qu'elle possède et vers les questions démocratiques et sociales . . . Croyez-moi, les uniques causes de la guerre sont la faiblesse de nos institutions constitutionnelles et les funestes conseils que des militaires présomptueux et bornés, des diplomates vaniteux ou ignorants ont donnés à l'empereur . . . En réalité, pour écarter les dangers de conflagration, il suffirait d'attendre.

Que de questions, dans les affaires de cette pauvre espèce humaine, il faut résoudre en ne les résolvant pas ! Au bout de quelques années, on est tout surpris que la question n'existe plus. Y eut-il jamais une haine nationale comme celle qui pendant six siècles a divisé la France et l'Angleterre ? . . . Presque tout le monde déclarait qu'elle ne pouvait finir que par la guerre ; elle a disparu comme par enchantement . . . La guerre sera sans fin, si l'on admet des prescriptions pour les violences du passé . . .

« La France a eu mille fois tort de paraître vouloir s'opposer aux évolutions intérieures de l'Allemagne ; mais l'Allemagne commettrait une faute non moins grave en voulant porter atteinte à l'intégrité de la France. Si l'on a pour but de détruire la France, rien de mieux conçu qu'un tel plan ; mutilée, la France rentrerait en convulsions, et périrait . . . Ceux qui croient comme vous que la France est nécessaire à l'harmonie du monde doivent peser les conséquences qu'entraînerait un démembrement . . . La France est nécessaire comme protestation contre le pédantisme, le dogmatisme, le rigorisme étroit. Vous, qui avez si bien compris Voltaire, devez comprendre cela. Cette légèreté qu'on nous reproche est au fond sérieuse et honnête. Prenez garde que, si notre tour d'esprit, avec ses qualités et ses défauts, disparaissait, la conscience humaine serait sûrement amoindrie. La variété est nécessaire, et le premier devoir de l'homme qui cherche d'un cœur vraiment pieux à entrer dans les desseins de la Divinité est de supporter, de respecter même les organes providentiels de la vie spirituelle de l'humanité qui lui sont le moins congénères et le moins sympathiques. Votre illustre Mommsen, dans une lettre qui nous a un peu attristé, comparaît il y a quelques jours notre littérature aux eaux bourbeuses de la Seine, et cherchait à en préserver le monde comme d'un poison. Quoi ! cet austère savant connaît donc nos journaux burlesques et notre niais petit théâtre bouffon ! Soyez assuré qu'il y a encore, derrière la littérature charlatanesque et misérable qui a chez nous comme partout les succès de la foule, une France fort distinguée, différente de la France du XVII^e^ et du XVIII^e^ siècle, de même race cependant : d'abord un groupe d'hommes de la plus haute valeur et du sérieux le plus accompli, puis une société exquise, charmante et sérieuse à la fois, fine, tolérante,

aimable, sachant tout sans avoir rien appris, devinant d'instinct le dernier résultat de toute philosophie. Prenez garde de froisser cela . . . Vous semblez croire que la diffusion des saines idées germaniques serait facilitée par certaines mesures radicales, détrompez-vous ; cette propagande serait alors arrêtée net, le pays s'enfoncerait avec rage dans ses routines nationales et ses défauts particuliers. — « Tant pis pour lui ! » diront vos exaltés. — « Tant pis pour l'humanité ! » ajouterai-je.... L'heure est solennelle. Il y a en France deux courants d'opinion. Les uns raisonnent ainsi : « Finissons cette odieuse partie au plus vite ; cédons tout, l'Alsace, la Lorraine ; signons la paix ; puis haine à mort, préparatifs sans trêve, alliance avec n'importe qui, complaisances sans bornes pour toutes les ambitions russes ; un seul but, un seul mobile à la vie, guerre d'extermination contre la race germanique. » D'autres disent : « Sauvons l'intégrité de la France, développons les institutions constitutionnelles, réparons nos fautes, non en rêvant de prendre notre revanche d'une guerre où nous avons été injustes agresseurs, mais en contractant avec l'Allemagne et l'Angleterre une alliance dont l'effet sera de conduire le monde dans les voies de la civilisation libérale » . . .

« La division trop accusée de l'humanité en races, outre qu'elle repose sur une erreur scientifique, très peu de pays possédant une race vraiment pure, ne peut mener qu'à des guerres d'extermination, à des guerres « zoologiques », permettez-moi de le dire, analogues à celles que les diverses espèces de rongeurs ou de carnassiers se livrent pour la vie. Ce serait la fin de ce mélange fécond, composé d'éléments nombreux et tous nécessaires, qui s'appelle l'humanité . . . Le principe des nationalités indépendantes n'est pas de nature, comme plusieurs le pensent, à délivrer l'espèce humaine du fléau de la guerre ; au contraire, j'ai toujours craint que le principe des nationalités, substitué au doux et paternel symbole de la légitimité, ne fît dégénérer les luttes des peuples en extermination de race, et ne chassât du code du droit des gens ces tempéraments, ces civilités qu'admettaient les petites guerres politiques et dynastiques d'autrefois . . . Deux grandes races sont en présence ; toutes deux ont fait de grandes choses, toutes deux ont une grande tâche à remplir en commun ; il ne faut pas que l'une d'elles soit mise en un état qui équivaille

à sa destruction. Le monde sans la France serait aussi mutilé que le monde sans l'Allemagne ; ces grands organes de l'humanité ont chacun leur office : il importe de les maintenir pour l'accomplissement de leur mission diverse... Chacun doit se défier de ce qu'il y a d'exclusif et d'absolu dans son esprit. Ne nous imaginons jamais avoir tellement raison que nos adversaires aient complètement tort. »

JULES DE VÉGH.

LUTTE CONTRE LA FOLIE

Nous sommes arrivés à un tournant de la guerre où, selon nous, les puissances du Centre doivent lutter plutôt contre la folie, le mensonge et la scélératesse obstinés que contre des ennemis bardés de fer. Pour ceux qui ont suivi d'un œil impartial les péripéties de la guerre et qui en considèrent les résultats actuels, aucun doute ne peut subsister relativement à l'issue finale. Malgré l'évidence de la supériorité écrasante du bloc austro-hongrois—allemand—bulgaro—turc sur le terrain militaire, nos ennemis dépensent une énergie digne d'une meilleure cause à persuader à leurs peuples et aux neutres que leur victoire est certaine.

Notez bien que la définition de la «victoire» a passé par des avatars assez intéressants au cours de cette longue guerre. De l'écrasement et du dépècement de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, de l'attribution de Constantinople à la Russie on est arrivé peu à peu à la conception beaucoup plus modeste d'un «affranchissement de la patrie»(1) ou d'une «restauration intégrale» de la France, de la Belgique ou de la Serbie ; et si l'on parle encore vaguement de l'extermination du «militarisme prussien», c'est plutôt pour l'honneur du drapeau arboré lors de l'entrée en guerre des Alliés. En effet, pour tenter de reprendre les 500.000 kilomètres carrés de terre ennemie (avec ses 35,000.000 d'habitants) détenus par nos

(1) Ainsi pendant la revue de l'armée russe, l'empereur Nicolas a dit dans son discours aux chevaliers de Saint Georges : «... comme je l'avais dit au commencement de la guerre, je ne conclurai pas la paix tant que nous n'aurons pas chassé le dernier ennemi de notre territoire et je ne conclurai cette paix qu'en plein accord avec nos alliés, auxquels nous sommes liés non par des traités sur le papier, mais par la vraie amitié et par le sang....»

armées et pour briser le mur d'acier qui s'étend de Riga à Constantinople et de Lille à Belfort, il faudrait que les Alliés disposassent de forces quatre ou cinq fois supérieures à celles que nous leur opposons. Or, ils n'en disposent pas et n'en disposeront jamais, et encore, le succès serait-il incertain. Même dans le cas impossible où ils réussiraient à refouler les armées des puissances du Centre des territoires que celles-ci occupent, ce ne serait pas non plus «la victoire», mais tout au plus une partie remise ; il resterait encore à nous vaincre.

En constatant ceci, nous ne faisons pas métier de prophètes de l'avenir, mais du passé, car nous nous basons sur les témoignages multiples et variés d'une guerre de dix-huit mois. Nous ne savons que trop bien que nos ennemis veulent faire accroire à tout le monde — y compris peut-être eux-mêmes — que nous serons «épuisés» et alors ils auront raison de nous. Ils parlent couramment d'une guerre d'usure, mais ils ne l'envisagent que d'un point de vue singulièrement «unilatéral». La perspective d'une longue guerre nous est désagréable, dit-on de côté ententiste. Voudrait-on, par hasard, nous persuader que les Français, les Russes, les Italiens ou même les Anglais sont enchantés d'avoir à lutter une, deux ou plusieurs années encore ? Si nous sommes «usés» par la guerre, eux, ils ne le sont pas ? Ou bien les qualités morales requises pour endurer les souffrances d'une longue campagne ne seraient-elles que le privilège des Alliés ? S'ils peuvent «tenir», nous le pouvons aussi, au moins aussi longtemps qu'eux. En fin de compte, c'est donc sur les champs de bataille que sera décidé l'avenir de l'Europe ou, plutôt, il l'est déjà aux yeux de ceux qui ne se laissent pas étourdir par les mensonges tragi-comiques de la presse quadrupliciste. Dans sa réplique au discours de M. de Berzeviczy, prononcé au nom du parti gouvernemental à l'occasion du nouvel an, le comte Tisza avait donc raison de dire que nous «tenons la victoire dans nos mains», tandis que de telles assertions dans la bouche d'un M. Clemenceau, par exemple, font un effet ridicule.

Trois mois après l'ouverture des hostilités, la presse ennemie lançait déjà le mot de la guerre d'épuisement, en proclamant que la campagne sera longue, mais la victoire certaine ; c'était prendre une prime d'assurance sur le «temps», c'est-à-

dire s'approprier un moyen commode et infiniment flexible pour tenir en bride l'impatience des peuples ententistes. Il n'est donc pas étonnant qu'aux déclarations honnêtes et courageuses de nos hommes d'État d'être disposés à entamer des négociations sur la paix, M. Poincaré et consorts aient la folie criminelle de répondre par des menaces de nous « anéantir » ; qu'ils représentent notre disposition de conclure une paix honorable comme un signe de défaillance et qu'ils exhortent les patriotes quadruplicistes à persévérer jusqu'à la « victoire » du grand jamais.

Faisons remarquer en passant que, dans leur fatuité illimitée, les ententistes prétendent que la paix sans leur victoire serait la défaite des principes sacrés de l'humanité. Nous demandons pardon à MM. Poincaré et Joffre de leur rappeler que, le jour de l'ouverture des hostilités, l'empereur Napoléon III disait également, dans sa proclamation à l'armée française, que « le sort de la liberté et de la civilisation dépendait de sa victoire ». Cependant sa défaite n'a empêché ni la liberté, ni la civilisation de se trouver assez bien, même après 1871 . . .

Les phrases sonores sur notre épuisement et leur force croissante sont vides de sens. Les Alliés se vantent d'avoir la supériorité du nombre. C'est vrai. Mais voyez la Russie avec ses réserves soi-disant inépuisables en hommes. Qu'a-t-elle obtenu ? Et l'Italie ? Avec une armée bien équipée, soigneusement préparée et intacte, elle est entrée en lice contre l'Autriche-Hongrie, lorsque celle-ci se trouvait déjà engagée sur plusieurs fronts et depuis de longs mois. Qu'a-t-elle obtenu ? Elle n'a presque pas bougé, malgré les sacrifices immenses qu'elle s'est imposés ; avec des forces quatre ou cinq fois supérieures aux nôtres, elle se trouve là où elle était au commencement de sa guerre déclarée au nom du « santo egoismo ». Et la France ? Malgré tous les beaux discours de MM. Poincaré, Joffre, Gallieni, elle n'est pas parvenue à chasser les Allemands du sol de la patrie. Tous ses hommes valides, à commencer par la classe de 1917 jusqu'à l'âge de 46 ans se trouvent déjà sous les drapeaux ; elle ne dispose plus d'aucune réserve ; et bien que, depuis des mois déjà, ses armées soient supérieures en nombre à celles de l'ennemi, elles n'ont pu ni briser, ni même ébranler le front allemand. Autre exemple. L'écrasement récent de la Serbie, au vu et su des Alliés, pourquoi ne les a-t-il pas décidés

à jeter dans la balance leur supériorité numérique, si le salut ne dépendait que de celle-ci ?

Tout cela prouve qu'il doit y avoir quelque chose *d'impondérable* dans ce qui décide du sort des armes et que la supériorité numérique est presque un facteur secondaire. Sans chercher à définir en quoi cet élément «impondérable» consiste, nous nous bornons seulement à le signaler pour démontrer l'inanité et la supercherie des calculs de l'Entente en vue de leurrer ses peuples qui aspirent à la paix, mais qu'on tâche de consoler par le mirage d'une victoire lointaine. Il est vrai qu'en dehors de l'usure d'hommes qui, selon nos ennemis, ne peut les atteindre, ils clament aussi notre ruine économique et financière imminente. Or, que prouvent les faits ? Les frais immenses de la guerre pèsent lourd sur tous les États belligérants, mais l'argent dépensé par les puissances du Centre ne sort pas de leurs pays, tandis que l'or des Alliés émigre sans cesse vers l'Amérique dont la neutralité se trouve ainsi richement récompensée. Les Anglais se vantent d'avoir maintenu intégralement leur commerce maritime et d'avoir détruit celui de l'Allemagne ; même si cela était vrai, à quel prix ce résultat serait-il acheté ? Citons plutôt un témoin dont l'impartialité ne saurait être mise en doute. Selon le *Times*, le total de l'exportation commerciale de la Grande-Bretagne représente une somme de 400.000 millions de livres sterling ; les dépenses de guerre, pour une année, s'élèvent cependant à 2000 millions de livres sterling, en ne tenant compte que des cadres actuels de l'armée britannique créée au cours de la conflagration actuelle. Ces données seules suffisent à expliquer les craintes exprimées par M. Kenna, ministre anglais des Finances, devant la perspective d'une guerre qui durerait plusieurs années encore. M. Helfferich disait bien qu'une Allemagne appauvrie serait toujours une grande Allemagne, tandis qu'une Angleterre dont la puissance financière serait profondément ébranlée, cesserait d'être un empire mondial. Il paraît que M. Mac Kenna lui-même est de cet avis. Au point de vue financier, la guerre d'usure est beaucoup plus fatale à nos ennemis qu'à nous-mêmes.

Le temps que les ententistes sont *obligés* de proclamer leur allié, est donc plutôt le nôtre, parce qu'il rend de plus en plus évidente leur impuissance militaire ; pour ce qui concerne

le projet de nous affamer ou de nous réduire par le manque de matières nécessaires à une continuation indéfinie de la guerre, nos ennemis eux-mêmes ne doivent plus y compter, la constitution du bloc allant des embouchures de l'Elbe jusqu'au Golfe Persique ayant rétabli l'équilibre non seulement en hommes, mais aussi en vivres et en matières premières Si les ententistes déclarent donc vouloir aller « jusqu'au bout », ils ne font que radoter. En théorie, on peut arriver à « la victoire » par des opérations arithmétiques, mais, en pratique, une guerre d'usure devrait durer une dizaine d'années ou plus encore, pour aboutir à un résultat. Et ce résultat serait encore problématique.

Les Alliés qui, pendant cette guerre mémorable, ont étourdi le monde par leurs bluffs énormes sont tout simplement grotesques, lorsqu'ils prétendent que nous cherchons désespérément à échapper à leur poursuite, comme si c'étaient eux qui impriment les mouvements aux armées en campagne ! C'est agir tout comme la mouche de Lafontaine qui pense « qu'elle fait aller la machine ». Non, M. Poincaré, vous pouvez peut-être tromper vos compatriotes qui sont naïfs, mais nous ne savons que trop bien que vous ne tambourinez la guerre jusqu'à « la défaite de l'ennemi » que parce que vous ne pouvez faire autrement, à moins d'avouer que vous et vos alliés sont vaincus. Vous renversez le rapport qu'il y a entre la cause et l'effet en prétendant que votre « décision inébranlable » de continuer la guerre jusqu'à « la victoire » est la cause de votre persévérance, puisque celle-ci n'est que l'effet de la situation inextricable où vous vous trouvez. Le chantage autour de la paix trouve son origine dans votre impuissance d'obtenir un succès quelconque et c'est pour cela que vous vous en remettez au « temps ». C'est la peur d'être chassés par vos peuples qui vous fait persister, vous et vos collègues, dans la scélératesse et la folie de prolonger la guerre jusqu'au jour — pas très lointain — où les vainqueurs vous imposeront silence.

UN ANCIEN AMBASSADEUR.

CHRONIQUE DE LA GUERRE

14 janvier 1916.

Dans notre dernière chronique, nous avons signalé la retraite glorieuse de l'armée franco-anglaise qui se trouvait dans les secteurs d'Anaforta et d'Ari-Bournou. M. Asquith vient d'annoncer à l'univers, ébloui par l'invincibilité de la Grande-Bretagne, une nouvelle victoire des Franco-Anglais : ceux-ci se sont aussi retirés de Sed-ul-Bahr, évacuant ainsi toute la péninsule de Gallipoli. «Cet exploit figurera parmi les faits d'armes les plus brillants de l'histoire d'Angleterre», disait à ce propos le premier-ministre anglais. C'est un tel mépris de la vérité qui est vraiment sans exemple dans l'histoire du monde, M. Asquith ! Lors de l'évacuation d'Anaforta et d'Ari-Bournou, vous avez déclaré que vous êtes et resterez maîtres du secteur de Sed-ul-Bahr, car celui-ci est le plus important et domine toute la péninsule que vous venez de quitter définitivement . . . Et maintenant ?

Les os d'un quart de millions de soldats franco-anglais blanchissent dans les cimetières de Gallipoli, sans parler de la perte en munitions, en navires de guerre, et quel est le résultat ? Une défaite irrémédiable et d'autant plus honteuse qu'elle a été infligée par les Turcs, de la force desquels nos ennemis croyaient facilement avoir raison. Mais la victoire d'une portée vraiment historique de nos alliés est encore significative à ce point de vue qu'elle porte un coup mortel aux ambitions moscovites. Si, après tout cela, les hommes d'État anglais et les généraux anglais célèbrent leur retraite comme un succès éclatant, c'est leur affaire ; mais que les Turcs ont victorieusement fait face aux flottes et aux forces de terre de deux grandes puissances en démontrant devant

le monde entier que les Détroits étaient vraiment imprenables, n'en sera pas moins un fait d'une évidence lumineuse. «La porte de l'Islam est restée fermée et elle le restera aussi dans l'avenir à tout étranger qui voudrait l'enfoncer.» On avait raison de prononcer ces paroles orgueilleuses dans le Parlement ottoman, car le fiasco définitif de l'action contre les Dardanelles signifie l'évanouissement d'un des rêves les plus chers aux Alliés qui, plus d'une fois, annonçaient la chute imminente de Constantinople. Mais que n'annonçaient-ils déjà, ces Matamores incorrigibles! Vraiment, innombrables sont les cas où les faits ont infligé les démentis les plus cruels à leurs forfanteries inlassables.

Un jour qui fera époque dans l'histoire de l'Angleterre, est celui où M. Asquith a déposé le bill sur le service obligatoire dans le Parlement britannique. La Grande-Bretagne se voit forcée de renier ses traditions les plus enracinées, de recourir au «militarisme» abhorré, parce que, nous dit-on, cela est indispensable pour assurer «la victoire finale» des Alliés. S'il existe encore des gens qui croient à un tel miracle: ils méritent la croix du martyre, car leur foi doit avoir quelque chose de surhumain. Cette «victoire finale» n'était-elle pas déjà assurée par l'avalanche russe, par la famine, par la prise de Constantinople, par l'entrée en guerre de l'Italie, pour ne pas parler de la bataille décisive qui aurait dû être livrée au-delà du Rhin que les Franco-Anglais devaient atteindre vers le mois de juillet de l'an passé? . . . Qu'à cela ne tienne! Bonne chance, M. Asquith!

La défense de la liberté des petites nations devient de plus en plus énergique à Salonique. A défaut de prisonniers de guerre, le général Sarrail — qui, à en croire la presse française (ne riez pas), est un grand général, — a fait arrêter les consuls des puissances du Centre. Cette violation flagrante du droit de gens se range dignement à côté des exploits ententistes. Les Alliés ne sont vraiment grands que lorsqu'il s'agit de terroriser: aussi sont-ils déjà parvenus à amener en Grèce un revirement d'opinion en faveur des puissances centrales même parmi les admirateurs les plus fervents de la soi-disant «civilisation» franco-anglaise.

En Galicie orientale et sur le front bessarabien de la Bukovine, les Russes poursuivent leur offensive stérile: ils ont eu beau masser de très forts contingents de troupes pour enfoncer nos lignes, tous leurs efforts ont été vains et leurs pertes immenses. Mais comme vous le savez, le réservoir humain de la Russie est inépuisable, son empereur peut donc se payer le luxe de sacrifier quelques milliers de soldats pour démontrer aux alliés et aux neutres qu'il est à même d'entamer des opérations militaires de grande envergure. Pauvres moujiks!

Les troupes austro-hongroises progressent triomphalement au Monténégro; le 11 de ce mois, elles se sont emparées, après une lutte de trois jours, du mont Lovcen haut de 1759 mètres, qui s'élève de la mer comme un roc et domine non seulement une partie de la Dalmatie, le Monténégro et la route conduisant en Albanie, mais aussi l'Adriatique, «il mare nostro» des adeptes du parjure. C'est pour cela que la prise de ce Gibraltar monténégrin, réputé imprenable, — succès stratégique unique dans l'histoire de cette guerre — n'est pas seulement un désastre pour le royaume de Nikita, mais aussi pour l'Italie.

HISTORICUS.

Le Directeur-Gérant,
GUILLAUME HUSZÁR.

Hors Concours.

16 Médailles d'or.

Vins fins mousseux hongrois.

LOUIS FRANÇOIS ET C°.

Fournisseurs de la Cour Impériale et Royale d'Autriche-Hongrie et de S. A. R. le Prince Philippe de Sachsen-Coburg-Gotha.

CAVES à BUDAFOK, près BUDAPEST.

Marque exquise:

TRANSYLVANIA SEC.

LOTERIE

ROYALE HONGROISE PRIVILÉGIÉE EN CLASSES

SOCIÉTÉ ANONYME

BUDAPEST, IV., ESKÜ-TÉR 5.

Assurance Hongroise de Rentes Viagères sous forme d'association

Budapest, VI, Andrássy-ut 8 (propriété de l'établissement).

Président de l'Association: le comte Aladár Széchenyi. **Vice-Président:** le comte Thomas Erdődy. **Direction:** Président: baron Joseph Rudnyánszky, MM. Tiburce Dénes, Nicolas Forrai, Dr Sigismond Lévay.

L'établissement étant organisé comme une association, les 70% du bénéfice total sont distribués parmi les assurés au prorata des primes versées.

L'établissement s'occupe de tous les genres d'assurances sur la vie aux meilleures conditions et à bon compte. Sont particulièrement recommandées les assurances à vie pour garantir le sort des familles, les assurances mutuelles des conjoints, les assurances mixtes en cas de décès, combinées avec celles à terme fixe, assurances de trousseaux pour des filles, combinées aussi avec des annuités d'éducation.

POUR TOUTES SORTES DE RENSEIGNEMENTS S'ADRESSER A LA DIRECTION.

CHEMINS DE FER DE L'ETAT HONGROIS.

Budapest—Vienne—Zurich

200	—	*d.* **Budapest Ouest**.....	*a.*	200	—
620	—	*a.* Vienne (Marchegg)	*d.*	925	—
725	—	*a.* Vienne Westb.	*d.*	830	—
205	700	*d.* **Budapest Est**.	*a.*	140	1145
640	1140	*a.* Vienne Ostb.(Bruck)	*d.*	910	720
725	—	*a.* Vienne Westb.	*d.*	830	550
750	1235	*d.* **Vienne** Westb.	*a.*	720	530
710	1145	*a.* Innsbruck	*d.*	710	610
1139	410	*a.* **Buchs**	*d.*	233	204
1200	440	*d.* **Buchs**	*a.*	203	142
209	656	*a.* **Zurich**	*d.*	1152	1140
248	825	*d.* **Zurich**	*a*	1033	1125
—	—	*d.* Bâle	*a.*	607	—

Budapest—Vienne—Munich

205	700	*d.* **Budapest Est**.	*d.*	140	1145
* 640	1140	*a.* Vienne Ostb.(Bruck)	*d.*	* 850	720
725	1235	*a.* Vienne Westb.	*d.*	825	550
650	200	— *d.* **Budapest Ouest.** ...	*a.*	1105	200 —
1104	620	— *a.* Vienne (Marchegg)	*d.*	651	925 —
1135	725	— *a.* Vienne Westb.	*d.*	618	825 —
1200	840	100 *d.* **Vienne** Westb.	*a.*	600	610 600
525	250	658 *a.* **Salzbourg**	*d.*	1251	938 1251
532	325	720 *d.* **Salzbourg**	*a.*	1245	855 1228
745	630	1000 *a.* **Munich**.....	*d.*	1028	510 930
755	700	1025 *d.* **Munich**.....	*a.*	1018	509 840
225	208	534 *a.* Strasbourg	*d.*	344	935 145
231	218	552 *d.* Strasbourg	*a.*	336	824 139

Budapest—Fiume

645	710	*d.* **Budapest**.....	*a.*	700	905
150	228	*d.* Zágráb	*d.*	1212	209
708	730	*a.* **Fiume**	*d.*	615	810
728	750	*a.* Fiume Quai		—	—
745	815	*d.* **Fiume**	*a.*	500	615

Budapest—Fiume

645	710	*d.* **Budapest Est**.....	*a.*	700	905
150	228	*d.* Zágráb	*d.*	1212	209
708	730	*a.* **Fiume**	*d.*	615	810
745	815	*d.* **Fiume**	*a.*	500	615

Budapest—Sofia—Constantinople

*	—	*d.* **Budapest Est**	*a.*	—	*
1130	—	*d.* **Budapest Ouest** ...	*a.*	—	610
550	—	*d.* Zimony	*d.*	—	1050
240	—	*d.* Tzaribrod	*d.*	—	300
420	—	*a.* **Sofia**.....	*d.*	—	210
435	—	*d.* **Sofia**.....	*a.*	—	142
737	—	*d.* Sarembey.....	*d.*	—	1024
211	—	*d.* Adrianople		—	418
1100	—	*a.* **Constantinopl**		—	615

Budapest—Bucarest—Constantinople

—	* 1145	*d.* **Budapest Ouest** ...	*a.*	—	* 610
—	940	*a.* Verciorova	*d.*	—	750
—	1050	*d.* Verciorova	*a.*	—	840
—	139	*d.* Crajova.....	*d.*	—	552
—	—	*d.* Pitesti		—	—
—	634	*a.* **Bucarest**.....	*d.*	—	1250
—	647	*d.* **Bucarest**.....	*a.*	—	1235
—	—	*a.* Constanza	*d.*	—	800
—	1105	*a.* Constanza port		—	—
—	1130	*d.* **Constanza**	*a.*	—	500
—	** 1200	*a.* **Constantinople**.....	*d.*	—	300 *

Budapest—Cologne—Bruxelles

* 650	200	930	*d.* **Budapest Ouest**.....	*a.*	1105	200	710
1104	620	550	*a.* Vienne Ostb. (Marchegg)	*d.*	651	925	1110
1135	725	700	*a.* Vienne Westbahn...	*d.*	619	830	1010
	205	—	*d.* **Budapest Est**	*a.*	—	140	
	640	—	*a.* Vienne Ostb.(Bruck)	*d.*	—	910	
	725	—	*a.* Vienne Westbahn...	*d.*	—	830	
1200	1005	805	*d.* **Vienne** Westbahn...	*a.*	600	710	955
501	305	118	*a.* Passau	*d.*	1255	150	440
517	330	135	*d.* Passau	*a.*	1207	120	415
830	647	455	*a.* Nurnberg.....	*d.*	815	940	1151
1247	1155	↓	*a.* **Francfort**	*d.*	336	336	616
435	440	521	*a.* **Cologne**	*d.*	1157	1127	158
441	613	600	*d.* **Cologne**	*a.*	1152	1114	1101
752	945	1025	*a.* **Bruxelles**.....	*d.*	638	545	500
806	—	113	*d.* **Bruxelles**.....	*a.*	614	524	
952	1056	301	*a.* Ostende Quai	*a.*	440	342	

Budapest—Varsovie

	220		*d.* **Budapest Est**	*a.*	1250	935	—
	935		*d.* Ruttka		620	240	—
	958		*a.* **Zsolna**	*d.*	544	1201	—
1220	650	—	*d.* **Budapest** Ouest	*a.*	940	620	—
251	917	—	*d.* Galánta		712	354	—
602	1222	—	*a.* **Zsolna**	*d.*	351	1227	—
621	1241	—	*d.* **Zsolna**	*a.*	324	1156	—
830	250	—	*a.* **Oderberg**.....	*d.*	110	950	—
—	515	—	*d.* **Budapest** Ouest.	*a.*	200	805	—
—	1010	—	Gänserndorf.....		925	340	—
—	235	—	*a.* **Oderberg**	*d.*	128	1000	—
856	315	—	*d.* **Oderberg**	*a.*	1248	940	—
1200	618	—	*a.* Granica	*d.*	935	620	—
200	827	—	*d.* Granica	*a.*	942	627	—
742	217	—	*a.* **Varsovie**		347	1212	—

Budapest, Imprimerie de la Société anonyme Athenaeum.

50148

N° 35 de la série entièrement consacrée à la guerre.

IXe ANNÉE. — TOME XVII. 1 FÉVRIER 1916

REVUE DE HONGRIE

Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE:

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président; MM. le Cte ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÖTHY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, Cte ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, Cte MARC WICKENBURG, JULES de WLASSICS, Cte JEAN ZICHY

GUILLAUME HUSZÁR, Directeur-Gérant.

Mente hungarica,
Verbo gallico.

SOMMAIRE

I. — LA SITUATION ÉCONOMIQUE APRÈS LA GUERRE, par **M. Joseph Szterényi**, ancien Secrétaire d'État au Ministère R. H. du Commerce, Député 1

II. — LA MOBILISATION RUSSE — UN MALENTENDU SELON LE ROI GEORGE V. *(Deux documents historiques.)*, par **M. le Dr Alfred Német**, Secrétaire à la Présidence du Conseil 8

III. — LES ENSEIGNEMENTS DE LA CAMPAGNE DE SERBIE, par **M. Charles Humbert**, Sénateur de la Meuse 16

IV. — LA PRESSE ÉTRANGÈRE ET LA VÉRITÉ, par **Diplomate** 20

V. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par **Historicus** ... 28

BUDAPEST,
I., TIGRIS-UTCA 6.

(En vente chez tous les libraires.)

VIENNE, GEROLD & CIE. — **LEIPSIC**, GUSTAV FOCK.
LONDRES, MUDIE'S SELECT LIBRARY (NEW OXFORD STREET). — **ROME**, FRATELLI BOCCA.
FLORENCE, SUCC. B. SEEBER. — **MADRID**, FERNANDO FÉ. — **STOCKHOLM**, C. E. FRITZE.
COPENHAGUE, VILHELM TRYDE. — **BRUXELLES**, N. LEBÈGUE ET CIE.
SAINT-PÉTERSBOURG, K. L. RICKER. — **NEW-YORK**, THE INTERNATIONAL NEWS CO.
ATHÈNES, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH. — **BUCAREST**, SOCEC & CIE. — **GENÈVE**, PH. DÜRR
CONSTANTINOPLE, OTTO KEIL.

POLITIQUE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE,
ÉCONOMIE SOCIALE, HISTOIRE, LITTÉRATURE, PHILOSOPHIE, BEAUX-ARTS
QUESTIONS DE CULTURE UNIVERSELLE.

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'est assuré la collaboration des hommes d'État et des écrivains remarquables du pays et de l'étranger qui examinent et discutent, d'un point de vue à la fois hongrois et international, toutes les questions politiques, historiques, économiques, sociales et littéraires.

Depuis l'ouverture des hostilités, la REVUE DE HONGRIE est entièrement consacrée aux problèmes relatifs à la guerre. Elle s'efforce d'être aussi impartiale que possible et surtout de mettre en relief le rôle que joue la Hongrie dans la conflagration générale.

La REVUE DE HONGRIE laisse à chacun de ses collaborateurs la responsabilité de ses opinions.

LA REVUE DE HONGRIE

se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'étranger qui en auront fait la demande.

LA REVUE DE HONGRIE
PARAIT LE 1 ET LE 15 DE CHAQUE MOIS

PRIX D'ABONNEMENT:

HONGRIE ET AUTRICHE	un an	25 cour.
ALLEMAGNE	un an	25 marcs.
AUTRES PAYS DE L'UNION POSTALE	un an	30 francs.

Prix des «livraisons de guerre» 1 cour.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE APRÈS LA GUERRE

En dehors des ambitions conquérantes de la Russie et de la soif de revanche des Français, ce sont exclusivement des raisons d'ordre économique qui ont provoqué la guerre mondiale : la jalousie qu'excitait en Angleterre le magnifique essor industriel et commercial de l'Allemagne. Sans ces raisons d'ordre économique, il est certain que la guerre n'aurait pas éclaté, car ni la Russie ni la France n'auraient voulu à elles seules en courir le risque, parce qu'elles n'étaient pas assez puissantes pour tenir tête aux armées de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. La Russie n'était pas en état de faire les frais de la guerre, et la France n'était pas assez riche pour lui fournir à elle seule l'argent nécessaire. La guerre n'aurait pu prendre une pareille extension sans l'intervention de l'Angleterre. Les événements ont montré que la véritable cause en est la Grande-Bretagne qui veut conserver l'hégémonie navale et ruiner le commerce allemand d'outre-mer. Voilà pourquoi il a fallu déclarer la guerre à la civilisation, détruire des monuments qui font l'honneur de l'humanité, sacrifier jusqu'ici la vie d'au moins trois ou quatre millions d'hommes, dilapider en dix-huit mois pour près de deux cents milliards de francs de fortune publique, plus que l'Europe entière n'en a produit par un demi-siècle de travail.

Malgré tout, le but qu'on s'était proposé en déchaînant la guerre mondiale ne sera pas atteint. La puissance économique de l'Allemagne ne saurait être anéantie, quand même l'Entente sortirait victorieuse de la lutte, ce qu'elle ne peut plus guère espérer d'ailleurs. Un peuple qui marche à la tête de l'Europe pour le mouvement de la population ; qui a assez

de force morale pour réduire sans murmurer pendant la guerre sa consommation de pain à la moitié de la normale — de 120 millions de quintaux de farine à 56,000.000 —; chez lequel le sentiment national est si puissant que, pendant la première année de la guerre, lorsque chacun garde jalousement le peu d'or qu'il a en sa possession, a échangé à la Reichsbank 970 millions de marks en chiffres ronds de monnaie d'or contre du papier-monnaie ; qui a été capable de trouver sans difficulté 30 milliards de marks en 18 mois pour les besoins de la guerre ; dont la fortune s'accroît en temps normal de 10 milliards de marks par an : ce peuple-là peut être atteint momentanément dans son développement économique, mais il est impossible le de ruiner. Les puissances de l'Entente auront beau prolonger cette guerre désormais sans objet, elles n'atteindront point le but principal qu'elles s'étaient proposé : l'Allemagne ne sera pas ruinée. De plus, les Dardanelles ne passeront pas sous la domination russe et la reconquête de l'Alsace-Lorraine restera à tout jamais un projet utopique.

La guerre n'a pu jusqu'ici affaiblir l'Allemagne au point de vue économique. Depuis le commencement des hostilités, l'encaisse d'or de la Banque d'empire s'est accrue de 1200 millions de marks, soit de 97 % ; la production de la fonte en 1915 a augmenté de 56 % sur l'année précédente, et celle de la houille de 32 % ; en revanche, le nombre des sans-travail a diminué en moyenne de 80 %. Il n'y a que son exportation qui ait souffert par suite de la guerre. En conséquence, le change sur l'Amérique a baissé — fin décembre — de 24 %. Mais le change anglais envers les pays neutres a aussi baissé de 3 %, malgré les emprunts américains ; le change français de 12 %, l'italien de 26 %, bien que les mers ne leur soient pas fermées et que leur commerce ne soit pas réduit au minimum, comme c'est le cas pour l'Allemagne.

Cette baisse du change est aujourd'hui un phénomène général ; elle est en corrélation avec la situation économique des pays importateurs : plus leurs importations sont considérables sans être contrebalancées par des exportations équivalentes, plus le change leur est défavorable. Après la paix, l'industrie allemande réparera assez vite le dommage que la guerre lui a causé, de même qu'elle ne se ressent pas aujourd'hui de la forte diminution de ses exportations ; car, en regard des

10 milliards de marks en chiffres ronds auxquels se montaient ses exportations en 1913, l'industrie de guerre amène à elle seule une circulation annuelle de plus de 8 milliards de marks, compensant ainsi en bonne partie — au point de vue des intérêts généraux de toute l'industrie — le tort que fait au pays l'arrêt de son commerce d'exportation.

Les exportations de l'Allemagne dans les pays ennemis et leurs colonies s'élevaient à 4 milliards de marks dans l'année qui a précédé la guerre. Les temps qui la suivront amèneront probablement certains changements dans le commerce international. Les adversaires d'aujourd'hui ne deviendront pas des amis du jour au lendemain, bien que d'autres groupements d'États ne soient pas impossibles après la guerre. Car quelque ardente que soit la haine que les peuples se portent aujourd'hui, leurs intérêts bien entendus pourront l'atténuer et l'apaiser demain. L'histoire en offre de nombreux exemples. En outre, le monde est tributaire de l'Allemagne pour certains produits de l'industrie et le sera encore demain. C'est en vain que l'Angleterre dépense force millions pour créer dans le pays une industrie des couleurs tirées du goudron ; après la guerre, son industrie textile achètera toujours ses teintures en Allemagne et, pendant quelque temps, elle devra même en acheter plus qu'avant la guerre, afin de renouveler ses provisions épuisées ; c'est en vain que la Russie s'efforce, au prix de gros sacrifices d'argent, de créer chez elle des fabriques de produits chimiques : les fabricants allemands auront toujours en Russie autant de clients qu'autrefois ; c'est en vain que les mères françaises inoculeront à leurs fils, avec leur lait, la haine de l'Allemagne : quand il faudra donner un jouet à leurs enfants, les mères françaises ne pourront guère se passer des produits de l'industrie nurembergeoise. Ce n'est point par sympathie pour l'Allemagne que les agriculteurs de tous les pays civilisés se servent de sels de potasse allemands, et les fabriques de machines avec leur spécialisation et la puissante industrie allemande de l'électricité ne doivent pas leur prospérité à l'engouement, mais au fait qu'elles défient toute concurrence. L'argent n'a point de patrie et les raisons de sentiment n'agissent pas d'une manière durable sur les foules lorsqu'il s'agit d'acheter ce dont elles ont besoin pour vivre. Il en était ainsi avant la guerre, et il en sera de même après.

La situation économique de l'avenir dépendra donc des forces que les diverses nations pourront mettre en ligne, et c'est pour cette raison que la guerre n'atteindra pas son but de ruiner l'Allemagne.

Il y aura toutefois des changements dans la situation économique : ceci est hors de doute. L'Angleterre et la France ont aussi à souffrir de la guerre pour ce qui concerne leurs exportations, celle-là exportant en moyenne pour 1200 millions et celle-ci pour 5 à 600 millions de francs par mois, ce qui fait à peu près 14 milliards par an pour l'une et 6 milliards pour l'autre. Il se produira aussi des changements dans d'autres domaines, et il n'est pas impossible, et je crois même probable, qu'après le rétablissement de la paix, les changements apportés dans la situation économique seront, dans un avenir plus ou moins lointain, le point de départ d'une évolution qui aboutira à l'assainissement de la situation politique en Europe.

Les changements survenus dans la situation économique se font déjà vivement sentir pendant la guerre. L'Europe s'appauvrit; dix-huit mois de guerre ont accru d'environ deux cents milliards de francs les charges permanentes des États belligérants, et les dépenses augmentent toujours ; elle a perdu jusqu'ici pour des milliards en forces productives et en biens et continue à en perdre, tandis que les forces de l'Amérique demeurent intactes et qu'elle s'enrichit. En basant nos calculs sur la valeur en travail que représente d'après un savant anglais un homme du continent — valeur bien inférieure en moyenne à celle de ses compatriotes — et en comptant seulement trois millions de morts pour toutes les armées des belligérants, les pertes en vies humaines des États européens représentent une valeur de plus de trente milliards de francs. Et les innombrables estropiés qui ont perdu en tout ou en partie leur capacité de travail diminuent encore la puissance de production de ces peuples.

Tous ces maux ont été épargnés à l'Amérique. De plus, elle est devenue le principal fournisseur de l'Europe ; elle a même pris la place de l'Angleterre dans le commerce universel et s'est faite le banquier de l'Europe. Cette Amérique qui, jusqu'ici, était obligée d'emprunter à la vieille Europe pour satisfaire aux besoins de sa vie économique en voie de développement, cette Amérique est aujourd'hui la créancière de

l'Europe ; rien qu'à New-York les importations d'or en 1915 ont dépassé de 916% celles de l'année précédente, et à la Bourse de cette ville les transactions ont augmenté de 244% dans le même espace de temps. Ces chiffres sont éloquents. Cet énorme afflux de l'or est dû aux fournitures de l'industrie de guerre américaine aux États d'Europe et trouvent leur expression dans les données statistiques relatives aux exportations des États-Unis : pendant les onze premiers mois de 1915 elles ont été de 1320 millions de dollars ou d'environ 8 milliards de francs supérieures à celles des mois correspondants de l'année précédente, déjà exceptionnelle pour les résultats, et accusant une augmentation de 71% pour les exportations. Il n'est donc pas étonnant que les réserves d'or des États-Unis soient en décembre 1913 de 2 milliards de francs plus élevées que celles qu'ils possédaient à la fin de l'année précédente.

L'Amérique nage dans l'or et l'Europe dans le papier-monnaie : voilà une des caractéristiques de la situation économique. Ce n'est qu'après la guerre que cette situation fera sentir en Europe ses funestes effets, et cela d'autant plus lourdement que la lutte aura été plus longue.

C'est ainsi que l'Angleterre, par la prolongation de la lutte, fournit elle-même des armes à ses rivaux en donnant à New-York les moyens de supplanter Londres et Liverpool après la guerre, comme il a déjà pris leur place depuis qu'elle a éclaté.

Toutefois ce sera encore le moindre mal. Les changements qui se produiront après la guerre dans le domaine de l'industrie consolideront encore la situation déjà si favorable de l'Amérique. Tandis que chez les belligérants d'Europe l'industrie ne travaille presque plus que pour la guerre, les États-Unis peuvent aussi travailler pour la paix et prendre tranquillement possession des domaines économiques fermés à l'Allemagne par le blocus maritime et à l'Angleterre par ses embarras à l'intérieur. Il ne sera pas facile de reconquérir ces débouchés après la guerre. Voilà donc un premier changement, mais il s'en produira encore un autre en Europe même qui nous touche de plus près. Le tableau que présente aujourd'hui le commerce universel ne sera plus le même après la guerre et il est probable que les changements ne seront point à l'avantage de l'Angleterre et que l'Allemagne elle-même ne sera pas épargnée.

De 1890 à 1912, les États-Unis et l'Allemagne avaient la même part du commerce universel et progressaient dans la même mesure, la portion contingente de chacun s'élevant de 11% à 12·9% de l'ensemble. Par contre, celle de l'Angleterre était tombée de 20·2% à 16·6% et, soit dit en passant, celle de la France de 11% à 9%. L'Allemagne et les États-Unis gagnaient donc du terrain surtout au détriment de l'Angleterre — tel est le vrai motif de la guerre exprimé en chiffres ! Dans ce domaine encore, tout tournera à l'avantage de l'Amérique après la paix ; elle se jettera sur les places européennes et cela d'autant plus facilement qu'elle aura eu le temps de s'y préparer à son aise et suivant un plan bien mûri et, pendant que les pays industriels de notre continent lutteront avec de grosses difficultés pour se procurer les matières premières, l'Amérique inondera l'Europe de ses produits à bon marché. C'est un processus économique naturel auquel rien ne saurait faire obstacle, et dans la mesure où il aura du succès, dans la même mesure s'accentuera l'afflux de l'or vers l'Amérique, causant ainsi un déplacement de capitaux considérable au détriment des pays européens. La concurrence américaine sera d'autant plus redoutable que les intérêts des dettes contractées par les États belligérants pèseront, en premier lieu, plus lourdement et d'une manière constante sur la production industrielle des pays européens et augmenteront les différences de prix des matières premières au grand avantage de l'Amérique. Les charges annuelles que la guerre impose à l'Allemagne et à l'Angleterre dépasseront, en basant nos calculs sur les dernières données, les quatre milliards de francs pour chacune de ces puissances ; ces charges énormes, dont l'Amérique sera exempte, frapperont en fin de compte la production européenne.

Toutefois c'est encore l'Angleterre qui y perdra probablement le plus, car, tandis que de nouveaux territoires s'ouvriront à l'industrie allemande après la guerre, de beaucoup moins belles perspectives s'ouvrent à l'Angleterre. En Asie l'expansion économique du Japon lèsera surtout les intérêts de l'Angleterre et, conjointement avec l'expansion économique des États-Unis au delà des mers, imposera des bornes à celle de l'Angleterre. L'Allemagne, au contraire, trouvera un dédommagement dans la Belgique d'une part, qui, quelle que soit la situation politique qui lui sera faite, restera probablement

dans la sphère des intérêts économiques de l'Allemagne et, d'autre part, dans la nouvelle route qu'elle s'est ouverte à travers l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et la Turquie en Asie-Mineure jusqu'au golfe Persique, route qui lui ouvre un vaste champ de possibilités et qui est capable à elle seule de produire de grands changements dans la situation économique.

Ce que l'Angleterre a fait en Egypte, on pourra le faire sur une plus grande échelle en Mésopotamie, en Anatolie et dans toute l'Asie-Mineure, et nous n'avons pas besoin de nous étendre sur l'importance que de pareils travaux pourront avoir sur le développement économique des Puissances du Centre. Il suffit de rappeler que, tout en offrant des débouchés pour nos produits, ces pays sont assez fertiles pour nous rendre indépendants des importations d'outre-mer. Si l'on est parvenu à doubler la production du coton par des travaux hydrauliques exécutés dans le delta du Nil avec une dépense totale d'un million six cent mille livres égyptiennes ; si le barrage d'Assouan qui a coûté cinq millions de livres a fait gagner 200.000 hectares de terre arable sur le désert : que ne peut-on attendre de ces pays dans des conditions beaucoup plus favorables et avec des placements bien moindres ! Des Anglais qui s'y connaissent disent eux-mêmes qu'au moyen d'un système de canaux approprié, la Mésopotamie pourra être rendue aussi fertile que les meilleures terres de la vallée du Nil.

Ainsi les changements d'ordre économique à prévoir après la paix affecteront l'Angleterre bien plus que l'Allemagne, mais l'une et l'autre seront touchées. Elles devront toutes deux se défendre contre un adversaire commun : les États-Unis. La question est de savoir si, chez les Anglais, la haine de l'Allemagne l'emportera sur leur intérêt bien entendu ; de cela dépend, à plus d'un égard, la politique de l'avenir. Si c'est la raison qui prévaut, l'Angleterre pourra réparer pendant la paix le mal que lui aura fait la guerre qu'elle a provoquée, mais elle devra reconnaître avant tout qu'en prolongeant la lutte, elle ne peut qu'aggraver sa situation et nullement l'améliorer.

JOSEPH SZTERÉNYI.

LA MOBILISATION RUSSE — UN MALENTENDU SELON LE ROI GEORGE V

Deux documents historiques.

Pendant les deux derniers jours de juillet 1914, la tension diplomatique atteint son point de culmination. Le télégraphe fonctionne jour et nuit entre les grands centres de l'Europe. Les instructions aux ambassadeurs se précipitent littéralement d'heure en heure. Des propositions surgissent dont l'utilité est immédialement soumise à l'examen. La campagne diplomatique se complique de plus en plus par suite des machinations systématiques et des essais renouvelés de la diplomatie pour forcer politiquement la main de l'une ou de l'autre Puissance. Au milieu des pourparlers tombent comme la foudre les nouvelles de mobilisation, d'ultimatum, de déclarations de guerre. Et dans ce tintamarre, les diplomates travaillent sans discontinuer jusqu'au moment où le premier coup de canon met fin à la campagne menée à l'aide de l'appareil télégraphique. La lecture des documents de cette guerre diplomatique produit une tension nerveuse pareille à celle que fait un roman à sensation.

Ainsi qu'il ressort des documents publiés, les amis de la paix n'avaient pas encore, le 31 juillet 1914, de motif pour désespérer. Plusieurs actions parallèles étaient engagées qui permettaient encore l'espoir d'une solution pacifique.

Le comte Berchtold, ministre des Affaires Étrangères d'Autriche-Hongrie, faisait déclarer par le comte Frédéric Szápáry, ambassadeur d'Autriche-Hongrie à St-Pétersbourg, que la Monarchie était disposée à donner à la Russie des éclaircissements sur les réclamations faites à la Serbie. *Avec cette dernière*

déclaration, la Monarchie austro-hongroise créait une situation telle que le ministre des Affaires Étrangères de Russie lui-même disait « qu'il en prenait note avec satisfaction et qu'il la considérait comme un témoignage de la bonne volonté de la Monarchie ».

A Vienne, une formule, venant du côté anglais et russe, qui aurait permis d'arranger le différend était à l'étude ; cette formule était ainsi conçue :

Si l'Autriche-Hongrie consent à arrêter la continuation de l'avance de ses troupes en territoire serbe ; si l'Autriche-Hongrie reconnaît que le conflit austro-hongro-serbe a pris le caractère d'une question européenne ; si l'Autriche-Hongrie consent à ce que les grandes Puissances examinent la question de la satisfaction que la Serbie pourrait donner à l'Autriche-Hongrie sans que les droits de la Serbie comme État souverain, aient à en souffrir : alors la Russie s'engage à maintenir son attitude expectante.

Il est hors de doute, cela saute aux yeux, que, d'après cette formule, le droit de décider la satisfaction qui pourrait être donnée à notre Monarchie était réservé à des puissances étrangères ; il n'est pas moins hors de doute également que le projet anglo-russe avait toujours quelques chances de succès, puisque, suivant les informations diplomatiques anglaises, cette formule n'avait pas été rejetée *a limine* par les cabinets de Berlin et de Vienne. Au sujet de cette formule, le cabinet de Berlin se mit immédiatement en relation avec le Ballplatz. *Et l'empereur d'Allemagne dit lui-même dans son télégramme au roi d'Angleterre, qu'il avait des renseignements favorables au sujet de l'acceptation de la formule que le roi d'Angleterre recommandait à son attention impériale.* Tout cela démontre que cette formule avait été prise au sérieux.

Le ministre des Affaires Étrangères, comte Léopold Berchtold, demande, le 31 juillet, une audience pour rédiger de concert avec Sa Majesté, la réponse de la Monarchie aux propositions anglaises transmises par l'Allemagne, propositions suivant lesquelles la monarchie aurait elle-même à fixer les conditions auxquelles elle consentirait à entrer en pourparlers avec les autres grandes Puissances.

Finalement, arrivait encore en même temps une motion émise par le secrétaire d'État aux Affaires Étrangères, Sir Edward Grey. Sir Edward Grey, suggérait l'idée suivante : L'Autriche-Hongrie a déjà manifesté son intention de respecter la souveraineté et l'intégrité de la Serbie. Sur cette base, les

grandes Puissances non-intéressées : l'Angleterre, l'Allemagne, la France et l'Italie, pourraient donner à la Russie la garantie que les réclamations de la Monarchie ne préjudiciaient en rien à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Serbie. Grâce à cette promesse, les grandes Puissances n'entraient pas en collision. Naturellement, les Puissances devraient, d'autre part, veiller à ce que la Serbie donne satisfaction. *A cela on répondit à Berlin que cette proposition était faite pour être prise en sérieuse considération.*

Telle était la situation diplomatique le 31 juillet 1914, lorsque, vers midi, arriva à Vienne la nouvelle que le gouvernement russe avait ordonné la mobilisation générale.

Toutes les offres de médiation en vue de la paix cessèrent immédiatement. Le centre de gravité fut transféré de la chancellerie des Affaires Étrangères aux bureaux de l'État-Major. La mobilisation russe est l'étincelle qui a mis le feu aux poudres et causé la conflagration générale. A cette mobilisation, la Monarchie austro-hongroise ainsi que l'empire d'Allemagne, qui était également menacé, répondirent par une mobilisation générale et, en effet, quelques heures après, nos troupes étaient en marche vers la frontière.

Mais s'il est hors de doute que c'est la Russie qui a fait éclater cette horrible guerre mondiale (cette opinion du comte Jules Andrássy gagne toujours plus de terrain dans les cercles politiques de l'Allemagne, contrairement aux idées qui y régnaient au début de la guerre), il ne s'en pose pas moins la question de savoir qu'elles étaient les explications fournies par la Russie pour justifier son acte.

A ce sujet eut lieu, le 31 juillet et le 1er août, un échange d'idées très intéressant entre l'empereur d'Allemagne et le roi George d'Angleterre d'un côté, et le roi d'Angleterre et l'empereur de Russie, de l'autre. Cet échange d'idées est une preuve irréfutable qu'aucune raison sérieuse ne motivait la mobilisation générale des armées de terre et de la flotte russes. L'on a tout simplement préféré recourir à un mensonge pour justifier cette fatale détermination.

Le 31 juillet 1914, l'empereur d'Allemagne adressa au roi George le télégramme suivant :

J'ai reçu tout à l'heure du Chancelier la nouvelle qui vient de lui parvenir que Nicolas a, cette nuit, ordonné la mobilisation générale

de ses armées de terre et de sa flotte. Il n'a même pas attendu le résultat des pourparlers engagés auxquels je travaille, et il m'a laissé tout à fait sans nouvelles. Je me rends à Berlin pour la sécurité de mes frontières de l'Est où de fortes troupes russes ont déjà pris position.

Guillaume.

Le jour suivant, le roi George envoyait à son impérial cousin la dépêche qui suit :

Bien des remerciements pour ton télégramme d'hier nuit. J'ai télégraphié d'urgence à Nicolas pour lui faire savoir que je suis disposé à faire tout ce qui est en mon pouvoir pour la reprise des pourparlers entre les Puissances intéressées.

George.

Effectivement, le 1er août, le roi George faisait prier le tsar de lui donner des éclaircissements sur les motifs de la mobilisation russe. Le message du roi George, ainsi que la réponse du tsar ont été publiés dans le *Times* du 4 août 1914, par le ministère des Affaires Étrangères.

Voici la teneur des deux documents d'une si haute importance :

I. Le secrétaire d'État aux Affaires Etrangères Grey à l'Ambassadeur d'Angleterre à St-Pétersbourg, Buchanan.

Ministère des Affaires Étrangères, le 1er août 1914, à 3·30 heures de l'après-midi.

Demandez incessamment à Sa Majesté Impériale une audience, et présentez lui le message suivant du Roi :

Mon gouvernement a reçu du gouvernement allemand la déclaration suivante :

Le 29 juillet, l'empereur de Russie a prié télégraphiquement l'empereur d'Allemagne d'intervenir entre l'Autriche et la Russie, l'empereur s'y est déclaré immédiatement disposé. Il en a informé l'empereur de Russie, et a introduit à Vienne l'action désirée. Sans attendre le résultat de cette action, la Russie a mobilisé contre l'Autriche. L'empereur d'Allemagne a, télégraphiquement, fait remarquer à l'empereur de Russie que son intervention devenait ainsi illusoire. En outre, l'empereur d'Allemagne a prié l'empereur de Russie de suspendre ses opérations militaires contre l'Autriche. Mais il n'en a rien fait. Toutefois, le gouvernement allemand a continué à Vienne son rôle de médiateur. Le gouvernement allemand est allé jusqu'à la limite extrême où il le pouvait vis-à-vis d'un pays souverain qui est en même temps un allié de l'Empire allemand. Les propositions que le gouvernement allemand a faites à Vienne se limitaient exclusivement aux propositions de la Grande-Bretagne, et le gouverne-

ment allemand a recommandé à Vienne l'étude sérieuse des dites propositions. Les propositions ont été étudiées à Vienne aujourd'hui avant-midi. Pendant le Conseil de Cabinet, et avant même que le Conseil eût pris fin, l'ambassadeur d'Allemagne à St-Pétersbourg a télégraphié la nouvelle de la mobilisation générale de l'armée et de la flotte russes. Par suite de cet acte de la Russie, il n'a pas été donné suite aux propositions de médiation allemande. Cet acte de la Russie est également dirigé contre l'empire d'Allemagne, contre le gouvernement dont l'intervention était demandée par l'empereur de Russie. A cet acte que nous considérions comme hostile, nous étions obligés de répondre par des mesures analogues, si nous ne voulions pas laisser porter atteinte à la sécurité de notre empire. Il est impossible pour nous, vu la mobilisation russe à notre frontière, de rester inactifs. Nous déclarons par conséquent à la Russie que, si dans l'espace de 12 heures, elle n'est pas disposée à suspendre les opérations militaires dirigées contre les empires d'Allemagne et d'Autriche, nous nous verrons obligés de mobiliser, ce qui signifiera la guerre. Nous avons adressé à la France la demande si, en cas de guerre germano-russe, elle resterait neutre.

Je suis enclin à croire que la grave décision de la mobilisation russe est le fait d'un malentendu quelconque. Je désire ardemment ne manquer aucune occasion d'éviter cette horrible catastrophe dont le monde entier est menacé. *Voilà pourquoi je m'adresse personnellement à Votre Majesté afin que ce malentendu dont il s'agit, à mon avis, soit évité* et que de nouveaux pourparlers soient engagés. Si Votre Majesté croit que je pourrais, d'une manière ou d'une autre, contribuer à la solution du grand problème, je ferais tout pour la reprise des pourparlers interrompus entre les Puissances. Je crois que Votre Majesté est, comme moi, animée du désir de faire le possible pour maintenir la paix générale.

II. L'Empereur de Russie au roi George d'Angleterre :

J'aurais accepté volontiers votre proposition si l'ambassadeur d'Allemagne n'avait remis cet après-midi la déclaration de guerre. Depuis la remise de l'ultimatum autrichien à Belgrade, mon gouvernement a fait tout son possible pour donner une solution pacifique aux questions posées par l'Autriche. Le but de l'action autrichienne était d'écraser la Serbie et de la transformer en un état vassal. Si ceci réussissait à l'Autriche, l'équilibre balcanique aurait été rompu, ce qui est une question vitale pour mon empire. L'Allemagne et l'Autriche ont décliné toutes les propositions y relatives, y compris celle qu'avait faite le gouvernement anglais. Le gouvernement allemand ne s'est montré disposé à intervenir qu'alors que le moment favorable d'exercer une pression sur l'Autriche, afin qu'elle consente à faire des concessions, était déjà passé. Même alors, elle n'est pas intervenue catégoriquement. La déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie m'a obligé à ordonner une mobilisation partielle, quoi-

que mes conseillers militaires, en égard à la situation menaçante, étaient d'avis qu'il fallait décréter une mobilisation générale, en considération de la rapidité avec laquelle l'Allemagne, comparativement à la Russie, mobiliserait. Nous avons été acculés à cette situation *par la mobilisation générale de l'Autriche*, par le bombardement de Belgrade, la concentration de troupes autrichiennes en Galicie et par les dispositions militaires secrètes de l'Allemagne. Que j'aie agi ainsi avec raison, ceci est démontré par la déclaration de guerre de l'Allemagne qui est venue d'une façon tout inattendue, puisque j'avais formellement assuré l'empereur Guillaume que mes troupes ne marcheraient pas tant qu'il y aurait des pourparlers. A cette heure sérieuse, je désire derechef insister sur ceci : j'ai fait tout ce qui était en mon pouvoir pour éviter la guerre. Mais, puisqu'on m'y a obligé, j'espère que votre pays ne manquera pas de secourir la France et la Russie. Dieu garde et protège Votre Majesté.

Il ressort donc clairement de ce document que cette démarche si fatale de la Russie *a été trouvée incompréhensible même par le roi d'Angleterre, parce qu'autrement le roi George n'aurait sûrement pas écrit que « la mobilisation russe ne peut être que la suite d'un malentendu »*. Ce mot du roi d'Angleterre signifie que, lui, le roi George, ne voyait pas dans tout ce qui s'était passé une raison plausible de la mobilisation russe. Et le roi George devait savoir ce qui s'était passé !

L'on voit aussi par ce document que, dans sa réponse, le tsar Nicolas cherchait seulement un prétexte pour justifier cette malheureuse démarche. *L'empereur Nicolas prétend que la mobilisation russe était seulement une réponse à la mobilisation générale de la Monarchie, à cette même mobilisation qui n'a été décrétée que quelques heures après la mobilisation russe.*

Voyons quelle était la situation militaire. Dès le 29 juillet, la Russie avait mobilisé contre la Monarchie treize corps d'armée. L'ambassadeur de France à St-Pétersbourg l'annonçait ainsi. Cette mobilisation partielle dans les gouvernements d'Odessa, Kiev, Moscou et Kazan a été expliquée par l'ambassadeur de Russie à Berlin comme une mesure nécessaire et une réponse à la mobilisation déjà ordonnée de la plus grande partie de l'armée austro-hongroise à la suite de la déclaration de guerre à la Serbie.

Tout d'abord, il faut constater que, lorsque la monarchie austro-hongroise a ordonné la mobilisation partielle de son armée, elle était uniquement dirigée contre la Serbie. La mobilisation touchait seulement les corps d'armée du Sud, et

n'était d'aucune façon dirigée contre la Russie. Si malgré cela, la Russie qui n'était pas du tout menacée, répondait à la mobilisation partielle de la Monarchie par une levée de 13 corps d'armée, la Russie dépassait de beaucoup ce qui, en pareil cas, aurait pu être nécessaire, et ce d'autant plus que la Monarchie avait mobilisé 8 corps d'armée contre la Serbie, alors que les 13 corps russes visaient exclusivement la Monarchie. La Russie pouvait donc, dès le 29 juillet, se sentir en état de supériorité menaçante vis-à-vis de l'Autriche-Hongrie. Sans tenir compte de ce fait, l'empereur Nicolas étendit, le 31 juillet, cette mobilisation partielle à toutes ses forces de terre et de mer.

Pourquoi la Russie a-t-elle agi de la sorte ?

La Monarchie ne lui en a donné aucun motif, parce qu'elle était restée sur l'expectative depuis le 29 juillet. L'Autriche-Hongrie n'a ordonné la mobilisation générale que lorsque la Russie eut décrété celle de toutes ses armées, et lorsque c'était déjà un impérieux devoir de la défense de veiller à la sécurité de la frontière.

Quelle raison la Russie avait-elle d'ordonner la mobilisation générale ?

A cette question, nous cherchons vainement une réponse dans le recueil des documents de l'Entente, si diserts d'ordinaire. Le président des ministres français, le ministre des Affaires Etrangères de Russie, ainsi que le tsar prétendent que la Monarchie a été la première à ordonner la mobilisation générale, et que la Russie n'avait pris cette mesure qu'après l'Autriche-Hongrie. Cette assertion est contraire à la vérité. C'est un fait indiscutable, avéré que le gouvernement russe a ordonné la mobilisation générale dans la nuit du 30 au 31 juillet, alors que la Monarchie n'a décrété la sienne, sous la pression des événements, que le 31 juillet. Si le ministre français des Affaires Etrangères croit pouvoir tourner la question par une falsification de l'ordre chronologique des événements en publiant, dans son dossier, d'abord le rapport de l'ambassadeur de Vienne et ensuite seulement le télégramme de l'ambassadeur de France à St-Pétersbourg touchant les mobilisations ordonnées, il appert déjà de cette falsification naïve, combien les diplomates de l'Entente étaient dans l'embarras pour trouver une explication quelconque à la mobilisation russe.

Dans tous les cas, il est certain que, le 1er août, lorsque le roi George s'est adressé à l'empereur de Russie, il devait déjà savoir si la mobilisation austro-hongroise avait précédé la russe. Car si tel avait été le cas, le roi George n'aurait pas trouvé les mesures prises par la Russie injustifiées et il n'aurait certainement pas télégraphié au tsar que, à son avis, «la mobilisation russe ne pouvait être que la suite d'un malentendu».

Que cette mesure prise à la légère par la Russie ait été la cause de la conflagration mondiale, c'est ce dont fait foi la parole du secrétaire d'État Zimmermann, un des fonctionnaires les plus autorisés du ministère des Affaires Etrangères allemand qui, lors de la visite de congé du ministre serbe, a fait la déclaration suivante, déclaration relatée dans le Livre bleu serbe :

Si la Russie n'avait pas mobilisé toutes ses forces au dernier moment alors qu'il semblait encore possible d'éviter le conflit armé, il n'y aurait pas eu de guerre, parce que l'Allemagne aurait fait valoir toute son influence auprès de l'Autriche-Hongrie pour déterminer la Monarchie à arriver à une entente amicale avec la Russie ; l'Autriche-Hongrie se serait peut-être contentée d'occuper Belgrade, après quoi elle serait entrée en pourparlers pour le règlement des relations serbo-austro-hongroises.

Dr. Alfred Németh.

LES ENSEIGNEMENTS DE LA CAMPAGNE DE SERBIE

Plus la guerre s'avance, plus le rôle du matériel augmente.

Je l'avais prévu, je l'avais prédit. Mais tout ce que j'ai écrit est dépassé de loin par les faits, — à tel point que j'ai moi-même l'impression d'avoir été timide dans mes demandes.

Les enseignements de la campagne allemande de Serbie sont, à cet égard, profondément impressionnants. Je tiens de correspondants absolument sûrs des informations qu'il est de mon devoir de signaler à l'attention du pays.

Nos ennemis ont inauguré, dans les Balkans, une tactique nouvelle, qui consiste à employer un minimum de troupes avec un maximum d'artillerie. Ils économisent ainsi ce matériel humain qu'il faut vingt ans pour produire, et demandent tous les résultats à leurs gros canons, que leur industrie semble leur fournir avec une abondance inépuisable.

On avait pensé que pour forcer le passage du Danube et refouler l'armée serbe, admirablement valeureuse, aidée par les difficultés d'un pays qu'elle connaît parfaitement, une masse d'environ 500.000 hommes serait nécessaire.

Or, il semble avéré que le maréchal Mackensen n'avait à sa disposition pas plus de 175.000 hommes, — abstraction faite de l'armée autrichienne, forte d'environ 80.000 hommes.

Mais il avait emmené avec lui une force d'artillerie qui, d'après les règles anciennes, aurait été suffisante pour une armée d'un million d'hommes. En d'autres termes, il employait plus de cinq canons là où l'on considérait jusqu'à présent qu'un seul canon était un soutien suffisant. La propor-

tion de l'artillerie à l'infanterie, dans son armée, était plus que le quintuple de la proportion normale.

Et quel a été le résultat ? Sauf en des circonstances extrêmement rares et tout à fait exceptionnelles, les infanteries ne sont pas entrées en contact. Les troupes allemandes marchaient précédées d'un feu auquel rien ne résiste ; elles ont subi des pertes minimes, se bornant à occuper les positions après qu'un déluge d'obus en avait délogé l'ennemi. Et les admirables Serbes n'ont pas même pu manifester utilement leur traditionnelle vaillance.

Qu'en conclure, sinon que l'Allemagne, parvenue au moment grave où la disette des ressources en hommes commence à se faire sentir, va s'efforcer de ne plus combattre qu'avec des machines, et que grâce à son travail, à ses ressources industrielles, à son esprit d'organisation, elle compte, malgré son épuisement, tenir ses ennemis en respect, et peut-être les écraser ?

Qui nous assure que la formidable phalange qui a envahi la Serbie ne va pas se constituer quelque jour devant notre front ? Je sais bien que l'obstacle qu'elle trouvera devant elle est très différent de celui que nos héroïques alliés pouvaient lui opposer, avec leurs armements insuffisants et leur ravitaillement précaire. Mais nous devons tout de même envisager cette éventualité avec sérieux et faire tous nos efforts pour renverser l'avantage à notre profit. Augmentons, nous aussi, la proportion de notre artillerie, substituons partout la machine à l'homme, la mitrailleuse au fusil, le déluge de mitraille et l'explosif à la baïonnette.

Travaillons. Multiplions nos fabrications. Que de nouvelles usines surgissent de terre ! Que jour et nuit une activité fiévreuse y règne ! Et surtout, que des questions secondaires ne viennent point troubler ou retarder cette intense concentration de tous nos efforts ! Aucune autre préoccupation ne doit prendre le pas sur celle-là. Le gouvernement n'a pas de mission plus haute que d'organiser la nation en vue de la production, même, des armements.

La victoire, je l'ai déjà dit et je le répète, est certaine.(1)

(1) Voilà un raisonnement bien singulier. Par quel enchaînement logique des faits énumérés l'auteur arrive à cette conclusion, est un mystère. *La Rédaction.*

Mais si nous la voulons prompte et complète, il faut travailler, travailler.

Pour donner au pays cet outillage de guerre infiniment plus précieux que des régiments nouveaux, il faut que nos industries militaires disposent de toute la main-d'œuvre et de toute la matière première qu'elles sont susceptibles d'employer.

Pour faire des canons, il faut de l'acier, et des hommes qui le coulent et le façonnent.

Que de fois n'ai-je pas déploré la funeste aberration de certains chefs, dont les inconcevables résistances privaient nos ateliers, nos fonderies, nos laboratoires, de ces spécialistes, de ces techniciens sans lesquels le travail n'y pouvait être repris !

Le président du conseil, heureusement, m'a déclaré qu'il avait donné des ordres pour mettre fin à ces intolérables abus, et pour rendre immédiatement aux usines les quelques centaines d'hommes nécessaires pour compléter leurs cadres industriels. Je l'en félicite. Et j'espère que, cette fois, la décision prise sera respectée par ceux qui seront chargés de l'exécuter.

Mais, ce n'est pas tout. Il nous faut de l'acier, toujours plus d'acier.

Dès le début, j'ai demandé qu'on rallumât dans toute la France les fours Martin, les fours à coke, encore éteints. On l'a fait, non sans quelques retards. Mais notre production nationale d'acier ne suffit pas. Il nous faut acheter du métal à l'étranger. Et voici qu'une question terriblement angoissante se lève : les transports se font mal, les approvisionnements réclamés par les industriels arrivent en retard ou n'arrivent pas . . .

J'ai signalé le désolant encombrement de nos ports, l'incurie coupable qui prive nos chemins de fer d'un matériel roulant de première nécessité. Je suis sûr que ces maux, maintenant qu'ils sont dénoncés, seront promptement guéris.

Mais il existe une crise plus grave encore : celle des transports maritimes. Il est du devoir essentiel du gouvernement de la résoudre, par quelque moyen que ce soit. Et il faut qu'il la résolve d'urgence, si nous ne voulons pas que toutes nos fabrications se trouvent paralysées, et qu'une cause secon-

daire nous prive tout à coup du bénéfice si précieux de la liberté des mers.

Sachons vouloir, sachons oser, et qu'une seule pensée domine tous les cerveaux, des ministres jusqu'aux plus humbles ouvriers, des généraux jusqu'aux soldats occupés à aménager un obscur recoin de tranchée, jusqu'aux plus modestes secrétaires d'état-major : le traval, le travail, qui doit être, cette fois, mieux que la liberté, — l'affranchissement et la victoire.

CHARLES HUMBERT.

(Le Journal.)

LA PRESSE ÉTRANGÈRE ET LA VÉRITÉ

Le culte du mensonge, à propos de la grande guerre, ne cesse de caractériser les manifestations écrites ou verbales de nos ennemis. Et comme les Franco-Anglais jouissent encore de certaines sympathies parmi les neutres, on peut assez souvent lire dans la presse suisse ou roumaine, etc. des articles où l'on répand les contre-vérités chères aux ententistes. Ainsi, malgré la faillite de leur action militaire qui commence à sauter aux yeux de tout le monde, les Alliés se plaisent à proclamer hautement que la guerre ne peut être terminée avant la « défaite totale de l'Austro-Allemagne ». De là défense de prononcer le mot de paix dans les pays de la Quadruplice. La vanité que les politiciens ententistes mettent à protester contre toute idée de réconciliation avec l'ennemi est simplement grotesque. Ces pauvres vaincus font semblant de croire que leur décision de sortir triomphants de la grande lutte suffit pour remporter la victoire. Mais comme leurs peuples trompés et désillusionnés aspirent quand même à la paix, les journalistes de la Quadruplice parlent toujours de notre désir d'en finir avec la guerre : c'est leur moyen favori de tenir en échec l'impatience des citoyens français, italiens, russes ou anglais.

Ainsi, par exemple, nous lisons dans *l'Indépendance Roumaine* (28 décembre 1915), sous le titre *En Austro-Allemagne*, un article sur les sacrifices douloureux que cette longue guerre doit imposer aux populations austro-allemandes et hongroises :

« C'est avec beaucoup de réserve qu'il convient d'accueillir les nouvelles concernant les mouvements pacifistes en Autriche et en Allemagne. On conçoit en effet que les autorités austro-

allemandes se gardent bien de donner des renseignements à ce sujet, et ceux qui nous viennent des alliés peuvent être portés à exagérer les événements de cette nature.

Que les populations austro-allemandes et hongroises, malgré leur patriotisme, sont lasses de la longueur de cette guerre, des lourdes charges qu'elle impose et des sacrifices douloureux qu'elle exige, c'est très vraisemblable.

Il faut songer que le conflit dure depuis dix-sept mois déjà, que l'Austro-Allemagne lutte sur quatre fronts et que partant ces deux peuples ont éprouvé des pertes cruelles et fortes. D'autre part, la situation de forteresse assiégée des Etats centraux, si elle a pu être supportée, a imposé de dures privations à leurs populations, privations qui ne vont certes pas en diminuant et dont on n'entrevoit point la fin.

Le fait que sur aucun front l'action des armées austro-allemandes n'a été décisive a dû causer une déception profonde.(1)

Et la perspective d'une guerre longue encore d'un an, deux ans ou plus a pu rendre encore plus sensibles les souffrances que les populations austro-allemandes endurent et les faire paraître insupportables. Il en serait alors résulté ce mouvement d'exaspération surtout féminin que signalent les nouvelles de source anglaise.(2) La foule se serait livrée à des excès dont les vitres du chancelier auraient eu à souffrir, ainsi que quelques officiers qui avaient aux yeux du public le tort de ne pas être sur le front. Les cris de « rendez-nous nos fils, donnez nous du travail ou du pain et nous voulons la paix ! » auraient été poussés. »

La sympathie bienveillante qu'on veut bien témoigner dans ces lignes aux populations des puissances centrales, nous paraît touchante, mais un peu suspecte, car on n'y souffle mot de la lassitude qui s'est emparée des Russes, des Français, des Italiens ou même des Anglais. L'article cité semble être une réplique à la chanson ententiste sur la décision des Alliés d'aller « jusqu'au bout », comme si une telle décision contenait implicitement « la victoire ! » L'auteur de *En Austro-*

(1) L'écrasement de la Serbie n'a pas été une action décisive ? La victoire des Turcs à Gallipoli n'a pas été une action décisive ?

(2) Les sources anglaises sont des sources inépuisables de mensonges.

Allemagne parle de manifestations en faveur de la paix qui auraient eu lieu en Allemagne et en Hongrie ; il n'y a pas un mot de vrai dans tout ceci, bien que — comme des hommes d'État hongrois et allemands l'ont dit à plusieurs reprises — nous soyons disposés à conclure une paix convenable. Mais «la perspective d'une guerre longue encore d'un an, deux ans ou plus» doit paraître au moins aussi «insupportable» qu'à nous ou à nos alliés, aux populations de l'Entente que l'auteur de l'article roumain semble complètement ignorer. Nous nous permettrons d'attirer son attention sur les souffrances des pauvres gens français ou russes, italiens ou anglais qui souhaitent aussi ardemment la paix» : elles méritent sa sympathie bienveillante dans une mesure plus grande encore que les populations de «l'Austro-Allemagne», celle-ci étant victorieuse et la Quadruplice battue.

*

Un article, paru dans le n° du 26 décembre de la *Gazette de Lausanne* est autrement caractéristique du culte de la tromperie et de la supercherie ententistes. Lorsque nous parlons de la paix, nous qui avons vaincu sur tous les fronts nos ennemis supérieurs en nombre, nous parlons modestement d'une paix convenable ou honorable. Les ententistes ne pouvant étancher leur soif de vengeance en réalité, se vengent, dans la frénésie de leur impuissance, sur le papier inoffensif en délirant sur les dures conditions qu'ils nous dicteront — après «la victoire». Ainsi, en parlant d'un volume publié par M. Yves Guyot, économiste français, sur *Les causes et les conséquences de la guerre,* un professeur nommé P. de Wilde, écrit ce qui suit, dans le journal «neutre» que nous venons de citer :

«Forcé de me limiter, je passe directement au futur traité de paix tel que l'entend M. Guyot. Selon lui, et je suis entièrement de son avis, ce traité doit être conclu entre belligérants à l'exclusion de l'intervention des neutres. Ceux-ci ne pourraient y apporter qu'un nouveau désir de bénéfices pour leurs mercanti, et une incapacité d'intervention, puisqu'ils ont négligé de faire respecter les conventions de La Haye qu'ils avaient signées.

M. Guyot, se basant sur l'histoire, n'est pas partisan de la limitation des armements et prétend qu'il faut détruire

les causes de la guerre si l'on veut détruire l'effet. Je ne partage pas cette opinion théorique, car tant que les Allemands seront privés de moyens offensifs, la paix restera assurée.

Où M. Guyot a complètement raison, c'est quand il soutient que la paix européenne est incompatible avec l'existence des empires du centre.(1) Donc, suivant lui, il faut les démolir et procéder à un nouveau groupement des peuples basé sur le principe des nationalités et le droit des populations de disposer librement de leur sort. *Cette faculté que les Impériaux ne veulent pas reconnaître aux autres ne vaudra pas pour eux.*(1)

Pour assurer la paix dans l'avenir, dit M. Guyot, il faut supprimer les facteurs de guerre. *C'est au nom de ce principe que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie doivent cesser d'exister.*(1) Je regrette, faute de place, de ne pouvoir suivre M. Guyot dans son projet de reconstitution de la carte de l'Europe.

Il se déclare partisan d'une indemnité de guerre.(2) Il désire — et je suis de son avis — que le libre échange soit imposé à l'Allemagne, ce qui empêcherait ses procédés de concurrence déloyale. J'estime que pour payer leurs dévastations, les Impériaux doivent être soumis à un droit modéré de sortie durant un grand nombre d'années ; l'interposition de pays neutres n'est pas un obstacle.

M. Guyot est un économiste trop orthodoxe pour oser s'en prendre à la propriété foncière des Junkers prussiens et des propriétaires des Rittergüter. Je n'ai pas tant de scrupules et j'estime que si on veut donner une assiette solide à la paix, il est indispensable de transformer les paysans de la vieille Prusse et autres en petits propriétaires qui deviendront des amis dévoués des Alliés. Cette question ne saurait être traitée ici en détail.

J'approuve fort M. Guyot quand il demande que les crimes de droit commun commis en Belgique et ailleurs soient sévèrement punis, et que les criminels, quelque élevée que soit leur situation, subissent la punition qu'ils méritent.

Mais, me dira-t-on, le programme de M. Guyot et le vôtre ne sont pas exécutables, les Austro-Allemands ne sont pas battus et vous vendez la peau de l'ours avant de l'avoir abattu.

(1) C'est nous qui soulignons.
(2) Nous prenons note de cela, M. le professeur.

A cette objection, je réponds : 1° que le commerce a pris dans ces derniers temps une telle extension que la libre disposition de la mer est pour la plupart des pays, et particulièrement pour l'Allemagne, une question de vie ou de mort, puisque le commerce international de ce pays en 1913 a atteint près de 27 milliards de francs ; 2° qu'il n'y a qu'une seule nation, l'Angleterre, qui possède la maîtrise des mers et que pour cette raison et aussi à cause de sa situation insulaire intangible, elle est sûre de vaincre, au bout d'un temps plus ou moins long, tout ennemi qui ose se mesurer avec elle. (! !)

Quand la paix aura été dictée, les Austro-Allemands auront à obéir et à rendre leurs armes sous peine d'être soumis à un nouveau blocus qui aura raison de toutes leurs résistances. Inutile d'occuper militairement le pays, la menace permanente du blocus jouera le rôle de l'épée de Damoclès. (! !)

Dans sa conclusion, M. Yves Guyot nous invite à résister aux entraînements de la haine et à toute politique de représailles. Cela part d'un bon cœur et ne m'étonne pas de sa part, car voilà longtemps que j'ai le plaisir de le connaître. Mais le code pénal agit aussi sans entraînement, sans haine et sans esprit de représailles. Ce qui ne l'empêche pas de punir. »

Nous n'entrerons pas en polémique avec le forcené qui a signé ces lignes, car ce serait un outrage à la raison que de discuter les élucubrations insensées qu'il étale avec un sérieux funambulesque. Nous n'en parlerions même pas du tout, si nous n'avions retrouvé la même note dans presque tous les écrits où les publicistes alliés parlent de la paix. Les patriotards français se sont surtout distingués par des publications où ils se livrent à une débauche malsaine de dicter des conditions humiliantes aux empires centraux — écrasés par la plume. Leur littérature restera un triste monument de la bêtise, de la scélératesse et de la férocité humaines.(1)

*

Le mensonge n'est pas seulement cultivé par les journalistes alliés ; pour relever le moral défaillant des peuples qui

(1) Pour ne mentionner que quelques exemples, v. *La paix que voudrait l'Allemagne*, par André Chéradame ; *L'indépendance européenne. Études sur les conditions de paix*, par André Sardou ; *La paix que nous voulons faire. Le remaniement de l'Europe*, etc.

voudraient la paix — car nous n'en exceptons pas les Français, ni les Russes, ni les Italiens — on ne recule pas devant la tromperie même en haut lieu. Ainsi, à l'occasion de la nouvelle année, M. Joffre a adressé aux armées françaises un ordre de jour qui pullule de contre-vérités. « En Artois, en Champagne, en Wœvre et dans les Vosges, dit le généralissime, vous avez infligé à l'ennemi des échecs retentissants et des pertes sanglantes, incomparablement plus élevées que les nôtres.

L'armée allemande voit chaque jour diminuer ses effectifs et ses ressources ; elle doit cependant soutenir l'Autriche défaillante. Elle a dû rechercher, sur des théâtres secondaires, des succès faciles et temporaires qu'elle a renoncé à remporter sur les fronts principaux.

Toutes les colonies allemandes sont isolées du reste du monde ou tombées entre nos mains.

Les Alliés, au contraire, se renforcent continuellement. Maîtres incontestés des mers, ils peuvent se ravitailler facilement, alors que les empires du centre, épuisés financièrement et économiquement, ne comptent plus que sur notre désaccord et notre lassitude.

Comme si les Alliés, qui ont juré de lutter à outrance, étaient disposés à violer leur serment au moment où va sonner pour l'Allemagne l'heure du châtiment ! Comme si nos soldats n'étaient pas de taille à tenir malgré la boue et le froid !

Pendant que nos ennemis ne parlent que de paix, nous, nous ne pensons qu'à la guerre et à la victoire ! »

Selon nous, les généraux devraient s'abstenir des exercices de rhétorique, cependant M. Joffre ne semble pas vouloir le céder aux hommes d'État quadruplicistes qui, eux aussi, préfèrent les beaux discours aux actes. Nous ne nous occuperons ici que de quelques assertions « erronées » — le respect que nous avons pour le généralissime français nous interdit d'appeler les choses par leur vrai nom — de l'ordre du jour que nous venons de citer. M. Joffre parle d'une « Autriche défaillante » que l'armée allemande doit soutenir. Il est très vraisemblable que, selon la coutume ententiste, la Hongrie se trouve englobée dans l'« Autriche » du généralissime français. Passons outre. Cependant, nous devons faire remarquer à M. Joffre qu'une fraction presque insignifiante de cette « Autriche défaillante » tient en échec depuis plus de huit mois *toute l'ar-*

mée italienne sur le front de l'Isonzo et que, ces jours derniers, l'armée austro-hongroise vient de remporter *le succès peut-être le plus retentissant de cette grande guerre en s'emparant du Lovcen.*

La vieille scie sur notre épuisement financier et économique sonne faux dans la bouche d'un chef d'armée qui devrait parler par le grondement du canon, mais passons outre. Revenons au passage caractéristique où le généralissime français parle de notre désir de la paix et de l'unique pensée des Alliés, qui est « la guerre et la victoire ». Constatons d'abord une chose. C'est que « cette unité de plan » que les journalistes de l'Entente réclament sans cesse pour la direction des manœuvres sur les champs de bataille, se manifeste toujours par des mots d'ordre identiques dont toute la presse quadrupliciste a hâte de se faire l'écho complaisant. Dans des journaux français, anglais, italiens, anglais, américains et autres neutres — oh ! le service de presse de nos ennemis est très bien organisé, les Alliés ayant dépensé beaucoup d'énergie . . . et autre chose pour cela — vous retrouverez toujours les mêmes clichés sur notre « épuisement », sur la durée de la guerre que nous « n'avons pas prévue » (ils oublient que l'avalanche russe était appelée à tout emporter en quelques semaines), sur « la force croissante des Alliés », sur « les succès faciles et temporaires » remportés sur des théâtres de guerre secondaires, etc. M. Joffre, quoique généralissime, est ici à la hauteur des journalistes boulevardiers des pays de la Quadruplice. Nous ne lui en portons pas envie.

Nous ne pouvons toutefois passer sans faire remarquer à M. Joffre, que par des phrases vides de sens et mensongères, il se rend ridicule. Qu'est-ce que cela nous fait que les Alliés aient « juré de lutter à outrance » ? Ils ont déjà juré tant de choses ! L'Italie n'a-t-elle pas juré de secourir ses alliés en cas d'agression ? Et cependant, la noble *Gazette de Lausanne*, en rendant compte de la guerre en 1915, dit ceci de « l'action italienne » : « après neuf mois de neutralité utilement mis à profit pour parachever son matériel de guerre, se munitionner abondamment et organiser ses finances, l'Italie est entrée dans l'arène sanglante ». (1) M. Joffre et le quotidien suisse

(1) Voir le n° du 9 janvier 1916.

nous dispenseront peut-être de commenter les lignes que nous venons de citer . . .

En général, M. Joffre et consorts sont infiniment fiers de prolonger la guerre et se vantent de notre « impuissance » de les en empêcher. La continuation du massacre leur fait-il donc un si grand plaisir ? Nos offensives n'ont encore rien donné de décisif, les armées franco-anglaises, russes et italiennes ne sont pas encore détruites, dit-on encore dans le journal suisse déjà mentionné. Ils paraît que nous ne méprisons pas autant les Alliés qu'ils se méprisent eux-mêmes, puisqu'ils trouvent de quoi s'enorgueillir, parce que nous ne les avons pas encore complètement battus. Ils n'admettent presque pas, pour ainsi dire, qu'on pourrait renverser la question et leur demander pourquoi ils ne nous écrasent pas, puisque, à les entendre, ils en ont tous les moyens. « Nous les aurons quand nos généraux voudront » est certainement d'une superbe assurance, mais nous nous permettrons de la qualifier de forfanterie risible.

A la fin de son compte rendu de la guerre en 1915, la *Gazette de Lausanne* dit qu'« il se pourrait aussi que la guerre durât au delà de l'année 1916. Le plus prudent est de s'y préparer. Les Alliés ne sont pas pressés. » C'est encore un de ces mots qu'on retrouve souvent dans la presse quadrupliciste. « Les Alliés ne sont pas pressés. » Ah ! bah ! Vous n'êtes pas pressés ? Vous dites cela pour glacer nos cœurs d'effroi, n'est-ce pas ? Eh bien ! nous nous moquons de vos menaces ! Et s'il faut plusieurs années encore pour vous réduire à reconnaître que vous êtes des fanfarons battus, nous combattrons plusieurs années encore. En tardant à demander la paix, vous ne ferez qu'en aggraver les conditions, mais, comme nous ne sommes pas des « civilisés », nous pouvons vous assurer que nous ne serons pas aussi cruels que vous auriez été, ô Alliés qui n'êtes pas pressés, si vous étiez aussi forts sur les champs de bataille que sur ceux du mensonge et de la supercherie.

DIPLOMATE.

CHRONIQUE DE LA GUERRE

30 janvier 1916.

L'histoire de la quinzaine écoulée a été marquée par des événements sensationnels. Parmi ceux-ci, la capitulation et le désarmement de l'armée monténégrine méritent d'être mentionnés en premier lieu. Comme il était à prévoir, la prise du Lovcen et la chute de Cettinje ont provoqué une consternation générale dans les pays de l'Entente et surtout en Italie et en Russie. Cette consternation ne fit qu'augmenter par la nouvelle d'une demande de paix que le roi Nikita avait adressée à l'Autriche-Hongrie.

Comment, il se trouvait un roi qui osait solliciter une paix séparée? Et encore un roi d'un petit État dont la défense incombait exclusivement à la Quadruplice? Ce monstre de Nikita avait imploré la paix et accepté la capitulation que nous lui avions posée comme première condition avant d'entrer en négociations quelconques à ce sujet: c'était vraiment intolérable! Et les puissances protectrices des petites nations de se mettre à rivaliser de zèle pour empêcher le vieux roi de faire une démarche si compromettante pour l'union sacrée qui — comme vous le savez — unit les pays ententistes . . .

Notre ex-alliée, l'Italie fut ouvertement soupçonnée d'avoir poussé le Monténégro à conclure une paix séparée avec la monarchie austro-hongroise. Est-ce vrai ou non, nous ne saurions le dire; mais les Alliés qui ont une confiance illimitée les uns dans les autres, exercèrent une violente pression sur la famille royale d'Italie pour faire renoncer le beau-père de Vittorio Emanuele à son funeste projet. Et, à ce qu'il paraît, les menaces et les prières n'ont pas été

inutiles, car Nikita s'est décidé à quitter son royaume et à accepter l'hospitalité que la France, pays classique des rois exilés, lui a offerte. Il est le troisième roi «sans terre».

Ne pouvant sauver son pays, les Alliés se sont contentés de mettre en sûreté la personne du roi ou, plutôt, s'en sont emparés presque de vive force. Oh! lorsqu'il s'agit d'intriguer, de terroriser, de vexer, ils sont grands, ils sont insurpassables, les protecteurs des petites nations! Et ne leur dites pas qu'il aurait mieux valu secourir le Monténégro que de l'empêcher de conclure la paix avec l'ennemi. Le fait que tout le pays est envahi par les troupes austro-hongroises et l'armée monténégrine a mis bas les armes, ne pèse rien dans la balance, car lorsque sonnera la trompette du jugement dernier ou, plus prosaïquement, l'heure du châtiment pour l'Allemagne — comme s'exprimait le futur académicien Joffre, — et de la «victoire définitive», alors, oh! alors, on dédommagera largement Nikita et ses collègues qui ont pris avant lui la route de l'exil ... Un roi de moins ou de plus ne compte vraiment pas dans la longue liste des prétendants à une récompense ententiste.

Malgré la fuite du roi de Monténégro, le désarmement des troupes monténégrines a été achevé par notre armée, *la signature de la capitulation a eu également lieu par les représentants du gouvernement monténégrin,* le 25 janvier. Est-ce que celui-ci serait aussi autorisé à entamer des pourparlers sur la paix? Cette question intéresse plutôt le royaume de Nikita que les puissances centrales, car il est évident que le gouvernement monténégrin pourrait probablement obtenir des conditions assez avantageuses en traitant immédiatement avec nous, tandis que, dans le cas contraire, nous agirions comme bon nous semble, tout le pays étant en notre possession.

Nous comprenons, du reste, que les Alliés n'aient reculé devant rien pour décider le vieux roi Nikita à chercher un refuge en France, mais ils n'ont pu dissiper l'effet désastreux qu'a exercé sur le monde entier l'effondrement de son royaume et la soumission sans conditions de l'armée monténégrine. Nous ne croyons pas que la demande de paix n'ait été qu'une ruse du roi de Monténégro pour gagner du temps et pour se sauver; selon nous, il n'a agi qu'en

conséquence de la situation impossible où il se trouvait. Il a nettement affirmé, par son attitude, qu'il n'avait pas foi dans la fameuse «victoire définitive» de l'Entente, et le fait que les Alliés sont parvenus au dernier moment à l'empêcher de conclure une paix séparée, ne change rien à cette vérité.

Sur ces entrefaites, nos troupes se sont emparées non seulement de tout le territoire monténégrin, mais elles viennent aussi de prendre Scutari et avancent victorieusement vers les positions importantes des Italiens en Albanie. Dès à présent nous pouvons constater que la *politique adriatique,* poursuivie par notre ex-allié avant la guerre et par la guerre actuelle, a subi un échec piteux. L'Italie s'est lancée dans la guerre pour s'assurer une hégémonie incontestable sur le *mare nostro,* que dis-je, pour interdire à l'Autriche-Hongrie tout accès à cette mer et pour l'étouffer littéralement — et qu'est-il arrivé? C'est nous qui sommes devenus les maîtres des côtes adriatiques dominées auparavent par le Monténégro et l'Albanie: il est inutile de commenter la signification de cet événement pour les adeptes de «l'égoïsme sacrée».

L'écroulement du Monténégro a encore fait la lumière sur cette harmonie intime qui, selon les Alliés, régnait entre eux. L'écrasement de la Serbie leur a déjà donné prétexte pour se lancer à la tête des reproches plus ou moins violents; la soumission inconditionnée de l'armée monténégrine n'a fait que raviver la sympathie qu'éprouvent les ententistes les uns à l'égard des autres.(1) C'est surtout l'Italie qu'on a accusé de mal remplir ses devoirs d'«alliée»; on lui représentait aussi la gravité de la situation qui résulterait pour

(1) Voici quelques échantillons:

Sir Arthur Evans avoue dans le *Times* que les Italiens ont raison de récriminer contre l'Angleterre pour l'abandon des Dardanelles, mais il ajoute que, précisément pour cela, on doit permettre aux Anglais de dire leur mot sur la responsabilité qui retombe sur l'Italie pour la catastrophe du Monténégro, car l'Italie a au Monténégro au moins autant d'intérêts que l'Angleterre aux Dardanelles.

Le *Temps* écrit: Nous n'arriverons pas à comprendre ce qui a déterminé l'Italie à ne pas secourir le Monténégro. Indépendamment de toute considération de sentiment, les intérêts mêmes de l'Italie lui commandaient à ne pas tolérer une extension austro-hongroise dans l'Adriatique.

elle de l'avance victorieuse de l'Autriche-Hongrie en Albanie, etc. Mais tout cela a été en vain, «le spectre du trop tard», comme le disait si bien M. Lloyd George,(1) a poursuivi une fois de plus les Alliés qui — comme vous le savez — sont toujours victorieux.

Nous devons encore rendre compte du résultat déplorable de la «grande» offensive russe sur le front bessarabien et galicien. L'action russe en vue de percer notre front a commencé le 24 décembre 1915; elle a pris fin le 16 janvier 1916. Constatons simplement — l'État-major russe lui-même n'est pas d'un autre avis — que, malgré leurs pertes immenses (ils auraient perdu environ 100.000 hommes), les Russes n'ont obtenu aucun succès, pas même partiel. Il n'est pas vraisembable qu'ils renoncent définitivement à leurs velléités d'offensive. Si le grand Conseil des Alliés a décidé une chose, il faut obéir. Si donc ce grand Conseil (nous nous inclinons profondément en écrivant ces mots) a décidé que les Russes continuent à se saigner à blanc sans le moindre espoir d'aboutir à un résultat quelconque, ils continueront à verser leur sang. Tout le monde sait que le réservoir humain de la Russie est inépuisable et que le tsar est inébranlable dans sa résolution de pousser la guerre jusqu'à l'écrasement de l'ennemi . . . Ajoutons que l'«écrasement» fait de grands progrès et il n'y a que les malveillants qui ne les voient point.

A Salonique, la situation est inchangée. Les Alliés crient que leurs positions sont inexpugnables. Ils attendent notre offensive avec une confiance illimitée et, comme celle-ci tarde à venir, ils méditent sur l'éventualité d'une action dont ils pour-

(1) Dans son discours à la Chambre des Communes sur la fabrication des munitions, M. Lloyd George a dit ceci: «Nous avons besoin pour nos nouvelles fabriques de 80.000 ouvriers de profession et de 2 à 300.000 ouvriers auxiliaires. Notre victoire dépend du nombre d'ouvriers que nous pourrons mettre à l'œuvre, mais *je ne sais s'il n'est trop tard;* là, nous sommes allés *trop tard,* ici, nous sommes venus *trop tard,* nous avons commencé nos entreprises *trop tard,* nos préparatifs viennent *trop tard.* Les armées des alliés sont continuellement poursuivies par ce spectre railleur *trop tard.* Tout dépend des mois prochains. La dernière conférence des alliés à Paris a pris des décisions qui influenceront toute la marche de la guerre.»

raient prendre l'initiative. Vraiment, ils n'ont pas de chance, les Ulysses ententistes. Ils ont violé et continuent à violer la neutralité de la Grèce d'une façon scandaleuse pour pouvoir déclarer au monde émerveillé qu'ils ont choisi enfin un théâtre de guerre où nous devons les suivre — et maintenant nous nous faisons attendre. Décidément, les troupes austro-hongroises, allemandes, bulgares et turques n'agissent pas loyalement en ne répondant pas à l'appel des Alliés qui sont si loyaux, si civilisés, si respectueux du droit des neutres, etc.

HISTORICUS.

Le Directeur-Gérant,
GUILLAUME HUSZÁR.

Hors Concours.

16 Médailles d'or.

Vins fins mousseux hongrois.

LOUIS FRANÇOIS ET C°.

Fournisseurs de la Cour Impériale et Royale d'Autriche-Hongrie et de S. A. R. le Prince Philippe de Sachsen-Coburg-Gotha.

CAVES à BUDAFOK, près BUDAPEST.

Marque exquise:

TRANSYLVANIA SEC.

MERCUR

SOCIÉTÉ ANONYME DE BANQUE

Budapest, V, Fürdő-utca 3.

Capital social: 10,000.000 Couronnes.

Dépôts d'argent sur livrets et comptes de chèques. — Lettres de crédit et mandats sur tous les marchés. — Renseignements et procédure gratuits en matière de cautions militaires, matrimoniales. — Escompte et encaissement de Lettres de change. — Comptes-courants. — Comptes de chèques. — Comptes de virements.

Téléphone: 32—72, 42—74, 176—72, 162—70, 176—71, 176—73.

Répond à toutes les demandes de renseignements touchant les opérations de banque.

Assurance Hongroise de Rentes Viagères sous forme d'association

Budapest, VI, Andrássy-ut 8 (propriété de l'établissement).

Président de l'Association: le comte Aladár Széchenyi. **Vice-Président:** le comte Thomas Erdődy. **Direction:** Président: baron Joseph Rudnyánszky, MM. Tiburce Dénes, Nicolas Forrai, Dr Sigismond Lévay.

L'établissement étant organisé comme une association, les 70% du bénéfice total sont partagés entre les assurés au prorata des primes versées.

L'établissement s'occupe de tous les genres d'assurances sur la vie aux meilleures conditions et à bon compte. Sont particulièrement recommandées les assurances à vie au profit des familles, les assurances mutuelles des conjoints, les assurances mixtes en cas de décès, combinées avec celles à terme fixe, les assurances de trousseaux pour filles, combinées aussi avec des annuités d'éducation.

POUR TOUTES SORTES DE RENSEIGNEMENTS S'ADRESSER A LA DIRECTION.

CHEMINS DE FER DE L'ETAT HONGROIS.

Budapest—Vienne—Zurich—Genève

200	*d.* **Budapest** Ouest..... *a.*	—
620	*a.* Vienne (Marchegg) *d.*	—
205	*d.* **Budapest** Est. ..... *a.*	140
640	*a.* Vienne Ostb.(Bruck) *d.*	910
750	*d.* **Vienne** Westb. ..... *a.*	720
710	*a.* Innsbruck ..... *d.*	730
1152	*a.* **Buchs** ..... *d.*	221
1215	*d.* **Buchs** ..... *a.*	151
223	*a.* **Zurich** ..... *d.*	1152
310	*d.* **Zurich** ..... *a.*	802
753	*d.* Lausanne..... *a.*	210
900	*a.* Genève ..... *d.*	100

Budapest—Sofia—Constantinople

* Balkanexpress dép. mercr., samedi	1155	*d.* **Budapest** Ouest ... *a.*	* Balkanexpress dép mardi, samedi	610
	617	*d.* Zimony ..... *d.*		1050
	937	*a.* **Sofia**..... *d.*		835
	1015	*d.* **Sofia**..... *a.*		805
	1020	*d.* Kuleliburgas ..... *d.*		848
	700	*a.* **Constantinople** ...		1205 *

Budapest—Cologne—Bruxelles

930	*d.* **Budapest** Ouest..... *a.*	710
550	*a.* Vienne Ostb. (Marchegg) *d.*	1125
720	*d.* **Vienne** Westbahn... *a.*	1005
1258	*a.* **Passau** ..... *d.*	455
115	*d.* **Passau** ..... *a.*	430
450	*a.* **Nurnberg**..... *d.*	1255
923	*a.* **Francfort** ..... *d.*	805
509	*a.* **Cologne** ..... *d.*	1148
750	*d.* **Cologne** ..... *a.*	1101
140	*a.* **Bruxelles**..... *d.*	457

Budapest—Vienne—Munich

205		*d.* **Budapest** Est. ..... *d.*	—	140
640		*a.* Vienne Ostb.(Bruck) *d.*	—	910
200	930	*d.* **Budapest** Ouest. ... *a.*	710	—
620	550	*a.* Vienne (Marchegg) *d.*	1125	—
1025	720	*d.* **Vienne** Westb. ..... *a.*	1005	610
640	137	*a.* **Salzbourg** ..... *d.*	437	943
703	200	*d.* **Salzbourg** ..... *a.*	415	910
1015	500	*a.* **Munich**..... *d.*	127	630
1225	520	*d.* **Munich**..... *a.*	117	547
758	1245	*a.* Strasbourg ..... *d.*	539	940

Budapest—Fiume

710	1025	*d.* **Budapest**..... *a.*	645	905
228	850	*d.* Zágráb ..... *d*	831	209
730	405	*a.* **Fiume** ..... *d.*	1255	810

Budapest—Predeal—Bucarest

210	935	*d.* **Budapest**	125	735
633	329	*a.* Predeal	842	1220
811	529	*d.* Predeal	900	1209
1155	920	*a.* **Bucarest**	505	750

Budapest—Oderberg—Berlin

*Balkanzug dép. lundi et jeudi	650*	650	*d.* **Budapest** Ouest..... *a.*	940	1130	*Balkanzug dép. mercr. et samedi
	1233	1241	*d.* Zsolna..... *d.*	351	552	
	253	325	*d.* Oderberg ..... *d.*	110	340	
	521	612	*d.* Breslau ..... *d.*	955	1251	
	953	1108	*a.* **Berlin** Friedr. Str. *d.*	426	815*	

Berlin—Amsterdam—La Haye

	930	807	*d.* **Berlin** Friedr. Str. *a.*	735	557	Express
	1020	829	*a.* **Amsterdam**..... *d.*	804	138	
	1106	917	*a.* **La Haye** ..... *d.*	706	1248	

Berlin—Copenhague

820		*d.* **Berlin** Stett. Bhf.... *a.*	1129	Express
719		*a.* **Copenhague** ..... *d.*	1620	
		via Warnemünde-Gjedser		

Berlin—Stockholm—Christiania

830		*d.* **Berlin** Stett. Bhf.... *a.*	725
849		*a.* **Stockholm** ..... *d.*	830
		via Sassnitz-Trälleborg.	
830		*d.* **Berlin**..... *a.*	725
1200		*a.* **Christiania**..... *d.*	545
		via Sassnitz-Trälleborg.	

Budapest—Varsovie

705		*d.* **Budapest**..... *a.*	620
505		*d.* Oderberg ..... *d.*	1013
1000		*d.* Trzebinia..... *d.*	730
1120		*a.* Zabkowice ..... *d.*	555
1131		*d.* Zabkowice ..... *a.*	544
612		*a.* **Varsovie** ..... *d.*	1100

Budapest, Imprimerie de la Société anonyme Athenaeum.

50148

N° 36 de la série entièrement consacrée à la guerre.

IXe ANNÉE. — TOME XVII. 15 FÉVRIER 1916

REVUE DE HONGRIE

Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE:

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président; MM. le Cte ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÖTHY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, Cte ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, Cte MARC WICKENBURG, JULES de WLASSICS, Cte JEAN ZICHY

GUILLAUME HUSZÁR, Directeur-Gérant.

Mente hungarica,
Verbo gallico.

SOMMAIRE

I. — LA BULGARIE ET LA GUERRE GÉNÉRALE, par **M. le comte Jules Andrássy**, ancien Ministre, Député 1

II. — «LA HOLLANDE D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN» par **M. Jules de Wlassics**, ancien Ministre, Président du Haut Tribunal Administratif 10

III. — LES TRUBLIONS, par **M. Jules de Végh** 13

IV. — LE PRINCIPE DES NATIONALITÉS *(Les droits des petits peuples)*, par **M. Fr. Du Bois** 18

V. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par **Historicus** ... 31

BUDAPEST,
I., TIGRIS-UTCA 6.

(En vente chez tous les libraires.)

VIENNE, GEROLD & CIE. — **LEIPSIC**, GUSTAV FOCK.
LONDRES, MUDIE'S SELECT LIBRARY (NEW OXFORD STREET). — **ROME**, FRATELLI BOCCA.
FLORENCE, SUCC. B. SEEBER. — **MADRID**, FERNANDO FÉ. — **STOCKHOLM**, C. E. FRITZE.
COPENHAGUE, VILHELM TRYDE. — **BRUXELLES**, N. LEBÈGUE ET CIE.
SAINT-PÉTERSBOURG, K. L. RICKER. — **NEW-YORK**, THE INTERNATIONAL NEWS CO.
ATHÈNES, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH. — **BUCAREST**, SOCEC & CIE. — **GENÈVE**, PH. DÜRR
CONSTANTINOPLE, OTTO KEIL.

POLITIQUE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE,
ÉCONOMIE SOCIALE, HISTOIRE, LITTÉRATURE, PHILOSOPHIE, BEAUX-ARTS
QUESTIONS DE CULTURE UNIVERSELLE.

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'est assuré la collaboration des hommes d'État et des écrivains remarquables du pays et de l'étranger qui examinent et discutent, d'un point de vue à la fois hongrois et international, toutes les questions politiques, historiques, économiques, sociales et littéraires.

Depuis l'ouverture des hostilités, la REVUE DE HONGRIE est entièrement consacrée aux problèmes relatifs à la guerre. Elle s'efforce d'être aussi impartiale que possible et surtout de mettre en relief le rôle que joue la Hongrie dans la conflagration générale.

La REVUE DE HONGRIE laisse à chacun de ses collaborateurs la responsabilité de ses opinions.

LA REVUE DE HONGRIE

se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'étranger qui en auront fait la demande.

LA REVUE DE HONGRIE
PARAIT LE 1 ET LE 15 DE CHAQUE MOIS

PRIX D'ABONNEMENT:

HONGRIE ET AUTRICHE	un an	**25** cour.
ALLEMAGNE	un an	**25** marcs.
AUTRES PAYS DE L'UNION POSTALE	un an	**30** francs.

Prix des «livraisons de guerre» 1 cour.

LA BULGARIE ET LA GUERRE GÉNÉRALE

La Hongrie entière éclata en transports d'allégresse lorsqu'elle apprit que la vaillante armée du roi Ferdinand de Bulgarie se rangeait à nos côtés dans la lutte que nous soutenons contre la Serbie. Notre joie ne venait pas uniquement de ce qu'une armée accoutumée à vaincre et qui s'était couverte de gloire même dans les jours d'adversité allait seconder la nôtre dans cette lutte de Titans, mais du fait que c'était la nation bulgare qui venait à notre aide. Nous voyions avec joie prendre parti pour nous un peuple que nous aimons, se rencontrer dans des heures décisives pour leur avenir deux peuples appelés à s'entr'aider. J'attribue une importance extrême à l'amitié de la Bulgarie, qui peut se transformer en alliance durable, car elle repose sur des bases solides telles que de vives sympathies mutuelles et la communauté d'intérêts. Chez nous, Hongrois, cette sympathie est en grande partie impulsive et vient de l'origine touranienne commune des deux peuples.

Dans les premiers temps de notre histoire, les peuples magyar et bulgare entretenaient de fréquents rapports et avaient l'un sur l'autre une action considérable. A ce qu'il semble, ils étaient voisins dans leur ancienne patrie et, lorsque nous nous établîmes dans la Russie méridionale, nous nous retrouvâmes dans le voisinage de l'empire bulgare. C'est, paraît-il, un conflit avec les Bulgares qui détermina nos ancêtres à venir se fixer dans notre patrie actuelle, dont une partie était aux mains des Bulgares. Les relations entre les deux peuples parents se relâchèrent dans le cours des siècles, puis cessèrent complètement. L'invasion turque asservit la nation bulgare qui s'était peu à peu slavisée et avait perdu de

ses traits originaux, et le sort que les Turcs firent à la Hongrie ne fut guère meilleur. Le souvenir même des Bulgares s'évanouit presque entièrement chez nous. C'est seulement dans la seconde moitié du XIX^e^ siècle, à la vue des vigoureux efforts du peuple bulgare pour renaître à la vie, que nous nous avisâmes de notre communauté de race avec cette jeune nation qui faisait preuve de si grandes qualités. Cette découverte nous fit une joie d'autant plus grande que nous avions fini par croire à notre isolement dans l'Europe occidentale. Nous avions tristement pris notre parti de n'avoir que des alliés et des confédérés auxquels nous sommes liés par des lois et des intérêts vitaux, mais de n'avoir pas, comme les autres nations d'Europe, le bonheur de trouver chez un peuple aide et sympathie en raison de l'affinité de race. Notre grand Széchenyi s'en plaignait amèrement et expliquait les difficultés de la mission politique et morale de la race magyare par le fait qu'abandonnée à elle-même, elle représente à elle seule toute une famille humaine au milieu de la civilisation chrétienne et européenne

Notre joie fut d'autant plus grande en découvrant que nous avions des frères de race dans ces Bulgares appelés à un si bel avenir. Nous prenions les Bulgares pour des Slaves et nous fûmes grandement surpris de voir que ce n'était pas tout-à-fait exact, qu'ils prenaient conscience de leur nationalité, laquelle doit précisément son individualité à ce qu'elle n'est point d'origine slave, mais touranienne et que c'est seulement dans le cours des âges que les peuplades subjuguées lui ont infusé du sang slave.

Ce qui rend peut-être nos sympathies pour les Bulgares encore plus vives, c'est l'amour de la liberté et l'attachement à l'individualité nationale, qui sont des traits communs des deux races parentes. Nous autres, Hongrois, avons prouvé que la conservation de cette individualité est à nos yeux infiniment plus précieuse que le bien-être matériel, la richesse et tous les bienfaits de la paix. Si nous avions voulu renoncer à notre nationalité et à nos libertés publiques, nous serions bien plus riches que nous ne le sommes. Nous avons attiré sur nous bien des maux, bien des souffrances par notre ferme résolution de ne pas nous laisser absorber par d'autres nations plus puissantes et de sacrifier tous nos intérêts à la volonté de rester Hongrois et de figurer comme tels dans l'Histoire. Cette même

persistance du sentiment national, ce même amour de la liberté se retrouvent chez les Bulgares. Cela tient du prodige comment ce peuple a été capable de conserver son individualité pendant les longs siècles d'oppression, et l'on trouve peu d'exemples de la fermeté et de l'énergie avec lesquelles les Bulgares émancipés ont combattu pour échapper à la redoutable étreinte de leurs libérateurs et pour conserver leur liberté et leur pleine indépendance au milieu des peuples slaves.

Mais, comme je le disais plus haut, ce ne sont pas seulement des raisons de sentiment, mais des intérêts qui unissent la Bulgarie à la double monarchie et, par suite à la Hongrie, dont les intérêts sur le terrain de la politique étrangère sont absolument identiques à l'intérêt bien entendu de la monarchie et de la dynastie. Cette communauté d'intérêts entre l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie, dont nous voyons de nombreux effets dans le passé et qui nous rapproche encore aujourd'hui, repose sur la communauté du péril dont nous menace l'une et l'autre la politique russe, laquelle tend fatalement à soumettre Constantinople et les Détroits au pouvoir des tsars.

Cette politique de la Russie n'est point temporaire et ne s'inspire pas de l'ambition de certains hommes d'État, mais elle résulte de la situation géographique et s'est toujours manifestée dans les circonstances les plus diverses chaque fois que ses affaires ou la situation politique en Europe permettaient à la Russie de poursuivre une politique active. Elle pensait atteindre son but de deux manières.

Quelquefois la Russie tentait de placer sous sa domination directe Constantinople, sa préférée entre toutes les villes du monde et de la péninsule des Balkans. C'est le but qui guidait Catherine II lorsqu'elle conçut le projet de mettre son petit-fils sur le trône de Byzance et de faire donner à Potemkine les principautés danubiennes. C'est le but que poursuivait Paul Ier lorsqu'il tenta en 1800 de faire l'acquisition de la Roumélie, de la Bulgarie et des principautés danubiennes et qu'en manière de compensation, il était disposé à nous céder la Serbie, la Bosnie et l'Herzégovine. C'est aussi le but auquel tendait son successeur Alexandre Ier lorsqu'il demanda à Napoléon la cession de Constantinople, exigence qui amena une rupture des négociations entre ces deux puissants monarques. Le tsar déclara nettement à cette occasion que la Russie aspirait à la possession de Constanti-

nople, parce qu'elle voulait avoir «la clef de sa maison». La Russie veut encore cette clef et ses hommes politiques n'en font pas mystère. On ne saurait d'ailleurs s'en étonner, car elle ne pourrait trouver que dans la liquidation de la question d'Orient l'équivalent des énormes sacrifices qu'elle vient de faire et qu'elle ne pourra renouveler de sitôt.

L'autre moyen d'atteindre le but qu'on se proposait, consistait à ne laisser subsister en Orient que des États faibles ayant besoin de la protection de la Russie et obligés de lui obéir en tout. Et les Russes ne se sont pas montrés scrupuleux dans le choix des moyens. Quoiqu'ils missent sans cesse en avant la voix du sang, l'intérêt de la chrétienté, l'Histoire prouve qu'il n'avaient en vue que le leur et qu'ils eussent accepté toute solution avantageuse aussi bien de la main des musulmans que de celle des grecs orthodoxes. C'était d'abord l'idée du même Alexandre Ier qui voulut plus tard renverser l'empire turc. Il déclara en 1801 qu'il fallait conserver la Turquie dont «*la faiblesse et l'état de désorganisation faisaient le mieux les affaires de la Russie*». Cette politique turcophile eut pour résultat que la Porte s'engagea par traité à fermer les Détroits aux navires de guerre de toutes les autres puissances et à ne les ouvrir qu'aux Russes, de sorte que la Turquie n'était plus qu'un gardien de fameuse porte au service de la Russie. Cette solution était d'autant plus avantageuse à la Russie qu'elle détenait alors Corfou et les îles Ioniennes, de sorte qu'elle pouvait menacer les Détroits de deux côtés. *C'est la même idée qui guida Nicolas Ier* lorsque, après sa campagne victorieuse contre les Turcs en 1829, il chercha la consolidation de sa puissance dans l'affaiblissement et la conservation de la Turquie. C'est alors que le chancelier de Nesselrode dit que la Russie aurait pu anéantir la Turquie si elle l'avait voulu, mais qu'elle s'en était bien gardée, le tsar trouvant que cet État protégé de la Russie et obligé dorénavant d'obéir exclusivement aux ordres qu'elle en recevra, répondait mieux aux intérêts de la Russie que toute autre combinaison, que tout autre État qui, après avoir pris la place de la Turquie, ne tarderait pas à rivaliser en puissance, en civilisation, en industrie et en richesse avec son protecteur. Si l'ambition séculaire de la Russie de faire la loi à Constantinople la poussait donc parfois à conserver une Turquie sans force, le plus souvent cette même ambition la poussait à renverser

l'empire turc et à fonder sur ses ruines des États orthodoxes grecs à sa dévotion, en veillant à ce qu'aucun d'eux ne jouisse d'une indépendance réelle, mais que, pressés les uns par les autres, ils ne puissent vivre que grâce à la protection de la Russie dont ils seront les dociles instruments. C'est la solution que le prince Gortschakov avait en vue lorsqu'il méditait le démembrement de la Turquie vers 1870, et Ignatiev en dictant la paix de San-Stefano.

C'est pour cette raison que le gouvernement russe attachait tant d'importance à avoir toujours la haute main dans les affaires de la Roumanie qu'il occupa pendant de longues années, qu'il s'opposa à l'union de la Moldavie et de la Valachie, qu'il fit plus d'une fois opposition à l'agrandissement territorial de la Grèce et s'immisça dans les affaires de Serbie, mais c'est encore la Bulgarie qui eut le plus à souffrir de cette politique russe. A peine émancipée par le traité de Berlin, la Bulgarie dut s'apercevoir que son grand protecteur ne voulait pas qu'elle vive pour elle, qu'elle jouisse d'une autonomie réelle, mais qu'il la regardait comme une province russe appelée à faire prédominer l'influence des tsars à Constantinople et sur les Détroits. Les Russes n'ont reculé devant aucun moyen, conspirations et attentats y compris, pour se faire des vassaux du prince de Battenberg et du roi actuel. Ignatiev, le grand protecteur des Bulgares qui, dans sa vieillesse, était fêté en Bulgarie comme un héros national, s'explique avec une cynique franchise sur cette émancipation des peuples chrétiens dont le gouvernement russe a fait son programme. Il dit, entre autres, dans ses *Mémoires* que les Slaves doivent être en tout et partout «les instruments de la Russie», qu'il ne faut pas prendre le moyen pour le but et permettre que les peuples affranchis par la Russie suivent une politique indépendante.

Je n'ai pas besoin de dire que ces deux genres de la politique et du «saint égoïsme» russes menacent d'un péril mortel la Bulgarie aussi bien que l'Autriche-Hongrie. Ce serait le vasselage direct et certain pour la Bulgarie, car il est hors de doute que la Russie voudra avant tout soumettre à son autorité les côtes de la mer Noire, comme elle a toujours tenté de le faire dans le passé. Pour ce qui nous concerne, la suprématie russe dans les Balkans équivaudrait à l'encerclement et à un Sedan politique. Cette situation serait intolérable, car elle ferait dépendre notre existence du bon vouloir d'un État

bien plus puissant que nous, qui pouvait nous attaquer de plusieurs côtés à la fois et qui, par suite de l'influence qu'il gagnerait sur les Slaves orthodoxes, pouvait affaiblir notre cohésion intérieure.

C'est ce péril commun qui nous a rapprochés dès la constitution en principauté de la Bulgarie jusqu'à nos jours. On peut affirmer que le sentiment de la communauté d'intérêts a toujours existé depuis le congrès de Berlin et s'est toujours manifesté, du moins dans une certaine mesure, tant dans la politique de l'Autriche-Hongrie que dans celle de la Bulgarie. Jules Andrássy, notre ministre des Affaires étrangères lors de la crise orientale qui donna naissance à la Bulgarie, avait immédiatement compris de quelle importance était pour nous l'autonomie de la nouvelle principauté ; il fit son possible pour satisfaire les Bulgares. Il adhéra à la convention de Reichstadt qui créait une Bulgarie complètement indépendante. Il est vrai qu'il exigea, ainsi que l'Angleterre, la revision de l'œuvre d'Ignatiev, la Bulgarie de San-Stefano, mais non point par jalousie de la nation bulgare. Il était convaincu qu'une Bulgarie renfermée entre de sages limites, assez forte pour se défendre et dont les voisins ne seraient pas nécessairement des ennemis, ne ferait pas une politique russe et, par désir d'indépendance, serait notre alliée naturelle. Il ne voyait un danger dans la Bulgarie de San-Stefano que parce qu'une Bulgarie aussi grande aurait excité la jalousie de la Turquie, de la Grèce, de la Serbie et de la Roumanie et, par suite, forcé la jeune principauté, pas encore suffisamment développée et puissante, à s'appuyer sur la Russie. Ce n'est pas lui, mais l'Angleterre qui est responsable de la création de la Roumélie-Orientale, œuvre factice qui devait provoquer tant de crises, parce que la Grande-Bretagne avait mis pour condition formelle à sa participation au congrès de Berlin que la chaîne des Balkans formerait la frontière de la Bulgarie. Mon père blâma cette solution et écrivit au gouvernement anglais qu'il ne voyait aucun danger à ce que les frontières de la Bulgarie s'étendent sur le versant sud des Balkans, mais et c'est seulement pour gagner l'Angleterre qu'il accepta à ce que la principauté tombe sous l'influence de la Russie, cette solution irrationnelle, laquelle fit banqueroute quelques années plus tard. Il attacha toujours une grande importance

à ce que la Bulgarie ne dépende pas uniquement du bon vouloir de la Russie ; c'est pourquoi il demanda que les Russes réduisissent la durée de l'occupation de la Bulgarie ; il veilla à ce que la Russie n'obtienne point de droits particuliers dans les Balkans et que ceux de la Bulgarie soient placés sous la garantie de l'Europe.

Quand la Bulgarie proclama l'union avec la Roumélie-Orientale et entra par suite en conflit avec la Russie, laquelle ne permettait pas qu'elle fît rien sans sa permission et prît elle-même ce que son protecteur avait voulu lui donner, la solidarité d'intérêts entre l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie devint de nouveau manifeste. Nous nous efforçâmes d'empêcher les proconsuls russes, les Kaulbars, d'exercer leur tyrannie sur un État que le traité de Berlin avait placé sous la protection de l'Europe et non de la Russie, qui avait le droit de vivre de sa propre vie et n'avait pas été créé pour servir les tsars. La Bulgarie chercha en nous ses protecteurs naturels contre les empiétements de la Russie ; cependant la solidarité d'intérêts n'engendra pas une alliance stable, intime entre les deux pays. Nous ne défendîmes pas toujours nos vues avec le courage et l'énergie nécessaires.

Quelquefois ce fut Bismarck qui nous empêcha de suivre une politique énergique, car il voulait maintenir à tout prix l'alliance entre l'Autriche-Hongrie et la Russie. Quelquefois aussi il nous arriva de placer l'entretien des bonnes relations avec la Russie et les intérêts de la paix au-dessus de nos intérêts dans les Balkans. La Bulgarie voyant, d'une part, notre manque d'énergie et qu'elle n'obtiendra jamais de l'Europe la reconnaissance de l'union avec la Roumélie-Orientale et celle de Ferdinand comme prince, si elle ne se réconcilie pas avec la Russie, et obéissant, d'autre part, aux sentiments de gratitude qu'elle devait éprouver pour des libérateurs de même race et de même religion, se montrait souvent disposée à faire les plus gros sacrifices pour rester en faveur auprès du gouvernement russe, de sorte qu'en dépit de l'absolue communauté d'intérêts existant entre la Bulgarie et nous, nos relations n'étaient pas toujours aussi cordiales que nos intérêts l'eussent exigé.

On reproche bien à tort aux Bulgares d'être ingrats envers la Russie. Ce peuple et son prince ont essuyé bien des avanies de la part de leurs protecteurs et ce n'est que forcés

par la nécessité qu'ils ont pris position contre eux ; c'est uniquement l'audacieux projet de leurs voisins de constituer une Grande-Serbie sous les auspices de la Russie qui les a contraints à prendre parti pour nous, rompant définitivement avec toute politique de sentiment. L'ambition des Karageorgévitch et des Paschitch constituait aussi bien une menace pour l'Autriche-Hongrie, pour la Bosnie, l'Herzégovine, la Dalmatie et la Croatie que pour le Macédoine, cette province à population bulgare, et provoquait par suite une alliance défensive de l'Autriche-Hongrie et de la Bulgarie. Et dès que la Russie eut fait siennes les ambitions annexionnistes de la Serbie, qu'elle eut permis à sa protégée de faire une politique agressive, on put être certain qu'elle était résolue à soulever la question d'Orient pour la résoudre à son avantage et établir sa domination dans le voisinage des Détroits.

Si le gouvernement russe n'a pas craint de s'aliéner la Bulgarie et de se faire une ennemie de l'Autriche-Hongrie en encourageant la politique agressive de la Serbie, il ne l'a point fait dans l'intérêt du peuple serbe qui ne devait être, selon Ignatiev, qu'un instrument entre les mains de la sainte Russie : il avait uniquement en vue la réalisation de ses projets égoïstes sur l'Orient. Pour arriver à ses fins, il avait besoin de la Serbie, le seul État des Balkans dont l'agrandissement et l'expansion avec sa tendance naturelle vers l'Adriatique ne lui barrent pas la route de Constantinople et des Détroits, pays que la Russie peut fortifier sans se mettre en contradiction avec ce principe fondamental de sa politique de ne tolérer, entre sa frontière et les Détroits, que des États faibles dont les tsars pouvaient se servir aussi bien contre l'Autriche-Hongrie que contre la Bulgarie ou la Grèce. Dès que la Russie eut pris les ambitions panserbes sous sa protection, l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie devaient nécessairement se rapprocher, s'allier, sentant d'instinct que les jours d'épreuve approchaient, que la question d'Orient allait entrer dans une phase nouvelle, plus critique que toutes celles qu'elle a traversées jusqu'ici et que tous les intéressés devaient se soutenir. Il s'agissait d'intérêts vitaux qu'on ne pouvait, qu'on ne devait pas négliger. La reconnaissance est une belle chose chez un peuple, mais la pousser plus loin dans le cas présent aurait été un crime,

car c'eût été commettre un suicide que de continuer à obéir à la Russie.

L'alliance entre l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie ne s'est consolidée et n'est devenue parfaite que graduellement. Lors de la crise provoquée par l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, l'action diplomatique des deux États fut parallèle, la Bulgarie proclamant son indépendance au moment où nous proclamions l'annexion, ce qui fit que nous nous rêtâmes une aide mutuelle. Au début de la dernière guerre balkanique, certaines divergences se manifestèrent touchant la ligne politique commune à suivre par les deux pays, en tant que la Bulgarie cédant aux nécessités de la guerre contre les Turcs chercha un compromis avec les visées panserbes ; mais la communauté de nos intérêts finit cependant par sauter aux yeux des Bulgares, car, dans la dernière phase de la guerre, l'Autriche-Hongrie était seule aux côtés de la Bulgarie et demandait des conditions de paix moins dures pour elle. Au commencement de la guerre générale, la Bulgarie observa une neutralité parfaite et, lorsque la question balkanique dut être tranchée, elle se rangea à nos côtés avec toutes ses forces. Le moment fut admirablement bien choisi. En fin politique qu'il est, le roi Ferdinand descendit dans l'arène lorsqu'il pouvait remporter le plus de succès avec le moins de risques. Le succès fut éclatant : aujourd'hui la Bulgarie est en possession de la Macédoine, de Nisch et en voie de réaliser ses aspirations nationales les plus légitimes. Le dernier né des États européens joue un rôle glorieux dans la plus grande crise de l'histoire universelle. Son armée s'est couverte d'une gloire nouvelle : elle a battu non seulement les Serbes dans de sanglantes batailles, mais les Anglais et les Français. Elle a singulièrement facilité notre victoire dans les Balkans où les puissances ennemies ne disposent plus que de quelques ports.

Je pense et j'espère que cette action commune des deux peuples ne prendra pas fin avec la guerre, qu'elle se transformera avec le temps en union économique et que la Bulgarie alliée à l'Autriche-Hongrie, sa proche voisine, ainsi qu'à l'Allemagne et à la Turquie, concourra à l'établissement d'une paix durable et au progrès matériel et moral de l'humanité.

COMTE JULES ANDRÁSSY.

„LA HOLLANDE D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN"

(Par un Hollandais.)

Tel est le titre d'une petite brochure parue dans la 8me livraison du *Zeitspiegel*,[1] et que je reçois accompagnée d'une lettre datée de La Haye dans laquelle l'auteur se fait connaître, mais ne me croyant pas autorisé à livrer son nom à la publicité, je dirai seulement qu'il n'est pas Hollandais que de nom, mais que c'est un Hollandais de Hollande qui sert son pays comme publiciste.

La brochure est d'un haut intérêt. C'est une courageuse invitation à la Hollande d'avoir désormais une politique étrangère nettement déterminée. Les personnes qui connaissent les choses de Hollande n'ignorent pas que dans ce pays non plus les dirigeants n'aiment à parler de l'orientation de la politique étrangère. Je disais un jour à La Haye à un homme d'État haut placé que j'attendais depuis des années un débat sur les affaires étrangères au Parlament hollandais. Il me répondit : « Nous sommes, pour ainsi dire, convenus de ne pas engager au Parlement des débats sur la politique extérieure. Nous sommes neutres et voulons le rester. La Hollande ne peut exister qu'à cette condition à cause du voisinage de l'Allemagne et des colonies qu'elle possède en Extrême-Orient.«

L'auteur de la brochure déclare la guerre à ce point de vue traditionnel. Il n'y a rien de plus dangereux — dit-il — qu'une neutralité passive. La Hollande doit, avant toute chose, avoir une armée et une flotte aussi puissantes que possible afin

(1) Mühlbrecht, éditeur.

qu'on recherche son amitié. Une neutralité passive ne plaît à personne et ne procure pas des amis.

Notre neutralité passive, dit-il, empoisonne la vie nationale de la Hollande, la prive de tout idéal élevé et compromet de plus son indépendance. La diplomatie hollandaise est condamnée à l'impuissance, non qu'elle manque d'hommes capables, mais parce que ses légations sont les avant-postes d'un petit pays tout-à-fait isolé. Nous n'avons point d'alliés — dit-il encore — et nous ne sommes pas assez forts pour donner du poids à nos protestations diplomatiques. Ce qui montre à quels moyens humiliants on est forcé de recourir, c'est la constitution chez nous de ce trust qui s'est engagé vis-à-vis de l'Entente à ne rien importer dans les pays ennemis. Si c'était l'État qui avait donné cette garantie, il aurait perdu ses droits de souveraineté. Mais, demande l'auteur: « Qui oserait affirmer que ce trust d'importation n'est pas un organe officieux du gouvernement pour sauver la face? Et c'est à de tels moyens que la Hollande s'imagine pouvoir recourir encore longtemps? »

Il faut rompre, dit-il, avec cette politique de neutralité absolue. Une Hollande isolée est incapable de conserver ses colonies.

Il faut développer, dit-il encore, jusqu'à la dernière limite du possible la puissance militaire et économique de la Hollande; arracher le peuple à cette atmosphère étouffante saturée d'utilitarisme, afin qu'on recherche son amitié et que s'il doit avoir des alliés, ce soit en toute liberté qu'il puisse les choisir.

L'auteur démontre que la Hollande doit choisir entre l'Angleterre et l'Allemagne. Elle n'a point d'intérêts communs avec l'Angleterre, si ce n'est qu'elles ont l'une et l'autre des colonies, ce qui est plutôt une cause de rivalités. En revanche, la Hollande a tout à gagner à se tourner du côté de l'Allemagne. Leurs intérêts sont parallèles et il s'agit seulement de trouver un terrain d'entente entre les deux pays. La Hollande devrait tirer meilleur parti de son voisinage avec la plus puissante nation de l'Europe.

Il va de soi qu'il ne saurait être question pour la Hollande d'entrer dans l'empire allemand à titre d'État confédéré, mais l'Allemagne n'a non plus intérêt à saturer l'empire d'éléments étrangers aussi nombreux.

Il conviendrait aussi de faire des réserves pour ce qui

touche à une union économique. « Une union douanière même inquiéterait les esprits et rendrait un rapprochement impossible. Si l'Allemagne, aussi bien que la Hollande, a intérêt à un rapprochement, elle ne doit rien précipiter. » L'auteur pense que les deux pays doivent plutôt se rapprocher sur le terrain de la politique, de la stratégie et de la science.

Il faut émanciper, dit-il, l'opinion publique hollandaise de nombreux préjugés. La jeunesse hollandaise doit faire connaissance avec le génie allemand auquel l'empire doit sa grandeur. Il faut qu'elle fréquente les universités allemandes. Qu'on n'enseigne pas dans les familles et les écoles hollandaises que l'enfant n'appartient qu'à ses parents et qu'il ne doit vivre que pour soi, mais qu'il est le fils d'une patrie commune dont le drapeau doit lui être plus cher que la vie. Plus la Hollande sera forte, moins elle sera isolée : or, jusqu'ici son attitude était celle d'un État neutralisé. Une alliance avec l'Allemagne, dit-il, est d'autant plus urgente que les colonies néerlandaises comptent 50 millions d'habitants, et que si la Hollande ne veut pas les perdre, il faut qu'elle supporte aussi toutes les charges qui peuvent lui en assurer la possession. « L'Allemagne a aussi intérêt à ce que nous conservions notre situation de puissance coloniale, et ce serait là un terrain d'entente pour les problèmes économiques de la solution desquels pourrait résulter une plus grande sécurité pour nos possessions. Et quelles bases navales nos colonies n'offriraient-elles pas à la flotte allemande ? »

La brochure aura-t-elle du retentissement en Hollande ? A cette question je répondrai qu'en tant que je connais la mentalité de quelques éminents hommes d'État hollandais, ils se tairont à ce sujet pendant la durée de la guerre ou n'en parleront qu'avec la plus grande réserve.

JULES DE WLASSICS.

LES TRUBLIONS

«Lors faisoient les Trublions grant tintamarre par la ville. Et pour ce qu'estoient bien simples esprits, entendoient soi estre les bons et que hors d'eulx n'estoient nuls bons, ains tous mauvais, ce qui estoit ordonnance merveilleusement claire, distinction parfaicte et bel ordre de bataille.»

A. France, *M. Bergeret à Paris.*

Dans son intéressant article publié par la *Neue Freie Presse* du 25 déc. 1915, le prince A. Hohenlohe relève l'analogie qui existe entre l'état d'âme française pendant la guerre et celui du temps de l'Affaire Dreyfus. En effet, ceux qui ont pu assister de près aux péripéties de l'Affaire, se souviendront sans peine des haines hystériques qui remplissaient alors les journaux français et qui ressemblaient fort à la rage dont tous les esprits, même les plus équilibrés, semblent atteints aujourd'hui. C'étaient des indignations, des invectives, des menaces furieuses contre les défenseurs du «traître». Croire à sa culpabilité, malgré et contre toute preuve, contre l'évidence même, était considéré alors comme le devoir sacré de tout patriote. Ceux qui se mettaient du côté de Dreyfus, étaient tout simplement traités de sans-patrie, de vendus, de traîtres; par le seul fait d'être dreyfusards, ils étaient suspects de conspirer contre la défense nationale, contre la sûreté de la Patrie. Le patriotisme se mesurait selon les opinions sur une simple question de droit. Sous peine d'être excommunié, il fallait jurer sur les preuves inconnues du dossier ultra-secret. Admettre que des officiers français auraient pu se tromper, équivalait à la haute trahison.

On était fou, on voulait à tout prix perséverer dans la dé-

mence. Le bon sens semblait une fois pour toutes proscrit en France.

Monsieur Bergeret, dans ses discours du Mail et dans ses souvenirs lointains de la race pas encore éteinte des « Trublions » a dressé un monument littéraire aux fièvres chaudes de l'Affaire. La douce ironie du sage professeur d'éloquence, victime lui-même de la rancune nationaliste, nous fait comprendre bien des choses ; et on est frappé de la ressemblance. Oui, c'est bien cela. Aujourd'hui ce sont les boches, les barbares, les vandales que tout bon Français doit détester. Il faut les condamner sans les juger. Il faut accepter à la lettre toutes les histoires à dormir debout sur les enfants mutilés, sur les objets d'art volés (par le Kronprinz en personne, s'il vous plaît !) ou détruits sans raison. De toutes les horreurs de la guerre il faut rendre responsable la seule nation allemande ; tous les autres peuples sont des anges. Mais la race germanique, il faut l'exterminer. La culture allemande, leur science, leur musique, leurs pensées, quelques Français éminents ont pu l'admirer autrefois ; dès à présent, cette culture n'est plus qu'une tare de la civilisation européenne. Il faut l'abolir. En attendant la « victoire finale », insultez toujours les prisonniers boches, les soldats estropiés, les internés civils ; ils ne méritent pas mieux. Tous, ils sont des traîtres qui — par Dieu sait quelle raison et par quel moyen — ont travaillé à perdre la France. Ce sont là — pourquoi ne le dites-vous pas ? — des dreyfusards !

Les entendez-vous, les Trublions, faisant grand tintamarre par la ville ?

Au temps de l'Affaire, bon nombre d'intellectuels n'approuvaient pas l'opinion publique ; la désignation d'« intellectuel » était devenue presque synonyme de « dreyfusard » et tout aussi déshonorante. Aujourd'hui les savants, les académiciens, les artistes, tous les intellectuels partagent tout à fait l'opinion de la foule. Ce sont eux qui mènent la campagne et qui crient le plus fort. Aux haines populaires ils donnent une sanction philosophique, scientifique, académique. Les intellectuels, cette fois-ci, ont l'air d'avoir un peu mauvaise conscience pour avoir laissé les choses s'aggraver à ce point. Maintenant ils exercent leur terreur par un patriotisme, un sur-patriotisme chauffé à blanc. Pendant l'Affaire, les faussaires d'abord, leurs protecteurs ensuite et tous ceux

dont l'honneur directement ou indirectement pouvait être compromis, s'étaient mis d'accord pour étouffer ce qu'ils appelaient le scandale, c'est-à-dire la mise en cause des vrais scélérats et de la bêtise humaine. Sous prétexte de vouloir sauver la réputation de l'armée, ils faisaient de leur mieux pour rendre ridicule et méprisable, aux yeux de l'étranger, la France entière. Le mal moral et social devenait de plus en plus grave et menaçait sérieusement la République. Peu s'en fallut que les nationalistes ne fussent parvenus sinon à la perdre, du moins à faire répandre des flots de sang français dans une guerre civile qu'ils auraient vu éclater avec plaisir.

Maintenant la France est engagée dans cette lutte formidable dont les résultats ne correspondent aucunement à ce que ses instigateurs avaient promis. Les partisans de cette guerre ont le plus haut intérêt à dissimuler leur désenchantement aussi longtemps que possible. Ils tentent d'esquiver leur part de responsabilité en motivant la guerre — leur petite guerre — par une haine de race contre les « barbares ». Les Isvolsky, les Poincaré, tous les anglophiles et les panslavistes qui se sont faits les instruments dociles des intérêts étrangers, ont bien besoin de cette opinion publique fanatisée, aveugle et sourde, pour empêcher la revision fatale de la politique française. Ils la redoutent tout autant que les Valsin, les Henry, les Du Paty redoutaient la revision du premier verdict. Ils redoutent le retour du bon sens dans le commerce des peuples, car ce retour serait une catastrophe pour tous les menteurs et les faussaires politiques. Dès qu'on n'accepte plus comme chose prouvée que le Kaiser voulait détruire la France, chaque Français doit se demander : pourquoi faisons-nous la guerre ? Si nos voisins allemands ne sont pas des assassins et des sauvages, comme on nous l'a fait accroire, à quoi bon subir tous ces malheurs, à quoi bon tout sacrifier, à quoi bon prendre part aux aventures sanglantes de Gallipoli et de la Grèce ? Pour rendre service aux Anglais et aux Russes ? Gare à ceux qui nous auraient entraînés sans nécessité dans cette guerre où il y a si peu à gagner et où l'on risque tout ! Gare aux intrigants et aux faux amis, s'il était prouvé qu'ils nous ont trompés !

Cependant — retournons à nos Trublions. Parmi tant de choses tristes et répugnantes, l'Affaire nous a révélé d'une façon éclatante l'esprit pénétrant, le caractère noble et géné-

reux de la race française : raison qui ne se laisse pas leurrer à la longue par la suggestion ; courage héroïque qui ne recule devant aucun obstacle et hardiment mène à la victoire la vérité triomphante ; sens de l'honneur et de la morale, plus fort que le patriotisme. « Fiat justitia et pereat mundus. »

En feuilletant le dossier de l'Affaire tel que les comptes rendus sténographiques, impartiaux, des débats l'ont conservé, on y découvre des plaidoyers d'une lucidité, d'une logique irrésistible, d'une perfection de forme qui ne le cèdent en rien aux modèles les plus admirés de l'éloquence classique. Des défenseurs désintéressés de la bonne cause surgissent et, corps et âme, se mettent à son service. Conspués, hués, martyrisés, ils parviennent à se faire entendre. A la fin, la vérité est en marche ; la conscience de la nation s'est éveillée. C'est presque un miracle. L'apaisement que réclamaient à grands cris les Trublions et qu'ils voulaient amener de force par des violences patriotiques, s'opérait imperceptiblement, sans bruit. Les Français les plus intelligents avaient présagé l'effondrement prochain de l'armée et de la France. Je vois encore leur indignation courroucée lorsque nous autres, les sceptiques, nous répondions par un sourire incrédule à ces prophéties. Notre confiance en cette magnifique force vitale de la nation française était bien plus grande que la foi des patriotes ardents. De ces crises à l'infirmité incurable, du scandale national à la décomposition de la nation française, il y a bien loin encore — disions-nous. Les événements nous ont donné raison. Le procès revisé, Dreyfus acquitté, le colonel Picquart devenu général, ministre de la guerre même, la défense nationale ne s'en trouva pas affaiblie. Au contraire : tous les jours elle nous fournit des preuves de sa vaillance accrue. Si elle n'arrive pas et n'arrivera jamais à briser le cercle d'acier de l'armée allemande, ce n'est certainement pas la faute des anciens dreyfusards.

On a répété bien souvent que des infamies telles que le procès Dreyfus en avait révélé, n'étaient possibles qu'en France. J'en doute. On a dit aussi que l'opinion publique d'ancun autre pays ne pouvait être suggestionnée, égarée, fanatisée à ce point.

C'est bien possible. Or, il n'est pas moins vrai qu'aucune autre nation, une fois dans le même état de surexcitation

patriotique, n'aurait eu le courage et la force morale de reconnaître ses erreurs et de les réparer, sans révolte, sans coup d'État, sans geste pathétique, au risque de s'humilier. Sans doute l'Affaire a cruellement mis en évidence les machinations criminelles de quelques faussaires et de leurs nombreux protecteurs ; mais pour ceux qui savent distinguer, elle a de nouveau établi le vrai caractère de la nation française, naïve et légère parfois, puérile même, fanatique dans ses haines comme dans ses attachements, se débattant souvent entre des sentiments extrêmes et pouvant être facilement conduite par l'enthousiasme ainsi que par l'horreur de l'injustice ; croyant toujours bien faire même en commettant les erreurs judiciaires les plus cruelles. Mais au fond de tout cela, une véritable bonté de cœur, une générosité innée, une noblesse d'âme façonnée par des siècles d'histoire glorieuse et de domination, générosité de race aristocratique que ni les malheurs du siècle passé ni le républicanisme radical n'ont pu encore transformer en rancune vindicative, — défait propre aux faibles et aux opprimés.

Telle nous apparaissait la France quand elle se fut reprise après l'Affaire ; telle nous la souhaitons pour son bien ainsi que pour le bien de l'Europe ; telle elle pourrait bien redevenir, d'après tout ce que nous savons, la crise actuelle une fois passée. Si nous insistons sur l'analogie de l'Affaire et de la guerre, ce n'est certainement pas pour le plaisir de faire un parallèle entre les contorsions grimaçantes d'alors et de nos jours, mais pour motiver l'espoir exprimé dans ces pages-ci, selon lequel il se pourrait bien que la France, un jour, vote la revision du grand procès européen et, de bonne foi, procède à la réparation de l'erreur judiciaire commise au détriment de la nation allemande et de ses alliés.

Pour cela, à notre avis, il faut avant tout que les Trublions cessent de tintinnabuler et se taisent.

JULES DE VÉGH.

LE PRINCIPE DES NATIONALITÉS

(Les droits des petits peuples.)

Dès le moment où le conflit mondial se déchaîna, l'Entente jugea utile, même nécessaire, de se poser en champion du principe des nationalités et des droits des petits peuples. *Utile,* parce que la coalition formée par elle contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie était loin d'être complète et qu'il fallait y rallier encore bien des hésitants. *Nécessaire,* parce qu'elle — l'Entente — devait, pour dégager sa responsabilité devant le monde, couvrir d'un prétexte noble et généreux les véritables mobiles qui la faisaient agir . . . Ayant réussi, comme on s'en souvient, à couper toute communication télégraphique, voire postale, entre l'Europe centrale et les pays d'outre-mer, elle put tout à son aise, au gré de son imagination effrénée, répandre aux quatre points cardinaux sa vérité à elle, sans se soucier que celle-ci fût juste le contraire de la vérité *vraie.* Elle ne raconta pas par exemple qu'elle avait, plus de dix ans auparavant, mis la main à un plan de démembrement de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, que ce plan avait été inspiré par Edouard VII, qu'il avait été élaboré avec le plus grand soin par M. Isvolsky et ses puissants auxiliaires et que l'heure de sa mise à exécution était enfin venue. Non, elle raconta, en jouant l'innocence, qu'elle avait été provoquée par les puissances centrales et qu'elle se vit obligée de relever le gant pour se défendre elle-même et défendre du même coup l'indépendance des petits peuples . . . Malheureusement pour elle, le rayonnement de la vérité pure parvint à percer peu à peu les ombres de l'erreur. Les faits eurent une éloquence plus persuasive que les plus beaux discours du Palais Bourbon

et de la Chambre des Lords. Et aujourd' hui, il n'est pas un pays qui ne possède les éléments d'information nécessaires pour juger la grande crise mondiale en parfaite connaissance de cause.

*

L'Entente a fourni elle-même des preuves péremptoires du but qu'elle poursuivait en poussant à la guerre. Du nombre sont deux cartes de la *future Europe*, telle qu'elle se la représentait. Toutes deux procèdent d'une seule et même inspiration et portent incontestablement le sceau officiel. L'une — une carte murale provenant de Pétersbourg — a été découverte à Lemberg, après l'évacuation de cette ville par les Russes. L'autre est d'origine française ; elle a été publiée à Paris l'été dernier. Que voit-on sur la première ? 1° La Russie s'étendant jusqu'à l'Oder, englobant d'une part les Prusses orientale et occidentale, la Posnanie, une tranche de la Poméranie, environ la moitié de la Silésie autrichienne, la Moravie et la Bohème, 2° la France agrandie de tout le territoire compris entre le Rhin et la Moselle, Alsace-Lorraine, Palatinat, Sud des provinces rhénanes, 3° la frontière italienne partant de Fiume, coupant en deux la Carniole et la Styrie jusqu'à proximité de Gratz et obliquant ensuite à l'ouest pour suivre une ligne droite jusqu'au Brenner et au delà, jusqu'à la frontière suisse, 4° le territoire de la Serbie augmenté de la Croatie, de la Slavonie, de la Dalmatie, de la Bosnie, de l'Herzégovine, de tranches de la Styrie, de la Carniole et de l'Albanie, 5° l'Italie et la Serbie devenues limitrophes à partir des parages de Fiume jusque près de Gratz, 6° la Transylvanie rattachée à la Roumanie, le Tyrol septentrional à la Suisse, l'extrême-sud de l'Albanie à la Grèce, le Schleswig au Danemark, 7° l'Autriche détachée de la Hongrie et ne comprenant plus que la Basse- et la Haute-Autriche, des fragments de la Styrie et de la province de Salzbourg, 8° le colosse russe et le bloc italo-serbe enserrant étroitement l'Autriche, la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie . . . Ces quelques différences près, cette carte russe est identique à la carte française. A les comparer, on constate que Russes et Français se sont attachés, dans leur ardeur à tailler et à rogner, à graduer leurs propres sentiments d'hostilité contre les puissances centrales. La carte russe met surtout l'Autriche-Hongrie et la carte française surtout l'Allemagne à la portion

congrue. Le projet français réduit l'Allemagne d'un bon quart de plus que le projet russe et ce quart — une large zone neutre s'étendant sur la rive droite du Rhin jusqu'à la frontière hollandaise — il l'adjuge, charité bien ordonnée commençant par soi-même, à l'administration de la France. Le moignon restant de l'empire allemand est divisé en six royaumes : Bavière, (1) Hanovre, Prusse, Saxe, Westphalie, Wurtemberg. La Prusse ne doit plus former qu'une miniature de royaume. La carte française laisse à l'Autriche, contrairement à la carte russe, toutes ses provinces allemandes, à l'exception du Tyrol, mais elle l'ampute pareillement de toutes ses provinces slaves. La carte russe attribue ces dernières en totalité à la Russie et à la Serbie, la carte française fait une Bohème indépendante et réserve la Dalmatie à l'Italie. . . . Pauvre Europe centrale ! Quelle physionomie lamentable elle eût présentée avec tant de mains crochues se cramponnant à ses dépouilles ! Plus de grande Allemagne, plus d'Autriche-Hongrie pour faire digue contre la marée montante du panrussisme. L'écluse ouverte toute grande jusqu'au cœur du continent au despotisme moscovite, la civilisation exposée aux menaces de l'obscurantisme russe. Dans les Balkans, une grande Serbie — allonge de la Russie autocratique — exerçant sa suprématie écrasante ; la Roumanie et la Bulgarie tombées sous la dépendance de Pétersbourg et de Belgrade et la Grèce étouffant sous le prestige arrogant de l'Italie. Dans le nord, les États scandinaves encerclés, isolés, réduits à l'obéissance passive. Bref, une Europe remaniée de fond en comble au gré du vainqueur, au mépris des droits et des vœux de la plupart des petits peuples.

Les deux cartes portent en marge des légendes explicatives. La légende française commence par ces mots : « Les nouvelles frontières de l'Europe seront tracées selon les aspirations des peuples. Le principe des nationalités sera reconnu . . . » Les aspirations des peuples, voilà qui est vite dit. Encore si l'on prenait la peine, avant de vouloir en parler, de se rendre compte de ce qu'elles sont en réalité et de s'assurer du consentement des peuples intéressés. Mais en France, pas plus qu'en

(*) Un autre projet russe paru dans le *Novoié Vrémia* adjugeait ce royaume à l'Autriche, en alléguant — ce qui est faux — qu'il en faisait historiquement déjà partie.

Note de la Rédaction.

Russie, on ne paraît se préoccuper de cela, les prétendues aspirations que l'on invoque n'étant à vrai dire qu'un prétexte dont on se couvre pour poursuivre des buts égoïstes . . .

Malheureusement pour ceux qui les ont inspirées, les deux cartes rendent elles-mêmes beaucoup plus témoignage à la vérité que les légendes dont elles sont encadrées. A les regarder de près, il ne fait aucun doute que le vrai principe des nationalités n'a rien à voir avec le plan de bouleversement et de conquête qu'elles trahissent. Principe des nationalités ! C'est de nouveau pour l'Entente une de ces formules commodes qui doivent servir aux besoins de sa cause, à la poursuite de ses buts. N'avait-elle pas déjà trouvé à l'intention seule de l'Autriche-Hongrie qu'elle voulait écarter de la péninsule balkanique, la formule des Balkans aux peuples balkaniques ?... Pris à la lettre, considéré en toute impartialité, le principe proprement dit des nationalités serait pour elle d'une application fort difficile, parce qu'elle devrait en faire la plupart des frais . . . Voyons plutôt : *a)* La France devrait renoncer à ses prétentions sur l'Alsace et la Lorraine qui étaient anciennement des territoires germaniques. Les deux provinces firent partie de l'empire d'Allemagne jusqu'à la paix de Westphalie qui mit fin à la Guerre de Trente Ans. Pour plus du 87% de leur population qui compte 1,900.000 habitants, l'allemand est demeuré la langue maternelle. Avant la guerre de 1870, les Alsaciens-Lorrains ne tarissaient pas en plaintes sur la façon blessante dont ils étaient traités par les Français qui les considéraient comme des étrangers. *b)* Les Italiens ne seraient nullement fondés à réclamer le territoire allemand de Bozen et la Dalmatie slave. En revanche, ils devraient revendiquer la Corse et Malte. *c)* Les Flamands devraient enfin voir prévaloir leurs droits nationaux. Sur les 4½ millions de Belges dont le flamand est la langue maternelle, il n'y a que le 15% qui parle en même temps le français. La *Vlaamische Post,* organe flamand, écrivait l'été dernier : « En pratiquant vis-à-vis de l'élément flamand une politique de vexations et d'oppression, le gouvernement belge a rompu le traité de 1839 aux termes duquel il devait accorder aux Flamands le libre emploi de leur langue ainsi que l'autonomie administrative ». Tout récemment, au moment de la restauration de la langue flamande à l'université de Gand, le *Vlaamsche Stem,* autre organe flamand, disait :

« En dépit de toutes nos plaintes, de toutes nos réclamations, de tous nos avertissements, le gouvernement de Bruxelles laissa échapper la belle occasion qui s'offrait à lui de s'acquitter d'une dette ancienne. Il a été donné à d'autres de nous rendre notre université nationale. Maintenant que nous l'avons, nous la conserverons. Ce qu'il nous faut encore, c'est l'autonomie complète ». *d)* Les Serbes auraient dû spontanément céder la Macédoine qui est une terre bulgare. *e)* La Grèce devrait abandonner Salonique qui est habitée par 85% de Levantins espagnols et Kavalla qui est aux trois quarts turque. *f)* La Suisse — État à trois langues — devrait cesser d'exister. Ainsi de suite.

La Serbie qui, dans sa mégalomanie, avait fermé des desseins sur le littoral dalmate, crut devoir faire la leçon à ses alliés lorsque, pour gagner la complicité de l'Italie, ils firent miroiter aux yeux de cette dernière l'acquisition de la Dalmatie. La *Politika,* organe semi-officiel de Belgrade, écrivit alors : « L'Angleterre et la France qui mènent au nom de la Triple-Entente les pourparlers avec le cabinet de Rome, consentent des concessions aux dépens de la Serbie et du sudslavisme. La Serbie ne demande nullement l'aide de l'Italie dont elle n'a aucunement besoin. A plus forte raison n'est-elle pas prête à céder un territoire sudslave quelconque. Si la Triple-Entente en est réduite à appeler l'assistance italienne, qu'elle veuille bien payer de sa poche le prix exigé. Elle possède assez de territoires dont elle peut disposer et il n'est pas nécessaire qu'elle viole les droits d'un tiers. La *Savoie,* la *Corse, Malte, Tunis, Alger, l'Egypte* pourraient parfaitement entrer en ligne de compte comme objets de compensation pour l'Italie. Il n'est que juste et équitable que celui qui croit devoir donner des dédommagements, les prenne de son propre fonds. L'Istrie et les côtes dalmates sont slaves et doivent demeurer slaves . . . »

*

Le principe des nationalités, tel que l'Entente se le représente ou plutôt se donne l'air de le comprendre pour pouvoir poursuivre à son aise sous son couvert des buts égoïstes, est en contradiction évidente avec les droits des nationalités. L'Entente voudrait décider de l'avenir de peuples qui ne sollicitent nullement et n'ont aucun motif de demander un chan-

gement de leur sort. En revanche, elle fait fi des aspirations à l'indépendance, à la liberté de nations qui sont véritablement opprimées et appellent à grands cris l'heure de leur délivrance.

L'empressement avec lequel les peuples austro-hongrois resserrèrent au début de la guerre leurs rangs autour du trône des Habsbourg et la bravoure dont ils ont fait preuve dès lors contre l'ennemi commun ont suffi pour éclairer le monde sur leurs dispositions réelles et détruire la légende des tendances séparatistes de certains d'entre eux. L'Entente elle-même, bien qu'il lui en ait coûté, a dû se rendre à l'évidence des faits. Tchèques, Croates, Slovènes, Polonais de Galicie, Roumains de Transylvanie, Italiens du Tirol et de l'Istrie, oublieux des querelles intérieures, n'ont plus connu, à l'appel de leur souverain, que leur devoir de défendre, aux côtés des Hongrois et des Allemands, l'intégrité du territoire de la monarchie.

Quelle fut, par exemple, après que les Russes eurent dû évacuer Lemberg, l'attitude des Tchèques que la carte russe jetait complaisamment en pâture au gouvernement du tsar ? Comme à Budapest, comme à Vienne, la nouvelle fut accueillie à Prague avec un grand enthousiasme. A peine les éditions spéciales des journaux l'avaient-elles fait connaître que toutes les rues apparaissaient déjà sous leur pavoisement des grands jours. Le soir, un immense cortège — environ vingt mille participants — défila pendant plusieurs heures.

Presque en même temps, le *Moravska Orlice,* grand organe tchèque paraissant à Brünn, publiait un article qui fut très remarqué : « La retraite forcée, écrivait-il, des soldats du tsar en Galicie amène plusieurs journaux russes à soulever la question des relations de la Russie avec les Slaves vivant en dehors de ses frontières. Ce qu'on lit dans ces organes prouve que l'opinion publique dans l'empire russe se réveille d'un délire mégalomane dans lequel elle était tombée avant la guerre. Les dires de ces journaux ne nous ont rien appris qui fût nouveau, pourtant il est dans l'intérêt de la cause même que nous en relevions quelques points. Dans les *Birjéviya Viedomosti* de Pétersbourg, il est dit expressément que les Slaves autrichiens ont trompé les espérances russes. « Ils ont, écrit ce journal, très bien combattu contre nous comme ils continuent, du reste, à le faire. Leur attitude tout comme celle

des Slaves hongrois a, selon notre avis, une cause toute simple : ils ne veulent pas être délivrés par nous, les Russes ». L'auteur de l'article en question a deviné juste. Il aurait pu et dû, il est vrai, invoquer encore d'autres motifs plus précis. En vue de chaque action de délivrance, il est indispensable que deux parties se trouvent en présence : l'une qui demande à être délivrée et l'autre qui s'oblige à donner satisfaction à la première. Or, ni les Tchèques, ni les Slovènes, ni les Croates n'ont jamais prié la Russie de venir les affranchir des liens qui les unissent à la monarchie des Habsbourg. S'ils ne l'ont jamais fait, c'est qu'ils ont toujours vu comme ils continuent à voir la seule garantie possible de leur existence nationale dans cette monarchie dont le bien-être est leur bien-être et dont la ruine serait également leur ruine. La Russie n'a de son côté jamais sollicité de notre part la permission de venir nous délivrer. L'eût-elle du reste sollicitée avant la guerre que sa demande eût été repoussée avec la plus profonde indignation comme une invite infâme à trahir notre glorieuse monarchie et notre dynastie. Ni les Tchèques, ni les Slovènes, ni les Croates et pas davantage les Polonais et les Petits-Russiens (Ruthènes) n'auraient été capables d'une telle félonie. La Russie n'avait donc reçu de personne un mandat en vue de l'action de délivrance qu'elle a tentée. Et personne, du côté russe, n'a aujourd'hui le moindre droit de se plaindre que les Slaves autrichiens aient trompé les espérances russes . . . »

Quelle fut l'attitude des Italiens d'Autriche lorsque l'Italie entra dans la guerre sous le prétexte de vouloir les délivrer ? Ils s'élevèrent contre une pareille prétention, en faisant savoir par la voie de leurs journaux le *Risveglio* de Trente, *l'Eco del Littorale* de Goritz et *Il Damata* de Zara que personne au milieu d'eux n'avait jamais sollicité l'intervention du royaume. « Cette guerre, écrivait le *Risveglio,* sert à des intérêts particuliers qui sont en complète contradiction avec les intérêts du Tyrol italien. » « La fidélité des Dalmates de langue italienne, disait *Il Damata,* est traditionnelle. Nous l'avons héritée de nos pères et nous en donnerons une nouvelle preuve en attestant à la fois notre loyalisme envers l'empereur François-Joseph et notre attachement aux institutions de la monarchie austro-hongroise. » Le Dr Bugatto, député italien au Reichsrat de Vienne, publia des articles tout vibrants de patrio-

tisme autrichien dans lesquels il stigmatisait la politique de l'Italie et la volte-face qu'elle venait d'effectuer. Les députés italiens à la diète du Tyrol, profondément indignés du prétexte fallacieux invoqué par le gouvernement de Rome, firent ressortir expressément que les Italiens du Tyrol ne voulaient rien savoir de la prétendue action de délivrance entreprise en leur faveur et qu'ils entendaient demeurer dans le cadre de la monarchie des Habsbourg . . .

Quelle attitude firent voir les Croates, au cours de la guerre ? Leur presse ne cessa de rendre témoignage de leur fidélité à toute épreuve à la maison des Habsbourg. Leurs soldats montrèrent une rare bravoure sur les champs de bataille. Leurs politiciens tendirent la main aux politiciens hongrois . . . Le 1er septembre dernier, plusieurs centaines de représentants des municipalités hongroises et un certain nombre de délégués croates se présentèrent au château de Schönbrunn pour exprimer au souverain leur loyalisme. Cette manifestation était une attestation de plus, de la communion de sentiments dans laquelle vivaient les peuples de la monarchie, des liens de solidarité qui les unissaient. Elle fut saluée avec d'autant plus de satisfaction par la presse de tout le pays que la présence à Vienne à cette occasion de tant de représentants hongrois avait donné lieu à une chaude démonstration d'amitié entre Magyars et Autrichiens. Vienne et Budapest, ces deux pivots du développement général en Autriche-Hongrie, s'acclamant fraternellement, Hongrois et Croates se présentant, la main dans la main, devant leur monarque pour lui rendre hommage, les autres nationalités affirmant par le langage chaleureux de leurs journaux qu'elles s'associaient en pensée et de cœur à ces témoignages de parfaite harmonie, n'était-ce pas la preuve la plus éclatante de l'union intime des peuples autrichien et hongrois ? Les journaux croates ne manquèrent pas de donner cours à leur joie. Le *Jutarni List* (Agram) : « Hongrois et Croates confondent leurs rangs, unis par la volonté de combattre en commun, de verser leur sang en commun, de vaincre en commun ». Le *Hrvatska* (Agram) : « La manifestation de loyalisme du 1er septembre a eu une grande importance pour le monde entier. Les ennemis de notre roi sont aussi nos ennemis et nous leur déclarons catégoriquement que leurs avances et leurs promesses ne pourront jamais avoir d'effet sur nous et jamais

non plus ébranler notre attachement à notre souverain et à la monarchie dans laquelle nous vivons. Nous voulons demeurer dans cette monarchie parce que nous y trouvons les meilleures garanties de notre existence nationale et de notre développement économique. En nous présentant avec les Hongrois devant notre roi, nous voulons attester que, comme eux, nous sommes des ennemis jurés de ceux qui avaient projeté la ruine de notre patrie et que, comme eux, nous sommes toujours prêts à faire tous les sacrifices que notre souverain demandera de nous . . .»

Comment se comportèrent les Roumains de Transylvanie? En loyaux sujets du roi François-Joseph. Au début des hostilités, eurent lieu dans les régions habitées par eux des manifestations enthousiastes qui eurent pour effet immédiat de cimenter leur union avec les Hongrois. Ces manifestations se renouvelèrent avec plus de chaleur encore après la publication d'une lettre écrite dans un esprit très conciliant par le président du conseil comte Tisza à l'archevêque Mgr Métianu, métropolite roumain de Hongrie. Cette lettre fut accueillie avec gratitude et allégresse dans les cercles politiques roumains qui y virent le gage d'un avenir de parfaite entente entre Roumains et Hongrois . . . Tous ceux qui ont visité dans les hôpitaux des blessés roumains ont été émus de la façon touchante dont ces héros — de simples paysans pour la plupart — parlaient du bonheur qu'ils ressentaient d'avoir pu, au prix de leur sang, attester leur fidélité pour leur souverain . . . Quand l'Italie déclara la guerre à l'Autriche-Hongrie, certains journaux de Bucarest inféodés à l'Entente commentèrent l'évènement dans le sens que le gouvernement roumain ne pouvait manquer de suivre l'exemple donné par le cabinet de Rome. Cette suggestion révolta les Roumains de Hongrie et ils s'élevèrent contre elle avec indignation. Leurs protestations donnèrent lieu à de nombreuses manifestations patriotiques où se fit voir tout leur loyalisme envers la maison des Habsbourg . . . Peu de temps après que la guerre eut éclaté, le *Telegraful Roman*, organe du métropolite roumain Mgr Métianu, écrivit : « Nous savons que notre cause est juste et que le grand conflit n'a été provoqué ni par nous, ni par nos alliés. L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie se sont trouvées en état de légitime défense pour avoir été attaquées par surprise par l'Entente. Nos ennemis, grands et petits, se sont pourtant trom-

pés dans leurs calculs et leurs espérances. Ils ont cru notamment que les peuples vivant dans le cadre de la monarchie austro-hongroise, mécontents de leur sort, même s'ils ne se soulèveraient pas les armes à la main, feraient une résistance passive. Or, les évènements leur ont apporté d'amères déceptions . . .»

Quelle fut l'attitude des Polonais de Galicie, des Slovènes, des Slovaques ? Absolument identique à celle des autres nationalités. Les Polonais auxquels l'occupation de leur territoire par les soldats du tsar donna un avant-goût si amer du despotisme moscovite, sont tout à la joie de leur cœur depuis que l'ennemi a dû lâcher pied et évacuer le pays.

*

Il est vraiment étrange que l'Entente se soit abusée au point de penser que, dès la première heure de la guerre, les nations non-allemandes de l'Autriche-Hongrie se jetteraient dans ses bras, l'accueilleraient en libératrice. Il est aussi surprenant qu'en ce qui concerne l'Allemagne, elle ait commis une erreur semblable de calcul. N'a-t-elle pas cru, dans sa naïveté, à un particularisme des États du sud qui se traduirait incontinent par leur soulèvement contre la Prusse ? Elle prenait tellement ses illusions pour la réalité que, les hostilités à peine déchaînées, elle câbla au monde entier que, dans la monarchie des Habsbourg, grondaient des vents révolutionnaires et que dans l'empire allemand le sud menaçait de s'insurger contre le le nord !

Pour avoir vu faux, l'Entente n'est pas plus excusable d'avoir formé son plan de démembrement des puissances centrales. Si elle voulait sincèrement défendre les droits des petits peuples, elle n'avait qu'à regarder en dedans de ses propres frontières. Les Irlandais demandent à grands cris la liberté et des droits. L'Egypte réclame son autonomie. L'Inde gémit sous un régime tyrannique qu'elle s'efforce de secouer. Encore dernièrement le parti national hindou lança un manifeste qui disait entre autres : « On ne trouve pas dans l'histoire l'exemple d'un autre pays qui aurait été, au même point que l'Inde, la proie d'exactions et de rapines officielles. Non contents d'avoir ruiné nos vieilles industries, nos despotes font peser sur nous des impôts écrasants et ils étouffent à dessein sur

notre territoire tout germe d'entreprise nationale. Nous accusons les Anglais d'avoir foulé aux pieds chez nous tous les principes humanitaires . . .» Les Ukraniens, les Roumains de Bessarabie, les Finlandais, rivés à de lourdes chaînes, comme l'avait été si longtemps la population de la Pologne, adressent des appels désespérés à l'Europe pour qu'elle vienne les tirer de la servitude . . . Or, de ces peuples et de tant d'autres encore l'Entente ne se soucie pas — elle sait bien pourquoi — tandis qu'elle voudrait montrer de la sollicitude — elle sait bien pourquoi aussi — envers des peuples qui vivent heureux de leur sort et n'ont que faire de sa compassion, de ses marques d'intérêt . . . N'est-ce pas une ironie du destin? Pendant qu'elle continue à se proclamer le champion des droits des petites nations, ce sont en réalité les puissances centrales qui, sans aucune pose, respectent et défendent ces droits et brisent les fers des peuples opprimés . . . La Pologne a été délivrée . . . Les Bulgares de Macédoine ont été arrachés à l'inique tutelle serbe . . . leurs vœux les plus chers s'en sont trouvés exaucés. Le tsar des Bulgares a rendu un bel hommage à la vérité en saluant à Nisch Guillaume II par ces mots : *Ave, imperator, caesar et rex victor et gloriose ! Ex Nissa antiqua omnes Orientis populi te salutant, redemptorem ferentem oppressis prosperitatem atque salutem !*

*

Ayant dû constater que les nationalités non-allemandes de l'Autriche-Hongrie ne voulaient rien savoir de son plan d'intervention en leur faveur, ayant vu se déployer en pure perte ses efforts auprès d'autres petits peuples dont elle prétendait vouloir défendre les droits nationaux, l'Entente, soucieuse avant tout de conserver l'auréole dont elle s'est complaisamment parée, se rabat, faute de mieux, sur la Serbie et la Belgique. C'est bien le moins, doit-on dire, que la Russie n'ait pas le cœur d'abandonner complètement à son triste sort la Serbie qu'elle avait poussée dans la guerre. Cest bien le moins aussi que la France et l'Angleterre ne se désintéressent pas de la Belgique qui avait lié partie avec elles contre l'Allemagne. La carte russe ne fait-elle pas voir que la Russie, pour gagner la complicité de la Serbie, lui avait promis de la gratifier largement, lors du partage des dépouilles de l'Autriche-Hongrie ?

La carte française ne destine-t-elle pas à la Belgique, pour prix de ses bons offices, un bon morceau de l'Allemagne occidentale ? Les exemples de ces deux royaumes ne peuvent en vérité pas entrer en ligne de compte. Ils n'ont rien à voir avec la question des droits des petits peuples. La guerre est la guerre et ceux qui s'y risquent, doivent en accepter les conséquences. La Serbie et la Belgique fussent-elles demeurées absolument neutres que leurs droits et leur existence n'eussent pas été exposés au moindre danger . . . en tout cas pas du côté de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie.

*

Il faut dire les choses comme elles sont. Les puissances centrales gênaient l'Entente. Le bloc inébranlable qu'elles formaient, lui barrait le chemin. Elles devaient être réduites en morceaux, perdre leur rang de grandes puissances, n'avoir plus voix au chapitre dans les affaires de l'Europe et du monde. La Russie préméditait depuis longtemps de démembrer à son profit la monarchie des Habsbourg. Pour ce qui est de l'Angleterre, si l'on veut savoir le but qu'elle poursuivait et de quelle façon elle sut lier à ses intérêts ceux de la France, on n'a qu'à lire une brochure publiée en mai 1911 à Paris sous le titre : *La guerre qui vient,* par Francis Delaisi, collaborateur de la *Guerre Sociale.* On trouve dans cet opuscule très documenté tous les éclaircissements désirables. Le court fragment suivant en dit déjà long : « L'Angleterre, écrit l'auteur, veut détruire par une guerre le commerce et l'industrie de l'Allemagne. Le blocus maritime qu'elle projette, ne lui suffit pas, il lui faut aussi une guerre continentale. Elle veut débarquer des troupes en Belgique, ces troupes devront couper la route à l'armée allemande et la rejeter au-delà du Rhin et de la Meuse. Le général anglais Kitchener a dit : « La frontière de l'empire britannique en Europe est non pas le Pas de Calais, mais la ligne de la Meuse ». Ces propos font bien voir ce que le général pense de la neutralité belge . . . Bref, n'ayant pas eux-mêmes assez de troupes pour occuper la Belgique et refouler les Allemands jusqu'à la Meuse, les Anglais ont réfléchi, ont pensé à la France et se sont dit : « Nous n'avons point de soldats, mais la France en a suffisamment. Elle possède une grande armée, une armée bien équipée, bien exercée. Les Français

sont vaillants et belliqueux ; ils aiment la guerre et s'entendent à la mener. Si on sait les prendre par les arguments de l'honneur national et des intérêts supérieurs de la patrie et de la civilisation, ils marcheront. Nous devons gagner l'armée française pour nos buts. La démocratie française n'est qu'une belle façade. En réalité, ce peuple est gouverné par une minorité de banquiers et d'industriels qui ont en main la presse et les politiciens. Nous devons traiter avec cette minorité. Nous pouvons promettre à ces gens-là quelques grands emprunts de guerre qui leur rapporteront de grasses commissions. Si nous prenons l'obligation de leur procurer quelques concessions de chemins de fer en Turquie, quelques entreprises importantes en Syrie, en Ethiopie et au Maroc, ils nous livreront l'armée française pour un certain nombre de millions.» Voilà ce que les Anglais se sont dit et leurs hommes politiques se sont mis à l'œuvre . . . Bientôt après la guerre du Transvaal, Edouard VII vint à Paris et le bon peuple français qui, peu de temps auparavant, avait crié : «Vive Krüger», apprit, en lisant ses journaux, qu'il devait crier dorénavant : «Vive Edouard VII» . . . Les Anglais ont toujours eu besoin de soldats sur le continent. Jadis, au temps des luttes napoléoniennes, ils avaient engagé contre la France des troupes autrichiennes et prussiennes. De nos jours, le soldat français doit combattre pour eux contre l'Allemagne. Les rôles sont intervertis. La pièce reste la même . . .» Oui, la pièce reste la même . . . et l'Angleterre qui y tient le premier rôle, ne se soucie pas plus aujourd'hui qu'il y a un siècle, du principe des nationalités et des droits des petits peuples . . .

Mais, comme l'a écrit une Revue hollandaise, si l'on veut savoir qui a voulu et préparé la guerre européenne, il n'y a qu'à se demander lequel des deux groupes qui se combattent tendait — de longue date — à enlever à l'autre des morceaux de son territoire ou de sa puissance commerciale. La réponse saute aux yeux.

Fr. du Bois.

CHRONIQUE DE LA GUERRE

14 février 1916.

La quinzaine passée n'a pas amené de changements notables sur les différents fronts. On pourrait presque dire qu'un calme relatif règne sur tous les théâtres de guerre à l'exception de celui d'Albanie où nos troupes progressent victorieusement. En effet, elles ont déjà pris Tirana et s'approchent de Durazzo dont la chute nous paraît imminente. Les ententistes qui ne cessent de crier que de la «coordination des efforts» résultera la «victoire finale» (il n'y a pas longtemps, c'était, comme vous le savez, «le temps» qui devait la leur apporter), nous ont toujours assuré que les Italiens opposeront une résistance acharnée à l'avance des troupes austro-hongroise et bulgare et que l'armée serbe «réorganisée» qui a cherché un refuge en Albanie prendra une part glorieuse à cette lutte; or, nous devons constater que ce sont plutôt les difficultés du terrain qui ralentissent la marche de nos soldats; la résistance acharnée de nos ex-alliés et des Serbes se réduit à peu de chose; quant à l'attitude du fameux Essad pacha qui disposerait d'une armée de quelques milliers d'hommes, elle ne semble pas inspirer de l'inquiétude aux vainqueurs. Le fait est que notre offensive progresse méthodiquement en Albanie et le succès final en est tout à fait certain.

A Salonique, la situation est stationnaire. Mais il n'est pas impossible que, sous peu, les environs de cette ville arrachée de force à la Grèce se transforment en un champ d'activité des plus intéressants. Il paraît avéré que les Hellènes verraient avec plaisir une offensive du bloc

austro-hongrois-allemand-bulgaro-turc, tant les vexations de leurs «amis», les Franco-Anglais leur sont devenues intolérables. Il est curieux de noter que les Alliés qui, naguère encore, annonçaient *urbi et orbi* que l'écrasement de la Serbie, du Monténégro et l'ouverture de la route allant des embouchures de l'Elbe jusqu'au golfe Persique ne signifiait rien, puisqu'ils vont barrer le chemin aux puissances centrales par leur offensive de Salonique, préparent dès maintenant l'opinion publique des pays ententistes à la chute éventuelle de cette ville qui — naturellement — n'aurait aucun caractère décicif sur l'issue de la grande guerre. Ainsi, par exemple, l'organe de M. Sonnino, le *Giornale d'Italia* déclare qu'il ne faut pas attribuer une importance exagérée à la question de Salonique, car c'est de l'abattement et des regrets amers qui s'empareraient du peuple au cas où Salonique viendrait à tomber aux mains de l'ennemi. «Ce point de vue est faux, car la conservation de Salonique n'influera pas sur l'issue de la guerre.» Ce même journal fait encore remarquer qu'il faut que le peuple sache que Salonique ne pourra pas résister longtemps à une attaque des puissances centrales.

Ce procédé est habituel aux ententistes. Lorsqu'ils espèrent remporter quelque succès sur un champ de bataille quelconque, ils en démontrent la portée capitale pour la «victoire finale», mais lorsqu'ils se sont convaincus que le sort de la guerre peut tourner contre eux sur ce même champ de bataille, ils cherchent à en rabaisser l'importance. Ils ont raison d'agir ainsi. L'opinion publique des pays alliés est d'une crédulité si excessive qu'elle avale presque tout ce que la presse leur offre; celle-ci change d'un jour à l'autre en vérité ce qui hier était encore mensonge et vice-versâ.

HISTORICUS.

Le Directeur-Gérant,
GUILLAUME HUSZÁR.

Publications données gratis et franco de la part du Ministère R. H. de l'Agriculture.

Le Ministère Royal Hongrois de l'Agriculture nous prie d'informer nos lecteurs qu'il fera parvenir, gratis et franco, les publications sous-mentionnées à tous ceux qui s'intéressent aux questions qu'elles traitent. On peut s'adresser à la Direction de la REVUE DE HONGRIE (I., Tigris-utca 6.) et indiquer les publications qu'on désire recevoir; elles seront expédiées directement par les soins du Ministère R. H. de l'Agriculture.

1. **La sériciculture en Hongrie.**
2. **La viticulture en Hongrie.**
3. **Lois les plus récentes de la Hongrie relatives aux ouvriers agricoles.**
4. **Instruction relative aux travaux de révision décennaux de la gestion forestière.**
5. **L'administration des eaux en Hongrie**
6. **Le service national hydrométrique en Hongrie.**
7. **Nivellements de haute précision de 1890 à 1895 de la section hydrographique de la Direction nationale du service des eaux.**
8. **L'état actuel des jaugeages en Hongrie.**
9. **Le service de l'hydraulique agricole en Hongrie.**
10. **École royale hongroise des commis de l'hydraulique agricole.**
11. **Les travaux de régularisation et d'endiguements en Hongrie.**
12. **Le service des ingénieurs sanitaires en Hongrie.**
13. **La pêche et la pisciculture en Hongrie.**

MERCUR

SOCIÉTÉ ANONYME DE BANQUE

Budapest, V, Fürdő-utca 3.

Capital social: 10,000.000 Couronnes.

Téléphone: 32—72, 42—74, 176—72, 162—70, 176—71, 176—73.

Dépôts d'argent sur livrets et comptes de chèques. — Lettres de crédit et mandats sur tous les marchés. — Renseignements et procédure gratuits en matière de cautions militaires, matrimoniales. — Escompte et encaissement de Lettres de change. — Comptes-courants. — Comptes de chèques. — Comptes de virements.

Répond à toutes les demandes de renseignements touchant les opérations de banque.

LOTERIE

ROYALE HONGROISE PRIVILÉGIÉE EN CLASSES

SOCIÉTÉ ANONYME

BUDAPEST, IV., ESKÜ-TÉR 5.

CHEMINS DE FER DE L'ETAT HONGROIS.

Budapest—Vienne—Zurich—Genève

200	*d.* **Budapest** Ouest..... *a.*	—
620	*a.* Vienne (Marchegg) *d.*	—
205	*d.* **Budapest** Est. ..... *a.*	140
640	*a.* Vienne Ostb.(Bruck) *d.*	910
750	*d.* **Vienne** Westb. ..... *a.*	720
710	*a.* Innsbruck ..... *d.*	730
1152	*a.* **Buchs** ..... *d.*	221
1215	*d.* **Buchs** ..... *a.*	151
223	*a.* **Zurich** ..... *d.*	1152
310	*d.* **Zurich** ..... *a.*	802
753	*d.* Lausanne..... *a.*	210
900	*a.* Genève ..... *d.*	100

Budapest—Sofia—Constantinople

✲ Falkanexpress dép. merc., samedi	1155	*d.* **Budapest** Ouest ... *a.*	✲ Balkanexpress dép. mardi, samedi	610
	617	*d.* Zimony ..... *d.*		1050
	937	*a.* **Sofia** ..... *d.*		835
	1015	*d.* **Sofia** ..... *a.*		805
	1020	*d.* Kuleliburgas ..... *d.*		848
	700	*a.* **Constantinople**		1205 ✲

Budapest—Cologne—Bruxelles

930	*d.* **Budapest** Ouest..... *a.*	710
550	*a.* Vienne Ostb. (Marchegg) *d.*	1125
720	*d.* **Vienne** Westbahn... *a.*	1005
1258	*a.* **Passau** ..... *d.*	455
115	*d.* **Passau** ..... *a.*	430
450	*a.* **Nurnberg**..... *d.*	1255
923	*a.* **Francfort** ..... *d.*	805
509	*a.* **Cologne** ..... *d.*	1148
750	*d.* **Cologne** ..... *a.*	1101
140	*a.* **Bruxelles**..... *d.*	457

Budapest—Vienne—Munich

205		*d.* **Budapest** Est. ..... *d.*	—	140
640		*a.* Vienne Ostb.(Bruck) *d.*	—	910
200	930	*d.* **Budapest** Ouest. ... *a.*	710	—
620	550	*a.* Vienne (Marchegg) *d.*	1125	—
1025	720	*d.* **Vienne** Westb. ..... *a.*	1005	610
640	137	*a.* **Salzbourg** ..... *d.*	437	943
703	200	*d.* **Salzbourg** ..... *a.*	415	910
1015	500	*a.* **Munich**..... *d.*	127	600
1225	520	*d.* **Munich**..... *a.*	117	547
758	1245	*a.* Strasbourg ..... *d.*	539	940

Budapest—Fiume

710	1025	*d.* **Budapest**..... *a.*	645	905
228	850	*d.* Zágráb ..... *d.*	831	209
730	405	*a.* **Fiume** ..... *d.*	1255	810

Budapest—Predeal—Bucarest

210	935	*d.* **Budapest**	125	735
633	329	*a.* Predeal	842	1220
811	529	*d.* Predeal	900	1209
1155	920	*a.* **Bucarest**	505	750

Budapest—Var

705	*d.* **Budapest**..... *a.*	620
505	*d.* Oderberg ..... *d.*	1013
1000	*d.* Trzebinia..... *d.*	730
1120	*a.* Zabkowice ..... *d.*	555
1131	*d.* Zabkowice ..... *a.*	544
612	*a.* **Varsovie** ..... *d.*	1100

Budapest—Oderberg—Berlin

✲Balkanzug dép. lundi et jeudi	650✲	650	*d.* **Budapest** Ouest..... *a.*	940	1130	✲Balkanzug dép. merc. et samedi
	1233	1241	*d.* Zsolna..... *d.*	351	552	
	253	325	*d.* Oderberg ..... *d.*	110	340	
	521	612	*d.* Breslau ..... *d.*	955	1251	
	958	1108	*a.* **Berlin** Friedr. Str. *d.*	426	815✲	

Berlin—Amsterdam—La Haye

930	807	*d.* **Berlin** Friedr. Str. *a.*	735	557	Express
1020	829	*a.* **Amsterdam**..... *d.*	804	138	
1106	917	*a.* **La Haye** ..... *d.*	706	1248	

Berlin—Copenhague

820	*d.* **Berlin** Stett. Bhf.... *a.*	929	Express
719	*a.* **Copenhague** ..... *d.*	1020	
	via Warnemünde-Gjedser		

Berlin—Stockholm—Christiania

830	*d.* **Berlin** Stett. Bhf.... *a.*	725
849	*a.* **Stockholm** ..... *d.*	830
	via Sassnitz-Trälleborg.	
830	*d.* **Berlin**..... *a.*	725
1200	*a.* **Christiania**..... *d.*	545
	via Sassnitz-Trälleborg.	

Budapest, Imprimerie de la Société anonyme Athenaeum.

36148

N° 37 de la série entièrement consacrée à la guerre.

IXe ANNÉE. — TOME XVII. 1 MARS 1916

REVUE DE HONGRIE

Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE:

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président; MM. le Cte ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÖTHY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, Cte ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, Cte MARC WICKENBURG, JULES de WLASSICS, Cte JEAN ZICHY

GUILLAUME HUSZÁR, Directeur-Gérant.

Mente hungarica,
Verbo gallico.

SOMMAIRE

I. — L'ANGLETERRE ET LA GUERRE D'USURE, par **M. Jules de Wlassics,** ancien Ministre, Président du Haut Tribunal Administratif 1

II. — LE MILITARISME ALLEMAND, par **M. Maurice Révai,** ancien Député 9

III. — ON NE VAINCRA QU'EN BATTANT L'ARMÉE ENNEMIE, par **M. Charles Humbert,** Sénateur de la Meuse 17

IV. — LA VIE DES RÉFUGIÉS EN RUSSIE..... 20

V. — RÉPONSE DE LA «REVUE DE HONGRIE» AU «TEMPS», par **La Rédaction** 24

VI. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par **Historicus** ... 30

BUDAPEST,
I., TIGRIS-UTCA 6.

(En vente chez tous les libraires.)

VIENNE, GEROLD & CIE. — BERLIN (SW 48), BERNHARD STAAR. — LEIPSIC, GUSTAV FOCK.
MUNICH, SUCC. ULRICH PUTZE. — BERNE, A. FRANCKE. — GENÈVE, PH. DÜRR.
BÂLE, WEPF, SCHWABE ET CIE. — LAUSANNE, JEAN BIEDERMANN. — ZURICH, C. M. EBELL.
MADRID, FERNANDO FÉ. — STOCKHOLM, C. E. FRITZE. — COPENHAGUE, VILHELM TRYDE.
BRUXELLES, N. LEBÈGUE ET CIE. — NEW-YORK, THE INTERNATIONAL NEWS CO.
ATHÈNES, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH. — BUCAREST, SOCEC & CIE.
CONSTANTINOPLE, OTTO KEIL.

POLITIQUE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE,
ÉCONOMIE SOCIALE, HISTOIRE, LITTÉRATURE, PHILOSOPHIE, BEAUX-ARTS
QUESTIONS DE CULTURE UNIVERSELLE.

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'est assuré la collaboration des hommes d'État et des écrivains remarquables du pays et de l'étranger qui examinent et discutent, d'un point de vue à la fois hongrois et international, toutes les questions politiques, historiques, économiques, sociales et littéraires.

Depuis l'ouverture des hostilités, la REVUE DE HONGRIE est entièrement consacrée aux problèmes relatifs à la guerre. Elle s'efforce d'être aussi impartiale que possible et surtout de mettre en relief le rôle que joue la Hongrie dans la conflagration générale.

La REVUE DE HONGRIE laisse à chacun de ses collaborateurs la responsabilité de ses opinions.

LA REVUE DE HONGRIE

se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'étranger qui en auront fait la demande.

LA REVUE DE HONGRIE

PARAIT LE 1 ET LE 15 DE CHAQUE MOIS

PRIX D'ABONNEMENT:

HONGRIE ET AUTRICHE	un an	**25** cour.
ALLEMAGNE	un an	**25** marcs.
AUTRES PAYS DE L'UNION POSTALE	un an	**30** francs.

Prix des «livraisons de guerre» 1 cour.

L'ANGLETERRE ET LA GUERRE D'USURE

Après les franches et sérieuses déclarations que d'éminents hommes d'État ont faites récemment au sein des deux Parlements, allemand et hongrois, on ne fera croire par aucun sophisme que la responsabilité de la continuation de la guerre et de l'effusion de sang qui en résultera nécessairement, retombe sur nous.

Les différents buts que poursuivent les belligérants en sont les preuves les plus concluantes ; ils fournissent en même temps la base la plus sérieuse pour l'appréciation des faits. Notre guerre est une guerre de défense nationale, tandis que celle de nos adversaires est une guerre de conquête. M. de Bethmann-Hollweg et le comte Tisza ont déclaré, l'un au Parlement allemand, l'autre au Parlement hongrois, que la liberté de notre pays et la sécurité de nos frontières sont le but que nous poursuivons. Nous désirons uniquement avoir dans l'avenir la possibilité de remplir en paix notre part d'obligations envers la culture, la civilisation et le progrès moral et matériel. Quelle fut la réponse de la presse ententiste à ces sincères et loyales déclarations ? Les provocations les plus téméraires, une présomption sans mesure, donnant à entendre que les gouvernements qu'elle représente ne se sentent nullement vaincus, que d'ailleurs ils comptaient sur le temps comme sur leur plus sûr allié, qui les récompensera de leur peine par l'usure des puissances centrales, et c'est ainsi qu'ils arriveront à leurs fins.

C'est à notre épuisement qu'ils visent ; ils n'aspirent pas à nous vaincre par la force des armes, mais par la famine. C'est honteux pour la civilisation humaine, mais tout moyen paraît bon à nos adversaires pour dépecer l'empire d'Allemagne, démembrer l'Autriche-Hongrie, faire la conquête

des Balkans et chasser les Turcs de l'Europe. Ils voudraient installer à Constantinople un gouverneur russe, à Gallipoli un gouverneur anglais, à Mersina un gouverneur italien et à Beyrouth un gouverneur français. Mais si c'est là leur ambition et si, en cas de victoire, ils devaient réaliser cette chimère, nous pouvons demander avec droit à qui incombe la responsabilité de la continuation de la guerre ? C'est le châtiment de son crime qui fait que le fauteur de cette terrible guerre doit porter la responsabilité de tout le sang qui sera encore versé inutilement.

La critique objective qui se dégage du brouillard du subjectivisme établit d'ores et déjà que, sans les machinations d'Albion, cette malheureuse guerre n'aurait jamais éclaté. Elle seule en porte la lourde responsablité, et maintenant elle la porte doublement, parce qu'elle cherche par tous les moyens à prolonger la lutte. L'Angleterre mène actuellement la campagne de presse ententiste ; c'est l'Angleterre qui a imaginé le grand encerclement diplomatique, puis organisé la propagande d'isolement de la presse européenne et américaine. La première chose qu'elle fit fut de couper les cables allemands et d'inonder l'univers entier d'affreux mensonges sur les atrocités allemandes. Maintenant, elle a recours aux mêmes moyens dans le but de fausser l'opinion publique, et d'éveiller des espérances fallacieuses. C'est encore l'Angleterre qui, avec une impertinence sans pareille, a tourné en dérision la grave et virile déclaration de M. de Bethmann-Hollweg au Reichstag allemand.

Le gouvernement anglais s'est mis dans une pénible situation ; il coyait que, suivant l'ancienne méthode anglaise, ses alliés actuels seraient en état de réduire à merci la plus grande puissance militaire au continent, affaiblissant de la sorte ses propres alliés, tandis qu'elle n'aurait qu'à paraître sur le champ de bataille avec une petite armée pour avoir la haute main sur le contrôle, la surveillance et le commandement. Elle croyait qu'en tous cas le grand cataclysme mondial finirait par un gain énorme pour elle, tandis qu'en même temps elle maintiendrait son hégémonie maritime. C'est ainsi que l'Angleterre faisait ses calculs. Elle a d'ailleurs toujours considéré la guerre uniquement comme une spéculation commerciale. Les affaires ont été le mobile de toutes ses campagnes, au XVI^{e} siècle

contre l'Espagne, au XVII^e^ contre la Hollande et au XVIII^e^ contre la France. En 1909 parut dans une publication anglaise : *The United Service Institution*, le travail couronné d'un officier de la marine anglaise, où l'on trouvait l'argumentation suivante : L'Angleterre ne guerroie jamais pour des raisons de sentiment. Toute guerre anglaise est la suite d'un différend commercial et a pour but d'imposer à l'adversaire par la force des armes les conditions qu'elle juge conformes à ses intérêts. « Nous donnons, dit textuellement l'officier de marine en question, toutes sortes de raisons pour justifier notre intervention, mais au fond nous sommes exclusivement guidés par le souci de nos intérêts commerciaux ». (We give all sorts of reasons for war, but at the bottom of them all is commerce.)

Si je ne souscris pas à toutes les thèses de l'ouvrage si spirituel de Sombart : *Marchands et héros*, je dois au moins convenir que son histoire naturelle de l'Angleterre est écrite de main de maître. Jamais on n'a vu un État qui lui ressemble. Ce n'est pas une communauté d'individus organisée en unité culturale et civilisatrice. L'empire anglais est comparable à une agglomération de capitaux rassemblés mécaniquement ; ici, de même, on ne voit qu'une accumulation de parties sans liaison intime. Si l'on dit que les Indes, pays de 300 millions d'habitants, font partie de l'Angleterre, cela signifie qu'il ne faut pas considérer l'empire anglais comme un État, mais comme « une grande maison de commerce, la mère-patrie étant la maison principale où se trouve la caisse et la comptabilité centrale, alors que les colonies ne constituent que des succursales. »

La politique et l'armée anglaises sont pénétrées du même esprit. D'ordinaire, Albion ne guerroie jamais pour son propre compte, elle avance l'argent, pendant que les autres donnent leur sang. Au XVIII^e^ siècle, elle comble de subsides les États européens et s'habitue à l'idée qu'elle n'a qu'à commander et les États auxiliaires qu'à obéir. Elle sacrifie toujours, sans le moindre scrupule, les armées de ses alliés, elle-même n'envoie presque jamais d'armée sur le continent ou, si elle y envoie des troupes, ce n'est qu'en très petit nombre et afin de sauver les apparences. Aussi, dans la présente guerre, aurait-elle bien voulu rester fidèle à l'ancienne méthode. La Grande-

Bretagne voulait considérer le théâtre de guerre comme chose accessoire. Ce que les Anglais ont fait à Anvers crie vengeance au ciel ; ils ont abandonné la forteresse qu'ils avaient le devoir de défendre et l'ont par suite exposée au bombardement. Comme je l'ai dit plus haut, l'Angleterre considérait jusqu'à présent le champ de bataille actuel comme une affaire d'importance secondaire, le principal pour elle était la défense de ses intérêts commerciaux et la guerre économique, mais ici même elle ne luttait pas avec des armes loyales ; les moyens auxquels elle a recours sont la famine, le boycottage, la piraterie, la corruption, la suppression de la liberté des mers, la proclamation du dogme juridique qui transforme tout traité qui lui est préjudiciable en chiffon de papier, mais tout ce qui est à son avantage en droit international intangible. La conclusion de traités, très en faveur chez elle, a toujours été un excellent moyen de défense pour l'Angleterre. Les deux célèbres traités au XVIII^e^ siècle, (le traité de Methuen en 1703 et celui d'Assiento en 1713) contribuèrent puissamment à l'enrichissement de la Grande-Bretagne, en lui donnant les colonies espagnoles et portugaises et leurs mines de métaux précieux. La présente guerre a été également précédée de conventions avantageuses. Dès le début, l'Angleterre met tout en œuvre pour lier les mains à ses alliés, leur défendant de conclure une paix séparée, pour rester ainsi le seul arbitre de la guerre et de la paix. Malgré tout, elle n'a pu rester fidèle à ses traditions historiques, car cette fois il a bien fallu se décider à expédier ses propres troupes et à s'occuper de sa réforme militaire que nécessitait le militarisme tant raillé. C'est dur, quand on s'était toujours moqué du militarisme prussien. Aujourd'hui le gouvernement anglais se trouve acculé à l'introduction du service militaire obligatoire, et le bilan de cette guerre qui dure depuis 19 mois est également loin d'être brillant. L'opinion des hommes d'État se reflète dans un article du *Daily Mail* signé Sidney Low où il est dit : « Nous parlons toujours d'une guerre d'épuisement, or, si les choses continuent ainsi, nous serons bien plus vite épuisés que nos adversaires. »

Ce Sidney Low, en constatant l'énorme passif et la banqueroute des opérations commerciales s'étend encore sur d'autres sujets tout aussi désagréables au gouvernement anglais, car il parle de la défaite des Anglais en Belgique, de la retraite de

Gallipoli après la perte de 100.000 hommes, de l'abandon de la Serbie, pour finir avec la retraite de Mésopotamie. Nous pouvons ajouter qu'on parlera bientôt d'une retraite de Salonique.

Ce résultat a été obtenu après une dépense de 150 millions de shillings par jour. Il est triste. Cet aveu donne à réfléchir aux chefs de la grande maison de commerce nationale anglaise et, s'ils annoncent infatigablement que la « victoire finale » leur appartiendra et qu'ils ne feront la paix qu'après avoir brisé l'unité allemande et démembré l'Autriche-Hongrie, ils devraient du moins se dire que l'affaire peut encore tourner plus mal dans les conjonctures présentes. Les subsides d'argent nécessaires aux Français, Russes et Italiens, ainsi que l'endettement considérable de l'Angleterre envers l'Amérique résultant de la guerre, augmenteront encore le passif du bilan de l'entreprise. Les hommes d'État de la Grande-Bretagne doivent également se dire que la confiance publique dans sa toute-puissance a été fortement ébranlée ; les dirigeants dudit comptoir devraient songer que l'éclipse du prestige politique constitue un déficit colossal, compromettant la solvabilité de la maison. Croit-on sérieusement en Angleterre que les Alliés et les États neutres ont encore sur ses ressources et sa toute-puissance la même opinion qu'au début des hostilités ? Ils devraient en outre reconnaître qu'il y a des circonstances, ainsi que l'a démontré cette lutte, sous l'empire desquelles une grande flotte de guerre se trouve immobilisée dans ses refuges.

Quand l'Angleterre mit pied sur le continent, c'est en vain qu'elle s'allia à presque tout l'univers ; tout devait échouer contre la force des puissances centrales ; le service obligatoire même ne pourra rien changer à cet état de choses, car l'instruction d'une armée à organiser aujourd'hui nécessite un travail de plusieurs décades. Et encore cette immense armée sur laquelle elle fonde ses espérances sera obligée de combattre sur six fronts différents à la fois. Dans la guerre actuelle, l'Angleterre ne pourra donc jouer un rôle considérable comme puissance militaire continentale. Par contre, elle sent bien quel serait son sort si, contrairement à ses intérêts, elle voulait courir les risques financiers, militaires et politiques des groupements d'États européens. Elle n'a obtenu qu'un seul résultat, et encore

n'a-t-elle pas lieu d'en être fière : elle a réussi à détruire la liberté des mers, à annihiler les droits des neutres et à empêcher, contre toute humanité et au préjudice des grands intérêts de la civilisation, l'importation par mer de vivres, de matières premières en Allemagne ainsi qu'en Autriche-Hongrie, par une foule de flagrantes violations du droit des gens. Cependant toutes ces violations ne tourneront pas à son avantage, car il est certain que, la guerre terminée, tous les champions du progrès humain réclameront à l'unanimité une sévère condamnation des abus commis.

A quel compte passera-t-on en Angleterre l'aliénation du monde musulman ? Car cette aliénation est grosse de périls pour l'Angleterre, si dans son aveuglement elle continue à se cramponner à l'illusion qu'elle pourra tranquillement attendre l'épuisement de ses adversaires. Elle sera déçue, car si nous ne faisons pas retentir les échos du monde entier de vantardises sur notre force de résistance, nous laissons parler les faits qui sont concluants, et attendons patiemment le moment où il sera impossible aux gouvernements de l'Entente, — l'Angleterre en première ligne, — de continuer à jeter de la poudre aux yeux de leurs concitoyens et à leur cacher la situation véritable. En France, comme en Angleterre, on a le sentiment que des hommes d'État sans scrupules, refusant de se rendre à l'évidence, ont abusé de la crédulité publique et falsifié la vérité afin de différer le châtiment qu'ils ont mérité pour chaque goutte de sang inutilement versé. On finira par reconnaître que le bilan sorti de leur comptoir est faux, la situation véritable comme la logique des faits excluant la nécessité de la continuation de la lutte par l'Angleterre ; la vraie logique objective exige toute autre chose.

Que les chefs du grand comptoir méditent avant tout sur les avantages stratégiques obtenus par nous. Nos positions constituent une ligne sans solution de continuité. Sur tous les champs de bataille nous sommes victorieux et nous occupons de grands territoires. Pour ce qui concerne les proportions numériques des forces dont disposent les belligérants, nous nous trouvons dans une situation plus avantageuse qu'au début de la guerre, par suite du grand nombre de prisonniers tombés entre nos mains. Il est indéniable que les chefs de cette grande maison de commerce se sont trompés dans tous leurs

calculs, le grand «rouleau compresseur» russe s'étant révélé impuissant, les Français étant hors d'état de percer le mur de fer allemand, et puis la grande action aux Dardanelles a piteusement échoué. On ne peut plus parler de la défense de la Serbie, le prestige politique et moral de l'Entente a beaucoup diminué dans les Balkans ; enfin, dès aujourd'hui on peut prédire avec certitude la retraite volontaire ou forcée des alliés qui occupent Salonique.

La politique de famine, leur arme principale, a également échoué, car notre sol pourvoit largement à nos besoins ; d'ailleurs la route de l'Asie Mineure par le Balkan nous est maintenant ouverte. Les hommes d'État anglais feraient bien de reconnaître que l'introduction du service obligatoire, cet écart du principe fondamental de la constitution anglaise qui garantit la liberté individuelle, menace sérieusement l'empire britannique. Le fait est que les Alliés de la Grande-Bretagne, eux aussi, ne se contentent plus de l'ancienne méthode britannique. Les troupes auxiliaires de couleur comptent plutôt comme matière morte, elles sont loin de constituer un véritable élément de guerre. On a besoin de sacrifices de sang anglo-saxon. Il serait du devoir des ministres britanniques de faire comprendre aux Anglais ainsi qu'à leurs alliés que l'empire est attaqué de six différents côtés à la fois. Si l'Angleterre tient sérieusement à se défendre, elle sera obligé d'envoyer ses millions d'hommes, à qui elle devra donner une organisation et une instruction militaires en peu de temps, la fleur de la nation, aux Indes, en Mésopotamie, en Egypte. C'est pour cette raison qu'elle s'est montrée jusqu'à présent si économe de son sang ; elle ne veut secourir ni la France, ni la Russie, ni l'Italie, elle n'a à cœur que le souci de son propre empire et c'est ce qui l'a rendue plus circonspecte. Si l'on ajoute à toutes ces raisons la crainte du réveil de l'islamisme dans les possessions anglaises, le bilan sera complet.

Quand l'opinion publique anglaise habituée à considérer les choses sous leur vrai jour, connaîtra la véritable situation, il faut espérer qu'elle ne se laissera pas entraîner à d'autres aventures, et cherchera à arrêter l'effusion de sang désormais inutile ; mais de toutes les façons, les chefs ne pourront se dérober au rendement de compte final ; c'est en vain qu'ils cherchent à l'ajourner, car la grande crise politique ne se fera

pas attendre. Il en sera de même en France où l'opinion publique a été systématiquement induite en erreur par une odieuse campagne de presse, en France où la vérité est aussi en marche comme aux temps de l'affaire Dreyfus. Après ces crises politiques viendra la paix tant souhaitée par le monde entier et que les hommes qui trompent la France et la Grande-Bretagne repoussent encore avec hauteur.

JULES DE WLASSICS.

LE MILITARISME ALLEMAND

Parmi les raisons que l'Angleterre donne de sa participation à la guerre mondiale figure en premier lieu la nécessité de briser «le militarisme allemand», contre lequel les peuples doivent s'insurger au nom de la liberté.

Tel est le mot d'ordre qu'ont adopté nos adversaires. C'est ainsi qu'ils pensent donner à leur acte une base morale, l'apparence de la légitimité.

Regardons donc en face ce militarisme allemand.

Constatons d'abord que le militarisme n'est pas d'invention allemande, mais française. C'est pendant les guerres de la révolution et de Napoléon que l'armée a reçu l'organisation et acquis l'importance qui ont abouti au militarisme allemand d'aujourd'hui. Constatons encore que, pour ce qui concerne les effectifs et les dépenses militaires, le militarisme allemand est loi d'occuper le premier rang.

Quand même nous aurions tous les chiffres à notre disposition, il va sans dire nous ne pourrions les publier aujourd'hui, au milieu de la guerre ; mais nul n'ignore que la plus grande puissance militaire est la Russie. C'est ce qui lui a valu l'alliance de l'Angleterre et de la France. Chacun sait que dans ce dernier pays les effectifs de paix sont plus élevés qu'en Allemagne, non seulement en proportion de la population, mais d'une manière absolue. On sait aussi que la France a rétabli le service de trois ans quand l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie adoptaient celui de deux ans.

Il n'est pas vrai non plus que c'est l'Allemagne qui fait les plus grosses dépenses pour son armée. Ainsi l'Angleterre, lorsqu'elle n'avait pas encore le service obligatoire, dépensait cependant plus qu'elle en armements. Tandis que l'Allemagne

est obligée par sa situation géographique d'entretenir une puissante armée de terre, l'Angleterre, pour la même raison, accroît ses forces navales dans une plus forte mesure que celles de terre. C'est ainsi qu'en 1913, l'Allemagne a dépensé 1476 millions de marks pour sa flotte et son armée, et l'Angleterre 1521 millions de marks pour le même objet. Et, comme on entend par militarisme la tendance de l'État à fortifier l'armée, les citoyens dussent-ils être accablés d'impôts à cet effet, constatons encore que les dépenses militaires s'élèvent, en Allemagne, à 21 marks 86 pfennigs et, en Angleterre, à 33 shillings par tête de population.

Dans ces conditions, les Anglais eurent l'idée ingénieuse de motiver cette guerre par l'hypertrophie du militarisme allemand devenu un péril pour le monde entier.

Les Anglais ne peuvent pas dire ouvertement qu'ils font la guerre pour enrichir les gros commerçants de Londres. Ils prétendent donc qu'ils se battent pour un idéal élevé : ruiner le militarisme allemand, parce qu'il résume la tyrannie, l'arbitraire, la ruine des peuples, le vandalisme — tout ce qu'il y a de pire en ce monde — et que celui qui le combat est le champion de la liberté. La presse anglaise et française s'est faite pendant des mois l'écho de phrases ronflantes dans le but de faire croire au monde entier que cette guerre est la lutte de la civilisation occidentale contre la barbarie du militarisme allemand. Il va de soi qu'elle s'est bien gardée de dire pourquoi la civilisation occidentale a appelé à son aide les Cosaques et les Tcherkesses, des hordes d'Africains, d'Asiatiques et d'Australiens, et pourquoi il a fallu, pour la défense de cette civilisation, brûler des villes et des villages, ravager les campagnes en Hongrie, en Galicie, dans la Prusse Orientale, la Pologne russe et même dans la sainte Russie, chasser de leurs demeures et réduire à la mendicité des millions d'hommes, de femmes et d'enfants.

Nos ennemis prétextent surtout du militarisme allemand pour prouver que c'est l'Allemagne qui a voulu et causé cette guerre. Ils disent que si les Allemands ne l'avaient pas voulue, ils ne s'y seraient pas préparés avec tant de soin, qu'ils n'auraient pas dépensé tant d'argent et le meilleur de leurs forces pour porter à un si haut degré la puissance de l'armée allemande.

Nous répondrons à cela que c'est l'Angleterre, la France et la Russie qui ont forcé l'Allemagne aux armements, car elle ne pouvait s'exposer sans défense à l'agression dont elle était menacée. C'est principalement l'Angleterre qui l'y a forcée depuis que ce pays voit d'un œil jaloux la prospérité croissante de l'Allemagne et qu'elle poursuit à son égard une vaste politique d'encerclement. C'est l'instinct de la conservation seul qui a obligé l'Allemagne à posséder une armée capable de tenir en échec ses ennemis d'aujourd'hui et même, au besoin, la moitié de la terre.

Ce qu'il y a de curieux, c'est qu'on représentait d'abord le militarisme allemand comme la cause première de la guerre, et qu'aujourd'hui on fait aux gouvernements un grief de n'avoir pas suivi l'exemple de l'Allemagne. La presse anglaise ne cesse d'attaquer le gouvernement à ce sujet et de demander qu'il prenne d'urgence des mesures propres à doter l'Angleterre des moyens d'action dont dispose le militarisme allemand. Comment se fait-il que ce militarisme qui, l'an passé, était la cause de tous les maux, soit aujourd'hui digne d'être copié ?

Il est survenu un fait nouveau ; tandis qu'en France et en Angleterre les meilleurs esprits motivaient naguère l'écrasement de l'Allemagne par la nécessité de détruire le militarisme prussien dans l'intérêt de la civilisation, ils en sont venus à demander que leurs nationaux introduisent chez eux le système allemand, s'ils ne veulent pas être écrasés. Nos adversaires ont reconnu que le militarisme allemand est un gage de victoire. « Le militarisme est une chose que d'autres voudraient bien avoir », maxime énoncée par Maximilien Harden au cours d'une de ses conférences, s'est vérifiée.

C'est que le militarisme allemand ne signifie pas seulement organisation militaire, préparation à la lutte, ensemble et résumé de toutes les vertus guerrières, mais c'est l'esprit qui pénètre du sentiment de leur devoir toutes les couches du peuple allemand ; c'est un esprit de sacrifice et de désintéressement, l'amour de la patrie, une foi inébranlable dans les forces de la nation et la ferme volonté ancrée dans tous les cœurs de sortir victorieux de cette lutte. Le militarisme, basé sur l'obligation du service personnel et universel, est une institution démocratique et égalitaire par excellence, non en ce qu'elle confère les mêmes droits à tous les citoyens, mais

parce qu'elle leur impose les mêmes obligations dans l'intérêt commun.

L'Allemand porte dans la vie civile cet esprit de militarisme qu'on lui a inculqué à la caserne avec le sentiment du devoir et, comme presque tout le monde fait le service militaire, ce même esprit d'ordre, cette même exactitude, cette même scrupulosité, ce même esprit d'abnégation qui place l'intérêt public au-dessus de l'intérêt privé, règnent dans l'administration, dans l'école, à l'église, au tribunal, dans la fabrique, dans la maison de commerce, dans l'atelier de l'artisan, dans la famille, partout enfin. C'est cet esprit qui a rendu possible l'organisation qu'on admire à bon droit au cours de cette guerre dans toutes les branches de l'administration tant militaire que civile.

Le militarisme allemand exige que tout homme qui sert dans l'armée remplisse ponctuellement son devoir, qu'il ait le sentiment de faire partie d'un grand organisme et que le succès dépend du concours qu'il lui prêtera ; il exige que l'individu subordonne son moi à l'intérêt général, car c'est seulement à cette condition que ce militarisme, dans son ensemble, pourra accomplir l'immense tâche qui lui incombe — comme dans la guerre actuelle — de défendre un grand pays civilisé, ses institutions, son art, ses trésors intellectuels — contre tout un monde. On ne peut pas dire que ce militarisme-là est ennemi de la civilisation, encore que Bernard Shaw et Chesterton, Anatole France et Bergson l'affirment dans un accès de délire nationaliste.

Par ailleurs, il est bon de savoir ce que pense du militarisme allemand un Anglais et, qui plus est, un socialiste, le chef du parti ouvrier en Angleterre, Robert Blatchford qui, en 1910, a passé six semaines en Allemagne pour y étudier ce militarisme et a publié dans le germanophobe *Daily Mail*, sous le titre de *Allemagne et Angleterre*, une série d'articles reproduits ensuite sous forme de brochure et répandus à des centaines de mille exemplaires. Blatchford a écrit ces articles précisément en vue de décider l'Angleterre à introduire le service militaire obligatoire et si l'on est curieux de savoir ce qu'il pense du militarisme allemand, l'extrait suivant nous l'apprendra : « Moi, qui ai servi dans l'armée, j'ai observé pendant quarante ans les avantages intellectuels, moraux et physiques

de l'instruction donnée aux soldats. Pour des raisons de politique, je me suis tu jusqu'ici sur ce sujet. Depuis quelques années toutefois, ces raisons me semblent avoir perdu de leur force, et j'ai acquis la conviction que le service militaire obligatoire peut faire le salut de la race anglaise.»

«Une instruction militaire rationnelle, loin d'être nuisible à un jeune homme, ne peut que lui faire du bien. Je suis sûr que la plupart des soldats pensent comme moi qu'aucun sport ne remplace la caserne, car c'est le service militaire qui inculque à l'individu cet esprit de solidarité, cette discipline qui deviennent pour lui une seconde nature. J'ai fait, il y a peu de temps, un assez long voyage en Allemagne et j'ai assisté aux manœuvres des armées anglaise et allemande. J'ai décrit naguère dans un journal l'état physique et moral de nos troupes dans l'Oxfordshire et le passage à Swindon de la 10e brigade d'infanterie. Depuis lors j'eus l'occasion de visiter quelques quartiers ouvriers de Londres et d'y observer l'état misérable de la population. Je fus frappé de l'énorme différence que je remarquai entre les ouvriers de Bermondsey et les jeunes troupiers qui traversaient Swindon. Les soldats étaient de belle taille, bien portants, pleins de vie et d'entrain, disciplinés et faisaient, à tous égards, une excellente impression. Ce n'était pas le cas des jeunes gens que je rencontrai dans les rues de Londres, bien qu'ils appartinssent à la même classe sociale, qu'ils fussent de la même chair que les militaires.»

«J'ai vu des ouvriers de fabrique, des brouettiers, des rôdeurs de barrières entrés au régiment hâves, sales, l'air abruti, la taille courbée, les vêtements en guenilles, devenir en six mois des soldats propres, l'esprit ouvert, bien éduqués, de belle tournure et qui parlaient avec décence. Pareille transformation s'était faite en moi. J'étais aussi ouvrier de fabrique et je suis persuadé que c'est le service militaire qui m'a sauvé la vie. Je suis convaincu que la caserne m'a été plus profitable que tout ce que la vie m'a appris par la suite.»

«L'ouvrier allemand est plus sobre, plus rangé, plus intelligent que l'anglais. Il le doit en grande partie à l'instruction militaire qu'on lui a donnée dans sa jeunesse et qui en a fait un être discipliné. L'éducation militaire donne à tous des habitudes de propreté, d'ordre et de politesse. Elle apprend à la jeunesse à se nourrir d'une manière rationnelle, à se vêtir comme

il faut et lui donne le goût des exercices en plein air ; c'est une sorte de culture physique grâce à laquelle on s'habitue à se lever de bonne heure et à consacrer au sommeil le temps qui lui est dû. Cette éducation est aussi salutaire à l'âme qu'au corps ; elle élève dans l'homme le sentiment de sa dignité et rend son corps plus agile. »

Voilà donc le militarisme allemand tel qu'il apparaît aux yeux des Anglais mêmes.

Si quelques-uns des nôtres redoutaient autrefois le militarisme allemand pour la nation magyare, ils doivent reconnaître aujourd'hui que ce militarisme n'est pas le règne de la soldatesque, mais qu'il fera notre salut, si nous parvenons à nous imprégner de cet esprit qui inspire à l'individu le sentiment du devoir et rend une nation capable de s'organiser pour le travail. Car, dans des circonstances changées, nous ne pourrons remplir les tâches qui nous attendent à l'intérieur et soutenir la concurrence avec les autres nations que si nous sommes suffisamment armés, organisés à cet effet. Il est certain qu'après la guerre le peuple hongrois aura d'autres, et de plus grosses tâches à accomplir que jusqu'ici. Je ne crains point pour les Hongrois l'esprit du militarisme allemand et je ne crois pas que leurs belles qualités perdent de leur éclat par suite d'une organisation plus parfaite. Dans aucun des champs d'activité de notre vie nationale, ni l'esprit français avec la légèreté du peuple français, ni l'hypocrisie anglaise avec la paresse de l'Anglais, ni la duplicité russe avec la souplesse slave ne seront pour nous des guides aussi sûrs que l'esprit dont s'inspire le militarisme allemand.

En Allemagne, l'éducation militaire tend à former le jugement, afin qu'en cas de besoin, chaque soldat soit capable d'agir, sans attendre des ordres. De la sorte, elle forme aussi l'individu pour la vie et ses luttes. Le militarisme allemand réalise ce que Cicéron appelait déjà le maximum de l'accomplissement du devoir, c'est-à-dire la vertu qui consiste à mettre toutes ses forces au service de la communauté, à subordonner l'intérêt privé à celui de la patrie.

Cette guerre a fait voir que ce n'est pas le nombre des baïonnettes qui décide du sort des batailles, mais l'esprit dont les soldats sont animés : or, c'était chez les Allemands l'esprit militaire. Tout spectateur impartial a dû se rendre compte

que l'armée allemande n'est pas un troupeau partant pour la guerre sur un ordre de son prince, mais que c'est un peuple en armes, sachant qu'il combat pour ce qu'il y a de plus sacré au monde : patrie, liberté et famille.

Mais le militarisme allemand est de plus un gage de paix. Malgré son armée formidable, l'Allemagne n'a pas eu de guerre depuis 43 ans, tandis que, dans ce même espace de temps, ses adversaires d'aujourd'hui ont fait des guerres, et des guerres de conquête dans toutes les parties du monde. Le militarisme allemand est juste aussi vieux que l'empire d'Allemagne, et depuis qu'il existe il a laissé tout le monde tranquille, n'a attaqué personne, mais a maintenu la paix du monde pendant une longue série d'années. Quelque paradoxal que ce soit, l'institution militaire basée sur le service obligatoire et universel est plus propre à sauvegarder la paix que toute autre armée. Nous nous référons ici à des hommes très compétents, des Anglais, qui ont parfaitement reconnu, il y a des années, cette caractéristique du militarisme. Le général Hamilton, probablement celui qui a été destitué naguère du commandement de l'expédition des Dardanelles, disait dans un ouvrage paru en 1910 que le cabinet libéral anglais avait repoussé le projet d'introduire le service obligatoire et préférait s'en tenir à l'institution des armées de mercenaires, parce que c'est seulement avec ces armées-là, et non avec des armées nationales, qu'on peut entreprendre des guerres de conquête dans des pays lointains et faire une politique étrangère conforme aux traditions et aux visées impérialistes de la Grande-Bretagne. C'est qu'une armée de mercenaires et la flotte font seules la guerre ; pendant ce temps les autres classes de la population continuent tranquillement à travailler et payent. «Ainsi la foule ne prend pas trop la guerre au tragique.» Notons, à titre de curiosité, que c'est lord Haldane, le ministre de la guerre d'alors, qui a écrit la préface à cet ouvrage.

Hamilton et Haldane ont l'un et l'autre raison. On ne peut faire des guerres de conquête comme les Anglais qu'avec des troupes mercenaires et non avec une armée nationale. Pour des buts tels que l'Angleterre en poursuit, c'est-à-dire pour un profit purement matériel, on ne peut envoyer au feu que des stipendiés et non des armées nationales comprenant toutes les classes de la population. C'est que le service obliga-

toire et universel ne fournit pas des armées formées d'aventuriers qui servent pour de l'argent, regardent la guerre comme un métier et que n'anime point l'amour de la patrie, mais des armées composées de pères de famille qui ont chez eux des petits enfants, et de jeunes gens qui sont les soutiens de leurs vieux parents. Ces soldats-là sont prêts à tous les sacrifices pour la défense du sol natal.

C'est pourquoi une armée comme l'armée allemande et la nôtre n'est forte que lorsqu'il s'agit de lutter pour l'existence et l'honneur de la nation contre une attaque du dehors. On ne saurait employer une telle armée à faire des conquêtes ou à réaliser d'autres ambitions. C'est pour cette raison qu'un pareil militarisme est le plus sûr garant de la paix ; mais il y en a encore une autre : cette armée étant constituée de tous les éléments de la nation, les chefs et les hommes d'État ont, de ce fait, une si lourde responsabilité qu'il est impossible qu'un prince ou un ministre entreprennent une guerre sans les raisons les plus sérieuses.

Voilà ce qui fait la force du militarisme allemand, voilà pourquoi l'Angleterre et ses alliés le craignent tant, car c'est en nous appuyant sur ce militarisme que nous soutenons cette formidable lutte pour délivrer l'Europe du panslavisme et de l'hégémonie navale de l'Angleterre. Et c'est grâce au militarisme que cette grande guerre d'émancipation sera couronnée de succès.

MAURICE RÉVAI.

ON NE VAINCRA QU'EN BATTANT L'ARMÉE ENNEMIE

Dire que nous ne vaincrons qu'en battant l'armée, cela a un air de lapalissade, et cependant c'est une vérité méconnue, une vérité qu'ont voilée, pour les yeux peu clairvoyants, un optimisme officiel, des illusions officielles, si bien que cette lapalissade est devenue presque une nouveauté hardie.

En effet, à la tribune ou dans des proclamations, plus d'un de nos dirigeants a présenté l'affaiblissement économique de l'Allemagne comme une de nos plus sûres espérances et un de nos plus sûrs moyens de vaincre.

On y joint l'usure des hommes qui, lentement, mais sûrement, entraînerait l'Allemagne dans le désastre.

A entendre ces oracles officiels, il nous suffirait de « tenir » pour avoir, finalement, la victoire.

Je crois que cette illusion nous a causé, depuis la bataille de la Marne, beaucoup de dommages et que, si nous la gardions, elle nous perdrait.

Il suffit du minimum de clairvoyance, du minimum de bon sens pour sentir que si l'Allemagne est fatiguée économiquement, elle est loin d'être épuisée.

Combien de fois ne nous a-t-on pas dit que notre maîtrise des mers réduirait les empires centraux à la famine ! Or, Allemands et Autrichiens sont seulement réduits à ne plus trop manger, c'est-à-dire que ces boustifailleurs intempérants se trouvent forcés par la nécessité à suivre un excellent régime d'hygiène physique et morale.

Le change du mark baisse. Qu'à Genève il finisse par descendre de 95 à 50, à 30 même, si vous voulez : ce n'est pas cela qui arrêtera l'activité des usines d'Essen et qui fera tomber les armes des mains du kaiser.

L'usure en hommes ? Oui, elle est indéniable. Mais l'appoint turc, l'appoint bulgare corrigent en partie cette usure, au moins pour un temps. Et puis, si l'Allemagne n'a plus un réservoir d'hommes aussi bien garni, elle se fortifie chaque jour davantage en canons, en mitrailleuses, en munitions, en gaz asphyxiants, en avions.

C'est une illusion, et la plus dangereuse illusion, de croire que l'Allemagne va tomber à genoux et se déclarer vaincue, faute de nourriture, faute d'armes, faute d'hommes.

Mais je suppose que cette illusion soit ou devienne une vérité. Je suppose que le blocus hermétique, annoncé par l'Angleterre, produise tous les effets espérés. Je suppose que l'Allemagne soit vraiment réduite à la famine. Je suppose que, ne pouvant plus se procurer les éléments indispensables pour la fabrication d'aciers assez résistants, elle se sente impuissante à continuer la lutte. Je suppose, enfin, qu'affamée et démunie, elle se voie forcée de demander la paix.

Eh bien ! je dis que ce serait pour nous le pire péril, la certitude du pire désastre, dans un avenir peu éloigné.

Quelle paix, en effet, pourrions-nous imposer à une nation dont l'armée victorieuse est maîtresse de territoires russes, de territoires français, de presque toute la Belgique, de toute la Serbie, de tout le Monténégro ?

Nous ne pourrions lui imposer qu'une paix qui, peut-être, nous rendrait l'Alsace-Lorraine, libérerait la Belgique et la Serbie, rétablirait (sauf pour l'Alsace-Lorraine) le *statu quo ante bellum*, mais laisserait subsister, dans toute sa force et dans toute sa gloire, le militarisme prussien.

Oui, dans toute sa gloire ! Entendez-vous, d'avance, le kaiser s'écriant : « Nous n'avons pas été vaincus : personne n'a pu battre notre armée ; nul de nos ennemis n'a pu nous envahir. C'est la faim, c'est le blocus qui nous ont forcés à déposer les armes. L'honneur militaire étant sauf, notre prestige et notre avenir sont intacts aux yeux du monde ! »

Et le kaiser aurait raison. Sa puissance militaire n'étant pas brisée par nos armes, nous ne pourrions la briser par un traité. L'empire allemand prussianisé subsisterait tel quel, éternelle menace, éternel danger pour la paix du monde. La prolifique Allemagne réparerait vite ses pertes d'hommes, plus vite que la France. Nous, les Alliés, notre stérile vic-

toire négative nous diviserait et, à bref délai, l'Allemagne, unie, tomberait sur les Alliés, désunis — pour les écraser, cette fois, et définitivement.

Conclusion : nous ne pouvons remporter la vraie victoire, la victoire d'où sorte une paix solide, une paix fondée sur la destruction du militarisme prussien et sur l'équilibre de l'Europe, qu'en battant l'armée allemande, qu'en la brisant, qu'en détruisant sa force et son prestige.

Cette vraie victoire, cette victoire militaire, le nombre et l'héroïsme de nos soldats nous l'assurent, si nous nous procurons les mitrailleuses, les avions, les gaz asphyxiants nécessaires, et surtout si, dans de plus fortes conditions d'unité et de méthode, un grand et génial effort de talent, d'énergie, de volonté utilise ces admirables soldats et ces excellents moyens.

CHARLES HUMBERT.

(Le Journal.)

LA VIE DES RÉFUGIÉS EN RUSSIE

Le plus grand phénomène de l'automne dernier est le grand mouvement vers l'est des populations de la Russie occidentale — Lithuaniens, Ukrainiens, Juifs. Plusieurs milliers ont été forcés de fuir leur pays et toutes les routes du nord, du sud et de l'est sont couvertes, chaque jour, d'une foule de gens, d'une procession incessante de vieillards, de femmes et d'enfants avec leurs chariots, leurs chevaux et leur bétail.

Toute la Russie occidentale est sur la route et l'on remarque les costumes distincts d'une douzaine de provinces, les différentes formes de la veste en peau de mouton avec ses manches brodées, des robes de cotonne brodées des femmes et leurs coiffures variées. Les riches, les citadins sont partis depuis longtemps par chemin de fer pour gagner les centres les plus confortables de la Russie centrale et occidentale. Ils étaient nombreux au grand terminus de Moscou l'été dernier, mais à présent ils ont été répartis çà et là. Mais les pauvres sont sur la route et offrent un tableau historique, quoique pathétique ; en tête marchent les plus forts, les mieux nourris et les moins pauvres et derrière eux se traînent le long cortège des moins en moins vigoureux, ceux qui sont brisés de fatigue, les faibles, les solitaires désolés.

Le long des grandes routes on a établi des postes de secours — « pitatelny punkti » — où des vivres sont distribués gratuitement — du pain, du thé chaud, du lard, du sel, où l'assistance médicale est donnée, des ordres de police reçus quant à la direction à faire prendre aux réfugiés et un abri procuré à quelques-uns. La police dirige le courant des réfugiés sur les routes et donne à chaque famille un papier avec une allocation écrite. Il y a des difficultés sans nombre à se procurer des vivres, ou à soigner les cas de dysenterie et de fièvre typhoïde. La misère est effrayante : au moment de quit-

ter Pétrograd, j'entendis Parishkeyevitch raconter ses impressions de route. Il avait voyagé dans sa voiture de secours à travers la campagne, croisé des cortèges de chariots, entendu les cris de détresse d'enfants perdus ou apeurés dans les forêts, donné l'aide qui était en son pouvoir, et distribué toutes les provisions et les médicaments qu'il avait emportés. Son histoire faisait venir les larmes aux yeux. Un autre Russe qui avait voyagé longtemps sur les routes pour secourir les malheureux réfugiés décrit les rues de Roslavl, la première grande ville russe atteinte par les réfugiés polonais et ukrainiens venant des provinces ruinées de l'ouest.

« Le long de la rue principale de Roslavl, depuis le lever du jour jusqu'à la tombée de la nuit, sans interruption, sans cesse, défilent deux processions, en sens inverse.

« D'un côté de la rue, une file interminable de chariots gris, l'un derrière l'autre — passent se rendant dans cette direction où nous vîmes hier d'innombrables feux de bivouac.

« De l'autre côté, venant de cet endroit, des réfugiés arrivent à cheval, quelques-uns à califourchon, d'autres sur des selles de femmes, sur des petits chevaux épuisés. Ils se rendent au marché de la ville.

« Entre les deux cortèges, s'étend la longue allée vide de la rue.

« Une seule parole n'est prononcée ni d'un côté ni de l'autre.

« On dirait des cortèges funèbres allant dans une direction opposée, qui se croisent en chemin. Ils ne font aucune attention l'un à l'autre, tout comme s'ils ne se voyaient pas.

« Est-ce que ceux qui se rendent à la ville vont chercher des vivres ? Ou bien s'enquérir si de nouveaux ordres ont été donnés en ce qui concerne leur point de destination ? Non, non, ils ramènent des cercueils à la ville. La plupart des cercueils d'enfants.

« Un paysan porte un cercueil sur ses épaules. Silencieusement, derrière lui, sans larmes, sa femme, et accrochés à ses jupes, des enfants grelottants, pieds nus qui eux-mêmes ne laissent échapper ni pleurs, ni cris.

« Voyez, là un cercueil d'où s'échappent les plis d'une large robe de coton. C'est une jeune fille qui vient de mourir.

« Quatre de ses compagnes portent la bière. Elles retournent à la ville afin que le corps puisse être enseveli conformément au rite et à l'endroit convenable. »

Un cortége funèbre.

« La petite procession passe, simple, belle, mélancolique, mais personne ne s'arrête pour la contempler ou même ne détourne la tête, aucun de ceux qui croisent le funèbre cortège ne fait le signe de la croix, ne soulève son chapeau ou ne prête quelque attention, on dirait que les gens ont cessé de voir avec leurs yeux.

« Et là s'étendent le long des trottoirs, sur le bord des routes, sans interruption, les deux processions, allant toujours à la rencontre l'une de l'autre et se croisant.

« Des chariots gris, des chariots et des chariots. Des chevaux, des chevaux et des chevaux, des fugitifs errant comme des ombres. Des chevaux, des cercueils d'enfants et de nouveau des chevaux et des chevaux. La tête est prise de vertige à regarder ce mouvement sans fin. La respiration devient difficile en raison de ce qui défile devant les yeux. »

Il y a des masses de gens qui ont vendu leurs chevaux et vont à pied maintenant. Et parmi eux, on voit des femmes qui portent des images pieuses, des femmes qui portent lentement, patiemment, sans se lasser, de grands portraits encadrés de la vierge et de l'enfant Jésus. Sur les tombes qui bordent la route sont placés de petites images de la Vierge, des icônes orthodoxes, des images de catholiques romains. Il y a des endroits de la route où les croix ont poussé comme une moisson, des cimetières improvisés pour les vieillards et les derniers nés.

Des familles s'arrêtent épuisées de fatigue, des caravanes entières de fugitifs font halte et campent dans les bois et allument des feux et passent des jours, des semaines, manquant de volonté pour aller plus loin. Et ils se nourrissent dans la forêt animée, comme des chenilles, coupant tous les arbres et piétinant le gazon au point de le réduire en poussière. Les traces noires de leurs feux de bivouac s'accroissent de plus en plus et plus vaste devient le cercle de la misère et de la destruction qui vont en troupes.

Ou bien ils se répandent comme un troupeau dans la riche contrée qui n'a pas encore été menacée par l'ennemi et ils foulent aux pieds la récolte d'autres paysans ou arrachent les pommes de terre, ils arrachent des acres entières de pommes de terre. Et le frère paysan de l'endroit ne se plaint pas. Les autres malheureux doivent vivre tant bien que mal.

Les vaches s'enfuient et se perdent, ou sont vendues pour rien ; les chevaux sont vendus aussi. Les femmes vendent leurs précieux costumes de gala ornés de superbes broderies éclatantes. Tout est perdu. La triste et extraordinaire vague des réfugiés avance toujours, toujours vers l'est patiemment, bien que tout soit perdu ; des jeunes filles dans tout l'éclat de leur première fraîcheur, leurs souples membres raidis, des vieillards rhumatisants à la barbe grise se traînant mécaniquement ; des enfants exténués, lambinant par derrière ou portés dans les bras.

Le même Russe décrit une scène des plus affreuses : une grande plaine couverte de chariots abandonnés, les chariots laissés en arrière par ceux qui avaient dû vendre leurs chevaux. « Je pensais au défunt V. V. Verestschagine, dit-il, qui seul avec ses tonalités grises aurait pu rendre la sombre horreur de cette vie, lui seul aurait pu évoquer sur la toile cette scène affreuse avec toutes ses horreurs.

« Sur une vaste surface, toute la plaine était couverte de chariots abandonnés et cassés. Les parties en fer avaient été détachées et emportées, des roues ainsi que des bâches gisaient çà et là.

« Combien y en avait-il ? — Des dizaines de mille.

« Toute la plaine était grise de chariots, de roues, de timons. Après avoir vendu leurs chevaux pour se procurer de l'argent, les réfugiés avaient abandonné leurs chariots en cet endroit, emportant seulement les pièces de fer qu'ils pouvaient démonter.

« Parmi ce sombre désert de ruines, erraient des fugitifs. C'étaient des gens qui avaient conservé leurs chevaux et qui continuaient leur route dans leurs propres chariots. Ils cherchaient quelques morceaux de harnais, des timons ou des roues qui puissent leur être d'un meilleur usage que les leurs. Ils construisaient des chariots entiers en rassemblant les parties séparées les plus variées. Des chevaux récemment marqués, erraient çà et là ; des chevaux récemment achetés aux réfugiés par des sociétés de secours ou des entrepreneurs et l'on pouvait croire que par flair ou par instinct, ils cherchaient les chariots auxquels ils avaient été attelés auparavant. Ils erraient et trébuchaient — comme des ombres. — Ils pouvaient difficilement tenir sur pied, ils tombaient. »

(*Land and Water*, London.)

RÉPONSE DE LA „REVUE DE HONGRIE“ AU „TEMPS“

Dans son numéro du 26 janvier 1916, *Le Temps* publie, sous le titre *Leurs procédés*, l'article suivant :

« La propagande austro-allemande se fait ondoyante et diverse. Nos ennemis savent pertinemment que celle qu'ils font ouvertement, en défendant leur mauvaise cause par des arguments trop connus qui n'excusent aucune perfidie et ne justifient aucun crime, demeure sans effets sur les neutres dont il s'agit de travailler l'opinion. On a tant et tant abusé du mensonge et de la calomnie que les thèses germaniques apparaissent comme suspectes par leur origine même, et que pour retenir désormais l'attention sur elles, on est obligé de les présenter sous un aspect capable de donner le change à ceux qui n'y regardent pas d'assez près. C'est par des journaux et des périodiques rédigés en langue française que l'ennemi cherche souvent à atteindre l'opinion qu'il sait d'avance devoir lui échapper autrement. Les Teutons ont du moins appris une chose depuis le début de la guerre, c'est que même dans les pays neutres où la cause générale des alliés est âprement discutée, on éprouve de vives sympathies pour la France, parce que le rayonnement de notre influence intellectuelle et morale y imprégna de longue date les esprits. Aussi, la propagande indirecte des Germains affecte-t-elle parfois, selon les dispositions des milieux qu'il s'agit de gagner, de ménager les sympathies françaises. Elle essaye alors volontiers de séparer la cause de la France de celle de l'Angleterre et de la Russie, comme si la cause du droit et de la liberté n'était pas une et indivisible pour toutes les nations qui combattent les empires de proie.

Cette propagande spéciale, essentiellement perfide, de

l'ennemi se développe actuellement en Hollande. On nous signale que depuis quelque temps, on répand aux Pays-Bas la *Revue de Hongrie* qui, rédigée en langue française, se prête sous ce rapport aux plus misérables besognes. Un récent article de cette publication constate que «personne ne prend les Français pour des bandits», mais que l'attitude de la France excite plutôt «des sentiments de commisération chez les spectateurs désintéressés», parce que notre pays «consume avec un zèle aveugle ses forces au service de l'ambition insatiable de l'Angleterre et de la Russie». On voit tout de suite la manœuvre, lourde et mesquine, dont aucun esprit impartial ne saurait être dupe. Les neutres qu'on veut convaincre demeurent sceptiques, et la *Gazette de Hollande,* par exemple, constate l'impression pénible que produit le fait de mésuser de la langue de l'adversaire pour des tâches que par euphémisme elle se contente de qualifier d'équivoques.

Notre confrère de la Haye est bien bon de s'indigner. Il y a longtemps que nous sommes fixés sur les procédés de l'adversaire, et des manœuvres de ce genre ne sauraient plus nous émouvoir. C'est un très vieux thème au surplus, que celui qui consiste à vouloir démontrer que la France se sacrifie aux ambitions de l'Angleterre et de la Russie. Nul mieux que le peuple français n'a conscience que ce thème est faux et qu'on ne s'acharne à le développer que dans l'espoir d'éveiller d'impossibles défiances entre les alliés. L'Austro-Allemagne fait la guerre à la civilisation, au principe de la liberté de l'Europe, au droit des peuples. La haine profonde et tenace que les Germains témoignent depuis si longtemps à l'égard de la nation française vient précisément de ce qu'ils savent que la France, puissance de progrès, de libéralisme et de saine démocratie, constitue un obstacle infranchissable à la réalisation de leur rêve de domination universelle. En défendant notre indépendance morale, politique et économique, c'est le droit pour tous les peuples d'être eux-mêmes que nous défendons avec tous nos alliés. Quant à la pitié et à la commisération qu'affecte la propagande ennemie pour la «pauvre France qui s'épuise dans une lutte impossible», elles font sourire en présence de l'admirable effort national dans tous les domaines par lequel s'atteste l'action du peuple français depuis le premier jour de la campagne.

Nul ne s'y trompe chez nous ; nul ne s'y trompe chez les neutres ; nul ne peut s'y tromper chez l'ennemi. Et c'est parce que la propagande austro-allemande en est réduite à recourir maintenant à de si médiocres expédients qu'on se rend compte des effets de l'usure morale autant que militaire des Germains. Leur haine de la France et de l'Europe entière, farouchement proclamée au début de la guerre, avait une autre allure d'audace et de force que ces tentatives hypocrites pour diviser les alliés et ces précautions pour ne pas froisser trop brutalement les sympathies traditionnelles que nous possédons chez les neutres. Là encore, il y a un signe des temps qu'on ne peut négliger dans l'appréciation de la situation de fait à l'heure présente. »

Le porte-voix de MM. Poincaré et Isvolsky reproche à la *Revue de Hongrie* de faire une propagande « austro-allemande » et de chercher, par là, à atteindre l'opinion des pays neutres. Quelque démesuré que soit son droit de faire usage de l'ignorance, le quotidien parisien devrait cependant savoir que la *Revue de Hongrie* est une revue *hongroise* qui existe *depuis neuf années ;* qu'elle a pour mission de juger les événements de la guerre d'un point de vue *hongrois* et qu'elle est née de cette sympathie traditionnelle qu'on éprouvait en Hongrie pour la France et la civilisation française. Fidèle à cette sympathie, notre revue a publié sur les Français — et cela pendant la guerre même — des articles d'une objectivité bienveillante qui serait impossible dans les États de nos ennemis.(1) Nous ne nous flattons pas de dire une chose désagréable au *Temps* en constatant que la sympathie des Hongrois à l'égard de la France, si elle subsiste encore, est en train de disparaître. Qu'est-ce que peut compter la sympathie ou l'antipathie d'un petit pays comme le nôtre à un peuple allié aux Russes, aux Anglais, aux Italiens, aux Serbes, pour ne pas mentionner ses alliés d'outre-mer ! . . . Toutefois, nous trouvons un peu étrange qu'un journal français qui parle du « rayonnement de l'influence intellectuelle et morale de la France », nous fasse un grief de « mésuser de la langue de l'adversaire » pour combattre les Alliés. Précisément par ce

(1) Voir entre autres *La France et la Hongrie*, (n° du 1 décembre 1915), *Les prophéties de Renan* (n° du 15 janvier 1916), *Les Trublions* (n° du 15 février 1916) de M. Jules de Végh.

que la langue française est internationale, nous avons le droit de nous en servir comme bon nous semble, c'est-à-dire dans l'intérêt de notre pays, comme le font, du reste, beaucoup de périodiques italiens, roumains, bulgares, grecs, turcs et hollandais, y compris cette *Gazette de Hollande* qui, selon le *Temps*, «est bien bonne de s'indigner» de notre «procédé».

C'est à propos d'un article de M. de Berzeviczy : *Pro nihilo* que le *Temps* déverse sa bile sur la *Revue de Hongrie ;* l'article en question a aussi souverainement déplu à *La Gazette de Hollande* qui le qualifie de ce qu'il y a «de plus perfidement hostile, de plus hypocritement tendantiel». Constatons tout d'abord une «erreur» des quotidiens ententistes. Ils reprochent à l'auteur de l'article de dire «généreusement» que «personne ne prend les Français pour des bandits». Or, en vérité, celui-ci n'a fait que répliquer à une assertion similaire du président du Conseil français. Voici le texte en question dans son vrai sens : «M. Briand, en prenant possession du fauteuil de président du Conseil, a nié avec indignation que le peuple français veuille spolier qui que ce soit. Cette protestation était bien superflue, personne ne prenant les Français pour des bandits.»

Pour ce qui est de la thèse «germanique» développée dans et article, à savoir que la France «s'est laissée atteler par sa vanité et sa haine de l'Allemagne au char de ses alliés et, perdant de vue ses intérêts propres, elle consume avec un zèle aveugle ses forces au service de l'ambition insatiable de l'Angleterre et de la Russie» : nous trouvons compréhensible que cette façon d'envisager les choses ne plaise pas au *Temps* dont les relations avec l'étranger et surtout avec l'empire moscovite ont toujours été si intimes. Mais les réflexions que l'article en question de la *Revue de Hongrie* suggère au quotidien parisien ne s'arrêtent pas là. «L'Austro-Allemagne fait la guerre à la civilisation, au principe de la liberté, au droit des peuples, etc.» (Ne veut-elle pas aussi entraver la liberté du mouvement des astres?) Ici nous touchons déjà à l'impudence mégalomane propre à la rhétorique ententiste. De quel droit le *Temps* ose-t-il dire que nous faisons la guerre à la civilisation ? A force de la crier à tout propos et même hors de propos, les «Alliés» ont fini par croire comme à un dogme intangible à cette phrase mensongère qu'eux seuls

représentaient les principes sacrés de l'humanité, mais de quel droit, demandons-nous encore ?

C'est dans leur fatuité qui n'a pas de bornes qu'ils se sont décerné le titre pompeux de défenseurs de la civilisation, du droit, de la liberté et — de la « sainteté » des traités. Comme vous le savez, la « neutralité » belge devait être sainte, parce qu'elle faisait très bien l'affaire desdits champions désintéressés ; la neutralité grecque, en revanche, n'est pas sainte, car les Hellènes semblent l'interpréter d'une façon incompatible avec les intérêts de ceux qui se sont constitués eux-mêmes défenseurs de tout ce qui est noble ici-bas . . . Mais même en laissant hors de compte la question des neutralités, quel front faut-il avoir pour parler du droit et de l'inviolabilité des engagements internationaux, lorsqu'on a poussé au parjure l'Italie, liée aux puissances du Centre par un traité de trente-trois ans ! Le fait seul que nos ex-alliés se sont rangés du côté de l'Entente, suffit pour déshonorer la cause de la Quadruplice.

Mais *Le Temps* ne se contente pas de représenter la France, la Russie, l'Angleterre et le Japon comme luttant pour la cause du droit et de la liberté qui est « une et indivisible pour toutes les nations » ; il nous flétrit encore du nom « d'empires de proie ». Avec une obstination maladive, la presse ententiste nous attribue toujours hypocritement des projets de conquête. Comme si l'organe de M. Isvolsky ignorait que c'était la France qui avait gorgé de milliards son spadassin, le colosse russe pour démembrer l'Autriche-Hongrie, tandis qu'elle se jetterait sur l'Allemagne pour lui reprendre l'Alsace-Lorraine ! Le quotidien franco-russe dit encore une grosse contre-vérité lorsqu'il délire d'« une haine profonde et tenace des Germains à l'égard de la nation française ». D'abord, nous autres Hongrois, nous ne connaissons pas ce sentiment ; mais aucun de nos alliés ne serait jamais capable de s'abaisser à des actes comme ceux des assassins du *Baralong* et du *King Stephen* : c'est aux défenseurs de la « civilisation » que pareils crimes de lèse-humanité étaient réservés. Les Allemands mêmes témoignaient des sentiments chevaleresques aux Français — et cela encore au commencement de la guerre — tandis que ceux-ci, témoin l'historien anglais Carlyle, se « comportaient toujours en voisins haineux et agressifs de l'Allemagne ».

Ce sentiment de haine profonde provient sans doute de l'impuissance de l'assouvir par une lutte loyale. Dans la guerre actuelle, la grande faute de l'Allemagne et de ses alliées est de n'avoir pas consenti à se laisser écraser par les ententistes qui ont dépensé une énergie admirable en vue de construire des plans ingénieux pour les abattre.

Devons-nous nous arrêter encore au radotage inepte du *Temps* qui nous accuse de viser à «la domination universelle»? Cela ne vaut vraiment pas la peine. Parce que l'auteur de l'article en question trouvait — et en cela il n'exprimait que l'opinion de millions d'amis de la France — que ce pays «s'épuisait dans une lutte impossible», l'organe des préparateurs franco-russes de la guerre y voyait «un effet de l'usure morale et militaire des Germains»; parce que nos hommes d'État parlaient de leur désir de conclure «une paix honorable», la presse ententiste, avec *Le Temps* en tête, y voyait un signe de défaillance et criait haut que les Alliés étaient intraitables et qu'il ne feraient la paix qu'après «la défaite totale de l'ennemi, etc. Tout en nous amusant de ces forfanteries hystériques, nous ne pouvions cependant ne pas nous demander: comment se fait-il qu'on nous attribue une haine féroce et qu'on nous accuse d'aspirer à la conquête du monde, bien que ce soient toujours les agneaux ententistes qui parlent de l'extermination, de l'annihilation et de l'écrasement de leurs adversaires?

Comme nous ne voulons pas avoir l'air de dissuader *Le Temps* «d'aller jusqu'au bout», nous nous abstiendrons de répondre à cette question. Qu'il persiste dans son fol entêtement à proclamer la guerre perpétuelle: il nous y trouvera préparés. Si donc nous sommes d'avis qu'en prolongeant la lutte indéfiniment, le peuple français commet un suicide, nous ne voulons par là nullement empêcher le quotidien parisien et ses adeptes de détruire l'Austro-Allemagne. Mais dès à présent nous nous permettons de déclarer que si les «Alliés» luttent pour le droit, nous voulons vivre dans l'iniquité; si c'est la liberté qu'ils défendent, nous préférons être des esclaves et si ce sont eux qui représentent la civilisation, nous voulons rester des barbares.

LA RÉDACTION DE LA «REVUE DE HONGRIE».

CHRONIQUE DE LA GUERRE

29 février 1916.

En réalité, nous devrions diviser notre chronique guerrière en deux parties: la première serait consacrée à ce que *disent* nos adversaires, ou plutôt à la rhétorque; la seconde à ce que *font* les puissances centrales et leurs alliées, c'est-à-dire aux événements survenus sur les champs de bataille. Car, même en se plaçant à un point de vue tout à fait ententiste, on ne saurait nier qu'aux discours ronflants des Alliés, nous opposons des faits d'une importance plus ou moins décisive sur l'issue de la guerre générale.

Mais ne soyons pas injustes: pendant la quinzaine écoulée, la Russie a remporté un succès considérable en prenant Erzeroum, chef-lieu du vilayet du même nom de l'Arménie turque. Ces pauvres Russes qui, depuis des mois déjà, ont dépensé tant d'efforts stériles en vue d'obtenir une «victoire» quelconque sur les différents fronts, ont enfin réussi à s'emparer d'une place forte, quoique celle-ci soit peu moderne. Il va sans dire qu'ils ont cherché à exagérer l'importance de la prise d'Erzeroum qu'ils doivent surtout à leur situation stratégique très avantageuse: en effet, les Russes disposant de plusieurs voies ferrées, sont à même de transporter facilement des troupes sur le front du Caucase, tandis que les Turcs ont été empêchés surtout par les intrigues des Anglo-Russes de construire un chemin de fer leur permettant d'amener des renforts vers la frontière du Caucase. C'est un fait caractéristique que la station la plus proche en terre turque, Angora, se trouve à mille kilomètres d'Erzeroum; il est donc à prévoir que la «victoire» russe n'aura pas une répercussion sur la situation militaire en Mésopotamie ou ailleurs.

Mais revenons aux discours. Le ministre russe des Affaires étrangères a déclaré à l'ouverture de la Douma que la guerre est un crime envers l'humanité, (c'est la seule chose en quoi il ait raison), mais que les Alliés qui mènent «une guerre défensive» (!) étaient néanmoins décidés à la pousser «jusqu'au bout» et jusqu'à l'«anéantissement du militarisme prussien» ; comme vous savez, cette vieille scie constitue une partie intégrale de toute oraison quadrupliciste. Le discours de M. Sazonoff est, du reste, un médiocre assemblage de lieux communs ententistes qui ne méritent pas qu'on les discute, par ce qu'ils sont le contraire de la vérité . . . Dans un roman de Tourguénev, un personnage demande : comment se fait-il que tout Russe, à commencer par le plus haut placé jusqu'au plus humble, soit un menteur ? . . . L'illustre poète, en jugeant le caractère de ses compatriotes, a vu juste : le ministre actuel des Affaires étrangères ne lui infligera certainement pas un démenti ; en tout cas, si l'Histoire est appelée à donner un surnom à M. Sazonoff, ce ne sera point celui de «véridique».

Le discours de M. Asquith est également caractéristique de la mentalité ententiste. Mais tandis que la note qui domine dans les développements solennels de M. Sazonoff est plutôt élégiaque, le premier-ministre anglais a laissé éclater une colère peu compatible avec la dignité d'un chef de gouvernement et d'un gentleman anglais. Sur une interpellation du député Snowden qui s'est informé des conditions éventuelles d'une paix anglaise, M. Asquith a réitéré ses imprécations furieuses contre l'Allemagne en déclarant que l'Angleterre ne déposera pas les armes avant que «le militarisme prussien ne soit anéanti», etc. Vous connaissez le reste. Comme les maniaques se débattant sous l'empire d'une idée fixe, les hommes d'État britanniques déraisonnent toujours lorsqu'ils parlent de leurs adversaires et du but de la guerre. Ne discutons pas avec ces mégalomanes criminels qui abusent de la confiance aveugle de leurs peuples : le temps approche où l'impitoyable réalité apparaîtra aux yeux de tout le monde et alors même nos ennemis se rendront compte qu'ils ont été les dupes de meneurs dont la bêtise n'a d'égale que leur manque de conscience et leur arrogance ridicule.

Tandis que les «Alliés» s'efforcent de nous étourdir ainsi par leur verbiage inepte et de tromper en même temps l'opinion publique de leurs pays, — nous et nos alliés nous nous contentons d'agir.(1) Sans tenir compte de cette espèce de «futurisme» ententiste qui consiste à s'enorgueillir d'avance de ce qu'on *fera:* nous poursuivons nos opérations millitaires en dépit des «décisions importantes» que «vont prendre» les «grands» conseils de guerre, les parlements «internationaux» et les États-majors «réunis» des Alliés unifiés . . .

Ainsi notre offensive en Albanie continue victorieusement: Durazzo, capitale du pays, vient d'être occupée par nos troupes le 27 de ce mois; les Italiens se sont retirés, après avoir subi des pertes sanglantes, vers Valona, le seul point important de l'Albanie qu'ils tiennent encore et qu'ils sont décidés — comme ils le prétendent — à défendre «jusqu'au bout». Nous savons déjà ce que cela veut dire dans la langue ententiste: il se peut que ce soit quelques jours, voire même quelques semaines: en tout cas, cela ne dépendra point de la «décision» des Italiens.

L'événement le plus important de la quinzaine est l'offensive allemande dans la région de Verdun, contre le centre de l'armée française. L'attaque allemande a été la plus irrésistible qu'ait eu à enregistrer l'histoire de cette grande guerre et elle eut un succès retentissant. Le nombre des prisonniers français s'élevait jusqu'au 27 du mois à 15.000, sans compter le matériel de guerre capturé qui était immense. Il paraît que le front français a été ébranlé et brisé sur la route Metz—Paris, et cette grande victoire allemande aura peut-être des conséquences incalculables.

(1) Quelques Français, qui ont encore conservé leur bon sens — tel M. Bérenger, le rédacteur en chef de l'*Action* — ont beau avertir leurs compatriotes: «Il ne faut pas s'imaginer que les nouvelles conférences pourraient amener une modification de la situation militaire. Dans cette lutte à outrance, la victoire n'appartient pas à celui qui hurle le mieux, mais à celui qui agit le mieux» — leur voix se perd dans le désert.

HISTORICUS.

Le Directeur-Gérant,
GUILLAUME HUSZÁR.

Assemblée générale de la Première Union de Caisse d'Épargne Nationale de Pest.

La **Première Union de Caisse d'Épargne Nationale de Pest** a tenu, le 26 février, sa XXXVI^ième assemblée générale ordinaire sous la présidence de **Joseph de Hajós**; le procès verbal a été dressé par **Étienne de Payr,** vice-directeur de l'établissement. Le bénéfice net de exercice de 1915 s'est élevé à **Cour. 10,252.161** et **61 fillérs,** déduction faite des prélèvements réguliers; le dividende a éte fixé à **Couronnes 700** par action. La séance clôturée, l'assemblée générale a adressé un vote de remerciements à **Jules Walder,** directeur-général et à tout le personnel de l'administration.

Assurance Hongroise de Rentes Viagères sous forme d'association

Budapest, VI, Andrássy-ut 8 (propriété de l'établissement).

Président de l'Association le comte Aladár Széchenyi. **Vice-Président:** le comte Thomas Erdődy. **Direction:** Président: baron Joseph Rudnyánszky, MM. Tiburce Dénes, Nicolas Forrai, Dr Sigismond Lévay.

L'établissement étant organisé comme une association, les 70% du bénéfice total sont partagés entre les assurés au prorata des primes versées.

L'établissement s'occupe de tous les genres d'assurances sur la vie aux meilleures conditions et à bon compte. Sont particulièrement recommandées les assurances à vie au profit des familles, les assurances mutuelles des conjoints, les assurances mixtes en cas de décès, combinées avec celles à terme fixe, les assurances de trousseaux pour filles, combinées aussi avec des annuités d'éducation.

POUR TOUTES SORTES DE RENSEIGNEMENTS S'ADRESSER A LA DIRECTION.

MERCUR
SOCIÉTÉ ANONYME DE BANQUE

Budapest, V, Fürdő-utca 3.
Capital social: 10,000.000 Couronnes.

Téléphone: 32—72, 42—74, 176—72, 162—70, 176—71, 176—73.

Dépôts d'argent sur livrets et comptes de chèques. — Lettres de crédit et mandats sur tous les marchés. — Renseignements et procédure gratuits en matière de cautions militaires, matrimoniales. — Escompte et encaissement de Lettres de change. — Comptes-courants. — Comptes de chèques. — Comptes de virements.

Répond à toutes les demandes de renseignements touchant les opérations de banque.

CHEMINS DE FER DE L'ETAT HONGROIS.

Budapest—Vienne—Zurich—Genève

200	*d.* **Budapest** Ouest..... *a.*	—	
620	*a.* Vienne (Marchegg) *d.*	—	
205	*d.* **Budapest** Est. ..... *a.*	140	
640	*a.* Vienne Ostb.(Bruck) *d.*	910	
750	*d.* **Vienne** Westb. ..... *a.*	720	
710	*a.* Innsbruck ..... *d.*	730	
1152	*a.* **Buchs** ..... *d.*	221	
1215	*d.* **Buchs** ..... *a.*	151	
223	*a.* **Zurich** ..... *d.*	1152	
310	*d.* **Zurich** ..... *a.*	802	
753	*d.* Lausanne..... *a.*	210	
900	*a.* Genève ..... *d.*	100	

Budapest—Sofia—Constantinople

* Falkanexpress dép. merc., samedi	1155*	*d.* **Budapest** Ouest ... *a.*	* Balkanexpress dép mardi, samedi	610
	617	*d.* Zimony ..... *d.*		1050
	937	*a.* **Sofia** ..... *d.*		835
	1015	*d.* **Sofia** ..... *a.*		805
	1020	*d.* Kuleliburgaz ..... *d.*		848
	700	*a.* **Constantinople** ...		1205 *

Budapest—Cologne—Bruxelles

930	*d.* **Budapest** Ouest..... *a.*	710
550	*a.* Vienne Ostb. (Marchegg) *d.*	1125
720	*d.* **Vienne** Westbahn... *a.*	1005
1258	*a.* Passau ..... *d.*	455
115	*d.* Passau ..... *a.*	430
450	*a.* Nurnberg..... *d.*	1255
923	*a.* **Francfort** ..... *d.*	805
509	*a.* **Cologne** ..... *d.*	1148
750	*d.* **Cologne** ..... *a.*	1101
140	*a.* **Bruxelles**..... *d.*	457

Budapest—Vienne—Munich

205		*d.* **Budapest** Est. ..... *d.*	—	140
640		*a.* Vienne Ostb.(Bruck) *d.*	—	910
200	930	*d.* **Budapest** Ouest. ... *a.*	710	—
620	550	*a.* Vienne (Marchegg) *d.*	1125	—
1025	720	*d.* **Vienne** Westb. ..... *a.*	1005	610
640	137	*a.* **Salzbourg** ..... *d.*	437	943
703	200	*d.* **Salzbourg** ..... *a.*	415	910
1015	500	*a.* **Munich**..... *d.*	127	600
1225	520	*d.* **Munich**..... *a.*	117	547
758	1245	*a.* Strasbourg ..... *d.*	539	940

Budapest—Fiume

710	1025	*d.* **Budapest**..... *a.*	645	905
228	850	*d.* Zágráb ..... *d.*	831	209
730	405	*a.* **Fiume** ..... *d.*	1255	810

Budapest—Predeal—Bucarest

210	935	*d.* **Budapest**	125	735
633	329	*a.* Predeal	842	1220
811	529	*d.* Predeal	900*	1209
1155	920	*a.* **Bucarest**	505	750

Budapest—Varsovie

705	*d.* **Budapest**..... *a.*	620	
505	*d.* Oderberg ..... *d.*	1013	
1000	*d.* Trzebinia..... *d.*	730	
1120	*a.* Zabkowice ..... *d.*	555	
1131	*d.* Zabkowice ..... *a.*	544	
612	*a.* **Varsovie** ..... *d.*	1100	

Budapest—Oderberg—Berlin

*Balkanzug dép. lundi et jeudi	650*	650	*d.* **Budapest** Ouest..... *a.*	940	1130	*Balkanzug dép. merc. et samedi
	1258	1241	*d.* Zsolna..... *d.*	351	552	
	253	325	*d.* Oderberg ..... *d.*	110	340	
	521	612	*d.* Breslau ..... *d.*	955	1251	
	953	1108	*a.* **Berlin** Friedr. Str. *d.*	426	815*	

erlin—Amsterdam—La Haye

930	807	*d.* **Berlin** Friedr. Str. *a.*	735	557	Express
1020	829	*a.* **Amsterdam**..... *d.*	804	138	
1106	917	*a.* **La Haye** ..... *d.*	706	1248	

Berlin—Copenhague

820	*d.* **Berlin** Stett. Bhf.... *a.*	929	Express
719	*a.* **Copenhague** ..... *d.*	1020	
	via Warnemünde-Gjedser		

Berlin—Stockholm—Christiania

830	*d.* **Berlin** Stett. Bhf.... *a.*	725
849	*a.* **Stockholm** ..... *d.*	830
	via Sassnitz-Trälleborg.	
830	*d.* **Berlin**..... *a.*	725
1200	*a.* **Christiania**..... *d.*	545
	via Sassnitz-Trälleborg.	

Budapest, Imprimerie de la Société anonyme Athenaeum.

30148

N° 38 de la série entièrement consacrée à la guerre.

IX^e ANNÉE. — TOME XVII. 15 MARS 1916

REVUE DE HONGRIE

Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE:

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président; MM. le C^te ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÖTHY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, C^te ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, C^te MARC WICKENBURG, JULES de WLASSICS, C^te JEAN ZICHY

GUILLAUME HUSZÁR, Directeur-Gérant.

Mente hungarica,
Verbo gallico.

SOMMAIRE

I. — LE SERVICE SANITAIRE PENDANT LA GUERRE, par **M. Émile de Grósz**, Professeur à la Faculté de Médecine de l'Université r. h. de Budapest 1

II. — QUI A VOULU LA GUERRE? — *Quelques documents à l'adresse de M. Sazonoff* 7

III. — LES NEUTRES HÉSITENT! par **M. le général Humbel** 28

IV. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par **Historicus** ... 30

BUDAPEST,
I., TIGRIS-UTCA 6.

(En vente chez tous les libraires.)

VIENNE, GEROLD & CIE. — **BERLIN** (SW 48), BERNHARD STAAR. — **LEIPSIC**, GUSTAV FOCK.
MUNICH, SUCC. ULRICH PUTZE. — **BERNE**, A. FRANCKE. — **GENÈVE**, PH. DÜRR
BÂLE, WEPF, SCHWABE ET CIE. — **LAUSANNE**, JEAN BIEDERMANN. — **ZURICH**, C. M. EBELL.
MADRID, FERNANDO FÉ. — **STOCKHOLM**, C. E. FRITZE. — **COPENHAGUE**, VILHELM TRYDE.
BRUXELLES, N. LEBÈGUE ET CIE. — **NEW-YORK**, THE INTERNATIONAL NEWS CO.
ATHÈNES, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH. — **BUCAREST**, SOCEC & CIE.
CONSTANTINOPLE, OTTO KEIL.

POLITIQUE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE,
ÉCONOMIE SOCIALE, HISTOIRE, LITTÉRATURE, PHILOSOPHIE, BEAUX-ARTS
QUESTIONS DE CULTURE UNIVERSELLE.

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'est assuré la collaboration des hommes d'État et des écrivains remarquables du pays et de l'étranger qui examinent et discutent, d'un point de vue à la fois hongrois et international, toutes les questions politiques, historiques, économiques, sociales et littéraires.

Depuis l'ouverture des hostilités, la REVUE DE HONGRIE est entièrement consacrée aux problèmes relatifs à la guerre. Elle s'efforce d'être aussi impartiale que possible et surtout de mettre en relief le rôle que joue la Hongrie dans la conflagration générale.

La REVUE DE HONGRIE laisse à chacun de ses collaborateurs la responsabilité de ses opinions.

LA REVUE DE HONGRIE

se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'étranger qui en auront fait la demande.

LA REVUE DE HONGRIE

PARAIT LE 1 ET LE 15 DE CHAQUE MOIS

PRIX D'ABONNEMENT:

HONGRIE ET AUTRICHE	un an	**25** cour.
ALLEMAGNE	un an	**25** marcs.
AUTRES PAYS DE L'UNION POSTALE	un an	**30** francs.

Prix des «livraisons de guerre» 1 cour.

LE SERVICE SANITAIRE PENDANT LA GUERRE

Les succès obtenus dans la prophylaxie et le traitement des maladies élèvent nos esprits et réconfortent nos cœurs, au milieu des horreurs de la guerre.

Les opérations militaires modernes ont accru dans une mesure extraordinaire les devoirs incombant aux sciences médicales. Cependant, grâce aux travaux assidus du dernier siècle dont les bases furent établies par l'allemand *Koch*, le français *Pasteur*, le hongrois *Semmelweis* et l'anglais *Lister*, la médecine est heureusement en mesure de remplir ses tâches presque surhumaines.

Parmi ces tâches, dont le nombre est fort grand, trois surtout doivent être relevées, car chacune d'elles éveille et retient à bon droit l'attention publique:

1° *la guérison des blessés;*

2° *la défense contre les maladies, et en premier lieu contre les maladies infectieuses;*

3° *l'assistance des invalides.*

Le traitement et la guérison des militaires blessés et malades ont pris, pendant la guerre actuelle, des dimensions vraiment insoupçonnées. Jamais encore on ne fit combattre des effectifs aussi considérables de soldats; jamais encore la proportion des blessés — évaluée naguère à 10%, et formant plus que 20% aujourd'hui — n'atteignit des chiffres aussi grands. L'automne est la saison des épidémies; l'hiver amène les accidents de froidure, les maladies des organes respiratoires et les affections rhumatismales. La nécessité de pourvoir aux besoins de telles masses humaines a posé les problèmes les plus difficiles au service sanitaire de l'armée;

nos médecins accomplissent une besogne réellement colossale.

En outre des connaissances spéciales, la bonne organisation joue naturellement un rôle décisif dans cet ordre de faits. C'est ce que le grand chirurgien militaire russe *Pyrogoff* avait déjà fait ressortir en son temps. L'assistance civile et volontaire ne peut s'exercer que dans d'étroites limites sur le théâtre de la guerre et même aux diverses étapes; mais le rôle qu'elle joue dans l'intérieur du pays, sur le sol national, est d'autant plus important.

Il va sans dire qu'un pays possédant déjà en temps de paix les cadres d'un service de santé militaire parfaitement établi remplit plus facilement la tâche même la plus grande. Par contre, là où l'on n'avait pu créer une organisation aussi perfectionnée, il a fallu improviser pour combler les lacunes.

L'*empire d'Allemagne* offre un brillant exemple à ce point de vue également. Déjà en temps de paix, il possédait une série de laboratoires (Untersuchungsämter) permettant de faire des diagnostics rapides et précis; et rien qu'en *Prusse,* 4000 hommes avaient reçu l'instruction requise pour le service des désinfections. Avant la guerre aussi, l'*Allemagne* comptait déjà 300.000 lits d'hôpital pour militaires blessés et malades, 44.000 infirmiers volontaires, et 55.000 brancardiers instruits pour le transport des blessés. Grâce à cette organisation, le taux de la mortalité dans l'*empire allemand* a baissé de 25 à 15, c'est-à-dire de 41%, depuis que les mesures sanitaires ont été établies sur des bases scientifiques. La lutte a été menée avec succès même contre la maladie qui ne se laissait combattre qu'avec les plus grandes difficultés: la tuberculose.

En 1905, le choléra a fait 100.000 victimes en *Russie,* et seulement 88 en *Allemagne,* bien que les deux empires soient limitrophes. Pendant cinq ans, la variole, qui est constamment endémique en *Russie,* a été importée en *Allemagne* 1500 fois, mais elle ne put jamais s'y répandre.

Les mesures qui firent leurs preuves pendant la paix ont aussi produit leurs bons effets durant la guerre. La dysenterie a sévi en *Belgique,* en *France,* la fièvre typhoïde, le choléra et le typhus exanthématique en *Russie,* tandis que, pendant les

premiers dix-huit mois de la guerre, il n'y eut en *Allemagne* que 6 décès de variole et 41 cas de choléra parmi la population civile. On combattit le tétanos avec le sérum de *Behring ;* on localisa le typhus exanthématique dans les camps de prisonniers, et l'on parvint même à l'y éteindre.

Là où il sembla nécessaire de compléter l'organisation existante, on y pourvut sans retard. Chacune des huit stations de désinfection installées à la frontière orientale de l'*Allemagne* désinfecte 4000 hommes en 8 heures, donc 12.000 hommes en 24 heures ; par suite, 96.000 hommes peuvent être désinfectés à fond dans les huit stations dans ce laps de temps et partir pour l'intérieur du pays dans des trains complètement propres. L'invasion ennemie dans la *Prusse* orientale détruisit 3500 maisons, souilla d'innombrables puits, contamina des villes et des villages avec des maladies infectieuses. La bataille n'avait pas encore cessé que le Ministère de l'Intérieur de *Prusse* commençait déjà à faire forer des puits, désinfecter les maisons d'habitation et rétablir les lazarets détruits. Sa première tâche était d'assainir la contrée qui avait tant souffert de la dévastation.

En *Hongrie,* le service sanitaire n'avait pas des moyens aussi grandioses qu'en *Allemagne* pour remplir les tâches qui lui incombaient ; et si, néanmoins, il a réussi à livrer la lutte avec succès, c'est parce que le gouvernement et la société, rivalisant d'enthousiasme, de zèle et d'abnégation, s'efforcèrent de combler les lacunes qui existaient, par toute une série d'improvisations. La guerre démontra à l'évidence qu'il y a en *Hongrie* une quantité énorme d'énergie latente qui peut être transformée en force vitale et produire des résultats considérables.

Au début de la guerre, le pays comptait 42.000 lits pour malades en tout, y compris les cliniques, les écoles de sages-femmes, les asiles d'aliénés et les infirmeries des prisons ; 13.000 de ces lits se trouvaient à Budapest. Le nombre des lits s'accrut, en quelques mois, à 300.000 en province et à 50.000 dans la capitale ; et cela constitue bien un succès sans précédent. En même temps, pour préserver le pays contre les épidémies, 14 stations d'observation furent établies dans les comitats septentrionaux ; les malades et blessés y sont désinfectés et soumis à la surveillance médicale pendant cinq

jours avant d'être versés dans les hôpitaux militaires. Les 50.000 lits de ces stations reçurent environ un demi-million d'hommes pendant les premiers six mois; la mortalité n'y fut que de 1 à 2%.

La commission centrale pour les études médicales complémentaires s'efforça d'enrichir les connaissances des praticiens en matière de médecine militaire. Elle fit tenir des conférences dans ce but, et répandit ses publications en plusieurs milliers d'exemplaires.

L'exposition d'hygiène militaire contribua beaucoup aussi à répandre les connaissances sanitaires.

Grâce à toutes ces mesures, aucune grande épidémie n'éclata dans le pays, malgré la proximité du théâtre de la guerre. Les armes de la science fonctionnèrent très bien à tous égards. Les inoculations préventives contre la variole, le choléra et le typhus enrayèrent les progrès des maladies infectieuses. Le rapprochement du service sanitaire du front a eu pour conséquence l'amélioration du traitement des blessés et malades.

Le nombre des invalides est encore, naturellement, assez grand. Une belle action sociale, à la tête de laquelle se trouve le président du conseil des ministres hongrois, s'est organisée pour leur rendre la capacité de travailler et de gagner leur pain. L'office royal hongrois des invalides est considéré comme la propre création du président du conseil, *le comte Étienne Tisza,* et de son collaborateur, *le comte Kuno Klebelsberg.* Il s'efforce tout particulièrement de rétablir la santé et la force de travail des militaires mutilés, estropiés ou souffrant de maladies internes; il emploie dans ce but tous les moyens de la science médicale, de la pédagogie thérapeutique et de la politique sociale.

Toute cette action se base sur l'article 7 de la loi XV de l'an 1915, portant que les soldats invalides doivent être soumis à un traitement médical complémentaire et à une éducation pratique, et que les estropiés doivent recevoir des appareils prothétiques. Les invalides sont rendus à leur ancienne occupation, autant que faire se peut, ou bien ils reçoivent un métier analogue; leur existence est assurée soit par les bureaux de placement soit par les patronages. L'office des invalides s'occupe d'un grand nombre

d'individus jusqu'à présent, mais le chiffre en est, en réalité, plus considérable. Il y a encore beaucoup d'invalides dans les hôpitaux, et l'office n'aura à s'en occuper que plus tard. Les hôpitaux spéciaux et les sanatoria tiennent 4600 places, et les établissements de convalescence pour les blessés 5200 places à la disposition de l'office des invalides; cela fait environ 10.000 places déjà, et ce nombre s'accroît constamment. En outre, l'office organise des écoles d'invalides, des bureaux de placement, des colonies ouvrières et des ateliers; dès lors le nombre ne sera pas grand de ceux qu'il faudra placer dans l'hospice des incurables.

L'action en faveur des invalides a été exposée en détail au Parlement par le président du conseil, *le comte Étienne Tisza,* et dans des conférences à Budapest et à Kolozsvár par le secrétaire d'Etat au ministère des Cultes et de l'Instruction publique, *le comte Kuno Klebelsberg,* vice-président gérant de l'office. Il importe, en tout premier lieu, que l'action soit convenablement et vigoureusement dirigée, et qu'elle puisse se développer graduellement et méthodiquement. Cela est d'autant plus nécessaire qu'il a fallu commencer à travailler, sur ce terrain aussi, à l'aide d'improvisations.

Tandis que dans le grand *empire allemand,* la question des invalides de la guerre reposait sur des bases déjà établies, on a dû créer en *Hongrie* une organisation de toutes pièces. Mais les succès déjà obtenus prouvent que la conception de l'organisation a suivi de bonnes voies, et si les plans grandioses du président du conseil des ministres peuvent se réaliser, la *Hongrie* remplira sa place à cet égard également.

En même temps que l'on s'occupe à rendre la santé aux soldats blessés et malades, on doit veiller aussi à protéger l'existence de la population civile. La grande perte de sang que la nation hongroise a subie devra être compensée par l'accroissement de la natalité, et surtout par l'abaissement de la mortalité. En luttant contre la tuberculose, les maladies sexuelles et la cécité, nous protégerons et nous renforcerons notre plus grande fortune nationale, notre bien le plus précieux: la vie et la santé de la nation.

Le ministre de l'intérieur, *Jean de Sándor* a pris de nombreuses et importantes mesures dans ce but; l'organisation sociale est aussi en train de s'accomplir.

La guerre a imposé de grandes tâches à notre pays; mais, lorsque la paix sera rétablie, l'œuvre de la réorganisation ne constituera pas un moindre problème.

Notre nation a su maintenir solidement sa position pendant cette grande guerre; elle saura aussi prendre au travail de la paix la part qui lui revient.

Nous en avons la ferme, l'inébranlable conviction.

ÉMILE DE GRÓSZ.

QUI A VOULU LA GUERRE?

Quelques documents à l'adresse de M. Sazonoff.

Tout récemment, le ministre des Affaires Étrangères de Russie a encore agité, dans son discours à la Douma, la question toujours actuelle des origines de la guerre. Nous croyons que les documents que nous allons citer sont de nature à jeter une lumière intense sur les fauteurs du carnage universel, que M. Sazonoff flétrit justement à l'égal d'un crime envers l'humanité. Qu'il veuille bien lire les lettres des ministres belges à Paris, Berlin, Londres rendant compte des événements politiques qui précèdent la guerre : il y verra dévoilées, par des diplomates impartiaux, très bien placés pour les juger, les intrigues variées qu'ont tramées les « Alliés » en vue de préparer la conflagration actuelle devant aboutir à l'anéantissement de « l'Austro-Allemagne ». Nous ne remontons pas à l'époque où il est question de l'initiative prise par le roi Édouard VII d'isoler et d'encercler l'Allemagne et de transformer en une alliance agressive l'« entente cordiale », fondée « non sur la base positive de la défense d'intérêts communs, mais sur la base négative de la haine contre l'Empire allemand ; »(1) où l'on constate à plusieurs reprises que la « vraie cause de la haine des Anglais contre l'Allemagne est la jalousie inspirée par le développement extraordinaire de la marine marchande, du commerce et de l'industrie de l'Allemagne » ; (2) où l'on constate que c'est du réveil de la politique chauvine et revancharde en France que date « l'état d'inquiétude et de malaise

(1) Voir la lettre datée du 6 décembre 1911 du baron Greindl, ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, ministre des Affaires Étrangères.

(2) Lettre datée du 18 février 1905 du baron Greindl.

dans lequel l'Europe se débat depuis sept ans»; (1) où l'on constate que «le plus grand danger pour le maintien de la paix européenne consiste dans l'indiscipline et la politique personnelle» des agents russes à l'étranger qui sont presque tous «d'ardents panslavistes»:(2) nous ne reproduisons, *in extenso*, que quelques lettres datant des années 1912—14, écrites, pour ainsi dire, à la veille du conflit mondial auquel nous assistons. Les rapports des ministres belges trouvés dans les Archives du Ministère des Affaires Étrangères de Bruxelles ne sont pas inédits ; ils ont été tous publiés par le Ministère des Affaires Étrangères de Berlin ; nous-mêmes en avons déjà donné quelques échantillons ; (3) si nous y revenons aujourd'hui, c'est parce qu'il nous semble que la presse internationale, — et non seulement la presse ennemie (celle-ci s'est bien gardée d'en prendre note), — mais aussi la presse neutre s'est à peine occupée de ces documents d'une haute importance pour connaître l'état d'esprit belliqueux créé au sein de l'Entente d'où est sortie la guerre actuelle. Nous dédions ces lettres à M. Sazonoff qui joue l'innocent et ose prétendre que, bien qu'elle eût mobilisé la première et provoqué ainsi la conflagration, la Russie «avait été assaillie» par ses ennemis . . .

Le Comte de Lalaing, Ministre de Belgique à Londres, à M. Davignon, Ministre des Affaires Étrangères.

Londres, le 15 Janvier 1912.

Monsieur le Ministre,

Les révélations qui ont provoqué la récente crise ministérielle en France ont été désagréables pour le Gouvernement Anglais. Elles semblent prouver que le Premier Ministre de la République a essayé de négocier avec Berlin, à l'insu du Ministre des Affaires Etrangères et de ses autres collègues, ce qui est de nature à inquiéter un gouvernement qui a lié ses intérêts à ceux de la France et qui est donc peu disposé à admettre une incorrection de ce genre. Ces révélations ont souligné ensuite l'impression que M. Caillaux avait été secrètement favorable à une politique de concessions outrées envers l'Allemagne, impression d'autant plus pénible pour les cercles officiels anglais, que l'on venait à peine de saisir toute la portée de la tension entre

(1) Lettre datée du 6 décembre 1911 du baron Greindl.
(2) Lettre datée du 24 octobre 1912 du baron Beyens.
(3) Voir l'article *Les secrets des Archives belges*, dans le nº du 1er septembre 1915 de la *Revue de Hongrie*.

Londres et Berlin, qui avait résulté de l'attitude loyale du Cabinet de St. James à l'égard de celui de Paris. *On ose à peine s'avouer aujourd'hui en Angleterre qu'on semble avoir été plus royaliste que le Roi, plus intransigeant que l'ami qu'on voulait soutenir.* Il est désagréable d'avoir été dupe, même un instant. Aussi la presse est-elle unanime à accueillir avec joie le départ de M. Caillaux et à espérer un prompt retour à des traditions plus saines, mais il ne manque pas de journaux pour rappeler ironiquement que c'est pour soutenir un gouvernement pareil que la Grande-Bretagne a adopté une attitude qui aurait pu amener à la guerre et pour en déduire que Sir E. Grey a manqué de perspicacité. Ces événements seront mis à profit par les publicistes, plus nombreux que jadis, qui jettent des doutes sur la valeur de l'entente cordiale (des articles dans ce sens ont déjà paru dans les derniers numéros de la «Fortnightly» et de la «Contemporary Review») ; et fourniront des arguments nouveaux à la petite coterie d'écrivains quis'efforcent de prouver que, sans rompre avec la France, il y aurait avantage pour l'Angleterre à entretenir avec Berlin des relations plus amicales. D'après eux, la conception première de l'entente cordiale a été faussée par le Cabinet actuel, qui voit des engagements fermes et des obligations inéluctables dans un arrangement qui n'était destiné qu'à amortir la vieille politique de coups d'épingles entre Londres et Paris, en réglant une bonne fois une série de questions secondaires, mais irritantes. *Cette entente, destinée uniquement à écarter certains nuages déterminés n'était pas une alliance. Le tort du Gouvernement de M. Asquith a été de l'envisager en fait comme telle, avec le résultat qu'une sérieuse inimitié contre la Grande-Bretagne en est née à Berlin.*

La composition du nouveau Cabinet Poincaré est bien accueillie ici.

Veuillez agréer etc.

(s.) Comte de Lalaing.

Le Comte de Lalaing, Ministre de Belgique à Londres, à M. Davignon, Ministre des Affaires Étrangères.

Londres, le 13 Février 1912.

Monsieur le Ministre,

Il est intéressant de noter combien Sir E. Grey est devenu impopulaire auprès de la section extrême de son parti. J'ai déjà eu l'occasion de vous signaler les critiques que lui a adressées Morel, dans le «Daily News», journal radical socialiste et anticongolais. Cette même feuille (organe des nonconformistes et affiliée aux pacifistes) a publié avant-hier une diatribe contre le Ministre des Affaires Etrangères, dont il désapprouve hautement la politique. Le «Daily News» émet l'avis que Sir E. Grey, par sa faiblesse vis-à-vis de la Russie, motivée par sa crainte de mécontenter le Gouvernement de Pétersbourg et de le pousser dans les bras de l'Allemagne, contribue

au démembrement prochain de la Chine et de la Perse. Le journal rappelle qu'en renouvelant l'alliance anglo-japonaise le 23 Juillet 1911 le Gouvernement Britannique a déclaré son intention de maintenir l'indépendance et l'intégrité de l'Empire Chinois et le principe de la porte ouverte. Et qu'en 1907, le 31 Août, par l'accord anglo-russe l'Angleterre s'est engagée à respecter l'intégrité et l'indépendance de la Perse. Le «Daily News» dit que les événements sont en train de *prouver le peu d'importance qu'on peut attacher aux promesses du chef du Foreign Office et dit que Sir E. Grey s'y est rendu désormais impossible.*

Le même journal, prenant pour texte un discours de Lord Rosebery, à Glasgow, dans lequel l'ancien Ministre des Affaires Etrangères critique la politique extérieure de la Grande-Bretagne, avec son enchevêtrement d'entente qui amène à sa suite de graves responsabilités, continue aujourd'hui ses attaques contre Sir E. Grey. *Il déplore le résultat de l'action du Ministre, qui oppose une triple entente à la triple alliance, entrave l'expansion de l'Allemagne et a mené le pays à deux doigts de la guerre l'été dernier.* La politique de Sir E. Grey doit logiquement amener la Grande-Bretagne non seulement à augmenter sa flotte, mais à adopter le service militaire obligatoire. Aussi le «Daily News» réclame-t-il la démission de Sir E. Grey.

On ne doit cependant pas oublier que le «Daily News» ne représente qu'une fraction, bruyante il est vrai, du parti radical. La gauche en général est fidèle au Ministre des Affaires Etrangères, qui a un grand crédit auprès de la Chambre des Communes et beaucoup d'admirateurs dans les rangs mêmes de l'opposition.

Veuillez etc.

(s.) Cte. de Lalaing.

Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Étrangères.

Berlin, le 26 Avril 1912.

Monsieur le Ministre,

Le Reichstag a commencé lundi dernier et terminé hier la première lecture des projets de loi sur l'augmentation de l'armée de terre, de la marine de guerre et sur les ressources à créer pour les nouvelles dépenses militaires, moyennant la suppression du privilège des distilleries agricoles que j'ai eu l'honneur de vous adresser par mes rapports du 17 et du 18 avril.

Les trois projets avaient été mis conjointement à l'ordre du jour. Le Reichstag les a disjoints en adoptant une motion de M. Bassermann qui envoie à une commission spéciale le projet relatif aux distilleries par 160 voix contre 158. C'est une majorité de hasard puisque 79 députés étaient absents. Les gauches réunies n'en ont pas moins remporté un succès contre les conservateurs alliés au centre.

La défaite est d'autant plus sensible pour les conservateurs que la discussion dans la commission fournira l'occasion de demander la suppression des clauses du projet de loi destinées à rendre moins préjudiciables à leurs amis les cultivateurs distillateurs la perte de la réduction d'impôt dont ils jouissent atcuellement et à mettre en question toute la loi sur l'accise de l'eau de vie de 1909 qui a donné lieu à de nombreuses plaintes.

Quel que soit le sort de ce projet, il ne met pas en péril celui des projets d'augmentation de l'armée et de la flotte. Tous les partis bourgeois sont d'accord pour reconnaître qu'ils sont nécessaires. Cette unanimité est la cause pour laquelle les débats du Reichstag ont été assez ternes. Dans son discours initial, le chancelier s'est efforcé de démontrer que l'initiative du gouvernement n'était pas inspirée par une pensée d'agression ou de provocation contre qui que ce soit. Tous les orateurs ont suivi l'exemple de M. de Bethmann-Hollweg. *Ils ont parlé à côté de la question et à peine effleuré la vraie raison qui oblige l'Allemagne à développer encore ses formidables préparatifs militaires ; c'est à dire l'état alarmant des relations entre les grandes puissances, provenant des rancunes entre les peuples, de la folle équipée de l'Italie et de la fermentation dans les Etats des Balkans.*

Agréez etc.

(s.) Greindl.

Le Baron Beyens, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Êtrangères.

Berlin, le 28 Juin 1912.

Monsieur le Ministre,

M. le Baron de Marschall réussira-t-il, au cours de sa mission à Londres, à opérer un rapprochement entre le Gouvernement Impérial et le Gouvernement britannique ? Personne sans doute ne le désire plus que l'Empereur, et c'est une justice à rendre à Sa Majesté que de constater qu'Elle ne néglige guère une occasion de prononcer en public quelques paroles aimables ou élogieuses à l'adresse des Anglais. Les récentes régates de Kiel viennent de lui fournir deux fois un prétexte à vanter la marine de la Grande-Bretagne. L'Empereur, d'ailleurs, ne se laisse pas rebuter par les déceptions que lui causent ses amis britanniques. Après la mort d'Edouard VII, il était persuadé, m'a-t-on dit ici, ainsi que le Kronprinz, lorsqu'ils sont revenus d'Angleterre où ils avaient été très courtoisement reçus, que la froideur des relations des années précédentes allait faire place entre les deux Cours à une cordiale intimité, et que les causes de mésintelligence entre les deux peuples allaient s'évanouir avec le passé. Aussi sa surprise a-t-elle dû être cruelle quand il a vu le Cabinet de Londres se ranger avec tant de résolution, l'an dernier, du côté de la France. Mais l'Empereur est tenace et il n'a pas renoncé à reconquérir la

sympathie des Anglais, comme il a réussi à s'emparer jusqu'à un certain point de la confiance du Tsar, à la gagner par le charme de ses séductions personnelles. Ne pouvant agir lui-même à Londres, il a chargé de ce rôle ingrat le plus distingué des diplomates allemands.

L'Ambassadeur d'Angleterre m'a paru assez sceptique quant au succès de cette mission. Ce qui rend, m'a dit Sir Edward Goschen, le rétablissement de la bonne entente d'autrefois si difficile, c'est qu'il n'existe entre les deux nations aucun motif concret d'irritation ou d'éloignement. Nous n'avons pas eu à régler avec l'Allemagne un incident pénible comme celui de Fachoda. La mésintelligence date de l'envoi du télégramme de l'Empereur au Président Krüger. Ç'a été pour nous comme un trait de lumière qui nous a montré qu'un abîme s'était creusé silencieusement, et sans que nous nous en fussions aperçus, entre nous et le peuple allemand. La question de la limitation de la flotte de guerre allemande est insoluble. Nous n'avons aucun droit de l'imposer au Gouvernement Impérial. Nous ne pouvons que le suivre dans la voie ruineuse où il s'est engagé, car le salut de l'Angleterre dépend de sa supériorité navale. L'Ambassadeur croit, comme M. Winston Churchill, que la flotte allemande, création personnelle de l'Empereur, est l'objet de ses prédilections, qu'il prend plaisir à l'augmenter et qu'il ne renoncera pas à la rendre plus redoutable que ne l'exige la protection du commerce allemand.

Sir Edward Goschen a passé sous silence une autre cause, plus profonde peut-être, de l'aversion de la nation anglaise contre la nation germanique : c'est leur rivalité industrielle et commerciale. L'Angleterre voit avec une jalousie bien naturelle un peuple européen gagner chaque année du terrain dans la lutte économique mondiale et, là aussi, menacer la suprématie qu'elle s'était assurée. Les produits allemands, quoique encore inférieurs en qualité, tendent à égaler les marchandises anglaises similaires, dont le prix est resté plus élevé ; la marque d'origine «made in Germany», imposée par le Cabinet britannique, fait, paraît-il, préférer aujourd'hui les produits allemands à ceux de la métropole dans les colonies anglaises séduites par leur bon marché.

Le Baron de Marschall est un homme d'affaires très avisé, à ce qu'assurent les diplomates qui le connaissent ; il étudie une question diplomatique comme un avocat compulse un dossier. Loin de se limiter à fréquenter la haute société et le monde politique, il ne néglige aucune source d'information, il questionne les journalistes en ayant l'air de se laisser interviewer par eux. C'est un brillant représentant d'une nouvelle école. A Constantinople, m'a raconté l'Ambassadeur de Turquie, sa situation et son crédit semblèrent perdus après la révolution de 1908. Il les a promptement rétablis en profitant des fautes de ses adversaires, les Ambassadeurs de France et d'Angleterre. A Londres, il étudiera sans doute avec calme les causes morales et économiques de la mésintelligence entre les deux Gouvernements et les deux nations. Trouvera-t-il les bases d'une entente politique ?

Cela semble plus que douteux, mais une détente momentanée n'est pas impossible. L'œuvre en tous cas est en de bonnes mains et l'ouvrier n'en compromettra pas le succès par trop de précipitation et de confiance en lui-même.

Veuillez etc.

(s.) Baron Beyens.

Le Baron Beyens, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Étrangères.

Berlin, le 30 Novembre 1912.

Monsieur le Ministre,

Le voyage de l'Archiduc Héritier d'Autriche en Allemagne, bien qu'il ait eu pour prétexte un déplacement de chasse motivé par une invitation de l'Empereur, a eu cette année-ci une importance particulière, étant donnés la guerre balkanique et le conflit entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie. L'Archiduc a dit à Berlin que la Monarchie austro-hongroise était arrivée à la limite des concessions qu'elle pouvait faire à sa voisine. L'Empereur et ses Conseillers ne lui en ont pas moins prodigué des conseils de modération que Guillaume II, en reconduisant son hôte à la gare, a résumés avec la familiarité de langage dont il est coutumier par ces mots expressifs : « Surtout pas de bêtises ! » Je puis, sur la foi d'Ambassadeurs qui me l'ont répété, vous garantir l'authenticité de ce conseil qui a échappé aux indiscrétions des journaux.

Peu de jours après le départ de François-Ferdinand, a paru dans la «Norddeutsche Allgemeine Zeitung» le communiqué officieux que vous connaissez, rédigé à la Wilhelmstrasse et destiné à rassurer les esprits que la nouvelle des préparatifs militaires de l'Autriche avait affolés. *Il n'y a pas de doute que l'Empereur, le Chancelier et le Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères ne soient passionnément pacifiques.* L'article de la «Norddeutsche» a causé un certain mécontentement à la Cour de Vienne. L'Archiduc Héritier ne s'attendait pas, au lendemain de son voyage, à une déclaration aussi nette de la part de l'Allemagne, et il s'en est plaint ici. *Quels que soient les projets que M. de Kiderlen-Waechter, qui a de grandes idées, porte dans sa tête* pour concilier à son pays les sympathies des jeunes Puissances balkaniques, *un fait absolument certain, c'est qu'il veut fermement éviter une conflagration européenne.* La politique allemande se rapproche sur ce point de celle de l'Angleterre et de la France, toutes deux résolument pacifiques et, si les sujets de polémique continuent d'être journaliers entre la presse de Paris et celle de Berlin, celle-ci a adopté un ton beaucoup plus conciliant à l'égard de la Grande-Bretagne et de Sir Edward Grey en particulier. Les relations entre les Gouvernements allemand et britannique sont meilleures qu'elles n'avaient été depuis longtemps et même, à ce qu'assure l'Ambassadeur

de France, une détente très favorable au maintien de la paix se produit aussi entre les Cabinets de Berlin et de Paris.

Amener l'Autriche à se montrer plus traitable, comme on croit ici que le Gouvernement Impérial y a réussi, cela ne suffirait pas pour apaiser le conflit. Il faut encore faire fléchir la résistance opiniâtre de la Serbie à une diminution de ses prétentions. A la fin de la semaine dernière, le bruit courait dans les Chancelleries européennes que *M. Sazonoff renonçait à lutter contre le parti de la Cour qui veut entraîner la Russie dans une guerre, quoique le sol de l'Empire russe soit miné par la révolution et sa préparation militaire encore insuffisante.* Mais depuis deux jours, depuis surtout que le Tsar a reçu en audience particulière l'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie, une impression de confiance a succédé à l'énervement de la semaine passée. M. Sazonoff s'est, paraît-il, ressaisi et il joue activement auprès de la Cour de Belgrade le même rôle que la diplomatie allemande auprès de la Cour de Vienne. Sous l'influence des Conseils russes l'intransigeance serbe va-t-elle se plier à un compromis dans la question du port de l'Adriatique ? Mes collègues à qui j'ai fait cette demande m'ont répondu affirmativement. Or, c'est là le nœud de la question.

On est donc optimiste dans le monde diplomatique de Berlin ; je viens de le constater dès mon retour. Mais on s'attend encore à recevoir de temps en temps des nouvelles très alarmistes, auxquelles on devra d'autant moins ajouter foi qu'elles seront probablement l'œuvre des diplomates turcs Hilmi Pacha et Nizamy Pacha, qui s'entendent admirablement, en vrais Levantins, à lâcher ces oiseaux de mauvais augure. Nizamy Pacha, Ambassadeur à Berlin, disait hautement que la défaite de la Turquie mettrait l'Europe en feu. Il s'applique de son mieux à faire en sorte que sa prédiction se réalise. Son passage à Vienne et à Bucarest a été marqué par toute une volée de fausses nouvelles, avidement recueillies par les journaux.

Le projet d'une Conférence d'Ambassadeurs qui aurait pour but de déblayer le terrain en amenant une entente préalable entre les six grandes Puissances pour la solution de questions importantes, telles que celle des îles de la Mer Egée et celle de l'Albanie, à laquelle est fatalement liée la question d'un port serbe sur l'Adriatique, a trouvé un accueil favorable à Berlin. L'idée de Sir Edward Grey répond à une préoccupation de M. de Kiderlen-Waechter qui s'est plaint à diverses reprises de perdre un temps précieux et de n'aboutir à aucun résultat par des échanges de vues de Cabinet à Cabinet. En les concentrant dans une seule capitale et en confiant à des diplomates expérimentés, on arriverait sans doute à un accord qui rendrait plus facile la tâche du Congrès appelé plus tard à régler les questions soulevées par la guerre actuelle. Il semble tout naturel, la proposition émanant du Gouvernement britannique, que la Conférence des Ambassadeurs ait lieu à Londres ; on parle cependant de la faire tenir plutôt à Paris. Dans cette dernière Capitale résident, comme Am-

bassadeurs, des *hommes qui ont joué un rôle militant dans la politique étrangère de leur pays — tels que MM. Tittoni et Isvolsky* — et qui sont par là suspects d'avoir une politique personnelle. D'autre part, l'Ambassadeur d'Angleterre, Sir Francis Bertie, est un esprit trop combatif pour qu'on puisse espérer qu'il ne s'amuse pas à semer le désaccord entre ses collègues. Le choix de Paris ne paraîtrait pas très heureux pour cette réunion diplomatique.

Veuillez etc.

(s.) Baron Beyens.

Le Baron Guillaume, Ministre de Belgique à Paris, à M. Davignon, Ministre des Affaires Étrangères.

Paris, le 21 Février 1913.

Monsieur le Ministre,

La nouvelle de la prochaine nomination de M. Delcassé au poste d'Ambassadeur à Pétersbourg a éclaté hier après-midi, comme une bombe. Les journaux en donnaient la mention en même temps que le texte du message de M. le Président de la République.

La coïncidence était-elle voulue ? Il semble que oui ; dans tous les cas elle fut très remarquée et exerça une action déprimante sur la Bourse.

La personnalité de M. Delcassé est très connue et assez significative. Il fut un des artisans de l'alliance russo-française et, plus encore, de l'amitié franco-anglaise.

Les incidents de son départ forcé du Quai d'Orsay sont présents à la mémoire de tous. Au bout de quelques années, lorsque M. Delcassé prit le Ministère de la Marine, on dit de toute part que son retour au pouvoir n'était pas mal vu à Berlin, et l'Ambassade d'Allemagne le proclamait très haut.

Le mois dernier, des amis de l'éminent homme d'État allaient le répétant, pour l'hypothèse où, au Congrès de Versailles, après d'éventuels scrutins inutiles, on eût voulu faire élire M. Delcassé comme outsider. Il n'était un secret pour personne qu'il le désirait ; mais bien des hommes politiques eussent redouté ce choix dans la crainte de l'apparence d'une manifestation anti-allemande.

Faut-il donner cette interprétation au choix du nouvel Ambassadeur à Pétersbourg ? Je ne le pense pas ; *mais j'estime, cependant, qu'il n'a pas déplu à M. Poincaré, le Lorrain, d'affirmer, dès le premier jour de sa haute magistrature, son souci de se montrer ferme et de tenir haut le drapeau du pays.*

Dans les moments troublés où se trouve l'Europe, c'est là le danger que présente la présence de M. Poincaré à l'Élysée. C'est sous son Ministère que se sont réveillés les instincts militaristes — légèrement chauvins — du peuple français. On a vu sa main dans cette modification ; il faut espérer que son esprit politique, pratique et froid, le défendra

contre toute exagération dans cette voie. L'accroissement notable des armements de l'Allemagne, qui survient au moment de l'entrée à l'Élysée de M. Poincaré, va augmenter le danger d'une orientation trop nationaliste de la politique de la France.

Je suis etc.

(s.) Guillaume.

Le Baron Beyens, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Étrangères.

Berlin, le 4 Avril 1913.

Monsieur le Ministre,

L'incident de Scutari est sans doute le plus grave qui se soit produit au point de vue européen, depuis l'ouverture des hostilités balkaniques. Que le roi du Monténégro s'entête dans sa résistance aux sommations de l'Autriche-Hongrie et à la pression des Puissances, cela se comprend du reste. Il joue sa couronne par suite de ses insuccès militaires, et il n'a chance de la conserver contre une révolution intérieure, conséquence probable de l'exaspération de ses sujets, qu'en devenant à leurs yeux la victime de la politique austro-hongroise. *Mais il ne peut poursuivre le siège de Scutari qu'avec la coopération des Serbes. Or, l'arrogance et le mépris, avec lesquels ces derniers reçoivent les réclamations du cabinet de Vienne ne s'expliquent que par l'appui qu'ils croient trouver à Saint-Pétersbourg. Le Chargé d'Affaires de Serbie disait ici récemment que son gouvernement ne serait pas allé de l'avant depuis six moix, sans tenir compte des menaces autrichiennes, s'il n'y avait pas été encouragé par le Ministre de Russie, M. de Hartwig, un diplomate de l'école de M. Isvolsky.* Il faut avouer que l'événement a donné jusqu'à présent raison à l'audace aventureuse du Cabinet de Belgrade.

La politique russe témoigne une hésitation qui aggrave singulièrement la situation européenne. *M. Sazonoff* est de cœur avec ses collègues qui dirigent la politique des Grandes Puissances, mais il *sent son influence sur le Tsar battue en blèche par le parti de la Cour et par les Panslavistes.* De là les contradictions de sa conduite. Il adhère à Londres par l'organe de l'Ambassadeur de Russie au Concert européen décidé à mettre à la raison le Monténégro, et il hésite à donner officiellement à la France le mandat de représenter son alliée russe dans le blocus des côtes monténégrines.

Qu'on soit las à Paris de ces tergiversations, cela ne fait pas de doute, mais on y subit en maugréant les conséquences de l'alliance et on se laisse entraîner dans une voie qui peut conduire à une guerre générale. A Berlin on n'est pas, au fond, plus satisfait de la direction imprimée à la Triple Alliance dans la question balkanique par le Cabinet de Vienne, mais on fait meilleure figure et on envisage avec sang-froid les complications qui peuvent en résulter. Dans les décla-

rations pleines de réserve faites hier par le Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères à la Commission du budget du Reichstag, le seul point sur lequel M. de Jagow se soit exprimé avec une netteté qui ne laisse aucun doute quant aux intentions de l'Allemagne, c'est l'appui qu'elle est résolue de prêter jusqu'au bout à son alliée, l'Autriche-Hongrie.

On ne pense pas dans le monde diplomatique de Berlin, ou plutôt on n'espère plus que la démonstration navale devant Antivari empêchera la continuation du siège de Scutari et l'assaut final auquel les Monténégrins et les Serbes se préparent activement. Si la place tombe entre leurs mains, il faudra autre chose qu'un simpe blocus et des sommations inutilemens répétées pour les en déloger. L'entrée des troupes autrichiennes sur un territoire balkanique, plutôt serbe que monténégrin, parce qu'en Serbie des opérations militaires seraient plus faciles qu'au Monténégro, motiverait une intervention de la Russie et déchaînerait peut-être une guerre générale. C'est une éventualité tellement grave qu'elle ferait reculer — on l'espère du moins ici, — les deux Puissances, de la décision desquelles dépend aujourd'hui la paix européenne. En d'autres termes, on croit que la gravité du péril auquel toute décision inconsidérée exposerait l'Europe entière est la meilleure garantie que l'on ait qu'il sera évité.

Il faudrait nécessairement offrir une compensation au Monténégro, l'Autriche-Hongrie ne pouvant pas, sans se déconsidérer, laisser en sa possession Scutari, la future capitale du futur état d'Albanie. On parle ici de l'offre d'une certaine étendue de côte avec une bande de territoire au sud de Dulcigno, qui comprendrait le port de St. Jean de Médua, entouré de rochers et qui n'est pas susceptible d'un développement économique ou militaire.

Veuillez agréer etc.

(s.) Baron Beyens.

Le Baron Guillaume, Ministre de Belgique à Paris, à M. Davignon, Ministre des Affaires Étrangères.

Paris, le 17 Avril 1913.

Monsieur le Ministre,

On ne connaît pas encore les résultats définitifs de l'enquête que le Gouvernement a chargé un haut fonctionnaire, M. Ogier, de faire à Nancy sur les incidents franco-allemands.

Les nombreuses correspondances que publient les journaux donnent cependant l'impression que j'avais déjà l'honneur de vous communiquer hier, que les faits n'ont pas eu une importance suffisante pour légitimer la levée de boucliers d'une partie de la presse allemande et les paroles prononcées au Parlement de Berlin par le Sous-Secrétaire d'Etat des Affaires Etrangères.

Mais ces faits démontreront sans doute aussi que — comme j'ai

déjà eu maintes fois l'honneur de vous le dire — l'esprit public en France devient de plus en plus chauvin et imprudent. On devrait prendre des mesures pour arrêter ce courant que le Gouvernement a véritablement encouragé depuis les incidents d'Agadir et la constitution du Ministère Poincaré-Millerand-Delcassé.

Le «Journal» de ce matin publie, à cet égard, un article de Victor Margueritte, intitulé : «A la frontière,» que je me permets de vous signaler.

Je suis etc.

(s.) Guillaume.

Le Baron Guillaume, Ministre de Belgique à Paris, à M. Davignon, Ministre des Affaires Étrangères.

Paris, le 16 Janvier 1914.

Monsieur le Ministre,

A plusieurs reprises déjà, j'ai eu l'honneur de vous rendre compte des premières manifestations du nouveau groupement politique dont M. Briand, avec le concours de MM. Barthou, Pichon et consorts, a pris l'initiative. Cette action se précise ; M. Briand vient d'être proclamé le Président de l'association et la propagande se poursuit.

Ce mouvement aura certes une influence sur les prochaines élections ; mais on peut se demander s'il sera aussi important que le désirent ses auteurs, lorsque l'on considère que de hautes personnalités du monde politique modéré et relativement conservateur, tels que MM. Ribot, Develle, Méline et beaucoup d'autres s'en sont tenus jusqu'ici éloignés.

Quoi qu'il en soit, cette action est intéressante ; elle peut avoir pour effet de modérer l'ardeur sectaire des hommes politiques et elle a pour but certain de soutenir et perpétuer les effets de la loi de trois ans. Si j'étais Français, je crois bien que mes sympathies iraient au groupement imaginé par M. Briand qui constituerait une amélioration sur l'état de choses actuelles ; mais je suis Belge et je suis ainsi tenu d'envisager sous un autre angle, les faits qui se déroulent devant moi.

Il me semble certain que nous aurions plus d'intérêt à voir le succès de la politique de M. Caillaux — des radicaux et radicaux-socialistes. *J'ai déjà eu l'honneur de vous dire que ce sont MM. Poincaré, Delcassé, Millerand et leurs amis qui ont inventé et poursuivi la politique nationaliste, cocardière et chauvine dont nous avons constaté la renaissance. C'est un danger pour l'Europe — et pour la Belgique. J'y vois le plus grand péril qui menace aujourd'hui la paix de l'Europe, non pas que j'aie le droit de supposer le Gouvernement de la République disposé à la troubler de propos délibéré — je crois plutôt le contraire — mais parce que l'attitude qu'a prise le Cabinet Barthou est selon moi,*

la cause déterminante d'un surcroît de tendances militaristes en Allemagne.

Les folies belliqueuses de la Turquie et la loi de trois ans me paraissent constituer les seuls dangers à redouter pour la paix de l'Europe. Je crois pouvoir relever le péril que fait naître la législation militaire actuelle de la République.

La France amoindrie par les déficits de sa natalité ne peut supporter longtemps le régime de la loi de trois ans. L'effort est trop considérable, tant au point de vue financier que relativement aux charges personnelles. Elle ne pourra soutenir un pareil effort et que fera-t-elle pour sortir de la position difficile dans laquelle elle se sera placée ? Tout le monde est d'accord pour reconnaître que les 50.000 hommes qui ont été ajoutés au contingent par l'amendement Vincent sont superflus et inutiles. On cherche un moyen de s'en débarrasser de façon convenable et élégante, mais après ?

Il n'est pas à espérer qu'au moins pour le moment les partis et les hommes qui ont produit un effort considérable pour faire voter la loi de trois ans, puissent se montrer favorables — voire même indulgents — à un retour en arrière de leur politique militariste. Il y a en plus le Maroc où le Général Liautey demande des renforts considérables pour faire monter jusqu'à cent ou cent cinquante mille hommes les contingents qui lui sont affectés ; il veut établir définitivement l'union entre l'Algérie et le Maroc. On use aujourd'hui de moyens indirects ; on achète à prix d'or les chameaux de tribus que l'on veut gagner et l'on supprime ainsi leurs moyens d'action. Mais le moyen coûte trop cher et son application est trop lente. Il y a entre le Maroc et l'Algérie des populations redoutables, contre lesquelles des forces importantes sont nécessaires. Il faut donc un accroissement de 60 à 80.000 hommes, et ceux qui préconisent l'application immédiate de cette politique ne seront pas partisans de l'allégement de l'effort militaire inauguré en France.

M. Caillaux a voté contre la loi de trois ans ; nombreux sont les hommes politiques qui le soutiennent et partagent son avis à cet égard. Le Président du Conseil poussé par les hauts personnages de la République a promis le respect loyal de la loi de trois ; mais il n'est pas exagéré de supposer que dans sa pensée et dans celle de ses amis, on conserve le dessein d'adoucir considérablement les rigueurs du régime actuel.

M. Caillaux, qui est le véritable Président du Conseil, est connu pour ses sentiments en faveur d'un rapprochement avec l'Allemagne ; il *connaît admirablement son pays et sait, qu'en dehors des états-majors politiques, de poignées de chauvins et de gens qui n'osent pas avouer leurs idées et leurs préférences, le plus grand nombre des Français, des paysans, des commerçants et des industriels subissent avec impatience le surcroît de dépenses et de charges personnelles qui leur est imposé.*

La véritable campagne électorale va commencer ; je ne doute pas que le résultat de ces dispositions ne vienne contrebalancer les

effets du groupement inauguré par M. Briand, On cherche par tous les moyens à user la politique de M. Caillaux ; on veut empêcher qu'il fasse les prochaines élections ; personne, en ce moment, ne pourrait escompter les résultats de cette lutte ; mais je tenais à vous faire remarquer que nous n'avons certes pas à désirer, comme Belges, la chute de M. Caillaux. Cet homme d'Etat peut être dangereux pour les finances du pays ; il peut amener des divisions malsaines et regrettables pour la politique intérieure de la France, mais *j'estime que sa présence au pouvoir diminuera l'acuité des rivalités internationales et constituera une meilleure base pour les relations entre la France et l'Allemagne.*

Je suis etc.

(s.) Guillaume.

Le Baron Guillaume, Ministre de Belgique à Paris, à M. Davignon, Ministre des Affaires Étrangères.

Paris, le 10 Mars 1914.

Monsieur le Ministre,

Dès le retour de la bonne saison, M. le Président de la République va reprendre le chemin des divers départements de la France où l'on réclame sa visite. Dans toutes les régions du pays, on l'invite et il se rend presque toujours à ces appels qui le flattent et servent sa politique. Il connaît le charme qu'il répand autour de lui ; il a conscience du succès continu de ses discours. Sa parole est toujours habile et brillante ; il prépare consciencieusement ses allocutions qui évitent la banalité, disent ce qu'elles doivent dire, rappellent éloquemment le passé des régions visitées, prouvent une connaissance profonde de leurs besoins et de leurs aspirations et mêlent à ces considérations une note plus ou moins chauvine et encourageante qui flatte les populations. M. Poincaré est un maître incontesté de la parole et se sert habilement de cette facilité — tant dans les départements qu'à Paris même — où il se dépense avec une continuité et une persévérance que rien ne lasse. On connaît les dispositions de son esprit à cet égard, et il n'est pas d'association, quelque modeste qu'elle soit, qui n'invite le Président à présider ses banquets, à assister à ses réunions. Il accepte toujours de se rendre à ces appels et charme chacun par sa bonne grâce et son éloquence.

Mais on commence à trouver qu'il se prodigue trop. Et ils sont nombreux ceux qui ne partagent pas ses opinions politiques et ses aspirations, ils critiquent ces appels continuels à une popularité qui les effraie et les indispose. L'habitude qu'il a prise d'associer Madame Poincaré à la plupart de ses démarches est aussi critiquée. On prétend que ce sont là des habitudes qui détournent les mœurs politiques du pays des usages républicains qui devraient rester intangibles.

Les populations au milieu desquelles le Président de la République se prodigue, soit dans les Départements, soit à Paris même, sont généralement flattés de sa visite et, dans bien des coins de la France, sa venue est le signal de l'octroi de distinctions honorifiques, de quelques cadeaux agréables à recevoir, d'avantages commerciaux et économiques ; mais il est souvent dangereux de trop spéculer sur la reconnaissance humaine.

Les groupes qui ont lutté contre l'élévation de M. Poincaré à la Présidence ne désarment pas ; ils sont au contraire impatients de succès personnels qui pourraient influencer l'opinion publique ; ils luttent sur d'autres terrains où ils remportent, eux aussi, des avantages.

Il n'est un secret pour personne que la chute du Cabinet Barthou a été très sensible au Président de la République qui ne s'est pas mépris sur sa signification, ayant parfaitement compris que c'était sa propre personnalité qui était en jeu. L'obligation où il s'est trouvé, grâce à la défection de quelques personnalités politiques sur lesquelles il croyait pouvoir compter, de confier le pouvoir à M. Caillaux tout en l'attribuant nominalement à M. Doumergue, l'a profondément indisposé. La personnalité du Ministre des Finances dont il connaît le mérite, mais aussi toutes les faiblesses, lui est profondément antipathique. *Il y a vu un échec pour la politique militaire et nationaliste qu'il poursuit systématiquement depuis le jour déjà où il avait été placé à la tête du Gouvernement comme Président du Conseil.*

Avec MM. Delcassé, Millerand et quelques autres, il préconisa inlassablement l'œuvre du relèvement politique et militaire de la France, combinée avec des relations plus étroites et plus confiantes avec la Russie. Il est allé à Pétersbourg comme Président du Conseil ; il y retournera dans quelques mois, comme Président de la République.

Il y a envoyé récemment M. Delcassé, auquel il avait confié la mission de chercher, par tous les moyens, à exalter les bienfaits de l'alliance franco-russe, et à amener le grand Empire à accentuer ses préparatifs militaires.

On prétend aujourd'hui que M. Delcassé aurait quelque peu forcé la note, que sa mission n'a guère réussi, qu'il a indisposé par ces instances les hautes sphères moscovites, et que son retour, un peu prématuré, quoique l'on en dise, serait en partie motivé par le peu de succès de sa personne à Pétersbourg.

D'autres y ajoutent d'autres motifs : comme chacun sait, M. Delcassé est supérieurement ambitieux, il veut arriver au sommet de la hiérarchie française, et rêve d'être demain Président du Conseil pour arriver bientôt à l'Élysée.

Il sait mieux que personne que les adversaires de M. Poincaré sont nombreux et ne désarment pas, qu'ils emploieront tous les moyens pour lui rendre impossible l'existence présidentielle et l'amener à la retraite. Leur tâche sera laborieuse, car M. Poincaré, très actif et très intelligent, connaît les embûches dont il est entouré et fera tous ses efforts pour les éviter. Il tient d'ailleurs par-dessus tout à

la haute situation qu'il a conquise, et il est peu d'espoir de le voir se résigner à une retraite volontaire comme le fit naguère M. Casimir Périer. *Mais tout est possible en France ;* les adversaires du Président actuel peuvent trouver des moyens encore insoupçonnés pour lui nuire — — on prétend que M. Delcassé tient à être à Paris pour qu'aucune occasion ne lui échappe de satisfaire son ambition. Depuis son retour de Pétersbourg, il se tient dans une ombre voulue ; cela ne durera évidemment pas.

M. Poincaré, qui avait été à Versailles l'élu d'une partie du parti républicain, mais aussi du centre et de la droite du Parlement, fut pendant les premiers mois de sa haute magistrature une sorte d'idole pour les éléments conservateurs de la Chambre. On ne jurait que par lui, on mettait dans ses dispositions conservatrices la plus absolue confiance. Mais les temps sont déjà quelque peu changés. On lui reproche les honneurs qu'il a contribué à rendre au général Picquart récemment décédé, on lui reproche d'avoir accepté le Cabinet actuel, on lui reproche de permettre une recrudescence de laïcité dans les régions gouvernementales, de nouvelles persécutions contre certains établissements religieux. Il n'a pas donné ce qu'on attendait de lui ; la confiance disparaît.

Lors de son élection à Versailles, bien des gens parmi ceux qui avaient la prétention de le connaître, soutenaient que, s'il avait les meilleures intentions et un talent incontesté, il était incapable d'efforts prolongés et de résistance soutenue. Ceux-là, aujourd'hui, rappellent ces appréciations du premier jour, et la popularité de M. Poincaré, dans certains milieux, s'en trouve assez amoindrie.

Dès son arrivée à l'Élysée, le Président a cherché un rapprochement avec son plus dangereux adversaire, M. Clemenceau ; mais chacun sait que cette tentative n'a point réussi. Le rédacteur en chef de «l'Homme Libre» ne manque pas un jour de poursuivre sa campagne violente et perfide contre M. Poincaré. Il a déjà démoli durant sa longue carrière un grand nombre de ministères ; aujourd'hui il vise plus haut.

Je suis etc.

(s.) Guillaume.

Le Baron Beyens, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Étrangères.

Berlin, le 24 Avril 1914.

Monsieur le Ministre,

La presse, comme le monde politique de Berlin, s'est occupée nécessairement de la visite des Souverains Anglais à Paris et il n'a fallu rien moins que les derniers événements du Mexique pour distraire leur attention de ce spectacle. On s'est accordé ici à trouver très maladroits les efforts de certains publicistes français en vue

d'amener le Gouvernement britannique à transformer l'entente cordiale en alliance effective, les journalistes berlinois, tant libéraux que conservateurs, ont constaté avec un véritable plaisir leur insuccès. M. Ernest Lavisse avait ouvert le feu par sa lettre au «Times», où il nous a prouvé qu'un bon historien peut fort bien n'être qu'un piètre écrivain politique. Rien ne devait agacer davantage les Allemands et rendre plus défiants les Anglais que l'évocation faite par M. Lavisse, à la fin de sa lettre, de la question d'Alsace-Lorraine, qu'il appelle une question européenne et mondiale. Pour les Allemands il n'existe pas de question d'Alsace-Lorraine, du moins telle que l'entendent les Français, depuis que le sort des armes a rattaché définitivement ces anciennes provinces germaniques à l'Empire d'Allemagne. Il n'y a de divergences entre eux que sur la façon d'administrer l'Alsace-Lorraine qui n'est pas faicle à gouverner. Les uns tiennent pour la manière forte, les autres pour la douceur. Les Allemands sont persuadés que l'Angleterre ne prendra jamais les armes, afin d'aider la France à reconquérir les provinces perdues.

M. Cambon voit encore la main de M. Isvolsky dans cette campagne inutile des journaux russes et français. M. Isvolsky est de nouveau en grande faveur à St.-Pétersbourg, comme en témoigne la haute distinction, le cordon de Saint Alexandre Newski, qu'il vient de recevoir, mais à Paris il n'a pas l'oreille du Cabinet radical. *Aussi l'Ambassadeur de France à Berlin espère-t-il que l'intrigant diplomate ira bientôt représenter le Tsar à Londres.* Il pourra s'y convaincre que l'opinion publique n'est pas disposée à voir l'Angleterre perdre sa liberté d'action par un traité formel qui lierait son sort à celui de la Russie et de la France.

Il est curieux de constater que c'est le parti radical anglais qui éprouve le plus de répugnance à s'allier à la République. Ses tendances intransigeantes et son programme de réformes sociales devraient au contraire le rapprocher des radicaux français qui poursuivent, de l'autre côté de la Manche, le même but politique. Ses sympathies vont pourtant de préférence à l'Allemagne, malgré son gouvernement conservateur et plutôt réactionnaire. Comment expliquer cette anomalie ? Est-ce crainte de se laisser entraîner par la France dans une guerre qui imposerait de lourdes charges financières à l'Angleterre et y empêcherait pour longtemps l'accomplissement des réformes ? Est-ce aversion contre le service militaire obligatoire ou simplement contre l'augmentation de l'armée britannique que ne cessent de conseiller des écrivains français avec une insistance intempestive ? N'est-ce pas aussi un reste du vieil esprit presbytérien qui survit dans les classes inférieures de la société anglaise, composées surtout de non-conformistes ? Cet esprit a été de tout temps hostile aux idées et à la civilisation françaises. L'antipathie des radicaux anglais pour la République voisine est sans doute un effet de ces diverses causes et un produit de ces différents éléments.

Pour nous, la question la plus intéressante qui se pose à l'occasion de la visite des Souverains de la Grande-Bretagne est celle

de savoir si le Gouvernement britannique serait aujourd'hui aussi enclin qu'il y a trois ans à se ranger du côté de la France, dans le cas d'un conflit de cette dernière avec l'Allemagne. *Nous avons eu la preuve qu'une coopération de l'armée anglaise et l'envoi d'un corps expéditionnaire sur le continent avaient été envisagés par les autorités militaires des deux pays. En serait-il encore de même aujourd'hui et aurions nous toujours à redouter l'entrée en Belgique de soldats anglais pour nous aider à défendre notre neutralité, en commençant par la compromettre* ? Si la question n'est examinée que du point de vue allemand, le seul où je puisse me placer, une réponse négative n'est pas douteuse. Il semble à un observateur vivant à Berlin que les liens de l'Entente cordiale se sont quelque peu détendus, que la pointe de cette arme défensive n'est plus tournée exclusivement contre l'Allemagne, comme elle le fut du temps du Roi Edouard, et que la Triple Entente est devenue plutôt un concert qu'une Union de Puissances, agissant ensemble dans certaines questions déterminées pour la poursuite d'intérêts communs. Mais cette façon de voir peut être fausse ou influencée par la lecture d'écrits politiques dus à des plumes allemandes. Il serait fort intéressant pour moi de savoir ce que pensent du caractère qu'a pris l'Entente cordiale mes collègues de Londres et de Paris.

Veuillez agréer etc.

(s.) Baron Beyens.

Le Baron Beyens, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Étrangères.

Berlin, le 12 Juin 1914.

Monsieur le Ministre,

Les journaux allemands consacrent depuis dix jours en première page des articles quotidiens à la crise ministérielle française. Elle accapare leur attention et celle de leurs lecteurs. La question albanaise, l'imbroglio mexicain, sont relégués au second plan. Les élections législatives en France, comme j'ai eu l'honneur de vous l'écrire le 14 mai dernier, avaient causé ici une grande satisfaction qui s'était faite jour dans le langage de la presse, avec cette restriction cependant qu'il ne fallait pas espérer de la majorité de la nouvelle Chambre l'abrogation immédiate de la loi sur le service militaire de trois ans. Cette loi a acquis en effet une importance extraordinaire, et suivant moi quelque peu exagérée, aux yeux des Allemands. C'est le leitmotif, le refrain obligé de leurs appréciations sur la politique française à l'égard de l'Allemagne. C'est pour eux la preuve manifeste des desseins agressifs qu'ils prêtent à ses dirigeants.

La démission du Cabinet Doumergue, l'échec de la combinaison Viviani, le refus de MM. Deschanel, Delcassé et Jean Dupuy d'assumer la responsabilité de constituer un Ministère, avaient rendu con-

fiance à la presse allemande dans la réalisation de son désir : l'abolition du service militaire de trois ans par une majorité de radicaux socialistes. Mais si la pensée était la même chez tous les organes de l'opinion publique allemande, l'expression en était bien différente, suivant la couleur politique du journal. Là où la presse libérale applaudissait sans mesure au triomphe du radicalisme français, les pangermanistes ne trouvaient que matière à raillerie et à dénigrement ; on peut même dire que la plupart des journaux conservateurs n'ont observé aucune mesure dans leurs jugements. Tous cependant sont d'accord pour voir dans l'obstination des radicaux-socialistes à ne pas faire partie d'un Ministère qui ne promettrait pas de résoudre immédiatement la question militaire, un plan de campagne ourdi contre l'Élysée, la crise ministérielle en se prolongeant devant se transformer en crise présidentielle.

La constitution d'un Cabinet sous la présidence de M. Ribot a déçu les espérances des journaux allemands. Ils n'admettent pas que l'honorable académicien n'ait accepté que par patriotisme, malgré son âge avancé et son mauvais état de santé, la tâche ingrate de former un Ministère d'union républicaine. Ils ne voient là de sa part qu'un acte de complaisance envers M. Poincaré. Quant à ses chances de durée, ils s'en réfèrent aveuglement à l'avis de Jaurès et des radicaux français, quoique la «Gazette de Voss» — qui connaît mieux l'histoire parlamentaire de la République — ait pris soin de rappeler, par l'exemple de MM. Méline et Barthou, que certains Ministères condamnés à mourir dès le premier jour avaient eu la vie plus dure qu'on ne le supposait. En réalité, surtout après une crise difficile à dénouer, le Parlement français a généralement accordé quelques mois de répit aux combinaisons ministérielles les moins viables.

Il semble aujourd'hui, d'après le spectacle que nous offre la France, que le Cabinet Barthou ait trop présumé des forces et des sentiments du Pays, en lui demandant le rétablissement du service militaire de trois ans, et que les Allemands aient raison de le penser. Le peuple français n'a pas montré à cette occasion l'abnégation patriotique dont il avait donné des preuves dans d'autres circonstances. Cela tient sans doute à la propagation des idées socialistes dans les classes inférieures de la nation. *Quoi qu'il en soit, on doit se demander si le Cabinet Barthou et le Président de la République n'ont pas agi avec trop de précipitation ; si, mal éclairés sur les véritables intentions du Gouvernement Impérial lorsqu'il a déposé l'an dernier son projet de loi pour le renforcement de l'armée, ils ont eu raison de riposter du tac au tac par la loi sur le service de trois ans, au lieu de s'assurer que l'augmentation des effectifs allemands était réellement une arme tournée contre la France. Je crois en définitive, comme l'a dit M. de Bethmann-Hollweg à la tribune du Reichstag, que le danger d'une confédération balkanique, qui paralyserait plus tard une grande partie des forces autrichiennes, a été la raison dominante de la loi allemande de 1913. Quelques semaines après le dépôt de cette loi, la confédération balkanique avait cessé d'exister. Mais le Gouvernement*

Impérial se trouvait en présence d'un autre danger qu'il n'avait pas prévu : le dépôt d'une loi augmentant les effectifs de combat de l'armée francaise, suivi d'une campagne violente de discours et d'articles de journaux dirigée contre l'Allemagne. Il est résulté de cette agitation montrée par les Français une plus grande tension dans leurs rapports avec l'Empire voisin et l'idée, faussement répandue ou acceptée sans contrôle par les meilleurs esprits de ce pays-ci, que la guerre est inévitable dans un avenir rapproché, parce que la France la désire violemment et s'arme fébrilement pour s'y préparer. A Paris les mêmes intentions sont prêtées au Gouvernement Impérial dont plusieurs membres ont eu parfois, il faut en convenir, des paroles malheureuses ; tel le Ministre de la Guerre parlant d'une «offensive foudroyante» et d'une «attaque brusquée» pour donner la victoire à l'armée allemande. Il n'y a peut-être encore aujourd'hui qu'une effroyable méprise chez l'un comme chez l'autre des deux peuples. La majorité de la nation française ne veut certainement pas d'une guerre et cette guerre ne serait pas nécessaire à l'Allemagne. Dans peu d'années l'équilibre des forces ne sera plus possible entre elle et sa voisine. L'Allemagne n'a qu'à prendre patience, qu'à poursuivre en paix le développement incessant de sa puissance économique et financière, qu'à attendre les effets de sa natalité prépondérante, pour dominer sans conteste et sans lutte toute l''Europe centrale. *M. Barthou et M. Poincaré auraient donc mieux fait peut-être d'examiner avec plus de sang-froid s'il n'existait pas de meilleur moyen d'assurer la paix entre la France et l'Allemagne que cette concurrence dans les armements et l'augmentation des effectifs,* dont la première n'est pas capable de supporter le poids aussi longtemps que la seconde.

Un autre reproche qu'on peut adresser aux partisans en France du service de trois ans, c'est de faire intervenir sans cesse dans la discussion de cette question intérieure *la Russie, dont les desseins politiques restent impénétrables, la Russie qui dirige la Duplice à son profit exclusif, la Russie, qui accroît, elle aussi, dans une proportion effrayante ses armements, sans qu'elle soit menacée par l'Allemagne !*

En ce qui nous concerne, nous n'avons pas à prendre parti, comme le fait malheureusement notre presse de langue française, pour ou contre le maintien du service de trois ans chez nos voisins. Mais nous pouvons nous poser à nous-même cette question : *le triomphe du parti radical sur les républicains modérés groupés autour du Président de la République et l'abandon de la loi militaire du Cabinet Barthou qui en serait la conséquence ne seraient-ils pas pour nous des événements très favorables, car ils contribueraient plus que tous autres à éloigner de nos frontières le danger d'une guerre dont nous avons à redouter les conséquences, quelle qu'en soit l'issue, et à rétablir dans l'Occident Européen une situation plus durable?*

Veuillez agréer etc.

(s.) Baron Beyens.

Le Baron Beyens, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Étrangères.

Berlin, le 2 Juillet 1914.

Monsieur le Ministre,

La nouvelle que le Ministre d'Autriche-Hongrie à Belgrade avait été chargé de demander au Gouvernement serbe d'ouvrir une instruction contre les menées anarchistes dont l'Archiduc François-Ferdinand et la Duchesse de Hohenberg ont été les victimes et de laisser des agents de la police austro-hongroise prendre part aux recherches a excité un certain émoi dans les cercles diplomatiques de Berlin. Le fait que la résolution d'adresser cette demande au Cabinet de Belgrade a été prise à la suite d'une conférence entre le Ministre des Affaires Etrangères, Comte Berchtold, le Chef de l'Etat-major général Conrad von Hötzendorf, et le Ministre de la Guerre, Krobatin, grossit les commentaires que la nouvelle provoque.

Certes, il faut tenir compte de l'exaspération causée à Vienne par le forfait, par les aveux des assassins au sujet de la provenance de leurs bombes envoyées de Belgrade et par le langage inconsidéré de quelques feuilles de cette capitale qui ont cherché à justifier le crime, en le dépeignant comme le châtiment mérité de l'oppression dont les éléments serbes et le sentiment national serbe ont à souffrir en Bosnie. *Le Cabinet Pachitch qui a fermé les yeux pour ne pas voir le foyer de propagande anarchiste existant à Belgrade ne doit pas être surpris qu'on le requière d'agir énergiquement contre les coupables au lieu de continuer à les traiter avec une aussi aveugle tolérance.*

Mais tout de même la demande sort des règles ordinaires du droit. Quand un Etat accepte, à la suggestion d'un Gouvernement étranger, de poursuivre sur son territoire des criminels, il confie les recherches à ses propres agents. La Serbie consentira-t-elle à subir le concours de policiers austro-hongrois ? Si elle le refuse, comme une atteinte portée à ses droits de souveraineté, *un conflit s'en suivra-t-il qui étant donnée la colère légitime des Gouvernements de Vienne et de Budapest et les manifestations anti-serbes dont des villes de la monarchie sont le théâtre, pourrait dégénérer en hostilités* ?

La Serbie n'en viendrait là, se dit-on à Berlin, que si elle se sentait appuyée par la Russie et le Gouvernement du Czar ne la soutiendrait pas, *car il doit lui-même partager l'horreur et les craintes causées par le crime des régicides de Sarajevo.*

Veuillez agréer etc.

(s.) Baron Beyens.

LES NEUTRES HÉSITENT !

Nous avons deux sortes de raisons de déplorer ce qui vient de se passer au Monténégro : les unes sont d'ordre moral et les autres d'ordre matériel.

Le Monténégro se trouve être le troisième — et j'ajouterai le plus petit des trois petits peuples sur lesquels s'est appesantie la dure main des deux empires du centre.

Le premier de ces peuples, le peuple belge, au secours duquel les alliés anglo-français ont accouru avec toute la rapidité que pouvait comporter leur état insuffisant de préparation, a été submergé malgré ses efforts et les nôtres.

Le second de ces peuples, le peuple serbe, après avoir à deux reprises, dans une lutte inégale — et combien — repoussé l'invasion d'une puissante armée, a, par suite de l'imprévoyance de la diplomatie des alliés, été écrasé par les efforts réunis des deux empires auxquels s'était joint un voisin dévoré de rancune et avide de conquêtes. Sa population est dispersée, en fuite ou déportée, et nous nous occupons de donner aux débris de son armée, ou du moins à ce qui en pourra s'y rassembler, un lieu de refuge et de reconstitution. La Serbie est une deuxième victime de notre imprévoyance. Il lui faudra de longues années pour se relever des ruines accumulées sur son territoire et des terribles vides creusés dans sa population.

Le peuple monténégrin, enfin, après une brillante et héroïque résistance, vient, faute de secours apporté à temps, de se voir forcer dans ses montagnes jusqu'ici réputées inaccessibles. Il sera décimé, dispersé et déporté.

A ceux qui s'étonneraient encore de l'hésitation qu'éprouvent certains petits peuples dont les sympathies, à défaut de celles de leurs gouvernements, nous sont acquises, à se

ranger délibérément à nos côtés, il suffira, je pense, de faire remarquer que le sort subi successivement par les trois peuples que je viens de citer ne constitue pas précisément un encouragement à les imiter. Entre le régime de destruction et de terrorisme qui les menace et les atermoiements, retards ou absences de prévoyance qu'ils peuvent entrevoir, il n'y a pas à s'étonner ni à leur reprocher de jouer la prudence, alors même que ladite prudence semble condamner toutes leurs ambitions.

Voilà les raisons morales que nous avons de déplorer, après l'écrasement des Belges et des Serbes, celui de nos alliés du Monténégro.

Quant aux raisons d'ordre matériel qui peuvent nous faire déplorer le succès des armées saustro-hongroises, elles sont tirées de l'importance qu'il peut y avoir pour la double monarchie à fortifier sa situation dans l'Adriatique. Si cette perspective peut surtout, ainsi que la lecture de tous les journaux italiens, en fait foi, intéresser nos voisins d'au delà des Alpes, elle a sa répercussion immédiate sur la situation des alliés dans l'Adriatique.

Le petit golfe dénommé « bouches du Cattaro » constitue un superbe et vaste abri aux eaux profondes, dont, jusqu'ici, la sécurité était quelque peu relative, parce que, dominé par le mont Lovcen, il était exposé à ses coups. La possession de ce rocher en fait, aujourd'hui, pour nos ennemis une base navale de premier ordre, et si l'Italie s'est assuré par la prise de possession de Valona, en face de Brindisi, la clef de la porte de l'Adriatique, sa rivale y possède un repaire désormais bien difficile à forcer.

Quand donc la Quadruple-Alliance se mettra-t-elle en tête que, pour faire la guerre, comme pour administrer, il faut savoir prévoir, et qu'en matière militaire comme en chirurgie les mesures prophylactiques valent toujours mieux que les amputations, mêmes en apparence les mieux réussies ?

GÉNÉRAL HUMBEL.

(La Libre Parole.)

CHRONIQUE DE LA GUERRE

14 mars 1916.

Il est remarquable que, depuis quelque temps, la presse ententiste commence à perdre sa foi dans la «guerre d'usure» ou d'«épuisement». Dans les journaux français, anglais, italiens deviennent de plus en plus nombreux les articles où l'on démontre qu'attendre «la victoire» du temps, de la famine, en un mot, de l'affaiblissement de l'ennemi, est une «illusion dangereuse». Les ententistes se mettent ainsi à démentir eux-mêmes les nouvelles tendancieuses qu'ils répandaient avec tant d'adresse sur l'état désespéré de notre situation économique, sur le «découragement» des soldats austro-hongrois ou allemands, et cherchent à prouver cette vérité lumineuse que, pour vaincre, il faut battre l'armée ennemie . . .

L'énonciation de cette vérité était évidemment en rapport avec le «grand coup de bélier» projeté par la Quadruplice pour le printemps qui vient de s'épanouir. Vous savez que les ententistes ne cessaient de clamer que l'unité dans l'action une fois assurée par «le grand conseil de guerre», «la victoire définitive» ne tarderait pas à leur sourire. L'offensive qu'il préparaient soigneusement sur tous les fronts était déjà, paraît-il, décidée par ce grand conseil de guerre, lorsque les Allemands, en ennemis grossiers qu'ils sont, se sont avisés d'entamer, autour de Verdun et sur d'autres points du front occidental, une action formidable au dire même des critiques militaires de l'ennemi. M. Repington, colonel anglais, qui ne laisse échapper aucune occasion de dire quelques bêtises sur la situation, a été obligé de reconnaître que, loin d'être «épuisés», comme il s'était plu à les représenter presque au commencement de la guerre, les Allemands étaient animés

d'un esprit offensif qui surpassait toute attente. Le fait est que la grande bataille autour de Verdun leur a déjà valu des succès très remarquables si l'on en juge par le communiqué du 12 mars de l'État-major allemand, où il est parlé de 430 officiers et 26.042 hommes faits prisonniers et de 189 canons (dont 41 de gros calibre) et 232 mitrailleuses capturés. Tout en nous inclinant devant la bravoure et l'héroïsme des Français qui cherchent à enrayer avec une énergie peu commune les attaques ennemies, nous prévoyons dès à présent qu'ils devront abandonner leurs positions puissamment fortifiées autour de Verdun et de Reims.

Les ententistes semblent être les victimes de leurs propres mensonges. Ils ont fini par croire qu'ils commandaient en réalité les manœuvres sur les champs de bataille et qu'il ne tiendra qu'à eux de prendre l'initiative des mouvements qui appartenait jusqu'à présent aux puissances centrales. Ils nous ont étourdis par des statistiques sur leur «production toujours croissante en munitions», sur les millions de soldats russes ou anglais qui entreront bientôt en ligne sur notre affaiblissement, etc. et maintenant ils se montrent effarés de l'immense effort allemand appuyé par une puissante artillerie et une abondance en toutes sortes de projectiles qui n'est nullement un indice de pénurie en fait de munitions. Car, dans leur aveuglement, nos ennemis ne manquaient pas de crier que bientôt nous serons aussi à bout de matériel pour la continuation de la guerre . . . Ils reviennent aujourd'hui de leurs illusions; ce n'est pas la première, ni la dernière fois.

A la rigueur, nous comprenons encore que nos ennemis cherchent à soutenir le moral défaillant de leurs peuples par toutes sortes d'illusions; ce qui est plus étrange déjà, c'est que le *Bulletin de l'État-major roumain* soit leur dupe. Ainsi nous lisons dans *La Politique* du 25 février ce passage tiré dudit *Bulletin: «Au cours de l'année 1915, les Alliés ont eu partout l'initiative des mouvements et sur presque tout le front français ont entrepris des opérations offensives qui, en plus des succès locaux, leur ont assuré l'ascendant moral donné par la conscience de la supériorité vis-à-vis d'un ennemi qui n'attaque plus et qui seulement se défend.»* Et plus loin: «Les succès des Allemands n'ont été que momentanés et

souvent obtenus par surprise ou par des *procédés de lutte anormaux.*» Et pour finir: «Les efforts que cet Empire (l'Allemagne) fait depuis le commencement de la guerre, aussi bien du point de vue militaire *que financier,* sont pour les alliés une *garantie du succès définitif,* quelqu'éloigné qu'il pût être pour le quart d'heure.»

Notre confrère bucarestois est bien bon de s'indigner de ces «énormités». Nous autres qui avons eu l'honneur douteux de connaître la neutralité italienne, qui jouissons actuellement de la neutralité américaine ou plutôt de celle de M. Wilson, nous avons déjà adopté le principe du *nil admirari.* L'Allemagne a beaucoup d'ennemis: *viel Feind', viel Ehr';* il n'est pas étonnant que le rédacteur du *Bulletin* roumain se place au point de vue ententiste pour juger la situation militaire.

Sur les autres fronts rien de remarquable à signaler. En Albanie, nos troupes s'approchent de Valona; nous verrons bientôt si cette ville est aussi inexpugnable que le prétendent les Italiens. Ceux-ci, pour venir en aide aux Français, reprennent du reste ce qu'ils appellent leur «offensive» sur l'Isonzo. Nous nous réjouissons d'avance de lire les communiqués de M. Cadorna à ce sujet. — Les Russes, las d'obtenir des succès sur les fronts européens, tournent leurs regards vers l'Asie-Mineure où, nous l'espérons, ils se heurteront bientôt à la bravoure des vainqueurs de Gallipoli. — A Salonique, M. Sarrail attend l'offensive des puissances centrales et de leurs alliées ou — peut-être — l'ordre d'embarquer ses troupes pour renforcer le front français en danger.

HISTORICUS.

Le Directeur-Gérant,
GUILLAUME HUSZÁR.

La Banque Générale de Crédit Hongrois

tiendra le 18 mars 1916

son Assemblée générale ordinaire

CAISSE D'ÉPARGNE CENTRALE DE HONGRIE

Le bilan de 1915 de la **Caisse d'Épargne Centrale de Hongrie** se solde par un bénéfice net de Cour. 2,907.784·64, c'est-à-dire par un excédent de Cour. 1,004.033·14 sur celui de l'année précédente. Le Conseil d'Administration a décidé qu'il proposerait à l'Assemblée générale du 18 mars, la distribution d'un dividende de Cour. 70 par action (au lieu de Cour. 60 de l'année précédente), déduction faite des prélèvements statutaires. Le Conseil proposera, en outre, de verser Cour. 24.000 à la Caisse des pensions des employés, de distribuer Cour. 55.000 à titre de rémunération spéciale au personnel de l'établissement, de répartir Cour. 20.000 pour des œuvres de bienfaisance et de reporter à nouveau le solde de Cour. 386.553·09 qui restera.

CHEMINS DE FER DE L'ETAT HONGROIS.

Budapest—Vienne—Zurich—Genève

200	d. **Budapest** Ouest..... a.	—
620	a. Vienne (Marchegg) d.	—
205	d. **Budapest** Est. ..... a.	140
640	a. Vienne Ostb.(Bruck) d.	910
750	d. **Vienne** Westb. ..... a.	720
710	a. Innsbruck ..... d.	730
1152	a. **Buchs** ..... d.	221
1215	d. **Buchs** ..... a.	151
223	a. **Zurich** ..... d.	1152
310	d. **Zurich** ..... a.	802
753	d. Lausanne..... a.	210
900	a. Genève ..... d.	100

Budapest—Sofia—Constantinople

* Balkanexpress dép. merc., samedi			* Balkanexpress dép. mardi, samedi	
1155	d. **Budapest** Ouest ... a.			610
617	d. Zimony ..... d.			1050
937	a. **Sofia**..... d.			835
1015	d. **Sofia**..... a.			805
1020	d. Kuleliburgas ..... d.			848
700	a. **Constantinople** ...			1205 *

Budapest—Cologne—Bruxelles

930	d. **Budapest** Ouest..... a.	710
550	a. Vienne Ostb. (Marchegg) d.	1125
720	d. **Vienne** Westbahn... a.	1005
1258	a. Passau ..... d.	455
115	d. Passau ..... a.	430
450	a. Nurnberg..... d.	1255
923	a. **Francfort** ..... d.	805
509	a. **Cologne** ..... d.	1148
750	d. **Cologne** ..... a.	1101
140	a. **Bruxelles**..... d.	457

Budapest—Vienne—Munich

205		d. **Budapest** Est. ..... d.	—	140
640		a. Vienne Ostb.(Bruck) d.	—	910
200	930	d. **Budapest** Ouest. ... a.	710	—
620	550	a. Vienne (Marchegg) d.	1125	—
1025	720	d. **Vienne** Westb. ..... a.	1005	610
640	137	a. **Salzbourg** ..... d.	437	943
703	200	d. **Salzbourg** ..... a.	415	910
1015	500	a. **Munich**..... d.	127	600
1225	520	d. **Munich**..... a.	117	547
758	1245	a. Strasbourg ..... d.	539	940

Budapest—Fiume

710	1025	d. **Budapest**..... a.	645	905
228	850	d. Zágráb ..... d.	831	209
730	405	a. **Fiume** ..... d.	1255	810

Budapest—Predeal—Bucarest

210	935	d. **Budapest**	125	735
633	329	a. Predeal	842	1220
811	529	d. Predeal	900	1209
1155	920	a. **Bucarest**	505	750

Budapest—Varsovie

705	d. **Budapest**..... a.	620
505	d. Oderberg ..... d.	1013
1000	d. Trzebinia..... d.	730
1120	a. Zabkowice ..... d.	555
1131	d. Zabkowice ..... a.	544
612	a. **Varsovie** ..... d.	1100

Budapest—Oderberg—Berlin

* Balkanzug dép. lundi et jeudi						* Balkanzug dép. merc. et samedi
650*	650	d. **Budapest** Ouest..... a.	940	1130		
1233	1241	d. Zsolna..... d.	351	552		
253	325	d. Oderberg ..... d.	110	340		
521	612	d. Breslau ..... d.	955	1251		
958	1108	a. **Berlin** Friedr. Str. d.	426	815*		

Berlin—Amsterdam—La Haye

930	807	d. **Berlin** Friedr. Str. a.	735	557	Express
1020	829	a. **Amsterdam**..... d.	804	138	
1106	917	a. **La Haye** ..... d.	706	1248	

Berlin—Copenhague

820	d. **Berlin** Stett. Bhf.... a.	929	Express
719	a. **Copenhague** ..... d.	1020	
	via Warnemünde-Gjedser		

Berlin—Stockholm—Christiania

830	d. **Berlin** Stett. Bhf.... a.	725
849	a. **Stockholm** ..... d.	830
	via Sassnitz-Trälleborg.	
830	d. **Berlin**..... a.	725
1200	a. **Christiania**..... d.	545
	via Sassnitz-Trälleborg.	

Budapest, Imprimerie de la Société anonyme Athenaeum.

30148

N° 39 de la série entièrement consacrée à la guerre.

IXe ANNÉE. — TOME XVII. 1 AVRIL 1916

REVUE DE HONGRIE

Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE:

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président; MM. le Cte ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÖTHY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, Cte ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, Cte MARC WICKENBURG, JULES de WLASSICS, Cte JEAN ZICHY

GUILLAUME HUSZÁR, Directeur-Gérant.

Mente hungarica,
Verbo gallico.

SOMMAIRE

I. — LA HONGRIE DE L'AVENIR, par **M. Jean d'Iklódy-Szabó**, Député 1

II. — LES TURCS EN PERSE, par **Réchid Safvet Kara Chemseddine Oglu**, Directeur du Cabinet du Ministre des Finances de Turquie 14

III. — LA DÉMENCE ENTENTISTE, par **Un ancien Ambassadeur** 26

IV. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par **Historicus** ... 31

BUDAPEST,
I., TIGRIS-UTCA 6.

(En vente chez tous les libraires.)

VIENNE, GEROLD & CIE. — **BERLIN** (SW 48), BERNHARD STAAR. — **LEIPSIC**, GUSTAV FOCK. **MUNICH**, SUCC. ULRICH PUTZE. — **BRUXELLES**, J. LEBÈGUE ET CIE. — **LA HAYE**, BELINFANTE FRÈRES. **AMSTERDAM**, FEIKEMA. — **ROTTERDAM**, KRAMERS. — **BERNE**, A. FRANCKE. — **GENÈVE**, PH. DÜRR **ZURICH**, C. M. EBELL. — **BÂLE**, WEPF, SCHWABE ET CIE. — **LAUSANNE**, JEAN BIEDERMANN. **STOCKHOLM**, C. E. FRITZE. — **COPENHAGUE**, VILHELM TRYDE. — **MADRID**, FERNANDO FÉ. **BARCELONE**, VERDAGUER. — **ATHÈNES**, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH. **BUCAREST**, SOCEC & CIE. — **CONSTANTINOPLE**, OTTO KEIL — **SMYRNE**, AHAJOLI. **NEW-YORK**, G. E. STECHERT & CIE. — **BUENOS-AYRES**, ‘. M. JOLY ET CIE.

POLITIQUE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE,
ÉCONOMIE SOCIALE, HISTOIRE, LITTÉRATURE, PHILOSOPHIE, BEAUX-ARTS
QUESTIONS DE CULTURE UNIVERSELLE.

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'est assuré la collaboration des hommes d'État et des écrivains remarquables du pays et de l'étranger qui examinent et discutent, d'un point de vue à la fois hongrois et international, toutes les questions politiques, historiques, économiques, sociales et littéraires.

Depuis l'ouverture des hostilités, la REVUE DE HONGRIE est entièrement consacrée aux problèmes relatifs à la guerre Elle s'efforce d'être aussi impartiale que possible et surtout de mettre en relief le rôle que joue la Hongrie dans la conflagration générale.

La REVUE DE HONGRIE laisse à chacun de ses collaborateurs la responsabilité de ses opinions.

LA REVUE DE HONGRIE

se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'étranger qui en auront fait la demande.

LA REVUE DE HONGRIE

PARAIT LE 1 ET LE 15 DE CHAQUE MOIS

PRIX D'ABONNEMENT:

HONGRIE ET AUTRICHE	un an	**25** cour.
ALLEMAGNE	un an	**25** marcs.
AUTRES PAYS DE L'UNION POSTALE	un an	**30** francs.

Prix des «livraisons de guerre» 1 cour.

LA HONGRIE DE L'AVENIR

I.

Pendant la guerre actuelle la Hongrie a été, et sera certainement encore dans l'avenir, un fidèle et très ferme soutien de cette ligue des États de l'Europe centrale, dont la puissance repose sur le prétendu militarisme allemand, que les pays de l'Entente déclarent si funeste.

C'est à la communauté des intérêts politiques que cette alliance doit le jour. La communauté des intérêts économiques ne jouait pas un si grand rôle jusqu'ici. Bismarck, voulant caractériser la situation de l'Allemagne en regard de la monarchie austro-hongroise, disait que des oppositions d'intérêt dans le domaine économique ne doivent pas nécessairement causer de l'antagonisme en politique, que la communauté des intérêts politiques est même parfaitement conciliable avec un antagonisme des intérêts économiques.

Toutefois cette alliance, bien qu'elle soit essentiellement politique, ne saurait, dans sa teneur actuelle, servir de preuve à l'appui de la justesse du principe énoncé par Bismarck. L'époque des guerres de tarifs auxquelles il avait recours est passée. Il est impossible de savoir comment aurait joué cette alliance lorsque la politique économique inaugurée par Bismarck battait son plein. Ce qui est certain toutefois, c'est que les trois États qui sentaient déjà avant la guerre la nécessité d'un rapprochement économique dans l'intérêt de leurs rapports politiques, le sentent mieux que jamais à présent. Sous quelle forme et dans quelle mesure ce rapprochement se produira-t-il, c'est ce qu'on ne saurait encore préciser. Selon un homme politique hongrois en vue, les pays de l'Europe centrale

et leurs alliés se garantiraient quelque chose de plus qu'un régime accordé aux « nations les plus favorisées ».

En dehors de la conclusion de traités de commerce, il existe encore d'autres moyens de consolider une alliance politique. Ainsi un pays riche en capitaux peut en prêter à un pays qui en manque. Aujourd'hui je ne fais qu'effleurer ce sujet, mais j'y reviendrai plus tard.

L'alliance des puissances du Centre est donc, comme je l'ai dit, de nature politique. C'est la communauté des intérêts politiques qui a engagé la Hongrie à y entrer. C'est la nécessité de nous défendre contre le péril russe et les aspirations panserbes qui a fait de la Hongrie un ferme soutien de l'alliance des Etats centraux.

Lorsque la haine de l'Allemagne, accrue encore par les cruautés et les misères qui découlent de la guerre, aura perdu de sa violence ; que la paix une fois rétablie, les peuples d'Occident ne se trouveront plus en face de la muraille d'acier que leur opposent les Allemands et seront de nouveau obligés de reconnaître ce que le génie de cette nation fait pour la cause du progrès, et qu'ils pourront de nouveau travailler en paix au bien de leur patrie et à la réalisation des buts communs à l'humanité toute entière : alors ces peuples reconnaîtront peut-être que ce n'était pas seulement pour défendre leur civilisation, mais aussi celle de l'Europe que les Allemands et les Hongrois ont opposé une digue à la marée slave s'étendant de Kamtchatka à Cracovie. Une nouvelle invasion de peuples venus d'Orient menaçait de nous anéantir et, si nous avions été les plus faibles, elle aurait fini par submerger tous les pays d'Occident et, par conséquent, ceux-là mêmes où l'on traite aujourd'hui de barbare la nation de Kant, Fichte et Gœthe.

C'est nous, Allemands et Hongrois, les prétendus barbares, qui avons défendu la civilisation occidentale contre l'Occident même et contre le panslavisme qui, s'il n'est pas la barbarie, a de la civilisation une idée tout autre que les peuples de l'Europe occidentale, et sert de point d'appui au despotisme russe.

Lorsque la Russie, refoulée en Extrême-Orient où elle a une mission à remplir, et peut-être pour faire oublier au peuple les douloureux souvenirs d'une coupable politique, mettra résolument la main à l'œuvre de civilisation dans son

propre pays en appliquant les méthodes d'Occident, il n'est pas impossible qu'elle sera troublée dans son travail par l'antagonisme des races blanche et jaune, latent aujourd'hui, mais qui finira tôt ou tard par éclater.

Les destinées de la race blanche que l'Angleterre a eu le cœur de trahir en s'alliant par intérêt avec le Japon, seront alors mises en péril. Quelle anxiété éprouveront alors ceux qui, se plaçant à un point de vue élevé, voudraient sauver la civilisation millénaire de la race blanche, ou craignent simplement pour la vie et les biens de leurs compatriotes qui sont allés chercher fortune en Extrême-Orient et, par là, contribuent à l'enrichissement de leur patrie.

Mais à l'heure critique, lorsque la puissance russe se sera montrée incapable à elle seule de conjurer le péril qui menace la civilisation européenne, alors l'Allemagne et ses alliés se trouveront à ses côtés. Le militarisme allemand si critiqué, lequel vient de sauver la culture de l'Occident, étouffera dans leur germe, grâce à l'autorité qu'il s'est acquise au cours de cette guerre, toutes les attaques dirigées contre la légitime suprématie de la race blanche.

Indépendamment du droit imprescriptible, du devoir même qu'a chaque nation de pourvoir à la sécurité de ses frontières, le militarisme allemand a donc une raison d'être d'ordre universel et supérieure à la seule défense du territoire national.

L'alliance des empires centraux n'a jamais eu un caractère agressif. C'était simplement une alliance défensive. Lors même que le militarisme allemand aurait des visées agressives, ce dont je doute pour ma part, personne ne croira sérieusement que la monarchie austro-hongroise s'est lancée dans cette guerre pour faire des conquêtes. La structure de la Monarchie, la diversité des peuples qui l'habitent excluent une pareille supposition.

D'ailleurs une preuve éclatante du pacifisme de notre gouvernement, c'est la modération, la faiblesse disent quelques-uns, qu'il témoigna à l'occasion des événements qui précédèrent dans les Balkans la conflagration générale. Il ne s'immisça point dans les affaires de ces peuples quand le souverain d'un État voisin, le roi de Serbie, avec qui nous entretenions d'étroits rapports d'amitié, succomba à l'assaut des assassins; il ne

perdit point son sang-froid lorsque la folie des grandeurs qui avait peu à peu gagné ce pays, éclata en transports de rage lors de l'annexion de la Bosnie comme pour provoquer une action armée de la part de la Monarchie. Puis, quand au cours de la dernière guerre balkanique, la Serbie doubla presque l'étendue de son territoire, notre gouvernement éleva bien la voix en faveur de la Bulgarie à l'égard de laquelle on commettait une injustice, mais sa manière de voir n'ayant pas rencontré l'approbation des autres puissances, il se désista, et cela toujours pour sauvegarder la paix de l'Europe. Enfin lorsque l'agitation panserbe fomentée par les cercles officiels de Belgrade, fut devenue si violente que ses instigateurs ne reculèrent même pas devant le meurtre de l'héritier présomptif du trône, qui donnait de si belles espérances, et de son épouse, la Monarchie donna la déclaration solennelle, qu'en cas de neutralité des autres puissances, elle ne détruirait pas la Serbie et ne porterait même pas atteinte à son intégrité territoriale, mais qu'elle voulait seulement couper court une fois pour toutes aux aspirations panserbes, qui étaient une menace pour l'existence de notre pays.

Si les États de l'Entente avaient su d'avance quelle force de résistance nous serons capables d'opposer à leurs assauts, il est certain que cette démarche de notre gouvernement aurait eu le résultat désiré. Mais on prit notre amour de la paix pour de la faiblesse. On crut pouvoir nous traiter comme un malade sur le bord de la tombe.

On ne saurait assez appuyer sur ces faits, aujourd'hui que les nations de l'Entente nous représentent comme les trouble-paix de l'Europe. L'agression n'est venue ni de nous, ni des Allemands. Ces derniers n'ont pu faire que venir à notre aide lorsque la Russie, sans raison valable, prit sous sa protection la Serbie qui venait de nous faire un si grand mal.

Dans ces circonstances le caractère défensif de l'alliance des empires centraux ne saurait être contesté. Pour ce qui nous concerne en particulier, nous autres Hongrois, en dehors des raisons d'ordre général mentionnées ci-dessus, nous avons lutté pour notre existence même. Nous n'avons fait que nous défendre contre le péril qui nous menaçait du nord-est et du sud, tout comme nous avons tant de fois défendu notre indépendance, notre civilisation et l'intégrité territoriale de la

Hongrie dans le cours des siècles passés. Comme vont maintenant les choses, nous avons, je pense, tout lieu d'espérer que le but sera atteint. Le peuple hongrois sortira de la guerre grandi et fortifié. Le sang de nos braves soldats n'aura point coulé en vain. Le projet qu'avaient fait nos ennemis, de démembrer la Hongrie, a piteusement échoué. Nous avons même gagné plus que nous ne l'espérions à cette guerre. La paix glorieuse qui, tôt ou tard, couronnera les victoires remportées en commun avec nos alliés, aura non seulement pour effet d'assurer pour l'avenir l'intégrité du territoire national, de fortifier notre foi dans la solidité de l'État hongrois et de la communiquer à l'étranger, mais elle ouvrira encore des possibilités auxquelles nous ne songions même pas avant la guerre. L'obstination que nos ennemis mettent à nier nos succès et à prolonger la lutte n'aura, par suite de la supériorité incontestable des armes des pays centraux et de leurs alliés, d'autre résultat que de nous faire remporter de nouvelles victoires.

Nous sommes aujourd'hui, avec nos vaillants alliés, les maîtres d'une grande partie des Balkans. La possession du Lovčen nous a fait des Bouches de Cattaro, qu'il domine, un port de guerre de premier ordre, qui nous permettra de disputer aux Italiens la suprématie dans leur prétendue *Mare nostro*. Notre alliance avec la Turquie ouvre encore de nouvelles perspectives pour l'avenir depuis le lamentable échec de l'Entente aux Dardanelles. Le premier express d'Orient Berlin—Constantinople circule déjà par Budapest, mais ce n'est encore là qu'un commencement. En suite de la guerre, il se produira des changements dans les routes du commerce universel, qui jusqu'ici, étaient essentiellement maritimes. Il est hors de doute que l'Angleterre continuera à être une puissance navale, mais on ne saurait encore dire avec certitude dans quelle mesure elle le sera. Il se peut qu'elle conservera, mais il n'est pas impossible non plus qu'elle cessera d'avoir la maîtrise sur le canal de Suez. Mais ce qui est certain, c'est que, parmi les routes qui mènent en Orient, la grande ligne de Hambourg, Rotterdam ou Amsterdam à Bassorah sur le golfe Persique par Berlin, Budapest, Constantinople, Bagdad, acquerra une importance de premier ordre. A côté des léviathans modernes figureront dans le commerce avec l'Orient les locomotives volant sur les rails d'acier, ainsi que

les chalands qui glissent silencieusement sur le réseau de voies navigables de l'Europe centrale et orientale. Et cette grande route, par laquelle l'Orient et l'Occident échangeront leurs produits, traversera toute la Hongrie ! Le voyageur pour l'Orient prendra le train à Hambourg, Amsterdam ou Rotterdam et, en moins de vingt-quatre heures, il aura traversé la grande plaine allemande avec ses villes florissantes et ses hautes cheminées de fabriques. Tout à coup il apercevra les vertes Carpathes avec leurs coteaux parsemés de maisonnettes. Entre temps il passera en éclair près de bourgades hongroises. Puis apparaîtra le puissant Danube, et l'œil exercé du voyageur remarquera aussitôt qu'il porte bien moins de bateaux que le Rhin, l'Elbe ou la Meuse. Tout à coup le voici à Budapest, une véritable métropole toute bouillonnante de vie, avec son industrie, son commerce, ses beaux quais, son superbe Parlement, son magnifique palais des rois de Hongrie, son île de Sainte-Marguerite, ses thermes, ses luxueux cafés et ses orchestres de tziganes.

Budapest est le cœur de la Hongrie. Ce qu'on y voit de beau ne lui appartient pas en propre, mais à la Hongrie entière. Une nation pauvre en capitaux, il est vrai, mais enthousiaste et pleine de foi en son avenir, y a accumulé presque toute sa richesse et en a fait le centre de sa vie intellectuelle. Notre peuple avait peut-être l'intuition que c'est de Budapest, à la lisière des deux mondes, qu'on parviendra le plus facilement, grâce aux méthodes européennes, à faire jaillir du sol de l'Orient des sources de richesses encore ignorées.

Les premiers étrangers qui sont venus chez nous sont les Allemands et il est probable qu'ils afflueront en nombre considérable à l'avenir. Le travail et le capital allemands seront les bienvenus. Ils ont un rôle tout indiqué dans l'exploitation rationnelle des richesses du pays et contribueront, par suite, à l'édification de la fortune nationale.

Occupés que nous fûmes pendant des siècles à défendre la civilisation occidentale contre les Turcs, nous n'avons pu amasser des capitaux. En outre, la perpétuelle incertitude où il vivait pendant ces guerres sans fin avait rendu le peuple plus ou moins insouciant, et ce défaut s'est perpétué dans une certaine mesure chez les générations suivantes. Vint enfin une époque de paix relative où la noblesse, alors l'ossature de

la nation magyare, exténuée de fatigue, aspirait au repos. Ce fut là cette époque de *far niente* pour la noblesse et de stagnation pour le pays qu'a flagellée Berzsenyi et dont Petœfi, notre grand poète, a fait dans le *Gentilhomme hongrois* la cruelle, mais sous plus d'un rapport, assez méritée satire. Vers 1830, à l'instigation de notre grand Széchenyi, le goût du progrès s'empara des âmes. Mais cette belle époque ne dura guère, la révolution de 1848 et l'absolutisme autrichien qui suivit y mirent fin, et nous vécûmes alors des temps où, comme disait un proverbe, «le Hongrois cherchait à s'amuser en pleurant». La véritable ère de progrès s'ouvre chez nous avec le rétablissement de la Constitution en 1867, mais bien que nous ayons fait depuis lors des pas de géant dans cette voie, nous sommes encore loin d'égaler les peuples d'Occident en richesse et en civilisation.

Le Magyar n'aime pas les gasconnades. Nous sommes sévères pour nous-mêmes. Nous voyons très bien nos défauts sans essayer de les excuser. Nous n'avons pas encore assez de sens pratique; s'il n'en était pas ainsi, nous serions certainement plus riches. Cependant comme nous reconnaissons nos faibles et que nous aimons à nous instruire par l'exemple d'autrui, le temps n'est peut-être pas éloigné où nous serons capables de nous corriger radicalement de nos défauts.

Nous verrons avec plaisir venir à nous les Allemands et tous ceux qui sont disposés à nous instruire et à nous aider de leurs capitaux et de leur travail. L'amitié que les Germains éprouvent pour nous est d'ailleurs de fraîche date. Autrefois nous leur étions assez indifférents. L'intérêt qu'ils nous témoignent aujourd'hui s'explique par le *Drang nach Osten* si populaire en Allemagne et qui trouve son expression dans le projet d'une ligne directe de Hambourg à Bagdad, ainsi que par des raisons d'ordre militaire et politique. A proprement parler, c'est seulement au cours de cette guerre qu'ils ont appris à nous connaître et à nous estimer.

Loin de moi la pensée de vouloir faire briller le courage de mes compatriotes hongrois aux dépens des autres parties de l'armée commune, les Tyroliens, les Styriens etc., ou des Croates dont le pays, bien que faisant partie du royaume de Saint-Étienne, jouit de l'autonomie administrative, ou des intrépides régiments bosniaques. Comme il s'agit de la

Hongrie, je suis bien forcé de parler du soldat hongrois, mais je me bornerai à relater des faits connus de tous et laisse au lecteur à juger de l'influence qu'ils ont eue sur le cours des événements. C'est, paraît-il, ce qu'ont fait les Allemands et c'est là une des raisons pour lesquelles ils se sont rapprochés de nous.

Ce sont en partie les Hongrois de Dankl qui ont couvert la première retraite de Hindenburg sous Varsovie. Les Hongrois prirent aussi part à la nouvelle offensive allemande qui aboutit à la prise de Lodz. L'avance russe à Limanova fut enrayée par les hussards hongrois combattant à pied. Cette victoire nous valut le débloquement de Cracovie. Pendant la bataille d'hiver dans les Carpathes, les Hongrois combattirent aux côtés des Allemands de Linsingen. Le corps d'armée hongrois du général Arz, placé sous les ordres de Mackensen, refoula les Russes depuis Gorlice jusqu'à Brest-Litowsk ; ce sont les fantassins hongrois de Kœvess qui prirent Ivangorod et ce sont encore eux qui vainquirent en Serbie et qui se battent maintenant en Albanie. Ce sont des soldats de l'armée territoriale hongroise qui montent la garde à la frontière bessarabienne, cette section du front oriental qui fait l'objet de si fréquentes attaques de la part des Russes. De même sur le point le plus exposé du front italien, le plateau de Doberdo, ce sont encore les hommes de la grande plaine hongroise qui, depuis des mois, repoussent les assauts réitérés, mais aussi infructueux que désespérés des Italiens. La valeur du soldat magyar est passée en légende. Une de nos connaissances rentrée de Munich nous a raconté qu'elle avait entendu un homme du peuple dire : « Ja, die Ungarn sind die Bayern von Oesterreich ! » Les Bavarois s'estiment les plus braves de tous les Allemands. Il est vrai que, dans son ignorance de notre droit politique, il nous incorporait dans l'Autriche, mais pour la valeur, c'est à nous qu'il donnait cependant la palme.

L'autre raison pour laquelle l'Allemagne s'est rapprochée de nous, c'est l'importance acquise par notre nation au sein de la monarchie des Habsbourg. Pour ses grandes qualités : son énergie, son esprit de décision, son patriotisme et la franchise de son caractère, notre premier ministre, comte Tisza, est surnommé le Bismarck hongrois. C'est un fait que Tisza et la nation hongroise entière, laquelle a fait brillamment ses preuves sur les

champs de bataille, sont les fermes appuis de cette politique qui a pour objet de défendre l'Europe centrale contre le panslavisme menaçant. Les hautes capacités d'homme d'État du comte Tisza, qui lui ont valu une influence prépondérante sur la gestion vraiment heureuse jusqu'ici des affaires étrangères de la Monarchie, rehaussent naturellement le prestiqe de la Hongrie aux yeux de l'étranger. Le Parlement hongrois, qui peut être fier de compter encore un Apponyi, un Andrássy parmi ses membres, se montre en tout point à la hauteur de la situation. C'est par son intermédiaire qu'ont été portées à la connaissance de l'étranger les vues, les desiderata de la Monarchie, ainsi que les déclarations d'ordre politique en connexité avec les événements de la guerre.

Par contre, il est indéniable que l'autre État de la monarchie, l'Autriche, en raison de la diversité des races qui l'habitent et des tendances séparatistes de quelques-unes d'entre elles, est passée peu à peu au second plan. Ce n'est pas avec une joie maligne que je constate ce fait, mais bien au contraire avec regret. Aujourd'hui les cercles politiques hongrois sont persuadés que dans la monarchie dualiste une Autriche puissante est une force pour la Hongrie et vice-versâ. Du premier coup, le peuple hongrois a reconnu qu'il ne fallait pas envisager les événements uniquement du point de vue mesquin, pourrait-on dire, du territoire délimité par les Carpathes et l'Adriatique, mais d'un point de vue impérialiste et même plus général encore, celui de l'intérêt de l'humanité, et qu'il devait sans arrière-pensée conformer sa conduite à sa conviction. Le peuple hongrois désire sincèrement et espère que l'Autriche profitera des leçons de la guerre et que sa situation intérieure s'améliorera.

Par malheur, il n'existe pas en Autriche de partis capables de produire des hommes d'État qui aient une politique propre. Le gouvernement est aux mains d'hommes qui ont fait leur carrière dans les bureaux et ne doivent pas leur haute situation à leur popularité, mais au choix du monarque. Le Parlement, qui devrait être la fidèle expression de la volonté nationale, est condamné au mutisme, non que le souverain ait le goût du pouvoir absolu, mais tout simplement parce que les forces centrifuges qui dominent dans la législature comme dans le pays ne lui permettraient guère de faire un travail utile.

Si la monarchie des Habsbourg n'avait pas eu en François-Joseph Ier un prince sage, expérimenté, doué des plus belles qualités du cœur et entouré de l'amour de ses peuples, et la Hongrie un premier-ministre représentant aussi typique que le comte Tisza de l'idée nationale avec tout ce que ce mot comporte de persévérance et de ténacité, il n'est pas probable que la Monarchie eût supporté l'épreuve de la guerre générale d'une manière aussi brillante. La sagesse de François-Joseph d'une part, et d'autre part l'énergie et la résolution du comte Tisza sont les facteurs qui ont non seulement sauvé l'antique monarchie des Habsbourg, mais lui ont encore donné une nouvelle vie.

Mais aussi dans quelle pénible situation l'Allemagne ne se fût-elle pas trouvée si, dans les tristes jours d'isolement où elle devait faire face au monde entier, elle n'avait pu compter sur l'appui de la monarchie des Habsbourg, laquelle s'est montrée pendant la guerre une alliée fidèle, forte et de toute confiance. Or, ce qui a fait de la Monarchie une alliée fidèle, forte et de toute confiance, c'est la politique représentée par un homme d'État de la valeur du comte Tisza et approuvée par notre sage souverain.

Il n'est donc pas étonnant que l'Allemagne ait de l'estime pour nous et qu'elle désire que nous nous fortifiions sur le terrain économique. Elle nous prêtera des capitaux non seulement par amitié, mais par calcul politique, et aussi parce que le surplus du capital tend naturellement à s'écouler vers les pays où il espère trouver un placement sûr et rémunérateur. Or, aujourd'hui que la confiance en la vitalité de l'État hongois s'est affermie, que la ligne projetée de Hambourg à Bagdad montre clairement au capital dans quelle direction il doit chercher des placements sûrs et fructueux, la Hongrie sera, pour ainsi dire, la première étape où il s'arrêtera pour s'orienter et chercher de tels placements.

L'accroissement de la puissance économique de la Hongrie en même temps que celui de la puissance militaire et politique de la monarchie austro-hongroise aux côtés de l'Allemagne, est dans l'intérêt non seulement de nos voisins des Balkans, la Turquie et la Bulgarie nos alliées, la Roumanie et la Grèce neutres, mais dans celui des petits États de l'Europe occidentale, la Suisse et la Hollande, et des pays scandinaves, petits pour

la population, mais grands au point de vue de la prospérité matérielle et de la civilisation, et qui ont rendu de si grands services à l'humanité. La Turquie et Bulgarie, dans leur intérêt bien entendu et de leur propre mouvement, se sont rangées avec leur vaillantes armées aux côtés des empires centraux. Les autres ont été jusqu'ici épargnés par la guerre, mais, entourés de belligérants, ils se demandent avec anxiété si les événements de la guerre générale ne compromettront pas leur existence nationale.

Dès le commencement, l'Angleterre a tiré l'épée soi-disant pour la défense des petits peuples. Dans la réalité, elle les traite en pays sujets. Elle exerce un contrôle policier sur leur commerce, porte la guerre en Grèce, un pays neutre et, en la prolongeant artificiellement, s'efforce de créer des situations qui pourraient entraîner les petits pays dans son tourbillon et, par suite, mettre sérieusement en péril leur indépendance.

La sagesse et le sang-froid dont les gouvernants de ces pays ont fait preuve jusqu'ici permettent d'espérer que, s'ils ont à souffrir du manque d'égards de l'Angleterre, ils échapperont néanmoins aux dangers qui les entourent et sortiront de la conflagration générale peut-être plus prospères qu'ils ne l'étaient avant.

Cependant les nations n'ont pas été créées pour vivre seulement quelques dizaines d'années : leur existence doit embrasser une longue série de siècles. Le péril auquel ces pays viennent heureusement d'échapper, à ce qu'il semble, pourra renaître lorsqu'éclatera une nouvelle conflagration générale. Le plus sûr garant de l'indépendance des petits peuples est donc le maintien de la paix universelle.

Sous ce rapport, la Hongrie poursuit les mêmes buts que les petits États. Lors même que nous avons été et sommes encore capables de verser notre sang pour la civilisation et les grandes causes de l'humanité, nous sommes en premier lieu un peuple pacifique et n'aspirons point à faire des conquêtes. Quand les résultats obtenus par cette guerre ne pourront plus être remis en question, nous ferons tout pour contribuer au maintien de la paix, afin de pouvoir nous remettre à l'œuvre de la consolidation de l'État national hongrois et de l'amélioration de sa situation économique.

L'existence de la monarchie austro-hongroise comme facteur politique indépendant est, à notre avis, d'une nécessité européenne, car, bien qu'elle soit une puissance militaire de premier ordre, c'est le seul grand État de l'Europe qui n'aspire point à faire des conquêtes. Ainsi dans les grandes luttes pour l'existence de l'avenir, lorsque l'indépendance des petits peuples sera menacée par l'ambition démesurée des grandes puissances, ou que, dans le domaine économique, les intérêts d'autres nations seront lésés par les prétentions injustifiées de leurs puissants voisins, notre pays sera appelé à jouer un rôle de modérateur, de conciliateur. Or, c'est aux côtés de l'Allemagne qu'il pourra le mieux remplir cette mission. Si notre monarchie dénonçait l'alliance, l'Allemagne se trouverait isolée et la vieille haine qui animait contre elle les autres puissances éclaterait avec une nouvelle violence. L'Allemagne qui, comme je l'ai dit plus haut, a rendu de si grands services à la civilisation, que l'ardent patriotisme de ses citoyens, leur esprit de dévouement, la fusion complète, pourrait-on dire, des intérêts particuliers avec l'intérêt général ont rendue si forte, devrait se défendre avec l'énergie du désespoir. On verrait éclater une nouvelle guerre générale, dont les conséquences sont incalculables. Par contre, l'Autriche-Hongrie, tout en restant l'alliée de l'Allemagne, pourra toujours exercer une action modératrice sur les puissances par rapport à la réalisation de vues qui pourraient mettre en péril la paix de l'Europe.

Par conséquent, si les petits peuples ne regardent pas une rigoureuse neutralité vis-à-vis de leurs puissants voisins comme un gage de paix pour l'Europe et la plus sûre garantie pour leur indépendance, qu'ils prennent en singulière considération le rôle que la monarchie des Habsbourg est appelée à remplir. Chacun sait que nous n'avons point de visées conquérantes et que nous pouvons par conséquent assumer le rôle de modérateurs, de médiateurs, de conciliateurs. De plus, nous avons montré au cours de cette guerre que nous sommes forts, ce qui nous a valu le respect de nos alliés comme de nos ennemis, — et la colonne vertébrale de la monarchie est maintenant la Hongrie !

Les raisons de sentiment qui nous unissent à l'Allemagne ainsi qu'aux petits États et, en particulier, à la Suisse et à la Hollande, datent de très loin. Comme eux, nous sommes jaloux

de notre indépendance. Comme chez eux, le principe de liberté finit toujours par l'emporter chez nous sur la tyrannie. Tous nous avons eu des martyrs qui ont donné leur vie non seulement pour l'indépendance de leur pays, mais pour ce que l'humanité a de plus sacré : la liberté de conscience, de pensée et de religion.

Que cette communauté de sentiments se manifeste aussi sur le terrain économique. Que la Hollande et la Suisse viennent aussi à nous avec leurs capitaux, leur goût du travail ! Qu'elles nous apprennent à travailler, à être économes, qu'elles fassent aussi de nous un peuple riche et puissant !

Une Hongrie plus prospère que ne l'est celle d'aujourd'hui sera la pierre de l'angle de la politique pacifique de la Monarchie, dont l'Europe entière ne peut attendre que du bien. L'Autriche-Hongrie, tout en restant la fidèle alliée de l'Allemagne, à laquelle elle pourra rendre encore de plus grands services qu'aujourd'hui, deviendra par son pacifisme qui l'emporte sur celui de toutes les autres grandes puissances européennes, le boulevard de l'indépendance des petits peuples.

JEAN DE IKLÓDY-SZABÓ.

LES TURCS EN PERSE

I.

Au moment où à l'offensive allemande en Occident les Russes répondent par un redoublement d'activité en Orient, il nous a paru intéressant d'envisager et d'étudier la question persane à un tout autre point de vue que celui qui a fait l'objet des rapports diplomatiques et des articles de journaux dont les événements viennent de démontrer l'égale inanité.

L'Angleterre et la Russie qui possèdent depuis longtemps des Départements spéciaux poursuivant d'une manière méthodique l'étude de la politique la plus adéquate aux intérêts de ces Etats en Perse, ont, au bout d'une longue période d'expériences, fini par se faire une idée précise de la situation de l'Iran.

Ces deux Etats considèrent la Perse comme une simple entité politique et y agissent en conséquence.

En effet, le gouvernement de Téhéran ne vit que de l'équilibre qu'il tâche de maintenir entre les tribus, en coalisant les faibles contre les fortes, en attisant les rivalités entre les plus puissantes. C'est de cette façon seulement que la tribu des Kadjars, aujourd'hui urbanisée, ne constituant plus aucune force militaire, a pu conserver la tiare sous la protection des tsars, cette tiare qui, au cours des siècles, a passé de tribu en tribu suivant qu'elles rompaient l'équilibre à leur avantage en s'assurant des forces subsidiaires étrangères.

Les Anglais qui subventionnent, arment et soutiennent les Bakhtiaris, tribu qui a eu aussi un moment la tiare et qui est leur client attitré d'aujourd'hui, ne tolèrent les Kadjars que par suite de leur entente secrète avec les Russes, en vue

de perpétuer l'anarchie résultant du manque d'autorité effective d'une tribu vraiment souveraine, anarchie à la faveur de laquelle, par des voies savamment préparées, ils établissent leur possession politique et économique du pays.

L'accord de 1907 est la démonstration la plus éclatante de cette mentalité qui date de la disparition de Nasr-ed-Din-Schah. Il est regrettable que nous ayons été les derniers à nous rendre un compte exact de cette situation ; la diplomatie ottomane a toujours envisagé la Perse comme un pays d'importance secondaire, un pays d'exil pour ses fonctionnaires du service extérieur, n'y envoyant que ses représentant s les moins capables, ceux qu'elle ne croyait pas dignes d'occuper avantageusement des postes européens ; servis par de tels envoyés qui ne comprirent jamais rien à ce qui se passait en dehors de l'enceinte de l'ambassade à Téhéran et des consuls qui permutaient souvent avec d'obscurs caïmacans de vilayets lointains, nous ne pouvions nous attendre à lutter sur ce terrain avec des puissances telles que la Russie et l'Angleterre qui y étaient toujours représentées par leurs meilleurs et leurs plus actifs diplomates.

Notre faute capitale, notre erreur fondamentale qui ne fut, je crois, guère signalée à la Sublime Porte, a été de ne voir en Perse que la ville de Téhéran et le schah.

Nous avons tout ignoré de la Perse ; notre presse a pullulé de dithyrambes en l'honneur d'une confraternité de races qu'il s'agissait moins de célébrer que d'utiliser ; notre politique s'est toujours basée sur l'idée de l'existence d'un gouvernement persan, dans l'ignorance absolue que ce pays qui fut une confédération plus ou moins homogène de tribus sous Nasr-ed-Din-Schah pour la dernière fois, a repris son caractère de féodalité anarchique immédiatement après lui. La Constitution qui vint se greffer au miraculeux appareil gouvernemental datant des Sassanides, en compliqua plus encore les rouages et donna le spectacle d'une parodie stérile, d'un pays désorbité flottant au gré des intrigues étrangères. Les événements nous ont révélé notre méprise. On ne secourt que celui qui veut être secouru.

Depuis 1908, la Perse a été la proie de quelques apprentis dominateurs, aventuriers caucasiens et de quelques bandes de brigands stipendiés tantôt par les Anglais, tantôt par les

Russes. Tandis que notre absence de programme arrêté et de vues déterminées aboutissait à la solution, pour nous désavantageuse, des questions de frontières et des territoires contestés, les Russes et les Anglais mettaient toutes les occasions à profit pour étendre et consolider leur emprise dans la mesure du temps et des moyens qui leur étaient impartis.

Londres et Pétersbourg appréciant le rendement de Téhéran et les capacités des tribus, ne se payèrent pas de mots et ne perdirent point leur temps en palabres diplomatiques.

Dans leur zone respective on peut affirmer que les Russes ont acheté le dévouement de tous les éléments indigènes susceptibles d'aider à l'implantation de leur influence ; particulièrement en Azerbeïdjan et au nord du lac d'Ourmiah pas un Persan n'a pu manquer de profiter des largesses russes. Les khans de Makou sont depuis 1854 à la solde du vice-roi du Caucase Simico de Kotour et les petits khans kurdes de cette région se sont toujours montrés plus sensibles aux avances pécuniaires des Russes qu'à nos avances religieuses. Il en est de même au Ghilan, au Mazandéran et au Khorassan. Les notables persans, jusqu'au président du Conseil lui-même, qui possèdent des biens dans ces provinces, les mettent ouvertement sous la protection russe et requièrent parfois des cosaques contre les brigands qui infestent leurs propriétés ; des princes de la famille du schah sont officiellement sous la protection du tsar et des sentinelles russes se tiennent à leurs portes à Téhéran.

Le schah, turc d'origine qui apprend le russe, oublie sa langue maternelle que le gouvernement persan l'empêche d'employer dans ses relations officielles.

Le turc, qui était la langue de l'armée et de la magistrature, est banni depuis la Constitution. Ce sont justement les aventuriers, les échappés des bagnes du Caucase, aidés de quelques révolutionnaires arméniens qui ont créé ce nouvel état d'esprit en Perse, inventé ce faux nationalisme iranien qui n'a aucune base, alors que le vrai nationalisme persan devrait être d'essence turque.

Tout courant qui en Perse s'est écarté du turquisme a été néfaste au pays.

Les périodes de grandeur persane ont correspondu aux périodes d'éclat du touranisme depuis Astyage (585 avant

J.-C.), roi de la confédération des peuplades mèdes et scythiques ; Arsace I, chef des Parthes et des Turks qui chassa les Séleucides (280) ; depuis les Parthes et les Arsacides jusqu'aux Tahirides (800 après), les Saffarides, les Samanides, les Déilémi, les Gaznévis, les Seldjoukis, les Timourides et les Safavis d'Erdébil, l'Afchar-Nadir et le Kadjar Feth-Ali, tous Turcs.

Pour que cette série de dynasties touraniennes aient pu dominer la Perse, il a fallu qu'elle se soient constamment appuyées sur une majorité des tribus de même sang, les leurs à tour de rôle, qui se sont toutes établies dans le pays où il ne reste plus aujourd'hui que 50.000 Guèbres comme pur élément iranien, quelques centaines de mille Kurdes, autant de Louris, d'Arabes, de Bakhtiaris, d'Afghans et de Beloutchs, dont l'ensemble est loin de contrebalancer l'élément turc évalué, d'après mes données, aux quatre septièmes de la population totale, et non au tiers comme l'ont écrit ceux qui n'ont connu que certaines fractions de la race. C'est à ce point de vue nouveau, étayé des documents les plus précis que nous prétendons étudier la situation de la Perse en fonction de la politique mondiale actuelle.

II.

Les Kadjars.

En étudiant les éléments qui constituent des forces utilisables en Perse, il a été expliqué que nous avions en vue les tribus turques capables de jouer un rôle effectif dans la conflagration et l'anarchie qui bouleversent actuellement ce malheureux pays.

Nous examinerons une à une les principales tribus, leur formation, leurs forces et leurs tendances, d'après des données de première main recueillies sur place ou de la bouche même des chefs de clan, faute d'ouvrage spécial en n'importe quelle langue qui ait traité le sujet dans toute son ampleur et tous ses détails ethnographiques.

Bien qu'ils aient presque fini de jouer leur rôle, nous commencerons par les Kadjars (coureurs) qui occupent depuis un siècle le trône de Perse et ne le conservent aujourd'hui que grâce à la complicité des Russes ; n'étaient ces derniers, il y

a longtemps que les Bakhtiaris, suppôts des Anglais, auraient installé Serdar-Essad au Derbar.

C'est d'Azd'ul Mulk, ancien régent de Perse et doyen des khans de la tribu royale, en personne, que nous tenons l'histoire des Kadjars, à partir du XIII^e siècle, histoire que nous avons pu vérifier en partie dans les annales grecques, persanes et arabes.

Les renseignements communiqués par Azd'ul Mulk font commencer l'histoire des Kadjars, de leur séjour en Asie-Mineure pendant les croisades. Les khans mongols, souverains de Perse, les installèrent au Nord de la Syrie, dans la région comprise, d'après nos évaluations, entre Antakié, Halep et Killis, de préférence entre l'Ak-Déniz, le Karasou et le Nahr Afrin, comme noyau. On observera qu'aujourd'hui encore c'est une ligne allant de Djébel Khosséir au Djébel Haas qui départage le Turc Ili et l'Arabe Ili. On a trouvé dans les ruines d'Arpad quelques vestiges touraniens de la seconde époque. Nos Yuruks de la région de Killis ne sont, à notre avis, que les anciens compagnons des Kadjars. On observe entre leurs coutumes respectives une infinité de ressemblances.

Les Kadjars demeurèrent en Syrie jusqu'à l'invasion de Timour-Lenk qu'ils suivirent de gré ou de force au Caucase au commencement du XV^e siècle. Ayant aidé aux déprédations de Timour, il est probable qu'ils n'osèrent rester en arrière après le retour du conquérant et reculèrent devant les vengeances des Turcs Seltchouks. Au Caucase, ils furent préposés à la défense des marches septentrionales et établirent leurs bases d'opérations le long de la Koura ; c'est là qu'ils prirent leur formation définitive par l'adjonction de nouveaux clans. Car il ne faut pas s'imaginer que la plupart des tribus transhumantes possèdent une homogénéité caractéristique. Sauf quelques-unes qui vivent dans des conditions spéciales, la plupart ne forment que des républiques d'aventuriers qui se choisissent et suivent un chef ou une dynastie de khans lesquels leur attribuent leur nom, seule chose qui leur soit commune. Les tribus, et particulièrement celles qui pérégrinent tout le temps, laissent des déchets et des déserteurs partout où elles passent et comblent les lacunes ou augmentent leur contingent selon les nécessités stratégiques par les racolages les plus disparates. Une tribu est souvent une association

d'hommes réunis en vue d'une expédition déterminée et ensuite pour la défense du butin ou du troupeau. Le temps lui prête un caractère traditionnel, la vie commune donne aux associés une similitude de sentiments, de tendances, de coutume et de langue qui finissent par constituer une homogénéité relativement à une autre association voisine formée dans des conditions différentes. Au Caucase, les Kadjars s'étaient divisés en deux groupes principaux dits des Coyounlou et des Dévélou, de six clans chacun, dont les Iskendelou, les Izzeddinlou de Merv, les Ak-Coyounlou, les Kara-Coyounlou. Les Dévélous étaient déjà alors considérés comme plus riches et les Coyounlous comme plus anciens.

Avec les victoires de Pierre le Grand et de Catherine II, les Kadjars évacuent par groupe le Caucase et s'installent dans la province d'Astarabad, y étendent peu à peu leur influence, occupent une bonne partie du Khorassan et de Mazandéran, ainsi que l'oasis de Merv.

Feth-Ali Khan Coyoulou parvint à imposer son autorité sur tous les contribules Kadjars. Nadir Schah et Kérim le Zend s'inquiètent de cette agglomération armée, exploitent les dissensions intestines, jettent les Dévélou contre les Coyounlou, font assassiner Feth-Ali. La tribu est menacée de dispersion quand Agha Mohamed, petit-fils de Feth-Ali, profite de la mort de Kérim Khan pour la soulever et lui faire conquérir la tiare des chéhinshah iraniens.

Depuis lors la tribu s'est presque toute entière transportée à Téhéran ou éparpillée en Perse, bien que les armatures se maintiennent pour permettre aux chefs des Ils, Taïfés, Tirés et Odjaks de toucher les émoluments affectés aux clans. Les Kadjars qui étaient en mesure de fournir de 20 à 30.000 cavaliers il y a trois quarts de siècle, s'adonnent aujourd'hui à tous les métiers, excepté celui des armes ; on rencontre des khans Kadjars domestiques dans des maisons privées et tel qui s'arroge à l'étranger des prérogatives de membre de la famille royale n'est souvent, en somme, qu'un simple particulier descendant d'un ancien Dévélou ou Coyounlou.(1)

(1) Ils ont créé en Perse, pays de seigneurs et de serfs, une classe qui n'existait pas jusqu'alors : la petite bourgeoisie fainéante avec ses avantages et ses inconvénients.

La tribu a presque perdu toute sa valeur militaire. Les Kadjars ne prennent part aux expéditions que comme chefs et commandants et jamais comme combattants. Ces chefs remplissent l'administration et le gouvernement des provinces, s'enrichissent aux dépens de la population, s'adjugent arbitrairement d'immenses propriétés, rançonnent les caravanes, vendent les charges administratives, tandis que les gens de la vieille tribu périssent de misère et se dispersent dans le royaume à la recherche des emplois les plus roturiers.

Néanmoins occupant le trône et jouissant de la fortune publique depuis un siècle, la famille royale proprement dite, qui à elle seule compte plus de deux mille membres à Téhéran, forme un noyau dirigeant plus civilisé, bien que dégénéré, plus cultivé que celui des autres tribus demeurées presque à l'état primitif et incapables des conceptions politiques qui leur donneraient une autorité correspondante à leur force effective. On ne doit plus compter avec les Kadjars que comme un parti politique expérimenté par un siècle de menées, grâce auxquelles sans autre force que la ruse il a su maintenir son autorité sur les tribus rivales.

III.

Les Kadjars ont pourtant un passé bien plus glorieux que leur état actuel. Azd'ul Mulk, pas plus que les différents voyageurs et historiens français et anglais qui ont écrit sur la Perse ne nous apprennent ce que fut et ce que fit cette tribu avant son installation à l'Est d'Antakié au XIII^{e} siècle. Avec quelques bribes de notes extraites des annalistes goths et byzantins des écrits de Procope, de Nicéphore et de Ménandre, nous pouvons néanmoins reconstituer l'histoire antérieure des Katchars qui remonterait ainsi bien au delà du V^{e} siècle. Nous croyons être les premiers à établir la filiation aussi lointaine de cette tribu qu'on a cru différente des Khazars par suite de la prononciation erronée de certains historiens arabes. Les Kadjars eux-mêmes ignorent jusqu'à ce jour leurs premiers ancêtres.

C'est Jordanès, historien goth du VI^{e} siècle, auteur des fameuses compilations latines qui, le premier, en Europe,

fait mention des Turcs Kadjars. Ne pouvant prévoir la carrière ultérieure de la tribu, il en parle en passant à propos des peuplades demi-nomades qu'Attila (connu sous le nom d'Etzel dans les poèmes cycliques des Nibelungen et sous celui d'Atli, cavalier, dans les traditions scandinaves) laissa épars après sa mort, survenue sur les bords du Danube en 453. Le Danube était pour les Kadjars une simple étape. Ils étaient partis des rives non pas septentrionales comme on a dit, mais orientales de la Caspienne (le Kouzgoun-Deniz des Turcs), à laquelle ils donnèrent leur nom dont les Arabes firent le Bahr-i-Hadjer. C'est encore là qu'ils sont retournés se reposer après douze siècle de migrations et la plus aventureuse des carrières.

Les notes de Jordanès sont confirmées par la légende hongroise qui montre les Hungars et les Kadjars assiégeant Kiev sous la conduite d'Almaz, descendant d'Atli, et s'enfonçant comme un coin dans le monde slave entre les Polonais du Nord et les Tataro-Boulgares slavisés du Sud contre lesquels l'empereur grec Léon le Sage (IX^{e} siècle) avait sollicité leur secours.

Plus tard, *Arpad*,[1] chef des Hungars qui reconnaissait la suzeraineté Kadjar, étant dangereusement pressé entre une double poussée du Khan Boulgar Siméon et des Petchenègues, des frères touraniens ennemis, ne sauva sa nation qu'avec l'appui d'un contingent de Kadjars qui répara les pertes du chef Hungar, resta maître de la vallée de la Théiss, entre les monts de Transylvanie et le coude du Danube et donna au peuple entier le nom du plus noble de ses clans, celui des Madjar. A la même époque on entend aussi parler des fréquentes incursions des Kadjars descendus par le Caucase en Arménie et dans l'Azerbaïdjan d'où ils sont repoussés par les Arabes.

Établis en premier lieu sur les bords de la Caspienne, aux marches occidentales du touranisme, ils servent successivement de guide à tous les envahisseurs mongols et turcs vers la Perse et l'Europe et, incapables de barrer le dé-

[1] On remarquera l'identité du nom avec celui de la ville d'Arpad, le Tel Elfad d'aujourd'hui entre Halep et Killis où nous retrouvons les Kadjars au XIII^{e} siècle.

ferlement des tribus affamées de l'Asie centrale qui se poussent les unes les autres vers l'Occident et le Sud, ils prennent fait et cause pour elles plutôt que d'être foulés aux pieds. Leur sens politique et leur opportunisme datent de cette époque.

Encore que Lebeau et Saint-Martin ne soient pas très explicites dans leur *Histoire du Bas-Empire*, nous croyons qu'un contingent turc Kadjar suivit à Byzance la princesse Kadjar Irène qui épousa Constantin V et dont le fils fut proclamé (775) empereur sous le nom de Léon IV dit le Khazare (prononciation grecque de Kadjar). Plus tard, ce contingent de mercenaires turcs convertis au christianisme s'étant inféodés aux iconoclastes conformément à leurs tendances ethniques, les Basileurs les auraient exilés en Cappadoce, notre Kaïsséri actuel où nous retrouvons encore des Turcs de religion orthodoxe qui sont de notre race, ne parlent que le turc et ne connaissent pas un mot de grec. Selon toutes probabilités les turco-grecs de Kaïsséri sont, à notre avis, les descendants des Kadjars exilés de Byzance par suite de leur insubordination. Ceci est néanmoins une hypothèse historique qui demande confirmation. Le cas était pourtant fréquent que les Byzantins prissent à leur solde des mecenaires turcs qu'on écartait, sous un prétexte quelconque, dès qu'ils commençaient à devenir dangereux ou turbulents, ainsi qu'Abdul Hamid fit, il y a quelques années, des régiments de Kurdes dits Hamidyé.

En 830 arrivèrent à Byzance des ambassadeurs des Kadjars (établis alors, d'après Nicéphore, sur les bords du Don et en Crimée) en quête d'un théologien capable d'éclairer leur nation que les propagandes juive et musulmane se disputaient. Les illustres frères Cyrille et Méthode, qui convertirent plus tard les Boulgars, furent envoyés en mission parmi les Kadjars et se glorifièrent de les avoir gagnés en partie à la foi chrétienne. L'histoire a démenti cette allégation. Mais il est indéniable qu'une fraction de la tribu passée au service de Byzance, ainsi que nous l'avons écrit, avait reçu le baptème.

Alexis I^{er} Comnène (1081—1118) qui cherchait à attirer le plus d'immigrants possible dans la péninsule balkanique de manière à submerger la nationalité slavo-bulgare, remplit

la vallée du Vardar de Turcs-Kadjars qui fuyaient devant l'invasion des Turcs-Koumans, lesquels venaient de conquérir la région sise entre la mer Caspienne, les Carpathes et le Danube.

Il est donc permis d'affirmer que les Kadjars de religions mêlées ont laissé dès cette époque un sensible dépôt en Turquie d'Europe, aussi bien qu'en Anatolie.

Quant au noyau central du Don à la Volga, il fut entraîné par l'Altoun-Ordou du Hâkan Djengiz (1206) qui par le Nord fit en sens inverse, et combien plus glorieusement, les campagnes méditerranéennes des Croisés ; les Kadjars furent ramenés par Souboutaï au Caucase (1240) et lors de l'alliance de Hulagou avec les Papes, envoyés au Nord de la Syrie pour contenir les Seldjoukides et les empêcher de secourir les Musulmans. La position prise par les Turcs-Kadjars en Asie-Mineure fut donc hostile aux Turcs-Seltchouks, nos suzerains, dès leur premier contact. Mercenaires des Mongols, ils défendirent alors la cause des Croisés. Cette mentalité hostile à l'égard des Seldjouks, ils la conserveront au cours des siècles à l'endroit des successeurs de ces derniers, les Ottomans et l'érigeront en principe d'Etat. Profitant de ces dispositions, les Rois Séfévis les installent toujours aux frontières ottomanes, d'abord au Caucase, puis en Azerbaïdjan. C'est l'extension des Turcs-Osmanlou qui fait reculer les Katchars d'Antakié à Mossoul, de Mossoul à Erivan, d'Erivan à Guendjé sur les bords du Kour, et de là, au XVIII[e] siècle, à Astarabad, dans la vallée du Gourgan sur la limite des Turkmens.(1) Faute de bonne volonté et d'envergure d'esprit de part et d'autre, la rivalité politique se mue peu à peu en haine de tradition. Le schiisme élargit encore le fossé qui sépare ces frères de race. Craignant d'être englobés par les Ottomans, les Séfévis font du schiisme un instrument politique du plus mortel effet pour le turquisme et l'islamisme. Pour détacher les Turcs des Marches Azéris, des Turcs-Ottomans, ils ne trouvèrent qu'un moyen efficace : un schisme religieux seul pouvait, à leur

(1) Comme nous n'entreprenons point d'écrire ici l'histoire moderne de la Perse et celle de ses relations avec la Turquie qui sont suffisamment connues, nous nous contenterons de noter avec regret le fanatisme qui a présidé à ces relations pendant plus de trois siècles.

sens, empêcher un rapprochement qui aurait incorporé la Perse entière dans l'empire des Osmanlou ; aux armées de Yildirim, les Séfévis opposèrent le fanatisme des Ahonds ; c'est la bannière schiite qui rallia tous ceux par qui la dynastie d'Erdébil tâcha d'endiguer l'invasion ottomane et de former un royaume autonome ; sans le schiisme, la Perse n'aurait pas conservé son individualité ; le turquisme et l'islamisme auraient été préservés de schismes ethniques et religieux. L'Iran schiite interrompt la solution de continuité de notre race et de notre religion, empêche toute tentative d'union ethnique et religieuse, à telle enseigne que Novikov a pu dire, au point de vue russe, que si le schiisme n'existait pas en Perse, il aurait fallu l'y créer. En effet, les Persans constituent un coin enfoncé entre les Turcs-Sunnis de Turquie et les Turcs-Sunnis de l'Asie Centrale. Les ambitions de la dynastie Safavite, partagées et défendues par ses successeurs Kadjars détruisent l'harmonie et la tranquillité de toute l'Asie, ont fait de tout temps et font encore le jeu de nos ennemis et le malheur de l'Islam. Les Safavis trouvaient que leur raison d'être était liée au maintien du sentiment de la haine du Turc-Schii contre le Turc-Sunni. Loin de suivre les traces et l'exemple de Nadir-Schah dont l'ambition positive dédaignait tout procédé funeste à la grandeur de sa race, les Kadjars ont poursuivi la politique négative, défensive des Séfévis, une politique de haine, de séparation, de dislocation, de sectarisme qui a profité uniquement aux Russes ainsi que le prouve l'histoire des deux derniers siècles.

Par des hérédités parfois latentes, mais jamais abolies, l'influence du schiisme gouvernemental, œuvre des Séfévis, renforcée par les Kadjars, est à tel point nocive, voire funeste aux masses touraniennes, qu'elle engendre un effet plus dissolvant que celui d'une domination étrangère. Ainsi le Turc du Caucase bien que sous un joug actuel très opprimant, acquiert une conscience de sa nationalité turque beaucoup plus marquée que son frère d'Azerbeïdjan, demeuré sujet du Schah. Cela montre irrécusablement que la mentalité séparatiste et haineuse sciemment entretenue est la conséquence exclusive de la politique de Téhéran où les Kadjars ont cru que, pour compter sur leurs sujets turcs, il fallait absolument les détacher, les éloigner irrémédiablement de leurs frères otto-

mans.(1) Ce que donna cette politique inavouée et indéracinable, personnifiée depuis un siècle surtout dans les Kadjars, les événements le montrent aujourd'hui avec une surabondance de preuves malheureusement par trop édifiantes.

(1) Périsse la Perse plutôt que les Kadjars : pour eux, ils préféreraient l'asservissement du pays avec leur maintien sur le trône à l'instar des khans de Boukhara et de Khive, plutôt que l'indépendance et la régénération de la Perse avec un régime qui leur serait nuisible ; ils préféraient le protectorat russe avec ses dangers à une franche amitié ottomane qui, faisant disparaître les malentendus religieux, confondrait les Turcs de Perse avec ceux de Turquie ; toute la politique des Kadjars a justement tendu à éviter, à empêcher cette fusion qui seule aurait pu arrêter la descente russe.

RÉCHID SAFVET KARA CHEMSEDDINE OGLU.

LA DÉMENCE ENTENTISTE

Nous voudrions éviter autant que possible les grands mots et observer une certaine mesure en parlant des agissements de nos ennemis au cours de cette guerre. Avouons que c'est une tâche assez difficile, car ce qu'ont dit et écrit les les publicistes et les hommes d'État ententistes a mis à une rude épreuve même les nerfs les mieux équilibrés. Vraiment, si un conflit formidable comme celui auquel nous assistons devait forcément influer beaucoup sur l'état d'esprit des belligérants, on se serait attendu cependant à ce que des grands peuples comme les Français ou les Anglais gardassent un certain sang-froid même parmi les plus tristes vicissitudes. Or, il n'en a rien été. Leur mentalité semble être en proie à un délire qui inspire une pitié à laquelle s'associe un sentiment indéfinissable de mépris. Disons-le carrément : il y a lieu de parler d'une démence ententiste lorsqu'on tient compte des gestes et paroles de nos ennemis, ce qui est d'autant plus choquant que nous pouvons nous flatter d'avoir su éviter ce défaut tragi-comique.

Nous avons toujours dit que nous nous défendions contre tout un monde d'ennemis haineux qui avaient juré notre perte. Contents de les réduire à l'impuissance, nous avons hautement proclamé que nous étions prêts à cesser les hostilités et à vivre en paix avec tout le monde. Les ententistes, au contraire, affichaient toujours une haine mortelle à notre égard ; et ne cessaient de crier qu'ils étaient « décidés » à nous « écraser ». Et si l'on prend en considération que, sous l'égide de l'Angleterre, ils sont parvenus à encercler et à isoler l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie — tout dernièrement M. Bernhard Shaw

l'a reconnu ouvertement — et qu'ils ont dépensé une énergie admirable pour s'assurer le succès dans la grande guerre qu'ils prévoyaient et préparaient : on peut comprendre, après tout que, forts de leur supériorité imaginaire, ils aient escompté d'avance leur victoire.

Seulement, ils n'avaient pas compté avec nous qu'ils ne connaissaient pas. Les Franco-Anglais ne connaissent, peut-être, qu'eux-mêmes. C'est un défaut inhérent aux grandes nations de ne connaître que soi, de ne pas se donner la peine d'étudier et, par conséquent, de mépriser un peu «les étrangers». Tout le monde sait que l'arrogance insulaire de l'Angleterre n'a point de bornes ; les Français, si sympathiques aux puissances centrales et à leurs alliées, sont généralement un peu superficiels — et si d'aucuns croyaient pouvoir absoudre la génération actuelle de ce manque de profondeur d'esprit, l'attitude des Français contemporains a prouvé qu'ils se trompaient. En un mot, lorsque cette conflagration provoquée par le panslavisme russe, la jalousie anglaise et la politique revancharde française a éclaté, nos ennemis — qui paraissaient aussi être bien informés de la «fidélité» italienne — avaient tout droit de croire que leurs plans de conquête et de vengeance allaient enfin se réaliser.

Ces antécédents, connus de tout le monde, importent beaucoup pour juger la mentalité ententiste telle qu'elle se révélait et qu'elle se révèle encore — bien qu'un peu changée déjà — aujourd'hui. Car ce qui rendait nos ennemis si présomptueux, c'était justement la conscience d'avoir si bien arrangé les choses qu'en cas de guerre le triomphe de leur campagne de spoliation paraissait tout-à-fait sûr. Les nombreux articles et discours où s'étalait la mégalomanie des manieurs de plume et des hommes d'État quadruplicistes avaient tous leur origine dans la fiction qu'une alliance formée par des puissances comme la Russie, la France, l'Angleterre, l'Italie, etc. était toute-puissante et n'avait qu'à vouloir pour être à même de démanteler l'Austro-Allemagne. En un mot, la mentalité de nos adversaires était saturée de l'idée de la «certitude de la victoire».

Vint la réalité : la Belgique et le Nord de la France envahis, la Russie battue à plate couture, l'Italie immobilisée sur le front de l'Isonzo, la Serbie et le Monténégro écrasés, l'échec

piteux de Gallipoli, l'entrée en scène de la Bulgarie victorieuse, l'Albanie occupée en grande partie par les troupes austro-hongroises, etc. Autant d'événements d'une importance capitale, mais qui néanmoins semblaient tous passer sans amener des changements dans l'esprit ententiste, ravagé qu'il était par la monomanie d'un succès sûr et certain. On ne se lassait pas de travestir la vérité et même de mentir d'une façon impudique en radotant de retraites stratégiques, de plans préconçus basés sur l'épuisement des puissances centrales, d'une guerre d'usure — et tout cela pour ne pas démordre de cette idée profondément ancrée dans les cerveaux quadruplicistes que l'Entente était appellée à être victorieuse. Voilà la raison de cette démence qui doit frapper tout esprit impartial en présence des manifestations verbales ou écrites des dirigeants ennemis et de leurs publicistes.

Jugés de ce point de vue, les déraisonnements ententistes semblent presque logiques. Les pauvres peuples trompés auxquels on est parvenu, à force de toutes sortes de coups ingénieux, à inculquer une foi inébranlable dans la supériorité, l'invincibilité et l'omnipotence ententistes, n'arrivent pas de sitôt à franchir la distance qu'il y a entre la réalité et ce mirage de la victoire qui fuit toujours plus loin... Si nous lisons donc dans des journaux français, anglais, russes ou italiens que les «Alliés sont décidés à aller jusqu'au bout» et qu'ils ne déposeront pas les armes avant de pouvoir «dicter» les conditions de paix, nous devons nous rendre compte que cette répétition machinale des phrases sur le «triomphe final» tient à un état d'esprit maladif produit par l'intoxication littéraire et oratoire des provocateurs de la guerre. Esclaves infortunés d'une idée fixe, les ententistes semblent mépriser la dure vérité, c'est-à-dire leur défaite sur les champs de bataille pour ne rabâcher que les quelques mots qu'on leur a fourrés dans la tête sur leur «décision», sur leur «volonté», sur leur «certitude» de vaincre !

Un de mes amis m'a dit récemment que la mégalomanie quadrupliciste sera difficile à guérir. Il me citait quelques cas vraiment caractéristiques de la psychose ententiste. Comment expliquez-vous, me demanda-t-il, que cette Italie qui n'a pas avancé d'un seul pouce depuis dix mois de guerre, qui a déjà immolé la fleur de sa jeunesse et qui est sur le point

de perdre l'hégémonie sur l'Adriatique, comment expliquez-vous que cette Italie ose discuter la question s'il faut ou non envoyer une déclaration de guerre à l'Allemagne ? N'a-t-elle donc rien de mieux à faire ? Autre exemple. Je lisais dans un journal suisse à propos du bombardement de Belfort cette déclarations d'un habitant de la ville : « Les résultats de ce bombardement sont que notre population *désire* plus que jamais pousser la guerre jusqu'à la victoire complète ». Ce candidat à la folie — et le nombre est grand de ceux qui pensent comme lui — ne semble donc pas se douter qu'il existe un formidable bloc austro-hongrois-allemand-turco-bulgare victorieux et que «*le désir*» de la population française est un facteur tout-à-fait irrélévant ? Que dire de ces membres de la Douma qui déclarent qu'il « faut continuer la guerre jusqu'à la défaite de l'Allemagne» ? N'ont-ils donc jamais jeté un coup d'œil sur la carte ? Ne savent-ils pas que la Russie a perdu le gros de son armée et . . . en plus, quelques royaumes qu'elle avait arrachés à des peuples qui furent libres autrefois ? Que dire de ces hommes adultes qui, au Parlement britannique, déclarent à l'humanité émerveillée que l'Allemagne doit « expier ses crimes » avant d'obtenir « le pardon » des Alliés . . . Comme si quelqu'un se souciait de l'avis des vaincus et comme si ailleurs que dans une maison de santé, la question pouvait se poser de cette façon ![1] Ne croirait-on pas que, terrassés que nous sommes, nous implorons la paix et les Alliés ivres de leur victoire hésitent à l'accorder, puisque l'Allemagne n'est pas encore assez «punie» ? Que dire de ces disputes où certains insistent sur la nécessité d'user les Austro-Allemands, tandis que d'autres prennent parti pour un écrasement militaire — comme si le choix de l'une ou de l'autre alternative ne dépendait que d'eux seuls ? Que dire de ces manifestes lancés de temps en temps par l'adversaire où il est dit « qu'il faut vaincre » ; où l'on décrète sans sourciller que l'offensive « prochaine » des Alliés, par exemple, devra avoir pour objectif Berlin, Constantinople ou Sofia . . . ; où l'on ajourne à telle ou

[1] M. Snowden, qui cependant appartient au groupe pacifiste du parlement anglais, demandait à M. Asquith quelles «étaient les intentions des Alliés quant à l'avenir de l'Allemagne» ! Notre intention à nous serait de passer une camisole de force aux esprits fêlés qui croient pouvoir envisager les choses d'un tel point de vue.

telle date notre défaite,[1] sans se soucier de notre existence ou comme s'il était naturel que nous devons nous conformer aux plans conçus par l'idiotisme de nos adversaires? Que dire des conférences où l'on statue sérieusement sur les mesures économiques que prendront les Alliés après la guerre, c'est-à-dire après la victoire ? Ou, pour passer à un autre ordre d'idées, que penser à la lecture de divagations pareilles à celles d'un évadé de quelque maison d'aliénés : « Agissons de sorte — dit-on dans le *Times* — que nous soyons prêts à mener la guerre pendant 5 ou 10 ans, voire même, si cela est nécessaire, pendant vingt ans» ?

A toutes ces questions, nous répondrons : les phénomènes cités, avec toutes leurs variantes possibles, sont autant d'indices de la démence ententiste. Mais psychopathes ou non, les membres de la Quadruplice auront beau se mettre en quatre : ils n'arriveront pas à nous intimider, ni à nous empêcher de les battre sans pitié, la guerre dût-elle durer «5 ou 10 ans, voire même, si cela est nécessaire, pendant vingt ans». Nous croyons cependant qu'il ne faudra pas attendre si longtemps.

[1] Ainsi, tout dernièrement nous lisions dans le *Times*, cet entrepôt des monstruosités guerrières, que «les Alliés ne pourraient frapper leur coup décisif avant le printemps de 1917 !» Il va sans dire que nous n'avons pas d'autre devoir que de nous soumettre à cet arrêt suprême. — Le comble de la paranoia, c'est d'écrire comme l'*Écho de Paris* qui, dans un numéro récent, conseillait aux Italiens, à ces Italiens qui piétinent sur place depuis dix mois, de pousser leur offensive, après la chute prochaine (!) de Trente et de Trieste, vers le cœur de la Hongrie et de l'Autriche par la vallée de la Save ! — Et pour finir, citons encore un acte de paralysie ententiste : la conférence des Alliés à Paris a fait des calculs en vue d'établir l'indemnité de guerre que chaque État de la Quadruplice sera en droit de réclamer aux puissances centrales . . . vaincues, oui, vaincues !

UN ANCIEN AMBASSADEUR.

CHRONIQUE DE LA GUERRE

30 mars 1916.

La bataille de Verdun dure encore et l'offensive allemande autour de la forteresse n'a pas encore atteint son maximum d'intensité. Selon *le Genevois,* «on ne saurait comparer la bataille de Verdun à une lutte quelconque sur un autre point, Arras ou Reims. Le recul de l'armée peut être envisagé partout, sauf à Verdun. Un recul serait ailleurs un simple épisode au cours d'une lutte sur un front de 600 kilomètres; mais à Verdun, ce serait la défaite. C'est pouquoi les regards se tournent vers le plateau de Douaumont où se décide le sort de l'humanité. Si les Allemands sont vainqueurs, ils ne dicteront certes pas la paix à la France, mais les Alliés pourraient difficilement espérer imposer leur volonté aux Allemands. Ce serait une paix pour quinze à vingt ans, jusqu'à ce qu'une nouvelle secousse vienne plonger l'Europe dans le malheur. Si les Allemands essuient une défaite, ils sont à proprement dire vaincus.»(1)

Nous prions nos lecteurs de vouloir bien se souvenir de ces prédictions ententistes le jour où Verdun tombera. Car, sans donner dans le ridicule de prophétiser, nous pouvons d'ores et déjà prévoir la chute de cette place forte. Les Allemands, pour ménager le matériel humain, progressent lentement, mais méthodiquement et si l'on jette un regard sur la carte, on constatera que le demi-cercle autour des positions françaises se rétrécit de plus en plus et que, vu la violence des combats, les Français doivent subir des pertes très considérables en reculant. Il va sans dire que ce

(1) Pourquoi, s'il vous plaît ?

(Note de la Rédaction.)

n'est pas non plus sans faire des sacrifices que les Allemands arrivent à gagner du terrain, mais les chiffres fantastiques répandus sur leurs pertes par les journaux franco-anglais sont mensongers: les ententistes ont juré une haine si mortelle à la vérité qu'ils ne disent même pas vrai lorsque leur intérêt n'est pas en jeu; comment exiger donc d'eux de s'en tenir aux faits lorsque, ne pouvant nier les progrès de l'ennemi, ils se consolent en exagérant outre mesure le nombre de ses morts et blessés? . . .

Sur le front russe, les armées du tsar font montre de leurs grandes réserves d'hommes en s'attaquant à nos positions inexpugnables et en essuyant des pertes horribles sans obtenir le moindre succès même local. M. Stürmer, président du Conseil russe aurait déclaré que la Russie était «prête à sacrifier son dernier enfant pour obtenir la victoire». Si les Russes continuent à être aussi prodigues de leurs troupes envoyées à la mort certaine qu'ils l'ont été dans ces derniers combats, ils arriveront assez vite au «dernier enfant» — sans obtenir pour cela «la victoire».

Ce serait un pléonasme de répéter que, sur le front italien, nos ex-alliés sont plantés là où il a paru bon à la volonté de notre armée de les tenir; disons donc, que depuis quelques jours, nos sommes en trains de leur arracher une tranchée après l'autre en faisant des centaines de prisonniers. Mais comme la conférence des Alliés à Paris vient de «décider» que la Quadruplice sera victorieuse, les combats livrés sur les divers fronts n'ont aucune importance.

HISTORICUS.

Le Directeur-Gérant,
GUILLAUME HUSZÁR.

DEMAIN

PAGES & DOCUMENTS

Directeur Henri Guilbeaux — Éditeur J.-H. Jeheber, 28, rue du Marché, Genève, Suisse.

SOMMAIRE du N° 3 du 15 Mars 1916

Henri Guilbeaux:..... A quelques pharisiens. La diplomatie secrète

Jean Debrit:..... Une réforme de la presse?

L. de Wiskovatoff: ... Lettre à M. d'Annunzio. Lettre aux journalistes

Gaston Thiesson: ..... Le peintre Gustave Courbet en 1870-71

Gonzague de Reynold: La neutralité suisse et notre mission internationale (fin)

Faits, Documents et Gloses: La vie politique et sociale (Allemagne - Angleterre - Autriche - France - Italie - Portugal [*Edmondo Peruso*] - Pays-Bas - Suisse) — En marge de la presse et des périodiques — Les organisations (La Mission Ford - Ligue pour la défense de l'humanité et pour l'organisation de son progrès) — Nos tablettes (Notre prochain numéro - Errata - Nécrologie).

A Magyar Országos Központi Takarékpénztár

március hó 18-án tartotta **Bujanovics Sándor** főrendiházi tag elnöklete alatt 44-ik rendes közgyülését.

Az elnök megnyitó beszéde után, melyben főként a háborunak az általános gazdasági viszonyokra való hatását taglalta, a közgyülés áttért a napirendre.

Az igazgatóság javaslata értelmében elhatározta a közgyülés, hogy a rendelkezésre álló 2,907.784·64 korona nyereségből az alapszabályszerü járulékok levonása után osztalékra részvényenként március hó 20-tól kezdve 70·— koronájával 2,117.500·— koronát, a nyugdijalap javára 24 000·— koronát, jótékony- és közhaszu célokra 20.000·— koronát, a tisztviselők külön javadalmazására 55.000·— koronát fordit, a fennmaradó 386.553·09 koronát a jövő év számlájára vezetteti át.

Az igazgatóságba **dr. Kunz Jenő** és **dr. Gschwindt György** ujból, továbbá **Schanzer Ignác** (uj), a felügyelőbizottságba **dr. Delmár Emil** (uj) és **Wörner Vilmos** (uj) megválasztattak.

Az igazgatósági jelentés során, mely szerint az intézetnek két érdemes főtisztviselője, Földiák Vilmos pénzügyi igazgató és Kalliwoda Ferenc igazgató, az intézet szolgálatában töltött több mint 40 évi munkásság után, saját kérelmükre nyugalomba vonulnak, a közgyülési elnök is meleg szavakban méltatta a távozó két főtisztviselőnek e hosszu idő alatt az intézet körül szerzett érdemeit és javaslatához, hogy ezért nekik jegyzőkönyvileg is köszönet és elismerés szavaztassék, a közgyülés hozzájárult.

Végül a közgyülés dr. Roth Zsigmond kir. közjegyző, részvényes indítványára az igazgatóságnak és főként a vezérigazgatónak és a hivatalnoki karnak, felette nehéz viszonyok között kifejtett eredményes tevékenységükért, jegyzőkönyvi köszönetét nyilvánította.

Hors Concours.

16 Médailles d'or.

Vins fins mousseux hongrois.

LOUIS FRANÇOIS ET C°.

Fournisseurs de la Cour Impériale et Royale d'Autriche-Hongrie et de S. A. R. le Prince Philippe de Sachsen-Coburg-Gotha.

CAVES à BUDAFOK, près BUDAPEST.

Marque exquise:

TRANSYLVANIA SEC.

MERCUR

SOCIÉTÉ ANONYME DE BANQUE

Budapest, V, Fürdő-utca 3.
Capital social: 10,000.000 Couronnes.

Téléphone: 32—72, 42—74, 176—72, 162—70, 176—71, 176—73.

Dépôts d'argent sur livrets et comptes de chèques. — Lettres de crédit et mandats sur tous les marchés. — Renseignements et procédure gratuits en matière de cautions militaires, matrimoniales. — Escompte et encaissement de Lettres de change. — Comptes-courants. — Comptes de chèques. — Comptes de virements.

Répond à toutes les demandes de renseignements touchant les opérations de banque.

LOTERIE

ROYALE HONGROISE PRIVILÉGIÉE EN CLASSES

SOCIÉTÉ ANONYME

BUDAPEST, IV., ESKÜ-TÉR 5.

Budapest, Imprimerie de la Société anonyme Athenaeum.

50148

N° 40 de la série entièrement consacrée à la guerre.

IX^e ANNÉE. — TOME XVII. 15 AVRIL 1916

REVUE DE HONGRIE

Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE:

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président; MM. le C^te ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÖTHY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, C^te ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, C^te MARC WICKENBURG, JULES de WLASSICS, C^te JEAN ZICHY

GUILLAUME HUSZÁR, Directeur-Gérant.

Mente hungarica,
Verbo gallico.

SOMMAIRE

I. — UNION DOUANIÈRE ET DROITS DE FAVEUR, par **M. Ladislas de Lukács**, ancien Président r. h. du Conseil, ancien Ministre r. h. des Finances, Député... 1

II. — LETTRE OUVERTE A M. ALFRED CAPUS, Directeur du *Figaro*, par **Un Hongrois** 14

III. — ROMAIN ROLLAND, par **M. Georges König** 19

IV. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par **Historicus** ... 31

BUDAPEST,
I., TIGRIS-UTCA 6.

(En vente chez tous les libraires.)

VIENNE, GEROLD & CIE. — **BERLIN** (SW 48), BERNHARD STAAR. — **LEIPSIC**, GUSTAV FOCK. **MUNICH**, SUCC. ULRICH PUTZE. — **BRUXELLES**, J. LEBÈGUE ET CIE. — **LA HAYE**, BELINFANTE FRÈRES **AMSTERDAM**, FEIKEMA. — **ROTTERDAM**, KRAMERS. — **BERNE**, A. FRANCKE. — **GENÈVE**, PH. DÜRR. **ZURICH**, C. M. EBELL. — **BÂLE**, WEPF, SCHWABE ET CIE. — **LAUSANNE**, JEAN BIEDERMANN. **STOCKHOLM**, C. E. FRITZE. — **COPENHAGUE**, VILHELM TRYDE. — **MADRID**, FERNANDO FÉ. **BARCELONE**, VERDAGUER. — **ATHÈNES**, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH. **BUCAREST**, SOCEC & CIE. — **CONSTANTINOPLE**, OTTO KEIL — **SMYRNE**, ABAJOLI. **NEW-YORK**, G. E. STECHERT & CIE. — **BUENOS-AYRES**, C. M. JOLY ET CIE.

POLITIQUE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE,
ÉCONOMIE SOCIALE, HISTOIRE, LITTÉRATURE, PHILOSOPHIE, BEAUX-ARTS
QUESTIONS DE CULTURE UNIVERSELLE.

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'est assuré la collaboration des hommes d'État et des écrivains remarquables du pays et de l'étranger qui examinent et discutent, d'un point de vue à la fois hongrois et international, toutes les questions politiques, historiques, économiques, sociales et littéraires.

Depuis l'ouverture des hostilités, la REVUE DE HONGRIE est entièrement consacrée aux problèmes relatifs à la guerre. Elle s'efforce d'être aussi impartiale que possible et surtout de mettre en relief le rôle que joue la Hongrie dans la conflagration générale.

La REVUE DE HONGRIE laisse à chacun de ses collaborateurs la responsabilité de ses opinions.

LA REVUE DE HONGRIE

se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'étranger qui en auront fait la demande.

LA REVUE DE HONGRIE

PARAIT LE 1 ET LE 15 DE CHAQUE MOIS

PRIX D'ABONNEMENT:

HONGRIE ET AUTRICHE	un an	**25** cour.
ALLEMAGNE	un an	**25** marcs.
AUTRES PAYS DE L'UNION POSTALE	un an	**30** francs.

Prix des «livraisons de guerre» 1 cour.

UNION DOUANIÈRE ET DROITS DE FAVEUR

Le projet d'une union douanière des pays de l'Europe centrale n'est point nouveau. On s'en occupait déjà bien avant la guerre. Il est tout naturel qu'il soit revenu sur l'eau tant comme corollaire de notre fraternité d'armes avec l'Allemagne que comme moyen de défense contre la guerre économique dont les puissances de l'Entente nous menacent pour l'avenir.

Mais indépendamment de ces raisons, ce projet a quelque chose de séduisant : ce serait l'union économique complète de 120 millions d'hommes, nombre qui, selon toute vraisemblance, augmentera encore considérablement après la guerre, puis la liberté du commerce sur d'immenses territoires dont les productions sont les plus variées, qui disposent d'importantes voies fluviales et d'un réseau de chemins de fer de plus de cent mille kilomètres de longueur.

Prédire aujourd'hui quelle sera après la guerre la politique douanière de nos ennemis, est impossible. Il se peut que, par haine pour nous, *les États de l'Entente adopteront à notre égard, sur le terrain économique, une ligne de conduite contraire à leurs intérêts, comme ils l'ont fait sur le terrain politique.* Ceci pourrait aboutir à une alliance anti-naturelle dirigée contre nous. Toutefois, il n'est pas impossible non plus que la nécessité d'accroître dans une forte mesure les revenus de l'État fera prévaloir en Angleterre aussi bien qu'en France et en Russie la tendance à se défendre par des taxes protectrices très élevées.

Déjà, dans le Parlement anglais des voix protestent contre la subordination des intérêts économiques du pays à des buts politiques, pour montrer dans quelle pénible situation l'Angleterre se trouverait vis-à-vis de ses colonies si, sur le terrain

économique, elle en venait à lier son sort à celui de ses alliés politiques. D'aucuns verraient un grand danger dans une guerre de tarifs avec l'Allemagne et reconnaissent que la voie suivie jusqu'ici par le gouvernement ne saurait aboutir à une paix durable ; ils déclarent ouvertement qu'un régime qui isolerait le pays au moment où il a le plus grand besoin de la liberté du commerce pour exporter ses produits, serait funeste à l'Angleterre.

La Russie tiendra aussi compte du fait qu'elle sera toujours obligée de vendre à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie une bonne partie de ses matières premières.

Il est aussi certain que la France et l'Italie ne manqueront pas de tirer, tôt ou tard, les conclusions nécessaires de la guerre faite en commun avec l'Angleterre.

A quelque parti que les États de l'Entente s'arrêtent, il est hors de doute que, pendant une période plus ou moins longue, c'est-à-dire tant qu'ils n'auront pas reconnu où est leur véritable intérêt, leur politique douanière en regard de la Monarchie et de l'Allemagne sera inspirée par les sentiments de haine de leurs dirigeants ; — c'est ce qui nous fait un devoir d'examiner tous les projets mis en avant pour trouver les voies et moyens de sauvegarder nos intérêts.

Jusqu'ici cinq types d'union économique ont fait l'objet d'une discussion ; ce sont :

1. une union douanière avec liberté de trafic complète.
2. une alliance avec une frontière douanière commune et des lignes de douanes intérieures,
3. un régime de droits de faveur mutuels,
4. un tarif sur la base de la réciprocité,
5. un tarif élargi avec la clause de la nation la plus favorisée.

Nous ne désirons nous occuper dans cet article que des deux systèmes qui ont gagné dans la plus forte mesure la faveur publique et dont les spécialistes se sont aussi le plus occupés : *l'union douanière et le régime des droits de faveur mutuels.*

En théorie, le type idéal d'union serait celui d'une union douanière des trois territoires, sans lignes de douanes intérieures, dans laquelle les deux États de la Monarchie et l'Allemagne formeraient un tout entouré *d'une seule ligne de douanes* et n'ayant *qu'une volonté* en regard de l'étranger.

Si l'on considère le caractère économique des territoires à unir, la Hongrie essentiellement agricole et l'Allemagne surtout industrielle, on reconaîtra du premier coup que ces territoires se complètent l'un l'autre.

Il est vrai que l'Autriche-Hongrie n'est pas le principal client de l'Allemagne pour ses produits industriels et que cette dernière a si bien développé sa production agricole qu'elle a beaucoup moins besoin d'importations qu'autrefois ; par contre, la puissance de consommation de la Monarchie a tellement augmenté que, dans les années moyennes, c'est à peine si nous pouvons suffire à nos propres besoins agricoles ; de sorte que nous avons moins besoin l'une de l'autre qu'il y a quelques dizaines d'années.

On aurait tort cependant de *méconnaître l'importance qu'a pour ces pays la possession d'un territoire douanier aussi étendu que possible.* Après la guerre l'Allemagne perdra, à coup sûr, au moins pour un temps, une partie de ses débouchés à l'étranger et sera bien aise de pouvoir placer chez nous un plus fort contingent que jadis de ses produits industriels. Pour ce qui concerne nos matières premières, plus le territoire dont nous disposerons sera vaste, mieux nous pourrons les vendre.

La question est donc de savoir si cette union douanière, avantageuse au point de vue politique et économique, est *réalisable.*

Dès qu'on examine la question d'un peu près, on s'aperçoit qu'une union douanière provoquerait infailliblement des conflits entre les groupes de producteurs des trois pays intéressés.

L'agriculture allemande si prospère voudra des droits protecteurs pour sa production de blé et son élevage, tout comme les agrariens hongrois et autrichiens. Or, une union douanière interdit la perception de droits à l'intérieur et exige en outre que le commerce du bétail ne soit pas entravé par des mesures vétérinaires.

Oui, mais l'intérêt des agriculteurs, des sylviculteurs et des éleveurs hongrois exigerait une liberté complète de commerce afin de pouvoir exporter en Allemagne l'excédent de leurs produits.

Les industriels autrichiens et hongrois ne veulent pas que l'industrie allemande plus avancée que la nôtre inonde le territoire douanier commun de ses produits.

Pour rendre l'agriculture plus intensive, il faudrait favoriser l'introduction en masse de machines agricoles bon marché, mais ceci est contraire aux intérêts de l'industrie hongroise des machines, etc.

Il est vrai que les raisons données par les groupes producteurs à l'appui *de leurs intérêts particuliers* ne soutiennent pas toutes la critique et qu'en Allemagne, comme en Autriche ou chez nous, la protection dont ils jouissaient jusqu'ici ou qu'ils demandent pour l'avenir n'est point motivée ou qu'elle est du moins exagérée. Mais quelque importance qu'ait pour notre pays l'agriculture qui occupe les 62·5% de la population productive ; ou pour l'Allemagne l'industrie qui en occupe les 40%, il faudrait peut-être avoir aussi un peu égard *aux consommateurs,* dont l'intérêt exige une liberté de trafic aussi étendue que possible.

Il viendra sûrement un temps où l'on prendra ce point de vue en plus sérieuse considération qu'aujourd'hui ; mais avec la structure actuelle de la société et des pouvoirs publics, la politique douanière de l'Allemagne et la nôtre auront encore longtemps pour premier principe la protection des intérêts des producteurs, et ce but ne pouvant être atteint sans l'établissement de droits protecteurs, *il ne saurait être question pour le moment d'une union douanière de l'Europe centrale.*

Même si l'on parvenait au moyen de douanes intérieures, établies pour une époque de transition, à parer dans une certaine mesure aux difficultés énumérées ci-dessus et supposé que les peuples des deux Monarchies fussent disposés après la guerre à sceller leur union politique par des concessions mutuelles dans le domaine économique, il ne faut pas perdre de vue que la réalisation d'une union douanière se heurte encore à des obstacles de nature politique et insurmontables.

La condition primordiale d'une union douanière, c'est de former un tout au point de vue économique et de n'avoir *qu'une volonté* tant à l'intérieur que vis-à-vis de l'étranger. Une union douanière ne doit donc avoir qu'une politique, une législation et une administration y relatives.

Toutes les personnes un peu au courant des choses savent quelles difficultés rencontre la solution de ce problème dans le sein de l'union douanière austro-hongroise, — deux États

unis cependant par bien d'autres liens, — c'est tout un mécanisme aussi lent que compliqué. Comment introduire dans cet organisme un troisième État indépendant, l'Allemagne, sans porter gravement atteinte à nos institutions politiques et à nos droits de souveraineté ?

Les *revenus des douanes* méritent chez nous une attention particulière, puisqu'ils sont affectés par la loi à la couverture des dépenses communes. Ces recettes qui, ces dernières années, couvraient les dépenses communes jusqu'à la concurrence des 36 à 40%, subiraient en cas d'union douanière une diminution considérable, ce qui aurait pour conséquence d'augmenter la quote-part des deux États aux dépenses communes et, par suite, de rendre encore plus pénibles les négociations périodiques nécessitées par l'établissement de la quote-part.

En cas d'union douanière, l'établissement *des tarifs de transit* ne pourra plus être de la compétence des différents États, car autrement l'un ou l'autre d'entre eux pourraient par leurs tarifs de chemins de fer et de navigation faire échec aux vues de la politique douanière établies en commun. Les États faisant partie de l'union devraient donc renoncer au droit d'établir d'une manière autonome les prix des transports sur leurs réseaux et leurs voies fluviales, du moins dans la mesure où ceux-là peuvent influencer la politique douanière et commerciale commune.

Enfin, il faudra aussi compter avec les difficultés résultant des différences d'organisation des deux banques d'émission et de l'étalon monétaire. En cas d'union douanière, la direction de ces établissements devrait être centralisée dans une seule main, surtout pour pouvoir effectuer d'une manière précise et convenable les payements à l'étranger.

On voit par cette esquisse qu'une union douanière — si avantageuse et si désirable qu'elle paraisse en théorie — est, dans les circonstances données, grosses de périls pour les différents groupes de producteurs en Allemagne comme chez nous, et qu'au point de vue politique, elle irait à l'encontre du résultat visé ; puis, comme les États contractants devraient renoncer à une part notable de leurs droits de souveraineté au profit de la communauté, ce serait leur demander des sacrifices qu'avec la meilleure volonté du monde ils ne sauraient consentir.

Sans parler des charges imposées par la situation nouvelle et dont la Hongrie, comme le plus faible des États contractants, devrait supporter la plus grosse part, et eu égard à la structure de droit constitutionnel toute particulière de la Monarchie, nous ne pouvons fermer les yeux sur le danger qu'une altération des institutions créées par la loi XII de 1867 ferait courir à notre constitution nationale. Qu'on enlève une seule pierre à l'édifice et il se produira des crevasses qui peuvent avoir des conséquences d'une gravité incalculable.

*

Ayant reconnu que l'établissement d'une union douanière se heurtait à des difficultés insurmontables, on a pensé que l'alliance économique des trois États pourrait être réalisée de la manière la plus pratique par le régime *des droits de faveur*.

D'après ce système, notre Monarchie et l'Allemagne s'appliqueraient réciproquement des tarifs moins élevés que ceux qu'elles appliquent aux autres États. L'application rigoureuse des droits de faveur entraînerait donc l'abrogation des tarifs minimum en vigueur jusqu'ici dans la politique douanière des pays européens, car si l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne s'unissaient par un tel traité, elles seraient obligées de refuser aux autres États le régime de faveur qu'elles se sont accordé réciproquement.

La première question qui se pose ici est de savoir si ce système amènera dans le commerce international l'état de paix si nécessaire ?

La guerre entraînera à coup sûr de nombreux changements. La France et l'Angleterre profiteront des leçons de la guerre, elles tenteront sûrement d'introduire chez elles les industries dont les produits leur venaient jusqu'ici d'Allemagne. Cependant il faudra des années pour que ces tentatives aboutissent.

Mais à part quelques déplacements d'importance relativement minime, la guerre ne pourra pas changer la situation géographique des États, ni les intérêts et les besoins des nations, ni les lois générales qui régissent la vie économique. La haine et l'amitié ne sont point des facteurs économiques. Et quand même on entend tous les jours parler des efforts que font nos ennemis pour paralyser et exclure notre commerce du marché

mondial, nous ne devons pas oublier que les lois économiques sont plus fortes que la volonté des hommes et que, peu après la fin de la guerre, le mobile de l'activité humaine, l'intérêt individuel et le bon sens reprendront leurs droits.

C'est pourquoi nous ne devons pas, en ce qui touche à notre commerce international, créer une situation excluant d'avance toute possibilité d'entente avec nos ennemis et portant en germe de nouveaux conflits d'intérêt entre les nations.

Depuis le traité de 1860 ou de Cobden, entre la France et l'Angleterre, le tarif minimum a trouvé une application de plus en plus fréquente dans les traités de commerce entre États européens. Jusqu'au moment où la guerre a éclaté l'Angleterre en avait signé 9, la France 16, la Russie et l'Italie chacune 6, entre autres avec nous et avec l'Allemagne.

Est-il croyable que les États qui ont commencé la guerre pour avoir plus, se contenteront de moins que ce qu'ils avaient avant ?

La situation ne s'en trouvera pas améliorée, si — comme on peut l'espérer — nous parvenons à imposer notre volonté à l'adversaire lors de la signature de la paix. Si la convention ne satisfait pas les deux parties, nos adversaires feront tous leurs efforts pour en éluder les stipulations, ce qui donnera lieu à des frottements perpétuels lesquels finiront par dégénérer en guerres de tarifs.

Les partisans du régime des droits de faveur paraissent avoir senti que la clause de la nation la plus favorisée, qui est pour ainsi dire la pierre de l'angle de la politique douanière des États européens depuis le traité de Francfort, ne pourra être totalement supprimée à l'avenir ; c'est pourquoi ils pensent que notre Monarchie et l'Allemagne pourraient réclamer le tarif minimum aux autres États à charge de réciprocité, sauf pour les articles faisant l'objet de stipulations spéciales dans notre commerce intérieur et pour lesquels d'autres États ne pourraient être mis au bénéfice d'un traitement de faveur.

L'histoire douanière offre des exemples de pareils règlements. Ainsi les rapports entre la Suède et la Norvége. La Suède signe avec tous les États des traités de commerce avec la clause de la nation la plus favorisée, mais elle ne leur accorde pas certains droits de faveur spéciaux qu'elle réserve à la Nor-

vège seule. Des rapports semblables existent aussi entre l'Espagne et le Portugal et ce dernier et le Brésil.

En Allemagne aussi existe un parti qui demande que le tarif minimum ne soit appliqué *sans restriction* qu'à l'Autriche-Hongrie et aux pays qui adhéreront à une union douanière germano-austro-hongroise.

Il y aurait ainsi deux catégories d'États au bénéfice de la nation la plus favorisée : *des États de premier* et *de second rang*. Mais un pareil groupement, qui ne tire pas à conséquence lorsqu'il s'agit d'États de moindre importance au point de vue du commerce, ne serait certainement pas du goût de la France et de l'Angleterre, qui en feraient une question de prestige. Or comme nos ennemis projettent aussi la création d'une sorte d'union douanière basée sur les droits de faveur et dont nous pourrions être exclus, en imitant nos adversaires nous ne ferions que légitimer leur procédé et rendre encore plus difficile après la guerre le rétablissement des relations normales si désirables dans l'intérêt de tout le monde.

Mais les Empires centraux fussent-ils prêts à courir les risques d'une formidable guerre de douanes par l'inauguration d'un régime prohibitif dans un but politique, il faut d'abord savoir si les droits de faveur que l'Allemagne et la Monarchie s'accorderont mutuellement seront capables de compenser les sacrifices qu'elles devront faire. Pourront-elles augmenter les importations réciproques dans une mesure qui leur permette de se passer des débouchés qu'elles trouvaient autrefois dans les pays de l'Entente ?

Pour trancher cette question, le plus simple est de nous référer aux données que notre savant spécialiste, M. Alexandre de Matlekovits, a groupées à l'occasion d'une de ses conférences.(1)

Qu'il nous soit permis de citer quelques-uns de ces chiffres tout en faisant observer qu'ils se rapportent à 1913.

La situation économique et surtout le développement industriel de ces pays forcent l'Allemagne et la Monarchie à travailler pour l'exportation. Les exportations de cette dernière ont été d'environ 3 milliards de couronnes (2·987 millions) en 1913, et celles de l'Allemagne de plus de 10 milliards de marks (10.096 millions) pour la même année.

(1) Voir le *Pester Lloyd* du 25 février 1916.

Le trafic entre les deux territoires douaniers est déjà très actif. Les exportations de la Monarchie en Allemagne représentent une valeur de 1·142 millions de couronnes et celle-ci importe chez nous pour 1·366 millions de marchandises. On voit que les 40·1% de nos exportations vont en Allemagne et près des 60% dans d'autres pays. L'Allemagne ne place chez nous que les 10·9% de ses exportations, de sorte qu'elle doit chercher d'autres débouchés pour les 89·1% restants.

Poursuivant notre examen, nous constaterons que sur les 1·142 millions de couronnes de marchandises que nous avons exportées en Allemagne, 701 millions, c'est-à-dire les 61·3%, appartiennent à la catégorie des produits agricoles et que l'industrie autrichienne et hongroise ne trouvent guère de débouchés en Allemagne.

Les principaux articles d'exportation de l'Autriche-Hongrie sont le sucre, les cotonnades, les lainages, les cuirs, la verrerie, les fers et les produits de la métallurgie en général.

Il en a été exporté en 1913 :

	en millions de cour.	dont en Allemagne :
sucre	297·3	—%
cotonnades	142·5	6·9%
fer brut et objets en fer	104·3	12·6%
lainages	65·3	13·7%
verrerie	86·7	16·7%
cuirs	65·2	22·5%
métaux	60·4	23·0%

Toutes ces branches d'industrie sont si florissantes en Allemagne qu'elles suffisent non seulement aux besoins du pays, mais qu'elles peuvent exporter une énorme quantité de produits. Des droits de faveur ne changeraient donc pas grand'chose à la situation. Ceci est encore plus vrai pour l'Allemagne. Comme on l'a vu, ce pays exporte annuellement pour 10.096 millions de marks de marchandises, dont les 10·9% seuls trouvent un débouché en Autriche-Hongrie, tandis que sur le reste les 18·1% vont en Grande-Bretagne (colonies et pays de la couronne y compris), les 8·7% en Russie, les 7·8% en France, les 7·1% aux États-Unis d'Amérique, les 3.9% en Italie.

Quoi qu'il en soit, les 10·9% de l'exportation allemande qui entrent dans la Monarchie constituent une part très notable du total de nos importations.

Pour ne citer que les articles les plus importants, les importations dans la Monarchie

	en millions de cour. s'élèvent à	pourcentage des importations allemandes :
cotonnades	52·0	31%
lainages	42·3	38%
fils de laine	48·5	43%
peaux	75·5	44%
bois	40·2	61%
fers bruts	32·5	57%
carrosserie	22·9	66%
machines	122·9	72%
cuirs	37·3	74%
objets en fer	55·1	83%
dynamos	35·3	91%
instruments de musique	6·2	94%

On voit par ces chiffres que l'Allemagne occupe déjà une situation prédominante pour ce qui touche les importations de la Monarchie. Mais ce tableau montre également que si l'Allemagne nous fournissait à elle seule tous les articles manufacturés ou demi-ouvrés que nous importons — pour 1429 millions de marks en 1913 — cela ne ferait encore que les 16·6% de ses exportations totales, qui s'élèvent à 8·569 millions de marks en produits manufacturés ou demi-ouvrés, il lui faudrait en placer ailleurs plus de 80%.

Le tableau ci-dessous montre quelle petite fraction de l'exportation allemande constituent ses exportations pourtant si considérables en Autriche-Hongrie.

Total des exportations allemandes en 1913 :

	millions de marks	dont en Autriche-Hongrie
peaux	243·1	17·2%
fils de laine	91·3	15·5%
cuirs	114·2	13·9%
machines	680·3	12·2%
bois	540·9	12·2%
fils de coton	62·1	12·2%
métaux et produits de la métallurgie	566·9	11·5%

	millions de marks	dont en Autriche-Hongrie
produits chimiques	956·1	8·2%
verrerie	146·1	8·2%
articles en caoutchouc	128·2	7·8%
machines électriques	290·2	7·5%
papéterie	262·7	7·4%
carrosserie	160·5	6·6%
soieries	199·6	6·0%
fers et objets en fer	1386·2	5·4%
cotonnades	446·3	3·7%
lainages	270·8	3·4%

Il est probable que la guerre générale amènera des changements sensibles pour ce qui touche aux frontières géographiques des États, par suite desquels le territoire des Empires centraux se trouvera agrandi de plusieurs centaines de milliers de kilomètres carrés et leur population de plusieurs millions d'âmes, mais ces changements ne seront pas assez considérables pour infirmer les témoignages de ces chiffres.

Or ils prouvent :

que la production des deux Empires centraux est déjà si considérable qu'elle ne saurait se passer du marché universel ;

que l'importation réciproque de ces deux États est déjà si forte que des droits de faveur ne l'augmenteraient pas sensiblement ;

que toute exagération à cet égard nuirait gravement à la production agricole ou industrielle du pays importateur, et ainsi ne contribueraient point à l'entretien des bons rapports en politique ;

et que si l'application réciproque de tarifs de faveur n'offre pas d'avantages sensibles à la Monarchie et à l'Allemagne, le refus d'accorder à d'autres États le traitement de la nation la plus favorisée, qui est le corollaire de ce régime, nous ferait même après la guerre des ennemis des pays intéressés.

Or nous avons démontré plus haut que les choses ne *doivent pas nécessairement* se passer ainsi, et il est certain que quand la Russie, la France et l'Italie ne seront plus hypnotisées par l'Angleterre, que les dures expériences qu'elles ont faites pendant la guerre leur auront ouvert les yeux sur leurs

véritables intérêts politiques et économiques, elles ne barreront plus par des obstacles artificiels les voies naturelles tracées par la vie économique.

Et qu'on ne dise pas que nous placer à un tel point de vue en regard du boycottage dont nous menacent nos ennemis serait un signe de faiblesse, une reculade de notre part. Nous avons suffisamment prouvé jusqu'ici et nous prouverons encore que nous ne reculerons devant aucun sacrifice pour défendre ce que nous estimons juste.

Et si, au milieu des passions déchaînées par la guerre, c'est nous qui, malgré les brillants succès que nous avons remportés, crions à nos adversaires que l'humanité a de bien plus belles missions à remplir que celle d'éterniser la guerre, nous ne faisons que donner une preuve de sagesse politique et de force consciente, sachant bien que nos adversaires ne pourront s'écarter longtemps impunément des voies tracées depuis des siècles pour les rapports entre les hommes et, sans nuire le moins du monde au prestige que nous devons à nos victoires et à notre puissance économique, montrer ce qu'il faut faire pour guérir les blessures causées par la guerre.

Notre alliance avec l'Allemagne, qui a sauvegardé la paix pendant plusieurs dizaines d'années, a non seulement fait ses preuves, mais s'est complètement transformée. Ce n'est plus seulement une alliance politique reposant sur le terrain mouvant d'une diplomatie plus ou moins bien inspirée, elle s'appuie sur les sentiments les plus intimes ; c'est le lien indissoluble qui unit deux peuples, lesquels se sont secourus mutuellement au péril de leur vie.

La force et l'intimité d'une pareille alliance ne dépendent pas d'ornements superflus ou même importuns.

Voilà pourquoi si nous écartons les formes d'union économique qui paraissent les plus étroites, cela ne veut point dire que nous renonçons à un rapprochement sur le terrain économique, à nous y prêter un appui aussi effectif que possible. Bien au contraire. Si l'on ne veut pas se contenter de succès momentanés, mais créer quelque chose de durable, il faudra s'efforcer d'établir entre les deux États des rapports réduisant au minimum les causes de conflits ou les surfaces de frottement ; or ni l'union douanière, ni le régime des droits de faveur n'offrant de tels avantages ; il n'y a guère d'autre solution au

problème que d'en rester au tarif minimum permettant d'accorder à d'autres pays la clause de la nation la plus favorisée.

Il va de soi qu'on pourra toujours introduire d'importantes améliorations d'ordre technique et administratif dans les questions douanières, et que les deux empires qui ont des frontières communes si étendues, pourront s'accorder mutuellement de nombreuses facilités pour leur trafic. Enfin, ne perdons pas de vue que les deux empires alliés peuvent se rendre de précieux services lors de la négociation des traités de commerce avec l'étranger, ainsi qu'en délimitant et respectant sévèrement leurs sphères d'intérêts pour ce qui a rapport aux débouchés de leur produits.

Et ici nous achevons notre exposé. Nous ne désirons pas nous étendre au-delà des points de vue généraux énoncés plus haut. Notre situation future vis-à-vis de l'Allemagne dépend à plus d'un égard du résultat des négociations que les deux parties de la Monarchie poursuivent actuellement en vue du règlement de nos rapports économiques avec l'Autriche. La discussion de ce sujet nous conduirait sur le terrain de la politique du jour et serait inopportune.

Nous avons peut-être réussi à démontrer que, lorsqu'on veut faire *une politique des réalités*, on ne doit pas fermer les yeux à l'évidence et que, lorsqu'on ne veut pas renoncer au régime des traités douaniers, on est bien obligé de réclamer pour soi le traitement de la nation la plus favorisée et de l'accorder aux autres.

LADISLAS DE LUKÁCS.

LETTRE OUVERTE A M. ALFRED CAPUS, DIRECTEUR DU „FIGARO"

— Les conditions de paix. —

Monsieur,

La *Revue de Hongrie* a publié, dans son numéro du 1er avril 1915, de la plume d'un ancien Ambassadeur, un article où il a été parlé de la «démence ententiste». Si cet article vous intéresse, vous n'avez qu'à le lire. Moi, j'ai trouvé que son auteur s'était montré assez modéré en qualifiant de «paranoia» l'état d'esprit qui engendre les divagations de nos ennemis sur notre défaite «future», mais certaine. Aux cas de psychopathie qu'il a cités, je pourrais en ajouter quelques-uns qui se sont produits au cours de la dernière quinzaine. Je pourrais invoquer le *Times* où l'on exprime l'espoir de fonder une Grande-Serbie; entendez-vous bien: une Grande-Serbie, — et au nom de ce futur empire, M. Pachitch le mégalomane a déclaré à Londres qu'il «reconnaissait l'hégémonie italienne sur l'Adriatique»; — je pourrais citer le député russe Markov (on dit qu'il est très malade: c'est peut-être son excuse) qui, à la Douma, attaquait le ministre des Affaires étrangères pour n'avoir pas insisté formellement sur le renoncement aux Dardanelles et à Constantinople de la part de l'Angleterre, en ajoutant que la «Russie devait encore exiger l'annexion d'Andrinople, de la Galicie et de la Bukovine et de certaines parties de l'Asie Mineure»; je pourrais parler d'un fou à lier, originaire de Liverpool qui, sous le nom de Crammond, a fait une conférence à Londres où il a démontré que l'Allemagne devra payer 180 milliards d'indemnités de guerre à l'Entente ... victorieuse. Mais à quoi bon? Nos

ennemis, au paroxysme de leur fureur impuissante, se livrent à des orgies de cruauté en escomptant notre ruine qu'ils désirent si ardemment, mais si ardemment qu'ils prennent pour des réalités les rêves de leur pauvre imagination délirante . . .

Nous savons que tous ces projets grandioses basés sur la «victoire définitive» doivent servir à inspirer confiance aux peuples trompés de la Quadruplice, et nous comprenons encore que les avocats dénués de conscience qui gouvernent actuellement les pays ententistes, ont recours à cette supercherie qui leur permet de se donner des airs de triomphateurs — futurs. Mais, pour en venir à vous, M. Capus, ce que nous ne pouvons concevoir c'est que vous, l'auteur estimé de pièces agréables et spirituelles, vous vous abaissiez à hurler avec les loups et à déraisonner comme n'importe quel politicien du calibre de M. Poincaré et consorts.

Je vous ferai un aveu. Je ne partage pas l'engouement de mes concitoyens pour les Français; je trouve que ceux-ci ont une trop bonne opinion d'eux-mêmes et, choyés qu'ils sont par tout le monde, ils la croient justifiée: c'est ce qui les rend vaniteux et suffisants jusqu'à en être insupportables. Au cours de cette guerre, les Français se sont révélés méchants, vindicatifs et plus ou moins «apaches». Les Anglais jouissaient aussi d'une grande estime en Hongrie; mais tout le monde savait que c'étaient des gens cyniques, égoïstes et capables de tout pour ne perdre aucun des biens matériels accaparés au cours des siècles par des moyens plus ou moins honnêtes. Les Russes qui ne nous étaient jamais antipathiques, sont aujourd'hui presque nos ennemis les plus sympathiques. Le peuple russe est d'un bon naturel et n'a, du reste, aucune part à la direction des affaires de son pays, tandis que les Français et les Anglais qui se considèrent comme des peuples intelligents et cultivés, prétendent imposer leur volonté à ceux qui les gouvernent. Si l'on arrive donc à mener par le nez le peuple russe, cela se comprend encore, mais que quelques aventuriers peu scrupuleux soient à même de berner les Franco-Anglais en criant sur tous les toits leurs plans de victoire *in spe:* cela nous donne une mesure peu flatteuse de leur jugement. Je sais que la plupart des Hongrois estiment beaucoup les Franco-Anglais, réputés

modèles de l'«homme civilisé», mais s'ils les connaissaient à fond, comme moi: ils ne crieraient pas au paradoxe lorsque je tâche de leur démontrer l'esprit assez borné de ces soi-disant grands peuples. C'est cependant en s'appuyant sur leur supériorité imaginaire que les ententistes ont osé nous décrier comme des barbares. Et c'est également de cette conception avantageuse que les Franco-Anglais se font d'eux-mêmes qu'il découle qu'oser se défendre contre leurs attaques, est un acte de barbarie; que les battre, est un crime de lèse-humanité; que les vaincre, crie vengeance aux Cieux. Voilà l'explication de ce phénomène étrange qui consiste à toujours employer deux poids pour mesurer ses propres actes et ceux de l'ennemi. Vouloir affamer les civils: vieillards, femmes, enfants y compris, est une arme légitime, parce que ce sont les Alliés qui s'en servent; couler leurs vaisseaux, est une piraterie, parce que ce sont des sous-marins allemands qui le font; jeter des bombes sur des villes germaniques, est héroïsme, mais les visites des Zeppelins sont considérées comme des équipées infâmes, parce que ce sont eux, *eux,* **Eux,** dont la vie en court les risques . . .

Pardonnez-moi ces digressions, M. Capus. Elles ne sont point inutiles à l'éclaircissement de la question que je prendrai la liberté de vous poser. Car c'est à propos d'un article que vous avez écrit dans le *Figaro* que je m'adresse à vous et parce que je suis d'avis que les développements dudit article que je trouve — pardonnez-moi le mot — ridicules, s'expliquent en grande partie par l'état d'esprit mégalomane propre à votre peuple et à celui de vos maîtres actuels, les Anglais. En réplique au discours du socialiste allemand Haase, vous avez dit que vous n'accepteriez pas une paix où il n'y aurait ni vainqueurs ni vaincus. C'est ici que vous touchez, cher Maître, à la démence ententiste sur laquelle je me suis permis d'appeler votre attention en parlant d'un article de la *Revue de Hongrie* où ce sujet avait été traité. Vous soutenez que vous vous voulez dicter vos conditions humiliantes à l'Allemagne et vos collègues sont presque unanimes à proclamer — avec vos suzerains les Anglais — que sans l'écrasement de l'empire germanique il n'y a point de réconciliation possible entre vous et vos ennemis.

Vous n'oubliez qu'une bagatelle: c'est que la guerre dure déjà depuis vingt mois et que vous et vos alliés ont été plus ou moins complètement battus sur tous les champs de bataille. Mes compatriotes et beaucoup d'Allemands pensent que vous devriez accepter une paix honorable qui ne serait aucunement préjudiciable à votre existence nationale. Mais j'avais l'honneur de vous dire que ceux-ci ont une meilleure opinion de vous que moi, Hongrois de vieille roche, qui vous connais; en effet, nos peuples sont d'avis qu'ils ont à faire à des adversaires *loyaux* qui, après une lutte héroïque, il faut en convenir, où ils ont été vaincus, seront disposés à entamer des négociations en vue de rétablir l'ordre ébranlé du monde. Au lieu de cela vous hurlez incontinent que vous irez jusqu'au bout, que la guerre ne fait que commencer, que le militarisme prussien doit être anéanti, etc.

Dites, cher Maître, croyez-vous sérieusement y arriver dans un temps plus ou moins proche? Soutenez-vous, même après les enseignements de cette guerre, que vous et vos alliés sont assez forts pour annihiler l'Austro-Allemagne? J'ai de la peine à vous croire si naïf. Alors qui est-ce qu'on trompe ici? Même le mot «mentir» a été déjà déshonoré par vos journalistes pour leurrer vos populations d'une crédulité impossible, et après une tuerie honteuse de presque deux années, vous en êtes encore à ajourner votre «victoire définitive» à 1917 ou 1918 (quand les Russes disposeront d'une armée de 15 millions!). On me dit ici que vous ne faites que blaguer et que vos bluffs n'intimident personne, mais moi j'ai foi en votre démence, et je vous fais l'honneur douteux de vous croire capables, vous et vos alliés, de prolonger indéfiniment cette guerre, parce que je connais votre fatuité, votre fausse bonhomie et votre perversité.

C'est en quoi j'ai un point de vue différent de celui de mes compatriotes qui rêvent d'un réveil plus ou moins tardif du «bon sens français». Le publiciste Harden, parlant de la paix, disait aux Alliés: «L'unique moyen pour vous de réaliser vos rêves ne peut être obtenu qu'en passant sur le cadavre de l'Europe.» Eu égard à la démence ententiste, j'admets, oh! M. Capus, que vous allez perpétuer votre chan-

tage en ne demandant pas la paix (car c'est du chantage ce que vous faites), même au prix de la ruine de votre pays et de toute l'Europe . . . La désillusion profonde qui attend votre peuple, le rendra peut-être vraiment digne du nom de «grande nation» . . . Continuez donc, cher Maître, à mêler votre voix dans le concert organisé par la folie criminelle que vous avez la triste gaîté de qualifier de «froide volonté de tenir et de vaincre».

UN HONGROIS.

ROMAIN ROLLAND

Ce serait à désespérer de l'avenir de l'humanité si tous les hommes d'État faisaient des discours et tous les écrivains des livres en faveur de la guerre. Cependant il y en a bien qui, parlant de celle que soutient leur patrie en ce moment, en arrivent à glorifier la guerre en général. On ne peut s'y méprendre, car ils ne s'en cachent même pas. Les malheurs du pays et les pertes en vie d'hommes n'ont pu ébranler leur foi en la nécessité et la légitimité de la guerre ; ils n'écoutent point la voix de la conscience crier à tous les amis de l'humanité : unissez-vous pour qu'il n'y ait plus de guerre ! A cela ils ont une réponse toute prête : il y a toujours eu des guerres et il y en aura toujours. Or, la question n'est pas de savoir si l'humanité peut, oui ou non, exister sans guerres, mais de savoir si chaque homme dont la parole a du poids doit faire tout le possible pour empêcher les conflits armés d'éclater ? Bornons-nous à poser la question et ne nous hâtons pas de la résoudre. Attendons l'anniversaire de la paix, et la réponse que nous obtiendrons sera, pensons-nous, unanime.

Aujourd'hui elle ne le serait point encore. Ces hommes sont dans la fièvre de la lutte et aussi des paroles imprudentes une fois prononcées, de sorte que tout moyen est bon pour entretenir et accroître cette fièvre. Toute la littérature de guerre offre le tableau d'un homme que la discussion a mis hors de lui, qui n'écoute plus la voix de la raison, mais se laisse emporter à de nouvelles violences pour ne pas démordre de ce qu'il avait affirmé un peu à la légère et qui soulève déjà des doutes en lui. Plus on a tort, plus on crie haut. Mais le moment viendra où l'on pourra faire une honnête retraite. L'ancienne génération (celle à laquelle nous devons en majeure

partie la glorification de la guerre en littérature) ne pouvait savoir dans les premiers mois de la conflagration actuelle qu'elle coûterait tant de sang et causerait tant de ruines. On ne saurait comparer cette guerre à la guerre franco-allemande de 1870—71 ni à toute autre, et surtout au point de vue éthique. Lorsqu'elle sera finie et que nous ferons le compte des pertes en hommes et en biens, nous serons effrayés de voir de combien la réalité dépasse toutes les idées que nous nous faisions à ce sujet, en basant nos calculs sur les leçons de l'histoire.

La lutte ne se poursuit pas seulement sur les champs de bataille, elle fait aussi rage sur le terrain des occupations civiles ; mais, tandis que là-bas les lois de la guerre imposent des bornes à la fureur des combattants, rien n'y met un frein sur les champs de la vie civile et, en particulier, dans les colonnes des journaux. L'Histoire dira un jour que, pour l'arrogance du ton et le manque total d'équité, c'est dans la presse européenne que cette guerre a sévi avec le plus de rage. Elle dira que, tandis que les soldats, au milieu de sanglants combats, faisaient preuve d'humanité envers l'ennemi, souvent même au péril de leur vie, les gens de plume méconnaissaient toute règle de justice et d'humanité, et nuisaient autant que possible à la cause du rapprochement des peuples. On a observé que les soldats revenus du front témoignaient bien moins d'animosité pour l'ennemi que les civils, et que même un certain courant de sympathie s'établissait entre les combattants. On croyait jusqu'ici que la vie des camps rendait l'homme brutal et cruel ; or la guerre actuelle a réfuté victorieusement cette opinion : c'est chez eux, à la maison, qu'il faut chercher les vrais barbares. Ne recherchons pas les causes de cette singularité, et cela d'autant moins que la fureur étant si générale, on ne saurait douter qu'elle est sincère.

La surexcitation des esprits est si grande dans les pays belligérants qu'on ne peut guère se faire écouter lorsqu'on veut écrire contre la guerre. Ce n'est pas précisément à cause de la censure, car l'esprit qui règne dans la presse y fait à lui seul obstacle, et les pacifistes qui, naguère, lorsqu'on n'avait pas si grand besoin d'eux, tenaient de si nombreux congrès, ne font plus entendre que des voix isolées et sans grand espoir de faire prévaloir leurs vues.

Parmi ceux qui, au milieu de ces haines, proclament la

loi d'amour et, ne se contentant pas de prêcher la paix, ont même le courage de parler contre la guerre, la première place appartient à M. Romain Rolland. Il existe des pacifistes en Allemagne et en Angleterre, il y en a certainement partout, puisqu'une doctrine dont les adeptes se compteront bientôt par centaines de milliers, doit être en germe quelque part. Si nous attribuons à M. Rolland la première place parmi les pacifistes, ce n'est pas tant par la raison qu'il est un écrivain en vue et que sa parole a du poids, qu'en suite d'une circonstance toute particulière.

Cet homme d'où venait-il ? D'une ville où la fièvre de la guerre — singulier mélange de patriotisme et de germanophobie, de courage et de renoncement, — ressemblait plutôt à du délire pendant la première partie de la grande lutte. Il venait d'un pays où la génération actuelle a grandi dans la pensée de reprendre l'Alsace-Lorraine sans en parler jamais et qui, le moment d'agir venu, s'est trouvée debout à la frontière, comme si elle n'avait attendu que ce moment-là depuis qu'elle était au monde. Il venait d'un milieu où la jeunesse la plus cultivée faisait encore, au moment où la guerre éclata, profession d'un anti-intellectualisme rien moins que sincère et qui avait pour but de remplir son patriotisme d'une sorte de philosophie. L'homme qui, sortant de ce milieu, proclame la fraternité universelle et la communauté des civilisations est, de ce fait, plus compétent que tout autre pour en parler.

L'ancien milieu de Rolland — puisqu'il a été obligé de quitter Paris et qu'il est depuis l'automne 1914 à l'Œuvre internationale des prisonniers de guerre à Genève — est en opposition absolue avec ses idées ; mais d'autre part, il faut aussi reconnaître que le passé littéraire de Rolland semblait le prédestiner au rôle dans lequel le montre le recueil d'articles écrits pendant la guerre.(1) Ce passé est tout d'amour. Amour pour l'art, surtout pour la musique, amour pour la civilisation, amour pour la France, amour pour l'Allemagne, amour pour le peuple. Avec tant d'amour on est incapable de haïr ; il y a néanmoins certaines choses pour lesquelles il ne cache pas son aversion. Ainsi il n'aime ni le régime gouvernemental allemand ni la foule qui se presse à la foire de Paris ; il pense sur-

(1) *Au-dessus de la mêlée.* (Paris, Ollendorf, 1915.)

tout que ce n'est pas au premier plan de la vie publique qu'on rencontre les véritables valeurs d'une nation.

Jean-Christophe, son gros roman en dix volumes, n'est point une lourde épopée construite sur un plan préconçu (du moins on ne s'en aperçoit pas), et ce qui en fait le prix, ce n'est pas seulement l'histoire du héros, un musicien allemand, mais plutôt les milieux, les caractères et ce mélange de résignation et d'espérance dont est saturée l'atmosphère du roman. L'action se passe tantôt en Allemagne, tantôt en France ou en Suisse. Il fallait du courage à un écrivain français pour faire choix, dans la première décade du XX^{e} siècle, d'un héros allemand, et surtout d'un héros qui n'est pas seulement homme de génie, mais ose encore donner son avis autoritaire sur les choses de France. C'est aussi ce qui fait que l'auteur a été en butte à de violentes attaques. Rolland, qui parle par la bouche de Jean-Christophe, n'est pas content de ce qu'il voit en France. Fanatique de musique, peu de compositeurs vivants lui donnent satisfaction. Il aime la France, sa patrie française, mais il a aussi un véritable amour pour le peuple allemand (notons qu'il cite plus souvent des vers allemands que des vers français lorsqu'il veut peindre un état d'âme) ; il ne cache pas à ses lecteurs qu'il trouve la musique allemande plus belle que la française. En politique, il est peut-être socialiste, mais c'est en tout cas un chrétien convaincu.

Rolland est un grand agitateur et il met son talent au service de causes diverses. Au début de sa carrière, le drame du peuple l'attirait et il en a écrit l'histoire en se plaçant à des points de vue entièrement nouveaux. Attiré par le genre, il se mit à écrire lui-même des drames populaires, mais ses pièces de théâtre ne semblent pas avoir obtenu sur la scène tout le succès qu'on en attendait. Il s'attacha ensuite à faire connaître à la France les grands compositeurs allemands. Il écrivit un livre sur Haendel et un autre sur Beethoven, lequel est devenu le plus populaire de ses ouvrages.

Toutefois cette activité multiple, presque trop dispersée, n'était encore qu'une faible prémisse du grand *Jean-Christophe.* Pour la richesse des matériaux qui comprend presque l'Europe entière, les descriptions de caractère d'individus de tout rang, surtout l'analyse exquise des âmes d'artistes et des pauvres, la supériorité de ses jugements planant sur les sociétés et

les idés contemporaines, ne faisant exception que pour exalter le génie et pour respecter les simples, cette œuvre peut être comparée avec *Guerre et Paix* de Tolstoï. L'œuvre de Rolland est certainement moins calme et moins définitive, mais contient en germe par cela même plus de possibilités de progrès pour l'avenir.

Le héros du roman a le droit de sourire de son prochain, de critiquer la société, parce que c'est un génie. Ce qui le prouve, ce ne sont pas ses paroles, mais ses actes. Écrire l'histoire naturelle du génie, comme Rolland le fait dans cet ouvrage, est quelque chose de nouveau, d'insolite, car on se demande si l'on peut faire la peinture d'un génie en prenant pour base son caractère, sa méthode de travail, ses rapports avec les hommes ou tout autre signe extérieur, si l'on peut faire un type de ce qu'il y a de plus individuel en ce monde. Quand on dit d'un homme qu'il est un génie, c'est toujours sur son œuvre qu'on le juge tel, et l'on peut parfaitement s'imaginer que les génies, en dehors de leur faculté de créer, ne sont pas des personnages plus intéressants que n'importe quels hommes. Tel n'est pas le sentiment de Rolland. Il ne saurait se représenter l'homme de génie que fort et courageux, enthousiaste d'idéal, méprisant la médiocrité, sans égards pour les gens qui usurpent les postes en vue, mais humble envers les petits. Tel est son héros, qui est en même temps un ami dévoué et un cœur aimant. Jean-Christophe n'a pas ces défauts qui sont si déplaisants chez les grands hommes, comme la dureté de cœur ou la vanité poussée jusqu'à l'adoration de soi. Le héros conserve jusqu'au bout nos sympathies, au milieu des innombrales vicissitudes, des crises morales dont sa vie est traversée, et il resterait sympathique quand même il ne serait qu'un homme moyen ; en un mot, il ne compte pas sur notre indulgence, parce qu'il est homme de génie. Cependant il n'est pas sans défauts. Il a peu de savoir-vivre, il est quelque fois entêté et se montre trop sévère pour les défauts d'autrui, mais qui ne pardonnerait pas ces légères imperfections à un homme chez qui elles sont compensées par tant de délicatesse d'âme, une si grande élévation de sentiments ! A l'égard des femmes il ne se comporte non plus comme on s'y attendrait de la part d'un homme de génie, d'un chef d'orchestre jouissant d'une renommée universelle. Ce n'est point un don

Juan, il n'est même pas égoïste. C'est un bon garçon et il ne sait aimer que sérieusement. Il y a bien dans sa vie une dizaine d'amours, mais le lecteur a le sentiment qu'aucun d'eux ne profane le souvenir du précédent.

Ainsi Rolland a dû découvrir dans le génie ce qui en fait la nature, le caractère propre, puisque sans connaître ses œuvres, sans être blessés des défauts provenant d'une hypertrophie de l'individualité, nous nous sentons pourtant de prime-abord en présence d'un être qui renverse les traditions, bien qu'elles aient formé son talent, qui se peint dans ses œuvres, et doué d'une puissante originalité, en un mot, d'un génie. L'auteur nous le fait sentir entre autres par l'action que le génie exerce sur l'état d'âme et sur les idées de son entourage. Où Jean-Christophe passe, le ciel s'éclaircit. Sans leur adresser une seule parole, par sa seule présence il console les affligés, réconcilie les amants, rend le courage aux désespérés. L'autorité qui émane de son être, jointe à la sérénité de son âme, montre que ce n'est pas un homme ordinaire, et c'est aussi un plus sûr garant du succès que l'œuvre de l'artiste, quelque habile qu'il soit, qui travaille incognito.

Jean-Christophe est Allemand et, tout en devenant Parisien, c'est-à-dire cosmopolite, il gardera jusqu'à son dernier soupir le souvenir de sa petite ville natale des bords du Rhin. Et constatons tout de suite que l'Allemagne n'a jamais revêtu sous la plume d'un étranger une figure aussi sympathique que dans le livre de Rolland. Oh, ne pensons ni à l'essor économique du pays, ni à ses institutions philanthropiques, ni même à sa haute culture scientifique ! Ce n'est pas ce monde-là que chante Rolland, ce n'est pas ce monde qu'on trouve dans les volumes de son roman dont la scène est en Allemagne, tout au plus en laisse-t-il apparaître quelque chose à l'arrière-plan comme un gros nuage menaçant. Ce qu'il chante, c'est le peuple allemand, qui n'a rien de commun avec l'autre, ce monde formé de millions de cœurs sensibles que caractérise la *Gemüthlichkeit*, mot que Rolland n'essaye même pas de traduire, tant il ressent et veut faire sentir le charme original du sentiment qu'il exprime.

Le vieux Schulz, instituteur de campagne, qui, avec quelques âmes parentes, consacre un véritable culte aux œuvres de Jean-Christophe, qu'il ne connaît même pas, est une incar-

nation si vivante de l'idéalisme allemand que la littérature allemande elle-même n'en a pas produit de plus admirable — et ce Schulz est un être de chair et d'os, car il est Allemand, tandis qu'en France il serait impossible. Ici déjà l'on observe comment l'auteur voudrait voir les peuples conclure, non des conventions internationales, mais des pactes d'amitié sur la base de la fraternité et pour l'avancement des civilisations. Ces aspirations ne sont à proprement parler que patriotisme élargi d'un noble cœur, capable de comprendre d'autres peuples, sentiment qui chez Rolland s'est encore fortifié en dépit ou peut-être précisément en suite des évènements de la guerre.

L'œuvre de Rolland se rattache néanmoins d'une manière toute naturelle aux traditions de la littérature française et l'on y sent fort peu l'influence des *Lebensroman* allemands. Balzac et Zola ont écrit avant lui le roman social de leur époque, mais tandis que leur œuvre se compose de plusieurs romans dans lesquels celui qui était le héros de l'un devient un personnage accessoire dans l'autre, ici toute l'époque se reflète dans la vie d'un seul individu. Une différence bien plus essentielle encore, c'est que *Jean-Christophe* est un roman européen, tandis que ceux de ses devanciers n'étaient que des romans français. Que l'auteur nous pardonne cette remarque. Il nous paraît certain, que tous les lecteurs non-français de *Jean-Christophe* doivent y observer un je ne sais quoi peut-être cosmopolite en fait de morale, tout à fait en dehors de la noble tradition du roman français, toujours nationale avant Rolland. C'est probablement cette nuance-là, qui lui aura valu la plupart des attaques contre *Jean-Christophe*. Mais qu'il se console : son grand cœur, d'où jaillit son cosmopolitisme, c'est l'héritage de Tolstoï ! Rolland ne rejette pas la notion de patrie comme certain parti socialiste, ce qui fait qu'il a été en butte à d'injustes accusations, il tend seulement la main à d'autres patries. L'idéaliste qu'il est se figure que si l'élite de ces pays, leurs savants, leurs artistes, leurs penseurs se sentaient frères, les millions suivraient leur exemple et partageraient leurs sentiments. Il ne relève pas les objections d'ordre pratique qu'on peut faire à ce noble idéal, non par ce manque d'esprit pratique qui caractérise si souvent les idéalistes, mais parce qu'il est persuadé que ces objections ne sauraient être combattues par des argu-

ments, qu'il faut laisser à l'avenir le soin de les réfuter en réalisant ses rêves.

Rolland ne connaît pas l'État, ne veut pas le connaître, et là où il serait obligé de s'apercevoir de son existence, il préfère fermer les yeux pour ne pas voir le mal qu'il fait. Dans son rêve il n'aperçoit qu'une humanité, que des peuples — les millions de braves gens — et au-dessus d'eux, dans le sein de chaque peuple, une élite, qui a pour devoir et pour mission de diriger sa morale et son intelligence. C'est ainsi qu'il voudrait le monde, mais il sent et sait que ce n'est pas dans la nature des choses et qu'on n'y parviendrait que par de pénibles luttes. Il connaît l'ancienne mentalité allemande, héritage des Gœthe et des Beethoven, mais il connaît aussi le testament de Bismarck et, autant celle-là lui est sympathique, autant celle-ci lui inspire l'aversion.

Il connaît l'idéalisme allemand, dont il attend beaucoup pour le bien de l'humanité ; il connaît le sentimentalisme allemand, qui a peut-être le plus de rapport avec ses facultés affectives à lui ; il connaît et respecte l'énergie allemande, mais il connaît aussi l'arrogance allemande et la combat. Il observe la France du même œil critique. Il flagelle la fausse élite qui la conduit, l'affairisme du Parisien ; mais il nous montre aussi le peuple de France, paisible, laborieux et modeste, qui est si difficile à découvrir.

Il sort lui-même de cette vaste friche. Il est né dans une petite ville de province, endormie depuis des siècles, et qui, peut-être, n'avait pas encore donné au pays un homme au-dessus de la moyenne. Comme Tolstoï, l'idole de sa jeunesse, Rolland a été capable de mettre sa vie à l'unisson de ses idéals : il a toujours mené une existence retirée, modeste, loin de la mêlée. Jeune écrivain, il ne se rangea ni du parti des jeunes, ni de celui des vieux et ne fit partie d'aucune coterie. Il ne combattait personne et ne suivait pas le courant, mais ses propres voies, sans s'inquiéter du bruit qui se faisait autour de lui. A première vue, il paraîtra étonnant qu'élevé dans un pareil milieu, ce fils de notaire qui n'avait appris à l'école moyenne aucune langue étrangère (c'est vrai qu'il reçut plus tard un enseignement scolaire complet à Paris et à Rome), soit devenu le Romain Rolland cosmopolite, qui a l'Europe pour patrie et possède une culture universelle. Mais il n'y a pas lieu de s'en

étonner, puisqu'on sait que les pays les plus arriérés en civilisation produisent des prophètes aussi bien que les plus avancés, que leur apparition ne dépend pas de la tradition, mais que la tradition s'attache à leur personne. Rolland est un grand agitateur, nous l'avons déjà dit, mais non dans le sens de démagogue qu'on donne à ce mot, car il ne spécule point sur les passions latentes chez les foules, matières explosibles qui s'enflamment au contact de la première étincelle ; il ne l'est pas non plus à la manière de D'Annunzio qui fait de l'agitation, parce que c'est chez lui un besoin inné ; non, ce qui fait de lui un révolutionnaire en même temps qu'un prophète, c'est sa foi dans l'avenir de la semence jetée aux vents, foi qui lui est commune avec tous ceux qui sont tombés sous l'influence de ses idées. Comme Tolstoï, on le reconnaîtra pour un prophète, lorsque ses idées seront parvenues à maturité et feront le trésor commun de l'humanité.(1)

Presque tous les articles du volume ont vu le jour dans le *Journal de Genève ;* citons entre autres l'un des plus intéressants, *Au-dessus de la mêlée,* que le livre porte en frontispice.

« Ces guerres, les chefs d'États qui en sont les auteurs criminels n'osent en accepter la responsabilité ; chacun s'efforce sournoisement d'en rejeter la charge sur l'adversaire. Et les peuples qui suivent, dociles, se résignent en disant qu'une puissance plus grande que les hommes a tout conduit. On entend, une fois de plus, le refrain séculaire : « Fatalité de la guerre, plus forte que toute volonté, » — le vieux refrain des troupeaux, qui font de leur faiblesse un dieu, et qui l'adorent. Les hommes ont inventé le destin, afin de lui attribuer les désordres de l'univers, qu'ils ont pour devoir de gouverner. Point de fatalité ! La fatalité, c'est ce que nous voulons. Et c'est aussi, plus souvent, ce que nous ne voulons pas assez. Qu'en ce moment chacun de nous fasse son mea culpa ! Cette élite intellectuelle, ces Églises, ces partis ouvriers, n'ont pas voulu

(1) C'est une erreur de prendre pour prophète un homme qui prédit l'avenir. En ce sens-là, il n'y a jamais eu de prophètes. Quelques individus ont bien pu prédire l'avenir, mais quand leur prédiction s'accomplissait, c'était un pur effet du hasard. Notons à titre de curiosité que Rolland avait prédit cette guerre. Voir *La Nouvelle Journée*, p. 247.

la guerre . . . Soit ! . . . Qu'ont-ils fait pour l'empêcher ? Que font-ils pour l'atténuer ? Ils attisent l'incendie. Chacun y porte son fagot. » « Ce ne sont pas seulement les passions de races qui lancent aveuglément les millions d'hommes les uns contre les autres, comme dans des fourmilières . . . c'est la raison, la foi, la poésie, la science, toutes les forces de l'esprit qui sont enrégimentées, et se mettent, danscha que État, à la suite des armées. Dans l'élite de chaque pays, pas un qui ne proclame et ne soit convaincu que la cause de son peuple est la cause de Dieu, la cause de la liberté et du progrès humains. » « Ces hommes qui n'ont pas le courage de mourir pour leur foi, ont celui de mourir pour la foi des autres. » « Ainsi, l'amour de la patrie ne pourrait fleurir que dans la haine des autres patries et le massacre de ceux se livrent à leur défense ? Il y a dans cette proposition une féroce absurdité et je ne sais quel dilettantisme néronien, qui me répugnent jusqu'au fond de mon être. Non, l'amour de ma patrie ne veut pas que je haïsse et que je tue les âmes pieuses et fidèles qui aiment les autres patries. Il veut que je les honore et que je cherche à m'unir à elles pour notre bien commun. » « Le pire ennemi n'est pas au dehors des frontières, il est dans chaque nation ; et aucune nation n'a le courage de le combattre. C'est ce monstre à cent têtes, qui se nomme l'impérialisme, cette volonté d'orgueil et de domination, qui veut tout absorber, ou soumettre, ou briser, qui ne tolère point de grandeur libre, hors d'elle. Le plus dangereux pour nous, hommes de l'Occident, celui dont la menace levée sur la tête de l'Europe l'a forcée à s'unir en armes contre lui, est cet impérialisme prussien, qui est l'expression d'une caste militaire et féodale, fléau non pas seulement pour le reste du monde, mais pour l'Allemagne même dont il a savamment empoisonné la pensée. C'est lui qu'il faut détruire d'abord. Mais il n'est pas le seul. Le tsarisme aura son tour. Chaque peuple a, plus ou moins, son impérialisme ; quelle qu'en soit la forme, militaire, financier, féodal, républicain, social, intellectuel, il est la pieuvre qui suce le meilleur sang de l'Europe. Contre lui, reprenons, hommes libres de tous les pays, dès que la guerre sera finie, la devise de Voltaire ![1] »

C'est à dessein que nous n'avons pas omis les passages qui

[1] « Écrasons l'infâme ! »

montrent que l'auteur est sous le charme des puissances de l'Entente. On ne doit pas être surpris d'en trouver dans les écrits d'un écrivain même aussi impartial que lui. La guerre a précipité sur le monde une telle avalanche de nouvelles et d'allégations vraies ou fausses, mais toujours au service exclusif d'un seul parti, qu'il aurait fallu s'enfoncer sous terre pour s'en défendre.

De même qu'un homme qui porte des lunettes roses sait parfaitement qu'elles altèrent la couleur des objets, il les voit quand même autrement que celui qui les regarde avec des lunettes noires. Ce n'est pas à nous de peser sur la balance de la justice les allégations de l'adversaire, — nous n'avons pas assez de liberté d'esprit pour cela, c'est l'affaire de la postérité — et par ailleurs ce n'est pas Romain Rolland qui hasarderait des affirmations téméraires au point de vue politique. C'est plutôt à son honneur si, pour ce qui touche à la politique, il est incapable de s'élever tout à fait au-dessus de ses compatriotes en armes et doit reconnaître comme fondées des allégations que l'autre partie repousserait avec la dernière énergie. Il est plus beau de tendre généreusement la main à l'adversaire que d'être réconcilié avec lui par le juge de paix. Or, c'est ce que fait Rolland, lorsqu'il stimule à une entente mutuelle les élites des différents pays et les exhorte à ne plus semer des germes de discorde et de haine. Voici les sublimes paroles par lesquelles il termine la lettre à ses accusateurs, et qui ne put paraître : «Vous pensez à la victoire. Je pense à la paix qui suivra. Car les plus belliqueux d'entre vous ont beau dire et, comme dans tel article, nous offrir la régalante promesse d'une guerre perpétuelle, «d'une guerre qui dure après la guerre, indéfiniment» (1) (elle finira pourtant faute de combattants !) il faudra bien un jour que vous vous donniez la main, vous et vos voisins d'outre-Rhin, ne fût-ce que pour toper dedans, pour vos affaires ; il faudra bien que vous repreniez ensemble des relations supportables et humaines : arrangez-vous donc de façon à ne pas les rendre impossibles ! Ne brisez pas tous les ponts, puisqu'il nous faudra toujours traverser la rivière. Ne détruisez pas l'avenir. Une belle blessure bien fraîche, bien propre, se guérit ; mais ne l'envenimez pas. Défendons-nous de la haine. S'il faut dans la paix préparer

(1) Paul Bourget.

la guerre, comme dit la sagesse des nations, il faut aussi dans la guerre préparer la paix. C'est une tâche qui ne me semble pas indigne de ceux d'entre nous qui se trouvent en dehors du combat et qui, par la vie de l'esprit, ont des liens plus étendus avec l'univers — cette petite église laïque qui, mieux que l'autre aujourd'hui, garde sa foi en l'unité de la pensée humaine et croit que tous les hommes sont fils du même Père. En tout cas, si une telle foi nous vaut d'être injuriés, ces injures sont un honneur que nous revendiquons devant l'avenir».

Nous espérons que le pacifisme de Rolland trouvera des approbateurs dans tous les États belligérants. N'oublions pas que la grande majorité de l'élite des pays neutres attend avec une fiévreuse impatience que ceux qui ne sont encore qu'une minorité dans les deux camps opposés élèvent leur voix. Rolland ne prétend point s'immiscer dans les affaires des politiques et des diplomates : rien n'est plus loin de lui. Lui et ses adeptes voudraient seulement que les cercles intellectuels dirigeants, au lieu de mettre leurs talents au service de la haine, comme jusqu'ici, reconnussent la solidarité des civilisations et contribuassent par là à éliminer du territoire de la guerre des domaines qui n'en font pas nécessairement partie.

Ceci se rapporte en premier lieu aux pays qui marchent à la tête de la civilisation, mais nous autres Hongrois devons être doublement prudents dans nos énonciations. Ne nous contentons point de phrases telles que « Shakespeare n'est pas notre ennemi», ou «Dante appartient à l'humanité», par lesquelles nous croyons remplir tout notre devoir envers la civilisation. Ceux qui ne trouvent pas de pareilles affirmations choquantes, parce que superflues et très insuffisantes, font preuve de peu de largesse d'esprit. Notre élite ne doit point se laisser entraîner, en raison de la guerre, à rien faire ou dire qu'elle puisse regretter après la paix. Quand la tentation est trop forte, ajournons la décision plutôt que de compromettre l'avenir. C'est en cela seul que peut consister notre tâche de préparer la paix pendant la guerre, à laquelle se rapportaient les paroles de Rolland citées plus haut.

GEORGES KÖNIG.

CHRONIQUE DE LA GUERRE

14 avril 1916.

Nous avons peu de chose à relater des événements qui se passent sur les différents fronts. A Verdun, les Allemands progressent d'une façon méthodique, bien que les Français leur opposent une résistance acharnée. Nous devons constater en toute impartialité que l'armée française est à la hauteur de sa tâche, ce qu'on ne peut malheureusement point dire des hommes d'État français actuels.

Les Russes, après avoir subi de très grandes pertes, ont renoncé à l'offensive engagée contre Hindenburg; comme les Alliés ne sont pas pressés de remporter «la victoire définitive», les généraux moscovites ont remis à de meilleurs temps «le grand coup» dont leurs journaux ne cessent de nous menacer depuis la grande, mais glorieuse retraite. De même les Italiens; après avoir essayé en vain — comme c'est naturel — d'ébranler notre front que nous tenons depuis le jour mémorable où ils nous ont déclaré la guerre: les pauvres soldats de Victor Emmanuel décidèrent de se reposer sur leurs lauriers. Mais il y a que l'armée austro-hongroise ne tient aucun compte de cette décision et ne se lasse pas de les inquiéter.

Sur le terrain diplomatique, la quinzaine dernière a été des plus mouvementées. Tout le monde sait — nous demandons pardon de le répéter — que la Quadruplice lutte pour le salut des petits peuples. On a vu qu'elle a vaillamment défendu — et avec succès — les Belges, les Serbes, les Monténégrins, les Albanais, les Grecs au cours de la guerre actuelle.

Mais elle ne s'est pas contentée de si peu: pourquoi les Portugais, par exemple, ne bénéficieraient-ils pas eux aussi des joyeusetés de la guerre? Et l'Angleterre, cette principale protectrice des petites nations, les y a entraînés . . .

A ce qu'il paraît, à la conférence de Paris (où l'on a décrété officiellement que l'Entente doit être victorieuse) les Alliés se sont consacrés à la tâche d'étendre leur protection si bénie par la Belgique, la Serbie, le Monténégro, etc. — et ils ont jeté les yeux sur la Hollande. La Quadruplice en faisant ses petits calculs en vue d'obtenir la «victoire (définitive)», ne manquait jamais d'y faire entrer les États neutres comme des facteurs appelés à tirer du feu les marrons. Naguère encore la Bulgarie devait marcher contre la Turquie, et les agissements passés et actuels des ententistes en Grèce, en Roumanie, en Amérique ne visent qu'à tendre un piège aux «poires» qui serait assez naïves pour se sacrifier pour la cause sacro-sainte des Alliés.

La noble Angleterre, trouvant que son blocus *(vivat!)* n'était pas assez efficace, avait donc pensé que la Hollande devrait y contribuer en fermant net ses frontières à l'Allemagne. Mais la Hollande n'est pas la Grèce et elle ne s'est pas laissée terroriser: les mesures qu'elle a prises ont démontré aux yeux de tous qu'elle était décidée à défendre sa neutralité contre quiconque oserait l'enfreindre. La noble Angleterre, avec le sang-froid dont elle est coutumière, a déclaré qu'elle n'avait jamais eu à l'égard des Pays-Bas les intentions qu'on lui prêtait. Nous y ajoutons foi; mais il y a des gens malicieux qui ne croient pas un traître mot de ce qu'affirment les diplomates britanniques.

Le discours de M. Bethmann-Hollweg a produit une grande impression sur tous les milieux politiques. Relevons-en les passages où le chancellier allemand a parlé de la délivrance de la Pologne et de la possibilité d'une restauration de l'État belge. Il est certain que ce discours dément catégoriquement les calomnies d'une Allemagne visant à l'hégémonie européenne.

HISTORICUS.

Le Directeur-Gérant,
GUILLAUME HUSZÁR.

Publications données gratis et franco de la part du Ministère R. H. de l'Agriculture.

Le Ministère Royal Hongrois de l'Agriculture nous prie d'informer nos lecteurs qu'il fera parvenir, gratis et franco, les publications sous-mentionnées à tous ceux qui s'intéressent aux questions qu'elles traitent. On peut s'adresser à la Direction de la REVUE DE HONGRIE (I., Tigris-utca 6.) et indiquer les publications qu'on désire recevoir; elles seront expédiées directement par les soins du Ministère R. H. de l'Agriculture.

1. **La sériciculture en Hongrie.**
2. **La viticulture en Hongrie.**
3. **Lois les plus récentes de la Hongrie relatives aux ouvriers agricoles.**
4. **Instruction relative aux travaux de révision décennaux de la gestion forestière.**
5. **L'administration des eaux en Hongrie**
6. **Le service national hydrométrique en Hongrie.**
7. **Nivellements de haute précision de 1890 à 1895 de la section hydrographique de la Direction nationale du service des eaux.**
8. **L'état actuel des jaugeages en Hongrie.**
9. **Le service de l'hydraulique agricole en Hongrie.**
10. **École royale hongroise des commis de l'hydraulique agricole.**
11. **Les travaux de régularisation et d'endiguements en Hongrie.**
12. **Le service des ingénieurs sanitaires en Hongrie.**
13. **La pêche et la pisciculture en Hongrie.**

Assurance Hongroise de Rentes Viagères sous forme d'association

Budapest, VI, Andrássy-ut 8 (propriété de l'établissement).

Président de l'Association: le comte Aladár Széchenyi. **Vice-Président:** le comte Thomas Erdődy. **Direction:** Président: baron Joseph Rudnyánszky, MM. Tiburce Dénes, Nicolas Forrai, Dr Sigismond Lévay.

L'établissement étant organisé comme une association, les 70% du bénéfice total sont partagés entre les assurés au prorata des primes versées.

L'établissement s'occupe de tous les genres d'assurances sur la vie aux meilleures conditions et à bon compte. Sont particulièrement recommandées les assurances à vie au profit des familles, les assurances mutuelles des conjoints, les assurances mixtes en cas de décès, combinées avec celles à terme fixe, les assurances de trousseaux pour filles, combinées aussi avec des annuités d'éducation.

POUR TOUTES SORTES DE RENSEIGNEMENTS S'ADRESSER A LA DIRECTION.

MERCUR

SOCIÉTÉ ANONYME DE BANQUE

Budapest, V, Fürdő-utca 3.

Capital social: 10,000.000 Couronnes.

Téléphone: 32—72, 42—74, 176—72, 162—70, 176—71, 176—73.

Dépôts d'argent sur livrets et comptes de chèques. — Lettres de crédit et mandats sur tous les marchés. — Renseignements et procédure gratuits en matière de cautions militaires, matrimoniales. — Escompte et encaissement de Lettres de change. — Comptes-courants. — Comptes de chèques. — Comptes de virements.

Répond à toutes les demandes de renseignements touchant les opérations de banque.

Assemblée générale de la Première Compagnie Hongroise d'Assurances générales

L'Assemblée générale annuelle ordinaire de la *Première Compagnie Hongroise d'Assurances générales* a eu lieu, le 8 avril 1916, sous la présidence de M. le comte André Csekonics, conseiller intime de Sa Majesté, président de la Compagnie. Le rapport, signé par le directeur général, M. Guillaume d'Ormódy, membre de la Chambre des Magnats, relève que l'exercice de l'année passée a donné un résultat très satisfaisant. Cela prouve que la nation hongroise, après avoir eu raison de ses ennemis sur les champs de bataille, se montre également invincible sur le terrain de la vie économique.

Le Bilan accuse un profit net de 6,995.923 couronnes 58 fillérs. L'Assemblée générale a proposé au conseil d'Administration de distribuer aux actionnaires, après les prélèvements statutaires, un *dividende de 800 couronnes par action*, soit la somme de 4,605.843 cour. 79 fillérs.

L'Assemblée générale, après avoir entendu le rapport de la Direction, a approuvé à l'unanimité les comptes de l'exercice 1915 et elle a donné décharge aux conseils d'Administration et de Surveillance.

Budapest, Imprimerie de la Société anonyme Athenaeum.

50148

N° 41 de la série entièrement consacrée à la guerre.

IXe ANNÉE. — TOME XVII. 1 MAI 1916

REVUE DE HONGRIE

Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE:

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président; MM. le Cte ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÖTHY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, Cte ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, Cte MARC WICKENBURG, JULES de WLASSICS, Cte JEAN ZICHY

GUILLAUME HUSZÁR, Directeur-Gérant.

Mente hungarica,
Verbo gallico.

SOMMAIRE

I. — LA HONGRIE DE L'AVENIR, par **M. Jean d'Iklódy-Szabó**, Député 1

II. — L'AMÉRIQUE ET L'ALLEMAGNE, par **M. Tulio de Bülow** 22

III. — LA PRESSE ÉTRANGÈRE ET LA VÉRITÉ, par **Diplomate** 28

IV. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par **Historicus** ... 31

BUDAPEST,
I., TIGRIS-UTCA 6.

(En vente chez tous les libraires.)

VIENNE, GEROLD & CIE. — **BERLIN** (SW 48), BERNHARD STAAR. — **LEIPSIC**, GUSTAV FOCK. **MUNICH**, SUCC. ULRICH PUTZE. — **BRUXELLES**, J. LEBÈGUE ET CIE. — **LA HAYE**, BELINFANTE FRÈRES **AMSTERDAM**, FEIKEMA. — **ROTTERDAM**, KRAMERS. — **BERNE**, A. FRANCKE. — **GENÈVE**, PH. DÜRR **ZURICH**, C. M. EBELL — **BÂLE**, WEPF, SCHWABE ET CIE. — **LAUSANNE**, JEAN BIEDERMANN. **STOCKHOLM**, C. E. FRITZE. — **COPENHAGUE**, VILHELM TRYDE. — **MADRID**, FERNANDO FÉ. **BARCELONE**, VERDAGUER. — **ATHÈNES**, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH. **BUCAREST**, SOCEC & CIE. — **CONSTANTINOPLE**, OTTO KEIL. — **SMYRNE**, ABAJOLI. **NEW-YORK**, G. E. STECHERT & CIE. — **BUENOS-AYRES**, C. M. JOLY ET CIE.

POLITIQUE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE,
ÉCONOMIE SOCIALE, HISTOIRE, LITTÉRATURE, PHILOSOPHIE, BEAUX-ARTS
QUESTIONS DE CULTURE UNIVERSELLE.

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'est assuré la collaboration des hommes d'État et des écrivains remarquables du pays et de l'étranger qui examinent et discutent, d'un point de vue à la fois hongrois et international, toutes les questions politiques, historiques, économiques, sociales et littéraires.

Depuis l'ouverture des hostilités, la REVUE DE HONGRIE est entièrement consacrée aux problèmes relatifs à la guerre. Elle s'efforce d'être aussi impartiale que possible et surtout de mettre en relief le rôle que joue la Hongrie dans la conflagration générale.

La REVUE DE HONGRIE laisse à chacun de ses collaborateurs la responsabilité de ses opinions.

LA REVUE DE HONGRIE

se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'étranger qui en auront fait la demande.

LA REVUE DE HONGRIE
PARAIT LE 1 ET LE 15 DE CHAQUE MOIS

PRIX D'ABONNEMENT:

HONGRIE ET AUTRICHE	un an	**25** cour.
ALLEMAGNE	un an	**25** marcs.
AUTRES PAYS DE L'UNION POSTALE	un an	**30** francs.

Prix des «livraisons de guerre» 1 cour.

LA HONGRIE DE L'AVENIR[1]

II.

La Hongrie est, pour l'étendue, le sixième pays de l'Europe. Elle occupe une superficie de 324.851 kil. carrés ; elle est donc plus grande que l'Angleterre, l'Autriche ou l'Italie, mais, avec ses 20.886.000 âmes de population, elle ne prend que le huitième rang. L'Angleterre a 45,365.000, l'Italie 34,686.000 et l'Autriche 26,150.000 habitants. Pour la densité de sa population, elle n'occupe donc pas un rang bien élevé. Sous la domination turque, la Hongrie fut, pour ainsi dire, un territoire de guerre pendant deux siècles, c'est ce qui explique ce manque de densité. Tandis qu'en Hollande on compte 180, en Belgique 255 têtes de population par kil. carré, en Hongrie on n'en compte que 64.

Cependant la terre est des plus fertiles et rivalise sous ce rapport avec la Bessarabie et la Mésopotamie. Ajoutons que des sondages récents ont révélé non seulement en Transylvanie, mais dans la grande plaine centrale et même à l'ouest au pied des Basses-Carpathes, l'existence de méthane, de sels de potasse si importants pour la fabrication d'engrais chimiques, de pétrole, gisements qui, exploités d'une manière rationnelle, nous permettront d'une part d'intensifier notre production agricole et, d'autre part, serviront à développer notre industrie, de sorte que le chiffre de la population actuelle pourrait doubler sans que le pays ait à redouter le danger du paupérisme.

Une des raisons qui légitiment notre espoir de voir s'ouvrir pour notre pays une ère de prospérité lorsque ses richesses naturelles seront exploitées d'une manière rationnelle, c'est

[1] Voir la *Revue de Hongrie* du 1er avril 1916.

le fait réjouissant que la Hongrie occupe parmi tous les États de l'Europe le premier rang pour le rapport des naissances aux décès. Voici un tableau statistique, dressé par M. Alexandre de Matlekovits, de l'excédent des naissances sur les décès par 1000 âmes de population pendant la période de 1902 à 1906 :

Hongrie	10·3
Italie	7·6
Hollande	7·3
Allemagne	6·4
Autriche	6·3
Suisse	5·6
Belgique	5·1
France	3·0

De 1904 à 1906, l'augmentation a été en Hongrie de 36·3 par an et pour 1000 âmes de population, tandis qu'elle n'était que de 34·8 en Autriche, 34 en Allemagne, 30·9 en Hollande et 20·7 en France.

Malheureusement, la mortalité est aussi très élevée chez nous en regard des naissances. Sous ce rapport, la Hongrie occupe le dernier rang, bien qu'une amélioration se fasse aussi sentir dans ce domaine, puisque la mortalité qui s'élevait à 36·4 pour 1000 âmes de population entre 1876 et 1880, est descendue à 26·1 entre 1902 et 1906. Toutefois ce chiffre est encore trop élevé ; ainsi, pendant la même période, il n'était que de 15·6 en Hollande, de 15·2 en Suède et de 20·9 en Italie.

En dépit de cette mortalité, l'augmentation naturelle de la population hongroise est très forte. Elle devrait être de plus d'un pour cent pour l'ensemble du pays, et néanmoins le dernier recensement n'accuse qu'un accroissement effectif annuel de 0·85%, tandis qu'il était de 0·905 en Autriche et de 1·15% en Allemagne. L'augmentation avait été de 1·03% par an entre 1890 et 1900. Ce recul doit être attribué à l'émigration en Amérique. Tandis qu'on comptait une moyenne de 25.725 émigrants par an entre 1886 et 1900, ce chiffre s'est élevé à 157.188 entre 1906 et 1910. L'émigration a été la plus forte en 1907, année où 209.109 personnes se sont expatriées.

Si l'on considère l'énorme perte de sang que la guerre actuelle cause aux peuples de l'Europe, on reconnaîtra la très haute importance de ce fait que la Hongrie occupait avant

la guerre un si bon rang pour ce qui concerne la proportion des naissances aux décès, une forte natalité étant toujours le principal facteur de la conservation et de l'accroissement d'une nation. Il est hors de doute qu'un certain recul se fera sentir sur ce terrain, du moins passagèrement, par suite de la destruction d'une notable partie de la population mâle pendant la lutte, mais il n'aura pas le même caractère de gravité que dans les pays qui, avant la guerre, ne parvenaient déjà à contreblancer un peu la diminution continuelle des naissances que par celle de la mortalité. Après la guerre le travail ne manquera plus, ce qui enrayera l'émigration et poussera même nos compatriotes d'Amérique à rentrer en foule au pays. On sait que la plupart d'entre eux ne rompent jamais toutes relations avec la mère-patrie. Le plus grand nombre de ces émigrés restent Hongrois, car ce n'était pas une nouvelle patrie qu'ils étaient allés chercher en Amérique, mais les moyens de gagner leur vie et d'amasser quelque argent. Ici on observe un curieux phénomène qui caractérise l'émigrant hongrois. Le Magyar d'Amérique, bien que travaillant généralement dans l'industrie, reste au fond, la plupart du temps, le paysan hongrois qui a émigré pour gagner à la sueur de son front de quoi s'acheter un lopin de terre dans la mère-patrie.

C'est que la propriété foncière est peu divisée chez nous. Tandis qu'en Allemagne les propriétés de 5 hectares et au-dessous occupent les 76% de la superficie du pays, en Hongrie elles n'en font que les 52%. En Allemagne ces petits propriétaires détiennent les 15% du sol cultivé, et chez nous seulement le 0·15%. Les domaines de 100 hectares et plus font en Allemagne les 23% et en Hongrie les 45% du territoire cultivé, et ceux de 1000 hectares et plus les 36% de la superficie du pays. Ces propriétaires ne sont que 3390, le 0·88% du nombre total des propriétaires. Une notable partie de la grande propriété est immobilisée entre les mains de l'État, des communes, des Églises et de fidéicommissaires. 9,663.000 hectares ou les 34·39% du territoire cultivé sont ainsi immobilisés. En France les 14%, en Belgique les 19% et en Prusse les 22% de la superficie totale appartiennent à cette catégorie. Une circonstance atténue toutefois chez nous les désavantages résultant de la prépondérance de la grande propriété : les 42·34% des grands domaines sont en forêts et les 13·07% en

pâturages et ne sauraient être exploités d'une manière rationnelle que comme grands domaines».(1)

On comprend qu'une division de la propriété aussi préjudiciable à la généralité soit aussi une des causes de l'émigration en masse. Le nombre des petites propriétés est relativement minime, le prix de la terre très élevé et les salaires de l'ouvrier de campagne sont si faibles que ces hommes ne peuvent guère nourrir l'espoir d'amasser par leur travail assez d'argent pour acheter de la terre. Voilà ce qui a donné le branle à l'émigration en Amérique ; c'est l'amour du terreau de Hongrie qui a poussé l'ouvrier de campagne à quitter le pays pour aller vivre dans la lourde atmosphère des fabriques d'outre-mer. Et lorsqu'au prix d'un travail inaccoutumé et par suite doublement pénible, il parvenait à amasser quelques milliers de dollars, une immense fortune pour lui, il rentrait vite au pays pour échanger contre de la terre le produit de son travail et retourner à son occupation favorite.

L'émigration a eu des conséquences très graves pour l'agriculture hongroise. La moyenne et la grande propriété se sont fortement ressenties de l'émigration en masse des ouvriers de campagne. Les salaires ont haussé et, par suite, la production a renchéri ; nombre de propriétaires manquaient du capital nécessaire pour suppléer au manque de bras par des machines ou des améliorations capables d'augmenter le rendement de la terre et contrebalancer de la sorte le renchérissement de la production agricole.

Les données statistiques établissent les moyennes suivantes par hectare et quintaux métriques pour ces dernières années :

	Froment	Seigle	Orge	Pommes de terre
Hongrie	12·8	11·9	11·7	75·4
Autriche	13·4	13·8	14·1	90·6
Allemagne	20·7	17·2	19·0	135·1

Les récoltes sont restées à peu près les mêmes malgré l'augmentation des frais de production. Par contre, des petits propriétaires et ouvriers passablement aisés, et parmi ceux-ci beaucoup qui sont revenus d'Amérique avec un certain capital, se

(1) Matlekovits : *Die Volkswirtschaft Ungarns.*

sont associés pour l'achat et le lotissement de domaines et ont payé aux grands et aux moyens propriétaires des sommes qui, placées en bonnes valeurs industrielles, leur rapportent beaucoup plus que ce qu'ils touchaient jusqu'ici de leurs terres.

Il y a 10 ou 15 ans qu'a commencé ce morcellement de la grande et moyenne propriété, lequel est devenu une branche importante d'activité pour nos établissements de crédit. Il a le précieux avantage de créer de nouveaux foyers et, par suite, de contribuer à l'accroissement de la population, puis de faire baisser la mortalité en répandant le bien-être dans un plus grand nombre de familles, mais jusqu'ici il n'a guère augmenté le rendement moyen de la terre.

Pour les méthodes de culture, le paysan hongrois est, en général, inférieur à l'agriculteur des pays d'Occident. Il fume rarement son champ, n'emploie guère d'engrais chimiques et, avec une indolence regrettable, au lieu de recueillir le purin, il le laisse souvent couler au ruisseau au préjudice de la salubrité publique. Il a rarement de l'argent à placer en cheptel ; s'il achète un nouveau domaine, c'est ordinairement grevé d'hypothèques qu'il le reprend ; il n'a point ou seulement très peu de crédit personnel. Il peut donner un prix élevé de la terre, parce qu'il a peu de besoins ; il la cultive avec sa famille et ne compte sa peine pour rien. Il produit en général moins que le grand ou que le moyen propriétaire, et bien rarement davantage.

C'est dans ces conditions que la conflagration générale nous a surpris. Quand nous voudrons revenir à l'état normal d'avant la guerre, la première chose dont nous nous apercevrons, c'est que nous manquons de bras. Cette circonstance amènera un changement radical dans nos méthodes de culture. Il est probable que le manque de main-d'œuvre se fera tellement sentir que les propriétaires seront bien forcés d'avoir recours aux machines dans une plus forte mesure que jusqu'ici. Cette circonstance donnera naturellement une puissante impulsion à l'industrie hongroise des machines agricoles, laquelle était déjà assez prospère avant la guerre.

Mais les difficultés de la production pèseront lourdement sur les moyens et les grands propriétaires manquant de capital. Les Hongrois d'Amérique, séduits par la baisse extraordinaire de la couronne en regard du dollar et qui, selon toute prévision,

durera encore quelque temps après la guerre, reviendront en foule au pays. Grâce à ce concours de circonstances, il est probable que le morcellement de la moyenne et de la grande propriété se poursuivra sur une plus vaste échelle que jusqu'ici, et même qu'on verra s'acclimater chez nous, pour les biens de main-morte et les fidéicommis, le système de fermage depuis si longtemps pratiqué en Angleterre. Ainsi nombre de familles d'émigrés ou que les vicissitudes du sort jetaient de côté et d'autre retrouveront dans le pays un foyer et une existence assurée.

Si la prédominance de la moyenne et de la grande propriété en Hongrie était regrettable au point de vue économique, la complète disparition de la moyenne propriété ne serait pas moins nuisible au pays. Le moyen propriétaire qui a quelque capital est appelé à donner au petit propriétaire l'exemple d'une culture rationnelle. L'agriculteur hongrois, lequel a le respect inné de la terre, reconnaît volontiers l'autorité du grand propriétaire. Celui-ci, en raison de son indépendance et de son instruction, pourra et devra être le guide du peuple dans les choses de la vie commune. Il ne faut pas perdre non plus de vue qu'il existe nombre d'industries agricoles très importantes qui ne sauraient être exploitées et développées qu'à grand'peine ou même ne pourraient l'être du tout par des petits propriétaires associés ou syndiqués.

La fertilité de son sol et le goût prononcé du peuple pour l'agriculture font de la Hongrie un pays agricole par excellence. Il le sera encore à l'avenir. Mais pour qu'il devienne le grenier de l'Europe comme il devrait l'être, il faudra qu'on vienne en aide à notre agriculture, d'une part, pour réparer les pertes en main-d'œuvre qu'elle a subies pendant la guerre, et d'autre part, lui permettre de traverser sans soubresauts la crise économique que l'on peut d'ores et déjà prévoir après et en suite de la guerre générale. Quelques chiffres montreront la place qu'occupait jusqu'ici la Hongrie touchant la production européenne malgré son régime de la propriété si primitif à plus d'un égard et le manque de capitaux qui font la faiblesse de notre agriculture.

La valeur de la production agricole de la Hongrie s'est élevée en 1911 à 5731 millions de couronnes, total dans lequel les céréales figurent pour plus de 2000 millions. La même année la France a produit pour 3000 millions de céréales. La Hongrie,

avec sa récolte de 50 millions de quintaux métriques de blé en 1912, n'a été surpassée que par la Russie et la France, mais avec sa production de 52 millions de quintaux métriques de maïs pour la même année, c'est elle qui venait à la tête de tous les pays d'Europe. Il est vrai que le total de la production agricole française s'élevait en 1911 à 11.275 millions de francs, mais dans ce total figurent, pour une somme importante, les fleurs et les légumes dont la culture est assez négligée chez nous, bien qu'elle y rencontre toutes les conditions favorables ; puis le vin qui a rapporté à la France la somme de 1338 millions de francs, ne figure que pour 90 millions de couronnes dans le total de notre production pour 1911.

Or, nos vins de Ruszt, Sopron, Pozsony, Pest-Nográd, Bude, Somlyó, Neszmély, Eger, Visonta, Miskolcz, Tokaj, Érmellék, Ménes, Magyarád, Versecz, Fehértemplom, Szekszárd, Villány, Pécs, des bords du Balaton et de la vallée du Maros rivalisent pour la qualité avec les premiers crus de France et du monde entier. Si nous parvenions à faire de nos vins un article d'exportation et à rendre à la culture de la vigne l'étendue de territoire qu'elle occupait avant l'invasion du phylloxéra, 360.000 hectares entre 1861 et 1865, le vin pourrait devenir un facteur important de notre production agricole. Les vignes n'occupent aujourd'hui chez nous qu'une superficie de 128.431 hectares.

La guerre actuelle a fortement diminué le bétail de la Hongrie, où l'élevage jouait auparavant un rôle considérable. C'était, sous ce rapport, le quatrième pays de l'Europe avec ses deux millions et plus de chevaux, le cinquième avec ses sept millions de bêtes à cornes, le troisième avec ses sept millions et demi de porcs, le cinquième avec ses huit millions et demi de moutons.

En résumé, afin d'intensifier notre production agricole et favoriser par suite l'augmentation de la population hongroise, il faudrait avant tout réparer les pertes en vies humaines causées par la guerre en rapatriant nos concitoyens d'Amérique en leur procurant des moyens d'existence dans le pays ; encourager l'industrie nationale pour la fabrication de machines agricoles afin de remplacer en partie la main-d'œuvre humaine ; nous procurer la force motrice bon marché pour nos machines, c'est-à-dire exploiter au plus tôt nos gisements de méthane et de pétrole et les mettre au service de l'agriculture nationale. Pour élever le rendement du sol, il faudrait

établir des fabriques d'engrais chimiques en utilisant les sels de potasse. Tout en venant en aide à la petite et la moyenne propriété par des avances de fonds, il faudrait faciliter le morcellement des latifundia, donner en bail à des petits fermiers les parties des fidéicommis et des biens de main-morte qui ne sont pas absolument impropres à autre chose qu'à la sylviculture ou à la pâture. Il faudrait organiser un crédit agricole bon marché, rapide et s'étendant à toutes les branches de l'agriculture ; reconstituer le troupeau du pays, fût-ce par l'importation de bétail étranger ; créer des fermes modèles qui feront profiter notre pays des expériences faites à l'étranger.

Pour accomplir ces grandes tâches, il faudrait des capitaux et des connaissances spéciales qu'un peuple qui n'a pas encore un grand passé dans la vie économique ne saurait posséder. Les gisements de méthane de Transylvanie sont connus depuis des années, et c'est seulement aujourd'hui qu'un consortium germano-hongrois constitué sous les auspices de la Deutsche Bank a entrepris d'en exploiter les 40%. Faute de capitaux et d'esprit d'entreprise, la majeure partie de ces gisements restera inexploitée au grand dommage du pays. Et il en est malheureusement de même dans nombre d'autres domaines de notre vie économique ! Cependant une agriculture hongroise florissante avec les industries connexes telles que la minoterie, la distillerie, les brasseries, les fabriques de sucre, d'amidon, d'extrait de viande, ne ferait pas seulement la richesse de la Hongrie, mais aussi des peuples auront ont assez d'esprit d'entreprise et de confiance en l'avenir du pays pour nous apporter leurs bras et leurs capitaux.

Quand on fait des projets pour l'avenir économique de la Hongrie, il faut toujours tenir compte de la fertilité de son sol, cette source intarissable de richesse qui, rationnellement exploitée, sera le fondement de sa prospérité future. Une agriculture intensive augmentera la consommation, le bien-être général et, par suite, jettera aussi les bases d'un développement normal de l'industrie.

La production industrielle de la Hongrie peut être évaluée à environ 3000 millions de couronnes par an, dont 800 à 900 millions pour la petite industrie. Le reste figure à l'actif de la grande industrie, laquelle emploie environ 400.000 ouvriers dans près de 5000 fabriques travaillant avec 500.000 chevaux-

vapeur. Ces chiffres sont bien insignifiants en comparaison des chiffres correspondants que présentent les pays industriels de l'Occident, mais n'oublions pas que la grande industrie hongroise est de date toute récente et n'a qu'un passé de 30 à 40 ans.

L'essor pris par nos villes de province pendant ces dernières décades offre un spectacle réjouissant. Bien qu'elles soient encore loin, Budapest excepté, d'être des grandes villes au sens qu'on donne à ce mot en Occident, elles ont pris un développement qui témoigne d'une manière éclatante des progrès de l'industrie et du commerce. La capitale, avec sa population dépassant un million d'âmes avec les faubourgs, a pris en quelques dizaines d'années un développement tel qu'en Europe celui de Berlin peut seul lui être comparé. Parmi nos villes de province, Szeged, Szabadka, Debreczen ont environ 100.000 habitants ; Zagreb (Agram), capitale de la Croatie autonome, Pozsony (Presbourg), Nagy-Várad, Arad, Temesvár, Kolozsvár en ont à peu près 70.000 ; Győr, Pécs, Kassa (Cassovie), Miskolcz, Nyiregyháza, Kecskemét, Fiume 50.000 ; Sopron, Szombathely, Ujvidék, Brassó de 30 à 40.000. Je n'ai énuméré que les centres industriels et commerciaux dont le développement est le plus remarquable. Sous ce rapport, il faut encore mentionner le chef-lieu des Sicules de Transylvanie, Maros-Vásárhely qui, d'insignifiante bourgade qu'elle était il y a vingt ans, est devenue un centre commercial de 30.000 habitants et dont la population dans cette dernière décade a augmenté proportionnellement plus vite que celle de Budapest même.

La croissance rapide de nos villes dans ces derniers temps a imposé à l'État de nouvelles tâches en vue de combattre les dangers d'augmentation de la mortalité que peuvent causer les grandes agglomérations d'individus. Grâce aux sacrifices consentis par la nation, non seulement il n'y a pas eu recul, mais on observe même depuis peu une amélioration sous ce rapport, bien que la mortalité soit toujours très forte comparativement à d'autres pays.

D'ailleurs l'État, les villes et les communes luttent contre la mortalité de concert avec la société. Pour n'en citer que quelques exemples, les facultés de médecine des universités de Budapest et de Kolozsvár sont, pour le savoir de leurs pro-

fesseurs et l'aménagement tout moderne de leurs cliniques, à la hauteur des établissements similaires des pays les plus civilisés. Les facultés de médecine des universités de Pozsony (Presbourg) et de Debreczen qui viennent de s'ouvrir marcheront certainement sur les traces de leurs devancières et contribueront aussi au progrès de l'hygiène publique. Le Parlement a voté, il y a quelques années, une subvention considérable en faveur des médecins de communes. Grâce à cette mesure, dont les effets se font déjà sentir, les contrées les plus écartées mêmes auront aussi leurs médecins au grand profit de la santé publique. Le Parlement a reconnu, il y a dix ans, par une loi, le droit de l'enfance abandonnée à la protection de l'État, loi éminemment humanitaire et qui est d'un puissant secours dans la lutte contre la mortalité infantile. Avec cette loi, nous avons devancé tous les autres pays de l'Europe. Les enfants sont placés jusqu'à l'âge de 14 ans, par la voie d'asiles disséminés sur toute l'étendue du territoire, chez des familles habitant des villages choisis à cet effet pour leur salubrité. L'État paye leur pension jusqu'à l'âge de 7 ans, et depuis lors c'est la commune d'origine. Aujourd'hui plus de 60.000 enfants sont ainsi placés, qui auraient probablement péri sans la sollicitude de l'État. Mentionnons encore l'institution par acte législatif de caisses nationales d'assurances contre les accidents pour les ouvriers agricoles et ceux de l'industrie.

Ces créations sont d'un caractère plutôt général et si elles contribuent certainement à faire baisser la mortalité dans les villes, on ne saurait toutefois les regarder comme constituant une protection immédiate contre les maladies résultant des grandes agglomérations d'individus, des appartements malsains et encombrés, du manque d'égouts, des épidémies causées par l'eau malsaine ou contaminée, etc.

Le meilleur moyen de lutter contre ces maux serait de posséder une industrie du bâtiment prospère, de construire des hôpitaux, des égouts, des conduites d'eau potable, mais pour cela il faudrait de l'argent. Du reste, des villes hongroises font des progrès visibles pour ce qui touche à l'hygiène publique. Beaucoup de nos villes, dépouillant leur caractère rustique d'autrefois, peuvent servir de modèles aux autres avec leurs rues propres, élégantes, bordées de maisons bien bâties et leurs remarquables institutions d'hygiène publique. Comme

de juste, c'est encore la capitale qui donne l'exemple. Toutefois nos villes, sans en excepter Budapest, se ressentent en général vivement du manque de capitaux dont souffre le pays et ont, par suite, de la peine à conclure des emprunts. Cependant beaucoup de villes de la grande plaine et, en particulier Budapest, possèdent un immense territoire. Celui de notre capitale est le plus étendu de toutes les villes du continent. Or, une très grande partie de ce terrain est la propriété des villes. L'intensification de la culture, tout en élevant les facultés de contribution des citoyens, accroîtra la fortune des villes, puisque toute augmentation du rendement de la terre en augmente aussi la valeur, de sorte que nombre de villes possédant un territoire étendu verront leur crédit augmenter dans la même mesure.

III.

Pour en revenir à l'essor vraiment grandiose pris par Budapest, on reconnaîtra que l'esprit de centralisation qui a présidé à l'établissement de notre réseau de chemins de fer y a contribué dans une large mesure. Nos principales lignes partent de Budapest portant dans le pays entier la vie culturale et économique de la capitale. Le Danube, ce vaste fleuve qui coupe la capitale en deux, n'a qu'un rôle tout à fait accessoire dans le développement de la ville. Or, la longueur du Danube navigable d'Ulm à son embouchrure de Sulina est de 2469 km. dont 920 dans notre pays. Ses affluents de Hongrie, qui ne sont aujourd'hui qu'en partie navigables, pourraient le devenir avec une dépense relativement minime et, en y comprenant les deux canaux projetés du Danube à la Tisza et du Danube à la Save, formeraient un réseau de voies fluviales d'environ 4300 km. de longueur.

La Hongrie ne possède encore que 2511 km. de voies fluviales propres à la navigation à vapeur. Après l'achèvement des travaux relatifs à l'aménagement des cours d'eau ordonnés par la loi XLIV de 1908, c'est-à-dire dans 15 ou 20 ans, la longueur de nos voies fluviales praticables pour des chalands de 650 tonnes sera d'à peu près 1749 km. C'est encore à cause de notre manque de capitaux que nous sommes obligés d'étendre à une période aussi longue des travaux qui ont une

si grande importance pour le pays, comme on le verra plus loin. Le Danube ne coule pas dans la direction naturelle du trafic, c'est-à-dire de l'est à l'ouest, mais de l'ouest à l'est ; il n'est pas relié aux grands fleuves de l'Europe occidentale qui portent leurs eaux à l'Atlantique et, de plus, le passage des Portes-de-Fer au sud de la Hongrie, malgré les travaux qu'on y a exécutés, rend toujours difficiles les communications avec l'Orient. En outre, notre réseau actuel de voies fluviales fait aussi obstacle au développement de la navigation, parce que le plus important des affluents du Danube, la Tisza, qui reçoit elle-même nombre de rivières navigables ou qui pourraient le devenir à peu de frais, se jette dans le Danube à Titel, loin du centre du commerce, et que l'autre grand affluent du Danube, la Save, qui devrait en raison de la direction qu'elle suit, servir de voie de communication entre l'Adriatique et la Hongrie, se jette aussi dans le Danube à la périphérie, près de Zimony (Semlin).

Les produits de l'agriculture sont en général des marchandises encombrantes dont le transport s'effectue à meilleur compte par bateau que par chemin de fer. Mais les voies fluviales ont encore une autre importance pour ce qui nous concerne, car les régions les plus fertiles de la Hongrie et par conséquent les plus propres à une culture intensive du sol, manquent presque complètement des matériaux nécessaires à la construction des routes. Or, la pierre brute est la marchandise encombrante typique et ne paye guère ou même pas du tout les frais du transport par chemin de fer, de sorte qu'elle ne peut être transportée à bon compte que par la batellerie.

Cependant la possibilité d'effectuer les transports par eau est d'une très grande importance pour le développement ultéreur de la grande industrie. Les industries les plus diverses comme celles du bois et du fer, la minoterie, la distillerie, la brasserie, les fabriques de sucre, d'amidon, d'engrais et de produits chimiques, de conserves ; toutes les branches d'industrie connexes à celle du bâtiment qui existent déjà chez nous ou qu'on pourra y introduire avec le temps, comme celle du ciment, de la pierre artificielle etc. qui ne peuvent vivre et prospérer que si les matières premières ou à demi-ouvrées peuvent être transportées à bon marché du lieu de production à la fabrique.

Dans ces conditions, on se demande naturellement si, notre production ayant augmenté, nous serons à même de transporter à peu de frais jusqu'à leurs débouchés les produits de notre travail. Il faudrait plutôt retourner la question. Nos spécialistes n'ignorent pas que ce sont les routes qui créent le trafic, que la vie économique ne peut se développer pleinement que grâce à un réseau de voies de communication parfait et que les voies fluviales ont une importance toute particulière pour un pays agricole par excellence, comme la Hongrie. Et néanmoins, notre trafic par eau n'est guère considérable comparé à celui des pays d'Occident.

Quand on a vu combien la navigation est plus active sur le Rhin, l'Elbe, ou les fleuves et rivières de Hollande et de France que sur le Danube, on se demande involontairement quelle est la cause du peu d'importance de notre commerce par eau. Un observateur superficiel l'attribuera sûrement à l'état arriéré du pays au point de vue économique. Mais une pareille réponse ne saurait satisfaire ceux qui ont l'habitude d'aller au fond des choses. Ainsi, les données statistiques relatives à la navigation montrent qu'en Hongrie, bien que notre réseau de voies fluviales ne soit pas encore achevé, il existe déjà 0·95 km. de voies navigables pour 100 km², et les transports par bateaux s'élèvent à 434.000 tonnes-kilomètres par 100 km². En Allemagne il y a 1·65 km. de voie navigables pour 100 km², les transports par batellerie s'élèvent à 2,780.000 tonnes-kilomètres pour 100 km². Ainsi la longueur des voies navigables est chez nous par 100 km² de moitié moindre qu'en Allemagne et les transports n'y sont que le sixième du trafic allemand. Dans ces conditions, il serait donc injuste d'attribuer le peu d'importance de notre batellerie à l'état arriéré du pays pour ce qui touche à sa situation économique en génréal.

Quelques chiffres feront la lumière sur cette question. En Allemagne la longueur des canaux et des rivières canalisées est de 2850 km., tandis qu'en Hongrie elle n'est que de 300 km. environ. La solution du problème est donc toute simple : nos voies fluviales naturelles ne rendront tous les services qu'on peut en attendre que lorsqu'elles seront reliées par des canaux de navigation. C'est seulement de la sorte qu'on parviendra à remédier aux désavantages résultant du système

hydrographique de notre pays dont l'orientation est si contraire aux intérêts du commerce.

C'est donc en premier lieu le manque de canaux qui fait que nos voies fluviales ont un trafic insignifiant et perdent de plus en plus de leur importance à mesure que notre réseau de chemins de fer devient plus serré. C'est dans une comparaison avec l'étranger qu'on trouvera l'explication de ce fait ; la voici : les pays d'Occident possédaient déjà un réseau de canaux assez développé lorsque les chemins de fer firent leur apparition ; ces derniers ne lui enlevèrent qu'une partie du trafic, celui des marchandises qui, en raison de leur valeur, peuvent payer les tarifs plus élevés des chemins de fer et dont la livraison doit avoir lieu à date fixe.

Le réseau de voies fluviales et publiques de la Hongrie était en un état assez négligé lorsque s'ouvrit l'ère des chemins de fer qui allaient révolutionner l'industrie des transports. Nous employâmes le peu de capitaux que nous possédions à la construction de voies ferrées. Le progrès fut vraiment remarquable dans ce domaine. En 1875 notre réseau avait une longueur de 6422 km., en 1910 il avait 20.646 km. En 1875 nos chemins de fer ont transporté 9,244.000 voyageurs et 9,044.000 tonnes de marchandises ; en 1910 140,002.000 personnes et 68,806.000 tonnes.

Il fallut en premier lieu construire les lignes reliant la province à la capitale. La construction d'abord, puis le développement de ces lignes, à mesure que l'augmentation du trafic l'exigeait, absorbèrent toutes nos ressources au point que nous fûmes hors d'état de faire les dépenses nécessaires à l'amélioration de notre système de voies fluviales et à la construction de voies ferrées reliant les villes de province les unes aux autres.

Cette politique ferroviaire qui tenait compte non seulement des besoins du pays, mais aussi des charges qu'il est capable de supporter, ne saurait être qu'approuvée pour le passé. Il y a peu de temps encore il n'existait guère de vie intellectuelle, de commerce et d'industrie qu'à Budapest. L'emploi judicieux de nos capitaux nous faisait une loi de cette politique qui tenait compte de la productivité des lignes existantes. De là ce formidable afflux de voyageurs et de marchandises vers la capitale, lequel a largement contribué à faire en peu de temps de Budapest une véritable métropole.

Mais comme nous n'avons pu, faute de capitaux, construire toutes les lignes dont le pays aurait besoin, le commerce entre nombre de villes de province se fait encore aujourd'hui en grande partie par Budapest, ce qui est cause qu'il n'a pu s'établir entre des villes relativement assez rapprochées ces relations économiques et autres sur la base desquelles elles auraient pu prendre un développement uniforme ; de là vient que la province est si arriérée en regard du magnifique essor pris par la capitale.

Nous avons dit plus haut que nos villes de province ont aussi fait des progrès remarquables ces derniers temps. Dans les circonstances données, ce développement fait le plus grand honneur à la nation, mais nos progrès eussent été bien plus rapides si nous n'avions pas eu à surmonter ces grosses difficultés découlant de la nature même des choses.

Il fallait d'ailleurs que les villes de province bénéficiassent aussi des avantages qu'offrent les chemins de fer, soit pour se relier entre elles, soit pour amener sur les grandes lignes les produits de leur commerce et de leur industrie.

Si nous étions riches, nous aurions aussi aménagé la plupart de ces voies en lignes principales, mais nous avions épuisé nos ressources à construire les grandes lignes qui vont de la périphérie à la capitale, de sorte que, pour le reste du réseau, nous avons dû nous contenter de chemins de fer régionaux exigeant moins de frais de premier établissement et qui ont été construits en majeure partie avec du capital étranger. Mais pour le nombre et la longueur des lignes d'intérêt local, nous marchons certainement à la tête des pays civilisés d'Europe. Plus de la moitié de nos lignes de chemins de fer, soit 11.543 km., sont d'intérêt local.

Loin de moi la pensée de vouloir le moins du monde rabaisser l'importance des chemins de fer d'intérêt local. Ils ont leur raison d'être tant qu'ils s'en tiennent à leur destination première, qui est, d'une part, de satisfaire aux besoins du commerce local et, d'autre part, d'amener aux grandes lignes les produits de la région. En raison de l'insuffisance de leurs installations, les chemins de fer vicinaux et même les lignes de second ordre ne sauraient rendre les mêmes services que les lignes de grande communication, et ne peuvent, par conséquent, créer un trafic de voyageurs et de marchandises quelque peu important là

même où par ailleurs toutes les conditions s'en rencontreraient, telles que fertilité du sol, industrie, commerce, degré de culture et densité de la population.

Le trafic canalisé par les chemins de fer régionaux et les lignes de second ordre continuera donc à s'écouler vers les lignes principales, lesquelles doivent aussi transporter la plupart des marchandises encombrantes dont le transport s'effectuerait par eau, si notre réseau de voies fluviales était orienté au mieux des besoins du commerce. Or, comme toutes nos grandes lignes viennent aboutir à Budapest, l'afflux des voyageurs et des marchandises y est déjà très considérable et augmentera encore par suite du développement ultérieur de notre puissance économique.

Si nous tenons donc à produire plus que jusqu'ici, il faudra commencer par une réorganisation radicale de notre système de voies de communication. Nous n'en aurons jamais une meilleure occasion qu'après la guerre. Notre système actuel, qui ignore presque totalement les voies fluviales et favorise la capitale aux dépens de la province, ne s'explique point par l'ignorance des économistes hongrois, mais uniquement par notre manque de capitaux. La guerre ne nous a certes pas enrichis, mais elle a eu cependant un bon côté. Elle a attiré l'attention de l'Occident et en particulier de nos alliés les Allemands sur la Hongrie et sur son peuple, lequel a jusqu'ici fait preuve de tant d'énergie malgré les difficultés de tout genre contre lesquelles il avait à lutter. En dehors des raisons de sentiment, la poussée économique de l'Allemagne vers l'Orient et la nécessité d'avoir à ses côtés lors d'une nouvelle conflagration générale possible — et nous voulons l'espérer : dans un temps assez reculé — une alliée comme la Hongrie, mais encore mieux préparée que celle d'aujourd'hui à nourrir les peuples avec lesquels elle combat, rôle que la richesse de son sol semble lui avoir assigné, porteront les Allemands à nous aider à créer les moyens de communication qui sont non seulement la condition d'une production intensive, mais permettent aussi de transporter à bon marché les produits. Nous ne resterons pas isolés ; nous espérons qu'en dehors des Allemands, d'autres peuples viendront à nous, attirés par notre superbe Danube qui, ainsi qu'on l'a vu, n'a pas encore joué dans notre vie économique le rôle auquel il semblait appelé.

L'Allemagne commencera par créer le canal du Danube au Rhin. Elle nous aidera à écarter les obstacles que rencontre encore la navigation sur notre Danube inférieur. M. Eugène de Kvassay (1) a démontré récemment, avec l'autorité d'un homme compétent en ces matières, qu'avec une dépense peu considérable en regard du but à atteindre on pourrait faire remonter le Danube jusqu'à Budapest à des bateaux de 3000 tonnes ou de petits paquebots.

Les levés relatifs aux obstacles que rencontre aux rapides en amont du Kazan (la Chaudière) le tirant d'eau de navires de ce tonnage n'ayant pas encore été exécutés, on ne saurait dire ce que ces trauvaux coûteront. On sait toutefois que les frais de correction de la section Budapest—Paks seront de 12 à 15 millions de couronnes ; de Paks à Ómoldova de 8 millions, sommes inscrites d'ailleurs au crédit voté par les Chambres pour l'établissement d'un réseau de voies navigables et dont nous avons parlé plus haut ; enfin les travaux qui restent à exécuter au défilé de Kazan et aux Portes-de-Fer exigeraient encore une dépense d'environ 24 millions de couronnes. Vu le peu de longueur de la section des rapides, il n'est guère probable qu'on ne pourrait écarter les obstacles qui s'y opposent à la navigation qu'au prix de dépenses si élevées qu'on serait forcé de renoncer à ce projet.

En aval d'Orsova la navigation ne rencontre plus de véritables obstacles ; c'est tout au plus s'il faut combattre par des dragages l'envasement du chenal. Il va sans dire que les bateaux d'un moindre tirant d'eau, ceux de 650 tonnes par exemple, type qu'on rencontre le plus fréquemment chez nous, n'ont pas à lutter avec d'aussi grosses difficultés sur notre Bas-Danube. La navigation avec des bateaux de ce tonnage pourrait être assurée à bien moins de frais.

Le comte Adalbert Serényi a, dans un discours au Parlement, soulevé le projet d'un canal du Danube au Vardar, lequel traversant la presqu'île du nord au sud, mettrait Salonique et le Balkan en relations directes avec le réseau de voies fluviales de l'Europe centrale.

Le fait que notre grand fleuve coule de l'ouest à l'est et

(1) Voir aussi son article *Le Danube international et la Hongrie*, dans le n° du 15 août 1913 de la *Revue de Hongrie*.

que les bateaux à pleine charge avaient peine jusqu'ici à traverser les bas-fonds de notre Danube inférieur n'influeront plus d'une manière défavorable sur le trafic du Danube. L'énergie et la force de volonté de l'homme ayant surmonté les obstacles que lui opposait la nature, *l'ouverture d'un canal du Danube au Rhin ou du Danube à l'Elbe mettra au service des intérêts économiques de l'Europe centrale une puissante voie fluviale allant de Rotterdam ou de Hambourg jusqu'aux portes de l'Asie Mineure.* Et on creusera certainement un canal du Danube à la Tisza (entre Budapest et Szolnok ou Csongrád) et du Danube à la Save (entre Vukovár et Samac) ; il faut espérer qu'on activera la construction du premier de ces canaux, lequel une fois achevé, draînera avec la Tisza et ses tributaires, le Szamos, le Bodrog, le Sajó, les Kœrœs, le Maros les produits de la Grande-Plaine, le Canaan de la Hongrie, et les amènera à Budapest où ils entreront dans le commerce international. De plus, ce canal aménagé pour l'irrigation fera un véritable jardin du territoire situé entre le Danube et la Tisza.

Le canal projeté du Danube à la Save, tout en raccourcissant sensiblement le trajet par eau à l'Adriatique, fera suite au chemin de fer à voie normale Samac—Doboj—Sarajevo, voté par les Chambres et dont la construction n'a subi des retards que par suite de la guerre. Grâce à ce canal et à cette ligne la majeure partie des produits de la Bosnie-Herzégovine prendront la route de Budapest par le Danube.

Le commerce maritime de la Hongrie était déjà assez considérable avant la guerre. Le mouvement de Fiume, notre unique port de mer, qui était en moyenne de 165.000 tonnes entre 1871 et 1875, fut de 1,620.000 tonnes en 1911. Pendant la dernière décade, les 7·3—8·5% des importations et les 9.6—13% des exportations de la Hongrie se sont faites par Fiume. Or la ligne de Fiume à l'intérieur du pays est à voie unique !

La situation prédominante que la Monarchie et ses alliés se sont faite dans les régions du Balkan voisines de l'Adriatique fait prévoir avec certitude que ce trafic deviendra encore plus actif.

C'est par ce canal du Danube à la Save que la Bosnie si riche en bois et en minéraux exportera une grande partie de ses produits. La moitié de la Bosnie est en forêts, dont les trois quarts font partie du domaine public. En 1911, la Bosnie

a exporté pour 36 millions de couronnes de bois et de houille et pour 10,600.000 couronnes de minerai de fer. Elle exporte aussi beaucoup de fruits, surtout des pruneaux (pour 9,700.000 couronnes en 1911). En revanche, la Bosnie a importé en 1911 pour 22,800.000 cour. de céréales. Maintenant si l'on considère que le bois, le fer, le charbon, les pruneaux ainsi que les céréales à l'importation sont des marchandises encombrantes et qui devraient par conséquent prendre la voie fluviale, on aura une idée de la haute importance économique d'un canal qui pourrait être creusé avec une dépense de 30 millions de cour. au maximum. Les frais de construction du canal du Danube à la Tisza dont nous parlions plus haut ont été devisés avant la guerre à environ 40 ou 50 millions de couronnes.

Un coup d'œil sur la carte nous convaincra que Budapest est appelé à devenir le centre de ce puissant réseau de voies navigables, et cela sans qu'il se produise de ces engorgements si préjudiciables au trafic comme sur les grandes lignes de chemins de fer, l'espace ne manquant jamais sur les voies fluviales même les plus fréquentées.

Le charbon du bassin de la Ruhr se rencontrera ici avec celui du Maros, le pétrole de Hongrie, de Roumanie et peut-être même d'Asie-Mineure, les bois et les minerais de fer de Hongrie et de Bosnie ; les importations d'outre-mer par Rotterdam et Hambourg avec les produits agricoles de notre pays et des Balkans qui vont chercher des débouchés en Occident. Le Danube à Budapest, presque silencieux aujourd'hui, sera animé par les sirènes des nombreux bateaux à vapeur et le grincement des grues employées au chargement et au déchargement des navires. La multitude des cheminées d'usine s'élevant au-dessus des maisons sera la preuve vivante d'une prospérité industrielle bien plus grande que celle d'aujourd'hui et que nous devrons au transport à bon marché des matières premières. Nos chemins de fer libérés de l'obligation de transporter des marchandises encombrantes pourront se consacrer sans obstacle au transport des produits de l'industrie d'une valeur plus élevée et plus capables par conséquent de payer les tarifs de chemins de fer.

La prospérité économique qui résultera nécessairement de ce nouvel état de choses nous permettra de procéder, sans compromettre l'équilibre de nos finances, à la décentralisation

de notre système de communications par voies ferrées et de contribuer ainsi au développement de nos villes de province, en particulier de celles qui, en raison de leur situation géographique, ne profiteront point ou ne profiteront que dans une faible mesure des avantages de la voie fluviale. A côté de Budapest, on verra sortir de terre de véritables grandes villes, centres de richesses et de vie intellectuelle, qui seront les preuves tangibles non seulement de la vitalité de la race magyare, mais de la communauté de sentiments qui nous unira à tous ceux qui viendront nous aider à accomplir la grande tâche culturale et économique qui nous attend après la guerre.

IV.

Il va sans dire que nous ne devons point attendre uniquement d'une aide étrangère notre prospérité économique. La domination absolue du capital étranger pourrait causer la dénationalisation du pays. Or, nous sommes attachés avec toutes les forces de notre âme à notre race, à notre langue et à nos traditions séculaires. Par conséquent, si nous tenons à conserver notre individualité nationale, nous devons mettre nous-mêmes la main à l'œuvre, quelque cas que nous fassions par ailleurs de l'appui que l'étranger peut nous prêter.

Ce qui prouve de la manière la plus éclatante que nous possédons tous les moyens de réussir, c'est que le budget de l'État en 1875 était de 385 millions aux recettes et de 466 millions aux dépenses, c'est-à-dire bouclait par un déficit de 83 millions, tandis que le dernier budget ordinaire de 1914—15 s'équilibrait avec un total de plus de 2200 millions aux recettes comme aux dépenses. Et nous avons atteint ce résultat sans apporter des changements notables à notre système d'impôts pendant ces dernières décades.

On aurait tort de voir dans cette immutabilité de notre système d'impôts un avantage pour le ménage de l'État. Un budget qui s'enfle à mesure que la vie économique d'un pays devient plus intense ne saurait être équilibré d'une manière stable que par une imposition des nouvelles sources de richesse. L'immutabilité de notre système est aussi cause en partie de l'accroissement considérable de la dette publique, laquelle de 1333 millions de cour. qu'elle était en 1875 s'élevait à 5000 millions à la veille de la guerre.

Mais le seul fait qu'avec les recettes provenant d'un système d'impôts suranné nous avons été capables non seulement de faire face à nos dépenses courantes, mais de payer les intérêts de la dette publique contractée en majeure partie pour l'exécution de travaux ayant le caractère de placement, témoigne d'un tel accroissement de la richesse publique et privée que lorsque, par suite d'une réforme rationnelle de notre système d'impôts, on pourra imposer d'une manière équitable les nouveaux revenus provenant de cette augmentation, nous avons tout lieu d'espérer que nous serons à même non seulement de supporter les charges résultant de la guerre, mais de faire de nouvelles dépenses productives qui, à leur tour, par l'accroissement de richesse qu'elles produiront, nous aideront à supporter les nouvelles charges que le progrès impose à l'État dans tous les domaines.

Selon F. Zahn, chef du Bureau de statistique du royaume de Bavière, la quote-part de chaque Allemand aux dépenses de l'empire est de 118 marks par an, tandis que chez nous chaque citoyen ne contribue aux dépenses de l'État que pour 60 marks, c'est-à-dire la moitié moins. Puis en raison des lacunes de nos lois fiscales, nombre de revenus échappent totalement à l'impôt ou ne sont pas imposés proportionnellement, de sorte que nous sommes encore bien loin de pouvoir nous plaindre d'être écrasés d'impôts.

Un autre signe d'enrichissement, c'est que le capital-actions de nos établissements de crédit qui était de 640 millions de cour. en 1900, a été porté à 1613 millions en 1911, et avec les réserves à 2316 millions de couronnes.

Le fait que nous pourrons continuer à vivre et à travailler sur la terre de nos pères, que nous connaissons et que nous préférons à toute autre au monde, et que, par ses brillantes qualités, notre nation s'est fait au cours de la guerre des amis qui nous viendront sûrement en aide pour accomplir les grosses tâches qui nous attendent, ce fait, dis-je, est une raison suffisante pour justifier notre foi aveugle en la durée de l'État hongrois, la pérennité de notre nation et nous permettre de regarder l'avenir la tête haute et avec confiance.

JEAN D'IKLÓDY-SZABÓ.

L'AMÉRIQUE ET L'ALLEMAGNE

Dès le début de la guerre, l'Angleterre, la France et la Russie n'ont eu qu'une préoccupation, très naturelle d'ailleurs : se faire de nouveaux alliés et, pour cela, exciter par tous les moyens les neutres contre l'Allemagne.

Excepté la France, qui est peut-être une victime, aucun des ennemis de l'Allemagne n'a réalisé un effort militaire sensible, tendant à la victoire par les armes. Ceci n'est pas une vaine affirmation : il n'y a pas longtemps M. Charles Humbert, sénateur de la Meuse, dans un article paru dans le *Journal*, disait, avec beaucoup de modération, c'est vrai, mais d'une façon assez claire, ce que nous venons d'exprimer.

Les journaux alliés ont la certitude de la victoire ; les hommes qui commandent aux destinées des pays ennemis ont, eux, une autre certitude : celle de ne jamais être vainqueurs. Ils ont fini de même par comprendre encore ceci : le monde entier peut se liguer contre les puissances centrales, mais, militairement, celles-ci ne peuvent être vaincues. Quel but se propose-t-on donc en indisposant contre eux les neutres, en les excitant à entrer dans la mêlée ?

L'ennemi le plus puissant que l'on pourrait susciter à l'Allemagne, ce seraient les États-Unis : c'est même à quoi tendent tous les efforts des Alliés. Mais au cas, peu probable, de leur entrée en scène, cet événement aurait-il une influence sensible sur l'issue militaire de la guerre ? Non ! Nous pouvons l'affirmer hardiment : ni en effectifs, ni en munitions, ni en armements, les Américains ne possèdent de quoi faire pencher la balance du côté des ententistes. Ceux-ci savent cela, comme ils savent également que l'entrée en guerre du Portugal n'affectera en quoi que ce soit les opérations de guerre proprement

dites ; c'est le cas du Japon, ce serait le cas de la Grèce, du Brésil, de tous les pays qu'ils cherchent à entraîner.

Le secours militaire écarté, qu'espère l'Entente de ses nouveaux Alliés ? Une aide financière immédiate ? Non plus ! Les hommes d'État français et anglais n'ignorent pas que l'apport financier des Etats-Unis serait relativement minime. Même il pourrait se faire qu'il fût nul.

Tout ceci, nous le répétons, est connu, archiconnu en France et en Angleterre. Quel est alors leur but ? Une réponse seule s'impose. Obtenir, sans victoire militaire, les mêmes résultats que la victoire leur aurait fait avoir ; tirer de toutes façons le profit qu'ils attendaient en provoquant la guerre, rendre inutile pour l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie la victoire finale.

Sur tous les tons, dans tous les pays, on l'a répété et proclamé : cette guerre est une guerre commerciale. C'est vrai. Au début de la guerre, grand nombre de marchés commerciaux étaient tributaires de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie.(1) Nous n'avons pas à nous occuper ici des raisons qui ont déterminé cette situation ; disons en quelques mots qu'elles sont du même ordre que celles qui font qu'un industriel actif, intelligent et honnête domine et ruine ses concurrents moins bien doués, mais qui voudraient tout de même que leurs produits, d'une qualité inférieure, d'un prix de revient plus élevé, fissent concurrence à ceux du premier.

Qu'il nous soit permis de faire une remarque, une remarque capitale. La thèse de la guerre commerciale, de la nécessité d'enlever aux puissances centrales leur suprématie commerciale, est le but avoué proclamé *urbi et orbi*, par les Alliés. Nous demanderons alors, pourquoi ces pays auraient, comme le prétendent les Alliés, provoqué une guerre qui ne pourrait, dans aucun cas, leur procurer plus que ce que la paix et le travail leur avaient procuré ? Puisque le but de la guerre est, d'après la thèse des ententistes, la *conquête des marchés commerciaux*, quelles raisons ont pu pousser ceux qui les possédaient déjà à s'efforcer de les conquérir ? . . .

(1) Voir, entre autres, la lettre du baron Beyens, ministre de Belgique à Berlin, à M. le ministre des Affaires étrangères de Belgique, en date du 28 juin 1912, dans le n° du 15 mars 1916 de la *Revue de Hongrie*.

Pour faire cette conquête, les Alliés sont convaincus que les armes ne leur seront d'aucun secours et que, même si le nombre des pays en état de guerre avec les puissances centrales s'augmentait jusqu'à l'extrême limite possible, la victoire ne sera pas de leur côté. Mais la guerre terminée, il est indiscutable qu'un malaise subsistera, la rancune des vaincus ne s'apaisera pas facilement et les relations commerciales entre les deux groupes de puissances seront presque nulles.

Dans ces conditions, les empires centraux ne pourront entretenir de relations qu'entre eux, leurs alliés et les pays qui auront gardé la neutralité. C'est la raison pour laquelle les Alliés cherchent à réduire au minimum le nombre des neutres qui ne leur apportent aucune aide immédiate, mais qui seront perdus pour le commerce austro-hongrois-allemand de l'avenir.

*

Voilà pour ce qui concerne les raisons des Alliés ; examinons leurs moyens, quelques-uns de leurs moyens plutôt, car, quoiqu'ils tendent tous au même but, ils sont si variés et si nombreux que des volumes seraient nécessaires pour les énumérer. Bornons-nous à examiner dans leurs grands traits les manœuvres des dernières semaines, tendant à faire croire aux États-Unis que les Allemands s'immiscent dans la politique intérieure des pays de l'Amérique centrale et du Mexique.

Leurs manœuvres se réduisent essentiellement à deux points :

1 Insinuer que l'Allemagne a des visées sur le Nicaragua, pour arriver à percer un canal sur son territoire ;

2 Faire jouer un rôle à l'Allemagne dans les affaires du Mexique.

Personne n'ignore que les États-Unis ne verraient jamais de bon œil l'ouverture d'un canal situé à 400 kilomètres au nord du canal de Panama, un canal qui, par sa position stratégique et commerciale, donnerait à l'Allemagne une puissance presque illimitée dans le Nouveau-Monde. Les Alliés cherchent, en répandant ces bruits, à exciter l'animosité des Américains contre l'Allemagne.

L'intervention de l'Allemagne dans la politique intérieure du Nicaragua serait prouvée, dit une information publiée par la presse alliée, par un Livre Bleu que cette république vient de faire paraître.

Nous ignorons si ce Livre existe réellement et s'il contient les déclarations que les Alliés lui attribuent. Il y a, notamment, une accusation qui est, pour le moins, ridicule et d'après laquelle l'Allemagne aurait fomenté dans ce pays une révolution tendant à substituer au président actuel un autre, favorable aux projets allemands.

J'ai vécu dix-huit ans dans l'Amérique centrale et je crois avoir pu pénétrer et comprendre l'âme et les mœurs de ces populations. Il y a certaines choses difficiles à dire, mais qu'il faut tout de même dire. Or, nous pouvons affirmer, en tout repos, que si l'Allemagne eût vraiment voulu avoir à la tête du gouvernement de Nicaragua un homme à elle, point n'était besoin de provoquer des révolutions : une certaine somme d'argent bien employée aurait suffi . . .

Il y a quelque chose encore que la presse française paraît ignorer, c'est que, à un degré moindre, c'est vrai, mais tout de même appréciable, un autre pays a aussi un rôle à jouer dans l'ouverture de ce canal : la république de Costa-Rica. Ceux qui ont répandu le bruit des projets de l'Allemagne sur l'Amérique centrale, auraient dû auparavant se renseigner et se mettre au courant des conditions dans lesquelles le canal pourrait être ouvert.

De prime abord, par un simple examen d'une carte géographique, on peut croire qu'il suffit d'utiliser dans toute sa longueur le fleuve San Juan et de percer l'étroit isthme qui sépare le lac de Managua de l'océan Pacifique. C'est très simple, mais ce n'est pas exact : les études les plus attentives, faites par des ingénieurs de la plus haute valeur, démontrent que l'ouverture du canal rencontrerait de sérieuses difficultés. Le fleuve San Juan ne peut être utilisé que dans certains endroits, et le canal devrait être, en grande partie, percé au sud du fleuve, c'est-à-dire en teritoirre du Costa-Rica.

On a oublié de mêler ce petit pays au roman forgé par les journalistes alliés.

Quel but ceux-ci poursuivaient-ils par cette manœuvre ? Nous voulons bien croire qu'on n'a pas pris tant de peine uni-

quement pour provoquer dans le Nicaragua des sentiments d'hostilité envers l'Allemagne, mais qu'on a visé plus haut : on a voulu exciter les États-Unis qui, naturellement, ne verraient pas d'un bon œil l'immixion de l'Allemagne dans les affaires de ces pays sur lesquels, à tort ou à raison, ils croient posséder des droits. Cet objectif n'a pas été atteint, les Américains du Nord connaissent, mieux que personne, les conditions nécessaires à l'ouverture de ce canal ; ils sont parfaitement au courant de tout ce qui concerne la politique intérieure de ces pays, et les informations des journaux français n'ont pas trouvé aux États-Unis le moindre crédit, ni soulevé aucune émotion.

*

Les événements dont le Mexique est le théâtre, ont également fourni des prétextes aux journalistes de l'Entente pour chercher à atteindre le même but : faire accroire que l'Allemagne cherchait à intervenir dans les affaires de ce pays.

Avant d'aller plus loin, nous devons déclarer que nous ne cherchons ni à critiquer, ni à juger la conduite des États-Unis vis-à-vis des républiques latino-américaines. Nous constaterons certains faits : c'est tout.

D'après les journaux ententistes, les Allemands du Mexique auraient cherché à soulever l'opinion mexicaine contre les États-Unis et auraient été la cause du conflit entre les deux pays. Le but de ceci serait de détourner l'attention américaine des incidents germano-américains et d'occuper ceux-ci au Mexique.

Pour oser écrire des billevesées pareilles, il faut ou bien ne pas avoir la moindre idée des choses de l'Amérique, ou bien être de la plus insigne mauvaise foi.

La haine des républiques latino-américaines contre les États-Unis est traditionnelle et se trouve profondément enracinée dans l'âme populaire de ces nations. Chaque intervention des États-Unis dans l'Amérique latine a soulevé, du Mexique jusqu'à l'Argentine, une tempête de protestations et accumulé de nouvelles haines. Cuba, Puerto-Rico, Panama, chacune de ces affaires a fait couler des flots d'encre et, chaque fois, les journaux de langue espagnole, se faisant l'écho de l'émotion populaire, ont violemment attaqué les États-Unis.

Ceux qui ont pu voir, il y a quelques années, l'accueil que tous les pays de l'Amérique latine ont fait au grand patriote argentin Manuel Ugarte, dans sa croisière contre les Américains du Nord ; ceux qui ont vu ces peuples frémir, sous la parole inspirée de l'orateur qui représentait l'âme de leur race, ceux-là savent qu'il n'est besoin d'aucune intervention étrangère pour soulever le Mexique contre les États-Unis. Aucun Américain du Nord possédant du sens commun, et c'est parmi eux une qualité assez répandue, ne sera dupe des insinuations anglo-françaises.

Si donc les États-Unis ont été forcés d'intervenir au Mexique par suite des actes de brigandage commis par Villa en territoire américain, personne dans la grande nation ne croira qu'il y a eu besoin d'une excitation allemande pour provoquer ces incidents. Et si, par hasard, les Mexicains oubliaient leurs querelles intestines pour se tourner unanimes contre l'ennemi commun et héréditaire, ce ne serait certainement pas sous l'influence d'un pays étranger, mais sous l'impulsion de leurs propres sentiments, de leur amour pour la liberté (liberté dont ils usent, il est vrai, la plupart du temps pour s'entre-égorger) et de leur haine contre *los gringos*, comme ils nomment les Américains...

TULIO DE BÜLOW.

LA PRESSE ÉTRANGÈRE ET LA VÉRITÉ

Décidément, la presse de la «grande nation» est loin de nous gâter. Cela ne nous étonne point, nous autres, mais nos compatriotes y trouveront une leçon salutaire : ils se rendront compte que les Français qu'ils ont toujours choyés, ne méritent guère ni l'amour ni l'estime qu'on leur portait. S'ils ne faisaient que mentir, nous ne saurions les condamner encore ; à la rigueur, leur haine de la vérité est explicable, parce que, sans cela, ils ne pourraient répéter machinalement les phrases idiotes et ridicules sur leur lutte «pour la liberté, le droit et la civilisation», et sur leur «victoire définitive». Aussi n'est-ce pas contre l'avalanche des mensonges ententistes que nous voulons partir en guerre, car nous avouons franchement que nous ne nous en sentons pas la force.

Cette fois nous ne voulons que relever quelques passages d'un article paru dans le *Matin*, organe des patriotes franco-russes, sous le titre flatteur : *Au pays des races inférieures.*[1] Les races inférieures, c'est nous : Hongrois et Autrichiens. Voici ce qu'on y dit, entre autres, sur le compte de notre pays et de l'Autriche :

> Si une presse est vraiment le reflet d'un pays, alors l'Autriche-Hongrie doit être la contrée des muets, des eunuques et des tziganes. Elle doit être tombée plus bas que la Turquie. Elle doit être devenue quelque chose comme un agglomérat de races inférieures, qu'on endort chaque soir avec des histoires de nègres entrecoupées d'une bamboula primitive.
>
> . . . . . .
>
> En Hongrie, on a installé le proconsulat Tisza : entouré d'une véritable bande d'aigrefins, dont il est le seul honnête homme

[1] N° du 11 avril 1916.

— probablement parce qu'il est déjà riche! — ce tyran de bas empire se maintient par la corruption et le despotisme. Il s'attache les uns en leur permettant de spéculer sur les vivres; il étouffe les autres en les jetant en prison. Cependant, comme, malgré tout, il sent sourdre un certain mécontentement, comme il a bien fallu réunir la Chambre hongroise et comparaître devant elle, il se livre à un tas d'arlequinades: entonne la trompette nationale hongroise pour se déclarer ennemi de l'union douanière avec l'Allemagne, frappe sa poitrine en jurant que la Hongrie a été attaquée et ne voulait pas la guerre, promet pour le lendemain de la victoire des choses mirifiques et une place prépondérante à la monarchie magyare — en tout cas la place égale que lui donnait la Constitution de 1867 . . .

Mais la chose la plus bouffonne, la plus extraordinaire, la plus fantastique, c'est la presse — une presse pour esclaves de sérail! . . .

C'est à Vienne — le Livre jaune en fait foi — que le jour de la déclaration de guerre on annonçait l'assassinat de M. Poincaré. On l'a tué ou renversé cinq ou six fois depuis. C'est à Vienne qu'on annonçait, l'autre semaine, que M. de Freycinet avait quitté le ministère et préparait un coup d'État. C'est à Vienne que l'on annonçait hier que toutes les troupes françaises de Salonique s'étaient rembarquées.(1) C'est à Budapest qu'on imprimait en toutes lettres que Verdun allait tomber et que sa *chute ouvrait aux troupes allemandes la route du Creusot* (sic). C'est à Vienne et à Budapest que fonctionnent en grand deux fabriques éhontées de fausses nouvelles: fausses interviews d'hommes d'État français et anglais, qui proclament que les alliés seront vaincus; faux articles de journaux français, implorant la paix; fausses victoires, fausses prises de villes, voire de provinces entières . . .

Comme la grossièreté de certains mensonges pourrait finir par éclater à certains yeux, on a instauré une censure, auprès de laquelle la censure turque n'est que de la fumée de narghilé. Rien n'entre, en Autriche ou en Hongrie, du dehors. Bien entendu, aucun journal français, anglais, italien, n'est admis sous un prétexte quelconque. Mais, en outre, aucun journal: suisse, hollandais, américain, neutre, n'est autorisé à pénétrer. Mieux encore: les journaux allemands sont totalement arrêtés aux portes de la Hongrie et partiellement aux portes de l'Autriche: il ne faut, à aucun prix, que certaines manifestations de la critique allemande parviennent à Vienne ou à Budapest, etc.

Allons-nous nous abaisser jusqu'à réfuter sérieusement les calomnies stupides de ce produit de la «civilisation française»? Non, ce serait au-dessous de notre dignité de «bar-

(1) Et qu'est-ce que cela nous fait, à nous et à nos alliés, s'ils y restent?!

bares». Nous ferons seulement remarquer que c'est probablement avec les internés hongrois de France que le *Matin* confond les soi-disant victimes de ce «tyran de Tisza», car chez nous on n'a jeté en prison personne, ni même les compatriotes de l'envoyé spécial du *Matin* qui a signé l'article dont nous parlons, tandis que les Hongrois que leur amour pour ce pays avait attirés en France, y ont été et sont encore traités à peu près comme des esclaves . . . Quant à la presse hongroise et autrichienne, celles-ci peuvent avoir et ont certainement beaucoup de défauts, mais ce serait leur faire outrage que de les comparer, par exemple, avec la presse française en tout ce qui concerne les «fausses nouvelles», etc. Le grand crime que d'avoir annoncé que M. Poincarè a été renversé! Si ce n'est pas vrai, tant mieux pour lui . . . et tant pis pour la France: telle est l'opinion de beaucoup de Hongrois, n'en déplaise à M. l'envoyé spécial à Genève du *Matin!*

Le quotidien franco-russe ne nous pardonne pas de valser «au son d'un orchestre jouant jour et nuit au Ballplatz»; il aurait pu aussi dire: comme les Français valsent au son de l'orchestre jouant jour et nuit à la Downing-street, — ce qui veut dire en bon français qu'on est furieux de voir la force de cohésion de la monarchie austro-hongroise et surtout la volonté inébranlable de la Hongrie d'«aller jusqu'au bout», aux côtés de ses alliées, dans cette guerre provoquée par la sainte alliance franco-russe-anglaise. Nous comprenons très bien que le comte Tisza ne puisse se vanter des bonnes grâces du *Matin:* ce grand homme d'État a en effet beaucoup contribué, par son attitude énergique et l'autorité méritée dont il jouit non seulement en Hongrie, mais aussi dans les pays alliés à notre monarchie, à ce que les ententistes sont aujourd'hui vaincus, oui, vaincus, M. l'envoyé spécial du *Matin!* Car nous ne sommes pas des «futuristes» comme vous et nous parlons toujours de ce qui *est*, et non pas de ce qui *sera.* En tout cas, vous n'avez nullement besoin de venir chercher les «menteurs», les «censeurs tyranniques», les «aigrefins», les «Harlequins» chez nous; ils se trouvent ailleurs.

DIPLOMATE.

CHRONIQUE DE LA GUERRE

30 avril 1916.

C'est toujours le duel gigantesque autour de Verdun qui retient l'attention générale. Voici déjà plus de deux mois que cette lutte fait rage, avec des intermittences plus ou moins «calmes». Après chaque pause, les Français se mettent à crier à un échec de l'offensive allemande et aussitôt ils sont obligés de reconnaître qu'ils ont porté un jugement un peu trop hâtif. Il est certain que les Allemands ont gagné beaucoup de terrain et les 40.000 prisonniers faits dans ces combats sont autant d'indices de leur succès.

A notre avis, on juge mal les événements autour de Verdun, si l'on croit que les Allemands ne visent qu'à faire tomber cette place forte. Nous aussi croyons que la chute de Verdun est inéluctable, mais ce n'est point là l'objectif principal des assaillants. Selon nous, en déclanchant leur offensive, les Allemands ont eu un autre but: d'abord, ils ont détruit les plans ententistes de l'«offensive générale de printemps», claironnée par la presse adversaire; en outre, ils ont forcé le général Joffre d'amener sur le front presque toutes ses réserves accumulées en vue du grand coup de bélier dont nous venons de parler. La place forte de Verdun ne sert que d'à propos aux Allemands pour livrer une bataille peut-être décisive à l'armée française et pour briser sa résistance. Tâche ardue, il est vrai, car les Français luttent en braves, mais la force et l'héroïsme du colosse allemand semblent l'emporter.

Le discours de M. Asquith sur les conditions de paix a partout exercé un bon effet par la modération du ton qui

est en opposition évidente avec ses discours antérieurs où il prêchait «l'anéantissement» de l'Allemagne. Par contre, la crise provoquée par Mr. Wilson, qui ose parler «des droits humanitaires», menace de prolonger cette guerre affreuse qu'on aurait pu croire près de finir. Espérons que le conflit germano-américain sera aplani, bien que, par leur entrée dans la mêlée, les États-Unis puissent à peine faire plus de mal aux puissances centrales qu'ils ne leur en ont déjà causé par leur «neutralité».

Nous voulons mentionner ici un incident qui est propre à mettre en relief notre mentalité et celle de nos adversaires. A propos du troisième centenaire de la naissance de Shakespeare, on vient de célébrer une belle fête littéraire à Weimar. M. Albert de Berzeviczy, membre honoraire de la Société Shakespeareienne de Weimar, a prononcé à cette occasion un discours magistral qui mérite d'être signalé à tous les amis qui n'ont pas encore perdu leur foi dans la solidarité intellectuelle de l'humanité. En pleine guerre, l'homme d'État et littérateur hongrois a exalté la grandeur du dramaturge britannique en faisant ressortir les éclatants mérites que l'Allemagne s'est acquis par le culte de Shakespeare auquel la nation hongroise s'est aussi associée depuis longtemps. «Nous différons précisément en ceci de nos ennemis, — disait-il — que, même dans l'orage furieux des passions déchaînées par la guerre, nous n'avons aucunement renié notre foi dans nos biens idéaux du passé. Cette supériorité morale, ferme garantie de notre victoire, nous facilitera, après la guerre, le retour au commerce intellectuel avec tous les peuples civilisés.»

HISTORICUS.

Le Directeur-Gérant,
GUILLAUME HUSZÁR.

Distinction. — *La Compagnie internationale des Wagons-Lits* a trouvé moyen de se signaler par son utilité dans la guerre actuelle. En transformant ses coupés en lits pour transporter les soldats blessés, cette compagnie a rendu d'éminents services à la Croix Rouge hongroise. Aussi Son A^sse^ Imp. et Royale François Salvator vient-elle de reconnaître les mérites sanitaires de l'Administration des Wagons-Lits, en décernant à M. Ladislas de Gerenday, conseiller aulique, Directeur en Hongrie de ladite Compagnie et à son adjoint, M. Étienne de Móricz, *les insignes de 2^e^ classe de l'ordre guerrier de la Croix Rouge.*

Hors Concours.

❖

16 Médailles d'or.

❖

Vins fins mousseux hongrois.

LOUIS FRANÇOIS ET C°.

Fournisseurs de la Cour Impériale et Royale d'Autriche-Hongrie et de S. A. R. le Prince Philippe de Sachsen-Coburg-Gotha.

CAVES à BUDAFOK, près BUDAPEST.

Marque exquise :

TRANSYLVANIA SEC.

MERCUR

SOCIÉTÉ ANONYME DE BANQUE

Budapest, V, Fürdő-utca 3.
Capital social : 10,000.000 Couronnes.

Téléphone : 32—72, 42—74, 176—72, 162—70, 176—71, 176—73.

Dépôts d'argent sur livrets et comptes de chèques. — Lettres de crédit et mandats sur tous les marchés. — Renseignements et procédure gratuits en matière de cautions militaires, matrimoniales. — Escompte et encaissement de Lettres de change. — Comptes-courants. — Comptes de chèques. — Comptes de virements.

Répond à toutes les demandes de renseignements touchant les opérations de banque.

6%-os magy. kir. adómentes állami járadékkölcsön.
5½%-os magy. kir. adómentes állami pénztárjegykölcsön.
(Negyedik hadi kölcsön.)

Az 1912. évi LXIII. t.-cz. 17. §-a alapján a miniszterium felhatalmaztatott, hogy a hadi szükségletek fedezésére szükséges összegeket addig, amig azok a törvényhozás utján meg nem állapittatnak, az elkerülhetetlen szükség mérvéig előlegezhesse és azok megszerzése iránt hitelművelet utján intézkedhessék.

E felhatalmazás alapján ezennel **6%-kal kamatozó adómentes állami járadékkölcsön és 5½%-kal kamatozó adómentes állami pénztárjegykölcsön** bocsáttatik ki.

A kibocsátás összege a megtartandó nyilvános aláirás eredménye alapján fog megállapittatni.

A kibocsátásra kerülő járadékkölcsönkötvények és állami pénztárjegyek, ugyanugy mint az eddigelé kibocsátott hadikölcsönkötvények, gyámoltak és gondnokoltak pénzeinek elhelyezésére alkalmasak.

A kamatok, épugy mint visszafizetés alkalmával a kölcsönkötvényeknek, illetve állami pénztárjegyeknek tőkeértéke, minden fennálló és a jövőben behozandó magyarországi adó, bélyeg és illeték levonása nélkül fizettetnek ki.

Az esedékes szelvények és állami pénztárjegyek, valamint az esetleg felmondott kötvények költségmentesen beváltatnak:

Budapesten: a magyar királyi központi állampénztárnál,
a m. kir. postatakarékpénztárnál,

a magyar korona országainak területén:
valamennyi királyi állampénztárnál és adóhivatalnál,

azonkivül további intézkedésig:

Budapesten: a Magyar Általános Hitelbanknál,
a Pesti Hazai Első Takarékpénztár Egyesületnél,
a Pesti Magyar Kereskedelmi Banknál,
a Magyar Leszámitoló- és Pénzváltó Banknál,
az 1898: XXIII. t.-cz. alapján alakult Országos Központi Hitelszövetkezetnél,

valamint a m. kir. pénzügyminiszterium által erre a czélra a magyar korona országai területén vagy azonkivül kijelölendő helyeken.

A 6%-os állami járadékkölcsön bemutatóra szóló járadékkölcsönkötvényei 50, 100, 1.000, 5.000 és 10.000 koronás czimletekben fognak kiállittatni.

A kötvények 1916. május 1-től kezdődőleg évi 6%-kal, minden év május 1-én és november 1-én lejáró félévi utólagos részletekben kamatoztatnak, az első szelvény tehát 1916. november 1-én esedékes.

Az 5½%-os állami pénztárjegykölcsön bemutatóra szóló állami pénztárjegyei 2.000, 5.000, 10.000 és 50.000 koronás czimletekben fognak kiállittatni.

Az állami pénztárjegyek 1916. junius 1-től kezdődőleg évi 5½%-kal, minden év junius 1-én és deczember 1-én lejáró félévi utólagos részletekben kamatoztatnak az első szelvény 1916. deczember 1-én, az utolsó pedig 1926. junius 1-én, a pénztárjegy lejáratakor válik esedékessé.

Az aláirás történhetik az alább megjelölt aláirási helyek bármelyikénél

1916. évi április 19-től május 29-ig bezárólag

terjedő határidőben a szokásos hivatalos órákban.

Aláirási helyekül szolgálnak: a magyar korona országai területén levő összes kir. állampénztárak és adóhivatalok, a m. kir. postatakarékpénztár és az összes kir. postahivatalok, mint a m. kir. postatakarékpénztár közvetitő hivatalai, az Osztrák-magyar bank budapesti főintézete, valamint a magyar korona országai, továbbá Bosznia és Herczegovina területén levő fiókjai és lublini kirendeltsége, az 1898: XXIII. t.-cz. alapján alakult Országos Központi Hitelszövetkezet, továbbá

a Magyar Általános Hitelbank,
a Pesti Hazai Első Takarékpénztár Egyesület,
a Pesti Magyar Kereskedelmi Bank,
a Magyar Leszámitoló- és Pénzváltó Bank,
az Egyesült Budapesti Fővárosi Takarékpénztár,
a „Hermes" Magyar Általános Váltóüzlet Részvénytársaság,
a Magyar Agrár- és Járadékbank Részvénytársaság,
a Magyar Bank és Kereskedelmi Részvénytársaság,
a Magyar Jelzálog Hitelbank,
a Magyar Országos Központi Takarékpénztár,
a „Mercur" váltóüzleti részvénytársaság, stb.

Budapest, Imprimerie de la Société anonyme Athenaeum.

30148

N° 42 de la série entièrement consacrée à la guerre.

IXe ANNÉE. — TOME XVII. 15 MAI 1916

REVUE DE HONGRIE

Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE :

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président ; MM. le Cte ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÖTHY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, Cte ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, Cte MARC WICKENBURG, JULES de WLASSICS, Cte JEAN ZICHY

GUILLAUME de HUSZÁR, Directeur-Gérant.

Mente hungarica,
Verbo gallico.

SOMMAIRE

I. — LE MINISTÈRE DES CISEAUX, par **M. le prince Alexandre de Hohenlohe**, ancien Membre du Reichstag allemand 1

II. — LA PUISSANCE FINANCIÈRE DE L'AUTRICHE-HONGRIE, par **M. Elemér Hantos**, Député, Directeur de l'Association des Établissements financiers de Hongrie 10

III. — LES FÊTES BULGARO-MAGYARES. — *Discours des comtes Tisza, Apponyi et de M. de Berzeviczy*..... 23

IV. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par **Historicus** ... 31

BUDAPEST,
I., TIGRIS-UTCA 6.

(En vente chez tous les libraires.)

VIENNE, GEROLD & CIE. — **BERLIN** (SW 48), BERNHARD STAAR. — **LEIPSIC**, GUSTAV FOCK.
MUNICH, SUCC. ULRICH PUTZE. — **BRUXELLES**, J. LEBÈGUE ET CIE. — **LA HAYE**, BELINFANTE FRÈRES
AMSTERDAM, FEIKEMA. — **ROTTERDAM**, KRAMERS. — **BERNE**, A. FRANCKE. — **GENÈVE**, PH. DÜRR.
ZURICH, C. M. EBELL — **BÂLE**, WEPF, SCHWABE ET CIE. — **LAUSANNE**, JEAN BIEDERMANN.
STOCKHOLM, C. E. FRITZE — **COPENHAGUE**, VILHELM TRYDE. — **MADRID**, FERNANDO FÉ.
BARCELONE, VERDAGUER. — **ATHÈNES**, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH.
BUCAREST, SOCEC & CIE. — **CONSTANTINOPLE**, OTTO KEIL. — **SMYRNE**, ABAJOLI.
NEW-YORK, G. E. STECHERT & CIE. — **BUENOS-AYRES**, C. M. JOLY ET CIE.

POLITIQUE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE,
ÉCONOMIE SOCIALE, HISTOIRE, LITTÉRATURE, PHILOSOPHIE, BEAUX-ARTS
QUESTIONS DE CULTURE UNIVERSELLE.

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'est assuré la collaboration des hommes d'État et des écrivains remarquables du pays et de l'étranger qui examinent et discutent, d'un point de vue à la fois hongrois et international, toutes les questions politiques, historiques, économiques, sociales et littéraires.

Depuis l'ouverture des hostilités, la REVUE DE HONGRIE est entièrement consacrée aux problèmes relatifs à la guerre. Elle s'efforce d'être aussi impartiale que possible et surtout de mettre en relief le rôle que joue la Hongrie dans la conflagration générale.

La REVUE DE HONGRIE laisse à chacun de ses collaborateurs la responsabilité de ses opinions.

LA REVUE DE HONGRIE

se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'étranger qui en auront fait la demande.

LA REVUE DE HONGRIE

PARAIT LE 1 ET LE 15 DE CHAQUE MOIS

PRIX D'ABONNEMENT:

HONGRIE ET AUTRICHE	un an	**25** cour.
ALLEMAGNE	un an	**25** marcs.
AUTRES PAYS DE L'UNION POSTALE	un an	**30** francs.

Prix des «livraisons de guerre» 1 cour.

LE MINISTÈRE DES CISEAUX

Depuis le jour où la guerre a éclaté en Europe, dans tous les pays belligérants un nouveau ministère a été créé qui, selon le caractère du pays et de ceux qui le gouvernent, fonctionne avec plus ou moins de doigté, d'intelligence et de rigueur. Ce ministère M. Jean Delbrit,[1] dans un article de la revue *Demain* sur la réforme de la presse, l'appelle le *Ministère des Ciseaux.* Je ne sais pas si les lecteurs de la *Revue de Hongrie* ont eu jusqu'à présent l'occasion de connaître cette revue qui depuis quelques mois paraît à Genève.

Cette vaillante petite revue s'est imposé la tâche généreuse, mais de nos jours bien ingrate, de publier tout ce qui peut contribuer à un rapprochement des peuples, tout ce qui pourra aider un jour à combler les fossés que le cataclysme actuel a creusés entre les nations et d'exprimer tout ce qui, malgré la guerre, est demeuré humain et sensé. En même temps, elle veut défendre courageusement les intérêts moraux qui resteront éternellement communs à tous les peuples sans distinction de nationalité, de race ou de religion.

Autant que j'ai pu en juger, chacun des numéros parus jusqu'à présent contenait des articles d'un haut intérêt. Elle mérite de trouver des lecteurs à l'étranger parmi ceux qui, malgré la guerre et tout en étant bons patriotes, ont su conserver l'indépendance de leur jugement au milieu de la tourmente. Car le patriotisme, il faut le rappeler expressément, n'exclut pas le bon sens, quoique aux yeux de nombre de gens être impartial équivaut aujourd'hui à être mauvais patriote et qu'en gardant son bon sens on devient suspect.

[1] Rédacteur en chef de la *Guerre Mondiale*, un petit journal qui, malgré ses sympathies françaises et à cause peut-être de l'impartialité avec laquelle il expose la situation réciproque des belligérants, a été interdit en France.

C'est dans le numéro du 15 mars 1916 de *Demain* qu'a paru l'article de M. J. Delbrit sur une *réforme de la presse.* Il faut avouer que cela prouve du courage de la part d'un journaliste. L'auteur touche là à un sujet dont on parle rarement dans les journaux et qui pourtant est non seulement de la plus haute actualité, mais de la plus grande importance.

Jamais comme maintenant et depuis ces dernières années l'influence énorme, on peut dire effrayante, et j'ajoute, néfaste de la presse sur l'esprit des foules n'a été aussi évidente. Pour qui a observé attentivement les événements, surtout pour celui qui les a observés en spectateur, je ne dis pas désintéressé, mais impartial, et non en acteur, il n'y a aucun doute que la presse, ou disons une certaine presse, a eu, et cela dans tous les pays, non seulement une part prépondérante dans la préparation de la guerre actuelle, mais elle a contribué à la rendre plus haineuse et plus sauvage que jamais aucune guerre entre peuples «civilisés» ne l'a été jusqu'à présent. Jamais, en aucun temps, les journaux n'ont eu une influence aussi inouïe sur l'état des esprits et jamais l'on n'a vu la presse user avec moins de scrupules de son pouvoir pour diriger l'opinion du côté où elle ou ceux qui l'inspiraient voulaient qu'elle soit dirigée. La docilité avec laquelle dans tous les pays le public, et non seulement le peuple, mais les classes plus élevées, même les «intellectuels», se sont laissé mener là où le bon plaisir des dirigeants voulait les mener est un phénomène stupéfiant. Cette «suggestion de la foule» s'explique d'une part par l'énorme diffusion des journaux, par l'habitude prise par la plus grande partie du public de trouver ses pensées toutes faites chaque matin sur le plateau de son déjeuner, et par le manque de jugement personnel qui en a été la conséquence inévitable. Cette influence des journaux sur leurs lecteurs aurait pu être un bienfait pour les peuples, si elle avait été au service de la vérité et du bien. Mais je laisse à juger au lecteur si la presse actuelle a rempli partout ce rôle.

M. Delbrit dit que le plus grand malheur est que les «avocats de la rue», comme il appelle certains journalistes, à force de déformer la réalité, ont fini par se prendre à leur propre piège et que justement parce qu'ils croient eux-mêmes à ce qu'ils écrivent, ils entraînent avec eux leurs lecteurs. C'est possible, quoique souvent il soit bien difficile de croire

à la bonne foi de l'auteur de certains écrits. Le fait est qu'en effet, comme dit M. Delbrit, «jamais dévot n'absorba son catéchisme» aussi religieusement que le lecteur d'aujourd'hui ingurgite les phrases de son journal favori, et jamais aucun dogme de l'Eglise n'a été traité avec plus de respect que les élucubrations journalières de la Presse. S'il ne s'agissait que de contre-vérités, le mal serait grand, mais pas irrémédiable, car la vérité, à la longue, finit presque toujours tout de même par triompher ; mais ce qui est pire, c'est que la presse aujourd'hui dans la plupart des pays belligérants s'est donné pour tâche non seulement de cacher la vérité, mais de fomenter la haine entre les peuples, d'attiser le feu du fanatisme chauvin et de creuser tous les jours plus profondément le fossé qui sépare les nations, au lieu de se souvenir qu'un jour forcément, à moins que l'on ne veuille continuer la guerre jusqu'à l'extermination complète de tous les hommes valides, il faudra bien en revenir à des relations civilisées entre nations civilisées. Comment remédier à ce triste état de choses, comment arriver à transformer la presse d'un instrument de discorde et de guerre en instrument de paix et de progrès humain ? Telle est la question que pose M. J. Delbrit. Il avoue tout de suite qu'il n'a su jusqu'à présent trouver de réponse satisfaisante à ce problème. Cependant il étudie la question sous différents points de vue et il propose quelques remèdes.

D'abord *l'échange des rédacteurs*. Tout journaliste devrait faire un stage obligatoire à l'étranger pendant plusieurs années. Cela lui permettrait d'apprendre la langue du pays s'il ne la connaît pas encore et, connaissant la langue, il lui serait plus facile de connaître à fond le pays étranger qu'il habite et de se former une opinion juste sur ce pays et ses habitants. M. Delbrit doute qu'en pratique le journaliste tirerait grand profit de son stage obligatoire en pays «ennemi» et il croit que finalement il quitterait son séjour forcé «le haussement aux épaules et le ricanement à la bouche». Il cite les «Ligues pour se mieux connaître» qui ont existé avant la guerre et le peu de résultats qu'elles ont obtenu. Je ne suis pas tout à fait de son avis. J'ai trouvé, au contraire, du moins par les exemples que j'ai eu sous les yeux, que l'échange des écoliers entre Français et Allemands avaient eu un effet très heureux non seulement sur les écoliers, mais même sur leurs parents. Je crois que de

même les journalistes pourraient tirer un certain profit de leur stage à l'étranger. Les « Ligues pour se mieux connaître » que cite M. Delbrit n'ont malheureusement pas eu le temps nécessaire pour se développer et pour montrer l'effet de leur action. Cette plante délicate a été piétinée comme tant d'autres initiatives généreuses de ces dernières années par la guerre.

M. Delbrit attribue les résultats si minimes de ces essais de rapprochement à l'antagonisme ancestral des races. Selon lui, ce qu'il faut, c'est opposer à ce mal qui vient des individus l'effort individuel. Il croit que si, peu à peu, plus d'hommes consciencieux, clairvoyants et capables voulaient embrasser la carrière du journalisme, on arriverait à transformer le métier en « l'apostolat resplendissant qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être ». C'est très juste, mais pourquoi ce métier est-il tombé si bas ? Que faudrait-il faire pour le relever et y attirer des hommes d'un autre niveau moral et intellectuel que celui de tant de non-valeurs qui occupent aujourd'hui quelquefois même des postes importants dans certains journaux? Il faudrait, à mon avis, leur donner les moyens matériels pour assurer leur indépendance et il faudrait donner la possibilité d'une préparation vraiment approfondie et efficace à tous les jeunes gens que cette carrière attirerait, en créant des écoles spéciales, des chaires aux universités, etc. En France il y a l'« Ecole des sciences politiques », où non seulement d'anciens ministres, ambassadeurs, gouverneurs de colonies etc., mais aussi quelques journalistes connus ne dédaignent pas de monter à la chaire. Cette école, avec des changements, selon le caractère du pays, pourrait, selon moi, servir d'exemple pour l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie et d'autres pays.

Il me semble que l'on ne peut pas attacher assez d'importance à la préparation sérieuse du journaliste pour sa tâche. Si nous ne voulons pas que la Presse chez nous tombe jusqu'au niveau des journaux américains où, par exemple, il y a des « journalistes » spéciaux et que l'on paye même très cher, pour ne faire rien que les « head-lines » (les « manchettes ») de certains articles, en ayant bien soin que ces « head-lines » soient d'une brutalité criante et sensationnelle, souvent même déformant complètement le contenu de l'article, et où l'ignorance et le manque de culture intellectuelle s'étalent avec un sans-gêne sans pareil. Si nous voulons que nos journaux soient des *éducateurs* et non

des *empoisonneurs* du peuple, qu'ils *l'élèvent* au lieu de *l'abaisser* en flattant ses pires instincts, il faut absolument et avant tout que nous élevions le niveau moral et intellectuel du journalisme. Voilà le seul remède. Alors seulement nous pourrons arriver un jour à la création du journal idéal que je vois depuis longtemps, (mais en rêve seulement et pas encore en réalité) devant mes yeux, un grand journal dont le but principal ne serait pas : gagner autant que possible d'argent, mais un journal où *le capital* serait *au service de la vérité toute nue.* Qui sait si après tout un journal pareil ne serait pas une mine d'or ? Car pourquoi le public ne finirait-il pas par s'habituer à la vérité et y prendre goût après s'être nourri si longtemps de mensonges ?

L'auteur de l'article de *Demain* préconise en même temps que l'échange des journalistes, et dans la prévision de la non-réussite de cet échange, un *bureau de vigilance internationale.* La tâche de ce bureau composé d'hommes indépendants et désintéressés qui, tout en étant patriotes, seraient « au-dessus de la mêlée », serait d'être attentifs à toutes manifestations de bonne volonté qu'ils feraient connaître partout, afin que l'adversaire même ne les ignore. Ils dénonceraient immédiatement toute altération malveillante, ils remettraient en lumière vraie toute intention méconnue, faussée ou bafouée. En un mot, ils se mettraient au service de la vérité et de la justice.

Ces censeurs, selon l'idée de l'auteur de ce projet, seraient des journalistes rompus au métier, aidés par des juristes, des économistes, des diplomates, tous hommes de valeur. Par leur connaissance approfondie des dessous de la vie politique, ils seraient à même d'éclairer le public sur les coulisses de ce théâtre que représente la grande presse et qu'il connaît aussi peu que le spectateur ordinaire de l'Opéra connait le « foyer de la Danse » dont l'entrée est réservée uniquement aux abonnés de marque. Ils lui montreraient par quels procédés on le dupe. Ils lui feraient voir ce qu'il y a réellement derrière la façade de ces grands journaux qui lui jettent de la poudre aux yeux ; et combien puissante est cette arme que représente aujourd'hui un journal à grand tirage. Ils lui prouveraient que les journaux ne lui montrent les événements et les hommes que sous le jour qui convient à ceux qui, par la force de leur argent, détiennent cette arme dangereuse, devant laquelle bien souvent les gouvernements ont dû trembler.

Enfin ils donneraient au public la possibilité de voir les hommes et les choses telles qu'elles sont en réalité et de se faire une opinion d'après leur propre jugement. En même temps ils opposeraient une digue à l'envahissement des esprits par le fanatisme sous toutes les formes et ils arracheraient le masque à toutes les hypocrisies et tous les mensonges.

Ce bureau de vigilance devrait aussi en temps de paix avoir un œil attentif à toutes les trames qui, sous les prétextes les plus divers, s'ourdissent contre cette même paix dans le secret des chancelleries. Il serait au service de la paix ce que le bureau des renseignements, autrement dit d'espionnage, est au service de la guerre.

Ce même bureau, selon M. Delbrit, pourrait devenir une pépinière pour le corps professoral d'une *académie internationale de journalisme,* dont il se promet beaucoup pour le relèvement du niveau intellectuel des journalistes et pour le rapprochement des nations.

Ce n'est pas la première fois que l'idée d'une académie ou université pour journalistes a été proposée comme remède à l'état actuel du journalisme. Cette question a été plus ou moins discutée dans tous les pays. Encore tout dernièrement elle a été débattue dans différents articles de la *Revue Internationale* et en même temps que l'article de la Revue *Demain* j'ai eu ces jours-ci sous mes yeux un exposé sur le même sujet par M. Wettstein, conseiller d'État suisse qui, dans la *Revue diplomatique et consulaire,* reprend la question dans l'intention de continuer un débat qu'il avait déjà ouvert dans plusieurs publications avant la guerre. Il part du point de vue que le danger de conflit dépend en grande partie des sentiments de responsabilité qui animent les journaux selon qu'ils s'appliquent ou non en temps de paix à servir au rapprochement des peuples. En conséquence, il dit que, pour éliminer autant que possible les causes de conflit, il faut augmenter le nombre des rédacteurs «désireux et capables de comprendre les peuples étrangers et de transmettre cette compréhension au lecteur». Lui aussi voit le remède à l'état actuel de la Presse dans une meilleure préparation de la profession du journaliste et une instruction des rédacteurs et correspondants de journaux basée sur l'idée du développement de la civilisation humaine. Il voudrait compléter chez eux la culture nationale actuelle

par une culture internationale. Pour arriver à ce but il propose la création de quelques *chaires d'enseignement journalistique à une université d'un Etat neutre* et plus spécialement *dans un pays bilingue.*

Je ne puis ici, faute de place, entrer dans tous les détails de son projet très intéressant, dont l'idée générale se rencontre avec la proposition d'une académie internationale de journalisme préconisée par le rédacteur de la *Guerre Mondiale.* Celui-ci prévoit plus d'un obstacle à la réalisation de cette idée. Il se demande si après la paix les gouvernements renonceront volontiers à leur *ministère des ciseaux* qui leur est si commode en ce moment et si l'opinion publique aura le courage de revendiquer sa libetré de savoir. Il doute aussi que les journaux changent de sitôt après la guerre leurs mœurs et leur caractère, eux qui, même longtemps avant la guerre, ne s'efforçaient pas de renseigner impartialement leurs lecteurs ni de les instruire, mais de gagner autant d'argent que possible. Et il craint que le public, après la guerre et surtout au sujet de la guerre, *ne voudra pas* du tout entendre la vérité et préférera garder ses illusions. Il base cette opinion sur le fait observé par lui que la Suisse aurait su tirer un si maigre profit de son inappréciable privilège de double documentation. Enfin, il se demande si une Académie de ce genre réunirait beaucoup d'étudiants.

M. Wettstein est plus optimiste. Il ne prévoit pas de difficultés insurmontables ni pour son projet d'académie ni pour la réalisation de son idée d'échange de journalistes entre les rédactions des principaux pays.

Je suis de son avis, je crois qu'avec de la bonne volonté et de la persévérance on devrait arriver à un résultat, car cette réforme répond trop à un besoin urgent qui se fait sentir dans tous les pays ; et je suis persuadé que précisément la guerre actuelle a dû convaincre bien des gens de la nécessité d'un changement. Le grand public, depuis que l'Europe est en état de guerre, a eu trop souvent l'occasion de se rendre compte combien il fait un métier de dupe s'il croit que, pour savoir la vérité sur ce qui se passe, il peut compter sur les journaux. Au contraire, s'il n'est pas aveugle, il a dû voir que bien plus souvent l'invention de Gutenberg a dû servir de nos jours à déformer, sinon à cacher complètement la vérité à un point

qu'avec une variante on pourrait aujourd'hui appliquer aux journalistes la fameuse phrase : « La langue a été donnée aux diplomates pour ne rien dire. »

Quant à la crainte exprimée par M. Delbrit que les gouvernements, la guerre terminée, pourraient avoir pris tant de goût à leur régime de censure si commode pour les gouvernants qu'ils ne voudront plus l'abolir, je doute fort, malgré la docilité extraordinaire momentanée de tous les peuples actuellement belligérants, qu'il puisse, après la conclusion de la paix, se trouver un gouvernement qui oserait conserver ce régime, ou bien, s'il l'osait, qui ne serait pas balayé le lendemain ; car la patience des peuples les plus disciplinés a une limite.

Il n'y a aucun doute qu'une préparation plus sérieuse du journaliste pour son métier serait très désirable et utile, et il est certain qu'elle contribuerait à hausser le niveau de la Presse, mais les études ne sont pas tout. D'abord il ne faut pas oublier que *le journalisme* est, pour ainsi dire, *lui aussi un art* et que l'on ne devient pas bon journaliste rien que par ses études si l'on n'a pas le talent spécial inné.

Comme le peintre ou n'importe quel artiste, on naît bon journaliste, on le devient rarement. Mais, à mon avis, la question n'est pas autant une question d'études qu'une question morale. Relevez le niveau *moral* du journaliste et vous aurez une autre presse. Et là gît la principale difficulté. Car on ne change pas les mœurs d'un jour à l'autre, et il y a un peu de vrai dans la phrase qui dit que le public a la presse qu'il mérite. Cela n'est vrai pourtant que jusqu'à un certain point : la faute n'en est pas uniquement au public.

La question est certainement une des plus complexes qu'on puisse trouver, mais en même temps une de celles dont la solution est bien urgente, si nous voulons que l'état de choses actuel, nuisible et déplorable au plus haut degré, ne fasse pas aux nations de l'Europe encore plus de mal qu'il n'en a déjà fait. Et il serait grand temps que les classes dirigeantes s'en occupent, si elles ne veulent pas attendre qu'ici comme à bien d'autres occasions les socialistes ne les devancent. Car on ne peut nier que c'est encore dans la presse socialiste que l'on trouve le plus souvent le souci d'éclairer véritablement le lecteur et de combattre le mensonge et l'hypocrisie qui s'étalent impunément dans certains grands journaux bourgeois.

Il y a encore un côté de la question dont nous n'avons pas parlé et que nous ne toucherons que brièvement pour ne pas abuser de la place que la *Revue de Hongrie* a bien voulu nous offrir. C'est la question pécuniaire. Il est hors de doute qu'un grand journal ayant un service d'informations télégraphiques et autres de premier ordre etc. est une entreprise très coûteuse et qui demande plusieurs millions de capital pour avoir la possibilité de réussir. Ce qui en France, par exemple, rend cette entreprise encore plus difficile et aléatoire, c'est que les journaux français, selon les habitudes françaises, ne possèdent pas comme nos journaux ainsi que ceux d'Angleterre une certaine base de rapport dans les insertions. Pour que le journal en question arrive à gagner de l'argent par les insertions, il faut qu'il soit très répandu ; autrement il n'attire pas les insertions. Il y a là un cercle vicieux : sans grand tirage pas d'insertions, sans insertions pas de revenu, et sans revenu, pas de moyens pour faire un grand tirage. Il faudrait donc une mise de fonds très considérable et le bailleur de fonds devrait de prime-abord renoncer à un revenu. Ce n'est qu'un milliardaire qui pourrait se permettre le luxe d'une telle entreprise.

Il serait à souhaiter qu'il se trouvât en Europe un Carnegie, un Rockefeller ou un Ford qui mette ses millions au service d'une réforme aussi utile que celle préconisée par *Demain*, ne fût-ce qu'en fondant un journal tel que celui que j'avais décrit plus haut comme le journal de mes rêves : une feuille qui serait *uniquement et sans se soucier de gagner de l'argent, au service de la Vérité et de la Justice.*

Le fondateur d'un journal pareil aurait bien mérité de l'humanité et il lui aurait rendu un service plus profitable et plus salutaire que tous les «ministères des ciseaux» réunis. Je me garderai de discuter la nécessité momentanée de cette institution, mais tout le monde conviendra qu'il est plus avantageux et plus utile à l'humanité de lui apprendre à penser que de l'en déshabituer, car un peuple incapable de juger les choses par lui-même est à la merci du premier venu qui flatte ses passions et ses préjugés.

(Zurich, avril 1916.)

PRINCE ALEXANDRE DE HOHENLOHE.

LA PUISSANCE FINANCIERE DE L'AUTRICHE-HONGRIE

Les lecteurs d'un journal américain recommandent diverses dénominations pour désigner la guerre mondiale. Les appellations qui reviennent le plus souvent sont : *Guerre des désillusions* et *Guerre des surprises*. Jamais, pendant le cours de l'histoire, il ne s'est produit un événement ayant accumulé tant de désappointements et de désillusions que la guerre actuelle. Le rouleau compresseur russe, le monstre naval anglais, les alliés, blancs et de couleur, de cinq puissances ennemies sont autant d'espoirs déçus au point de vue militaire. Aux déceptions d'ordre militaire sans fin de nos ennemis viennent s'ajouter les surprises financières, comme nous nous proposons de le montrer dans cette étude.

L'inauguration du palais de la paix à la Haye en septembre 1913 a été la dernière bûche brûlée en l'honneur de la paix entre les nations. Dans le cadre des fêtes données alors, il a été tenu, par l'organisation des parlements, une séance de l'union interparlementaire dont le but était l'étude des moyens de prévenir ou au moins d'atténuer les horreurs des guerres à venir. Il y avait aussi à l'ordre du jour la proposition du comte Goblet d'Alviella, vice-président du Sénat belge, demandant qu'il soit interdit aux neutres de participer aux emprunts de guerre. L'on devait considérer comme une violation de la neutralité le fait qu'une puissance ne participant pas à la guerre accordait ou laisserait accorder par ses banquiers et capitalistes des emprunts quelconques aux belligérants.

L'Angleterre, le banquier mondial, la France, le financier mondial, l'Allemagne, consciente de sa force économique, ont accepté cette proposition avec indifférence. Les représenrants de la Russie s'en sont peu souciés. Déjà en temps de

paix, les milliards du peuple français alimentaient le colosse russe pour des buts belliqueux ; il pouvait donc être sûr que son allié ne lui retirerait pas son appui pendant une guerre commune. L'Italie et le Japon ont depuis longtemps couvert leurs emprunts dans le pays même. La seule grande puissance contre laquelle la pointe de cette proposition était dirigée, était donc la monarchie austro-hongroise. Tout dernièrement, le ministre des finances autrichien Zalesky, qui avait besoin de 125 millions de couronnes, n'avait-il pas dû, pour se procurer cette bagatelle, s'adresser à des banquiers de New-York, lesquels ont accordé la somme, mais à courte échéance seulement et au taux de 7% ? Par contre, des ministres des finances hongrois n'ont jamais essayé de contracter le moindre emprunt dans le pays sans s'être assurés d'abord de la participation de l'étranger. L'Autriche-Hongrie estimait qu'il était d'un intérêt de tout premier ordre qu'aucune entrave ne soit mise à des emprunts à l'étranger. C'est le point de vue que la monarchie avait exprimé à la séance plénière de la conférence interparlementaire, et seuls les représentants des parlements d'Autriche et de Hongrie ont voté contre tous les autres.

Une des grandes ironies dont l'histoire de la guerre actuelle est si riche est aussi la méprise de nos adversaires sur la force économique de la monarchie, laquelle a parfaitement répondu aux énormes besoins de la guerre, alors que ces mêmes puissances qui avaient souscrit au boycottage financier ont été dans l'obligation de violer leurs propres décisions. Dans tous les cas, elles n'y ont réussi que très médiocrement, le nombre des États neutres à même de prêter étant fort réduit.

La Belgique, sur la neutralité de laquelle tout le monde comptait, s'est immiscée dans la guerre plus à cause d'engagements antérieurs qu'à cause de l'invasion allemande. La Hollande et la Suisse ont pu échapper aux horreurs de la guerre, mais non pas éviter les frais de mobilisation, ce qui les a obligées à garder leur argent pour leurs propres besoins.

Aux États-Unis d'Amérique seuls ont été épargnés les désavantages directs de la guerre mondiale. Mais la neutralité américaine avantage exclusivement nos ennemis. Non seulement des centaines de bateaux portant du matériel de guerre ont été chargés en Amérique à destination de la France et de

l'Angleterre, mais aussi l'argent, cette munition si importante, a suivi de près.

La Belgique, la France, l'Angleterre, la Russie, l'Italie ont toutes, sans exception, emprunté des milliards sur les places américaines à des conditions onéreuses.

Le gouvernement allemand ne s'est pas adressé, comme ses ennemis, à l'Amérique pour ses besoins d'argent, mais il a tout de même reçu des capitaux d'outre-mer, des sommes importantes ayant été souscrites à ses emprunts de guerre. Notre monarchie seule, qui avait précisément l'intention de reconnaître la légalité d'une participation financière des pays neutres aux emprunts, ne s'est pas adressée à l'étranger. Et cependant nous ne nous sommes pas endettés envers lui, n'ayant contracté qu'en Allemagne un modeste emprunt suffisant pour le service de notre rente. Ce que nous avons acheté à l'étranger a été payé comptant. L'importance de ces faits ressort d'une part des sommes fantastiques qui ont été nécessaires pour les besoins de guerre de la monarchie et, d'autre part, des mesures prises pour cette levée de capitaux. Les frais de guerre s'élèvent à 1½ milliard de couronnes en chiffres rondes que les ministres des finances des deux États ont à couvrir d'un mois à l'autre. La somme à payer pour les intérêts des frais de guerre s'élèvera à plus d'un milliard. Le milliard sera l'unité de compte ; de sérieuses opérations financières ne compteront pas à l'avenir à moins des dix chiffres.

Fonds en caisse, économies faites durant la paix, fournitures en nature, augmentation d'impôts, recours à la monnaie fiduciaire, tout cela ne couvrira qu'une partie relativement faible des énormes dépenses de la guerre. La source la plus riche où l'on a puisé chez nous, comme du reste ailleurs, pour la couverture des frais de guerre a été l'émission d'emprunts.

La science de la guerre financière a deux lois fondamentales. L'une est celle d'assurer la stabilité des valeurs, l'autre de sauvegarder l'économie publique affaiblie par les énormes sommes nécessitées. Le moyen le plus rationnel de se procurer de l'argent était incontestablement de recourir aux emprunts de guerre. Ceux-ci ont deux avantages, alors que tout autre moyen n'en a qu'un seul. Les emprunts de guerre ne procurent pas seulement des fonds à l'État, mais font aussi que l'argent qu'on gardait chez soi par crainte, soit par pré-

voyance exagérée ou encore parce que l'on ne pouvait l'employer autrement, sort de sa cachette. Il rend tout particulièrement service au pays s'il est employé au remboursement des billets de banque non couverts et contribue ainsi à la circulation normale de l'argent. Les billets de banque non couverts émis au début de la guerre doivent faire face aux dépenses extraordinaires et remplacer les sommes que la crainte avait soustraites à la circulation. Les deux milliards en chiffres ronds que les deux gouvernements de la monarchie ont touchés les premières semaines pour les frais de guerre et de mobilisation ne se sont pas volatilisés, n'ont pas émigré à l'étranger, mais sont restés pour la plus grande partie dans le pays.

Le but des émissions renouvelées était donc de rendre à l'économie nationale, sous forme d'emprunt d'État, les sommes que la peur seule faisait garder dans les caisses. Le mouvement circulatoire n'est arrêté que si l'État restreint la circulation des billets de banque avec l'argent reçu du peuple.

Par ordre chronologique, la première créancière est la banque d'émission. Pendant les premières semaines de la guerre, au moment où chacun est inquiet pour son avoir, l'on ne pouvait risquer un emprunt d'État, moyen le plus naturel de se procurer de l'argent. Mais aussitôt que la situation économique s'est consolidée et que les premières craintes se sont dissipées, le gouvernement a pu avec succès recourir à des emprunts à courte échéance et à un prix de revient plus élevé d'abord, puis à d'autres à longue échéance et à meilleur marché.

Par l'émission d'emprunts, l'État substitue un créancier à l'autre. En lieu et place de la banque, c'est le gouvernement lui-même qui s'endette auprès du peuple. Le but de ce changement de créancier est d'alléger la dette de l'État en restreignant la circulation des billets de banque. Dans le cas même où les obligations souscrites sont données en nantissement, le fait a tout de même l'avantage de changer la dette de l'État en une dette de ses citoyens. Cette manière de procéder ne diminuerait pas la circulation des billets de banque, et si toute la souscription reposait sur du crédit, le but principal de l'emprunt ne serait pas atteint. Plus la guerre durera, et notamment à la fin de la guerre, il se pro-

duira un excédent d'argent par rapport aux biens existants et il en résulterait une dépréciation de la valeur de l'argent si le gouvernement ne réduisait pas l'émission des banknotes. Voilà pourquoi l'État doit, pendant la guerre même, consolider autant que possible une grande partie de sa dette en banque.

Quoi qu'il en soit, on aurait pu attendre jusqu'à la fin de la guerre pour émettre des emprunts et alors seulement procéder à la consolidation de la dette. Peut-être même que ceci aurait été plus avantageux, puisque l'État, après une issue heureuse de la guerre, aurait trouvé de l'argent à des conditions plus favorables. Elle est cependant très justifiée cette façon d'agir du gouvernement qui tenait à consolider une grande partie de sa dette envers la banque pendant la durée de la guerre même. Après la guerre, la vie économique reprend son cours normal, voire un cours plus rapide. L'État aura donc à compter pendant cette reprise des d'affaires avec d'autres nécessités financières, et chaque capitaliste aura de nouveau le choix de nombreux placements.

C'est précisément cette idée qui a incité les deux ministres des finances à présenter dès à présent le compte de la guerre, mais cela sans fixer le chiffre des emprunts à contracter. La surprise n'en a été que plus grande à la clôture de ce compte. Dès les premières semaines de la guerre, nos ennemis avaient fait le calcul de la puissance financière de la monarchie, et le résultat avait été que la monarchie n'était pas à même de couvrir ses dépenses de plusieurs mois.

Lloyd George, le Montecuccoli moderne, en parlant du «dernier milliard», faisait certes allusion à notre épuisement financier.

Et le résultat : plus de 13 milliards venant d'innombrables sources ont jailli la première année de la guerre vers les caisses des deux gouvernements sans que le prélèvement de cette énorme somme ait affecté en rien la vie économique. 13 milliards ont été la réponse au peu de cas que faisaient de nous nos ennemis.

En novembre 1914 il a été souscrit 3·3 milliards de couronnes, en juin 1915 plus de 3·3 milliards et en décembre de la même année 6·1 milliards de couronnes en chiffres ronds. Ces 13 milliards semblent être imaginés pour une mythologie mo-

derne et cependant cette énorme somme a bien été souscrite et versée.

Au premier emprunt autrichien, il a été souscrit 2200, au second 2688 et au troisième 4080 millions, soit ensemble 8868 millions de couronnes. En Hongrie, le rendement a été de 1170 au premier ; 1120 au second, et 2010 au troisième ; total 4300 millions de couronnes. Le quatrième est actuellement en souscription.

La Hongrie, à elle seule, a donc mobilisé 4·3 milliards, ce qui est d'autant plus significatif qu'à la fin de l'année 1912, la dette hongroise s'élevait à 5·5 milliards dont 2·5 milliards étaient placés en Hongrie. En l'espace d'un an, il a donc été placé dans le pays une telle quantité de valeurs hongroises que tous les chiffres des décades précédentes étaient de beaucoup dépassés. Et tout ceci a été réalisé avec les moyens les plus simples de l'art financier. Les 4% de la monarchie n'ont pas été avilis par l'apparition du 5½% autrichien et du 6% hongrois ; leurs cours n'ont pas été influencés par les nouvelles émissions, au contraire, ils en ont même profité, la demande de valeurs d'emprunts étant générale.

Nous n'avons pas été obligés d'employer nos titres d'emprunts au paiement des réquisitions, comme l'a fait le gouvernement français avec ses « bons de la défense nationale ». Nous n'avons pas converti nos anciens titres à un taux d'intérêt plus élevé, et nous n'avons pas nanti les nouveaux titres à un intérêt au-dessous du taux d'escompte de la banque, à l'instar de l'Angleterre. Enfin nous n'avons pas contracté des lambeaux de dette, c'est-à-dire fait des emprunts remboursables à courte échéance, comme la Russie.

D'une manière bien simple, et à peu près aux conditions usuelles, les deux gouvernements ont simultanément, mais par des opérations distinctes, trouvé les fonds nécessaires. Ils voulaient seulement offrir à leurs citoyens un placement de capitaux avantageux, ni plus ni moins. On n'a pas cherché à obtenir de l'argent par l'exagération des conditions favorables, encore moins a-t-on voulu faire une expérience pour savoir à quelle somme on pourrait atteindre en spéculant sur les sentiments patriotiques. Cet honnête procédé a été couronné de succès dans toutes les opérations financières des deux États.

Pour faciliter les souscriptions et les rendre accessibles à toutes les classes de la société, la caisse d'épargne postale avait, dès le premier emprunt de guerre, institué en Autriche une caisse d'épargne de rentes. Cette création avait pour but de permettre aux déposants de placer leurs économies dans ces emprunts d'État par fractions de $2^3/_4$, c'est-à-dire par appoints nominaux de 25·50 et de 75 couronnes, laissant au souscripteur le bénéfice des coupons dès le jour de l'achat. De cette manière, l'on a rendu possible à tout le monde, même aux moins fortunés, la souscription à cet emprunt de guerre. Si un souscripteur possédait seulement une épargne de 24½ cour., il pouvait prendre immédiatement un titre d'une valeur nominale de 25 couronnes, se réservant de nouvelles acquisitions fractionnaires au fur et à mesure de ses économies.

Pour mieux assurer le succès des émissions, le gouvernement autrichien a accordé la franchise complète des taxes sur les emprunts hypothécaires qui seraient contractés pour le service des emprunts. C'est ainsi qu'il a été donné suite à la demande des propriétaires d'immeubles qui s'étaient plaints de ne pouvoir participer à l'emprunt, l'argent emprunté leur revenant plus cher. Cette faveur d'exemption des taxes a été déjà accordée dès le second emprunt de guerre. En effet, une ordonnance impériale en date du 20 mai 1915 exempte de tout droit d'enregistrement et de toutes taxes les emprunts hypothécaires contractés en vue d'une participation aux emprunts. Les mêmes dispositions ont été appliquées au troisième emprunt de guerre par l'ordonnance impériale du 13 octobre 1915. La caisse des prêts a été aussi autorisée à accepter en gage, au taux de l'escompte, les titres hypothéquaires dont la contre-valeur devait servir aux nouvelles sonscriptions.

Aucun pays n'est en mesure de faire face à ses besoins pendant une guerre avec ses ressources ordinaires ; tous sont obligés de recourir en partie à leurs capitaux. L'avantage de notre côté consiste en ce que notre capital n'a besoin d'être exporté que dans une mesure beaucoup plus faible, vu les ressources du pays, sa capacité industrielle ainsi que, d'un autre côté, la nécessité dans laquelle nous nous trouvons de nous suffire par suite de la fermeture des autres marchés. Ce qu'il y a de plus remarquable dans notre situation économique est incontestablement le fait que ce même capital aussi-

tôt dépensé revient de nouveau à l'Etat sous forme d'emprunt. Les expériences faites jusqu'ici démontrent que ni la banque d'émission, ni les caisses chargées des emprunts n'ont été mises à contribution dans une forte mesure pour les émissions servant aux besoins de la guerre. La plus grande partie des crédits a été fournie par les établissements financiers qui, en liquidant leurs fonds disponibles pour diriger ensuite cet argent vers les caisses de l'Etat, ont puissamment contribué à réduire la circulation des billets. Le crédit auquel on a eu recours auprès de la banque d'émission a eu aussi l'heureux résultat de substituer à l'endettement de l'Etat les obligations des particuliers. Mais avec le temps celui-ci s'efforcera de se libérer soit qu'il y emploie une partie de ses ressources ou de ses capitaux, soit encore qu'il effectue le placement des obligations. Voilà aussi pourquoi les banques d'émission de tous les États ont toujours accordé les plus grandes facilités pour assurer la réussite des emprunts. Les plus larges concessions ont dû être accordées par la Banque d'Angleterre qui a assuré le crédit jusqu'à l'extrême limite de sa valeur nominale, soit à 1% au-dessous de l'escompte pour une période de 3 ans.

Une autre facilité pour les souscriptions à l'emprunt consiste dans la mesure que les deux gouvernements ont prise relativement à la suppression des dispositions moratoires protégeant les dépôts dans les caisses d'épargne. Ces nouvelles dispositions abrogent les mesures restrictives du moratoire et permettent tous les retraits faits en vue des souscriptions. La conséquence a été que de nombreux déposants n'ont participé à la souscription que pour pouvoir disposer en tout ou en partie de leurs fonds que le moratoire avait immobilisés. Et comme on trouve toujours à emprunter à un taux raisonnable sur les titres d'emprunts de guerre, les porteurs de livrets d'épargne ont eu de cette manière la libre disposition de leur avoir.

Le ministre des finances hongrois s'est vu dans la nécessité, lors de la première émission, d'annuler pour environ 30 millions de souscription, une grande partie de cette somme provenant d'établissements des régions du nord-est éprouvées par l'invasion. De même en Autriche. Pour le compte d'établissements de crédit en Galicie et en Bukovine, on a essayé

de procéder de la même manière à Vienne, c'est-à-dire de libérer les placements au moyen de souscriptions. Il fallut donc, pendant le délai de souscription, édicter une ordonnance complémentaire exemptant ces établissements de crédit de la Galicie et de la Bukovine de l'obligation de transférer en souscriptions les dépôts dont ils étaient détenteurs.

L'État a usé des plus grands ménagements envers les établissements de crédit hongrois à l'occasion des emprunts antérieurs. Au lieu de supprimer purement et simplement les disposition moratoires, il a été permis de prélever seulement le 25% lors du deuxième emprunt, et le 50% au troisième, et encore seulement pour le cas où ces 25 et 50% respectivement représenteraient effectivement le 25% et le 50% des montants à souscrire. Il est difficile de le prouver, mais c'est probable que si la deuxième émission hongroise n'a pas réussi aussi bien que la troisième, ce fait doit être attribué en premier lieu à la restriction dont nous avons parlé, laquelle était cependant très justifiée.

Le rendement effectif du second emprunt de guerre hongrois a dépassé cependant celui du premier, parce qu'une grande partie des souscriptions, contrairement à ce qui s'est fait lors du premier, n'était pas le produit de dépôts, mais avait été versée comptant, ce qui est l'essentiel.

Le fait que dans les deux États de la monarchie le deuxième emprunt de guerre a eu un succès plus grand que le premier, et le troisieme un plus grand encore que le second, doit être attribué, chez nous comme aussi en Allemagne, au changement favorable de la situation militaire et économique. De même que pour tout emprunt le choix du moment propice à l'émission d'un emprunt de guerre, est de la plus haute importance.

Lorsqu'en novembre 1914 les ministres des finances des deux États ont, pour la première fois, décidé l'émission d'emprunts, la guerre durait à peine depuis trois mois, et la comparaison des forces en présence n'était pas sans inspirer des soucis pour l'avenir. En Galicie, nos troupes avaient à déployer de grands efforts pour arrêter le flot russe. A l'ouest l'avance foudroyante des armées allemandes devait être suivie d'un ralentissement des opérations militaires. La vie économique de la monarchie ne s'était pas encore remise de l'ébran-

lement des premières semaines de la guerre, et elle n'avait pu encore se faire à la tournure qu'avaient prise les événements.

Les conditions dans lesquelles eurent lieu les souscriptions au deuxième emprunt de guerre furent beaucoup plus propices. L'avance russe dans les Carpathes avait été brisée quelques semaines auparavant. Les armées alliées d'Autriche-Hongrie et d'Allemagne avaient remporté une victoire décisive (Gorlice), victoire dont l'importance ne pouvait être encore évaluée, mais qui cependant assurait le triomphe définitif. En même temps, notre allié allemand avançait pas à pas à l'ouest (Flandre). L'allié turc opposait une résistance si acharnée aux Dardanelles qu'il provoquait l'étonnement de tous les militaires.

Mais économiquement aussi la situation a changé d'une façon avantageuse.

La première émission nous a tous trouvés dans le trouble des ordonnances moratoires, tandis que, pendant le second emprunt de guerre, le moratoire commençait déjà à se relâcher. La vie économique des deux États s'est adaptée aux besoins de l'armée. La félonie de l'Italie a été aussi un stimulant aux souscriptions. Les grandes banques et les communes ont augmenté les leurs. De nombreux nouveaux souscripteurs se sont trouvés parmi les grands et petits capitalistes pour témoigner, par leur participation, de leur volonté de soutenir le gouvernement «jusqu'au bout». Il est même arrivé que des souscripteurs qui avaient déjà, deux semaines auparavant, annoncé et fixé leur participation, ont encore notablement augmenté leurs souscriptions. Après la déclaration de guerre du 23 mai, il a été souscrit dans les deux États de la monarchie un milliard en chiffres ronds ; c'était pour ainsi dire la réponse à la trahison italienne.

Le succès du troisième emprunt de guerre a été dû incontestablement à l'heureuse issue de nos opérations militaires. Le territoire de la monarchie était presque entièrement déblayé de ses ennemis en pleine déroute sur tous les théâtres de la guerre. Leurs attaques étaient enrayées partout : en France, en Russie, à la frontière est de la Galicie, près de Tarnopol, sur le littoral, en Carinthie et en Turquie. Ce troisième emprunt était celui sur lequel rayonnait la victoire. Aussi, le succès a-t-il été énorme par l'abondance d'argent lequel,

cependant, cherche toujours un placement mobile et non à long terme. Les sommes restées inutilisées dans les banques après chaque emprunt de la monarchie dépassent le milliard, et cette pléthore d'argent était toujours une cause de soucis pour les dirigeants des banques qui tenaient à la productivité de ces fonds en même temps qu'à la conservation de leur caractère liquide. Les banques viennoises ont réduit à 3% le taux de l'intérêt qu'elles servaient sur les dépôts en comptes courants et à 3¾% celui sur les livrets d'épargne. A Budapest le taux de l'intérêt était de ½% plus élevé. Il n'y a jamais eu dans la monarchie des intérêts sur dépôts aussi bas que pendant cette guerre. Du papier de banque de 1er ordre n'était escompté, par moments, qu'à 1⅝%; plus tard, l'escompte privé s'est maintenu avec une certaine stabilité à 2%, mais l'ancienne liquidité de l'argent n'a pas diminué.

Dans cette situation du marché monétaire, il y a lieu de faire ressortir que les banques de Vienne aussi bien que celles de Budapest ont, avant que les souscriptions aient même commencé, mis à la disposition des deux ministres des finances des avances de plusieurs centaines de millions de couronnes à valoir sur les emprunts à venir, tant pour leur propre compte que pour celui de leurs clients. Les ministres des finances ont accepté, avec bonne grâce, cette offre au taux de ½% au-dessous de celui de l'escompte, alors que, autrefois, ces avances étaient contractées au taux de 1% au-dessus. Néanmoins, les banques étaient contentes de l'affaire, puisque, avec des fonds qui reposaient dans leurs caisses sans rapporter d'intérêts, elles réalisaient un bénéfice à peu près équivalent à celui qu'elles auraient pu obtenir par un placement.

Le troisième emprunt de guerre a trouvé la monarchie dans une pléthore d'argent plus grande encore. Dans d'autres années les bonnes récoltes produisaient aussi une surabondance d'argent, mais l'automne de 1915, avec ses hauts prix, a versé littéralement une pluie d'or sur les agriculteurs. Les négociants aussi ont pu placer leurs marchandises à des prix très avantageux, et le crédit a été, dans la plupart des branches commerciales, remplacé par le marché au comptant. Le résultat en est non seulement l'augmentation des dépôts dans les banques, mais aussi le ralentissement de la demande. La dette diminuant sans cesse sur une plus grande échelle et dans

des proportions toujours plus fortes, l'abondance de l'argent était dans certaines contrées presque à charge aux établissements de crédit.

A ce point de vue, l'émission des emprunts de guerre était une nécessité économique. Quelques années auparavant nous accueillions avec un sourire la théorie d'un politico-financier qui prétendait que les emprunts d'État étaient désirables et une nécessité afin que les citoyens puissent placer avantageusement leurs capitaux en même temps que d'une manière sûre. Cette théorie faisait sur nous l'impression d'un paradoxe, comme si quelqu'un prétentait que les maladies étaient une nécessité afin que les médecins puissent vivre. Mais nous voyons bien aujourd'hui que les emprunts de guerre sont pour le public économe et le capitaliste un véritable bienfait.

La cause de la pléthore d'argent et en même temps du brillant succès des émissions n'est pas le moins du monde attribuable au fait que, durant toute la guerre, la monarchie est abandonnée à elle-même. Contrairement à ce qui se passe chez tous nos ennemis, toutes les sommes dépensées pour les besoins de l'armée restent dans le pays. Tandis que la Russie, la France, l'Angleterre et l'Italie tirent de l'étranger une grande partie de leurs fournitures, la monarchie se suffit à elle-même avec ses propres ressources. L'argent des emprunts fait la navette, il féconde le travail, crée de nouveaux capitaux et engendre ainsi de nouveaux moyens pour féconder le vie économique. Il s'ensuit que le produit des premiers emprunts de guerre qui était destiné aux règlement de comptes des fournisseurs, réapparaît presque entièrement dans le second emprunt, et ainsi de suite pour tous les autres chapitres de dépenses. C'est le roulement de l'argent par lequel la guerre peut nourrir la guerre. Et dire que c'est précisément par les moyens que nos ennemis voulaient employer pour nous ruiner que la vitalité économique de la monarchie a été notablement affermie...

Si nous voulons rechercher les divers chapitres qui ont alimenté les emprunts de guerre et savoir quelles sont les classes sociales qui ont participé à ce mouvement, nous devons recourir aux quotidiens portant les listes de souscriptions, aucune statistique exacte n'ayant paru jusqu'ici. Il ressort de ces notes des journaux que c'est aux banques, aux caisses d'épargne, aux sociétés d'assurances et enfin aux repré-

sentants du commerce et de l'industrie que nous sommes redevables du succès des émissions.

Nous savons que l'opinion du capitaliste est qu'il ne peut y avoir de meilleur, de plus avantageux en même temps que de plus sûr placement que l'emprunt de guerre. Si néanmoins nons parlons d'esprit de sacrifice, c'est que, pour des millions de souscripteurs, ce n'est pas la bonne affaire qui a été le motif de leur participation. Ils n'ont pas souscrit à cause du rendement de 5½ et 6%, surtout pas les petits souscripteurs qui n'achetaient non plus autrefois les titres d'État, les intérêts qui leur étaient servis par la caisse d'épargne étant supérieurs. Pour eux la souscription signifiait prendre une décision, car ils se départaient de leur mode d'épargne habituel, et dans cette décision une seule pensée dominait : contribuer pour leur part aussi à l'aide que demandait la patrie à l'heure du danger.

Malgré les sentiments du moment et pour des considérations morales, nous ne devons pas oublier que les émissions ne sont pas seulement un moyen de contribution, mais aussi un levier pour l'enrichissement du peuple. Les emprunts de guerre ont été de tout temps l'objet de l'attention particulière des personnes versées dans la finance. Familles, villes et pays doivent leurs grandes fortunes aux emprunts de guerre. Les fortunes géantes des Fugger, Sina et Rothschild proviennent de cette source. Vers la fin du XVIII^{e} siècle, la Hollande était devenue, grâce aux emprunts de guerre, le plus gros capitaliste du monde. Francfort a fourni les capitaux pour la guerre civile d'Amérique, et c'est du 6% américain que naquirent les grandes fortunes des *yankees*.

Chez nous aussi, la guerre a apporté beaucoup d'argent dans le pays, un argent qui demande à être placé en titres. Les emprunts de guerre à intérêts élevés seront remboursés avec le produit d'emprunts contractés en temps de paix à intérêts moindres, et depuis longtemps toute trace du 6% aura disparu du Grand Livre de notre gouvernement que les chercheurs pourront établir d'après des journaux jaunis que l'origine de maintes grandes fortunes remonte aux temps des emprunts de guerre actuels.

ELEMÉR HANTOS.

LES FÊTES BULGARO-MAGYARES

La visite que, sous la conduite du vice-président du Sobranié, M. Momtchiloff, des députés bulgares ont rendue à Budapest, au commencement du mois de mai, a donné lieu à d'importantes manifestations politiques. Les discours prononcés à cette occasion par les hommes d'État bulgares et hongrois resteront des monuments impérissables de l'amitié bulgaro-magyare qui depuis longtemps existait déjà entre ces deux peuples. Nous ne voulons pas insister, cette fois, sur l'accueil chaleureux fait aux membres du Sobranié, ni reproduire toutes les allocutions qui ont été échangées et applaudies de part et d'autre ; cependant nous croyons remplir un devoir en réimprimant ici, dans l'ordre chronologique où elles ont été dites, les éloquentes paroles de MM. les comtes Tisza, Apponyi et M. de Berzeviczy.

Voici le discours prononcé par le comte Tisza dans la salle de réception de la présidence du Conseil des ministres :

Messieurs,

Je prends la parole, pour souhaiter la bienvenue aux membres éminents du parlement bulgare, qui ont bien voulu nous honorer de leur visite.

Messieurs, soyez-en convaincus que vous êtes entre amis, amis sincères et anciens de votre patrie.

Les sentiments de toute la Hongrie pour le peuple bulgare ne datent pas du temps des derniers événements politiques. L'accession de la Bulgarie à l'alliance des puissances centrales a été le couronnement de l'édifice, elle représente la conclusion logique d'une évolution naturelle, donnée par le caractère national bulgare comme par le rôle historique de l'Autriche-Hongrie dans les Balkans.

Je regrette vivement ne pouvoir approfondir ce sujet ; ce n'est qu'en jetant un rapide coup d'œil sur les événements que je constate que l'idée de chercher la solution du problème des Bal-

kans dans la liberté et l'indépendance des peuples balkaniques, a été émise pour la première fois, il y a une quarantaine d'années, par les hommes d'État hongrois dirigeant alors la politique extérieure de l'Autriche-Hongrie.

Ils ont préconisé cette politique ; ils lui restèrent fidèles pendant toutes les tentations de la première grande crise bulgare, ils en ont fait la base durable de notre politique extérieure, non seulement parce qu'elle correspond à nos sympathies, mais parce qu'elle est en harmonie avec nos intérêts vitaux et avec la mission historique de la double monarchie.

C'est dans ces appartements mêmes que comme étudiant d'abord, puis comme jeune député j'ai assisté de près aux événements, que j'ai été témoin de l'intérêt profond que ces hommes d'État prenaient au développement de la Bulgarie.

Nous voulions alors ce que nous voulons encore : l'ordre, la liberté, l'indépendance des Balkans. La question était posée : la Bulgarie sera-t-elle un élément d'ordre, de liberté, d'indépendance ou bien se laissera-t-elle dominer par la Russie, exploiter par l'ambition russe, dégrader à être l'instrument servile de ce grand oppresseur des peuples.

Les événements n'ont pas tardé à donner la réponse. A peine huit ans après le congrès de Berlin, la Bulgarie a su s'affranchir du joug de la Russie ; la nation bulgare a fait preuve d'un fier sentiment d'indépendance, d'une âpre volonté de marcher vers ses propres destinées, d'une énergie virile à travers tous les dangers, qui ont assuré sa place à tout jamais parmi les peuples mûrs pour la liberté.

Il est à espérer que les péripéties de cette crise mémorable ne s'effaceront pas de notre mémoire.

A coup sûr, vous vous rappelez, Messieurs, le rôle que l'Autriche-Hongrie a joué pendant cette crise. Vous vous rappelez, n'est-ce pas, que c'est alors que l'homme d'État éminent qui a actuellement la direction immédiate de la politique extérieure de la Monarchie, a fait ses brillants débuts comme agent diplomatique de la Monarchie à Sophia.

Ce que je dois ajouter, c'est que les événements d'alors ont fait une impression profonde sur l'opinion publique dans toute la Monarchie. Dès cette épreuve l'estime et la sympathie pour le caractère virile de la nation bulgare lui sont acquises pour toujours ; dès lors nous vous considérons comme soutiens naturels de notre politique de la liberté des Balkans.

Certes, il y a eu un long chemin à faire jusqu'à la solution définitive de votre orientation politique, chemin plein de luttes, de succès et de déboires.

Jamais, pendant les péripéties de cette évolution, l'intérêt que nous prenions au sort de la Bulgarie ne s'est relâché, jamais nous ne doutâmes du succès.

Nous vous attendions, Messieurs, car nous connaissions votre

âme virile, et nous étions sûrs que tôt ou tard vous chercherez les garanties durables de votre sûreté, de votre indépendance, de votre intégrité nationale dans le groupement de puissances dans lequel seul vous pouviez les trouver.

A peine le gouvernement que j'ai l'honneur de présider fut-il formé que la Bulgarie a dû traverser la dure épreuve de la seconde guerre balkanique. Nos efforts pour vous épargner la paix de Bukarest ou d'en amener la révision, n'ont pas été couronnés de succès. Vous avez dû subir cette grande injustice et cette grave faute politique. Convaincus que cette situation ne pouvait être durable, nous ne perdîmes pas l'espoir d'établir un jour un équilibre balkanique donnant les garanties nécessaires d'un ordre des choses plus en harmonie avec les intérêts vitaux et les aspirations nationales de la Bulgarie.

De nombreux obstacles nous barraient la route. Ce n'est que par un travail de longue main, travail tout pacifique que nous espérions atteindre le but. La Providence en a décidé autrement. L'attentat monstrueux de Serajevo déchira le voile d'hypocrisie qui cachait les desseins de nos adversaires. Un ouragan de haines, de crimes, de jalousies et de convoitises se déchaîne sur la tête des puissances centrales. La guerre mondiale éclata, le grand problème de vie et de mort fut posé, la solution de toutes les questions pendantes fut mise à l'ordre du jour.

Messieurs, dans ce moment historique la Bulgarie s'est montrée telle que nous l'attendions. Avec la perception claire de ses intérêts et avec le courage de braver tous les dangers pour assurer sa grandeur future, elle est entrée en lice, et les efforts héroïques de nos armées unies ont été couronnés d'un succès glorieux.

Messieurs, vous avez pris la place qui vous appartient, vous avez donné l'orientation à votre politique qui est inébranlablement basée sur les intérêts vitaux de votre patrie. L'harmonie de nos intérêts garantit la stabilité de notre alliance, les sentiments d'estime et d'amitié réciproques la rendent sympathique pour les peuples, la gloire commune et le sang de nos enfants versé sur les mêmes champs de bataille cimentent l'union intime et profonde de nos âmes.

L'âme remplie de reconnaissance envers la Providence qui a béni nos armes, faisant du fond de mon cœur des vœux pour la prospérité de la Bulgarie, je porte mon regard vers l'auguste personne de son souverain.

Ce n'est bien sûrement pas un effet du hasard que la Bulgarie ait traversé cette période à jamais remarquable de son histoire sous le règne d'un roi unissant les qualités du grand homme d'État avec des sentiments de vive amitié pour la double Monarchie. Il y a peu de temps, j'ai eu l'honneur d'entendre le témoignage éloquent et touchant que Sa Majesté a bien voulu donner de ses sentiments et c'est rempli de reconnaissance et de respecteux attachement envers Lui que je vous invite, Messieurs, à boire à la santé de Sa Majesté Ferdinand, Tzar des Bulgares! (Vifs applaudissements prolongés.)

M. le comte Albert Apponyi en prenant la parole, s'est excusé d'user de la langue de l'adversaire. «Pardonnez-moi, dit-il, de parler dans une langue qui est celle d'une nation avec laquelle nous sommes en guerre actuellement. Mais veuillez bien vous rappeler que le français dont je me sers à cette occasion n'est pas seulement la langue de M. Poincaré, elle l'est aussi d'esprits universels comme Molière, Bossuet et Victor Hugo . . .» Après cette petite digression, M. le comte Albert Apponyi parla ainsi:

Voulant visiter leurs alliés occidentaux, les représentants du peuple bulgare font leur première étape dans la capitale de la Hongrie. Certes, nous devons cette précédence à notre situation géographique. Mais la géographie crée des prédestinations que la politique doit compendre. Dans notre cas, elle nous prédestine à établir le lien particulièrement intime qui, au sein de la grande alliance des pays centraux, unira les deux nations voisines : les Bulgares et les Hongrois.

Le mouvement spontané de sympathie qui nous pousse les uns vers les autres est surtout l'action inconsciente de cette prédestination sur l'âme populaire dans les deux pays. En essayant de l'analyser, je pourrais remonter bien haut dans le passé. Je pourrais parler de nos affinités de race, de toutes les analogies de notre histoire. Mais, sans contester la persistante efficacité de toutes ces influences lointaines, je préfère aujourd'hui me borner à ce que la génération présente a vu de ses propres yeux et à ce que nous voyons à l'heure présente même. Je ne veux toucher au passé que pour mettre en saillie les forces qui déterminent le présent.

Parmi celles-ci il y en a une surtout dont l'action saute aux yeux dans l'histoire des deux nations : c'est leur attachement à une indépendance toujours menacée. Pendant le moyen âge, votre péril c'était Byzance ; Byzance abusant des influences culturelles et du lien religieux qui vous unissait à elle. Des dangers analogues se manifestaient pour nous, Hongrois, du côté de nos voisins occidentaux. De ce que nous étions volontiers leurs disciples, ils cherchèrent à devenir nos maîtres ; notre amitié qui leur était offerte fit naître en eux l'absurde prétention de nous absorber. Il n'en fut rien et il n'en sera jamais rien ; mais que de forces anéanties, que de progrès retardés par la simple lutte pour l'existence !

Votre magnifique résurrection nationale, prodige de vitalité et d'énergie d'une nation sortie du tombeau où on la croyait descendue depuis bientôt quatre siècles, votre sublime renaissance à laquelle nous assistons tous, saisis de stupeur et d'admiration, n'a pas été exempte de semblables épreuves. Je vous en parle sans hésitation, malgré la délicatesse du sujet, car l'amitié telle que je la veux entre nos deux nations n'admet pas la réticence. La Russie vous a, certes, puissamment aidés à conquérir votre liberté. Si elle est sincère dans

son rôle de puissance libératrice, si elle y avait persisté de bonne foi, la reconnaissance et l'attachement de la Bulgarie lui auraient été assurés. Vous auriez été à elle dans ce cas, et rien de plus naturel. Mais elle, ou au moins ceux qui la dirigent, n'avaient ni l'âme assez haute, ni la perspicacité assez profonde pour saisir cette grande pensée. La soif de domination, l'instinct de conquête qui constituent l'essence de ses traditions politiques, traditions immuables tant qu'un bouleversement total n'aura pas remanié les forces de ce grand peuple, l'ont emporté sur les sentiments plus élevés, qui auraient été, en même temps, de la bonne politique... Dès lors la situation change du tout au tout; le libérateur qui veut s'imposer en maître, fait voir sa vraie face: celle de rival et de spéculateur, sinon d'usurier politique. Ce serait un joug pire que celui dont il vous a délivrés, car sa puissance est plus grande que celle du maître de jadis; une fois tombé en son pouvoir, à moins d'un miracle pareil à celui qui, à cette heure, sauve la Pologne, on n'y échappe plus. En tant que nation on a cessé d'exister.

En face de cette perspective, l'âme bulgare se révolte; il fallait ne pas la connaître, il fallait être abîmé dans le culte exclusif et grossier de la force matérielle, il fallait être plongé dans les plus épaisses ténèbres de l'ignorance touchant les forces psychologiques pour s'en étonner. Reconnaissants, oui, mais esclaves, non; amis fidèles, oui, mais instruments aveugles, non; Slaves même, si l'on veut, nonobstant nos origines touraniennes; mais Bulgares, Bulgares avant tout!

C'est là le cri qui sortit de vos cœurs avec la spontanéité du plus puissant et du plus légitime des instincts; celui de vouloir vivre et vivre non d'une façon quelconque, mais en restant ce que Dieu vous a faits, avec pleine liberté de développer toutes les ressources dont le germe est déposé dans vos individualités nationales. Et alors, vous êtes venus à l'alliance qui ne vous demande que cela, qui ne veut être qu'une assurance mutuelle de toutes les indépendances qu'elle contient. La preuve en est que vous nous y trouvez.

Ah! combien nous vous comprenons et avec quelle sympathie nous saluons l'effort que vous a coûté le conflit de devoir de conservation nationale avec des sentiments respectables! Car, deux siècles avant vous, nous aussi, nous avons été délivrés du même joug à l'aide de secours étrangers. Chez nous aussi, le libérateur a voulu se transformer en maître et nous aussi, nous nous sommes révoltés contre cette tentative, comme nous en avions le droit et le devoir.

Oui, le devoir. Car il n'est pas permis aux nations d'abdiquer. Chacune d'elles a sa mission spéciale qui lui est donnée par le grand ordonnateur de l'univers. Y renoncer, c'est aller contre les décrets de la Providence, c'est faire acte d'impiété autant que de lâcheté. Pour la plupart des nations, ce problème d'abdication ou de persévérance dans la volonté de vivre ne se pose même pas. Pour

vous et pour nous, l'histoire l'a constamment posé. Dieu aidant, nous l'avons résolu tous les deux dans le sens du devoir national. Chez nous, l'équilibre des forces a permis la conclusion d'un pacte d'union intime avec la dynastie et avec le peuple autrichien qui jadis menaçait notre indépendance nationale aujourd'hui assurée. Assurée est aussi l'influence de la volonté nationale hongroise dans le domaine de la politique étrangère où nous sommes en solidarité avec l'Autriche. Chez vous des prémisses différentes ont abouti à des formes de solution très différentes : mais, pour le fonds, la même loi relie nos destinées ; et voilà pourquoi nous sommes appelés à nous comprendre et à nous entr'aider pour être compris des autres. Il me semble que lorsque vous entrez dans un groupement politique si nouveau pour vous, il doit vous être agréable de nous y trouver et de savoir que le courant des idées politiques autant que la voie ferrée qui vous unissent à vos puissants alliés d'Occident, passent par la Hongrie

Mais parlons-en encore pendant quelques instants, de cette grande et superbe alliance où nous trouvons toutes les garanties de sécurité et de paix futures, au sein de laquelle nous échappons à l'isolement sans danger pour l'indépendance.

Vers l'Orient, elle embrasse l'Empire ottoman, ennemi de la veille et de l'avant-veille, rendu aujourd'hui à de plus nobles destinées, à l'œuvre de la renaissance nationale, et devenu par là un ami sûr, un puissant secours.

Vers l'Occident vous trouverez, en continuant votre voyage, la superbe ville de Vienne où le vénérable vieillard, qui est notre roi, règne comme empereur. Vous y serez sans doute séduits par les charmes d'un peuple aimable, d'une riche et ancienne culture et d'une capitale à grandes traditions.

Arrivés à Berlin, vous y aurez l'impression d'une puissance concentrée, formidable, invincible, par la foule de ses ressources, par son admirable organisation et par la force morale d'un grand peuple au cœur d'acier et à l'âme honnête et disciplinée. Jamais je ne visite l'Allemagne sans me dire qu'il est bon d'être l'allié de cette grande nation. L'envie seule peut lui reprocher d'être envahissante ; en vérité, elle ne demande que sa place au soleil, la liberté d'évolution paisible qu'elle a bien le droit de revendiquer. La puissance de l'Allemagne est une garantie de paix et de sécurité pour le monde civilisé. De notre victoire commune doit sortir une ère de tranquillité, de travail et de progrès pour toutes les nations pacifiques. Mais cela ne sera pas l'œuvre d'un jour, ni d'un traité de paix auquel nos ennemis ne consentiront pas sans arrière-pensée. Il faudra pendant longtemps encore les contenir par la force d'un bloc dont la puissance décourage toute pensée d'agression. L'alliance qui a su vaincre sur les champs de bataille de la plus terrible guerre dont l'humanité ait souvenir, devra donc être maintenue pour assurer à chacun de ses membres les fruits de la victoire et au monde entier les bienfaits d'une paix durable. L'œuvre de réconciliation

universelle qui doit commencer au lendemain de la guerre, a besoin d'une base fixe et inattaquable et c'est notre bloc qui doit la lui fournir.

Après la glorieuse part que vous avez prise aux événements de guerre, vous en prendrez une non moins honorable et non moins importante dans le travail pacifique que je viens d'esquisser. Là aussi vous réussirez ; j'en suis sûr, parce que je connais les grandes qualités du peuple bulgare et du chef qu'il a su se choisir. Vous avez l'insigne bonheur d'avoir pour souverain un grand homme d'État dont la main sûre vous guide vers de brillantes et heureuses destinées. Ceux qui ont assisté aux événements du dernier quart de siècle se rappellent avec un étonnement rétrospectif, transformé en admiration, les débuts du prince Ferdinand en Bulgarie, la situation précaire devant une Europe incrédule, sinon hostile. Avec quels sentiments de reconnaissance envers Dieu qui l'a protégé, lui et son peuple d'adoption, avec quelle satisfaction intime a-t-il dû penser à ces durs commencements, le jour où, à la tête d'une armée victorieuse et d'une nation rendue à elle-même, il reçut à Nisch la visite de son allié, l'illustre empereur des Allemands. Que de chemin parcouru entre ces deux situations et que de qualités il fallait pour monter des profondeurs de jadis au sommet de l'heure présente ! Que ne doit-on attendre de celui et de ceux qui ont su y parvenir !

C'est donc le cœur plein de confiance que je lève mon verre aux grandes destinées de la Bulgarie, à l'étroite solidarité qui doit unir tous les membres du bloc pacifique et, comme garantie de cette union, à l'amitié constante, intime et confiante des deux nations voisines : bulgare et hongroise ! (Vifs applaudissements prolongés.)

Le discours prononcé par M. Albert de Berzeviczy fut en quelque sorte un discours d'adieu :

Messieurs,

C'est au nom du Comité hongrois pour le secours de la Croix-rouge Bulgare que je prends la parole, pour vous exprimer encore une fois les sentiments d'amitié qui vous entourent partout chez nous, et pour vous dire adieu avant votre départ de Budapest.

L'œuvre de bienfaisance pour laquelle notre Comité s'est constitué, le soulagement des souffrances et des horreurs de la guerre, est le seul champ resté ouvert à la collaboration de toutes les nations. Mais notre action, comme un lien de plus entre nos nations amies, est animée des sympathies et de la fraternité que nous nous témoignons comme compagnons d'armes et qui nous réunissent d'autant plus étroitement au service de nos blessés et de nos malades.

L'histoire nous enseigne que nos nations sont sorties l'une et l'autre de race touranienne, qu'il y a — par conséquent — entre nous une parenté de sang qui nous prédestine à l'amitié et à la communauté de carrière. Mais l'histoire nous apprend aussi que l'affinité toute seule n'est dans la vie politique ni créatrice,

ni conservatrice d'alliances durables. Les Etats-Unis d'Amérique ont dû s'affranchir par une guerre sanglante de la tyrannie de la race parente des Anglais, tyrannie devant laquelle ils semblent fléchir maintenant spontanément sous le régime d'un autre W., Wilson au lieu de Washington ! (Rires.) Et l'expérience de nos jours prouve aussi qu'entre les races parentes des Anglais et des Allemands une haine est éclatée qui est plus profonde et plus violente que tous les antagonismes que cette effroyable guerre a fait ressortir.

Mais notre affinité de race coïncide heureusement avec le plein accord de nos intérêts vitaux et de notre idéologie politique. Parents par l'origine, amis par les sentiments, unis par nos intérêts, nous devons devenir et rester voisins pour toujours ! (Vifs applaudissements prolongés.) J'espère que cette entrevue de deux jours contribuera à fortifier une entente qui sera beaucoup plus réelle que celle que nos ennemis ont donné à leur alliance. (Rires et applaudissements.)

Messieurs, vous allez visiter Vienne et Berlin. Vous allez voir des capitales beaucoup plus splendides que la nôtre, des nations beaucoup plus grandes, des pays beaucoup plus riches. Mais vous ne retrouverez nulle part des cœurs plus chauds.

Ce sont de ces sentiments de chaleureuse amitié que je me fais l'interprète non pas pour vous dire adieu, mais : au revoir, à bientôt !

Vivent nos amis de Bulgarie ! (Vifs et chaleureux applaudissements.)

CHRONIQUE DE LA GUERRE

14 mai 1916.

Après quelques jours d'une tranquillité relative, les combats autour de Verdun ont repris, plus acharnés que jamais. Le feint optimisme frisant l'idiotisme qui caractérise la presse adversaire, criait sur tous les toits «l'échec de l'offensive allemande» précisément au moment où celle-ci se développait, de plus en plus formidable, autour de la côte 304. Aussi les Allemands sont-ils parvenus à s'emparer de cette importante position qui domine presque toute la place forte; pour quiconque n'est pas aveugle, il est évident que par leur avance lente et continuelle ils amèneront fatalement non seulement la chute de Verdun, mais aussi l'usure de l'armée française. Oui, l'usure, parce qu'il se trouve déjà beaucoup de critiques militaires — et cela parmi «les neutres» — qui craignent pour la France le danger de cet épuisement dont on menaçait toujours l'Allemagne . . .

Un autre événement sensationnel de la quinzaine écoulée fut la chute de Kut-el-Amara. Après des combats héroïques, nos alliés turcs sont parvenus à cerner cette ville et l'armée de Townshend qui s'y trouvait. Enfin, le général anglais dut capituler sans conditions et toute la garnison d'environ 13.000 hommes fut faite prisonnière. Cette fois, même le courageux Asquith n'a pas eu la témérité de travestir cette défaite en un brillant fait d'armes, probablement parce que son attention fut retenue par les événements de Dublin. En effet, la grande protectrice des nationalités — l'Angleterre — se trouvait en face d'une véritable révolte des Irlandais qui, depuis longtemps déjà, s'efforcent de secouer le

joug tyrannique des Anglais. Mais soyons justes: ceux-ci ont remporté la victoire — la première dans cette guerre mémorable, — pas toutefois une «victoire définitive», car, à ce qu'il paraît, l'insurrection n'est pas encore complètement étouffée.

Ces jours derniers les pauvres Alliés ont été attristés par d'autres déboires encore. La rupture entre l'Allemagne et les États-Unis qu'ils escomptaient déjà, n'a pas eu lieu. Ils ne faut pas s'étonner qu'ils soient furieux si, malgré les efforts de leur ami, M. Wilson, l'Allemagne a fait preuve de sagesse et d'amour de la paix en se montrant conciliante dans la question des sous-marins. Les pauvres Alliés sont si peu nombreux et si délaissés par — le Dieu de la guerre qu'ils espéraient que l'entrée en scène de l'Amérique accélérerait peut-être leur «victoire définitive» qui — néanmoins — reste toujours certaine.

Nous ne pouvons conclure cette chronique sans annoncer et constater que le Parlement britannique vient de voter la loi sur le service obligatoire. Ce n'est pas la première ni la dernière fois.

HISTORICUS.

Le Directeur-Gérant,
GUILLAUME DE HUSZÁR.

The Continental Times

Published Three Times a Week: Monday, Wednesday, Friday.

An Independent Cosmonopolitan Newspaper, Published in the interests of Americans, also as a Convenient Medium for Advertisers in America and Europe.

Address all Communications to:

The Continental Times

Berlin W. 50, Augsburger-Strasse 38

Telephone: Steinplatz 7860.

Proprietors and Publishers, C. White & Co., Ltd. News Editor—Aubrey Stanhope. Printed by R. Saling & Co., Berlin SW. 68.

Subscription Rates.

By mail postage paid per month:

United States	75 Cents
Holland	2 Gulden
Switzerland	3 Francs
Austria	2 1/2 Kronen
Hungary	2 1/2 Kronen
Germany	2 Marks

On sale in all principal towns of Europe, New York and Chicago. The Continental Times is delivered aboard all incoming and outgoing steamers to and from the United States

Assurance Hongroise de Rentes Viagères sous forme d'association

Budapest, VI, Andrássy-ut 8 (propriété de l'établissement).

Président de l'Association: le comte Aladár Széchenyi. **Vice-Président:** le comte Thomas Erdődy. **Direction:** Président: baron Joseph Rudnyánszky, MM. Tiburce Dénes, Nicolas Forrai, Dr Sigismond Lévay.

L'établissement étant organisé comme une association, les 70% du bénéfice total sont partagés entre les assurés au prorata des primes versées.

L'établissement s'occupe de tous les genres d'assurances sur la vie aux meilleures conditions et à bon compte. Sont particulièrement recommandées les assurances à vie au profit des familles, les assurances mutuelles des conjoints, les assurances mixtes en cas de décès, combinées avec celles à terme fixe, les assurances de trousseaux pour filles, combinées aussi avec des annuités d'éducation.

POUR TOUTES SORTES DE RENSEIGNEMENTS S'ADRESSER A LA DIRECTION.

MERCUR

SOCIÉTÉ ANONYME DE BANQUE

Budapest, V, Fürdő-utca 3.

Capital social: 10,000.000 Couronnes.

Téléphone: 32—72, 42—74, 176—72, 162—70, 176—71, 176—73.

Dépôts d'argent sur livrets et comptes de chèques. — Lettres de crédit et mandats sur tous les marchés. — Renseignements et procédure gratuits en matière de cautions militaires, matrimoniales. — Escompte et encaissement de Lettres de change. — Comptes-courants. — Comptes de chèques. — Comptes de virements.

Répond à toutes les demandes de renseignements touchant les opérations de banque.

LOTERIE

ROYALE HONGROISE PRIVILÉGIÉE EN CLASSES

SOCIÉTÉ ANONYME

BUDAPEST, IV., ESKÜ-TÉR 5.

CHEMINS DE FER DE L'ETAT HONGROIS.

Budapest—Vienne—Zurich—Genève

	200	d. **Budapest** Ouest..... a.	—
	620	a. Vienne (Marchegg) d.	—
	205	d. **Budapest** Est. ..... a.	140
	640	a. Vienne Ostb.(Bruck) d.	910
	750	d. **Vienne** Westb. ..... a.	720
	710	a. Innsbruck ..... d.	730
	1152	a. **Buchs** ..... d.	221
	1215	d. **Buchs** ..... a.	151
	223	a. **Zurich** ..... d	1152
	310	d. **Zurich** ..... a.	802
	753	d. Lausanne..... a.	210
	900	a. Genève ..... d.	100

Budapest—Sofia—Constantinople

✲ Balkanexpress dép. mercr., samedi	*1155	d. **Budapest** Ouest. ... a.	✲ Balkanexpress dép. mardi, samedi	610
	617	d. Zimony ..... d.		1050
	937	a. **Sofia** ..... d.		835
	1015	d. **Sofia** ..... a.		805
	1020	d. Kuleliburgas ..... d.		848
	700	a. **Constantinople** ...		1205 *

Budapest—Cologne—Bruxelles

930	d. **Budapest** Ouest..... a.	710
550	a. Vienne Ostb. (Marchegg) d.	1125
720	d. **Vienne** Westbahn... a.	1005
1258	a. Passau ..... d.	455
115	d. Passau ..... a.	430
450	a. Nurnberg..... d.	1255
923	a. **Francfort** ..... d.	805
509	a. **Cologne** ..... d	1148
750	d. **Cologne** ..... a.	1101
140	a. **Bruxelles**..... ... d	457

Budapest—Vienne—Munich

205		d. **Budapest** Est. ..... d.	—	140
640		a. Vienne Ostb.(Bruck) d.	—	910
200	930	d. **Budapest** Ouest. ... a.	710	—
620	550	a. Vienne (Marchegg) d.	1125	—
1025	720	d. **Vienne** Westb. ..... a.	1005	610
640	137	a. **Salzbourg** ..... d.	437	943
703	200	d. **Salzbourg** ..... a.	415	910
1015	500	a. **Munich** ..... d.	127	600
1225	520	d. **Munich** ..... a.	117	547
758	1245	a. Strasbourg ..... d.	539	940

Budapest—Fiume

710	1025	d. **Budapest**..... .. a.	645	905
228	850	d. Zágráb ..... d.	831	209
730	405	a. **Fiume** ..... d.	1255	810

Budapest—Predeal—Bucarest

210	935	d. **Budapest**	125	735
633	329	a. Predeal	842	1220
811	529	d. Predeal	900	1209
1155	920	a. **Bucarest**	505	750

Budapest—Varsovie

705	d. **Budapest**..... a.	620
505	d. Oderberg ..... d.	1013
1000	d. Trzebinia..... d.	730
1120	a. Zabkowice ..... d.	555
1131	d. Zabkowice ..... a.	544
612	a. **Varsovie** ..... d.	1100

Budapest—Oderberg—Berlin

✲Balkanzug dép. lundi et jeudi	650✲	650	d. **Budapest** Ouest..... a.	940	1130	✲Balkanzug dép. mercr. et samedi
	1233	1241	d. Zsolna..... d.	351	552	
	253	325	d. Oderberg ..... d.	110	340	
	521	612	d. Breslau ..... d.	955	1251	
	953	1108	a. **Berlin** Friedr. Str. d.	426	815✲	

Berlin—Amsterdam—La Haye

930	807	d. Berlin Friedr. Str. a.	735	557	Express
102	829	a. **Amsterdam** ..... d.	804	138	
1106	917	a. **La Haye** ..... d.	706	1248	

Berlin—Copenhague

820	d. Berlin Stett. Bhf.... a.	729	Express
719	a **Copenhague** ..... d.	1020	
	via Warnemünde-Gjedser		

Berlin—Stockholm—Christiania

830	d. Berlin Stett. Bhf.... a.	725
849	a. **Stockholm** ..... d.	830
	via Sassnitz-Trälleborg.	
830	d. Berlin..... a.	725
1200	a. **Christiania**..... d.	545
	via Sassnitz-Trälleborg.	

Budapest, Imprimerie de la Société anonyme Athenaeum.

50148

N° 43 de la série entièrement consacrée à la guerre.

IXe ANNÉE. — TOME XVII. 1 JUIN 1916

REVUE DE HONGRIE

Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE:

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président; MM. le Cte ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÖTHY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, Cte ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, Cte MARC WICKENBURG, JULES de WLASSICS, Cte JEAN ZICHY

GUILLAUME de HUSZÁR, Directeur-Gérant.

Mente hungarica,
Verbo gallico.

SOMMAIRE

I. — L'EUROPE CENTRALE, par **M. Jules de Végh** 1

II. — LES VOYAGES DE M. PACHITCH ET LES ASPIRATIONS PANSERBES, par **M. Kornél de Szokolay** 8

III. — LA RUSSIE ET L'INDÉPENDANCE BULGARE, par **M. Fr. Du Bois** 15

IV. — EN ALBANIE 27

V. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par **Historicus** 31

BUDAPEST,
I., TIGRIS-UTCA 6.

(En vente chez tous les libraires.)

VIENNE, GEROLD & CIE. — **BERLIN** (SW 48), BERNHARD STAAR. — **LEIPSIC**, GUSTAV FOCK.
MUNICH, SUCC. ULRICH PUTZE. — **BRUXELLES**, J. LEBÈGUE ET CIE. — **LA HAYE**, BELINFANTE FRÈRES
AMSTERDAM, FEIKEMA. — **ROTTERDAM**, KRAMERS. — **BERNE**, A. FRANCKE. — **GENÈVE**, PH. DÜRR
ZURICH, C. M. EBELL — **BÂLE**, WEPF, SCHWABE ET CIE. — **LAUSANNE**, JEAN BIEDERMANN.
STOCKHOLM, C. E. FRITZE — **COPENHAGUE**, VILHELM TRYDE. — **MADRID**, FERNANDO FÉ.
BARCELONE, VERDAGUER. — **ATHÈNES**, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH.
BUCAREST, SOCEC & CIE. — **CONSTANTINOPLE**, OTTO KEIL — **SMYRNE**, ABAJOLI.
NEW-YORK, G. E. STECHERT & CIE. — **BUENOS-AYRES**, C. M. JOLY ET CIE.

POLITIQUE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE,
ÉCONOMIE SOCIALE, HISTOIRE, LITTÉRATURE, PHILOSOPHIE, BEAUX-ARTS
QUESTIONS DE CULTURE UNIVERSELLE.

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'est assuré la collaboration des hommes d'État et des écrivains remarquables du pays et de l'étranger qui examinent et discutent, d'un point de vue à la fois hongrois et international, toutes les questions politiques, historiques, économiques, sociales et littéraires.

Depuis l'ouverture des hostilités, la REVUE DE HONGRIE est entièrement consacrée aux problèmes relatifs à la guerre. Elle s'efforce d'être aussi impartiale que possible et surtout de mettre en relief le rôle que joue la Hongrie dans la conflagration générale.

La REVUE DE HONGRIE laisse à chacun de ses collaborateurs la responsabilité de ses opinions.

LA REVUE DE HONGRIE

se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'étranger qui en auront fait la demande.

LA REVUE DE HONGRIE

PARAIT LE 1 ET LE 15 DE CHAQUE MOIS

PRIX D'ABONNEMENT:

HONGRIE ET AUTRICHE	un an	**25** cour.
ALLEMAGNE	un an	**25** marcs.
AUTRES PAYS DE L'UNION POSTALE	un an	**30** francs.

Prix des «livraisons de guerre» 1 cour.

L'EUROPE CENTRALE.

> «Au commencement de la guerre, nous pensions qu'une entente avec la France était encore possible, car du côté des Allemands, des Autrichiens et des Hongrois aucun sentiment hostile contre la France n'existe. Dès que les Français le veulent, nous pouvons leur tendre la main, mais le rapprochement est certainement rendu plus difficile avec chaque mois de guerre qui passe... Par conséquent, nous ne nous occuperons plus des Français au courant de nos études, espérant toujours qu'avec le temps ils se joindront à l'Europe centrale.»
>
> *F. Naumann,* Mitteleuropa.

M. Sazonoff, dans son discours à l'ouverture de la Douma, a employé le mot significatif de «Califat de Berlin» pour désigner cette «Europe centrale» en train de se former, cette puissance nouvelle et redoutable dont le centre serait Berlin et dont le pouvoir, si l'Entente n'y prenait garde, s'étendrait de la Marne aux frontières septentrionales de la Pologne, de Hambourg à Constantinople et au delà, en Orient. L'appréhension du ministre russe des Affaires étrangères paraît fondée. La cristallisation des États du centre et de leurs alliés autour du noyau germanique a commencé. La question devient de plus en plus urgente : l'Entente, partie en guerre pour détruire à tout jamais le militarisme prussien et l'hégémonie germanique sur notre continent, pourra-t-elle empêcher la formation de cette Europe centrale germanique ? Pourra-t-elle l'empêcher par la force, par ses armées, par ses flottes, par les conseils de guerre, par la disette, par des discours et par des accusations ?

Si les résultats négatifs obtenus depuis près de deux ans ne suffisent pas pour éclairer nos ennemis sur ce point, un coup d'œil rétrospectif sur les enseignements de l'histoire devrait

quelque peu diminuer leur confiance. La guerre de sept ans, par exemple, fut préparée, la grande coalition de l'Autriche avec la Russie, la France et la Suède fut conclue dans le même but : arracher à la Prusse ses territoires nouvellement acquis, réduire ce petit royaume par trop ambitieux au rôle moins glorieux, mais plus commode (pour les autres) d'une principauté, mettre fin une fois pour toutes à l'esprit de « militarisme prussien » qui inquiétait les ennemis de Fréderic II, comme aujourd'hui de Guillaume II.

Qu'advint-il ? Non seulement la Silésie ne put être arrachée à la Prusse, mais celle-ci sortit plus grande et plus forte de la lutte inégale contre l'Europe presqu'entière. Il est vrai que la Prusse fut rudement éprouvée par la guerre — comme ses adversaires, du reste. Mais désormais elle prit rang parmi les grandes puissances et par l'attraction même de la force, elle se mit à grouper autour de ses drapeaux les nations de race allemande. Berlin devint le rival de Vienne pour la prédominance en Allemagne.

Cette question d'hégémonie fut tranchée définitivement, non par la bataille de Königgrätz, mais à Sedan. Napoléon III avait espéré empêcher l'union des États allemands toujours divisés entre eux par des jalousies mesquines. Le particularisme rétabli l'aurait débarrassé de la Prusse dont l'influence politique croissante devenait de plus en plus incommode. Mais l'Empereur avait mal calculé. Le danger commun fit oublier aux Allemands leurs petits différends. Le péril d'abord, l'enthousiasme, la gloire de leurs victoires éclatantes ensuite, éveillaient en eux le sentiment — inconnu jusqu'alors — de la solidarité de race. Et Guillaume I, à Versailles, fut proclamé empereur de l'Allemagne enfin unie. Nous savons ce que l'Allemagne est devenue depuis. Et nous voyons aujourd'hui les jalousies, les haines grossies et accumulées, se conjurer contre elle ...

Dans le camp de nos ennemis, on attribue nos succès à l'esprit militaire sévère, au militarisme brutal des Teutons. On y voit un danger pour la liberté des peuples, pour le bien-être du monde, pour les droits de l'homme. Mais, par un curieux manque de logique, on veut combattre le mal en lui opposant le même militarisme qu'on s'efforce, avec plus ou moins de succès, d'adopter et d'imiter. Non seulement la sainte

Russie, toujours peu favorable au libéralisme, appelle sous les armes les millions de ses habitants et dépense des milliards (français) pour son armée ; non seulement la France accepte sans broncher le service de trois ans et augmente le nombre de ses soldats, malgré que la population reste stationnaire, ce qui rend plus onéreux les sacrifices à la nation française ; non seulement les armements et le militarisme sont dans tous les pays du continent plus accentués qu'en Allemagne ; mais l'Angleterre elle-même, la nation la moins accessible à notre système de défense continental, est obligée de s'y résigner et d'enrôler ses sujets autrefois si fiers de leur liberté, puisque les mercenaires blancs et de couleur ne suffisent plus pour détruire « le militarisme prussien ».

Et les résultats ? M. Asquith dit que l'Entente n'est pas vaincue. Mais il me semble que, pour ceux qui ont entrepris d'anéantir l'hégémonie prussienne, être plus éloignés que jamais de ce but équivaut à la défaite. Car, abstraction faite des succès militaires des États du centre, Berlin n'a rien perdu de son importance ; au contraire, comme l'a constaté M. Sazonoff, le « Califat de Berlin » est en train de se constituer. Il se prépare une nouvelle fédération des États du centre, étroitement liés entre eux, sous l'hégémonie incontestée de Berlin, plus forte, plus riche en ressources, plus inattaquable que la Prusse, que l'Allemagne de 1870, que l'alliance germano-austro-hongroise de Bismarck et d'Andrássy, plus stable que la solidarité éphémère des peuples alliés pour la guerre. La communauté des intérêts commerciaux, économiques et de défense aboutira nécessairement à mettre d'accord les législations respectives des États alliés et bientôt nous serons en présence d'une union politique semblable aux États-Unis d'Amérique régie par une seule volonté. Il est évident que dans une telle confédération le nombre, l'esprit entreprenant et organisateur, la richesse, la civilisation uniforme doivent assurer aux Allemands la prépondérance tant redoutée par M. Asquith. A cette même Allemagne, isolée jadis et dépendant dans ses entreprises mondiales de l'accord avec la France et l'Angleterre, se seront ouvertes les portes de l'Orient ; un champ indéfini d'expansion lui sera assuré et la force maritime de l'empire britannique, les intrigues des diplomates ententistes n'y changeront plus grand'chose. Les Alliés se

moquent du « Califat de Berlin », tout en le redoutant ; ils veulent combattre jusqu'à la dernière goutte de sang pour parer à ce danger. Y parviendront-ils ? Nous sommes fermement convaincus du contraire. Même si, par miracle, et au prix de terribles sacrifices, ils réussissaient à refouler par-ci par là nos troupes victorieuses, ils n'arriveraient plus à nous désunir. Plus le centre du continent sera isolé, plus il lui faudra organiser sa défense, plus il devra chercher ses ressources dans l'union et dans la centralisation. Les « barbares » Allemands ne sont pas de nature à se laisser décourager par des menaces. La nécessité les rend plus tenaces et plus inventifs ; leur génie d'organisation leur fait découvrir de nouveaux moyens d'existence.

*

En Hongrie, le projet de constitution d'une Europe centrale est accueilli et commenté de façons diverses. En principe, le projet a beaucoup de partisans chez nous. L'admiration pour les Allemands n'a pas diminué ; la guerre nous a convaincus de leurs qualités ainsi que de leurs sympathies pour la nation hongroise. L'Allemagne, de son côté, a eu l'occasion d'apprécier la valeur militaire et politique de la Hongrie qu'elle connaissait trop peu. Nous sommes persuadés que personne à Berlin n'entend porter atteinte à notre indépendance, à nos institutions nationales ; sans cette conviction, il ne se trouverait personne en Hongrie pour souhaiter un rapprochement avec l'empire germanique. Nous tenons à notre langue, à nos mœurs, à notre constitution nationale plus qu'à tout avantage politique ou économique ; nous savons que la Hongrie ne peut remplir son rôle historique d'intermédiaire entre l'Occident et l'Orient, ni demeurer le rempart puissant de l'Europe qu'en tant qu'elle aura gardé son caractère national hongrois, sa liberté politique et sa culture intellectuelle indépendante. Les intérêts de l'Allemagne ne sont nullement opposés à l'indépendance de la nation hongroise, au contraire, nos alliés reconnaissent la légitimité de nos aspirations. Plus ils connaîtront le caractère de notre race et les circonstances spéciales qui déterminent notre politique, mieux ils nous comprendront. Du reste, il n'a jamais existé d'antagonisme politique entre la

nation allemande et la nôtre. Rien ne s'oppose à ce que nous souhaitions, en principe, nous joindre à l'Europe centrale germanique.

Quant au côté technique de la question, on n'y voit pas encore clair et les partisans de l'union eux-mêmes ne peuvent dire jusqu'où irait le rapprochement des États du centre et par quels moyens se formerait, s'exprimerait et s'exécuterait la volonté commune des États adhérents. L'Europe centrale, pour le moment, manque de tout organe pour régler les questions d'intérêt commun. S'agit-il donc de créer une telle organisation suprême, ou bien la fédération des États reposera-t-elle sur de simples traités internationaux? L'organisation suprême pourra-t-elle s'accorder avec la souveraineté des États ? Notre constitution, déjà bien compliquée par la communauté avec l'Autriche, devra-t-elle encore se compliquer de nouvelles concessions à faire ? Peut-on, sans porter atteinte à la constitution, se désister une fois pour toutes d'une partie des préroragatives de la législation? Et la Hongrie liée à l'Europe centrale, mise dans l'impossibilité de traiter avec d'autres Etats, trouvera-t-elle son compte dans cette union où, sans aucun doute, elle devra subordonner ses intérêts à ceux de la majorité allemande ? Bien des objections d'ordre économique ont été alléguées — et de source compétente — contre une union trop étroite avec l'Allemagne.[1] Mais les objections d'ordre politique ne semblent pas moins fondées. Dans cette union des États du centre, le nombre des habitants de race germanique dépassera de sept à huit fois celui des habitants de race magyare. N'est-il pas à craindre que la nation hongroise ne soit assimilée, avec le temps, par la race germanique, comme aux États-Unis de l'Amérique toute nationalité étrangère a été absorbée par le caractère anglo-saxon de l'Union ? On a beau dire que les Allemands ne voudraient jamais nous imposer leur langue, leur art, leur façon de penser, les formes de leur vie intellectuelle et morale ; sans parler de l'exemple souvent cité de la Pologne, on peut bien prévoir que, par la force des choses mêmes et sans qu'on ait l'intention de germaniser la Hongrie, nous serons sujets

[1] Voir l'article de M. Ladislas de Lukács dans la *Revue de Hongrie* du 15 avril 1916.

à l'influence d'assimilation et que nous y perdrons inévitablement une partie de notre caractère national hongrois.

D'autre part, il peut être utile pour les petites nations de ne pas mettre leur existence à la merci des ambitions des grandes. La situation des États même les plus faibles qui ont su garder leur indépendance, demeure toujours avantageuse. Même si directement ou indirectement ils souffrent par la guerre, ils restent maîtres de leurs destinées et sortent généralement de cette épreuve indemnes, consolidés, choyés par les grandes puissances qui se disputent leur amitié.

*

Tout ceci résume en peu de mots les arguments émis en Hongrie par des hommes politiques, par des corporations compétentes, par la presse de tous les partis politiques contre le projet de Naumann. Les objections semblent donner raison aux orateurs de l'Entente qui voient dans le « Califat de Berlin » un danger pour la liberté des peuples.

Cependant, pour ce qui concerne la Hongrie, on comprendra sans peine que les promesses de M. Asquith et les phrases de M. Sazonoff ne garantissent nullement un avenir plus heureux à notre nation. Posé que l'Entente soit vraiment mise en état de disposer de l'Europe, que pourraient espérer les peuples libérés du joug allemand ? Nous avons vu la carte de l'Europe remaniée selon les intentions de nos ennemis. Nous doutons fort que le peu qui resterait du royaume de Hongrie puisse, sans amertume, jouir de la liberté et de l'indépendance problématiques dont nos vainqueurs voudraient bien nous gratifier. Même si l'Entente nous garantissait notre intégrité territoriale et notre indépendance politique : je pense que même alors nous préférerions de beaucoup le « Califat de Berlin » au « Califat de Pétrograd »

Le projet de l'Europe centrale (comme les projets de l'Entente d'ailleurs) n'a, à notre avis, qu'un seul défaut : c'est d'être entouré de tranchées, bâti sur des mines ; il contient trop de matières explosibles. Il est le fruit d'une funeste politique de désaccord et de haine. Au lieu de réconcilier, il divise. A la menace de l'Entente, il répond par la menace de l'Europe centrale, hostile aux autres États qui restent en dehors de

l'union. Au lieu de rendre une guerre future improbable, il la prévoit et la provoque. Nous pensons qu'une paix durable ne peut reposer que sur le consentement de tous, et non sur des mesures coërcitives qui sont une provocation pour ceux dont les droits et les intérêts légitimes se trouvent lésés.

L'Europe centrale comme alliance défensive est une nécessité, tant que l'alliance de nos ennemis nous menace ; c'est un expédient, mais non pas une solution de la question européenne. M. Naumann lui-même reconnaît que son idée n'est qu'un pis-aller. Et ce « Califat de Berlin » serait le contraire de tout ce que France et l'Angleterre voulaient obtenir par la guerre actuelle. Qu'importent alors quelques conquêtes de plus, faites au prix de sang versé et de malédictions ?

Tout changerait d'aspect, si, au lieu d'être divisée, déchirée en deux camps hostiles, l'Europe parvenait à équilibrer ses intérêts ; si, au lieu de former un bloc compact sous la prédominance germanique, le centre de notre continent pouvait s'entendre avec les États voisins. Mais qui donc pourrait convaincre les belligérants de la nécessité de modérer leurs désirs et de se faire des concessions réciproques ? Aveugles sur les dangers qui menacent de tous côtés l'Europe affaiblie, nous semons les germes de nouvelles haines, nous dressons de nouveaux obstacles de plus en plus insurmontables entre les peuples et nous rendons de plus en plus invraisemblable le rétablissement d'une politique de réconciliation, d'une politique *européenne.*

JULES DE VÉGH.

LES VOYAGES DE M. PACHITCH ET LES ASPIRATIONS PANSERBES

I.

Le fantôme de la Grande-Serbie réapparaît à l'horizon politique de l'Europe.

Tout le territoire serbe et monténégrin est administré par les autorités militaires austro-hongroises, allemandes et bulgares. Il n'existe plus de cour en Serbie ni au Monténégro et ces États n'ont qu'un gouvernement «in partibus». Après avoir joué sur une carte le sort de leur pays, les rois et les ministres de Serbie et du Monténégro errent maintenant à l'étranger. Il ne leur reste que les tristes débris de la vaillante armée serbe réfugiée à Corfou après sa désastreuse retraite à travers l'Albanie. Une feuille militaire hongroise dit qu'après six mois de repos et leur réorganisation publiée à cor et à cris, ces débris de l'armée serbe ne sont toujours pas en état de combattre. L'Entente n'a fait transporter à Salonique que quelques centaines de Serbes, surtout des officiers, parce que le reste, exténué de privations et affaibli par les maladies, est incapable de servir sur le théâtre de la guerre. C'est ce qui explique pourquoi le prince-héritier de Serbie fait tout ce qu'il peut pour obtenir des alliés de la défunte Serbie qu'ils n'exposent pas à un anéantissement complet ce qui reste de la malheureuse armée serbe. On a, pour ainsi dire, perdu les traces du roi de Serbie et, pour ce qui concerne celui de Monténégro, il est, disons-le sans ambages, prisonnier en France, où il ne saurait faire un pas sans la permission du gouvernement de la République.

Dans cet état de choses, nous étions fondés à croire enterré à tout jamais ce projet chimérique de créer une Grande-Serbie

dont la Russie s'est servie comme d'une amorce pour mettre l'Europe en feu. Nous voyons avec stupéfaction que les gens qui ont tourné la tête à la Serbie et entraîné à sa ruine un peuple digne d'un meilleur sort, veulent encore faire tourner l'idée panserbe au profit de leurs ambitions. Que leur importe d'attirer ainsi de nouveaux malheurs sur un pays déjà assez éprouvé !

Des journaux, des revues, des livres russes parus cette année et l'an passé parlent de l'union de tous les Slaves (néo-slavisme) et font encore miroiter aux yeux des Serbes l'idée d'une Grande-Serbie comme si les royaumes de Serbie et de Monténégro existaient toujours. Avec un égoïsme imperturbable et un rare cynisme, ils leurrent les Serbes par l'idée de la fraternité, de la solidarité slave, à laquelle ils devront une Grande-Serbie plus grande, plus puissante, plus glorieuse que celle qu'ils avaient jamais rêvée. Pour rendre l'effet du stupéfiant plus sûr, on dessine et propage des cartes menteuses du nouvel État. Le ministre des Affaires étrangères de Russie, M. Sazonoff, cherche à attirer de nouveau dans le piège les Serbes qui maudissent les auteurs responsables de leur ruine, en leur criant : « Courage, l'heure de la délivrance a sonné ! » (Séance de la Douma, 2 février 1916.) Mr. Asquith, l'hypocrite adorateur de la Russie, est plus prodigue de promesses. »Nous ne remettrons pas l'épée au fourreau — dit-il — tant que . . . la Serbie n'aura pas regagné tout ce qu'elle a perdu et même obtenu bien davantage ! » (Parlement anglais, séance du 23 février 1916.) Qu'est-ce donc, sinon des encouragements à peine déguisés en vue de la réalisation des aspirations panserbes ?

Et voici qu'entre en scène Nicolas Pachitch, premier ministre de Serbie et titulaire du portefeuille des Affaires étrangères. Quoique porteur du diplôme de l'Ecole polytechnique de Zürich, cet homme d'État d'origine bulgare et né à Pirot alors sous la domination turque, s'est jeté dans la politique ; il fut un des principaux fauteurs de la conjuration de Zajčar et se réfugia à Sophia où il conspira contre la Serbie pendant la guerre bulgaro-serbe de 1885. C'est le type du politicien serbe : il parle français comme un Parisien ; il est avisé, retors, dissimulé et hardi ; il ne recule devant aucun moyen, pas même l'assassinat. C'est à lui que la royauté serbe doit sa grandeur éphémère, mais il porte aussi la terrible respon-

sabilité de sa chute. Depuis que l'Entente existe, il disait souvent à ses familiers que sa grande ambition était de faire servir l'alliance anglo-franco-russe à la constitution d'une Grande-Serbie. Hartwig, qui fut si longtemps ministre de Russie à Belgrade et y est mort peu de jours avant la guerre, était le premier à le pousser dans cette voie, car c'était le meilleur moyen de l'atteler au char de la politique russe. Pendant quelque temps, il put en effet se bercer de l'illusion que ces trois puissances allaient subordonner leurs intérêts à ceux de la Serbie, tandis qu'elles ne songeaient qu'à exploiter leur minuscule alliée . . .

Enfin est venue la débâcle, mais l'incorrigible politicien n'a pas tardé à se reprendre et le voilà qui poursuit de nouveau sa chimère à Paris, Londres, Pétersbourg, s'efforçant de gagner l'Entente à ses projets de Grande-Serbie, de lui faire donner plus qu'elle n'avait perdu, comme l'a promis Mr. Asquith. Le vieux jeu a donc recommencé. M. Pachitch est satisfait des résultats de sa tournée : il a reçu de brillantes promesses. La Russie lui a promis en son nom propre et celui de ses alliés que le traité de paix réalisera le rêve d'une Grande-Serbie, c'est-à-dire réunira sous le sceptre des Karagéorgiévitch tous les pays habités par des Serbes, la Macédoine y comprise . . . Cependant l'Entente est prête à étrangler la Grèce rien que pour pouvoir transporter plus rapidement de Corfou à la frontière de Macédoine, par les chemins de fer grecs, les troupes serbes malades, épuisées de fatigues, incapables de combattre, qui procéderont immédiatement à la libération de tous les territoires serbes avec la Macédoine . . . C'est ainsi que l'Entente ne met toujours que de belles promesses au service des intérêts serbes.

II.

Le prince Alexandre Karagéorgiévitch (1841—1858) ayant chargé Élie Garachanine de constituer un ministère, celui-ci rédigea un mémoire énumérant les conditions d'ordre politique auxquelles il acceptait cette mission. Le prince Alexandre, père du roi actuel, qui avait fait assassiner à Toptchidére, en 1869, son successeur, le prince Michel Obrenovitch, adopta la politique proposée par Garachanine. Ce mémoire (1841) est le premier

document officiel et secret relatif aux aspirations panserbes et, depuis lors, il sert pour ainsi dire de règle de conduite aux dirigeants de ce pays. A l'origine, ils avaient aussi l'intention d'incorporer des territoires bulgares à la Grande-Serbie de leurs rêves, mais leur plan s'est effondré par suite de la constitution de la Bulgarie en principauté (1877), ce qui d'ailleurs n'empêcha pas les politiciens panserbes de continuer à revendiquer la Macédoine, bien que les Serbes y soient en infime minorité malgré une propagande effrénée. La Grande-Serbie comprendrait d'après le programme des panserbes : la Vieille-Serbie, centre de la Serbie du moyen âge, presque entièrement albanisée ; la Macédoine, quoique la population en soit en majeure partie bulgare ; la Bosnie et l'Herzégovine avec le sandjak de Novi-Bazar qui en faisait partie jusqu'en 1878 et où les catholiques et les musulmans sont presque aussi nombreux que les orthodoxes (serbes) ; le nord de l'Albanie avec Scutari et Durazzo ; la Croatie-Esclavonie, le territoire compris entre la Drave et la Mura, le sud-ouest de la Hongrie proprement dite jusqu'à Szeged et Arad, ainsi que Fiume ; de plus la Dalmatie, l'Istrie, Trieste, le sud de la Styrie, la Carniole et la Carinthie. Comme on voit, les panserbes ont très bon appétit, seulement ils ne sont pas à même de se faire servir de pareils festins. Les encouragements de la Russie suppléaient aux forces qui leur manquaient.

Jean Ristitch, l'ancien chef des libéraux serbes, qui fut deux fois régent, plusieurs fois premier ministre et l'un des plus éminents hommes politiques de la Serbie, a, dans un ouvrage en plusieurs volumes, développé, motivé le programme de Garachanine et indiqué les moyens de le réaliser. Ce livre est devenu l'évangile politique des panserbes. Il a pour devise : *il nous faut anéantir nos ennemis pour créer l'union du peuple serbe.* Les ennemis à anéantir sont la Turquie et l'Autriche-Hongrie, laquelle a tant fait pour la Serbie. Dans la suite, le parti radical sous la conduite de Pachitch a repris des mains des libéraux la cause du panserbisme et l'a rendue populaire. Les complots contre les Obrenovitch, les assassinats politiques, le massacre du roi Alexandre, le dernier prince de cette dynastie, et de sa femme, où l'on retrouve la main de la Russie, acte tel qu'il ne peut s'en commettre que dans les Balkans, ont fondu en un bloc ce parti avec le peuple serbe. Presque tous

les Serbes sachant lire et écrire sont devenus des radicaux et s'enthousiasment pour l'idée de la Grande-Serbie. Jamais les intellectuels et les hommes politiques serbes n'ont élevé la voix ou fait entendre une protestation quelconque contre la propagande panserbe du parti radical et l'appui que l'administration lui prêtait.

Vis-à-vis de la Turquie, la propagande panserbe a atteint pendant la guerre de 1912/13 le but où elle visait, puisqu'elle n'ose, par égard pour la Russie, revendiquer la possession de Tsargrad (c'est ainsi que ces bons Russes ont dénommé la capitale de la Turquie). C'était maintenant le tour de l'Autriche-Hongrie où l'on fomentait d'ailleurs depuis plusieurs dizaines d'années la plus éhontée, la plus violente agitation en vue de la création de la Grande-Serbie, c'est-à-dire du démembrement de l'Autriche et de la Hongrie. Les fruits de cette criminelle propagande sont l'abominable crime de Sarajevo et nombre d'attentats antérieurs. Ce qui jette une effrayante lumière sur ces menées destructives, ce sont les récents procès en haute-trahison de Sarajevo, Travnik et Banjaluka, sur lesquels j'aurai peut-être l'occasion de revenir.

Comme on voit, les aspirations panserbes constituent une grave menace pour l'Autriche-Hongrie ; celle-ci aurait donc commis un suicide en ne prenant pas des mesures énergiques contre la Serbie après l'attentat du 28 juin 1914. Il est tout naturel que la Russie ait pris son parti, puisqu'une Grande-Serbie serait son avant-garde au sud-est de l'Europe. Mais les puissances occidentales et surtout l'Italie ont commis une grave faute contre leurs intérêts aussi bien que contre la civilisation en refusant d'ouvrir les yeux sur le péril que les aspirations panserbes font courir à l'Europe. Ce n'est qu'à grand'peine qu'en 1913 nous sommes parvenus à empêcher les Serbes de s'emparer de l'Albanie maritime et de Scutari. Aujourd'hui, nos ennemis aveuglés par la haine promettent à une Grande-Serbie inexistante les côtes nord-est de l'Adriatique : le nord de l'Albanie, la Dalmatie, Fiume, Trieste ! Ils ne savent ce qu'ils font et peuvent rendre grâces au ciel que ce ne sont pas leurs drapeaux qui flottent dans une auréole de victoire. Car la Serbie sur l'Adriatique signifierait tout bonnement que la Russie ne pouvant atteindre la Méditerranée par le Bosphore et les Dardanelles, prend pied sur

l'Adriatique par l'intermédiaire de la Serbie sa vassale, qu'elle règne en maîtresse à Durazzo, Scutari, Cattaro-Teodo, Ragusе-Gravosa, Spalato, Fiume, Pola ! Elle gagnerait nombre de ports de guerre et de commerce dont un pays arriéré et ruiné par la guerre comme la Serbie ne saurait que faire.

La Russie au cœur de l'Europe ! Un éminent historien, M. Ernest Lavisse démontre, dans son *Histoire politique de l'Europe*, quel danger ce serait pour le continent, et fait entre autres cette remarque très juste que *la Russie est bien en Europe, mais que ce n'est pourtant pas l'Europe ; qu'elle en diffère en ce que la Russie est russe.* Du reste, pour quiconque connaît le but où vise le panslavisme, néoslavisme ou panrussisme, il ne fait pas l'ombre d'un doute que la Serbie établie sur le littoral de l'Adriatique, y attirera la Russie après elle, car la propagande panrussiste vise à « diriger tous les fleuves slaves vers la grande mer russe » et à « former de tous les peuples slaves une confédération à la tête de laquelle se placerait naturellement le plus puissant des États slaves, c'est-à-dire la Russie ». La Grande-Serbie ne serait donc qu'un atome de cette fédération slave que la Russie voudrait avoir sous ses ordres.

III.

Notre ennemie la plus acharnée, l'Italie est dans un cruel embarras, car elle sent bien dans quelle fâcheuse posture elle se trouverait, si les plans de ses alliés actuels venaient à réussir et le littoral nord-est de l'Adriatique passait sous la domination slave.

Elle ne craint pas la Serbie, mais la puissance qui s'abrite derrière celle-ci et qui mettrait infailliblement la main sur le littoral convoité. Elle se démène comme un possédé pour défendre ses intérêts, mais ses puissants alliés n'écoutent pas les plaintes du traître, et de Pétersbourg on fait entendre à qui de droit que le tsar a promis aux Karagéorgiévitch toutes les régions de langue serbe avec le littoral nord-est de l'Adriatique. Que les Italiens s'estiment heureux de verser leur sang pour le bien commun, et entre autres pour la russification de l'Adriatique ! Si ce plan réussissait, les Italiens ne pourraient plus faire un mouvement dans leur *mare nostro* sans la permission du tsar. Le péril qui menace l'Adria-

tique sera une dure leçon pour l'Italie ; il montrera encore une fois aux Italiens de bon sens que leur patrie a été entraînée à sa perte par ceux qui l'ont poussée au parjure et l'ont livrée à l'Entente pour de vaines promesses. La Triplice était seule à même de défendre les intérêts de l'Italie ; et si les Italiens tiennent encore à l'Adriatique dont dépend le sort de leur patrie, ils doivent en secret nous souhaiter la victoire finale, puisque c'est elle seule qui peut préserver l'Adriatique du péril slave qui la menace.

C'est l'expiation.

Le fait que M. Carlotti, ambassadeur d'Italie à Pétersbourg, a invité avec ostentation Pachitch à dîner ne saurait donner le change sur l'ignominie et les dangers de la situation où se trouve l'Italie. On sourira partout et les alliés de l'Italie riront sous cape du communiqué officiel russe tendant à faire accroire aux Italiens qu'on attribue à Pétersbourg une grande portée politique à ce dîner et qu'on l'y considère comme un symptôme réjouissant du rapprochement italo-serbe. D'abord peu importe aux dirigeants russes que les hardis projets d'expansion de la Russie plaisent ou non aux Italiens ; ensuite le communiqué donne clairement à entendre à l'Italie que le tsar destine les côtes nord-est de l'Adriatique à la Serbie, parce que la Russie en a besoin et ajoute qu'à cet égard il n'y a plus que des points de détail à régler.

Au cas où l'air de violon de la diplomatie russe ne produirait pas l'effet voulu sur les Italiens, le gouvernement a organisé par le moyen de ses journaux un véritable concert à la russe avec tambours et trompettes. On leur dit avec une brutale franchise que la Grande-Serbie *doit* être constituée et qu'elle ne saurait l'être sans la possession de l'Adriatique ; que les Italiens *doivent* s'y résigner, d'autant plus que la France, l'Angleterre et la Russie se sont mises d'accord, sans consulter l'Italie, sur la mesure dans laquelle les aspirations panserbes doivent être satisfaites.

C'est ce qu'on appelle vulgairement un soufflet.

Les traîtres sont partout traités sans égards et méprisés.

Tu l'as voulu, Georges Italien !

KORNÉL DE SZOKOLAY.

LA RUSSIE ET L'INDÉPENDANCE BULGARE

Les Bulgares peuvent être justement fiers du chemin qu'il sont parcouru depuis trente et quelques années. Non seulement ils sont parvenus, à force de persévérance et d'esprit de suite, à conquérir bribe par bribe leur indépendance, mais ayant ouvert toutes grandes, à mesure qu'elles s'étendaient, leurs frontières à la civilisation européenne, ils ont participé largement aux bienfaits du progrès sous toutes ses formes. A se rappeler leur pays tel qu'il était aux premiers jours de l'autonomie et à le voir dans son état actuel, avec sa capitale et plusieurs autres villes d'aspect très moderne, son activité intense et ses finances prospères, on ne peut retenir son admiration devant l'œuvre tenant du prodige, accomplie en si peu de temps ... Cette nation ne doit en tout cas qu'à elle-même, à son énergie peu commune, à la diplomatie prudente et avisée de son souverain, au savoir-faire de ses hommes d'État, les succès innombrables qu'elle a recueillis. Si elle a pu s'illusionner un jour, après un geste du tsar russe Alexandre II, sur les intentions du gouvernement de Pétersbourg à son égard, la suite des années l'a détrompée ... N'eût-elle pas mis à profit les leçons de l'expérience qu'elle serait aujourd'hui vassale de la Russie, comme l'était devenue la nation serbe ...

*

Le tsar Alexandre II avait rompu avec la tradition de despotisme de ses devanciers. Sa sensibilité pour les souffrances de son peuple, son souci constant d'atténuer autour de lui les profondes inégalités sociales, révélaient un bon cœur, un esprit

ouvert aux idées occidentales de droit et de justice. Son œuvre de réformes se couronna, comme on sait, par l'abolition du servage ... Pourtant, son penchant au libéralisme ne l'empêcha pas d'être par d'autres côtés un tsar tout comme l autres, un Russe dans la pleine acception du mot. Il le fit surtout par sa politique étrangère. Digne continuateur l'œuvre dont Pierre le Grand et Catherine II avaient jet bases, il ne connut qu'un programme extérieur : donner a Russie la clé de Constantinople, réunir les nations orthodoxe des Balkans sous la suprématie de l'église russe, délivrer celles d'entre elles qui demeuraient sous la domination turque, planter la croix de St André sur la Hagia-Sofia à Stamboul. La Turquie était, à ses yeux, doublement l'adversaire. D'abord, elle barrait la route à l'expansion russe vers le sud, puis elle tenait en servitude des coreligionnaires ... Dans les années 1870 et suivantes, on jugea à Pétersbourg que le temps était enfin venu de réaliser l'idée fondamentale de la politique russe. En 1876, le tsar délégua en mission secrète à Vienne le général Sumarokoff. Le but de la mission ne fut connu que plus tard. Il s'était agi de proposer à François-Joseph une expédition commune contre la Turquie pour ensuite se partager son territoire européen. François-Joseph refusa net. La démarche d'Alexandre II caractérisait clairement l'état de ses rapports avec les puissances. Il recherchait, dans la question d'Orient, l'appui de l'Autriche Hongrie contre l'opposition ouverte que continuaient à lui faire, comme à ses prédécesseurs, la France et l'Angleterre.

Vers la même époque, les Bulgares qui avaient vu d'autres nations chrétiennes s'émanciper de la tutelle turque, étaient dominés par la pensée d'être à leur tour libérés de leurs liens de servitude. Ils avaient déjà réussi en 1870 à marquer le caractère national de leur église en se faisant octroyer l'exarchat avec siège à Constantinople et ce premier succès n'avait fait que les enhardir dans leurs aspirations à la liberté politique. Espéraient-ils que le tsar favoriserait un plan de rébellion de leur part ou ne comptaient-ils que sur eux-mêmes ? Le fait est qu'en 1876, agissant de leur propre initiative, ils levèrent l'étendard de la révolte. Malheureusement pour eux, la Russie ne bougeant pas, ils ne furent pas les plus forts et leur soulèvement fut réprimé dans le sang. Leur sort faisant pourtant compassion, les puis-

sances intervinrent et prirent en main leur cause. Une conférence fut convoquée à Constantinople. On y suggéra l'idée de la constitution de deux provinces bulgares autonomes. Mais la Turquie n'en voulut rien entendre et force fut à l'Europe, pour couper court à une dispute oiseuse, de confier à la Russie le mandat de continuer la conversation seule à seule avec la Porte. Cela n'eut pas plus d'effet. Il ne resta au tsar qu'à brusquer le dénouement et à prendre les armes. On sait le reste . . . Quand, en février 1878, après la guerre russo-turque qui avait duré dix mois, les conditions de paix furent débattues à San-Stéfano, petit port de la mer de Marmara, la Russie, se prévalant de sa victoire et surtout préoccupée de sauvegarder ses intérêts, voulut se tracer une sphère d'influence étendue dans les Balkans. Elle s'appliqua à cet effet à faire prévaloir le projet d'une grande Bulgarie qui devait englober les Bulgaries du nord et du sud et toute la Macédoine, sauf la ville de Salonique. Ce faisant, elle reconnaissait — n'était-ce pas clair comme le jour ? — les droits historiques des Bulgares sur tous ces territoires. C'est un point qu'il ne faut pas perdre de vue si l'on veut pouvoir juger en parfaite connaissance de cause ce qu'elle fit par la suite. Le projet fut combattu énergiquement par l'Angleterre, appuyée par l'Autriche-Hongrie. D'une part, il outrepassait le cadre fixé à la conférence de Constantinople, d'autre part on craignait à bon droit que la Russie ne transformât tôt ou tard la grande Bulgarie dont elle rêvait, en une satrapie russe. L'entente ne parvenant pas à se faire entre les cabinets, il n'y eut pas d'autre moyen, pour sortir de l'impasse, que de convoquer quelques mois plus tard une nouvelle conférence qui tint session du 1er juin au 1er juillet 1878. La tâche qui était dévolue à cette conférence, connue sous le nom de Congrès de Berlin, n'était pas des plus aisées. Il s'agissait de forcer la Russie à rabattre de ses prétentions et de réduire à un minimum ses chances de prise d'influence dans les Balkans. Le projet d'une grande Bulgarie, délimitée d'après les traditions historique et ethnique, fut écarté à priori et la majorité se rallia à celui du tronçonnement de la nation bulgare en trois membres : 1. La principauté bulgare, autonome, mais tributaire de la Porte. 2. La province autonome, mais turque de la Roumélie orientale. 3. Des fragments de la Macédoine demeurant provinces turques . . . Ce découpage inattendu

de leur territoire national eut pour effet de meurtrir le cœur des Bulgares. Ils tentèrent de faire appel au Congrès, en certifiant que la Bulgarie ne se laisserait en aucun cas transformer en province russe, mais qu'elle serait toujours un État indépendant, n'ayant en vue que ses propres intérêts. Leur démarche ne servit à rien. Ils durent s'incliner devant la décision des puissances ... Stoïloff qui devait un jour compter parmi les premiers hommes d'État de la principauté, prononça peu de temps après dans une assemblée des mandataires du peuple, ces paroles significatives : « Là bas, en Roumélie, un sanglot se mêle au murmure des eaux de la Maritza. A cette partie qui nous est chère de notre territoire national, on refuse le droit de porter le beau nom de Bulgarie, bien que ses habitants soient nos frères. Espérons que nos politiciens futurs, à force d'énergie et de diplomatie, parviendront à faire réparer cette iniquité. Quant à nous, nous ne serons jamais indifférents, ni inactifs ... »

Les Bulgares ne furent en effet ni indifférents ni inactifs. En dépit des douloureuses amputations que l'Europe avait fait subir à leur collectivité nationale, la délimitation d'une grande Bulgarie, telle qu'elle ressortait des préliminaires de paix à San-Stéfano, devait rester pour tous les temps leur idéal patriotique. Ce fut à ce legs politique, à cette reconnaissance de leurs droits historiques que la Russie, bien qu'elle eût été en vérité inspirée par son propre intérêt, dut d'être regardée par eux comme la grande nation libératrice. Le célèbre professeur de droit Bluntschli écrivait fort justement en 1881 : « Un tel morcellement ne sera pas possible à la longue. Le temps viendra où il faudra réunir ne un seul corps les membres séparés. Assurément, si un jour ou l'autre l'unité bulgare peut s'effectuer sans présenter de danger pour la paix générale, l'opposition des puissances n'aura plus de raison d'être. »

Les Bulgares, dans leur grande majorité, ne jugeaient la situation que par le beau geste du tsar en leur faveur et il n'est pas étonnant que leur cœur en était touché de reconnaissance envers la Russie. D'autres — c'était malheureusement le petit nombre — furent plus clairvoyants. Ils se rendirent parfaitement compte que, — même Alexandre II fût-il animé des meilleures intentions à l'égard de ses coreligionnaires, —

son geste avait été tout platonique et ne le liait pas plus pour l'avenir qu'il ne liait ses successeurs. Le prince russe Dondoukoff-Korsakoff, rencontrant alors l'exarque Arnim plongé dans de sombres réflexions, lui demanda le motif de sa tristesse et le vieillard lui répondit : « Je pense à ceci : Vous nous avez délivrés des Turcs. Qui maintenant nous délivrera de vous ? »

*

Que fût-il advenu, tant il est vrai que la disparition d'un chef d'État de personnalité marquante peut influer sur le cours des évenements, si Alexandre II avait encore vécu ? La sollicitude qu'il montrait pour les intérêts de l'orthodoxie, laissait supposer qu'il apporterait plus de liant que de brusquerie dans ses rapports avec les Bulgares. Autant son esprit était demeuré ouvert aux idées occidentales, autant son fils qui lui succéda — homme tout d'une pièce pour qui les mots de liberté et d'indépendance n'avaient aucun sens — personnifiait la tradition autocratique dans ce qu'elle avait de despotiquement oriental. Sous l'impression de la fin tragique de son père, Alexandre III avait dit : « Il ne sert à rien d'être bon... » Fût-ce par nature, fût-ce par instinct de conservation, il eut dès son avènement le cœur sec. Tel qu'il se fit voir à son peuple, tel il se montra vis-à-vis de l'étranger, entier, autoritaire, n'en faisant qu'à sa volonté.

Jugeant que le libéralisme avait peu réussi au règne précédent, il lui ferma hermétiquement les frontières de son empire. Bien plus, il voulut même priver de ses bienfaits les autres nations slaves qui vivaient en dehors de la Russie et il prit la résolution de les réunir toutes sous son sceptre et de les russifier. Là résidait le secret de son panslavisme intransigeant ou, pour employer un terme plus juste, de son panrussisme. L'Autriche-Hongrie était l'ennemie. Ne favorisait-elle pas les velléités d'indépendance des États balkaniques ? Ne faisait-elle pas participer ses propres nationalités slaves aux avantages de l'autonomie ? L'Allemagne était l'ennemie. N'était-elle pas l'alliée fidèle et éprouvée de la monarchie des Habsbourg ? Et le germanisme ne faisait-il pas obstacle à l'expansion du slavisme ?... Étendre la tutelle russe sur les Balkans, démembrer l'Autriche-Hongrie en profit de la Russie,

abattre la puissance allemande pour frapper en plein cœur le germanisme, tel était le programme multiple dont il se proposait de poursuivre la réalisation . . . Dès lors, l'alliance des Trois Empereurs, dans laquelle Alexandre II avait tenu loyalement son rôle, avait vécu et de nouveaux groupements s'esquissèrent parmi les puissances. Constantinople ne disait rien à Alexandre III et cette pomme de discorde séculaire ayant disparu, il put tendre la main à la France vers laquelle sa germanophobie l'attirait tout naturellement. C'est alors qu'on le vit, lui l'autocrate de toutes des Russies, le contempteur déclaré des idées libérales, écouter, tête nue, comme en extase, l'exécution de la Marseillaise, à bord d'un cuirassé français, en rade de Cronstadt.

Outre qu'en lui, les Bulgares ne trouvent pas un homme de facile composition, ils se heurtent, dans leur rêve d'indépendance, à sa politique qui ne vise à rien moins qu'à ravir aux Balkans leur autonomie. Dès le premier jour, ils doivent défendre contre les empiétements de cette politique les prérogatives de leur prince — Alexandre de Battenberg — qu'ils ont librement choisi et élu. Déjà parvenus à faire de grands pas vers la liberté, ils ne veulent pas faire halte en si beau chemin, ni perdre les bénéfices obtenus. Forts de leurs droits historiques, se jugeant fondés pour les revendiquer à se réclamer de San-Stéfano, ils vont résolument de l'avant. Les esprits sont de plus en plus dominés par l'idée de trancher les liens qui rattachent encore la Roumélie à la Turquie. Motifs psychologiques et considérations ethniques ne sont pas seuls déterminants. La communauté des intérêts économiques entre aussi en jeu. Le 6 septembre 1885, la révolution éclate à Philippopoli et la réunion des deux Bulgaries est proclamée. Surpis par la soudaineté de l'événement, les cabinets européens se trouvent placés devant le fait accompli. Suivent la guerre serbo-bulgare et une nouvelle conférence à Constantinople dans laquelle on se décide à donner en quelque mesure satisfaction aux Bulgares par la demi-solution de la nomination du prince Alexandre comme gouverneur général de la Roumélie. Cette résolution de la majorité des puissances n'est pas pour plaire à Alexandre III. Il n'est pas homme à se laisser mener par un petit peuple, ni dicter la loi par l'Europe. Le nouveau succès remporté par les Bulgares contrarie ses plans poli-

tiques. Il médite sa vengeance, recourt à l'intrigue et demeure le plus fort. Le prince Alexandre doit signer son abdication.

Le peuple bulgare, jaloux de ses droits, ne tarde pourtant pas à prendre sa revanche. Il le fait, en élisant comme prince, par un vote unanime du grand Sobranié, Ferdinand de Saxe-Cobourg et Gotha, le candidat de l'Autriche-Hongrie. Le tsar ne cache pas son courroux. Il refuse de reconnaître le nouvel élu et rompt tous rapports avec la Bulgarie. La rupture n'a, il est vrai, qu'un caractère officiel. En réalité, la Russie ne cesse d'avoir les regards tournés vers le jeune État dont elle cherche, par des menées souterraines, à saper les fondements. C'est le temps où le tsar vindicatif, aussi exaspéré contre l'Autriche-Hongrie auprès de laquelle la principauté trouve son point d'appui, que contre l'Allemagne qui est l'alliée de la monarchie des Habsbourg, aussi monté contre la Serbie que le roi Milan s'obstine à mettre à l'abri de toute ingérence russe, que contre la Bulgarie qui est décidée à sauvegarder son indépendance, élabore son plan de bouleversement général et lie ouvertement partie avec la France. C'est le temps auquel on doit remonter pour découvrir la cause toute première du grand conflit mondial actuel, car M. Isvolsky, l'âme du complot ententiste, n'a fait que reprendre pour son compte, en s'assurant le concours de nouveaux alliés, le plan du tsar défunt.

Sous la conduite de leur prince éclairé et courageux, les Bulgares demeurent fermes dans leur volonté de défendre leur indépendance menacée. On voit entrer en scène des hommes d'État résolus et énergiques — nommons entre autres Stambouloff, Radoslavoff et Tontscheff —, on les voit monter vaillamment la garde autour de leur souverain et veiller sans répit sur les droits de la nation. Époque mémorable où les vrais patriotes, suffisamment informés sur les desseins secrets de l'empire des tsars, sont forcés de recourir au terrorisme pour empêcher les russophiles du pays qui conservent de naïves illusions, d'entretenir des intelligences avec l'ennemi. La presse russe jette les hauts cris, la presse française fait chorus avec elle.

On doit se demander, comme pour Alexandre II, ce qui se serait passé si Alexandre III n'avait pas été emporté par une mort prématurée. De sinistres présages assombrissaient alors le plus prochain avenir. La nouvelle que l'em-

pereur n'était plus ne manqua pas, bien que la personnalité de son successeur fût encore une énigme, de causer un soulagement général en Europe, surtout parmi les petits peuples slaves.

*

L'énigme ne tarde pas à se laisser déchiffrer. Silencieux par nature, Nicolas II parle moins qu'il n'agit et ses premiers actes suffisent à révéler en lui un penchant marqué pour une politique de rapports cordiaux avec les puissances centrales. Il montre de réelles sympathies pour l'Allemagne, sympathies que son mariage d'inclination avec la princesse Alice de Hesse a sans donte encore renforcées. Le voyage prolongé qu'il a fait, comme héritier, jusqu'aux confins orientaux de l'Asie a déterminé son goût prononcé pour les choses d'Extrême-Orient et pour les problèmes politiques qu'elles soulèvent et son esprit s'est détourné tout naturellement des questions européennes. Constantinople, le panslavisme, les Balkans ne l'intéressent pas. L'alliance avec la France le laisse indifférent et par la froideur qu'il affiche, lors de sa visite d'avénement à Paris, visite qu'il a du reste fait attendre longtemps, il éteint l'enthousiasme des Français pour l'alliance. D'un autre côté, il fait bon visage aux cours de Vienne et de Berlin avec lesquelles il paraît décidé à vouloir vivre sur le pied d'une franche amitié. En signant l'accord austro-hongrois-russe qui doit frayer les voies à une collaboration loyale des deux puissances dans les Balkans, il inaugure une ère de relations de confiance avec la monarchie des Habsbourg. A l'effet d'assurer le maintien de la paix, surtout en Europe, il prend l'initiative de la conférence de la Haye. On doit croire qu'il est sincère et qu'aucune arrière-pensée ne se dissimule sous son pacifisme, si ce n'est peut-être celle de pouvoir se donner tout entier aux questions d'Extrême-Orient, sans avoir à redouter de complications en Occident.

La position que l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie — la première ne voulant que l'indépendance de la seconde — occupent vis-à-vis de la Russie est tellement identique que les dispositions conciliantes du tsar ont les mêmes conséquences pour l'une que pour l'autre. Nicolaus II ne tarde pas à tendre la main au prince Ferdinand et à le reconnaître. Pour

n'être pas en reste d'un bon mouvement avec lui, le prince répond par une résolution qui a d'autant plus de prix qu'il lui a certainement coûté, à lui catholique convaincu, de la prendre. Il consent à ce que son fils aîné, l'héritier de la couronne, soit baptisé suivant le rite orthodoxe. Il semble que dès lors tout sera pour le mieux entre les deux pays. Par excès de confiance, on retombe dans beaucoup de milieux bulgares dans les illusions du passé . . .

Le baron de Beyens, ministre de Belgique à Berlin avant la guerre, écrivait fort justement dans un rapport à son gouvernement : « Le plus grand danger pour la paix du monde réside dans l'indiscipline et la politique personnelle des agents russes à l'étranger qui sont presque toujours d'ardents panslavistes ». Cela s'est vu notamment en Bulgarie. Bien que le nouveau cours de la politique russe ait eu pour effet de les reléguer dans l'ombre, les panslavistes ne se tiennent pourtant par pour battus. Ils sont plus que jamais résolus à continuer sous cape l'œuvre d'Alexandre III. Pendant que les Bulgares croient pouvoir, à la faveur des bonnes dispositions du tsar et de l'accord austro-hongrois-russe, poursuivre la réalisation de leur idéal national, les comités slaves de Russie, surtout les sociétés de bienfaisance de Moscou qui sont malfaisantes entre toutes, secondés par les représentants officiels du gouvernement de Pétersbourg, s'appliquent partout dans le pays à dresser des embûches, à ourdir des complots. Il s'agit pour eux de paralyser l'influence du prince auquel ils ne pardonnent pas sa politique indépendante et son origine occidentale, et d'arrêter dans son essor la principauté qui ne saurait plus servir à leurs fins. Leur principale préoccupation consiste, en quoi ils suivent scrupulensement les suggestions du tsar défunt, à préparer la création d'une grande Serbie, augmentée de territoires pris à l'Autriche-Hongrie et à la Turquie et à faire de cette grande Serbie une allonge de la Russie dans la péninsule. Or, le roi Alexandre Ier n'est pas leur homme. Sa politique fait trop, suivant ses convenances, la bascule entre Vienne et Pétersbourg. Il leur faut un roi de Serbie qui soit leur instrument docile, une marionnette entre leurs mains. Et ce roi, ils le trouvent dans la personne de Pierre Karageorgievitch . . . Si le gouvernement russe n'a peut-être pas eu directement la main dans la tragédie de Belgrade, il n'est pas moins responsable

d'avoir complaisamment fermé les yeux sur la complicité de combien de ses agents officiels et semi-officiels . . . Bref, dès son avènement, Pierre Ier fait connaître dans un manifeste à son peuple les conditions de son marché avec les panslavistes ; restauration de l'empire du tsar Douchan, réunion de tous les Serbes sous un seul sceptre, réalisation de l'idéal panserbe. Et dès ce moment-là, que voit-on dans les Balkans ? D'un côté, Ferdinand Ier, un prince librement élu par une nation décidée à demeurer maîtresse chez elle, un prince qui, pleinement conscient de ses responsabilités vis-à-vis de ses sujets, n'a jamais en vue que de servir les intérêts et de sauvegarder l'autonomie de son pays. De l'autre, Pierre Ier, un roi qui a été porté au trône par un vote de commande et qui, pour payer sa couronne, a vendu l'indépendance de son peuple.

L'attention de Nicolas II s'attache d'autant plus sur l'Extrême-Orient qu'il s'y est formé un gros nuage, précurseur de la guerre avec le Japon. Il n'a donc ni le temps, ni la liberté d'esprit qu'il faudrait pour s'intéresser aux Balkans et il laisse de confiance ses agents officiels y faire la politique qui leur convient. Cela est tout à l'avantage des panslavistes ils peuvent à leur gré préparer le terrain pour le temps où leur heure reviendra. Que leur heure reviendra et plus tôt qu'on ne pense, ils le savent fort bien. Et elle revient en effet leur heure lorsque la partie a été perdue pour la Russie en Asie, lorsque l'ouragan révolutionnaire — conséquence de la défaite militaire — a éclaté dans l'empire et en a secoué, ébranlé les fondements autocratiques. Sous l'effet de sombres pressentiments, ayant vu sa politique personnelle sombrer lamentablement, Nicalas II ne découvre dans ce naufrage d'autre planche de salut que le panslavisme et il s'y cramponne. D'un extrême, il tombe dans l'autre. Il brûle ce qu'il a adoré et adore ce qu'il a brûlé. Le rouleau russe qu'il avait mis en branle contre l'Orient, il le retourne soudainement contre l'Occident. Isvolsky sort de l'ombre et devient son homme de confiance . . . illimitée. De sa première politique, il ne connaît plus rien, ni la parole donnée, ni les contrats signés. Il laisse tomber, sans même le dénoncer, l'accord austro-hongrois-russe de Murzsteg et il prend hardiment, aux côtés du roi Edouard VII, son rôle dans l'œuvre d'encerclement de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie.

Dès lors, la Bulgarie qui s'était tant promis des disposi-

tions montrées tout d'abord par le tsar, n'a plus rien à attendre de lui, si ce n'est de le voir remettre en pratique contre elle la politique de son père. En pactisant avec les panslavistes, Nicolas II s'est empressé d'accorder sa sanction au jalonnement du plan à suivre dans les Balkans. La Serbie devient pour lui, comme pour eux, l'enfant gâté auquel on sacrifiera tout, sans considération de ce que pensent ceux qui sont menacés d'être désavantagés et dépouillés ... Il ne reste dans ces conditions aux Bulgares qu'à compter sur leurs seules forces pour réaliser, s'il se peut encore, leur idéal national. Et c'est de nouveau en ne prenant conseil que d'eux-mêmes qu'après la révolution turque de juillet 1908, ils proclament la royauté dans les deux Bulgaries réunies. Au même moment, comme on s'en souvient, l'Autriche-Hongrie annexe la Bosnie et l'Herzégovine ... Il va de soi que, tout comme si Alexandre III vivait encore, le courroux est grand à Pétersbourg. M. Isvolsky jure de faire payer cher leur impudence à ceux qui se sont avisés de déjouer les plans des panslavistes. Ces derniers ne réservaient-ils pas à la Serbie les deux provinces annexées et n'avaient-ils pas convenu que la nation bulgare ne ferait pas un pas de plus sur la voie de l'indépendance ?

Les événements qui ont suivi sont encore trop présents à l'esprit pour qu'il soit nécessaire de les raconter. Que l'on se rappelle les phases successives de la guerre balkanique. Pour la Russie, il n'existe qu'un principe : la Serbie qui s'est donnée à elle corps et âme, a le droit — ce droit fût-il contraire à tout droit historique — de s'agrandir démesurément. La Bulgarie, quant à elle, qui s'obstine à vouloir être indépendante, doit se garder d'étendre par trop ses frontières et surtout de les étendre sur des territoires qui, bien qu'ils aient ésé reconnus bulgares à San-Stéfano, sont revendiqués par les Serbes ... Quand les troupes bulgares marchent triomphalement sur Constantinople, le tsar les somme de faire halte. Constantinople est chasse réservée de la Russie. Quand elles tentent de s'approprier des régions de la Macédoine qui font partie de leur patrimoine national, elles sont refoulées par les Serbes avec l'approbation et peut-être sur l'injonction du gouvernement de Pétersbourg.

En 1902, alors que la Bulgarie croyait encore pouvoir placer sa confiance en Nicolas II, avait été signée entre elle et la

Russie une convention aux termes de laquelle l'armée bulgare devait se tenir, dans des cas donnés, à la disposition de l'empire russe et celui-ci s'engageait, en revanche, à garantir l'intégrité territoriale de la Bulgarie. Or, que se passa t-il après les victoires bulgares de 1912 ? La Russie conçut des appréhensions au sujet de la réalisation de son plan d'agrandissement de la Serbie au détriment de la Bulgarie et M. Sazonoff jugea utile de considérer la convention comme caduque et frappée de nullité. La Bulgarie ayant protesté, le gouvernement du tsar se ravisa ou plutôt, il eut l'air de se raviser, car aussitôt que la guerre serbo-bulgare eut éclaté en 1913, il s'empressa de dénoncer cyniquement le contrat dans le but évident de favoriser l'attaque roumaine contre le territoire bulgare.

Après tout cela, comment la Bulgarie eût-elle pu conserver sa confiance à la Russie ? Elle l'eût fait qu'elle eût tout simplement commis un suicide national. Pour réaliser le plan d'une grande Bulgarie, tel que la diplomatie russe l'avait esquissé à San-Stéfano, elle ne pouvait plus s'appuyer, en dehors de ses propres forces, que sur les puissances dont la politique orientale suivait un cours parallèle à la sienne. C'est ce qu'elle fit l'été dernier et personne, parmi les gens de bonne foi et parmi les vrais défenseurs des droits des petits peuples, ne peut lui en faire le moindre grief . . . Quand le tsar l'accuse d'avoir trahi la cause slave — accusation qui peut se retourner aisément contre la Russie —, quand M. Sazonoff la qualifie de vassale des puissances centrales — reproche déguisé de s'être soustraite à la tutelle russe, ils dénaturent tous deux les faits. La Bulgarie une vassale ! Allons donc ! Son histoire des trente dernières années inflige le meilleur démenti à une pareille assertion. Ce ne sera pas le moindre mérite de son souverain d'avoir su, en luttant pour l'indépendance du pays, louvoyer habilement entre les innombrables écueils semés sur sa route. Aujourd'hui qu'elle est arrivée à bon port, la nation bulgare sait ce qu'elle doit à la clairvoyance, à l'énergie, au savoir-faire de ce pilote incomparable. Le député Dascaloff a dit fort justement dans un récent discours au Sobranié : « Nous devons saluer le tsar Ferdinand comme le véritable tsar libérateur . . . »

Fr. Du Bois.

EN ALBANIE

(Libérateurs et non envahisseurs.

Durant la première campagne balkanique, l'Albanie a eu son sol envahi d'un côté par les Monténégrins, de l'autre par les Serbes et les Grecs.

Au lendemain de la guerre d'Orient, pendant le gouvernement provisoire, il y a eu en Albanie une nouvelle incursion serbe. Au cours de celle-ci, comme l'attestent les témoignages officiels des Italiens et des Autrichiens, ainsi que les rapports des Américains et des Anglais, des centaines de villages albanais furent mis à sac, les maisons pillées et incendiées et les habitants soumis aux pires traitements.

Sous le gouvernement du Mbret Guillaume de Wied, notre pays a été le champ des exploits peu glorieux des soldats grecs, déguisés en pseudo Epirotes, qui brûlaient les villages des Albanais musulmans, obligeant le peuple à un exode en masse vers Vallona, où la moitié des fugitifs périrent de privations et de maladies. Vers la même époque, certaines régions de notre patrie devenaient le foyer d'une agitation intérieure fomentée par ceux qui avaient juré de ne jamais permettre l'existence d'une Albanie formant obstacle à la réalisation de leurs projets aussi égoïstes qu'ambitieux.

Survint enfin la guerre mondiale. L'effroyable mêlée générale, loin d'y mettre fin, ne fit qu'ajouter aux malheurs déjà si grands de la pauvre Albanie. Ce fut d'abord l'Italie, collaboratrice de l'Autriche-Hongrie indépendante, qui occupa militairement Vallona et son hinterland. La presse officieuse déclara alors que le gouvernement de Rome se désinteressait du reste de l'Albanie. Ce premier pas valut à notre pays de voir successivement les Grecs consolider leur occupation de l'Albanie de sud,

Scutari envahi par les Monténégrins, les Serbes redescendre jusqu'aux portes de Durazzo, donnant ainsi la main à l'odieux Essad pacha qui était et est toujours détesté par l'ensemble du peuple albanais à l'égal de tous les détracteurs de l'Albanie intégrale et indépendante.

Ainsi donc, au cours de l'année 1915, après avoir subi tant d'avatars, la malheureuse Albanie vit à nouveau son territoire ensanglanté et presque totalement occupé par les Grecs, les Italiens, les Serbes, les Monténégrins et par leur satellite Essad pacha, qui demeurait à la solde et au service des pires ennemis du pays.

Si nous ajoutons à cela : 1° le blocus italien qui rendait extrêmement difficile l'approvisionnement d'une contrée essentiellement pauvre, où les matières de première nécessité acquirent rapidement des prix absolument inabordables ; 2° la retraite à travers l'Albanie des débris affamés de l'armée et de la population serbes, on aura une idée approximative de la grandeur et de la profondeur du malheur effroyable dans lequel la malveillance et la méchanceté de voisins rapaces plongèrent notre infortuné pays. Et ce qui doublait l'étendue des souffrances endurées par nos frères, c'est que ni dans les pays belligérants, ni dans les pays neutres du continent, pas un mot de compassion n'a été dit, pas un regard de pitié n'a été jeté sur le triste sort de la nation albanaise toute entière, la plus douloureusement et la plus cruellement éprouvée du monde...

*

Les choses en étaient là au moment où les armées austro-hongroises-allemandes et bulgares, après avoir défait les légions serbo-monténégrines, refoulèrent celles-ci vers l'Albanie et entreprirent de les encercler ou de les en chasser. Dans cette œuvre de nettoyage les Albanais ne sont pas demeurés inactifs. Les bulletins de guerre austro-hongrois-allemands et bulgares ont, à diverses reprises, mentionné la participation des troupes albanaises dans les opérations d'expulsion des envahisseurs et oppresseurs du pays.

Tout le monde comprendra qu'il n'y ait eu dans cette collaboration qu'une chose des plus naturelles et ce n'est pas sans une légitime satisfaction que nous constatons qu'à l'heure actuelle une grande partie du sol national est purgée des Serbo-

Monténégrins, Pristina, Ipek, Pjakova, Prizrend, Scutari, Alessio, San Giovanni di Medua etc., ne sont plus foulés par nos oppresseurs.

Ici une question se pose : les Austro-Hongrois-Allemands et les Bulgares viennent-ils en Albanie pour en chasser leurs ennemis — qui sont les nôtres — et rendre aux Albanais leur sol et leur liberté volés au mépris des décisions de la conférence de Londres ? Réaliseront-ils enfin la devise : « l'Albanie aux Albanais » qui fait partie intégrante du principe des nationalités au nom duquel des fleuves de sang ont déjà coulé ?

La réponse à cette double question ne saurait faire l'ombre d'un doute : les Austro-Hongrois-Allemands et les Bulgares viennent en Albanie en *libérateurs*. Et il n'en saurait être autrement, car le passé et même le présent le prouvent. Rappelons sommairement les circonstances qui nous permettent d'affirmer que nous sommes dans le vrai et d'espérer que la restauration de l'Albanie intégrale au sud, à l'est et au nord n'est plus qu'une question de temps.

Depuis plus de quarante ans l'Autriche-Hongrie déploie des efforts considérables et s'est imposé des sacrifices énormes pour diffuser l'instruction parmi les Albanais ainsi que pour développer leur sentiment national.

En 1880, le baron de Korjok, délégué de l'Autriche-Hongrie à la commission des réformes de la Turquie d'Europe, de concert avec le délégué français M. G. Aubarel, proposa à ses collègues d'octroyer à l'Albanie un régime autonome.

C'est l'Autriche-Hongrie, secondée de l'Italie, qui a pris, à la conférence de Londres, l'initiative de la formation de l'Albanie indépendante.

En 1913, au moment où le Monténégro manifesta des velléités de conserver Scutari, l'Autriche-Hongrie obligea le roi Nicolas, par des arguments péremptoires, à évacuer sans délai le sol albanais.

C'est encore l'Autriche-Hongrie qui, au cours de la même année, somma la Serbie de restituer à l'Albanie les frontières que les armées du roi Pierre avaient franchies par un coup de main audacieux.

Les délégués de l'Autriche-Hongrie à la commission de délimitation de frontières et à la conférence de Corfou ont été

les premiers à se rendre compte et à soutenir que l'Albanie méridionale est essentiellement et purement albanaise.

Et quand aujourd'hui les Autrichiens et Hongrois entrent en Albanie pour y donner la chasse à leurs et à nos ennemis, nous n'hésitons pas à dire qu'ils viennent en libérateurs et non en envahisseurs. Et c'est parce que les Albanais ont la conviction inébranlable, la certitude absolue que cette fois ils seront définitivement délivrés aussi bien du joug serbo-monténégrin que de tout autre joug, qu'ils font cause commune avec les Austro-Hongrois-Allemands et les Bulgares.

Une certaine presse italienne, parlant de la coopération des Albanais avec les Austro-Hongrois-Allemands, a poussé l'animosité jusqu'à traiter nes compatriotes de «rebelles à la solde des empires danubiens». Nous nous contentons de répondre à ces confrères que les Albanais ne sont à la solde de personne. En faisant cause commune avec les Austro-Hongrois-Allemands et les Bulgares pour chasser loin du sol national les hordes d'oppresseurs, les Albanais servent la cause de leur patrie, la seule qui leur soit chère.

On évalue actuellement à 10.000 les Albanais qui luttent aux côtés des Centraux. Ils deviendront demain 100.000, car tous considèrent comme leurs libérateurs les Austro-Hongrois-Allemands qui ont été leurs protecteurs de la première heure.

Et nous croyons être les interprètes de la collectivité albanaise en adressant à ses libérateurs nos remerciements les plus profonds pour les secours qu'ils apportent à notre malheureux pays. Nous avons le ferme espoir que les actions militaires qui se déroulent en ce moment mettront fin au martyrologe de notre nation en aidant celle-ci à se libérer de tous les autres envahisseurs, quels qu'ils soient. C'est alors seulement et après que les fautes commises au congrès de Berlin et à la conférence de Londres auront été corrigées que l'Albanie pourra enfin voir se lever sur son sol une aube radieuse annonciatrice d'heureux lendemains.

(L'Albanie.)

CHRONIQUE DE LA GUERRE

30 mai 1916.

C'est le 24 mai de l'année passée que l'Italie s'est rendue coupable d'une félonie sans exemple dans l'histoire universelle en déclarant la guerre à l'Autriche-Hongrie, son alliée, assaillie de tous côtés par des forces ennemis d'une supériorité numérique écrasante. Les Salandra et les Sonnino faisaient miroiter aux yeux du peuple italien une victoire facile et décisive sur notre pays, et l'Entente, au comble de la félicité, escomptait déjà la fin prochaine de la guerre, conforme à ses projets de spoliation. Car, n'est-ce pas, quand on lutte pour la sainteté des traités, on ne pouvait que saluer avec une joie exubérante le petit parjure de l'Italie, puisqu'on espérait que son intervention ferait vite triompher les principes sacrés «du droit, de la liberté et de la civilisation» ?

Le sort des armes et le Dieu de la justice en décidèrent autrement. Après douze mois d'une lutte héroïque — pourquoi ne reconnaîtrions-nous pas que les soldats italiens se battaient aussi avec beaucoup de bravoure ? — l'armée de M. Cadorna n'a pu faire que des progrès tout-à-fait insignifiants et, en somme, l'anniversaire de la trahison allait trouver les Italiens dans des positions qu'ils occupèrent au commencement de leur guerre — absolument inutile et partant plus criminelle que tout autre guerre. Cette situation ne changea que le 15 de ce mois, lorsque l'offensive austro-hongroise fut déclenchée. Avec quel succès, nous ne pouvons le constater encore, puisque nos opérations sont en voie de développement. Mais pour faire ressortir la différence entre les cinq offensives ratées de l'armée italienne et celle que nous

venons d'engager, nous ne mentionnerons que quelques faits saillants d'un ordre général : nos soldats poursuivent l'ennemi en territoire italien ; le nombre des prisonniers s'élève à 30.000, celui des canons capturés à 300 sans parler de celui des mitrailleuses. En deux semaines, nous venons donc de remporter une victoire comme les Italiens n'en avaient su remporter une seule au cours d'une série de batailles sanglantes, et au prix de sacrifices immenses durant presque toute une année...

La bataille qui fait rage autour de Verdun semble avoir atteint son point culminant. La pression formidable que les Allemands exercent sur tout le front français, force les défenseurs à chercher à se libérer de leur étreinte en prononçant des mouvements contre-offensifs. Mais les Allemands ne lâchent pas prise et la situation de leurs adversaires devient de plus en plus critique.

On parle beaucoup de paix en ce moment. A vrai dire, nous n'y croyons pas encore. Sans proclamer l'anéantissement de nos ennemis, nous ne voulons pas de paix boiteuse et nous sommes décidés à aller jusqu'au bout plutôt que d'y adhérer. Tant que nos ennemis ne se rendront pas à la réalité en voyant telle qu'elle est la situation militaire actuelle, tant que des hommes d'État ententistes ne cesseront de déraisonner à propos de leur «victoire définitive» en parlant et agissant comme si c'étaient aux vaincus d'imposer des conditions : on ne pourra pas entamer sérieusement des négociations en vue de la paix.

HISTORICUS.

Le Directeur-Gérant,
GUILLAUME DE HUSZÁR.

Hors Concours.

16 Médailles d'or.

Vins fins mousseux hongrois.

LOUIS FRANÇOIS ET Cº.

Fournisseurs de la Cour Impériale et Royale d'Autriche-Hongrie et de S. A. R. le Prince Philippe de Sachsen-Coburg-Gotha.

CAVES à BUDAFOK, près BUDAPEST.

Marque exquise :

TRANSYLVANIA SEC.

Assurance Hongroise de Rentes Viagères sous forme d'association

Budapest, VI, Andrássy-ut 8 (propriété de l'établissement).

Président de l'Association : le comte Aladár Széchenyi. **Vice-Président :** le comte Thomas Erdődy. **Direction :** Président : baron Joseph Rudnyánszky, MM. Tiburce Dénes, Nicolas Forrai, Dr Sigismond Lévay.

L'établissement étant organisé comme une association, les 70% du bénéfice total sont partagés entre les assurés au prorata des primes versées.

L'établissement s'occupe de tous les genres d'assurances sur la vie aux meilleures conditions et à bon compte. Sont particulièrement recommandées les assurances à vie au profit des familles, les assurances mutuelles des conjoints, les assurances mixtes en cas de décès, combinées avec celles à terme fixe, les assurances de trousseaux pour filles, combinées aussi avec des annuités d'éducation.

POUR TOUTES SORTES DE RENSEIGNEMENTS S'ADRESSER A LA DIRECTION.

MERCUR

SOCIÉTÉ ANONYME DE BANQUE

Budapest, V, Fürdő-utca 3.

Capital social : 10,000.000 Couronnes.

Téléphone : 32—72, 42—74, 176—72, 162—70, 176—71, 176—73.

Dépôts d'argent sur livrets et comptes de chèques. — Lettres de crédit et mandats sur tous les marchés. — Renseignements et procédure gratuits en matière de cautions militaires, matrimoniales. — Escompte et encaissement de Lettres de change. — Comptes-courants. — Comptes de chèques. — Comptes de virements.

Répond à toutes les demandes de renseignements touchant les opérations de banque.

CHEMINS DE FER DE L'ETAT HONGROIS.

Budapest—Vienne—Zurich—Genève

200	d. **Budapest** Ouest..... a.	—	
620	a. Vienne (Marchegg) d.	—	
205	d. **Budapest** Est. ..... a.	140	
640	a. Vienne Ostb.(Bruck) d.	910	
750	d. **Vienne** Westb. ..... a.	720	
710	a. Innsbruck ..... d.	730	
1152	a. **Buchs** ..... d.	221	
1215	d. **Buchs** ..... a.	151	
223	a. **Zurich** ..... d.	1152	
310	d. **Zurich** ..... a.	802	
753	d. Lausanne..... a.	210	
900	a. Genève ..... d.	100	

Budapest—Sofia—Constantinople

* Balkanexpress dép. merc., samedi	* 1155	d. **Budapest** Ouest ... a.	* Balkanexpress dép. mardi, samedi	610
	617	d. Zimony ..... d.		1050
	937	a. **Sofia** ..... d.		835
	1015	d. **Sofia** ..... a.		805
	1020	d. Kuleliburgas ..... d.		848
	700	a. **Constantinople** ...		1205 *

Budapest—Cologne—Bruxelles

930	d. **Budapest** Ouest..... a.	710
550	a. Vienne Ostb. (Marchegg) d.	1125
720	d. **Vienne** Westbahn... a.	1005
1258	a. Passau ..... d.	455
115	d. Passau ..... a.	430
450	a. Nurnberg..... d.	1255
923	a. **Francfort** ..... d.	805
509	a. **Cologne** ..... d.	1148
750	d. **Cologne** ..... a.	1101
140	a. **Bruxelles**..... d.	457

Budapest—Vienne—Munich

205		d. **Budapest** Est. ..... d.	—	140
640		a. Vienne Ostb.(Bruck) d.	—	910
200	930	d. **Budapest** Ouest. ... a.	710	—
620	550	a. Vienne (Marchegg) d.	1125	—
1025	720	d. **Vienne** Westb. ..... a.	1005	610
640	137	a. **Salzbourg** ..... d.	437	943
703	200	d. **Salzbourg** ..... a.	415	910
1015	500	a. **Munich**..... d.	127	600
1225	520	d. **Munich**..... a.	117	547
758	1245	a. Strasbourg ..... d.	539	940

Budapest—Fiume

710	1025	d. **Budapest**..... a.	645	905
228	850	d. Zágráb ..... d.	831	209
730	405	a. **Fiume** ..... d.	1255	810

Budapest—Predeal—Bucarest

210	935	d. **Budapest**	125	735
633	329	a. Predeal	842	1220
811	529	d. Predeal	900	1209
1155	920	a. **Bucarest**	505	750

Budapest—Varsovie

705	d. **Budapest**..... a.	620
505	d. Oderberg ..... d.	1013
1000	d. Trzebinia..... d.	730
1120	a. Zabkowice ..... d.	555
1131	d. Zabkowice ..... a.	544
612	a. **Varsovie** ..... d.	1100

Budapest—Oderberg—Berlin

*Balkanzug dép. lundi et jeudi	650*	650	d. **Budapest** Ouest..... a.	940	1130	*Balkanzug dép. merc. et samedi
	1233	1241	d. Zsolna..... d.	351	552	
	253	325	d. Oderberg ..... d.	110	340	
	521	612	d. Breslau ..... d.	955	1251	
	953	1108	a. **Berlin** Friedr. Str. d.	426	815*	

Berlin—Amsterdam—La Haye

	930	807	d. **Berlin** Friedr. Str. a.	735	557	Express
	1020	829	a. **Amsterdam**..... d.	804	138	
	1106	917	a. **La Haye** ..... d.	706	1248	

Berlin—Copenhague

820	d. **Berlin** Stett. Bhf.... a.	929	Express
719	a. **Copenhague** ..... d.	1020	
	via Warnemünde-Gjedser		

Berlin—Stockholm—Christiania

830	d. Berlin Stett. Bhf.... a.	725
849	a. **Stockholm** ..... d.	830
	via Sassnitz-Trälleborg.	
830	d. **Berlin**..... a.	725
1200	a. **Christiania**..... d.	545
	via Sassnitz-Trälleborg.	

Budapest, Imprimerie de la Société anonyme Athenaeum.

N° 44 de la série entièrement consacrée à la guerre.

IXe ANNÉE. — TOME XVII. 15 JUIN 1916

REVUE DE HONGRIE

Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE:

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président; MM. le Cte ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÖTHY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, Cte ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, Cte MARC WICKENBURG, JULES de WLASSICS, Cte JEAN ZICHY

GUILLAUME de HUSZÁR, Directeur-Gérant.

Mente hungarica,
Verbo gallico.

SOMMAIRE

I. — LA CRIMINALITÉ ET LA GUERRE, par **M. Paul d'Angyal**, Professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Budapest 1

II. — LES TURCS EN PERSE, par **Kara Chemsi** 12

III. — LETTRE OUVERTE A M. ROMAIN ROLLAND, par **M. Guillaume de Huszár** 24

IV. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par **Historicus** 29

BUDAPEST,
I., TIGRIS-UTCA 6.

(En vente chez tous les libraires.)

VIENNE, GEROLD & CIE. — BERLIN (SW 48), BERNHARD STAAR. — LEIPSIC, GUSTAV FOCK.
MUNICH, SUCC. ULRICH PUTZE. — BRUXELLES, J. LEBÈGUE ET CIE. — LA HAYE, BELINFANTE FRÈRES
AMSTERDAM, FEIKEMA. — ROTTERDAM, KRAMERS. — BERNE, A. FRANCKE. — GENÈVE, PH. DÜRR.
ZURICH, C. M. EBELL. — BÂLE, WEPF, SCHWABE ET CIE. — LAUSANNE, JEAN BIEDERMANN.
STOCKHOLM, C. E. FRITZE. — COPENHAGUE, VILHELM TRYDE. — MADRID, FERNANDO FÉ.
BARCELONE, VERDAGUER. — ATHÈNES, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH.
BUCAREST, SOCEC & CIE. — CONSTANTINOPLE, OTTO KEIL. — SMYRNE, ABAJOLI.
NEW-YORK, G. E. STECHERT & CIE. — BUENOS-AYRES, C. M. JOLY ET CIE.

POLITIQUE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE,
ÉCONOMIE SOCIALE, HISTOIRE, LITTÉRATURE, PHILOSOPHIE, BEAUX-ARTS
QUESTIONS DE CULTURE UNIVERSELLE.

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'est assuré la collaboration des hommes d'État et des écrivains remarquables du pays et de l'étranger qui examinent et discutent, d'un point de vue à la fois hongrois et international, toutes les questions politiques, historiques, économiques, sociales et littéraires.

Depuis l'ouverture des hostilités, la REVUE DE HONGRIE est entièrement consacrée aux problèmes relatifs à la guerre. Elle s'efforce d'être aussi impartiale que possible et surtout de mettre en relief le rôle que joue la Hongrie dans la conflagration générale.

La REVUE DE HONGRIE laisse à chacun de ses collaborateurs la responsabilité de ses opinions.

LA REVUE DE HONGRIE

se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'étranger qui en auront fait la demande.

LA REVUE DE HONGRIE

PARAIT LE 1 ET LE 15 DE CHAQUE MOIS

PRIX D'ABONNEMENT:

HONGRIE ET AUTRICHE	un an	**25** cour.
ALLEMAGNE	un an	**25** marcs.
AUTRES PAYS DE L'UNION POSTALE	un an	**30** francs.

Prix des «livraisons de guerre» 1 cour.

LA CRIMINALITÉ ET LA GUERRE

La connexité de la guerre avec la criminalité, c'est-à-dire l'étiologie de celle-ci dans ses rapports avec celle-là, doit être établie non seulement sur des observations et des données statistiques relatives à l'influence que les guerres ont eue dans le passé sur les fluctuations de la criminalité, parce que c'est un postulat scientifique, mais aussi afin d'éclairer l'administration de la justice sur les mesures à prendre en vue de parer à la criminalité pendant la guerre d'abord, puis pendant la période de paix qui la suivra, ce qui exige, comme on le verra plus loin, un redoublement d'énergie et de clairvoyance. Les quelques notices sur la criminalité que nous publions ci-dessous n'ont pas un caractère strictement théorique et scientifique : elles ont plutôt un but d'utilité pratique.

La littérature qui traite de la criminalité a pris ces dernières années un grand essor ; toutefois elle n'a consacré relativement que peu de temps et d'ouvrages à l'étude du rapport qu'il y a entre de la guerre et la criminalité. Voici une liste des principaux auteurs qui ont écrit sur ce sujet : Starke(1), Sternberg,(2) Liszt,(3) Oettingen,(4) Wulffen,(5) Lombroso,(6) Colajanni,(7)

(1) *Verbrechen und Verbrecher in Preussen* 1854—1878 ; Berlin 1884, p. 58—63.

(2) *Das Verbrechen im Kultur- und Seelenleben der Menschheit ;* Berlin, 1912, p. 90—95.

(3) *Das Verbrechen als social-pathologische Erscheinung.* Strafrechtliche Aufsätze. Berlin, 1905, t. II, p. 242—243.

(4) *Die Moralstatistik ;* Erlangen, 1882, troisième édition, p. 459—460, 726—736.

(5) *Psychologie des Verbrechers.* Langenscheidt, t. II, p. 425—426.

(6) *Die Ursachen und Bekämpfung des Verbrechens ;* Berlin, 1902, p. 197—198, 216—217.

(7) *La sociologia criminale,* Catania, 1889, t. II. p. 567—644.

Ferri,[1] Corne,[2] Corre,[3] Tarde,[4] Bonger,[5] et chez nous Vámbéry.[6]

Plusieurs voient dans la guerre un facteur indirect de la criminalité en tant qu'elle favorise le développement du militarisme, lequel est à leur avis la cause de la plupart des maux dont souffre la société et en particulier de la criminalité. « Il male maggiore, che possa produrre la guerra, e quello di sviluppare un suo organo speciale, il militarismo[7] . . . Guerra militarismo sono efficaci fattori di deliquenza. »[8] Corre professe la même opinion. « Le militarisme — dit-il — est une cause puissante de dégénérescence physique et morale. »[9] Je ne crois pas nécessaire de traiter ce côté de la question d'une manière circonstanciée pour ce qui concerne la Hongrie, puisque nous ne connaissons pas le militarisme tel qu'il existe en Italie et en France. Nos officiers reçoivent une éducation telle que lorsqu'ils entrent dans la carrière, ils sont à la hauteur de la situation en temps de paix comme en temps de guerre — on le voit bien aujourd'hui — et qu'ils sont pour la société un élément de force et non une cause de faiblesse. Quant à la troupe, la discipline stricte, mais humaine qui règne à la caserne, a sur elle une action éminemment moralisante.

J'ai connaissance de plus d'un gars indisciplinable qui, rentré dans son village après le service militaire, est devenu un homme d'une conduite exemplaire, ce qui est tout naturel, car il s'y est accoutumé à l'ordre qui est un des plus grands ennemis de la criminalité. Ce n'est pas sans intention que la loi statue que les jeunes délinquants ne pourront être retenus dans les maisons de correction que jusqu'à 21 ans révolus, parce que c'est à cet âge que commence le service militaire,

(1) *Das Verbrechen als sociale Erscheinung.* Trad. Kurella. Leipzig, p. 147—148.

(2) *Essai sur la criminalité, sur ses causes, sur les moyens d'y remédier ; Journal des Économistes*, livraison de janvier 1868, p. 78.

(3) *Crime et suicide ;* Paris, 1891, p. 337—338.

(4) *La philosophie pénale ;* Lyon, Paris, 1892, p. 420—423.

(5) *Criminalité et conditions économiques.* Amsterdam, 1895, p. 95, 291, 571—573.

(6) l'article Criminologie paru dans le *Magyar Jogi Lexikon*, t. II. p. 713.

(7) Colajanni, p. 572.

(8) Ibid. p. 576.

(9) Corre, p. 337.

de sorte qu'on peut espérer que la caserne réussira à mater le jeune détenu, ce dont la maison de correction avait été incapable. Le service militaire chez nous, loin de propager la criminalité est bien au contraire — en dehors de la défense nationale, son principal objet — un moyen secondaire, mais efficace, de combattre la criminalité. Je ferai seulement observer qu'aux effets parfois funestes au point de vue social du service militaire (p. ex. les grosses dépenses qu'il entraîne), il convient d'opposer les avantages qui en découlent pour la défense de l'État et des intérêts de la communauté, lesquels malheureusement ne peuvent être sauvegardés que par la force armée. Mais, à part ces inconvénients, c'est commettre un anachronisme que de représenter le militarisme sous des couleurs aussi sombres que le font Colajanni et Corre. Il y a quelques siècles, et même encore plus ou moins aux temps des guerres de Napoléon, les armées n'étaient guère qu'un ramassis de bandits et en général de gens sans aveu, « Man machte das Gesindel und Proletariat zu Soldaten ».(1), de sorte qu'il ne faut pas s'étonner si la population pacifique craignait les soldats autant que les malfaiteurs. « Jusqu'au XVII^e siècle, en France même, les garnisons royales dans les villes étaient regardées comme un véritable fléau » (2). De nos jours, la France est le seul pays qui entretienne une armée recrutée dans le rebut de la population : c'est la légion étrangère qui contribue à la grandeur de la France sur les champs de bataille tout en servant de dépotoir à la criminalité.

Je vais d'abord donner quelques chiffres pour montrer l'influence de la guerre sur la criminalité. Nos recherches ont porté sur l'époque de la guerre de 1866 entre l'Autriche et la Prusse, et de la guerre franco-allemande de 1870—1, encore plus instructive sous ce rapport. Selon Starke, en 1866, le nombre des poursuites pour crimes et délits a été de 3663 et pour contraventions de 9583, inférieur à ceux de l'année précédente (3). Le tableau ci-dessous montre les oscillations de la criminalité en 1865, 1866 et 1867 et met en relief les cas où la diminution ou l'augmentation est particulièrement frappante.

(1) Sternberg, p. 91.
(2) Tarde, page 422.
(3) Ouv. cité page 60.

Poursuites pour :	en 1865	en 1866	en 1867
attentats contre les mœurs	2.864	2.588	2.732
calomnie et diffamation	8.536	8.086	8.695
attentat contre la vie	596	539	618
coups et blessures	11.077	9.681	9.760
vol	44.162	43.575	51.717
détournement	4.757	4.602	4.973
brigandage	115	102	133
escroquerie	2.654	2.625	2.805
faux	1.464	1.387	1.589
recel et complicité	487	459	625

Tous les crimes et délits sont en forte diminution pendant l'année de la guerre, tandis qu'ils augmentent l'année suivante et, dans la plupart des cas, dépassent les chiffres de 1865.

En revanche le nombre de certains crimes et délits accuse une augmentation pendant la guerre ; en voici le tableau statistique :

Poursuites pour :	en 1865	en 1866	en 1867
crime de lèse-majesté	123	575	177
faux-monnayage	53	76	96
violation de la liberté individuelle	246	249	195
extorsion de fonds	43	58	52
banqueroute frauduleuse	521	537	543
sabotage	3.277	3.339	3.290

La guerre franco-allemande de 1870/71 présente des oppositions encore plus frappantes ; la criminalité est en forte décroissance l'année même de la guerre et augmente de nouveau dans une forte mesure l'année suivante :

Poursuites pour :	en 1870	en 1871	en 1872
crimes et délits	112.341	88.233	102.077
contraventions	169.853	177.402	204.877
vol de bois	369.414	442.081	386.883

Sauf pour les vols de bois dont la fréquence s'explique par l'hiver exceptionnellement rigoureux de 1870—1, la criminalité a diminué pendant la guerre comme en 1866.

Le tableau ci-dessous montre les cas où la baisse est le plus frappante.

Poursuites pour :	en 1870	en 1871	en 1872
faux serment	612	491	659
fausse accusation	230	216	250
offense à la religion	79	51	90
attentat à la pudeur	2.451	1.072	1.262
diffamation	56.964	56.051	67.966
attentat contre la vie	574	558	591
coups et blessures	9.813	7.883	9.906
vol	41.931	38.233	42.503
détournement	4.511	3.738	4.029
brigandage	130	102	204
escroquerie	262	2.083	2.284
faux	1.267	642	684
banqueroute frauduleuse	416	356	233
sabotage	3.313	2.767	3.479

L'année qui suivit la guerre, il y eut — comme pour 1870 — une augmentation des crimes et délits sur 1870.

Certains cas accusent une augmentation pendant l'année même de la guerre de 1870—1 :

Poursuites pour :	en 1870	en 1871	en 1872
crime de lèse-majesté	112	193	134
résistance aux autorités	3.793	3.910	4.787
faux-monnayage	72	90	76
violation de la liberté individuelle	222	249	368
extorsion de fonds	56	66	87
recel et complicité	538	661	922

Pareilles oscillations de la criminalité en 1870—1 ont aussi été observées chez les Français (1), et cette loi trouve encore une confirmation dans la guerre de Sécession d'Amérique (la population mâle des prisons de New-York était de 2617 têtes en 1861, de 2504 en 1862, de 2096 en 1863 et de 1818 en 1864 ; cf. 21e annual report of the Prison-Association of New-York, page 40 et suiv.). Parmi les causes directes de la diminution de la criminalité pendant la guerre, figure naturellement en première ligne cette circonstance que les éléments de la population qui fournissent le plus fort contingent à la criminalité sont sur le théâtre de la guerre et, par suite, dans l'impossible d'accroître le nombre des

(1) Bonger, pages 94, 291.

délinquants. En 1870—1 l'Allemagne avait sur pied de guerre 1,200.000 hommes, nombre à coup sûr bien suffisant pour entraîner à lui seul une diminution de la criminalité.(1) Ce qui prouve le mieux qu'on a parfaitement raison d'attribuer cette diminution au fait que les hommes sont à l'armée, c'est que, pendant la guerre, la criminalité chez les femmes non seulement n'a pas baissé mais a même légèrement augmenté (sur 100 inculpés de crime ou de délit il y avait 19 femmes en 1865, 20 en 1866, 20 en 1870 et 21 en 1871, chiffre qui est tombé à 18 en 1872), circonstance qui s'explique par le fait que nombre de femmes étaient restées sans soutien pendant la guerre et avaient été poussées au crime par la misère. (2)

De plus, une guerre populaire fait sentir son action sur les mœurs, la mentalité de la population civile. Si la guerre est inévitable et nationale, si elle a l'opinion pour elle et, par conséquent, n'est point en opposition avec les opinions privées, elle crée chez les civils mêmes un enthousiasme qui a pour effet de protéger l'individu contre les facteurs habituels de la criminalité ; l'homme est moins porté au mal et cette transformation ne contribue pas dans une faible mesure, avec le facteur mentionné plus haut, à la baisse générale de la criminalité. Quand l'immoralité est trop grande, on sent, pour ainsi dire, le besoin d'un orage purificateur, d'une guerre qui sauvera des âmes. « Die Menschheit braucht von Zeit zu Zeit ein Blutbad zur Auslösung ihrer innersten Natur ». (3) Pendant les guerres des Allemands, cette renaissance morale avec le puissant esprit public et l'enthousiasme patriotique qu'elles font naître, est aussi une des causes de la diminution de la criminalité, à ce qu'affirment les statisticiens allemands. (4)

Outre les deux facteurs d'ordre physique et moral dont nous venons de parler, il en existe un troisième sur lequel Bonger attire l'attention. Tout le monde est tellement pris par la guerre que, sauf les faits punissables en connexion avec celle-ci, il y a moins de dénonciations et de poursuites, surtout pour ce qui concerne les délits peu graves, parce que les autorités sont moins sévères et que les particuliers pardonnent

(1) Starke, page 61. Bonger, p. 573. Corre, p. 78. Vámbéry, p. 713.
(2) Starke, page 207.
(3) Wulffen p. 426.
(4) Starke p. 61.

plus facilement. « La répression du crime étant moins forte, la criminalité paraît moindre qu'elle ne ne l'est en réalité. » (1)

L'augmentation du nombre de certains délits pendant la guerre s'explique le plus souvent par leur nature même. Quelque populaire que soit une guerre, des gens n'en font pas moins porter la responsabilité au souverain, et, de là, l'augmentation du nombre des poursuites pour crime de lèse-majesté ; si les cas de faux-monnayage sont un peu plus fréquents, c'est dans la dépression économique qu'il faut en rechercher la cause ; l'élévation qu'on constate dans le nombre des banqueroutes frauduleuses en 1866 est la conséquence de la crise financière qui sévit pendant la guerre, etc.

L'augmentation considérable et générale du nombre des crimes et délits dans les années qui suivent la guerre est due aussi à la coopération de divers facteurs. La stagnation de l'industrie causée par le manque d'argent et de main d'œuvre, fait sentir ses effets plus tard, et pour peu que la guerre ait duré quelques mois, c'est l'année suivante que les résultats de ce facteur économique deviennent sensibles. Un autre facteur dont les effets se font sentir plus tard dans le domaine économique, est le plus ou moins grand nombre des morts et des individus devenus incapables de travailler par suite de leurs blessures, cause de misère, de désespoir pour les familles. C'est aussi probablement à ce fait qu'il faut attribuer la recrudescence des suicides ; selon Starke, il y en eut 2723 en 1871 et 2950 en 1872, et ce qui prouve que cette augmentation était bien une conséquence directe de la guerre, c'est que les suicides tombèrent à 2826 en 1873.

Mais une chose qui influe dans un sens encore plus défavorable sur la criminalité et dont l'action se manifeste surtout dans l'augmentation du nombre des attentats contre les personnes, c'est le fait que, la guerre finie, nombre de soldats rentrent dans la vie civile ayant perdu le sentiment du respect de la vie humaine et de la propriété, ou du moins avec un sentiment très affaibli de ce respect,(2) et si Colajanni a raison de dire que « le génie de la guerre se nourrit d'or et de sang »,(3)

(1) Ouv. cité p. 573 ; Oettingen, p. 35.

(2) Lombroso, p. 198 ; Colajanni, p. 576. et suiv. Bonger, p. 572 ; Liszt, p. 242.

(3) Ouv. cité p. 574.

il est aussi indéniable que la période de paix qui succède à la guerre porte encore longtemps l'empreinte des passions de meurtre et de destruction non seulement tolérées, mais encore encouragées par les chefs. Ces passions qui agissent par suggestion, imitation et que la société et les États belligérants cherchent à exciter par tous les moyens (« der Staat tut vor und bei der Kriegeserklärung und in der Schlacht alles, um diese Suggestion auch zur Wirkung kommen zu lassen »), (1) jettent dans les âmes des racines qu'on ne saurait arracher de si tôt et qui, sous forme d'actes de violence, continuent à pousser des rejetons alors que, la paix rétablie, aucun besoin ne s'en fait plus sentir et qu'il faut donc s'efforcer de les extirper ou du moins les empêcher de grandir.

De cette incursion dans le domaine de la criminalité, découlent quelques enseignements touchant les devoirs de politique sociale que nous avons à remplir pendant et après la guerre. Les voici :

1° L'État et la société doivent s'efforcer de combattre les effets de la misère et des maladies causées par la guerre.

2° Au cours de la guerre, nous devons nous efforcer de fortifier dans toutes les couches de la population la foi en la victoire finale et la justice de notre cause.

3° Essayons après la guerre d'émousser les instincts brutaux à l'aide de la presse, du théâtre, de conférences publiques, etc.

Pour ce qui concerne le premier point, c'est à l'État de trouver l'argent nécessaire. Je ne vois guère qu'un moyen de se le procurer : ce serait de faire voter par les Chambres un impôt de guerre progressif. Des dons volontaires ne produiraient pas les sommes nécessaires et ne seraient pas proportionnés à la fortune des donateurs. Il n'est que juste et équitable que la portion du revenu qui n'est pas nécessaire à l'existence, qu'on dépensait pour le luxe ou la représentation, soit employée à améliorer la situation de ceux dont les pères, les frères ou les fils versent leur sang pour l'honneur et l'existence de la nation ! La société a le devoir de centraliser et de prendre en main l'œuvre de secours et d'assistance. L'action que j'envisage n'est pas de celles qui doivent le jour à un ca-

(1) Wulffen, p. 425.

price, ne servent souvent qu'à flatter la vanité de quelques-uns et manquent plus ou moins de système, mais une action consciente, où toutes les parties font un tout en se complétant les unes les autres et à laquelle chacun doit coopérer. Il ne me déplairait même pas de voir les autorités dresser des listes des citoyens et des citoyennes capables de travailler qu'on obligerait à fournir un travail utile selon leurs aptitudes physiques ou intellectuelles. En ne consacrant que deux demi journées par semaine à rechercher quels sont les besoins des familles nécessiteuses, à leur porter des secours, à visiter les blessés, à s'occuper des enfants qui ont perdu leur père etc., ce serait encore bien peu de chose auprès de ce que les soldats font pour nous et, néanmoins, les résultats en seraient d'une très grande importance. Mais il me faut encore une fois appuyer sur la nécessité de l'organisation, sans quoi tout ce que nous ferons restera infructueux ou ira même à l'encontre du but visé.

Le second point nous crée des devoirs envers tous ceux qui ont pour mission d'éclairer, de diriger l'opinion oublique. Bien que nous prenions tous part à la propagation des nouvelles, nous sommes cependant en droit d'exiger en premier lieu une manière d'agir conforme à l'intérêt général de la part de ceux qui ont pour mission de guider l'âme collective du peuple. Ce sont entre autres les représentants de la presse et les hommes qui, soit par leur situation, soit par leur autorité morale, sont à même d'entraîner les foules vers l'optimisme comme vers le pessimisme. Certes, on peut discuter la question de savoir lequel de ces deux points de vue est le plus juste ; le pessimiste n'est pas exposé à des déceptions, puisqu'il voit tout en noir et s'attend toujours au pis ; — l'optimiste au contraire regarde d'un œil plein d'espoir le ciel couvert de nuages, attendant le rayon de soleil qui les percera, de sorte qu'il saute avec entrain et courage par-dessus les difficultés. La force de résistance du premier est plus vite brisée par suite de l'état de dépression morale continuel dans lequel il vit ; le second reprend de nouvelles forces au milieu même des déceptions et sa foi le rend capable de continuer la lutte dans les situations les plus difficiles. Je sais fort bien que l'âme humaine, telle que la nature l'a faite, ne peut pas être transformée ou ne le peut que dans une faible mesure par le raisonnement, mais je soutiens d'autre

part qu'il est en notre pouvoir de former l'âme collective, l'opinion publique. Et quelque légitime que puisse être individuellement le pessimisme, pour ce qui concerne les masses, je suis d'avis que la diffusion de l'optimisme peut seule être approuvée, et cela surtout au point de vue du succès de la lutte contre la criminalité. Plus on réussit à porter la foule à l'optimisme, plus la cohésion des éléments qui la composent devient puissante. Le pessimisme isole, l'optimisme unit ; celui-là favorise l'égoïsme et pousse ainsi l'individu vers l'abîme de la criminalité, celui-ci développe l'altruisme et aide par conséquent à éviter ce qui qui peut porter au crime. Efforçons-nous donc de faire naître et d'entretenir chez le peuple un optimisme de bon aloi, car c'est ce qui nous facilitera la victoire dans la lutte contre la criminalité comme dans l'autre ! La presse mérite des éloges pour la grande part qu'elle prend à cette œuvre ; dans ce domaine tout ce que nous avons à faire aujourd'hui, c'est de nous défendre contre la propagation des bruits alarmistes et des fausses nouvelles relatives aux opérations militaires.

C'est la solution du troisième problème qui présente peut-être le plus de difficultés à cause de la faiblesse relative des moyens éducatifs dont dispose la société pour adoucir les mœurs des militaires rentrés dans la vie civile. La presse, le théâtre, les conférences populaires ne peuvent avoir d'action salutaire que sur une infime minorité. Dans ce domaine c'est encore de l'autorité personnelle qu'on peut attendre les meilleurs résulatts. Pendant la guerre, le simple soldat — car c'est surtout de lui qu'il s'agit — s'identifie tellement avec son chef immédiat, pense tellement avec sa tête et sent tellement avec son cœur que dans cet état d'âme où domine une excessive réceptivité, il s'imprègne de la dernière sentence tombée des lèvres de son supérieur lors du licenciement et la rapporte dans la vie civile. Je me demande si les chefs ne devraient pas, à la conclusion de la paix, exhorter leurs subordonnés à se conformer aux mœurs de la société dans le sein de laquelle ils vont rentrer, à se garder de toute infraction aux lois pour ne pas ternir la gloire qu'ils se sont acquise !

Les moyens que je propose n'auront peut-être pas tout le résultat désiré, mais ils valent toujours mieux que rien. Je serai bien heureux si l'on en propose de plus efficaces contre

l'augmentation de la criminalité à prévoir après la guerre, mais j'aurai encore plus de plaisir en constatant par les tableaux statistiques de la première année de paix que, grâce à ces mesures préventives, la guerre n'a pas causé une augmentation du nombre des crimes et des criminels, mais qu'au contraire, elle nous a donné à l'extérieur la sécurité et du prestige, et à l'intérieur, la tranquillité, le bien-être matériel et moral et une vie sociale heureusement équilibrée.

PAUL D'ANGYAL.

LES TURCS EN PERSE

IV.

Les Afchars.

Les Turcs-Afchars qui ont aussi détenu un moment la couronne iranienne sous le Grand Nadir, ne sont pas moins répandus et connus en Turquie qu'en Perse. Les Afchars suivirent les premières invasions seltchoukides à travers le Khorassan, l'Azerbeïdjan et l'Irak-Adjem pour déboucher d'une part à Bagdad et d'autre part au cœur de l'Anatolie. Ils assurèrent pour ainsi dire le service des étapes des grandes campagnes turques et mongoles, car de Mesched à Bolou on rencontre très fréquemment des noms de lieux et d'agglomérations qui rappellent non seulement leur passage, mais leur séjour.

Une importante fraction se rattacha à la fortune des Seltchouks du nord (XI[e] siècle) qui, appréciant leurs qualités guerrières, leur bravoure légendaire, les préposèrent à la défense des marches orientales de la monarchie de Koniah, au sud et à l'est de Sivas où nous les retrouvons aujourd'hui autour d'Azizié, portant toujours la même appellation ethnographique, avec les seuls changements de coutume inhérents au passage de l'état nomade à l'état sédentaire. Établis sur les deux versants de l'Anti-Taurus, il y en a pourtant encore qui vivent en geutchébés transhumants.

Près de Bolou, le village Afchar est habité par des descendants de la même tribu.

(1) Voir la *Revue de Hongrie* du 1[er] avril 1916.

Le groupe ottoman le plus important des Afchars fit, jusqu'au règne du sultan Mahmoud II, la garde au défilé de Geulek-Boghazi, seul passage entre l'Anatolie et la Syrie, à travers le Taurus ; les Afchars vécurent aussi jusqu'au commencement du XIX^e^ siècle à l'état de tribu compacte dans le vilayet d'Adana, particulièrement entre Mézar-Olouk et Pozanti.

Les voyageurs qui allaient de Stamboul en Syrie et vice-versâ se munissaient de lettres de recommandation pour les chefs Afchars de Geulek Boghaz qui percevaient un droit de passage et empêchaient la traversée du Taurus à ceux qui n'avaient pas le bonheur de leur agréer. Les Afchars ottomans tenaient ainsi la clef méridionale de l'Asie Mineure. Aujourd'hui ils sont dispersés et passés à l'état sédentaire, confondus dans le giron turc.

Restés sunnis en Turquie, les Afchars demeurés en Perse furent amenés du Khorassan en Azerbeïdjan par Timour-Lenk qui, sur l'intervention du scheik Séfiuddine d'Ardébil (XV^e^ siècle), les y laissa à son retour aux Séfévis qu'ils servirent avec le zèle et l'ardeur des néophytes.

Le XVII^e^ siècle vit des Afchars se combattre avec acharnement dans les camps opposés des armées ottomane et persane. Les Afchars iraniens constituaient alors une des sept tribus privilégiées organisées par Schah-Ismaïl ; d'autres (d'après Edib-us-Chouerra d'Ourmiah) contribuèrent à la formation du groupe des Schahévèns.

Schah-Abbas assigna la région d'Ourmiah au clan Afchar des Kiazimlou qui comptait alors plus de 10.000 personnes et avait pour mission de défendre la frontière contre les incursions et les déprédations des Kurdes sunnis agissant comme avant-garde des Ottomans dont ils ruinèrent la bonne renommée aux yeux de leurs frères de Perse. Quand on leur parle aujourd'hui d'Ottomans, les Turcs-Iraniens ne peuvent plus penser qu'aux exactions des Kurdes complètement étrangers à leur race qui, plusieurs siècles durant, les ont molestés, pillés, traqués et martyrisés en notre nom ; ainsi le rôle des Kurdes en ces régions a été plus funeste que n'importe quel autre facteur aux sentiments panturkistes qui sans eux, sans leur conduite inhumaine et sauvage, auraient trouvé une ambiance plutôt favorable et prévenu peut-être le développe-

ment du schisme politico-religieux des Séfévis. Les Kurdes, au su ou à l'insu du gouvernement de Constantinople, ont donc contribué au succès des projets de Schah-Ismaïl et ce n'est pas sans raison que les Turcs-Iraniens fuient, craignent et haïssent même les Ottomans servis, secondés, à l'encontre de leurs intérêts par leurs trop cruels mercenaires. De nos jours encore, les Kurdes ravagent régulièrement, à périodes fixes, la plaine d'Ourmiah, détroussent les habitants, pillent les caravanes des Turco-Iraniens, emportent leur récolte, perpètrent toutes sortes de crimes et se réfugient sur leurs montagnes en territoire ottoman, avec leur butin, dès qu'ils rencontrent des forces défensives supérieurs ou qu'ils ont achevé leur œuvre destructive. Sans eux, la riche plaine d'Ourmiah aurait été jusqu'ici transformée en un paradis terrestre et en centre de culture turque. Devant leurs irruptions continuelles, les Afchars ont peu à peu évacué la plaine et appelé à leur secours des Kurdes-Persans qui se sont établis à leur place, de sorte que, à la grande joie des Russes, les menées et les menaces ottomanes ont eu pour résultat d'agrandir en Perse le domaine du kurdisme au détriment du turquisme. Couverts par la protection russe, les Arméniens et les Chaldéens reprenaient également possession de ce domaine conquis douze siècles auparavant par les Turcs. Habitués à voir toujours le gouvernement ottoman pactiser avec les malfaiteurs, épouser leur cause, se laisser influencer par leurs intrigues et dicter sa ligne de conduite par les intérêts illégitimes des Kurdes, quoi de surprenant que les Turcs-Iraniens reçussent en libérateurs les Russes qui, non sans arrière-pensée, il est vrai, mais ne serait-ce que pour nous faire pièce, vinrent convoyer leurs caravanes et les protéger contre les attaques des montagnards, construire leurs routes, employer et bien rémunérer leur main-d'œuvre, aider à relever leurs maisons, servir des pensions à leurs chefs et envoyer leurs enfants s'instruire gratuitement au Caucase. Ainsi, vis-à-vis des Ottomans considérés comme les complices et les protecteurs des bandits qui infestaient, détruisaient leurs foyers et leurs champs, les Russes représentaient pour les Turcs-Iraniens la sécurité de leur vie et de leurs biens, l'ordre et la civilisation. Rien plus que ce parallèle désavantageux pour les Ottomans, ne pouvait éloigner irrémédiablement de nous ces éléments que tout aurait dû con-

spirer à se rapprocher de leurs congénères d'Anatolie. Pendant l'occupation des territoires contestés, nos autorités acéphales et nos troupes régulières elles-mêmes, sans direction responsable, ne se conduisirent pas mieux que les Kurdes dans ces marches frontières déjà désolées par des siècles d'anarchie et de rapines ; elles traitèrent les autochthones en habitants de pays conquis, vécurent sur la population, levèrent de lourdes contributions et se comportèrent de manière à inculquer l'idée que les Ottomans étaient loin de les considérer comme des frères retrouvés.

Si nous autres Ottomans avons l'intention ou la prétention d'agir sur nos frères Turcs-Persans, nous devrons nous mettre bien en tête que nous n'y parviendrons que grâce à une supériorité de culture et de civilisation et non par la force ou par les exactions. Entre les Persans et ceux qui représentent les Ottomans aux frontières, la supériorité est certainement aujourd'hui du côté des premiers. Pour que les Turcs-Ottomans réalisent leur mission et constituent à la tête de l'islam un organisme vivant orienté résolument vers l'avenir, il faut qu'avant tout ils soient réellement supérieurs en culture aux autres musulmans. Toute tentative d'impérialisme qui ne dériverait pas d'une supériorité effective s'effriterait au heurt des faits ou tournerait contre celui qui l'aurait entreprise. L'autorité s'impose, mais on ne l'impose pas. Tant que le Turc-Ottoman ne sera pas plus riche, plus cultivé, plus industrieux que le Turc-Iranien, il ne faut pas compter sur l'assimilation de ce dernier ; or, si l'on considère que le Kurde est à un niveau encore inférieur au Turc-Ottoman, on se rendra facilement compte de ce qui en peut résulter au point de vue de notre influence. En m'attachant à exprimer ces inquiétudes patriotiques, j'appréhende fort qu'il ne soit trop tard pour réparer nos erreurs passées. A cette heure critique de notre histoire où la vérité est le plus puissant des toniques, nous aurions cru manquer à notre devoir en nous la dissimulant.

Pour en revenir oux Afchars d'Ourmiah, ils ont beaucoup perdu aujourd'hui de leur ancienne puissance militaire. Bien que leur Beyler-bey actuel avec leur Salar et leurs cinq Emir-i-Touman prétendent pouvoir lever 5000 guerriers, un simple chef de bande kurde les fait trembler et solliciter la protection russe.

On rencontre encore quelques villages Afchars au Sud du lac d'Ourmiah parmi les Carapapaks de la région de Suldouz et surtout à Saïn-Kalé. Mais actuellement le centre Afchar le plus compact et le moins dégénéré est Kersef à neuf agatchs de Zendjan ; c'est là que réside l'Emir-i-Afchar, Djihanchahan dont le gendre Mirza Fazloullah Han Muzeyen-ul-Soultan a joué un rôle considérable dans les expéditions militaires d'après la constitution, avec ses deux à trois mille cavaliers et fantassins mal équipés. C'est de Kersef qu'était issu le grand mouvement qui à la fin du XVII^{e} siècle aboutit à la semi-indépendance des Afchars, puis à l'élévation au trône de Nadir-Schah, — le plus grand des Turcs modernes — mouvement que les Afchars d'Ourmiah reprirent sans succès contre la naissante autorité des Kadjars, au commencement de ce siècle.

Le domaine central des Afchars iraniens va de Zendjan, à Kizil-Agatch, à Angouran, englobe les affluents du Djagatou et du Sarouk, embrasse tout le cours supérieur de Kizil-Ouzen et s'étend dans la direction de Suléïmanyé et d'Altoun Keupru en Turquie par Divandéré et Kélék-Ova en territoire persan ; le Talvantou-Dagh le sépare au sud du Kurdistan persan. Cette bande de territoire forme le troisième couloir par lequel les Turco-Mongols se sont répandus en Asie Mineure et en Mésopotamie, les deux premiers chemins suivis par ces invasions passant par les vallées de Kars et de Bayezid.

Enfin un troisième groupe assez considérable d'Afchars existe aux environs de Sirdjan dans l'Eyalet de Kirman, du côté de Béloutchistan. Il est formé de deux clans sous autorité de Condja Ali Khan et Saoulet-ul-Mulk qui peuvent fournir à l'Etat plus de 1000 cavaliers dont 100 se trouvent en permanence auprès du gouverneur de Kirman.

En dehors de ces trois principales agglomérations, il y a de nombreux petits groupes d'Afchars dans les provinces d'Isfahan, de Hamadan et jusqu'au Khorassan. Nous pouvons évaluer leur nombre total en Perse à plus de quatre cent mille, dont les deux tiers sont devenus sédentaires et cultivateurs.

Encore que je ne sois guère suspect d'optimisme excessif, j'estime que malgré leurs griefs justifiés, les Afchars n'ont pas l'irrédentisme à rebours, l'hostilité invétérée des Kadjars et

sont parmi les Turcs-Iraniens ceux qui se rapprochent encore le plus des Ottomans. Les plus avancés en civilisation sont ceux d'Ourmiah et les plus guerriers ceux de Zendjan et de Kirman.

V.

Les Schahsévèns.

Schah-Abbas I (1585 à 1628), qui s'allia aux chrétiens d'Occident pour repousser les Ottomans d'une partie de l'Iran d'alors, fut néanmoins le plus fervent imitateur, en Perse, de l'administration et du gouvernement établis à Stamboul par Yavouz-Sultan-Sélim et Suléïman le Magnifique.

Les Persans avaient jusque-là constaté, à leur détriment, la supériorité de l'organisation militaire ottomane.

Inquiet des menées et des ambitions dynastiques des tribus ayant une unité ethnique relative et des chefs traditionnels plus ou moins autonomes, Schah-Abbas voulut créer une institution militaire, semblable à celle des janissaires ottomans, une armée qui fut entièrement dévouée à sa dynastie, laquelle n'étant pas issue directement d'une tribu ne puisait pas sa force dans des éléments stables. Pour remplacer les tribus turques privilégiées qui dans le principe avaient soutenu les Séfévis, il fit appel de toutes parts à des volontaires et mercenaires turcs qui accoururent des quatre coins du royaume, leur assura une solde spéciale et constitua de ce ramassis d'aventuriers et de spadassins une bande de 50.000 guerriers, en partie cavaliers, auxquels il confia la sécurité de sa capitale alors à Kazvine ainsi que celle des frontières septentrionales.

Les prisonniers ottomans capturés pendant les campagnes de 1601 et 1602, les tribus turques sunnis des marches ottomanes subjuguées, les Schiis mongols et seltchouks venus de Bagdad furent enrôlés et incorporés dans cette armée, constituée sous forme de tribu dynastique, divisée en dix clans échelonnés de Kazvine jusque dans l'Azerbeïdjan occidental.

Les Kourbailou et les Bagdâdis s'établirent autour de Téhéran et particulièrement au sud-ouest, entre Téhéran, Koum et Saveh ; leur chef actuel est Chehab-ul-Mulk fils

d'Assaf-ud-Devleh ; les Inanlou se répandirent entre Téhéran et Kazvine ; on en trouve cependant aussi à Valdian près de Khoy.

Les Afchars-Schahsévèns et les Duveyrans (et non Doyran comme écrit Aubin) sont établis sur les deux versants de la chaîne du Hamseh entre Meyaneh et Zendjan, vers Guerrouss.

Les Duveyrans formaient auparavant un groupe assez considérable qui a beaucoup perdu de son importance depuis que les Kurdes-Chakkaks de Saoulet-us-Saltanah ont envahi leurs Kichlaks ; Agha Merdek est le chef actuel des Duveyrans.

Les Yourtchis, les Hadji-Hodjalou, les Kodjabaghlou, les Foulardlou et les Serdarlou occupèrent les montagnes encadrant le bassin du Kara-Sou au nord et le Sahend au sud-est de Tébriz.

Plus clairvoyants en cela que les souverains ottomans, les Séfévis maintinrent ces mercenaires aussi loin que possible des milieux dissolvants des villes ; ce procédé assurait un double avantage : de préserver l'élément militaire des intrigues politiques inhérentes aux cités, et les cités, de l'oppression inévitable de la soldatesque.

Les Turcs-Schahsévèns prirent part à toutes les expéditions des Séfévis contre les Ottomans, puis contre les Russes et défendirent vaillamment les intérêts persans. Ils ont conservé, dans toute sa solidité, leur formation en tribu aux frontières, où leur résistance était souvent mise à l'épreuve, tandis que vers l'intérieur, entre Kazvine et Téhéran, et près des grandes villes, telle que Tauris, beaucoup se sont mêlés à la population sédentaire. Le Savalan-Dagh comme Yaylak et le Kara-Sou comme Djeulgué ou Kischlak demeurent le dernier boulevard compact des groupes nomades qui comprennent aujourd'hui 19.700 familles, partagées en 60 odjaks avec environ 3000 chameaux, 5000 chevaux et 100.000 moutons.

Leurs tentes sont noires, faites de laine de mouton ; leurs femmes sont beaucoup plus belles que les sédentaires et les citadines ; elles se promènent la figure découverte et s'occupent des mêmes travaux que les hommes.

Dans l'intervalle des grandes guerres, des groupes de Schahsévèns pasteurs et nomades s'établirent peu à peu à proximité des centres urbains, remplacèrent les anciens élé-

ments pillés, chassés, tués ou assimilés et entretinrent tout autour du Sahend et du Savalan les florissantes cultures qui font la richesse agricole de l'Azerbeïdjan. Ils remplissent leurs dépôts de céréales, vendent leurs récoltes aux Caucasiens et aux Tehraniens, s'enrichissent, s'adonnent au commerce, servent d'intermédiaires entre les Tebrizlis et les nomades. De la sorte, ils prennent des habitudes différentes, se désagrègent du groupe des tribus et comme toute dissemblance suscite de la méfiance d'abord et de l'inimitié ensuite, leur prospérité relative provoque l'envie des montagnards et leur hostilité. Aujourd'hui les Schahsévèns nomades et les Schahsévèns sédentaires confondus avec les Tates forment comme deux éléments à part, hostiles et rivaux. Les Schahsévèns nomades qui, autrefois, vivaient de pillages en territoire sinon ennemi, tout au moins étranger, continuent à assouvir les mêmes instincts de rapine en mettant régulièrement à sac les villages plus ou moins florissants qui couvrent les flancs de leurs montagnes et les chemins de Serab, de Tauris et d'Erdébil. Les anciens souverains les récompensaient par des distributions de butin de guerre ou des dons de joyeux avènement. Faute de guerre étrangère, les Schahsévèns exercent maintenant leurs instincts traditionnels dans l'intérieur même du royaume.

C'est le cas de tous les nomades et des tribus transhumantes ; nos Kurdes ottomans ne se comportant pas autrement à l'est de l'Anatolie pour le plus grand malheur des Turcs et des Arméniens sédentaires. Quand des groupes d'hommes appartenant à des degrés divers de civilisation vivent côte à côte ; quand ceux qui n'ont que leurs chevaux et leurs tentes, voisinent avec ceux qui possèdent des bœufs et des chaumières, il est impossible que les premiers ne jalousent pas les seconds et ne cherchent à les dépouiller de leurs biens ; mais souvent aussi les sédentaires, montés en degré de civilisation, par le passage de l'état de pasteur à celui de cultivateur, perdent leurs qualités primitives d'endurance, de morale et de simplicité sans acquérir les premières notions de culture, et ne possédant aucune supériorité effective sur ceux qui sont demeurés à la montagne, alors qu'ils leur restent inférieurs en force de solidarité, il est naturel qu'ils demeurent toujours sous le joug des nomades.

De la montagne à la campagne et de la campagne à la cité, la moralité et les valeurs primitives décroissent pour ainsi dire à vue d'œil, sans que cette perte soit compensée en Perse par des vertus équivalentes. L'insécurité, le besoin d'un protecteur, la nécessité d'un défenseur contre des agressions éventuelles font que le cultivateur se livre corps et biens à un seigneur dont il devient plus ou moins le serf. C'est ainsi que la plupart des villages qui couvrent l'Azerbeïdjan appartiennent avec leurs habitants, en toute propriété, aux grands seigneurs Schahsévèns ou autres seigneurs féodaux disposant de bandes armées capables de terroriser les villageois autant que les pillards des alentours.

Une agglomération rurale non inféodée à une tribu ne saurait subsister. La Perse entière vit sous ce régime où il n'y a d'hommes libres que les montagnards et les nomades. Étant donné cet état de choses, on peut s'imaginer l'accueil que les Schahsévèns nomades firent à la constitution. Pour eux, comme pour toutes les tribus persanes et tous les propriétaires fonciers, c'est-à-dire les seuls propriétaires du pays, la constitution équivalait à la disparition des privilèges et des prébendes dont ils avaient vécu jusque-là ; à leur égalité avec les cultivateurs qui comme hommes, et à tous les points de vue, valaient moins qu'eux ; à leur soumission à une autorité centrale fictive qui ne disposait d'aucune force effective et d'aucune autorité morale. Par ce nouvel état de choses, les montagnards qui étaient les maîtres allaient passer sous les ordres des campagnards et de citadins qui étaient leurs inférieurs, leurs serfs et parfois leurs agents.

Passe encore si ceux-ci étaient en mesure de rendre un service au pays ou d'améliorer le sort de la population ; les Schahsévèns voyaient que la révolution était faite par des gens complètement étrangers au pays ou par les moins dignes de contribuer à la régénération du royaume ; ils voyaient ce qu'ils perdaient, ils ne pouvaient voir ce qu'ils gagnaient au change sauf une aggravation d'impôts. Et effectivement ce changement menaçait de leur être nuisible sans profiter à qui que ce fût. Pour briser la force des tribus, pour les remplacer à l'intérieur et contre l'étranger, il fallait une force au moins égale d'abord à celle de plusieurs tribus réunies. Le gouvernement constitutionnel persan ne disposait pas de cette force.

En outre, prenant le parti de la plaine contre la montagne, la constitution persane épousait la cause des Tates-serfs contre celle des Turcs-Seigneurs.

Sur ces entrefaites (1908—1912), les Russes qui avaient jusque-là fermé l'œil à tout, se plaignirent des exactions des Schahsévèns qui attaquaient soi-disant leurs caravanes et envoyèrent contre eux des colonnes expéditionnaires qui sévirent avec une cruauté extrême. De nombreux villages schahsévèns furent pillés, brûlés, rasés, leurs habitants passés au fil de l'épée. Des milliers de malheureux Schahsévèns périrent dans le feu et le sang, parce que quelques balles de marchandises russes avaient été volées sur leur territoire on ne sait par qui, peut-être même encore par des sujets russes. Le gouvernement constitutionnel persan ne s'émut qu'après coup de cette intervention étrangère sur son territoire ; il déclara aux Russes à la veille de se retirer, qu'il était lui-même capable de châtier les coupables et, comme si l'expédition russe ne suffisait pas, il envoya, dans le Savalan, la colonne du révolutionnaire arménien Yephrem, soi-disant chef des troupes persanes, qui, à coup de bombes et de mitrailleuses, acheva l'œuvre destructrice des Russes sur les derniers Turcs-Schahsévèns coupables d'attitude hostile envers un régime établi par des aventuriers sans-culottes. C'est ainsi que de la main des Russes et des Arméniens étaient décimés ceux qui durant trois siècles avaient soutenu le trône de Perse avec une bravoure légendaire.

Les Ottomans qui ne comprirent jamais rien aux choses de l'Iran ne comprirent pas non plus combien le mouvement constitutionnel en Perse était contraire, nuisible aux intérêts des Turcs, les dominateurs ; ils ne virent pas que ce mouvement appuyé sur les Mudjtehids, schiites fanatiques, clergé anti-sunnite au possible, était une simple protestation de la plèbe contre la domination des Touraniens, du bas peuple de tout temps asservi, exploité, sans doute outre mesure, par les Maîtres-Turcs.

La constitution persane était encore une révolte de l'Iran asservi contre le Touran dominateur. Nous ne comprîmes pas que la constitution qui pouvait être une rénovation utile pour les Turcs-Ottomans était essentiellement nuisible aux intérêts des Turcs-Iraniens beaucoup plus maîtres de leur pays sous

la monarchie absolue que nous du nôtre sous Abdul-Hamid ; les conditions étaient différentes, voire diamétralement opposées. Les Turcs en Perse jouissent des privilèges que les Beys albanais et les Sheiks arabes possédaient chez nous sous l'ancien régime, et de même que la constitution ottomane voulut retirer les privilèges des Albanais, la constitution persane essaye de retreindre les libertés des tribus turques. Chez nous, ce sont les Turcs-Ottomans qui étaient les plus sacrifiés et les moins privilégiés ; en Perse c'était le contraire. Ici nous profitions en supprimant les privilèges de nos rivaux à l'intérieur ; là, en Perse, ce sont les propres privilèges des Turcs que nous voulions supprimer. Faute de la connaissance du pays, nous eûmes donc le tort incompréhensible et impardonnable d'assimiler le sort des Turco-Iraniens au nôtre et de croire que ce qui pouvait nous être bon devait absolument leur convenir aussi.

Taine et Sorel ont montré que la révolution française était tombée dans la même erreur en voulant appliquer à l'étranger les principes par lesquels elle essayait de régénérer la France. Tout n'est pas article d'exportation ; dans un autre ordre d'idées, vers la période précédant la guerre, nous avons vu une France anti-congréganiste à l'intérieur protégeant les congrégations à l'étranger. Cela prouve une fois de plus que la vérité varie suivant le temps, le milieu et les circonstances.

En poussant à l'établissement du régime constitutionnel en Perse, nous avons fait, sans le vouloir, le plus grand mal possible à nos frères turcs de là-bas. Aveuglément nous aidâmes les constitutionnalistes, les Bahtyaris et les Anglais à démolir l'édifice de nos anciens congénères Turcs de l'Iran ; à saper le turquisme en Perse, à y détruire une à une les tribus autonomes à l'exception et au bénéfice des non-turques ; à y faire disparaître, sous prétexte d'égalité, les puissants agrégats d'hommes, les seules grandes associations turques du monde, qui conservaient et gardaient religieusement les fortes et nobles traditions de notre race ; car seules les collectivités de cette sorte sont capables de conserver intégralement les traditions que les individus perdent plus ou moins vite selon les milieux par lesquels ils se laissent influencer ou contre l'influence desquels isolément ils ne sont pas de force à lutter ; dans le Touran, les collectivités ont partout accompli jus-

qu'ici leur tâche historique ; c'est maintenant aux individus à donner leur mesure.

Plus encore que cette contribution négative à la destruction du turquisme social tel qu'il avait pu se maintenir, nous contribuâmes positivement à l'effacement pur et simple de notre langue en ne protestant pas contre le vote du parlement persan qui décrétait, sans vergogne, que seule la langue fârsi serait officielle dans un pays habité par six millions et demi de Turcs sur dix de population totale.

Pour avoir eu l'esprit politique de se poser contre cette constitution-là, les malheureux Schahsévèns-Turcs furent impitoyablement isolés, cernés, massacrés par les Russes avec la connivence du gouvernement de Téhéran et achevés par un anarchiste arménien agissant pour le compte des mêmes dirigeants iraniens.

En paraissant venir en aide tantôt à Mehmed-Ali-Schah, tantôt aux constitutionnalistes persans pour la répression des soi-disant tentatives réactionnaires des Schahsévèns, les Russes ne songeaient au fond qu'à leurs propres intérêts politiques et voulaient tout simplement faire disparaître, à leur frontière caucasienne, la seule force compacte homogène qui, exercée et disciplinée, eût gêné leurs premiers mouvements militaires en cas d'invasion. Quant aux Arméniens que Téhéran eut la honte de jeter sur les derniers Schahsévèns épuisés, ce sont les mêmes forçats, lâchés des bagnes, qui formant des bataillons de volontaires aident aujourd'hui encore les Russes dans leur œuvre d'extermination de l'élément turc au Caucase.

KARA CHEMSI.

LETTRE OUVERTE A M. ROMAIN ROLLAND

Dans le n° du 15 avril 1916 de la *Revue de Hongrie,* il a paru un article consacré à M. Romain Rolland, par M. Georges König. Je n'entends pas revenir sur cet essai de critique où M. König, animé d'un sincère amour de la vérité, rend justice aux éclatants mérites que tous reconnaissent à l'œuvre du maître qui a écrit *Jean-Christophe.* Il s'est trouvé, par hasard, que dans le même numéro nous avons publié «une lettre ouverte à M. Alfred Capus» dont le signataire : *Un Hongrois* attaquait — avouons-le franchement — d'une manière assez vieve les débauches de plume auxquelles s'adonnent beaucoup de Français et d'Anglais à propos de la guerre néfaste qui nous désole. C'est à cette coïncidence malencontreuse des deux articles d'un ton tout à fait différent que je dois l'honneur d'avoir reçu de M. Romain Rolland la lettre que voici et que je reproduis intégralement :

Lundi 24 avril 1916.

Monsieur,

En tout autre temps, l'article de M. Georges König m'eût été agréable. Mais je regarde comme une insulte d'être loué par une revue qui, dans le même numéro, sous la signature anonyme d'un Hongrois, outrage grossièrement mes compatristes (p. 15 et suiv.). Qui se livre à ces indignes violences n'a pas le droit de juger les violences de ses adversaires.

Romain Rolland.

Genève, hôtel Beauséjour.

Je ne veux pas polémiser avec M. Romain Rolland ; qu'il me soit permis seulement de faire quelques remarques au sujet de sa lettre.

Disons-le tout d'abord que, personnellement, nous ne sommes pas d'accord avec l'auteur anonyme de la lettre ouverte citée, surtout en ce qui concerne ses critiques acerbes des Fran-

çais et des Anglais. Néanmoins, comme nous nous faisons un devoir de respecter la liberté de la discussion en laissant à chacun de nos collaborateurs la responsabilité de ses opinions, nous n'avons pas cru devoir refuser de publier la lettre incriminée par M. Romain Rolland.

A l'appui de notre objectivité, objectivité nuancée de sympathie pour la France, nous ferons ressortir que, malgré la guerre, nous sommes restés fidèles à la francophilie traditionnelle des Hongrois, en publiant de nombreux essais où il est parlé des Français en termes on ne peut plus élogieux; (1) ainsi, pour ne cite rqu'un exemple, nous détachons ce passage d'un article paru dans notre périodique (nº du 1 décembre 1915, p. 14) :

Si malgré la situation politique, les Hongrois se sentent attirés vers les Français, c'est qu'il existe des similitudes de caractère entre les deux nations et une certaine aptitude de la race hongroise à s'approprier la manière française de penser et de sentir. Il suffit de nous rappeler que le règne des Anjou en Hongrie compte parmi les époques les plus glorieuses de notre histoire. Le souvenir des combats héroïques de ce temps et la législation salutaire du roi Louis le Grand, ont laissé des traces vivantes jusqu'à nos jours. La littérature française du XVII^ième^ et du XVIII^ième^ siècle a exercé une influence féconde et décisive sur la littérature hongroise — on date la régénération de celle-ci du jour où Bessenyei, l'admirateur et l'imitateur de Corneille, de Racine et de Voltaire fit paraître son premier ouvrage dramatique. Les idées de la Révolution éveillent dans l'âme des Hongrois un écho enthousiaste ; la lutte que la Hongrie soutient pour sa liberté, rencontre de vives sympathies en France. Après 1848, les exilés hongrois trouvèrent un refuge sur les bords de la Seine ; nos grands artistes y trouvent une seconde patrie. La facilité et l'élégance de la vie, ses raffinements qui, sous une frivolité apparente, dénotent une conception large et noble de l'existence, nous conviennent mieux que le sérieux méthodique, tenace, un peu lourd des Allemands. La nature enthousiaste, généreuse et brave des Français, la vivacité de leur intelligence, leur brillant esprit, leur bon goût et, par dessus tout, leur amour de la liberté sont des qualités qui feront toujours aimer les Français. Leurs défauts mêmes ne sont pas répugnants ; nous savons qu'ils répudient et qu'ils réparent leurs erreurs dès qu'ils les ont reconnues. Aucune autre nation n'aurait eu la force morale de revenir sur ses fautes, comme la France l'a fait maintes fois au courant de son histoire.

(1) Voir encore, parmi beaucoup d'autres, les articles de M. Jules de Végh dans la *Revue de Hongrie* du 15 janvier et du 15 février 1916.

Le fait même d'avoir publié, en temps de guerre, un article impartial quoique louangeux sur vous qui êtes un écrivain français, devrait déjà témoigner en faveur de la liberté d'esprit avec laquelle nous accueillons les idées s'inspirant d'une bonne foi évidente. Nous croyons, du reste, que notre Revue, née des sentiments d'amitié existant entre la France et la Hongrie, n'est pas seule à être signalétique d'une mentalité tout à fait différente de celle des Français à notre égard. Car si nous avons souvent publié des articles où étaient stigmatisés certains organes de la presse et certains hommes d'États de l'Entente, nous n'avons jamais fait preuve d'esprit de sectaire dans le domaine de l'art, de la littérature et de la science. Que l'auteur de la lettre adressée à M. Capus n'avait pas tout à fait tort de s'indigner de la violence frisant la démence d'une certaine presse française, cela est prouvé, entre autres, par le passage que nous extrayons d'un article de la *Revue de Paris* (1er mars 1916, page 138) :

Nos journaux peuvent vous paraître rédigés par des déments ; il est tels articles, signés de noms respectables, que nous voyions naguère au bas d'une prose bien différente. Cette littérature de guerre vous irritera peut-être un jour, mais elle aura été utile, nécessaire, elle est noble dans ses intentions. Il ne s'agit plus *d'art pour l'art.* S'il se fait du grand art pendant la guerre, nous ne le connaîtrons qu'après. Mais soyez sûre qu'il s'en fait.

«Pour aimer assez la Patrie, il faut l'aimer trop. Car cette guerre est sacrée, la justice la veut ; le ciel l'autorise ; c'est une Croisade. Contre de tels ennemis, contre un tel effort de destruction barbare, *toutes les haines sont légitimes, toutes les colères sont saintes* . . . .« Ces phrases sont prononcées du haut de la chaire dans l'église de la Madeleine, par un prêtre.

Eh bien ! jamais chez nous ou chez nos alliés, un prêtre, un laïque ou un militaire n'ont prononcé de semblables paroles. Même sous le torrent de haine déversé sur nous, nous ne nous sommes laissés égarer par des sentiments tellement odieux. Au milieu d'une lutte à vie et à mort contre des ennemis possédant sur nous une supériorité numérique écrasante, nous n'avons jamais proclamé que notre but était d'annihiler des nations libres, quoique nous ne soyons pas partis en guerre pour défendre — à l'instar de l'Entente — l'indépendance d'autres peuples, obligés que nous étions de défendre notre propre existence nationale. Et si parfois nous avons été entraî-

nés à répondre du tac au tac à nos adversaires, jamais nous n'avons poussé le zèle «patriotique» jusqu'à déclarer que toutes les haines sont légitimes et toutes les colères saintes . . .

En Hongrie, spécialement, nous sommes d'une tolérance qui paraîtrait incroyable à certains de vos compatriotes, M. Rolland. L'ostracisme pratiqué à l'égard des productions de l'esprit des nations belligérantes, est inconnu chez nous. Le français, l'anglais, par exemple, sont enseignés comme auparavant dans nos écoles publiques de tout degré ; les pièces des classiques français, anglais et russes n'ont pas été non plus exilées du répertoire des théâtres hongrois. Molière est joué à notre Théâtre National, comme en temps de paix, devant des salles combles ; Shakespeare jouit chez nous, même aujourd'hui, d'une popularité beaucoup plus grande que dans le pays qui l'a vu naître . . . A la fête de son troisième centenaire, célébré il y a quelques semaines à Weimar, la Hongrie s'est fait représenter par le président de son Académie, et l'éclat de cette fête n'a pas été un seul instant terni par les sentiments soi-disant haineux qu'on attribue aux Allemands à l'égard des Anglais . . . Notez bien que je n'entends pas tirer vanité de tout cela ; nous autres Hongrois, nous trouvons naturel qu'il en soit ainsi, mais en est-il de même chez nos adversaires ?

Je ne vous dirai rien des prisonniers de guerre qui sont traités chez nous comme nos propres soldats ; permettez-moi seulement de vous rappeler que vos compatriotes ne sont point internés chez nous comme les Hongrois en France ou en Angleterre ; que Français, Anglais, Russes et même Italiens continuent à vivre ici et vaquent à leurs occupations comme en temps de paix ; ils sont tenus de se présenter de temps en temps devant les autorités compétentes, mais à part cela, ils jouissent d'une liberté égale à celle des nationaux du pays.

Telle étant notre façon d'agir vis-à-vis des civils appartenant aux nations belligérantes, ne soyez donc pas surpris que quelques-uns de nous aient été scandalisés par les honteux procédés dont certains Français se sont rendus coupables à l'égard de nos compatriotes qui se trouvaient en France lorsque la guerre a éclaté et que la manière peu chevaleresque dont y sont traités aujourd'hui même les internés hongrois

soulève l'indignation générale dans notre pays. Ajoutez à cela que votre presse patriotarde n'a pas cessé, dès le commencement des hostilités, d'insulter la Hongrie et les Hongrois (voyez tout récemment le n° du 11 avril 1916 du *Matin* dont il a été parlé dans le n° du 1er mai 1916 de la *Revue de Hongrie)* et vous trouverez peut-être explicable, sinon excusable qu'il se trouve chez nous des personnes qui, comme l'auteur de la lettre adressée à M. Capus, se livrent à des excès de langage analogues à ceux qui infestent votre littérature de guerre.

Permettez-moi encore pour finir de faire mention d'une chose qui me concerne personnellement, mais qui, peut-être, présente un intérêt significatif. J'ai professé, cette année même, à l'Université des Sciences Techniques un cours sur la littérature française moderne où j'ai aussi parlé de vous avec toute l'admiration que je porte à votre œuvre d'une si large humanité. Je ne crois pas que, dans aucune école de nos adversaires, il eût été possible d'apprécier un maître contemporain qui se trouve, par hasard, appartenir à une nation du camp ennemi. J'ai l'honneur de vous saluer, M. Rolland. A des temps meilleurs.

GUILLAUME DE HUSZÁR.

CHRONIQUE DE LA GUERRE

14 juin 1916.

La quinzaine qui vient de s'écouler a été riche en événements importants.

Par ordre chronologique, nous devons mentionner la batailllle navale qui a eu lieu du 31 mai au 1er juin, près du Skager-Rak, entre la flotte anglaise et la flotte allemande. La flotte anglaise qui, selon le mot de Mr. Churchill, devait aller relancer, dans sa cachette, la flotte allemande pour l'y anéantir, est sortie assez vaincue de sa première rencontre avec la flotte allemande si méprisée. Il est vrai que les journaux anglais et, après eux, les journaux ententistes se sont donné beaucoup de peine pour persuader le monde (surtout le monde des neutres) que c'étaient les Anglais qui ont remporté la victoire, mais nous devons constater en toute vérité que même parmi les journaux ententistes il s'en est trouvé beaucoup qui n'ont pas enjolivé la défaite. Les pertes de la flotte anglaise sont tellement supérieures à celles de la flotte allemande que si les Anglais enregistrent beaucoup de «victoires» pareilles, la maîtrise de la mer, déjà assez ébranlée, appartiendra aux rêves du passé.

Un autre événement, d'une importance également considérable, fut la mort de lord Kitchener, péri misérablement en haute mer, — cette mer qui appartient, comme tout le monde sait, exclusivement à l'Angleterre . . .

La bataille de Verdun fait rage comme auparavant. Il est indéniable que les Allemands font des progrès continuels, bien que le lieutenant-colonel Rousset ne leur reconnaisse d'avancer que «par étapes courtes»; tout dernièrement, ils

se sont emparés du fort de Vaux qu'ils avaient pris et reperdu il y a quelques semaines. La prise du bois de Caillette est un autre succès également important des combats récents entre Allemands et Français. Les journaux français pèsent déjà le pour et le contre d'une évacuation éventuelle de Verdun, tant les sacrifices sont sanglants que coûte à l'armée française la gloire de tenir cette forteresse. Nous continuons à croire, comme auparavant, que sa chute est inéluctable.

Notre offensive en Italie se développe de plus en plus favorablement. Assiago et Arsiero sont tombés et la ceinture de forts est percée; nos troupes se sont frayé un chemin vers la plaine lombarde. Ainsi, le sol de l'Italie se trouve de plus en plus envahi par l'armée de cette Autriche-Hongrie qu'on considérait déjà comme vaincue au moment même où les Italiens, en commettant le parjure le plus odieux de l'Histoire, déclancheraient leur guerre qu'ils avaient le courage de dénommer «sainte». Voici ce qu'écrivait, par exemple, M. Gatti dans le *Corriere della Sera* immédiatement après la déclaration de la guerre de l'Italie: «L'Autriche-Hongrie ne pourra plus, dès que l'armée italienne fera son apparition, se maintenir une seule minute. Si la monarchie autrichienne prélève des troupes sur le front russe ou serbe pour pouvoir se défendre sur le nouveau front, les armées russes passeront les Carpathes et inonderont la plaine hongroise, cependant que les troupes serbes avanceront au nord, rejoindront les Russes entre le Danube et la Tisza, occuperont la Hongrie et marcheront sur Vienne. Dans l'autre cas, c'est-à-dire si l'Autriche-Hongrie veut se maintenir sur les fronts russe et serbe, ses frontières vers l'Italie resteront dégarnies et alors la guerre italienne contre la monarchie danubienne deviendra une promenade militaire. De toute façon donc, la dernière heure de l'Autriche-Hongrie a sonné.»

L'offensive russe engagée pour soulager les Italiens en détresse, se poursuit avec un grand acharnement sur un front long de 350 kilomètres. Nous ne voulons pas nier, comme c'est l'usage chez nos adversaires, que les armées du tsar ont remporté par-ci par-là quelques succès locaux,

mais en somme, nos lignes sont restées inébranlables. Ajoutons que les pertes peu communes même chez les Russes que nos canons et mitrailleuses infligent à l'ennemi, qui attaque en masses compactes, ne sont nullement en rapport avec l'avance de quelques kilomètres qu'il peut enregistrer sur certains points du front.

La question de la paix, sans disparaître tout-à-fait de l'ordre du jour de la politique mondiale, a été moins agitée ces jours derniers qu'au cours du mois passé. Que cette question est loin de pouvoir être traitée avec des chances de la faire aboutir, cela résulte, entre autres, des articles les uns plus déraisonnables que les autres de la presse adversaire. Voici, par exemple, les divagations que M. Benoist publie à ce propos dans le n° du 1 juin 1916 de la *Revue des Deux Mondes*. Se référant à la déclaration suivante de M. Wilson: «Quand vous ne pouvez vaincre, il vous faut prendre conseil pour un arrangement», il dit:

«Il ne nous appartient pas de rechercher dans quelle mesure un tel langage est du président en fonctions de la République américaine ou du futur candidat à l'élection présidentielle d'octobre. Les cœurs les plus fermes ont leurs faiblesses, et il n'est pas d'ambitions plus tyranniques que celles qu'on avait juré de ne pas avoir. Certaines gens prétendent que la concurrence de M. Roosevelt n'a pas été sans influence sur la résolution que M. Wilson a montrée dans la rédaction de sa note du 20 avril: on prétendra, demain, que la candidature du pacifiste M. Ford, adoptée par deux des États de l'Union, aura contribué à réveiller, à raviver l'instinct qui est au fond de l'âme du Président. Mais il n'importe. De sa seule initiative, ou à la prière de l'Allemagne, pour le bien de l'humanité, par des considérations plus étroites, si M. Wilson n'en est pas encore à proclamer, déjà, en quelque sorte, il murmure, il souffle: la paix! Et c'est son droit. Le nôtre est de n'écouter que lorsque notre heure sera venue. A l'homélie du Président Wilson, M. Raymond Poincaré, M. Aristide Briand, pour la France, M. Asquith et sir Edward Grey pour la Grande-Bretagne, M. Sazonoff pour la Russie, ont, par avance, ou tout de suite répondu. La paix seulement quand les réparations nécessaires auront été faites, quand la Belgique et la Serbie auront été relevées et dédommagées, quand les Austro-Allemands auront évacué la Pologne, quand la plaie qui saignait à notre flanc depuis quarante-cinq ans aura été fermée de telle manière que jamais plus elle ne puisse se rouvrir; quand l'assassin aura été puni et quand le voleur aura rendu gorge; quand la force brisée aura confessé à genoux qu'il n'y a de droit que le droit; quand l'Allemagne, enfin, aura été mise hors d'état de nuire ou d'épouvanter, et quand

nous aurons sauvé d'elle pour des siècles, dût-il nous en coûter toute une génération, la génération qui grandit et celle qui va naître. Que M. Wilson daigne s'en convaincre : tous les hommes d'État de l'Entente, en parlant ainsi, se tiennent précisément «dans les limites de leur responsabilité», et ils n'en sortent pas, mais ils les emplissent, et leur faute serait un crime, s'ils s'arrêtaient à mi-chemin. Quant à lui, vouloir imposer ou insinuer la paix, alors qu'il ne peut y avoir la paix, alors que, pour les peuples martyrisés, «la folie de l'épée» est devenue une espèce de «folie de la croix» ; que le devoir, pour nous, n'est plus seulement patriotique, mais mystique, ce ne serait pas servir l'humanité, ce serait servir l'Allemagne, ce serait tenir les bras de l'humanité pendant qu'on l'outrage et qu'on la poignarde.»

HISTORICUS.

Le Directeur-Gérant,
GUILLAUME DE HUSZÁR.

Publications données gratis et franco de la part du Ministère R. H. de l'Agriculture.

Le Ministère Royal Hongrois de l'Agriculture nous prie d'informer nos lecteurs qu'il fera parvenir, gratis et franco, les publications sous-mentionnées à tous ceux qui s'intéressent aux questions qu'elles traitent. On peut s'adresser à la Direction de la REVUE DE HONGRIE (I., Tigris-utca 6.) et indiquer les publications qu'on désire recevoir; elles seront expédiées directement par les soins du Ministère R. H. de l'Agriculture.

1. **La sériciculture en Hongrie.**
2. **La viticulture en Hongrie.**
3. **Lois les plus récentes de la Hongrie relatives aux ouvriers agricoles.**
4. **Instruction relative aux travaux de révision décennaux de la gestion forestière.**
5. **L'administration des eaux en Hongrie**
6. **Le service national hydrométrique en Hongrie.**
7. **Nivellements de haute précision de 1890 à 1895 de la section hydrographique de la Direction nationale du service des eaux.**
8. **L'état actuel des jaugeages en Hongrie.**
9. **Le service de l'hydraulique agricole en Hongrie.**
10. **École royale hongroise des commis de l'hydraulique agricole.**
11. **Les travaux de régularisation et d'endiguements en Hongrie.**
12. **Le service des ingénieurs sanitaires en Hongrie.**
13. **La pêche et la pisciculture en Hongrie.**

LOTERIE

ROYALE HONGROISE PRIVILÉGIÉE EN CLASSES

SOCIÉTÉ ANONYME

BUDAPEST, IV., ESKÜ-TÉR 5.

MERCUR

SOCIÉTÉ ANONYME DE BANQUE

Budapest, V, Fürdő-utca 3.

Capital social: 10,000.000 Couronnes.

Téléphone: 32—72, 42—74, 176—72, 162—70, 176—71, 176—73.

Dépôts d'argent sur livrets et comptes de chèques. — Lettres de crédit et mandats sur tous les marchés. — Renseignements et procédure gratuits en matière de cautions militaires, matrimoniales. — Escompte et encaissement de Lettres de change. — Comptes-courants. — Comptes de chèques. — Comptes de virements.

Répond à toutes les demandes de renseignements touchant les opérations de banque.

Excursions par bateaux à Visegrád et pour le Bas-Danube

Le public de la ville de Budapest, de même que les visiteurs de la province et de l'étranger qui y séjournent temporairement, ne sauraient trouver un passe-temps plus agréable qu'en faisant une excursion en bateau pour visiter **Visegrád**, qui est une commune située à quelques heures de distance de Budapest, remplie de souvenirs historiques et riche en beautés naturelles de toute sorte.

Le bateau part de la station située sur l'**Eötvös-tér** (côté de Pest) à 8^{h} 30 de matin et à 2^{h} 20 du soir ; de la station **Pálffy-tér** (côté de Bude), 10 minutes après le terme indiqué. Il passe devant l'**île Marguerite** et plus loin, devant les ruines d'**Aquincum**, ville fondée par les Romains, pour s'engager, après, dans le bras du Danube, plus étroit et plus pittoresque qui tire son nom de la ville et de l'île de Szent-Endre en touchant les villégiatures les plus agréables, visitées par une foule de touristes. En quittant la dernière station située sur l'île déjà nommée, c'est-à-dire après Kis-Oroszi, les deux bras de Danube se rejoignent de nouveau, et l'on arrive à **une des parties les plus accidentées des rives de ce grand fleuve, qui peut supporter la comparaison avec les sites romantiques de la vallée du Rhin les plus renommés.**

Arrivé à **Visegrád**, on peut admirer à loisir ce site merveilleux. Les ruines majestueuses de l'ancien château royal du même nom nous rappellent les splendeurs passées de ce séjour de prédilection de nos rois de la maison d'**Anjou**, notamment de **Louis le Grand** et du roi populaire **Mathias Corvin.**

Sur la côte, on aperçoit la **Tour de Salomon** où a été emprisonné le roi de ce nom, après avoir causé beaucoup de troubles. Plus haut, se trouve la croix de fer élevée en mémoire de l'infortunée **Claire Zách**, victime d'un séducteur princier. Dans les bois ombreux qui entourent le château, s'est déroulée l'idylle charmante du roi Mathias et de la **Belle Ilonka** ; épisodes qui ont tous été chantés par nos poètes. **Le prix du billet aller et retour pour Visegrád, en première classe, est de 2 couronnes.**

Le voyage fluvial le plus intéressant est sans conteste la visite de la contrée montagneuse que traverse le Danube avant de sortir de notre patrie. Il s'agit des **Portes de Fer**, qui sont un phénomène unique en leur genre, car le Danube traverse toute une série d'obstacles naturels, des rochers abruptes et d'une beauté sauvage qui lui barrent la route et qui produisent des gouffres, des chutés d'eau et des rapides et détroits tourmentés d'une grande variété qui sont visités par une infinité de voyageurs accourus des quatre coins de l'horizon. Il suffit de mentionner les détroits dits **Kis-** et **Nagy-Kazán** qui surpassent de très loin, en beauté sauvage les rapides du Rhin entre Bingen et Coblentz.

Voilà un petit résumé de ce spectacle merveilleux : On arrive d'abord aux deux rochers à pic s'élevant au milieu du Danube **Babakaj** et **Biosli**, puis viennent les cataractes nommés **Izlás, Greben, Dojke, Kozla, Grand-** et **Petit-Tachtalia** et **Juc.** On rencontre ensuite les rapides et les masses rocheuses d'un aspect étrange nommés **Grand-** et **Petit-Sterbec, Grand-** et **Petit-Sucaru** et autres aspects du détroit **Kazan** ; les cavernes **Veterani, Ponyikova, Chauve-Souris.** Il faut y ajouter les ruines d'une série de châteaux qui ont joué un grand rôle dans l'histoire nationale : **Semendria, Golubac, Fort S^{t} Ladislas,** etc. Le tout forme un spectacle curieux et grandiose qu'on n'oublie plus jamais.

Le voyage pour le Bas-Danube peut s'effectuer de trois manières différentes : en prenant le train à Budapest pour Zimony (en face de Belgrade), pour Báziás ou pour Orsova, et on continue sur les bateaux superbes et confortables de la **Société de Navigation fluviale et maritime Hongroise.** Départ des bateaux dans les deux sens trois fois par semaine : de Zimony et de Báziás à Orsova les dimanche, mardi et vendredi, d'Orsova à Báziás et Zimony les lundi, jeudi et samedi. On part la veille de Budapest par le train, en arrivant à Zimony on embarque de suite sur le bateau et l'on y couche. Prix du billet aller et retour de Budapest : par Zimony à Orsova ou en sens contraire : 1re classe 54 C. 80, 2^{e} classe (1re classe du bateau) 39 C. 60 ; par Báziás à Orsova ou vice-versa : 1re classe 53 C. 50, 2^{e} classe 37 C. 50. Les billets sont valables 30 jours et comportent une digression pour Herkulesfürdő (les bains d'Hercule).

Des prospectus dans toutes les langues sont envoyés gratuitement sur demande par la Direction de la **Société de Navigation fluviale et maritime Hongroise.**

Budapest, Imprimerie de la Société anonyme Athenaeum.